This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06183982 9

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS LE GOUVERNEMENT DE NAPOLÉON BUONAPARTE, ET PENDANT L'ABSENCE DE LA MAISON DE BOURBON;

Contenant des anecdotes particulières sur les principaux personnages de ce temps:

PAR J.-B. SALGUES.

TOME PREMIER.

A PARIS,

CHEZ LOUIS FAYOLLE, Libraire, rue Saint-Honoré, n°. 284, près l'église Saint-Roch.

M DCCC XIV.

PRÉFACE.

En publiant ces Mémoires, on n'a point l'intention d'imiter quelques personnes qui semblent vouloir, tous les jours, réaliser la fable du *lion devenu vieux*. Des hommes prosternés, il y a quelques mois, devant les dernières ombres du pouvoir de Buonaparte, ont été les premiers à briser ses images ; à insulter ses autels ; ils se montrent braves aujourd'hui, de toute leur lâcheté d'autrefois.

D'autres font mieux ; comblés de ses faveurs, enrichis de ses dons, ils outragent publiquement leur bienfaiteur. Ils le chantoient dans la prospérité, ils le frappent dans l'adversité. Ils sont toujours conséquens, toujours fidèles à leurs principes : car, pour eux, il ne s'agit pas de ce qui est honnête, mais de ce qui est utile.

Cet excès de bassesse indigne à la vérité les âmes honnêtes, mais il sert admirablement les âmes faciles et accommodantes qui sont prêtes à tout, même à l'opprobre. Car c'est à cette flexibilité de conscience, à cette abnégation des lois de la reconnoissance et de l'honneur, que nous devons le plaisir de voir, depuis vingt ans, les mêmes hommes se perpétuer dans les mêmes places et se plier à tous les gouvernemens, quels qu'en soient les formes, les chefs, ou les principes.

On les accuse d'inconstance ; c'est une calomnie,

ils sont constamment vils, constamment attachés à leurs intérêts personnels, et suivent, sans varier, cette maxime, que d'honnêtes gens regrettent de trouver dans le bon *La Fontaine :*

> Le sage dit, suivant le temps,
> Vive le roi, vive la ligue.

Ils voient, disent-ils, le gouvernement comme un fait; et s'inquiètent fort peu du droit. Nous les félitons de cette heureuse docilité, de cette profitable souplesse; mais nous avouons humblement qu'il nous seroit impossible de suivre de si nobles exemples. Nous avons constamment eu la foiblesse de croire que la morale et l'honneur étoient de quelque prix; nous avons même quelquefois poussé la gaucherie jusqu'à nous en faire les défenseurs. On ne nous a jamais vus dans la foule des adulateurs. On ne nous a point entendus exalter des actions que notre cœur désavouoit; encore moins en rendre grâce au ciel. Il est vrai que cette fierté ne nous a valu ni cordons, ni dotations, ni fonctions honorifiques. On n'a dépouillé personne pour nous enrichir. Mais si notre conduite nous a mérité l'estime et l'attachement du petit nombre d'honnêtes gens dont nous avons l'honneur d'être connus, nous ajouterons à nos autres maladresses, celle de nous croire suffisamment dédommagés.

Nous pouvons donc écrire ces Mémoires sans avoir à encourir le reproche d'ingratitude et d'inconséquence. Car telle a été notre destinée, ou peut-être notre volonté, que de tous les bienfaits des gouver-

nemens révolutionnaires qui viennent heureusement de cesser, nous n'avons connu que les mandats d'arrêt, les prisons, les spoliations et autres aménités employées autrefois pour la conversion des infidèles et qui n'ont pu néanmoins nous convertir.

Nous convenons ingénument qu'il eût été plus agréable pour nous de retracer les actions d'un bon roi, chéri de ses sujets, que celles de Buonaparte. C'est un bonheur qui n'est pas donné à tout le monde, et les bons rois sont rares. Heureuse M^me^. de Genlis, à qui il est permis d'écrire la vie de Henri IV !

Mais si l'histoire des bons princes, est la seule qui soit véritablement digne d'être gravée dans le souvenir des hommes, celle des méchans n'est pas non plus sans intérêt; et peut-être Tacite ne mérite-t-il pas moins de l'humanité, quand il peint la tyrannie de Tibère, que quand il célèbre les vertus d'Agricola.

Buonaparte a été un horrible tyran; la postérité gardera le souvenir de son règne, comme on garde celui des grandes calamités qui affligent le genre humain. Mais tel a été l'éclat de ce règne, l'audace de ses folles entreprises, l'excès de sa présomptueuse ambition, qu'il a su long-temps fasciner les yeux des foibles et les attacher à son nom par une sorte de prestige, dont l'impression dureroit peut-être encore, s'il eût su terminer sa carrière par une mort honorable.

Et c'est cet éclat, ce prestige d'une vaine et fausse gloire qui lui assure encore quelques adorateurs secrets, quelques zélateurs plus généreux qu'éclairés,

qui sollicitent pour lui, si non des éloges, au moins l'oubli du passé et le silence de l'histoire. « Car tel » est, dit un de nos plus célèbres historiens, la misé- » rable foiblesse des hommes, qu'ils regardent avec » admiration, ceux qui ont fait du mal d'une manière » brillante, et qu'ils parleront souvent plus volontiers » du dévastateur d'un empire, que de celui qui l'a » fondé ».

On pardonne aisément cette foiblesse, parce qu'elle provient des erreurs de l'esprit et non point des vices du cœur. Mais faut-il pardonner également à ceux qui réclament l'oubli des maux que nous avons soufferts, parce qu'ils en ont été les auteurs ou les complices? à ceux qui nous défendent de jeter les yeux en arrière, parce qu'à toutes les époques de la révolution, on les trouve constamment associés à la tyrannie, toujours prêts à en recueillir les fruits?

Nous concevons facilement que Buonaparte soit pour eux un objet d'intérêt, et l'histoire un objet de terreur; nous concevons facilement toute leur tendresse pour le tyran qu'ils ont servi : en plaidant sa cause, c'est la leur propre qu'ils défendent; en réclamant pour lui notre clémence, c'est pour eux-mêmes qu'ils la sollicitent. Le passé les effraie, parce que le passé les accuse : ils parlent sans cesse de générosité, d'oubli, de pardon; mais, dans le long cours de nos calamités, au milieu du débordement des malheurs qui se sont répandus sur nous, quels efforts ont-ils faits pour en arrêter le cours? quelle pitié ont-ils eue pour les victimes de la tyran-

nie ? Ni les maux des peuples, ni les gémissemens des familles, ni la désolation générale n'ont pu obtenir d'eux le moindre signe d'intérêt, armer leur cœur du moindre courage, les disposer à la moindre résistance. Leurs noms seront éternellement un objet de mépris et d'exécration ; et si le malheur des temps et la nécessité des circonstances leur conservent encore quelque pouvoir, ou quelque honneur, leur élévation ne sera jamais considérée que comme un reste des calamités publiques.

Si, après avoir épuisé la France dans ses dernières ressources, avoir tari le sang de nos dernières générations, Buonaparte eût réussi dans ses derniers desdseins, doute-t-on qu'ils ne fussent venus au pied de son trône, admirer son génie, se féliciter de ses bienfaits, et lui voter de solennelles actions de grâce ?

Ayons, si l'on veut, assez de générosité pour pardonner tant de bassesse, soyons grands pour user noblement de la victoire et mépriser les lâches qui frappent leur ennemi par terre ; mais ne soyons pas assez dépourvus de justice, de prévoyance et de force pour céder à d'artificieuses insinuations et nous associer à des hommes qui veulent épargner le crime, en affectant de révérer le malheur. Il importe que les actions des méchans soient connues ; et ce n'est pas battre un tyran, que d'écrire son histoire.

Quand Néron, condamné par le sénat à mourir sous les verges, se vit réduit à se faire donner la mort par un esclave, il étoit assurément malheureux.

Étoit-ce une raison pour ensevelir les crimes de Néron dans l'oubli ? et parce que Tacite et Suétone ont flétri le nom de Narcisse et de Tigellin, ses infâmes conseillers, faudra-t-il accuser ces écrivains d'avoir mal usé de la victoire, et manqué de générosité ?

Sans doute quelques modernes Tigellins auront à se plaindre de la franchise avec laquelle nous écrirons ces Mémoires ; mais si, dans ce tableau de nos calamités publiques, ils trouvent quelques vérités peu flatteuses pour eux, nous les prions de considérer que ce tort n'est pas le nôtre, et que le seul moyen de n'avoir rien à craindre du souvenir des hommes, c'est de travailler à mériter leur estime.

Ce n'est ni l'esprit de vengeance, ni l'esprit de parti, qui nous a portés à écrire ces Mémoires ; c'est le désir seul d'être utile à nos concitoyens, et de rappeler dans leur cœur les principes de vertu que le règne passé en avoit exilés. Car c'est le propre de la tyrannie d'anéantir tout ce qui est grand, noble et généreux, d'avilir toutes les âmes, de dénaturer tous les sentimens, et de jeter les peuples dans le désespoir, en leur montrant sans cesse la vertu malheureuse et le vice triomphant. Spectacle désolant qui accable l'homme de bien ; qui nous détache insensiblement de nos devoirs ; qui nous fait douter de la providence et nous porte à regarder l'univers, cette œuvre sublime de Dieu, comme l'ouvrage d'un mauvais génie. Que faudroit-il, pour extirper tous les germes de la morale, et porter les peuples à l'athéisme ? si non prolonger la tyrannie.

Buonaparte est vaincu. Gràces en soient rendues au ciel ! Il expie dans l'exil les maux innombrables qu'il a causés à l'humanité ; ne troublons point sa solitude, oublions sa personne ; mais souvenons-nous éternellement de son règne.

Il faut avoir sans cesse sous les yeux les crimes de la tyrannie, pour sentir le prix des vertus qu'elle étouffe. Il faut haïr les tyrans, pour aimer les bons rois.

Qui sait d'ailleurs si les complices de Buonaparte ne nourrissent pas encore de coupables espérances ? n'a-t-on pas vu ces fauteurs de révolution, toutes les fois qu'ils ont été vaincus, réclamer les principes de l'humanité, s'adresser à la clémence de leurs vainqueurs, les conjurer, au nom de la patrie, d'étouffer leurs ressentimens et d'éteindre parmi les concitoyens tous les germes de haine et de division ?

Mais lorsqu'ils avoient obtenu de la loyauté de leurs ennemis, un pardon généreux ; que faisoient-ils ? Ils méditoient en secret les moyens de ressaisir la puissance, et quand la fortune et l'habileté les secondoient, à quels actes de violence et de cruauté ne se portoient-ils pas ? avec quelle fureur on les voyoit immoler ceux mêmes qui les avoient épargnés ! avec quelle impitoyable cruauté ils usoient de la victoire !

Qu'auroient fait Buonaparte et ses inexorables satellites s'ils eussent eu à leur disposition ces princes, aujourd'hui l'objet de notre amour, le gage de nos plus douces espérances ? Auroient-ils hésité un instant à les sacrifier à leur lâche sécurité ?

Et quand un des agens de Napoléon essaya tout récemment de s'emparer des voitures qui sortoient de Vesoul ou de Nancy, dans l'espoir d'y trouver l'auguste frère de notre monarque, étoit-ce pour le reporter près du trône de ses pères? Quel eût été le sort de M. le duc d'Angoulême, si Bordeaux eût été vaincu, et si ce prince fût tombé entre les mains des commissaires de Napoléon ?

N'écoutons donc point les conseils d'une fausse et périlleuse générosité ; et s'il est quelques personnes qui conservent encore quelque tendre intérêt pour le moderne Domitien, nous les appelons au tombeau du duc d'Enghien et à la poudrière de Grenelle.

Il importoit que quelqu'un se chargeât de recueillir les monumens historiques dont la tyrannie ombrageuse de Buonaparte avoit depuis quinze ans interdit la publication ; car le premier soin des tyrans est de condamner leurs sujets à l'ignorance, de proscrire la pensée, d'étouffer la plainte, et de couvrir du secret le plus profond les actes criminels sur lesquels est fondé l'édifice de leur puissance. Jamais personne n'a mieux connu cet art que Buonaparte ; jamais despote n'a possédé d'esclaves plus dévoués, de ministres plus zélés pour l'accomplissement de ses ordres. Au milieu de l'Europe, il a trouvé le secret de nous rendre étrangers à l'Europe toute entière. Il a fait plus ; il est parvenu à nous dérober jusqu'à la connoissance des événemens qui se passoient presque sous nos yeux ; et tel a été l'état de dégradation où il nous avoit précipités, que nous étions en

quelque sorte devenus sourds, aveugles et muets. Son règne est le seul qui offre l'exemple incroyable d'une nation de trente millions d'hommes tenus au secret pendant près de quinze années.

Avilissement inouï, et qui nous couvriroit d'une honte ineffaçable, si l'on ne savoit jusqu'à quel point un peuple fatigué de douze années d'orages politiques est propre à la servitude, et capable de patience et de longanimité.

En publiant aujourd'hui les secrets du règne de Buonaparte, en produisant au grand jour les mystères de la tyrannie, nous aurons le mérite d'offrir à nos lecteurs des scènes inconnues et nouvelles, et de leur parler de leur propre histoire comme de l'histoire d'un peuple étranger et lointain.

Déjà ils commencent à en avoir quelque idée. Chaque jour les révélations se succèdent et se multiplient, nous les recueillerons avec soin dans cet ouvrage; nous en ajouterons de nouvelles; nous les soumettrons toutes à un examen sévère et impartial; nous n'admettrons que des faits avérés, nous les appuyerons souvent de pièces justificatives; enfin nous n'épargnerons rien pour rendre ces mémoires dignes des suffrages et de l'estime publique.

Nous n'avons point le dessein d'écrire une histoire, c'est à Tacite qu'il est réservé de peindre Tibère ou Néron. Nous croirons avoir suffisamment mérité du public, si jamais ce recueil peut offrir quelque secours à des écrivains plus habiles que nous.

Il faut répéter ici ce que nous avons annoncé

précédemment dans notre prospectus, que pour distraire nos lecteurs des images funestes dont cet ouvrage ne sera que trop rempli, et tempérer le bien par le mal; nous essaierons de tracer l'histoire des princes de la maison de Bourbon pendant leur long exil, et depuis les funestes catastrophes qui les ont forcés d'abandonner la terre de leurs augustes aïeux.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

Pendant le Gouvernement de NAPOLÉON BUONAPARTE, et l'absence de la MAISON DE BOURBON.

CHAPITRE PREMIER.

De la Corse.

LA Corse est une île de la Méditerranée, située entre les quarante-unième et cinquante-cinquième degrés de latitude septentrionale, le vingt-sixième et le vingt-septième degrés de longitude. Elle a, au nord, le golfe de Gênes; au midi, la Sardaigne, dont elle n'est séparée que par un détroit de trois lieues, parsemé d'îles et de rochers. La mer de Toscane la baigne à l'est; celle de Provence, à l'ouest. Sa longueur est de trente-huit à trente-neuf de nos lieues ordinaires; sa largeur, de quinze à seize.

Elle est coupée, dans toute son étendue, par une double chaîne de montagnes, qui se croisent et la séparent naturellement en quatre

parties. Les Grecs la connoissoient sous le nom de *Cyrnos*. On ignore à quelle époque et pour quoi elle a pris celui de *Corsica*.

Isidore de Séville prétend, à la vérité, qu'une femme de Ligurie, ayant vu revenir de Corse une vache bien grasse, passa aussitôt dans cette île pour y établir ses troupeaux; et comme cette femme s'appeloit *Corsa-Bubula*, elle ne manqua pas de donner à *Cyrnos* le nom de *Corsica*. Mais Isidore de Séville est un conteur d'historiettes, qui ne mérite aucune attention.

Les hautes montagnes et les rochers dont l'île de Corse est hérissée lui donnent un aspect inculte et sauvage. Cependant l'air y est sain et les eaux salubres; on y trouve des bains d'eaux minérales qui peuvent être très-utiles à la santé. Les vins y sont excellens, et pourroient rivaliser avec les meilleurs d'Italie, si l'on savoit mieux les faire; mais les œuvres de M. Chaptal y sont encore peu connues. La Corse jouit à peu près de la même température que la Provence; à peine y connoît-on les orages. On y trouve des bois d'orangers, de limoniers, de citronniers; l'amandier, le figuier, le palmier, le jujubier, y sont très-communs. La terre y est couverte de buis, de myrtes, de lauriers, de grenadiers, d'arbousiers, dont les fleurs parfument l'air. Les arbres les plus communs en Corse sont le

chêne-vert, le hêtre, et surtout le châtaignier, végétal d'une ressource immense, qui seul suffiroit à la nourriture de tous les habitans. L'olivier de Corse est beaucoup plus gros, plus élevé que celui de Provence ou de Languedoc; mais l'huile n'y est pas aussi parfaite. Les mûriers que l'on y a plantés ont pris un accroissement rapide, et sont devenus une nouvelle source de richesses.

Les bestiaux sont plus petits en Corse que dans le reste de l'Europe, et les vaches y sont rares, faute de pâturage; mais les chèvres y sont très-nombreuses. La laine des moutons est longue, dure et rude comme du poil; tous ont la laine noire; à peine dans les troupeaux les plus considérables trouveroit-on un mouton blanc. On attribue ces effets au séjour qu'ils font sur les montagnes et à la nature des plantes dont ils se nourrissent. Le miel abonde dans l'île, et l'on y recueille une quantité considérable de cire. Elle a un grand nombre de ports propres à faciliter le commerce; celui de *Porto-Vecchio* est le plus vaste et le plus sûr. L'air des vallons et des plaines passe pour malsain; mais il deviendroit facilement salubre, si l'on s'occupoit davantage de l'écoulement des eaux et du desséchement des marais.

On prétend qu'il n'y a point d'animaux

venimeux. On y trouve néanmoins des scorpions, et une espèce de petite araignée, marquée de diverses couleurs, dont la morsure est fort dangereuse. Son effet est de produire un engourdissement et un froid subit, quelquefois suivi de la mort. Ce fait, attesté par le médecin Frediani, auroit besoin d'être vérifié.

Les loups sont inconnus en Corse; les renards y sont nombreux et entreprenans; le gibier y est très-abondant. Les bois, les rochers, les montagnes, recèlent une quantité prodigieuse de ramiers, de grives et surtout de merles, dont les gastronomes corses font un cas particulier.

Les belles nuits d'été sont en Corse, comme en Italie, éclairées par cette jolie mouche phosphorique qu'on nomme *luciola*, et dont le vol brillant jette partout une lumière vive, éclatante et mobile. Dix à douze lucioles suffiroient pour tenir lieu de bougies dans un appartement.

On fait monter la population de l'île à trois cent mille habitans. Ses principales villes sont Bastia, Ajaccio, Torte, Calvi, Bonifaccio, San-Fiorenzo. Bastia est la capitale; mais Ajaccio la surpasse pour la beauté du site, la forme et l'élégance des habitations : c'est la ville que

les Grecs habitent de préférence ; et comme leurs femmes sont jolies, Ajaccio est le séjour le plus recherché de toute la Corse.

Les grandes routes étoient inconnues en Corse avant l'établissement des Français. Depuis ce temps on a construit des chaussées, ouvert de larges chemins pour la facilité et la sûreté des communications. La Corse possédoit autrefois cinq évêchés et soixante-dix-sept monastères.

La langue des Corses est un mélange de grec, d'arabe, de latin et d'italien. Les habitans sont la plupart pauvres, mal vêtus, mal nourris et ennemis du travail. Les hommes sont d'une taille médiocre, mais robustes, intrépides, capables de soutenir les fatigues, la faim, la soif et toutes les misères de la vie humaine. Quoiqu'ils battent habituellement leurs femmes, ils en ont cependant la meilleure opinion ; ils disent que lorsque Dieu créa le monde, il jetta douze onces de vertu sur la terre ; les femmes corses en prirent onze pour leur part, et laissèrent les autres femmes se partager le reste.

Les Romains avoient fait de la Corse un lieu d'exil et de bannissement. Sénèque y fut relégué et y passa huit ans. On montre encore aujourd'hui une tour qui porte son nom : *Torre*

di Seneca. On croit que ce fut là qu'il composa ses Traités de la Consolation, dont il paroît qu'il avoit lui-même grand besoin. On cite de lui quelques épigrammes qui nous donneroient une fort mauvaise idée de la Corse et de ses habitans, s'il falloit s'en rapporter aux boutades d'un exilé; la plus connue est celle-ci :

Lex prima ulcisci; lex altera vivere furto;
Tertia mentiri; quarta negare Deos.

Se venger et voler, mentir, nier les dieux,
Voilà toutes les lois de ces aimables lieux.

Mais les Corses soutiennent qu'il ne la composa que pour se venger d'un affront qu'il avoit essuyé. Dans ses momens de gaieté, il étoit devenu amoureux d'une jeune insulaire, et avoit entrepris d'obtenir par force ce qu'il faut toujours obtenir de bonne volonté. La jeune fille se plaignit à ses frères, qui se saisirent du philosophe et le fustigèrent. Un philosophe fustigé est de mauvaise humeur; il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait si mal parlé de ses hôtes.

Le sort de la Corse a été de combattre éternellement pour la liberté, sans jamais l'obtenir. On connoît plus de deux mille années de son histoire, et ce sont deux mille années de guerres, de violences, d'usurpations, de révoltes, de

de soulèvemens, de tyrannies, de calamités de tous les genres. Peut-être n'existe-t-il pas de pays plus constamment malheureux. Aucune terre n'a été arrosée de plus de sang, souillée de plus d'assassinats, témoin de plus de désastres.

Qu'on se figure un peuple en état de révolution pendant deux mille ans, déchiré sans relâche par l'esprit de parti, exalté, fanatisé par la haine, le ressentiment, le désespoir, et tout ce que le cœur humain renferme de plus violentes passions; luttant sans cesse contre ses tyrans, sans pouvoir briser ses chaînes, subissant en quelque sorte le supplice de Prométhée. Il y a dans cette persévérance de malheurs une sorte de fatalité capable de faire d'un peuple d'anges un peuple de démons.

On a dit, pour humilier les Corses, que les Romains ne vouloient pas d'eux pour esclaves; c'étoit pour les honorer qu'il falloit le dire; car quelle est la nation la plus digne d'éloges, de celle qui se soumet lâchement à la servitude, ou de celle qui ronge ses fers plutôt que de les porter? Jusques sous les chaînes de l'esclavage, les Corses conservoient leur esprit d'indépendance et leur indomptable fierté; ils aimoient mieux se laisser mourir de faim que de travailler pour leurs maîtres. Étoient-ils donc au-dessus

des esclaves, ces Romains qui subissoient avec tant d'abaissement et d'humiliation la tyrannie des Tibère, des Caligula, des Néron, des Domitien ?

Toute nation opprimée se pervertit promptement. Il en est des Corses comme des Juifs; c'est l'excès du despotisme et de l'injustice qui a corrompu leur cœur; on finit par renoncer à la vertu quand la vertu devient inutile.

Les antiquités de la Corse sont obscures et incertaines, comme celles de tous les peuples; on n'a sur ses premiers habitans aucune notion exacte. Les premiers étrangers qui vinrent s'y montrer, furent des Phocéens. Les Carthaginois les chassèrent, et furent chassés à leur tour par les Romains.

Les Corses firent de vains efforts pour se délivrer des Romains; ils furent vaincus dans toutes les occasions, et ne retirèrent d'autre fruit de leur révolte, qu'une surcharge d'impôts. On exigeoit d'eux cent mille livres de cire; on leur en demanda deux cent mille. Ils se soulevèrent de nouveau; on les battit encore, et ils payèrent. Les derniers mouvemens qu'ils firent pour leur liberté, furent réprimés par T. Sempronius Gracchus et P. Cornelius Scipion Nasica.

La Corse et la Sardaigne ne formoient qu'un

seul gouvernement; Adrien les sépara, et les Corses eurent leur gouverneur particulier. Les Romains avoient établi leurs colonies sur les côtes et dans les lieux les plus fertiles; ils portèrent dans cette île leurs arts, leur commerce et leur magnificence. Elle se couvrit de villes florissantes, bien bâties et bien peuplées; les marais furent desséchés, les terres cultivées; on croit que la seule colonie d'Aleria comptoit soixante mille habitans. Si jamais les Corses connurent quelque bonheur, il est probable que ce fut à cette époque, période heureuse, qui dura jusqu'à l'invasion des barbares.

Alors la Corse se trouva en proie à de nouvelles calamités; ses villes furent détruites, ses campagnes désolées par les Vandales; les Goths, qui survinrent, achevèrent la dévastation, et chassèrent entièrement les Romains. Narsès, général de l'empereur Justinien, y rentra, et remit, pour quelque temps, cette malheureuse contrée sous l'obéissance des empereurs d'Orient; mais les Lombards, autres barbares, y pénétrèrent à leur tour, et la leur enlevèrent.

Quatre ans après, Athime, chef des Sarrasins, se jeta sur Aleria, s'en rendit maître, et se proclama roi de l'île de Corse. Le fanatisme des Arabes, celui des Corses nouvellement convertis, la haine qu'inspiroit aux deux na-

tions la différence des religions, devinrent la source de mille nouvelles atrocités.

Les Corses invoquèrent inutilement le secours des puissances d'Italie; elles avoient trop d'affaires elles-mêmes pour pouvoir s'occuper de celles des autres; mais on assure que leurs plaintes parvinrent à Charles Martel. Ce héros, la terreur des Maures, rassembla des troupes, s'embarqua avec elles, descendit en Corse, et, dans l'espace de trois jours, la délivra du joug des Sarrasins, après avoir tué leur roi de sa propre main.

Pourquoi ne les extermina-t-il pas jusqu'au dernier, comme dans les plaines de la Touraine! Après son départ, ils se réunirent sous un nouveau chef nommé Nuguloë, et rétablirent l'empire du croissant.

Rome étoit effrayée de voir s'élever si près d'elle le culte de Mahomet. Le pape Étienne IV excita le zèle de Hugues Colonna, noble Romain, et lui promit la souveraineté de la Corse s'il en chassoit les Sarrasins. Hugues Colonna étoit brave et entreprenant, et fort disposé à recevoir une couronne; il rassemble deux cents chevaux et mille hommes d'infanterie, descend dans les plaines d'Aleria, attaque et défait Nuguloë, revient à Rome, reçoit du pape la souveraineté de la Corse, se fait son

vassal, et laisse à son fils Bianco le soin de continuer la guerre. Elle fut atroce ; les Sarrasins, attaqués de toutes parts, se défendirent en désespérés ; on en faisoit un carnage affreux ; on traitoit de même les Corses mahométans ; ils avoient voulu convertir les chrétiens, on voulut les convertir à leur tour. Proscriptions, taxes extraordinaires, empoisonnemens, on n'oublia rien pour leur salut ; on leur imposa jusqu'à la dîme de leurs enfans.

Les restes de ces malheureux, réduits au désespoir, prirent les armes, livrèrent des combats sanglans, et finirent par abandonner la Corse, en laissant partout des marques de leur fureur et de leur désespoir.

Depuis ce temps, l'île jouit de quelque repos. Le comte Arrigo supprima la dîme des enfans, et se fit bénir de ses vassaux ; il gouvernoit avec sagesse et bonté, lorsqu'il fut assassiné par un scélérat venu de Sardaigne. Sa mort replongea la Corse dans la plus affreuse confusion. Les Pisans vinrent bâtir *Bonifaccio ;* les Génois vinrent chasser les Pisans ; les Corses attaquèrent les Génois. Le pape envoya un marquis de *Massa di Maremna*, qui battit et les Corses et les Génois et les Pisans, et gouverna pendant sept années. Après sa mort et celle de son fils, nouveaux désordres. Les Génois s'emparent de

Bonifaccio, et en chassent tous les habitans. Les Corses mettent à leur tête un homme audacieux et féroce, nommé Orso, qui les défend et les opprime ; il pousse la tyrannie jusqu'à établir le droit de première nuit. Les Corses le tuent ; l'île est dans une confusion horrible. Le pape Urbain II, dans une congrégation de cardinaux, la donne aux Pisans, comme un fief de l'église. Les Pisans acceptent le présent et se soumettent à payer au saint siége 50 livres de redevance.

Leur gouvernement fut doux et paternel ; ils bâtirent des églises, construisirent des ponts, élevèrent des édifices publics, et firent goûter aux Corses les douceurs de la paix.

Ce calme heureux fut bientôt troublé. Il restoit un descendant du comte Arrigo, qui portoit le titre de comte de Corse, sans en retirer les bénéfices. Il entreprit de rentrer dans ses droits, et se rendit bientôt célèbre sous le nom de *Giudice della Rocca*. En 1264, il fut reconnu gouverneur général. *Giovaninello*, riche seigneur, se créa un parti, et lui disputa l'autorité. Les deux factions se déchirèrent pendant deux cents ans.

Les Pisans, hors d'état de se soutenir, rendirent à Urbain le présent qu'il leur avoit fait. Le pape l'offrit à Alphonse, roi d'Arra-

gon. Alphonse l'accepta, puis l'abandonna. Les Corses, livrés à eux-mêmes, se choisirent des chefs plus cruels, plus féroces les uns que les autres. Les châteaux furent brûlés, les villages incendiés ; la désolation étoit au comble. Enfin les habitans prirent le parti de reconnoître les Génois comme leurs souverains, et leur prêtèrent foi et hommage.

Ils espéroient quelque repos et ne l'obtinrent pas ; mille factions s'élevèrent successivement, et couvrirent encore leur malheureuse patrie de cendres, de cadavres et de ruines ; les Génois se rendirent si odieux que, dans une nuit, ils furent tous égorgés. Un moine, nommé Nicolo, se fit un grand parti par le moyen de son éloquence ; il érigea une confrérie dans laquelle entrèrent plusieurs seigneurs ; on jura de s'entre-secourir mutuellement : le moine commençoit à prendre un grand ascendant, lorsque son général le rappela.

On vit alors s'élever de nouvelles divisions ; les Corses élurent des chefs qu'ils nommoient *Caporali*, et les chassèrent ensuite pour retourner aux Génois. Giovani Paolo et Rinuccio della Rocca refusèrent de se soumettre ; les Génois envoyèrent contre eux Nicolo Doria, qui se signala par les actes de la plus horrible cruauté ; il fit massacrer tous les habitans de

plusieurs villages. Rinuccio avoit laissé deux de ses fils à Gênes; Doria en fit égorger un. Cette barbarie atroce n'ayant pu ramener Rinuccio, il le menaça de tuer le second. Un autre chef de parti l'inquiétoit, il fut assassiné. Tant de forfaits ne firent qu'irriter les esprits.

Il étoit difficile que les Corses tombassent sous de plus mauvais maîtres que les Génois. On a remarqué que la domination d'une petite république est presque toujours plus dure, plus oppressive que celle d'un état puissant. La conscience que les petits ont de leur propre foiblesse, les porte à des actes d'une excessive sévérité; car, ne pouvant se faire respecter par la force, ils essaient d'imposer par la crainte.

Gênes avoit besoin d'appui pour elle-même; elle passoit successivement d'un protecteur à un autre, et ne jouissoit que d'une existence précaire. Le seul moyen raisonnable qu'elle eût pu employer pour conserver l'île de Corse auroit été un gouvernement doux, libéral, paternel: elle suivit un système tout contraire; car, au lieu de chercher à rendre les Corses meilleurs et plus heureux, elle ne songea qu'à les tenir plongés dans la plus honteuse ignorance et la soumission la plus abjecte. Elle pouvoit obtenir beaucoup par l'amour, elle aima mieux obtenir moins par la terreur; et telle fut sa

cruelle politique, qu'un de ses propres historiens, Filippini, ne craint pas d'avouer qu'elle fit brûler plus de cent vingt des plus riches villages, de crainte qu'ils ne se révoltassent, et qu'elle força quatre mille habitans de quitter leur pays.

Ces excès suscitèrent, en 1550, un vengeur à la Corse, ce fut Sampietro de Bastelica; il étoit doué des plus hautes qualités; il avoit été élevé dans la maison du cardinal Hippolyte de Médicis, neveu du pape Clément VII, et s'étoit distingué au service de France, où il commandoit un régiment. Après la mort de François Ier., il étoit rentré dans sa patrie, et avoit épousé *Vannina*, héritière de la maison d'Ornano, l'une des plus anciennes, des plus riches et des plus illustres de la Corse. Il prit même le nom de *Sampietro d'Ornano*. Touché de l'état malheureux de sa patrie, il résolut de la secourir; il intéressa au succès de ses desseins Henri II, qui avoit des prétentions sur Gênes, et lui montra les avantages d'une possession telle que l'île de Corse. Le roi de France entra facilement dans ses vues. On prépara une expédition pour la Corse, et l'on en donna le commandement au général de Termes, ayant sous ses ordres Sampietro d'Ornano, Jourdain-des-Ursins, et plusieurs autres habiles officiers.

Henri II avoit pour allié l'empereur des

Turcs, Soliman, surnommé le Magnifique. Le sultan équipa une flotte, et se disposa à seconder le roi de France. Cette expédition devoit effrayer les Génois; cependant ils se disposèrent à soutenir courageusement la guerre. André Doria, malgré ses quatre-vingt-dix-sept ans, sentit renaître son ardeur guerrière et tout le feu de sa jeunesse. Il s'embarqua intrépidement à la tête d'un armement considérable.

La guerre fut soutenue de part et d'autre avec vigueur. Plusieurs places furent d'abord emportées par les Turcs et les Français, et particulièrement Ajaccio, dont l'opulence offroit au soldat l'espoir d'un riche butin. Ornano eut soin de répandre le bruit que les Français ne venoient que pour affranchir l'île de la tyrannie de Gênes; une foule de Corses se joignirent à lui, et bientôt une grande partie de l'île fut délivrée de ses tyrans. Mais le génie d'André Doria, les forces considérables que les Génois obtinrent de l'empereur Charles-Quint, arrêtèrent les progrès des Français. On fit de part et d'autre des efforts incroyables, les deux armées se signalèrent par les actions les plus éclatantes. La fureur des Corses étoit telle qu'ils juroient de se jeter plutôt dans les bras des Turcs, que de retourner sous le joug des Génois. Il fallut cependant y rentrer. Le roi

de France, appelé par d'autres soins, termina cette guerre par un traité avantageux et honorable pour les Corses, et s'en rendit garant.

Mais les traités n'étouffent pas les haines nationales. Après la mort de Henri II, la tyrannie de Gênes devint plus violente que jamais; la haine des opprimés s'enflamma avec une nouvelle fureur. Ornano ayant inutilement sollicité le secours des Turcs, résolut de sauver seul sa patrie. Il rassembla ses forces, livra plusieurs combats, prit des villes, les perdit, et fut enfin lâchement assassiné par un misérable nommé Vitolli. On imputa ce crime aux Génois: il paroît constant que Pietro Vivaldi, qui commandoit leurs forces, avoit pris la résolution d'exterminer les chefs des Corses par le fer, le feu et le poison. Cette guerre fut conduite avec une férocité inouie; on tuoit de part et d'autre les prisonniers; on pendoit les garnisons, on incendioit les villages; il est probable qu'un assassinat de plus n'effraya pas le général génois.

Sampietro d'Ornano étoit un homme d'une âme élevée, d'un rare courage et d'une constance inaltérable. Il joignoit de grands vices à de grandes qualités: il étoit jaloux et cruel à l'excès. Sa femme ayant quitté l'île de Corse, pour se retirer à Marseille, Sampietro, dans l'accès de sa fureur, tua celui qui lui en ap-

porta la nouvelle, courut à Marseille, se saisit de sa femme et l'étrangla de ses propres mains.

La mort de Sampietro ne rendit point le calme à la Corse ; son fils, à peine âgé de dix-huit ans, se mit à la tête des insurgés, et les Corses jurèrent de mourir avec lui. Gênes sentit le besoin de capituler, proposa une amnistie, fit des propositions raisonnables qui furent acceptées. Le jeune Ornano quitta la Corse pour se rendre en France, et s'y montra d'une manière si honorable qu'il fut élevé au grade de maréchal de France.

Il ne s'agissoit, pour le bonheur de la Corse, que de continuer à y entretenir les principes de la modération et de l'équité ; mais, si d'une part il étoit difficile de gouverner les Corses, de l'autre, il étoit presque impossible de se laisser gouverner par les Génois. L'île étoit ruinée, ils exigèrent d'elle des contributions excessives. Le désespoir enfanta de nouvelles révoltes ; des deux côtés on s'attaqua avec rage, les Génois aggravant tous les jours la tyrannie, les Corses s'obstinant de plus en plus dans l'esprit d'insurrection. On exigeoit d'eux qu'ils n'exportassent leurs productions que dans les ports de Gênes, où ils étoient réduits à les vendre à vil prix. Dans une famine, on leur enleva tous leurs blés pour Gênes, et on les abandonna

eux-mêmes à toutes les horreurs de la disette.

La manière de procéder contre les prévenus de crimes capitaux, étoit digne des temps les plus barbares. Le juge, les condamnoit, ou les acquittoit, suivant ses caprices ou son entendement. Il en étoit quitte pour alléguer sa conscience. *Ex informatâ conscientiâ.*

On condamnoit aux galères sur les plus légers prétextes; et, comme le juge pouvoit remettre la peine, il faisoit un trafic honteux de ce privilége. On envoyoit un gouverneur pour deux ans; c'étoit presque toujours un noble avide et ruiné; il se livroit, pour s'enrichir, à tous les genres d'exactions envers ses malheureuses victimes: adressoient-elles leur réclamations au sénat? Il étoit convenu d'avance que les Corses étoient un peuple indomptable dont on ne pouvoit écouter les cris. Comme il falloit diviser pour régner, on entretenoit à dessein les haines de famille, on suscitoit tous les jours de nouveaux sujets de division, on tenoit les esprits dans un état d'exaspération continuelle, et l'on favorisoit en quelque sorte les assassinats; c'est un fait malheureusement avéré, que l'on compta, au commencement du siècle dernier, dix-sept cents assassinats dans l'espace de deux années. Ces assassinats n'étoient point sans intérêt pour le fisc; car, comme la loi

confisquoit les biens de l'assassin, ces meurtres engraissoient les coffres publics.

De pareils excès auroient transporté d'indignation le peuple le plus patient et le plus résigné; la colère des Corses finit par se tourner en rage; en 1729, ils s'armèrent de toutes parts, se donnèrent des chefs, et se livrèrent à tout ce que le fanatisme de la vengeance peut inspirer à une nation naturellement vindicative et féroce.

Les Génois appelèrent à leur secours l'empereur Charles VI, qui leur donna des troupes et des généraux.

Les Corses, vaincus de nouveau, consentirent à livrer leurs chefs en ôtage. C'étoient André Ceccaldi, Louis Giafferi et Dominique Rafelli. On les conduisit à Gênes où l'on délibéra, contre la foi des traités, si on les mettroit à mort; l'ambassadeur génois sollicitoit à Vienne le consentement de l'empereur, lorsque le prince de Wirtemberg, jeune héros du plus noble caractère, envoya un exprès pour représenter à S. M. combien l'honneur de sa couronne seroit flétri, s'il permettoit qu'on mît à mort des hommes qui ne s'étoient rendus que sur la foi de sa parole sacrée. Le célèbre prince Eugène joignit sa médiation à la sienne, et les Génois curent ordre de mettre en liberté les trois chefs corses. Giafferi revint dans sa pa-

trie; Rafelli se retira à Rome, et Cecealdi en Espagne.

De nouveaux sujets de mécontentement ne tardèrent pas à produire de nouveaux troubles. Les Corses mirent à leur tête Giafferi qui s'adjoignit Hiacynthe Paoli.

Paoli étoit un gentilhomme d'une ancienne famille, mais plus distingué par son mérite que par son rang. Il étoit instruit, brave et religieux, également capable de servir sa patrie dans la paix comme dans la guerre. Le secours que les Génois avoient obtenu de l'empereur, leur avoit coûté cher; ils y avoient dépensé trente millions, sans compter les présens qu'ils avoient faits au prince de Wirtemberg et à d'autres généraux.

Ils ne furent point tentés de renouveler cette épreuve, et se préparèrent à soutenir la guerre avec leurs propres moyens.

Les Corses étoient décidés à conquérir enfin leur liberté. Ils cherchèrent d'abord quelque appui parmi les souverains d'Europe, et s'adressèrent à l'Espagne qui les refusa; ils sollicitèrent quelques autres puissances qui ne les accueillirent pas mieux. Désespérés de ne pouvoir trouver de secours sur la terre, ils en cherchèrent dans le ciel. Ils convoquèrent une assemblée générale de toutes les paroisses, et,

après avoir juré une haine éternelle aux Génois, ils se mirent solennellement sous la protection de l'*immaculée conception de la vierge Marie*. André Ceccaldi, Hiacynthe Paoli et don Louis Giafferi furent élus primats du royaume et décorés du titre d'altesses royales. L'acte fut proclamé la 30 janvier 1735 (1).

On entra aussitôt en campagne. L'artillerie manquoit ; on enleva les cloches et l'on fondit des canons. On tomba sur les Génois partout où

---

(1) Cette pièce est assez curieuse pour être rapportée.

Acte d'élection de la Sainte-Vierge, comme reine de Corse.

1. Le royaume élit pour sa protectrice l'*immaculée conception de la Vierge Marie*, dont l'image sera empreinte sur les armes et les drapeaux, et l'on en célébrera la fête, dans tout le pays, par des salves de mousqueterie et de canon, conformément à ce qui sera prescrit par la junte.

2. Tout ce qui peut rappeler le gouvernement génois est aboli ; les lois et statuts seront brûlés publiquement.

3. On frappera des espèces au nom des primats du royaume.

4. Les terres et fiefs appartenant aux Génois sont confisqués ; les primats en disposeront et les feront affermer.

5. Quiconque refusera de reconnoître la junte et de lui obéir, d'accepter des charges et emplois, sera déclaré rebelle et condamné à mort. Ses biens seront confisqués.

ils se présentèrent, on en tua un grand nombre, on s'empara de plusieurs places fortes ; l'habileté et le courage de Giafferi déconcertèrent toutes les mesures des généraux et des commissaires de Gênes ; la cause de la liberté triomphoit partout, lorsqu'un événement inattendu vint encore relever les espérances de la Corse.

On vit débarquer dans le port d'Aleria un homme d'une apparence imposante, amenant

---

6. Seront traités de même ceux qui oseront mépriser ou tourner en ridicule les titres et qualifications donnés, soit aux primats, soit à la junte, soit à tous les officiers et ministres de la diète.

7. Seront également sujets à la peine de mort ceux qui proposeront, de quelque manière que ce soit, de traiter avec les Génois.

8. La junte fera un nouveau code, qui sera publié dans quinze jours, et aux lois duquel tous les sujets du royaume seront tenus de se conformer.

9. La junte donnera des brevets à chaque officier, depuis le commissaire général des armées jusqu'au dernier grade, et nul ne pourra exercer sa charge sans ces brevets, sous peine de mort.

10. Deux magistrats seront chargés de veiller à la tranquillité du royaume, et notamment de rechercher les traîtres à la patrie ou soupçonnés tels, avec pouvoir de leur faire *leurs procès en secret*, et de les condamner.

Conclu et arrêté dans l'assemblée générale des Corses, le 30 janvier 1735.

avec lui quelques hommes, dix pièces de canon et des malles qu'on disoit remplies d'argent. Le héros inconnu promettoit de délivrer l'île, pourvu qu'on lui conférât l'autorité nécessaire, et qu'on lui décernât le titre de roi.

Cet aventurier se nommoit Théodore de New-Hoffen. Il étoit fils d'un baron westphalien qui étoit venu s'établir en France. Il avoit été dans sa jeunesse page de la duchesse d'Orléans, s'étoit ensuite retiré en Suède, puis en Espagne, puis en Italie. C'étoit un homme d'une imagination ardente, un peu voisine de la folie. Sa tête active enfantoit tous les jours de nouveaux projets. Dans un voyage à Tunis, il persuada au Bey que, s'il vouloit lui donner un vaisseau de dix canons, quatre mille fusils, un peu d'argent et quelques munitions, il le rendroit maître de l'île de Corse. Le Bey eut la simplicité de l'écouter; Théodore s'embarqua pour Livourne, vit quelques Corses en Italie, et leur fit dire que, s'ils vouloient le reconnoître pour roi, il délivreroit l'île, et leur assureroit le secours des puissances de l'Europe.

Les idées les plus folles sont presque toujours sûres de réussir dans les révolutions. La proposition du baron westphalien fut acceptée; il aborda, au mois de mars 1736, au port d'Aleria, vêtu d'un long habit d'écarlate dou-

blé de fourrures, couvert d'une vaste perruque, d'un chapeau retroussé, à large bord, portant au côté une longue épée à l'espagnole, et à la main une canne à bec de corbin, qui lui servoit de sceptre.

Il apportoit avec lui deux cents fusils, autant de pistolets, quelques sabres, des souliers, fort peu d'argent, mais beaucoup de promesses.

Les Corses crurent voir un libérateur, et Théodore fut élu et proclamé roi dans un congrès de la nation, assemblé le 15 avril 1736. On rédigea une constitution que le nouveau monarque jura d'observer (1). La cérémonie

---

(1) *Élection et proclamation du roi Théodore.*

Au nom et à la gloire de la très-sainte Trinité, père, fils et saint-esprit, et de l'immaculée vierge Marie.

Aujourd'hui, dimanche 15 du mois d'avril de l'année 1736, dans l'assemblée générale du royaume de Corse, dûment convoquée, après de longues et mûres délibérations des principaux et de tous les peuples du royaume, il a été déterminé et arrêté de choisir un roi et de vivre sous sa dépendance.

Et le seigneur Théodore, baron de New-Hoffen, a été reconnu et proclamé pour tel, sous les pactes et conditions qui suivent, à l'observation desquels ledit seigneur devra s'engager par serment, tant pour lui que pour ses successeurs, l'intention des peuples étant qu'il ne puisse

de son couronnement se fit dans une église de Franciscains; et, comme on n'avoit point de couronne d'or à lui donner, on se contenta de lui en donner une de laurier.

Le premier soin de Théodore fut de se former une cour, de lever un régiment des gardes, de créer des comtes, des barons, des marquis; Giafferi et Paoli furent déclarés Excellences. On frappa des monnoies d'argent et de cuivre à l'effigie du nouveau souverain, et, pour essayer

---

faire aucun acte de royauté que, préalablement, il n'ait accepté lesdits pactes et conventions, juré de les observer, et signé de sa propre main, scellé de son propre sceau le présent acte, afin qu'il soit à jamais stable.

Art. 1er. Le seigneur Théodore, baron de New-Hoffen, est déclaré souverain et premier roi de ce royaume, et, après lui, ses descendans mâles, par ordre de primogéniture, et, au défaut des mâles, ses filles, suivant le même ordre, à condition que ceux qui succéderont au trône seront de la religion catholique, apostolique et romaine, et qu'ils résideront toujours dans le royaume, comme doit y résider le seigneur Théodore.

2. Dans le cas où le seigneur Théodore n'auroit pas de descendant, il pourra se choisir et nommer un successeur dans sa famille, pourvu qu'il réside dans le royaume et professe la religion catholique.

3. Si la ligne descendante, tant masculine que féminine, dudit seigneur Théodore ou de celui qu'il auroit

sa puissance, il fit pendre deux Corses qui s'étoient battus en duel. Dans le premier moment d'enthousiasme, il rassembla facilement beaucoup de troupes, et remporta divers avantages sur les Génois. Il n'approchoit jamais des côtes sans être armé d'une grande lunette, qu'il braquoit pour reconnoître en mer les secours qui devoient lui arriver; il affectoit d'expédier beaucoup de paquets pour les principales puissances de l'Europe; il recevoit des couriers sans nombre, qui lui apportoient les nouvelles

---

choisi pour son successeur, venoit à s'éteindre, le royaume rentrera dans tout le droit de se donner un roi, ou de se choisir telle forme de gouvernement qu'il jugera à propos.

4. Il sera établi dans le royaume une diète composée de vingt-quatre sujets les plus qualifiés et les plus méritans, lesquels résideront toujours à la cour, et que le roi sera tenu de consulter, sans pouvoir rien résoudre sur les impôts, la paix et la guerre, que par leur consentement.

5. Les dignités, charges et emplois, ne pourront être conférés qu'aux nationaux, à l'exclusion perpétuelle de tout étranger, quel qu'il puisse être.

6. Ne pourra le roi entretenir d'autres troupes que celles du royaume, à l'exception néanmoins de sa garde, qu'il pourra composer également de Corses ou d'étrangers.

7. Aucun Génois, de quelque état et condition qu'il

les plus satisfaisantes. Cette comédie dura huit mois. Les Génois en furent d'abord alarmés, et mirent sa tête à prix; mais leur effroi ne fut pas de longue durée. Le monarque commençoit à se trouver dans la détresse, et l'enthousiasme public diminuoit avec ses finances. Pour éviter des suites plus sérieuses, il prit le parti de quitter ses états afin d'aller en personne

---

soit, ne pourra séjourner ou s'établir dans le royaume, et le roi ne sera pas même libre de le permettre.

8. Les produits du royaume qui seront exportés, ne paieront aucun droit de sortie.

9. Il sera formé dans le royaume une université publique pour les études, tant du droit que de la philosophie. Le roi et la diète pourvoiront à son entretien, en lui assignant des revenus suffisans, et la feront jouir de tous les priviléges accordés aux autres universités publiques.

10. Le roi établira incessamment, pour l'honneur et la gloire du royaume, un ordre de noblesse parmi les nationaux les plus qualifiés.

11. Tous les bois, terres, domaines et propriétés nationales continueront à demeurer dans l'état présent, sans que le roi puisse y prétendre d'autre droit que celui dont jouissoit la république.

Ainsi conclu le dimanche 15 avril 1736.

Les Génois effrayés de la résolution des Corses, firent publier contre le roi Théodore un manifeste dans lequel

accélérer les secours qu'il attendoit. Arrivé à Amsterdam, un de ses créanciers le fit mettre en prison ; mais il soutint sa disgrâce en roi, et traita si habilement avec un Juif, qu'il obtint d'une compagnie une somme de cinq millions avec laquelle il paya ses dettes, et chargea un vaisseau d'armes, de poudre et de munitions de tous les genres. Les Juifs se flattoient de

---

ils prétendoient donner les détails secrets de sa vie privée. Ce manifeste fut répandu avec beaucoup de profusion. Il y étoit dit :

Qu'il tiroit son origine d'un canton de la Westphalie, et se faisoit nommer le baron Théodore de New-Hoff ; qu'il se vantoit d'être fort éclairé dans la chimie, la cabale, l'astrologie, et que par le moyen de ces sciences, il prétendoit avoir découvert les secrets les plus importans ; mais que ce n'étoit en effet qu'un vagabond, d'une fortune très-médiocre.

En errant par le monde, disoit la république, il a déguisé son nom et son origine. A Londres, il étoit Allemand ; à Livourne, Anglais ; et à Gênes, Suédois ; prenant tantôt le nom de baron de *Naples*, de *Sminher* ou de *Nissen*, et quelquefois celui de *Smithberg*, ainsi qu'on peut s'en convaincre par les passe-ports et autres papiers authentiques.

A l'aide de ses différens noms, et de ses tours de souplesse, il a trouvé le moyen de vivre aux dépens d'autrui ; on sait qu'il a dissipé en Espagne, il y a dix ans,

faire bientôt tout le commerce de l'île, et Théodore ne doutoit pas qu'à son arrivée tous les Corses ne se rangeassent sous ses drapeaux. Les Juifs et lui se trompèrent. Il ne put débarquer dans ses états; il fut arrêté à Naples, se réfugia à Londres, contracta de nouvelles dettes, et fut de nouveau mis en prison; il y seroit mort si la singularité de ses aventures n'eût inspiré quelque intérêt pour lui. Sir Horace Walpole ne put voir un roi mourir dans les fers; il proposa pour lui une souscription qui fut remplie sur-le-champ. Sa majesté corse se libéra, et mourut peu de temps après, au mois de décembre 1746, dans la misère et

---

l'argent qu'on lui avoit donné pour lever un régiment allemand; obligé de fuir d'Espagne, il a trompé et filouté, en divers endroits, des Anglais, des Français, des Allemands, et plusieurs personnes de diverses nations.

Partout où il a commis des escroqueries, il eut soin de cacher ses artifices; mais ils ont été constamment découverts, après son départ.

Il y a quelque temps qu'il emprunta d'un banquier de Livourne cinq cent quinze pièces de huit, dont il assigna le remboursement à Cologne. Ses créanciers, trompés par les fausses promesses, le firent mettre en prison, d'où il ne sortit que sous la caution du patron d'un petit bâtiment, qu'il eut l'art de séduire. Ce fait est attesté par son acte d'élargissement du 6 septembre 1735. Rendu

le chagrin. On l'enterra dans l'église de Sainte-Anne, à Westminster, et l'on grava sur sa tombe ces deux vers :

Fate pour'd its lesson on his living head,
Bestow'd a kingdom, and deni'd him bread.

« Le destin plaça sur sa tête ses sévères leçons ; il lui » donna un sceptre et lui refusa du pain ».

Cependant, dès 1737, les Génois, se voyant dans l'impossibilité de soumettre seuls les insurgés de la Corse, avoient eu recours aux bons offices de la France.

On signa un traité à Versailles, par lequel S. M. très-chrétienne s'engageoit à réduire les

---

à la liberté, il n'eut pas le moyen de se faire soigner dans une maladie, et fut réduit à se retirer à l'hôpital de Livourne, où il fut traité comme nécessiteux.

Il est allé ensuite à Tunis, où il a exercé la médecine, et a tenu plusieurs conférences avec les chefs des infidèles. Il a su, à force de fourberies, en tirer des armes et des munitions de guerre, et s'est fait seconder dans ses desseins par un nommé M.homet, autrefois esclave sur les galères de Toscane ; par deux jeunes Livournois chassés de la maison paternelle, et par un prêtre de Porto-Ferraïo, expulsé de la maison des missionnaires. A ces causes, nous avons jugé convenable de rendre public ce que dessus, et déclarons ledit sieur Théodore auteur de séditions, criminel de lèse-majesté, etc.

Corses à l'obéissance. On donna le commandement d'un corps de troupes au comte de Boissieux, neveu du maréchal de Villars. Il s'embarqua, au mois de mars 1738, ayant sous ses ordres le marquis de Contades, depuis maréchal de France. Le comte de Boissieux étoit un bon officier, mais peu fait pour les entreprises hardies ; il essaya d'abord les voies de conciliation, et commença quelques pourparlers qui n'eurent aucun résultat satisfaisant. Cependant les Corses, inquiets sur leur position, adressèrent au roi de France un mémoire d'une éloquence mâle, fière et agreste, où ils exposoient d'une manière énergique leur misère et la tyrannie des Génois.

« Sire,

» Abandonner sans réserve notre sort à la » libre et entière disposition de V. M., c'est » le plus cher et le plus ardent de nos désirs ; » mais, s'il nous faut résoudre à baisser de nou- » veau la tête sous le joug des sérénissimes » seigneurs génois, c'est la plus cruelle de » toutes les tortures que puissent éprouver et » la raison et la volonté d'autant d'êtres que » nous sommes. *Durus est hic sermo et quis* » *potest illum audire?*

» Pardonnez-nous, Sire, de ne pouvoir, sans de

» si tristes plaintes, marcher au sacrifice; mais,
» si vos ordres souverains nous obligent abso-
» lument de nous soumettre aux seigneurs
» génois, allons, buvons, à la santé du très-
» chrétien et très-invincible Louis, ce calice
» amer, et mourons. Les armes de la France
» pourroient-elles nous livrer à une mort plus
» cruelle que le joug des Génois » ?

Ce mémoire étoit accompagné d'un projet d'accommodement, qu'ils supplioient le roi de vouloir bien rectifier. La cour en trouva les conditions trop fières pour un peuple tel que les Corses; on en fit rédiger un dont les dispositions paroissoient assez justes; mais il exigeoit préalablement que les Corses livrassent leurs armes, et ils refusèrent de s'y soumettre. Ainsi la guerre commença avec tout le fanatisme d'une nation désespérée. Un corps de quatre cents Français fut surpris et égorgé; le comte de Boissieux fut réduit à s'enfermer à Bastia. Une flotte, expédiée pour lui porter des secours, fut dissipée par la tempête; quatre cents naufragés tombèrent entre les mains des insurgés, furent traités en ennemis, et dépouillés tout nus, sans respect pour le droit des gens. Le général français était d'une mauvaise santé; le chagrin aggrava son état, et il mourut.

M. de Maillebois, qui lui succéda, conduisit cette expédition avec plus d'activité et de succès. Il crut qu'il étoit nécessaire d'effrayer les Corses, et de réduire par la terreur un peuple accoutumé à des scènes de carnage. Il avoit seize bataillons d'élite, des arquebusiers et des Basques habiles à gravir les montagnes.

Il partagea son armée en détachemens, pourvus de tout ce qui leur étoit nécessaire en munitions de guerre et de bouche; il pénétra jusque dans les parties les plus inaccessibles de l'île, fit traîner du canon dans des routes impraticables, brûla les moissons, arracha les vignes, les oliviers, incendia les villages, fit pendre des moines et des chefs d'insurgés, et sema partout la terreur et la désolation. L'effroi fut général parmi les Corses; au milieu de cet affreux désastre, ils vinrent capituler et remettre leurs armes; Giafferi et Paoli, leurs chefs, quittèrent l'île et se réfugièrent à Naples.

Ainsi fut achevée en trois semaines la réduction complète des Corses. Les Génois en tirèrent autant de vanité que si la victoire eût été leur propre ouvrage, et, dans l'ivresse du triomphe, ils proposèrent contre les insurgés des mesures dont la cruauté révolta le gouvernement français. L'ordre commençoit néanmoins à s'établir, et peut-être la soumission de la Corse

eût été irrévocable, si la guerre de 1740 n'eût attiré ailleurs l'attention de la France; elle retira ses troupes de Corse, et laissa aux Génois le soin de conserver la paix, et d'en recueillir les fruits.

C'étoit se flatter d'un avenir chimérique. La haine des Corses et la dureté de leurs maîtres étoient trop connues pour qu'on pût former d'aussi heureuses espérances.

A peine les Français étoient-ils partis que les Corses étoient déjà soulevés; plusieurs de leurs compatriotes répandus en Italie leur fournirent des armes. Les marchands de Gênes, eux-mêmes, leur en vendirent; hommes, femmes, enfans, religieux, tout prit part à l'insurrection; tous sembloient animés du même esprit, de la même ardeur contre les tyrans.

Matra et Gafforio furent élus pour chefs. Gafforio étoit un médecin; mais la nature l'avoit doué des plus hautes qualités, et surtout d'une éloquence entraînante qui subjuguoit tous les esprits. On lui annonça un jour qu'une bande de scélérats s'étoient réunis pour l'assassiner. Il alla au-devant d'eux, et les abordant avec une dignité imposante, il leur demanda s'ils vouloient l'écouter; il leur fit un tableau si pathétique des malheurs de la Corse, et parvint à faire passer dans leur âme une si

vive indignation contre les auteurs de tant de maux, qu'ils se jetèrent à ses pieds, le supplièrent de leur pardonner, et se rangèrent sous ses bannières.

Les Génois étant maîtres du fort de Corte, Gafforio les y attaqua avec toute la vigueur d'un ennemi irréconciliable. Il avoit un enfant fort jeune qui se trouvoit encore sous la tutelle de sa nourrice. Par une étrange absence de toute idée, cette femme alla se promener à quelque distance du camp génois ; un parti l'enveloppa et l'emmena avec l'enfant dans la forteresse ; cet événement jeta le deuil dans l'armée des Corses ; le général en parut touché, et les Génois, fiers de leur conquête, se flattèrent, avec un tel gage, de disposer de Gafforio. Lorsqu'il parut pour livrer l'assaut, ils lui présentèrent son enfant, et l'attachèrent à la partie des palissades la plus exposée au feu. Les soldats étonnés reculèrent; mais Gafforio, avec un courage vraiment romain, ordonna de continuer l'attaque, et par un bonheur digne d'une action si héroïque, son fils ne fut pas blessé.

De pareils traits indiquent assez à quels ennemis les Génois avoient affaire. La France avoit protégé ceux-ci ; l'Angleterre ne refusa point son appui aux insurgés. Le comte de Rivarola parut devant Bastia avec des vaisseaux de

guerre anglais, et commença le bombardement de cette capitale, qui se rendit, ainsi que San-Fiorenzo. Ce succès exalta le courage des Corses, et le comte Rivarola fut nommé généralissime du royaume. Matra et Gafforio continuèrent de leur côté à servir leur patrie. Un bâtiment anglais amena encore deux bataillons, l'un de Sardes, l'autre d'Autrichiens : le succès des insurgés paroissoit assuré, lorsqu'ils se virent encore réduits à leurs propres forces. Le traité d'Aix-la-Chapelle leur enleva tout espoir de nouveaux secours. Matra passa au service du Piémont, et Gafforio, resté seul chef des insurgés, fut assassiné le 3 octobre 1753.

On imputa généralement ce crime aux Génois : ce qu'il y a de sûr, c'est que les assassins trouvèrent chez eux un asile et des pensions.

La mort de Gafforio n'abattit point le courage des Corses. Ils firent tous le serment solennel d'imiter le dévouement des habitans de Sagonte, et de périr dans les flammes, plutôt que de se soumettre. On n'avoit point encore oublié les services d'Hiacynthe Paoli, et ce vieux guerrier, retiré à Naples, n'oublioit point non plus sa patrie. Il y envoya, dès la même année, son fils Paschal Paoli. Nous arrivons ici à une époque aussi intéressante pour la Corse que pour nous.

Paschal Paoli étoit le second fils d'Hiacyn-

the. Il avoit été élevé avec le plus grand soin; son père n'avoit rien négligé pour orner son esprit par l'étude des lettres, et entretenir dans son cœur des sentimens élevés et généreux. Il avoit passé ses premières années dans la Corse, afin d'y contracter l'amour de la patrie et la haine de l'oppression. A l'époque où M. de Maillebois avoit soumis l'île, Hiacynthe avoit emmené Paschal à Naples, où il avoit suivi l'académie, et obtenu du service dans l'armée royale. Sa réputation étoit telle parmi ses compatriotes que, dès qu'il parut, ils le proclamèrent généralissime. Paschal sentoit toute l'étendue de ses devoirs, et tous les dangers du poste qu'on lui confioit; il étoit modeste et réfléchi : mais son amour pour la patrie l'emporta sur toute autre considération.

Il se fit rendre compte de la situation des affaires, et les trouva dans la plus horrible confusion. Point d'argent, de discipline, de subordination, à peine quelques armes et quelques munitions, et, ce qui étoit plus fâcheux, point d'union dans le peuple. Il résolut de remédier à tous ces maux. Ses exemples et ses discours ranimèrent le patriotisme et réunirent tous les cœurs. De toutes parts, on s'empressa de seconder ses desseins, et, dans l'espace de quelques

mois, il parvint à rejeter les Génois aux extrémités de l'île.

Maître de l'intérieur, il s'appliqua à réformer les abus, à rétablir les lois, et à créer une administration sage et équitable. Depuis long-temps, les Corses, privés de l'appui des tribunaux, étoient accoutumés à se faire justice eux-mêmes, et ils s'égorgeoient sur le moindre prétexte; on estimoit généralement à huit cents, le nombre des assassinats qui se commettoient chaque année; le mal étoit arrivé à un tel point, qu'il paroissoit incurable.

Cependant, par la puissance de la persuasion, par la force de ses conseils, et surtout par l'exercice d'une justice sévère, il parvint à ramener ses compatriotes, et à les convaincre que jamais un peuple ne peut se flatter de conserver son indépendance, et de se former en corps de nation, sans une soumission entière aux lois, et sans une sage administration.

Les Corses sont naturellement humains, mais violens et impétueux comme presque toutes les nations du Midi. Cette disposition est l'effet d'un climat chaud et ardent. Paoli, instruit des secrets du cœur humain, dirigea ces défauts vers le bien public, et détourna sur les Génois les dispositions naturelles des Corses à la vengeance. Il réussit avec tant de bonheur que,

dans l'espace de quelques années, la population du pays s'accrut de seize mille âmes.

Il prépara les Corses aux bienfaits de la civilisation, en s'appliquant à cultiver leur esprit. Il fonda une université à Corte, et ne négligea rien pour établir des écoles dans tous les villages. La fureur et l'habitude de la guerre avoient inspiré aux Corses une aversion singulière pour les arts de la paix. Il réforma leurs idées et leur apprit à aimer le commerce, l'agriculture et l'industrie. Enfin, il perfectionna si bien toutes les branches de l'administration, que ces insulaires, livrés auparavant à tous les déchiremens de la discorde, à tous les désordres des factions, se réunirent dans un même esprit et un même intérêt; et, si la France ne fût point intervenue dans leur querelle, il est probable que le grand œuvre de leur libération eût été consommé, et qu'ils eussent à jamais chassé leurs oppresseurs.

Mais les résolutions de la cour de Versailles déconcertèrent toutes leurs mesures. La France devoit aux Génois six millions, qu'elle ne pouvoit payer. Elle proposa, pour s'acquitter, d'envoyer en Corse sept bataillons, et de garder pendant quatre ans les places fortes que la république occupoit encore. Les Génois acceptèrent cette proposition avec empressement.

Ces troupes ne devoient point, à la vérité, agir hostilement; mais Gênes se flattoit que, la France étant chargée de garder ses places fortes, il seroit facile à la république de réduire l'intérieur du pays.

Le commandement de l'expédition fut donné à M. de Marbœuf, qui débarqua dans l'île en 1764. Les Corses agirent en cette occasion avec beaucoup de circonspection; ils tinrent assemblée générale, et prirent des résolutions plus modérées qu'on n'avoit lieu de l'espérer. Ils adressèrent en même temps un mémoire au roi de France, et se disposèrent à la guerre contre les Génois. Paoli ne précipita rien, et prit les mesures les plus propres à assurer le succès de ses opérations. Il avoit un frère brave et expérimenté; il lui confia le commandement d'une partie de ses forces, et donna le reste aux chefs les plus courageux et les plus habiles.

Au moment où le comte de Marbœuf débarquoit, il ne restoit plus aux Génois que six à sept places dont ils osoient à peine franchir les murailles. Paoli, qui s'étoit flatté de les leur enlever bientôt, vit l'armée des Français avec le plus vif chagrin; mais il sentit qu'il falloit le dissimuler.

Il s'appliqua à entretenir la bonne intelligence entre l'armée française et la sienne; il lia

avec M. de Marbœuf une correspondance très-active et pleine d'intérêt; car il parloit et il écrivoit d'une manière très-distinguée, et savoit bien le français et l'anglais.

M. de Marbœuf ayant témoigné le désir de se rendre à Bastia par la Corse, Paoli donna tous les ordres nécessaires pour le recevoir d'une manière digne de lui. Il entra dans cette capitale au bruit du canon, y trouva un repas somptueux et élégant, des appartemens meublés avec goût, et toutes ces attentions délicates qui semblent n'appartenir qu'à une nation anciennement civilisée.

Paoli tenoit des consultes pour délibérer sur les intérêts publics. Ce n'étoient plus ces assemblées sauvages, où l'on n'apportoit que le tumulte des passions, la rudesse du langage, la grossièreté des habits : on s'y présentoit avec décence; on y délibéroit avec calme. Dans la consulte de 1764, les députés, pour plaire à leur général, avoient affecté un luxe inconnu jusque-là. La plupart avoient substitué des habits de drap fin à la bure dont ils étoient habituellement vêtus, et quelques-uns avoient même poussé la magnificence jusqu'à mettre un peu de poudre sur leurs cheveux.

On a parlé beaucoup des deux trônes de

Paoli. Voici à quoi se réduit toute cette pompe royale. Les assemblées du grand conseil se tenoient dans le palais du général; car il avoit un palais. Au milieu de la grande salle s'élevoit un trône de damas cramoisi, orné de crépines d'or, et entouré de neuf autres fauteuils de même étoffe, également galonnés en or : c'étoit le trône de la liberté. Dans une salle voisine, mais plus petite, où l'on s'assembloit aussi quelquefois, étoit un autre trône moins grand, mais plus riche et plus élégant; le dernier étoit chargé des armes de la Corse, surmontées d'une couronne, et brodées en relief. Paoli n'y monta qu'une seule fois pour haranguer l'assemblée. Il étoit vêtu d'un habit magnifique et avoit l'épée au côté. Lorsqu'il s'y fut placé, on n'aperçut plus que la couronne, qui se trouvoit si bien à la hauteur de sa tête, qu'on imagina qu'il avoit eu quelque intention : on murmura, et Paoli renonça au petit trône.

Tout continuoit de se passer pacifiquement entre les Français et les Corses; mais Paoli n'étoit pas tranquille sur les desseins du docteur Abbattuccei, médecin d'un grand esprit, d'un talent remarquable, et fort considéré dans la Corse : c'étoit le seul homme peut-être dont il dût craindre la rivalité.

Le mérite commençoit à lui devenir suspect; il fit d'abord arrêter Abattuccei, le relâcha ensuite, en lui ordonnant de quitter le pays. Le docteur refusa d'exécuter l'ordonnance, leva des troupes et se disposa à donner lui-même des lois.

Paoli, obligé de recourir à la force, créa une junte de guerre, et la chargea de rétablir l'ordre dans la province. Le docteur marcha contre la junte, la fit prisonnière, et convoqua un congrès. Il y parla de lui avec beaucoup de modestie, justifia sa conduite; et, sacrifiant ses prétentions à l'intérêt public, il termina par la soumission une affaire qui pouvoit mettre en péril la puissance de son rival. *Vicit amor patriæ.*

Les Corses étoient désolés de ne pouvoir satisfaire leurs ressentimens contre les Génois; mais Gênes n'ayant pas une seule place dans l'intérieur de l'île, ils étoient réduits à une colère impuissante. Un habitant du village de Centuri, nommé Paul Mattei, revenant de France, et ayant été obligé de relâcher à Capraïa, s'aperçut que cette île étoit mal gardée; il en donna avis à Paoli, qui résolut aussitôt de s'en emparer; il équipe à la hâte une petite flotte, embarque deux cents hommes et deux

pièces de canon, et les fait bientôt suivre d'un renfort plus considérable.

Gênes avoit été avertie ; mais elle prit si mal ses mesures que, malgré tous ses efforts, Capraïa fut en trois mois réduite sous l'obéissance des Corses. Cette petite île n'est qu'à neuf ou dix lieues de la Corse : c'est un rocher de cinq lieues de tour, habité par deux ou trois mille hommes, étrangers à toutes les institutions de l'Europe, n'ayant pour lois que le simple droit de nature ; ils vivent en commun, partagent chaque année les produits de la terre, ne paient aucun impôt, ne connoissent ni l'ambition, ni la guerre, ni les procès. Personne n'y sait lire et écrire. Les hommes se livrent au cabotage, les femmes cultivent la terre ; c'est le tableau des mœurs primitives. Ce peuple seroit le peuple le plus heureux de la terre, s'il avoit des voisins aussi désintéressés, aussi sobres, aussi raisonnables que lui.

L'époque approchoit où les garnisons françaises devoient évacuer les places fortes et les remettre aux Génois. Jamais plus belle occasion ne s'étoit présentée de conquérir l'indépendance. Paoli convoquoit des consultes, les Corses s'armoient et attendoient ce moment avec la plus grande impatience ; mais il sem-

bloit écrit dans le livre des destins que jamais ils ne jouiroient de la liberté.

Les Génois avoient enfin compris qu'ils faisoient de vains efforts pour subjuguer la Corse, qu'ils ne parviendroient point à soumettre à l'obéissance un peuple indomptable, qui avoit fait le serment de périr plutôt que de céder. Le sénat se détermina donc à résigner la couronne, et céda ses droits de souveraineté à la France, avec la seule réserve de les reprendre quand la république pourroit rembourser tout ce que les Français avoient dépensé pour elle (1). Le traité fut conclu à Versailles, sous le ministère de M. de Choiseul.

M. de Marbœuf en reçut la nouvelle au mois de juillet 1768. Les Corses occupoient les communications de San-Fiorenzo et de Bastia. Le général français leur intima l'ordre de les abandonner, et se mit en marche pour en prendre possession.

---

(1) Les dames de Gênes apprirent cette abdication avec beaucoup de peine; elles étoient fort attachées aux honneurs de la souveraineté. L'abbé Richard, dans ses Observations sur l'Italie, rapporte qu'une dame génoise, ayant appris que les troupes de la république venoient de remporter un grand avantage sur les Corses, s'écria : *Dieu merci, nous sommes donc encore un peu reines!*

La trève devoit durer jusqu'au 4 août. Les Corses furent indignés de la voir violée, ils se défendirent avec fureur, tuèrent l'officier qui commandoit le détachement français, et assouvirent leur vengeance sur son cadavre qu'ils pendirent.

Il étoit à craindre que cette guerre ne prît un caractère de fanatisme dangereux. Le comte de Marbœuf la conduisit avec beaucoup de prudence, parvint à rétablir les communications, et n'entreprit rien contre l'intérieur de l'île.

A cette époque, il étoit rare que le commandement restât long-temps entre les mains du même officier. Dans la même année, M. de Chauvelin fut envoyé en Corse pour prendre le commandement général. Il y avoit été chargé précédemment d'une négociation où il avoit mal réussi; il réussit encore plus mal dans la guerre. Il irrita les Corses, en affectant un mépris insultant pour leur chef. Au lieu de lui faire connoître le traité par les formes ordinaires, il se contenta de le lui envoyer par une vieille femme qui se trouva sur le chemin de Bastia à San-Fiorenzo. Paoli indigné se prépara à la guerre avec tout le dépit de l'amour-propre offensé. Il fit à ses compatriotes une adresse pleine de chaleur et de fierté. « Unissons nos efforts, disoit-il, afin que les Fran-

» çais ne puissent envahir notre pays et nous » traiter ensuite comme un troupeau de bêtes » qu'on a vendues au marché. La justice de no- » tre cause est connue de tout l'univers ; Dieu » a protégé nos armes durant quarante an- » nées. Tout acte injuste est étranger au cœur » de Louis XV; le sort que nous subissons ne » peut être que le fruit des intrigues de nos » ennemis. Nous ordonnons à tout le peuple » d'être en armes et toujours prêt à marcher » au premier commandement ».

M. de Chauvelin voulut se porter en avant, attaqua les premiers postes, et les enleva. Ce premier succès l'aveugla sur la facilité de pénétrer dans l'intérieur ; il fit attaquer des positions bien défendues, et fut repoussé avec perte ; il voulut forcer des défilés, il fut obligé de les abandonner. Dans plusieurs occasions, il perdit des officiers de marque ; M. le comte de Marbœuf, lui-même, reçut un coup de fusil à l'épaule ; nos soldats se découragèrent, et telle fut la terreur que l'ennemi parvint à leur inspirer, que cinquante Corses embusqués firent reculer huit compagnies de grenadiers. Le général français songea alors à négocier ; il envoya à Paoli deux religieux, qui furent reçus avec beaucoup de dignité, et ne rapportè-

rent à M. de Chauvelin qu'une réponse plus humiliante que ses défaites.

Après ces tentatives malheureuses, il reçut ordre de suspendre toute opération offensive et de retourner en France. Paoli étoit plus irrité que jamais ; il accueillit avec ardeur un projet de conspiration contre les Français. Il avoit été conçu par un prêtre nommé Salietti. Il ne s'agissoit rien moins que de faire égorger tous les Français dans leurs quartiers. Tout avoit été conduit avec la plus grande intelligence et le plus grand secret, lorsqu'une fille corse, qui avoit un Français pour amant, révéla toute la conjuration ; quatorze conjurés furent mis à mort, et les Français, retirés dans leur position, attendirent le retour de la saison, pour reprendre leurs avantages, et réparer l'honneur de leurs armes.

Le comte de Vaux, chargé de remplacer M. de Chauvelin, arriva au mois d'avril. Son nom seul rendit au soldat la confiance qu'il avoit perdue. Il avoit servi en Corse sous M. de Maillebois. Il connoissoit l'île et les habitans, et se trouvoit à la tête d'une armée de vingt-deux mille hommes. Avec ces avantages et les talens militaires dont il étoit doué, il entra en campagne, fit investir les premières positions des Corses, et conduisit cette opération avec

tant de valeur et d'habileté, que l'ennemi fut obligé de se replier partout, et que, dans le désordre général, Paoli se vit réduit à abandonner ses papiers.

L'armée corse étoit de trente-cinq mille hommes mal disciplinés, mais d'une invincible intrépidité; le malheur ne les découragea point. Ils se rallièrent bientôt et vinrent attaquer eux-mêmes l'armée française, ils gravissoient sous le feu des Français, et sans tirer, les rochers les plus escarpés. Paoli se montroit en général et en soldat; il avoit formé un plan d'attaque dont le succès pouvoit décider du sort de l'île. On se battit sur le pont du Golo avec un acharnement sans exemple. Les Corses se crurent d'abord sûrs de la victoire; mais elle les abandonna bientôt. Les Français, aussi intrépides qu'eux, mieux conduits, mieux dirigés, les enfoncèrent partout; leur désastre fut complet, on leur tua beaucoup de monde, la perte des Français fut peu considérable.

Depuis ce jour, la cause de Paoli fut perdue: M. le comte de Vaux, aussi habile à profiter de ses avantages qu'à les assurer, pressa l'ennemi de toutes parts, et, sans lui donner le temps de se reconnoître, lui enleva successivement toutes ses positions. La campagne s'étoit ouverte au mois d'avril, elle fut terminée au mois

de juin, et, dans l'espace de quarante jours, la France se trouva maîtresse d'une importante et utile possession.

Paschal Paoli et son frère Clément s'embarquèrent, avec une suite peu nombreuse, sur deux bâtimens anglais qui les attendoient à Porto-Vecchio, et se rendirent à Livourne.

M. de Maillebois, vingt-cinq ans auparavant, avoit obtenu, pour un semblable service, le bâton de maréchal de France. M. de Vaux n'eut pour récompense, que l'honneur qu'il s'étoit acquis : le mérite n'est pas toujours pesé dans les mêmes balances.

Paoli, trahi par la fortune, se retira à Londres. Quelques centaines de braves quittèrent leur patrie pour se réfugier en Toscane. Paoli partagea avec eux les restes de son ancienne opulence. Il vécut en Angleterre sans prétention, uniquement occupé de l'étude des lettres. Le cabinet de Versailles lui fit inutilement des offres avantageuses pour l'engager à retourner dans sa patrie. Il ne put consentir à la voir asservie. En 1789, un décret de l'assemblée constituante l'ayant rappelé, il se laissa séduire par des espérances de liberté, et revint parmi ses compatriotes en simple citoyen ; mais avec ce titre, il n'en fut pas moins reçu comme un héros et presque comme un souverain. Son pa-

triotisme porta ombrage à la convention, qui le décréta d'accusation, au mois d'avril 1793, et le déclara traître à la république, au mois de juillet suivant. Paoli retourna à Londres, et retrouva dans la solitude et la médiocrité, le bonheur que n'ont jamais donné ni l'éclat des richesses, ni les illusions du pouvoir. On a dit de lui que c'étoit un de ces hommes qu'on ne trouve plus que dans les vies de Plutarque.

CHAPITRE II.

Naissance et éducation de Buonaparte.

PARMI les braves qui avoient combattu sous les étendards de Paoli, pour la cause de la liberté, se trouvoit un jeune Corse, nommé Charles Buonaparte.

Il étoit né à Ajaccio en 1745, avoit étudié le droit à Rome, et se destinoit à la carrière du barreau; mais le goût des armes et l'amour de la patrie lui firent changer ces premières dispositions. Il quitta la robe pour l'épée, et déploya dans sa nouvelle carrière une bravoure et des talens si distingués, que le général Paoli se lia d'une amitié particulière avec lui.

Lorsque tout espoir d'indépendance fut perdu, et que Charles vit sa patrie soumise aux Français, il voulut quitter la Corse, et suivre la fortune de son illustre général; mais il fut retenu par son oncle, chanoine en Corse, et chef de sa famille.

Il avoit épousé de fort bonne heure une jeune personne célèbre par sa beauté, nommée Letitia Ramolini, dont il eut huit enfans,

cinq garçons et trois filles. Les garçon nommoient Joseph, Napolione, Luci Luiggi, Gierolamo; les filles : Marian Carletta, Annonciada. Napolione étoit né février 1768 (1).

---

(1) Lorsque Napoléon fut élevé sur le trône, il à propos de retrancher une lettre de son nom de fan et de se faire appeler *Bonaparte* au lieu de *Buonap* On a remarqué que Roberspierre avait, avant lui, f même chose, et que, pour adoucir son nom, il supprimé l'*r* de la seconde syllabe. Napoléon jugea ment convenable de se rajeunir d'environ dix-huit a en transportant le jour de sa naissance au 15 août On croit qu'il eut en cela deux intentions. La Corse voit été soumise à la France qu'au mois de juin 176 voulut se faire considérer comme Français.

Louis XIII avoit mis son royaume sous la protecti la sainte Vierge, et ce vœu se célébroit tous le le 15 d'août. Il voulut le faire oublier, se substituer Vierge, et se faire regarder lui-même comme l tron de l'empire. Les noms de baptême de ses sœu lui sembloient pas non plus assez augustes, il le substitua de plus nobles, et les fit appeler Carol Eliza, Pauline.

Quelques personnes ont prétendu qu'il se nommoit même *Nicolas* et non point *Napoléon* : c'est une err deux actes authentiques que nous avons sous les y fixent, à cet égard, toutes les incertitudes. L'un e acte de tutelle déposé aux archives de la chambre

Après la pacification, il eut le bonheur de se faire aimer des Français et de gagner surtout l'affection du comte de Marbœuf, gouverneur général.

En 1776, une députation des trois ordres

---

comptes; l'autre est son acte de mariage avec madame de Beauharnais, consigné au registre de l'état civil. Le premier est ainsi conçu :

« Charles de Buonaparte, ancien député de la noblesse de Corse à la cour, assesseur à la justice royale d'Ajaccio, époux de dame Letitia Ramolini, est décédé, âgé d'environ 39 ans, le 24 février 1785, sur la paroisse de Saint-Denis, à Montpellier, et a été inhumé dans un des caveaux des RR. PP. cordeliers de ladite ville ».

« Le 16 août 1785, par-devant Dominique Forcioli, avocat au conseil supérieur de la juridiction royale d'Ajaccio, en l'île de Corse, faisant fonction du procureur du roi, attendu l'absence de J.-B. Orto, procureur du roi de l'amirauté de cette ville, est comparu le sieur Luciano de Buonaparte, archidiacre de la cathédrale, Ignace-Mathieu Costa, François Puravicini, tous deux chanoines, Jean-Jérôme Leca, Quondam-François Félix, parens au plus proche degré paternel des sieurs *Joseph*, *Napolione*, *Luciano*, *Luiggi*, *Gerolamo*, *Marianna*, *Carletta* et *Annonciada*, tous fils et filles mineurs de défunt messire Charles de Buonaparte, et les sieurs François Ramolini, prêtre, Quondam Giovan, Augustino, Sébastien et Silvestre frères, Colonna Gde. Dominique, nobles parens au plus proche degré maternel, pour procéder à la nomination d'un tuteur auxdits en-

ayant été envoyée au roi de France, Charles Buonaparte fut choisi pour représenter la noblesse ; ce qui lui valut peu de temps après le titre d'assesseur au tribunal d'Ajaccio.

---

fans mineurs et pupilles, lesquels ont choisi unanimement ledit archidiacre Luciano de Buonaparte, écuyer, oncle paternel, lequel a accepté ».

L'extrait de mariage présente quelques variations dans l'orthographe des noms. On trouve dans le corps de l'acte *Bonaparte;* mais la signature de Napoléon est *Buonaparte*. Charles Buonaparte, père de Napoléon, n'y est qualifié que de rentier, ainsi qu'on va le voir.

Extrait du registre des actes de mariage de l'an 4
(deuxième arrondissement de Paris).

Acte de mariage de Napolione Bonaparte, général en chef de l'armée de l'intérieur, âgé de vingt-huit ans, né à Ajaccio, département de la Corse, domicilié à Paris, rue d'Antin, fils de Charles Bonaparte, rentier, et de Letzia Ramolini, son épouse ;

Et de Marie-Joseph-Rose de Tascher, âgée de vingt-huit ans, née à l'île de la Martinique, dans les îles du Vent, domiciliée à Paris, rue Chantereine, fille de Joseph-Gaspard de Tascher, capitaine de dragons, et de Rose-Claire des Vergers de Sanois, son épouse.

Moi Charles-Théodore-François Leclerq, officier public de l'état civil du second arrondissement municipal de Paris, après avoir fait lecture, en présence des parties et témoins, 1°. de l'acte de naissance de Napolione Bonaparte, général, qui constate qu'il est né le 5 fé-

L'année suivante, le comte de Marbœuf envoya en France le petit Napoléon ; c'étoit de tous les enfans de Charles celui qu'il aimoit le plus. On supposoit même que sa prédilection

---

vrier 1768 de légitime mariage de Charles Bonaparte et de Letzia Ramolini; 2°. l'acte de naissance de Marie-Joseph-Rose de Tascher, qui constate qu'elle est née le 23 juin 1767, de légitime mariage de Joseph-Gaspard de Tascher et de Rose-Claire des Vergers; vu l'extrait de décès d'Alexandre-François-Marie Beauharnais, qui constate qu'il est décédé le 5 thermidor an 2, marié à Marie-Joseph-Rose de Tascher; vu l'extrait des publications dudit mariage, dûment affiché, le temps prescrit par la loi sans opposition, et après aussi que Napolione Bonaparte et Marie-Joseph-Rose de Tascher ont eu déclaré à haute voix se prendre mutuellement pour époux, j'ai prononcé, au nom de la loi, que Napolione Bonaparte et Marie-Joseph-Rose de Tascher sont unis en mariage, et ce, en présence des témoins majeurs ci-après nommés, savoir : Paul Barras, membre du directoire exécutif, domicilié palais du Luxembourg; Jean Le Marrois, aide de camp capitaine, domicilié rue des Capucines; Jean Lambert Tallien, membre du corps législatif, domicilié à Chaillot; Étienne-Jacques-Jérôme Calmelet, homme de loi, domicilié rue de la place Vendôme, n°. 207, qui tous ont signé avec les parties et moi, après lecture. *Signé* TALLIEN, M.-J.-R. TASCHER, P. BARRAS, LE MARROIS le jeune, NAPOLIONE BUONAPARTE, CALMELET, LECLERQ, officier public.

tenoit à une cause plus particulière que la simple amitié pour ses parens.

Napoléon fut d'abord envoyé à Autun, auprès de M. l'abbé de Marbœuf, évêque de cette ville ; il entra ensuite à l'école militaire de Brienne, où il fut élevé, comme plusieurs de ses camarades, aux dépens du gouvernement.

L'école de Brienne étoit tenue par des religieux minimes, auxquels le jeune élève fut soigneusement recommandé. M. le comte de Brienne le prit également sous sa protection. Napoléon étoit d'une humeur triste et sombre, qui se manifestoit dans toutes ses actions. On ne le voyoit jamais se mêler affectueusement avec ses camarades ; il parloit peu, cherchoit la solitude, et de toutes ses études paroissoit n'aimer que celles qui se rapportoient à l'art de la guerre ; on assure que dans le cours des hivers, il s'amusoit à élever des remparts de neige, à creuser des fossés, figurer des tours et des bastions, représenter tout l'appareil d'un siége. Ce fut à Brienne qu'il se lia avec M. Fauvelet de Bourienne, qui, depuis, l'a suivi dans ses campagnes d'Italie et d'Égypte, et a rempli auprès de lui les fonctions de secrétaire intime et de conseiller d'état. Ce fut aussi à Brienne qu'il apprit à distinguer le mérite d'un professeur

de mathématiques, le P. Patrauld, qui, dans le cours des campagnes d'Italie, écrivit, pour lui, toute sa correspondance avec le pape Pie VI (1).

Après avoir passé sept ans à Brienne, Napoléon Buonaparte fut envoyé à l'école militaire de Paris, où il entra le 22 octobre 1784. Il s'y montra, comme à Brienne, triste, rêveur et solitaire. Il s'étoit fait deux compagnons qu'il ne quittoit presque jamais, et qu'il avoit accoutumés à l'admirer : malheureusement c'étoient deux petits idiots, objets de la dérision de l'école (2).

---

(1) On a dit qu'il étoit devenu amoureux à Brienne d'une jeune fille qui ne répondit que trop vivement à son ardeur ; que cette jeune fille ne tarda pas à s'apercevoir des suites de sa foiblesse, et que, pour éviter le scandale qui pouvoit en résulter, son amant la fit empoisonner.

Cette anecdote n'est établie sur aucune preuve; elle est d'un genre trop odieux pour être admise aussi légèrement qu'on l'a fait ; il est constant que jamais Buonaparte ne recula devant un crime qui pouvoit lui être utile; mais on trouvera dans le cours de cet ouvrage assez d'exemples de cette vérité, sans être obligé de recourir à des bruits scandaleux, dénués de tout fondement.

(2) L'un de ces deux camarades vit encore, et pourroit, si l'amour-propre le lui permettoit, confirmer de son témoignage ce que l'on écrit ici.

On se rappelle avec quel enthousiasme se répétoient alors les expériences aérostatiques de Charles et de Montgolfier. Des physiciens ayant élevé un ballon au Champ de Mars, en présence des élèves de l'École Militaire, un jeune homme sollicita vivement la permission d'y monter, et n'ayant pu l'obtenir, se jeta avec colère sur le ballon et le perça de son épée. On a fait honneur de ce trait d'impatience et d'audace à Napoléon ; il ne lui appartient pas : le coupable se nommoit Dupont ; il est mort, il y a trois ans, des fatigues de l'émigration, et dans un état voisin de l'aliénation mentale.

Outre son goût pour la solitude et les mathématiques, Napoléon professoit une admiration particulière pour l'histoire ancienne ; il s'étudioit à imiter les manières, les actions et jusqu'au langage des hommes les plus célèbres de l'antiquité. Il faisoit de Plutarque sa lecture favorite, il en portoit toujours un volume avec lui ; il aimoit surtout les Spartiates, et affectoit de s'exprimer comme eux en phrases courtes et sentencieuses. Son amour pour les sciences exactes avoit nui à ses progrès dans les lettres. Il n'eut jamais qu'une connoissance très-imparfaite des langues anciennes, et parloit même assez mal la langue française ; s'il écrivoit, son style étoit brusque, dénué de

grâce et d'harmonie. C'étoit un très-mauvais rhétoricien.

Mais il ne faut pas être rhétoricien pour commander un exercice à feu, l'éloquence du canon est plus persuasive que toutes les figures du langage. En 1781, Napoléon se présenta au concours pour l'arme de l'artillerie; et, sur trente-six concurrens, il obtint la douzième place.

En conséquence, il fut nommé sous-lieutenant au service de France, et entra dans le régiment de la Fère. Un des professeurs de l'école militaire, M. l'Éguile, chargé de rédiger des notes sur chaque élève, avoit écrit à côté du nom de Buonaparte : *Corse de nation et de caractère ; il ira loin, si les circonstances le favorisent.* Les circonstances ne l'ont que trop favorisé (1).

---

(1) On a cité dans un recueil allemand, intitulé *Annales de l'Europe*, un certificat qui lui fut, dit-on, donné en sortant de Brienne. Ce certificat porte :

« M. Buonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, » taille de quatre pieds dix pouces dix lignes, a fini sa » quatrième année. A bonne constitution, santé excel- » lente, caractère soumis, honnête et reconnoissant, » toujours distingué par son application aux mathéma- » tiques. Il sait très-passablement son histoire et sa géo- » graphie; il est assez foible dans tous les exercices d'agré-

Ce fut peu de temps après qu'éclata la révolution. Buonaparte, né au milieu des combats soutenus par sa patrie pour la cause de la liberté, sembloit, par son caractère, ses habitudes et ses goûts, fait pour les circonstances où il se trouvoit.

On a su qu'à cette époque, il délibéra avec lui-même, sur le parti qu'il avoit à prendre : la reconnoissance et l'honneur lui faisoient une loi de s'attacher à la cause du roi ; l'ambition lui donna d'autres conseils. — « Si j'avois été général, » a-t-il dit depuis à ses amis, j'aurois em- » brassé le parti de la cour ; sous-lieutenant, » j'ai dû embrasser celui de la révolution ».

C'est-à-dire que, général, il auroit voulu défendre ce qu'il possédoit ; sous-lieutenant, il voulut acquérir ce qu'il ne possédoit pas. C'est un trait digne de remarque dans la vie de Buonaparte, que jamais les impulsions du cœur

---

» ment et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième » classe ; sera un excellent marin ».

Il est évident que cette note a été faite après coup. La date de la naissance est fausse ; les éloges qu'on lui donne contrastent ridiculement avec son caractère ; il est probable qu'il demanda ce certificat à l'un de ses anciens professeurs, à l'époque où il s'occupoit du projet de descendre en Angleterre ; il étoit alors nécessaire qu'il se donnât pour un marin.

et les principes du devoir ne furent pour rien dans ses déterminations, et qu'il se conduisit constamment par cette maxime, qu'il ne craignit pas de professer publiquement : *Un homme d'état doit avoir son cœur dans sa tête.*

En 1789, le général Paoli avoit été rappelé par un décret de l'assemblée constituante. Il vint en France et fut reçu, avec enthousiasme, par les patriotes qui lui décernèrent une couronne civique. Il embrassa tendrement le fils de cet ancien ami qui avoit combattu avec lui à San-Fiorenzo, en 1768. Ils s'embarquèrent ensemble pour la Corse : Paoli, plein de sentimens généreux pour sa patrie; Buonaparte, plein d'espoir de faire servir les événemens à l'ambition qui le dévoroit.

Paoli, avant de partir de Paris, avoit été présenté à Louis XVI par le marquis de la Fayette; il s'étoit rendu à la barre de l'assemblée nationale pour la remercier du décret qui le rendoit à sa patrie. Sa présence avoit singulièrement exalté les patriotes. Le club de 1789 voulut lui donner une fête; on y comptoit les grands acteurs politiques de cette époque, M. l'abbé Sieyes, M. Bailly, M. de la Fayette, etc. Le nombre des convives étoit de soixante-dix-huit, le banquet fut splendide. On y chanta des couplets patriotiques de la compo-

sition d'un de nos plus célèbres chansonniers. Après le festin et les chansons, le peuple qui entouroit la maison, sans songer à dîner, voulut voir Paoli, et le plaisir de le voir tint lieu de festin à ses admirateurs.

Il étoit impossible que Paoli, exalté par les idées patriotiques, ne cherchât point à les établir dans son île. Sa présence donna de vives alarmes à ceux qui prévoyoient déjà l'excès des tourmentes révolutionnaires. Il rapportoit avec lui des idées très-favorables au gouvernement britannique, il vantoit beaucoup la constitution anglaise; on l'accusa de vouloir l'établir dans la Corse, et livrer l'île à l'Angleterre. Il fut défendu vivement à l'assemblée nationale par les députés Salicetti et Butta-Fuoco. Mais bientôt, ses idées de liberté s'exaltant avec les travaux de l'assemblée constituante, sa présence devint une occasion de trouble pour sa patrie. L'île étoit partagée, comme la France, en aristocrates et en démocrates; et comme les démocrates sont toujours les plus entreprenans et les plus nombreux, les aristocrates avoient beaucoup à souffrir. On renouveloit à leur égard toutes les violences que l'on commettoit sur le continent. Napoléon Buonaparte se signaloit parmi les plus ardens démagogues. On poursuivoit les nobles, les prêtres,

les anciens fonctionnaires publics. On formoit des assemblées populaires, on fatiguoit les autorités de plaintes et de dénonciations.

Le député Butta-Fuoco crut devoir dénoncer ces excès, et demanda que le roi envoyât des commissaires dans l'île, pour comprimer les factieux et rétablir l'ordre. Les factieux avoient des amis à l'assemblée nationale; on s'éleva contre Butta-Fuoco, et la révolution continua sa marche triomphante dans la Corse.

L'évêque d'Ajaccio avoit quitté son siége, pour se rendre à Rome. C'étoit un ancien directeur du séminaire de Saint-Sulpice, M. de Verclos, homme aussi recommandable par la droiture de son esprit que par ses lumières et sa piété. On songea aussitôt à lui donner un successeur. L'assemblée des électeurs se réunit à Bastia pour nommer un évêque constitutionnel. M. de Verclos y reparut avec des instructions du souverain pontife, et s'efforça d'éviter le schisme dont l'église lui paroissoit menacée.

Sa présence ne fit qu'irriter les patriotes. On rassembla des troupes; Paoli se mit à leur tête, et parvint, à l'aide de deux mille hommes, à installer son évêque constitutionnel.

L'exaltation des esprits étoit à son comble. On en peut juger par l'adresse suivante que

douze ou quinze cents patriotes venus des montagnes présentèrent au général Paoli.

« Général, si le tonnerre du ciel n'écrase pas » l'ennemi de la patrie, le malfaiteur, c'est que » l'homme fier et juste est destiné à remplir ce » noble ministère. Nous venons donc pour » que, réunis à tous les bons, tu nous mènes à » Bastia. Il ne faut pas y laisser pierre sur pierre. » Les habitans de cette île sont tous coupables; » car le bon qui laisse faire le méchant, n'est » pas plus digne de la vie que celui-ci..... La » liberté n'a jamais rien coûté aux Bastiaques... » Ils n'ont pas, comme nous et nos pères, versé » leur sang pour elle. Général, tu le sais, ces » Bastiaques ont toujours été ennemis de la pa- » trie. Il faut donc détruire leur ville sans ré- » mission, c'est le vœu de toute la Corse ».

Heureusement le vœu de la Corse ne fut point accompli. Paoli comprit bientôt qu'il falloit renoncer au parti démagogique, ou se condamner à partager toutes ses fureurs. Il s'appliqua, mais trop tard, à modérer l'effervescence de ses compatriotes, à faire revivre l'empire des lois, et pendant près de deux ans, son nom ne fut plus entendu à la tribune de nos assemblées nationales.

Une partie de l'île dut jouir alors de quelque

repos ; mais ce calme ne fut pas de longue durée.

Le 4 avril 1793, le représentant du peuple Escudier se leva au milieu de la convention, et lut avec beaucoup de chaleur une adresse de la société populaire de Toulon. C'étoit un acte d'accusation contre le général Paoli. Les patriotes l'accusoient de n'être plus à la hauteur des événemens, de servir les aristocrates, et de trahir la cause sacré des sans-culottes.

Quand on lit aujourd'hui ces adresses, on a peine à concevoir qu'il ait existé en France une époque où l'on ait écrit avec tant de grossièreté et de fanatisme.

La Source, député de la Gironde, appuya les patriotes de Toulon, et rappela que Paoli avoit autrefois fait construire un petit trône sur lequel il avoit eu l'insolence de s'asseoir. Il vit la monarchie relever sa tête altière dans l'île de Corse. Barrère et Marat confirmèrent les alarmes de la Source, et l'on décréta, au milieu des vociférations des tribunes, que le traître Paoli seroit tenu de se rendre à la barre de la convention nationale, pour justifier sa conduite.

Paoli répondit qu'il étoit trop vieux pour entreprendre un si long voyage ; il offrit, si l'on vouloit, de quitter l'île, et continua, en attendant la réponse du peuple souverain, de

réprimer le fanatisme et le brigandage révc
tionnaire.

Paoli, devenu sage par l'expérience, ne v
loit ni assignats, ni proconsuls, ni pillage
propriétés. Il s'étoit surtout montré fort se
ble à la mort du roi dont il révéroit les ver
On lui envoya Lacombe, Saint-Michel et S
cetti, pour le mettre à la raison. C'est une
servation digne de remarque que, de tout
députation de l'île de Corse, il n'y eut que
licetti qui vota pour la mort de ce prince.
autres méritent d'être cités avec honneur;
toient : Andrei, Cazabianca, Chiappe, Mote
Porzio.

La convention avoit autorisé ses deux c
missaires à se saisir, s'ils pouvoient, de la
sonne de Paoli; c'étoit le point de leur miss
le plus difficile à remplir. Paoli venoit d'
nommé généralissime. Il présidoit la *Consu*
et comptoit sous ses ordres de nombreux bat
lons, qui pouvoient lutter avec avantage co
les proclamations de Lacombe et de St.-Mic

Il fallut avoir recours à de nouveaux déc
On lutà la convention un rapport des comn
saires; on lui peignoit, d'une manière éne
que, les dangers des patriotes et les maux
freux dont l'île étoit affligée. Barrère joignit
éloquence à celle des commissaires, et, sur

conclusions, Paoli fut déclaré traître à la patrie et mis hors la loi. On lança un décret d'accusation contre le procureur-général du département, M. *Pozzo-di-Borgo*, et l'on chargea le pouvoir exécutif d'envoyer dans l'île des forces suffisantes pour faire triompher la cause sacrée de la liberté et de l'égalité.

Au milieu de ces événemens, Napoléon Buonaparte étoit resté fidèlement attaché au parti révolutionnaire le plus ardent, et s'étoit fait nommer lieutenant colonel de la garde nationale. Quoiqu'il n'eût presque aucune connoissance de la poésie, il entreprit un poëme en l'honneur de la liberté. Ce poëme n'existe plus ; mais ceux de ses amis qui ont pu en lire quelques morceaux, conviennent que c'étoit une très-misérable production, où la mesure des vers n'étoit pas même observée (1).

On ne sait s'il la dédia à Paoli ; mais on est sûr qu'il s'appuya long-temps de sa protection, et qu'il eut soin de le ménager.

---

(1) Buonaparte, comme on l'a déjà observé, parloit très-mal la langue française. On a remarqué qu'à chaque ouverture des séances du corps législatif, il n'a jamais manqué d'employer le mot de *section* pour celui de *session*. Il disoit : *Voilà les objets dont vous aurez à vous occuper dans cette présente section.*

Une notice historique, publiée à Londres vers la fin du dernier siècle, assure même qu'en 1795 il prit courageusement sa défense; qu'il afficha de sa propre main, sur les murs d'Ajaccio, les remontrances de la municipalité contre le décret qui déclaroit Paoli ennemi de la république et le mettoit hors la loi; on ajoute que les proconsuls, irrités de cette audace, décernèrent contre lui un mandat d'arrêt; qu'il n'obtint qu'avec peine sa liberté, et qu'il revint en France à l'époque du siége de Toulon.

J'ai lieu de croire que l'auteur de cette notice a été mal informé; je ne trouve aucun acte propre à confirmer ces faits; il en existe au contraire qui les démentent, ainsi que je me propose de le faire voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Siége de Toulon; commencemens de la fortune militaire de Buonaparte.

On a remarqué avec raison que le caractère des hommes ne se montre sous ses véritables couleurs, que dans les circonstances extraordinaires de la vie. Rien de plus propre à nous mettre à l'épreuve que les révolutions; car il ne s'agit plus alors de remplir paisiblement les devoirs de la vie civile; c'est au milieu des orages et dans la lutte de toutes les passions, qu'il faut prendre un parti.

L'âme alors se trouve attaquée par tout ce qui peut mettre sa vertu en péril, la crainte, l'espérance, l'amour, la haine, l'ambition; et, dans cette extrême agitation, il n'est donné qu'à un petit nombre d'êtres privilégiés, de rester fidèlement attachés à leurs devoirs. Combien de personnes, nées avec les plus heureuses dispositions, n'auroient donné que des exemples de sagesse, de probité, d'honneur, si elles n'eussent été exposées aux périlleuses épreuves de notre révolution! La vertu étoit facile avant cette malheureuse époque; mais lorsqu'elle fut

arrivée, il fallut, non-seulement du discernement pour y démêler le bien et le mal, mais du courage pour résister, tantôt aux sollicitations de la cupidité et de l'ambition, tantôt au choc des factions, tantôt à la crainte des périls qui nous assiégeoient de toutes parts.

On vit alors se jeter dans les rangs des novateurs, deux classes d'hommes fort différentes. L'une, guidée par l'amour du bien et l'espoir d'une heureuse amélioration, se forgeoit en imagination de nouveaux cieux et une nouvelle terre; entraînée par un heureux délire, elle ne rêvoit que l'âge d'or et le règne d'Astrée. L'autre étoit composée de ces hommes que Salluste a si bien peints dans son histoire de la conjuration de Catilina : *Quos flagitium, egestas, conscius animus exagitabat* : Que tourmentoient la misère, le remords et les passions.

Ce fut dans ce dernier parti que se jeta Buonaparte. Il embrassa avec une sorte de fanatisme les idées démagogiques, résolu de servir constamment la faction triomphante, quels qu'en fussent les chefs, les principes ou les actions. Il s'étoit attaché à Paoli, tant qu'il l'avoit vu protégé par l'assemblée constituante et la convention; il l'avoit ménagé encore lorsque son crédit commençoit à s'affoiblir; il l'abandonna tout-à-fait et s'arma contre lui, quand il le vit frappé d'ana-

thème par les démagogues. L'auteur anglais de la notice dont j'ai déjà parlé, convient qu'il s'embarqua sur des bâtimens destinés à une entreprise contre Ajaccio, et qu'il vint au nom de la république française sommer cette ville de se rendre. Mais elle étoit défendue par un de ses parens, officier d'un rare mérite, nommé Masseria, qui brava les menaces de Napoléon, et le força de se retirer.

La république avoit alors à lutter contre toutes les forces du continent; ses frontières étoient envahies de toutes parts; les forces de la Vendée s'accroissoient tous les jours; les soulèvemens se multiplioient sur tous les points de la France. L'horreur qu'inspiroit la convention sembloit la menacer d'une insurrection générale; l'état touchoit à une dissolution complète; mais le danger ne faisoit qu'accroître la violence et l'énergie de cette cruelle et redoutable assemblée; elle répondoit aux attaques de ses ennemis par de nouveaux excès et de nouvelles fureurs : on eût dit que le génie du mal étoit venu fixer son séjour au sein de la représentation nationale.

On avoit levé dans le cours de 1793 plus d'un million d'hommes; la république en comptoit sous ses drapeaux quinze cent mille, partagés en quatorze armées, qui défioient tous les rois

de l'Europe, qu'on ne désignoit plus que sous le nom de tyrans.

Le pavillon tricolore osoit même affronter les mers et braver les flottes anglaises. Dès le mois de décembre 1792, le contre-amiral Truguet étoit entré dans le port d'Ajaccio pour aller attaquer la Sardaigne. Cette flotte ne portoit, à la vérité, que quinze cents hommes; mais elle devoit se fortifier des bâtimens que commandoit devant Naples le capitaine de la Touche; elle devoit aussi prendre à bord deux bataillons de garde nationale corse, troupe audacieuse et aguerrie, qui ne redoutoit ni les fatigues ni les tempêtes. Avec ces ressources, la conquête de la Sardaigne paroissoit immanquable. Malheureusement quelques circonstances imprévues trompèrent toutes les espérances.

Dans ces temps de confusion et d'anarchie, il s'étoit formé au sein des villes et des armées des compagnies de pendeurs, qui, pour l'amour de la république, étrangloient fraternellement leurs camarades, et se livroient sans remords à tous les genres de forfaits. Les représentans du peuple n'osoient s'opposer à ces excès, soit dans la crainte d'être pendus eux-mêmes, soit afin d'entretenir le peuple dans

une sorte d'ivresse dont ils avoient besoin pour soutenir la république.

Il arriva que deux soldats français pendirent deux soldats corses, sous prétexte d'incivisme. Les Corses n'étoient pas gens à se laisser pendre impunément. La crainte des représailles décida l'amiral à partager ses forces et à faire agir séparément la petite armée corse. Il la chargea d'attaquer les îles du détroit de Boniface; Buonaparte, à la tête de cette expédition, s'empara d'abord de Saint-Étienne et de son fort, et prit possession de la Madeleine au nom de la république; mais il ne put garder long-temps ses conquêtes.

L'expédition de Truguet avoit eu le résultat le plus désastreux. Deux de ses bâtimens avoient touché dans le port d'Ajaccio, et ne marchoient qu'avec peine. Les tempêtes avoient dispersé ceux que commandoit le capitaine la Touche; et les Sardes, résolus de se défendre, avoient répondu au feu de la flotte française par des décharges à boulet rouge; plusieurs de nos navires furent endommagés dans leurs mâts et leurs vergues : un d'entre eux fut brûlé. Les bombes des Français n'atteignirent que les faubourgs au-delà de Cagliari, et l'ennemi n'eut que cinq hommes à regretter dans cette attaque. Pendant le bombardement, les Français

avoient tenté plusieurs fois des descentes sur le rivage, mais, constamment repoussés, ils avoient perdu près de six cents hommes.

Les montagnards de Sardaigne déployèrent, dans cette occasion, une rare intrépidité, et de tout ce que les Français jetèrent d'hommes sur la côte, il y en eut peu qui ne furent tués ou blessés. L'amiral avoit tellement compté sur le succès de cette expédition, qu'il avoit amené avec lui une grande quantité de bâtimens de transports, pour charger les grains dont les magasins de l'île étoient richement pourvus.

Lorsque la convention apprit l'issue de cette malheureuse entreprise, elle en ressentit un extrême dépit; mais elle le dissimula. A peine en parla-t-on dans les séances publiques; on se contenta de lire une lettre du contre-amiral, qui attribuoit ses défaites à l'indiscipline de l'armée, et aux désordres qui régnoient dans toutes les parties de l'administration (1).

---

(1) On se feroit difficilement une idée des excès et de l'anarchie qui régnoient à bord. Une lettre de Corse, publiée à cette époque dans les journaux français, portoit:

« On a encore manqué, l'un de ces jours, de pendre un » homme, qui, le lendemain, a été reconnu très-inno- » cent. Il est fâcheux qu'il n'y ait pas une justice plus sé-

Ainsi de toutes parts la république couroit les plus grands dangers. Paoli, indigné de l'assassinat de Louis XVI, fatigué de la tyrannie révolutionnaire, ne cachoit plus ses desseins. Hors d'état de résister, avec ses propres forces, aux armées républicaines, il avoit invoqué le secours de l'Angleterre, attaqué et battu l'armée française, et s'étoit peu de temps après rendu maître d'Ajaccio et de plusieurs autres places.

Les commissaires de la convention s'efforçoient en vain d'arrêter ce mouvement; ils n'avoient ni assez de puissance ni assez de génie; et Paoli, mis hors de la loi par la représentation nationale, bravoit également et ses décrets et ses soldats. Les menaces, les proclamations et les violences de Lacombe-Saint-Michel ne faisoient qu'irriter de plus en plus les esprits; le parti montagnard s'écrouloit de tous côtés, et les anarchistes poursuivis, proscrits sur tous les

---

» vère pour ces pendeurs de profession, qui se font un » jeu d'assassiner, et un honneur de s'en vanter. On ne » peut se figurer le mauvais effet que cette conduite pro- » duit sur les étrangers. Aussi les Sardes se préparent- » ils à se défendre vigoureusement, parce qu'on leur » a peint les Français comme des impies et des violeurs » de femmes ».

points de l'île, furent enfin réduits à l'abandonner. Buonaparte lui-même, frappé d'un décret de bannissement particulier, se vit contraint de quitter sa patrie avec toute sa famille(1). Elle étoit nombreuse et pauvre. Sa mère emmenoit avec

---

(1) Il est certain que Buonaparte fut banni de la Corse avec une foule de révolutionnaires, qui se retirèrent, les uns à Livourne, les autres en France. L'auteur d'un ouvrage intitulé, *Examen de la campagne de Buonaparte en Italie, dans les années* 1796 *et* 1797, prétend que Napoléon fut banni pour un crime qui méritoit la mort; voici de quelle manière il raconte le fait :

« En 1792, Buonaparte, retiré à Ajaccio, travailloit » ses compatriotes dans les principes du jacobinisme. Il » trouva une résistance à laquelle il ne s'attendoit pas, » et dont il crut devoir se venger. Le jour même de la » seconde fête de Pâques, à huit heures du matin, au » moment où les fidèles sortoient de l'église cathédrale, » il fait tirer sur le peuple par des brigands qu'il avoit » postés exprès la nuit précédente dans le voisinage de » cette église. Qu'on juge de la surprise et de l'effroi de » ce peuple, qui ne soupçonnoit rien de pareil. Plusieurs » furent blessés, quelques-uns perdirent la vie. Toutes » les circonstances aggravoient le crime et appeloient » une punition éclatante; néanmoins Buonaparte en fut » quitte pour un décret de bannissement et d'infamie. » Ce décret est existant et consigné dans les archives du

erté révolutionnaire pour quitter l'habit
fonctions ecclésiastiques, se trouvoit,
ie eux, dénué de toute ressource (1).

. Il fut provoqué et signé par le général Paoli,
résidoit l'assemblée de la Corse ».

ivain qui cite ce fait, paroît, dans tout le cours
ouvrage, un homme d'honneur, incapable d'un
ge. Cependant, si ce fait est vrai, il est nécessaire
pprocher la date; car il est constant que ce ne fut
n 1792, mais en 1793 que Buonaparte rentra
nce. Il étoit en 1793 engagé dans l'expédition de
l Truguet contre la Sardaigne, et il rentra avec le
e la flotte dans le port d'Ajaccio. Les recherches
us avons faites sur le décret n'ont pu nous donner
nseignemens positifs, et si cet acte a jamais été
é dans les registres, il est probable qu'on l'en au-
disparaître depuis, ainsi que tant d'autres pièces
i pris soin d'anéantir.

Le cardinal Fesch est frère utérin de madame Buo-

Napoléon ne servoit plus dans l'arme de l'artillerie ; il n'appartenoit à aucun régiment ; il débarquoit en France sans fortune, sans renommée, sans recommandation. L'édifice de ses espérances sembloit détruit de fond en comble ; car on ne sauroit douter qu'en suivant Paoli en Corse, il n'eût eu le projet de marcher sur les traces de cet homme célèbre, de se créer un parti, et de se rendre un jour l'arbitre des destinées de son pays. Ce rêve venoit de s'évanouir ; mais la fortune lui en réservoit un plus brillant

La famille fugitive s'établit à Marseille, et vécut des secours que le gouvernement accordoit aux réfugiés. Elle logeoit chez M. Clary, riche fabricant de savon et négociant estimable. Le général Collin, pour adoucir la rigueur de sa situation, lui faisoit donner tous les jours, outre les distributions ordinaires, quelques livres de pain et autant de viande. Il fut depuis récompensé par une lettre d'exil.

La jeune Carletta, devenue ensuite la princesse Caroline, n'avoit alors que treize ans ; elle étoit chargée des menus soins du ménage : c'étoit elle qui, le matin, alloit faire les petites provisions. Son costume étoit modeste et léger. Les deux autres sœurs, plus grandes, ne firent pas long-temps à trouver des adorateurs

L'aînée n'étoit pas jolie ; mais elle rachetoit ce désavantage par la vivacité de son esprit et une instruction assez étendue : la seconde étoit d'une beauté vive et piquante ; c'étoit celle qui fixoit le plus l'attention des amateurs, et l'on assure qu'elle ne se montra pas toujours insensible à leurs hommages (1).

Au moment où Buonaparte arrivoit à Mar-

(1) Nous ne répéterons point ici ce qui a été dit dans un libelle, publié d'abord à Londres, et ensuite à Paris, sous le titre d'*Histoire secrète du cabinet de Napoléon Buonaparte et de la cour de Saint-Cloud.* Si l'on en croit Lewis Goldsmith, auteur de cet écrit, la vie de madame Buonaparte mère et de ses filles n'a été rien moins qu'édifiante. La Corse et Marseille ont été témoins de leurs excès ; mais cet écrivain se fait un jeu si effronté de la calomnie et de la diffamation, qu'il est impossible d'ajouter la moindre croyance à ses récits. Le seul fait qui paroisse constant, c'est que madame Buonaparte mère essuya un affront public, au théâtre de Marseille, en 1797. C'étoit l'époque où Napoléon s'illustroit par ses conquêtes en Italie. Elle vouloit aller l'y rejoindre ; elle passa par Marseille, et s'y arrêta quelques jours. Un soir qu'elle étoit au spectacle avec deux de ses filles, un commissaire de police se présenta à sa loge, et lui intima l'ordre d'en sortir, sous prétexte qu'elle avoit autrefois reçu l'ordre de quitter Marseille pour cause de mauvaise conduite. La mère du héros d'Italie fut obligée d'obéir ;

seille, cette ville étoit menacée des plus grands malheurs. Depuis la funeste journée qui avoit vu tomber sur l'échafaud la tête du plus vertueux et du plus innocent des rois, une partie de la France, indignée de cet attentat et des excès de la convention nationale, avoit pris les armes. Marseille, cette cité si favorable à la révolution, commençoit à rougir des crimes qu'elle avoit autorisés et protégés. Les sections

---

elle eut au foyer une explication fort vive avec le commissaire, se fit connoître, rentra dans sa loge, et obtint bientôt après la destitution de l'officier public qui l'avoit traitée si injurieusement. Cette anecdote a été racontée de diverses manières par quelques-uns de nos journaux. Ce qui rend la conduite du commissaire justement suspecte, c'est qu'il est impossible de supposer que madame Buonaparte eût été reçue à Marseille chez M. Clary, chez M. Boismortier, et chez plusieurs autres personnes d'une conduite irréprochable, si elle se fût livrée au genre de spéculation que lui attribue Lewis Goldsmith. Que dans sa jeunesse elle ait eu des foiblesses si communes à son sexe; que ses filles aient été, comme leur mère, susceptibles de sentimens tendres, rien de plus facile à concevoir : une beauté pauvre est presque toujours facile à subjuguer. Nous savons qu'on offrit une d'elles en mariage à un jeune officier de notre connoissance, qui éluda adroitement la proposition, dans la crainte que cet hymen ne fût pas sans danger pour lui.

étoient divisées ; cinq tenoient pour le parti de Roberspierre et de Marat, mais les vingt-sept autres manifestoient hautement le dessein d'arrêter leurs fureurs et de résister à l'oppression : elles ne pouvoient trop se hâter. Les sections anarchistes avoient, au mois de mars, présenté à la convention une adresse, dans laquelle elles demandoient que tous les députés qui avoient voté pour l'appel au peuple, fussent mis hors la loi. Chaque jour elles se signaloient par de nouveaux attentats ; la ville étoit remplie de dénonciateurs, de proscripteurs, d'hommes furieux qui ne demandoient que le pillage et le sang ; les événemens du 31 mai avoient encore ajouté à leur audace, et des députés montagnards, envoyés dans tous les départemens, répandoient partout le désordre et la confusion.

Marseille, effrayée des progrès de l'anarchie, excitée par l'exemple de Lyon, qui s'étoit soulevé le 29 mai, prit enfin une résolution courageuse. Les sections se réunissent ; on établit un comité central d'administration ; on institue un tribunal populaire chargé de poursuivre les chefs du parti montagnard ; on lève une force départementale, et, afin de conserver encore quelque apparence de respect pour la convention, on envoie quarante-huit députés à Paris pour protester, au nom de la ville, contre

les décrets rendus le 31 mai et les jours suivans.

Telle étoit la situation de Marseille, lorsque Buonaparte s'y établit avec sa famille. Il n'hésita pas à prendre un parti conforme à la conduite qu'il avoit tenue; il se jeta avec ardeur dans les clubs, et, pour donner à la convention un nouveau gage de son dévouement, il fit imprimer à Avignon un pamphlet révolutionnaire, intitulé *le Souper de Beaucaire*. C'étoit un dialogue entre Marat et un fédéraliste, où tous les principes de la révolution étoient exaltés comme les plus sublimes conceptions de l'esprit humain. Marat y parloit d'une manière digne de lui et de son interprète; le parti de la Gironde y étoit voué à l'exécration des républicains. Ce petit écrit fut imprimé chez Sabin Tournal, et n'eut que fort peu de succès. Il étoit d'un style barbare, conforme aux temps malheureux qui l'avoient vu naître. Il seroit difficile aujourd'hui d'en trouver un exemplaire (1).

---

(1) Lorsque Buonaparte fut parvenu à la dignité de premier consul, la veuve Sabin Tournal, à laquelle il devoit une centaine d'écus, vint à Paris réclamer son ancienne créance. Elle avoit eu soin d'apporter les derniers exemplaires du *Souper de Beaucaire*. Cette précaution lui valut un accueil très-favorable; non-seulement on

Les députés de Marseille, frappés de ce qu'ils avoient vu à Paris, s'étoient hâtés d'en sortir, et, en quittant ce séjour du crime et de la tyrannie, ils avoient, comme l'apôtre, secoué la poussière de leurs pieds.

Marseille vit alors qu'il n'y avoit plus rien à espérer de la convention. Le 12 juin, les sections fidèles délibérèrent qu'elles ne reconnoissoient plus les décrets de la convention depuis le 29 mai, attendu qu'elle n'étoit ni libre ni complète. On donna de nouveaux pouvoirs au tribunal populaire, qui avoit été cassé précédemment par les députés Moïse Bayle et Boisset, et l'on forma le plan d'une fédération méridionale, pour s'affranchir de la tyrannie de Roberspierre, et pour faire triompher l'empire des lois. Nîmes, Bordeaux, Beaucaire, Grenoble, Lyon, et le département du Jura, envoyèrent des députés pour entrer dans la confédération et concerter un plan général; on décida qu'un

---

lui paya les 300 francs qu'elle répétoit, mais le premier consul voulut la voir, pour s'assurer lui-même si les exemplaires qu'on lui apportoit étoient réellement les derniers. Il engagea madame Tournal à ne rien négliger pour anéantir à jamais ce petit monument de jacobinisme, qu'il eût été bien fâché qu'on lui représentât lorsqu'il étoit empereur.

peloton de six mille hommes partiroit de Marseille, et marcheroit sur Paris, en se grossissant de toutes les forces que lui fourniroient les départemens.

Marseille et les villes confédérées ne renonçoient point à la république ; mais elles renonçoient à un gouvernement atroce, qui ne connoissoit, pour régner, que l'incendie, le pillage et le meurtre. Il s'agissoit de convoquer ailleurs une autre convention. Dans le même temps, Bordeaux étoit occupé des mêmes desseins, et se disposoit à faire marcher une force de huit cents hommes, qui, comme le bataillon de Marseille, ne devoit être que le noyau d'une force plus grande. Ainsi presque toutes les provinces du midi se disposoient à l'insurrection. La convention, effrayée, opposa d'abord à ces mouvemens des proclamations et des décrets. Le 19 juin, elle déclara que les juges du tribunal populaire étoient un assemblage d'assassins ; qu'ils étoient en état de rébellion contre la république ; qu'elle les mettoit hors la loi et ordonnoit à tout bon citoyen de courir sus. En même temps elle enjoignit au général Cartaux de se porter sur Marseille avec toutes ses forces. Cartaux étoit un homme d'une capacité médiocre, et d'un caractère plus modéré qu'il ne convenoit pour ces temps de terreur et

de fanatisme. Il ne lui manquoit que du pouvoir pour faire le bien : avec plus d'autorité, il eût préféré les moyens de conciliation à une guerre atroce ; mais il étoit lui-même sous la puissance des représentans de la montagne, et réduit à exécuter leurs décrets, quelque absurdes qu'ils fussent. Il obéit, et se mit en devoir d'attaquer l'armée marseillaise.

Si les deux armées eussent été égales en force, il est probable que la victoire seroit restée au parti le plus juste ; mais tandis que l'armée de Marseille étoit obligée de se battre au-dehors, elle avoit à lutter en dedans contre les sections dissidentes qui s'étoient armées. On chercha à les effrayer en vain, en les environnant de canons et de baïonnettes ; elles ne perdirent rien de leur audace, soutinrent le siége avec intrépidité, et, par leur résistance, donnèrent le temps au général de la convention, de battre l'armée marseillaise, et de se présenter sous les murs de la ville. Alors la consternation fut générale, et Marseille envahie ne présenta plus qu'un spectacle déplorable. La convention avoit envoyé deux de ses députés pour faire exécuter ses décrets; c'étoient Pomme et Charbonnière, l'un ardent montagnard, l'autre homme du monde plutôt qu'homme de révolution. On s'aperçut bientôt qu'ils man-

quoient de cette énergie que leurs collèg
déployoient à Lyon et dans la Vendée. Ils
voient, dans la première semaine, envoyé
dix-sept personnes à l'échafaud : c'étoit
scandale pour la république. On leur adjoi
d'abord Barras et Fréron, et ensuite Garpa
Ricord, Salicetti, Roberspierre jeune, hom
d'une énergie éprouvée, incapables de foibl
et de pitié.

Dans l'espace de quelques jours, les c
furent ouverts, les comités révolutionna
réintégrés, les échafauds dressés, les pri
encombrées de victimes, le buste de M
élevé sur un amas de rochers bruts, et o
à la vénération publique. Quatre cents inc
dus furent impitoyablement immolés,
partie des plus beaux édifices détruits ;
imposa une somme de quatre millions sur c
malheureuse ville, et, pour joindre
sulte à la barbarie, Fréron, Barras, Sali
et Ricord, décrétèrent qu'elle n'auroit
d'autre nom que celui de *Sans-Nom* (1)

(1) Il faut, pour donner une idée juste de ces t
d'horreur, rapporter ici une lettre d'un des commissai
la convention à l'accusateur public du tribunal r
tionnaire de Marseille. Après quelques reproches s

Tandis que Marseille étoit livrée à toutes les fureurs d'une horde de brigands fanatiques, Lyon offroit un spectacle plus effrayant encore. Réduite à ouvrir ses portes, après un siége de deux mois, cette malheureuse ville étoit devenue un théâtre de carnage et de dévastation. Trente mille Français avoient été moissonnés dans les travaux du siége; trois mille cinq cents avoient péri par le fer de la guillotine, les mitraillades et les fusillades; les édifices tomboient sous le marteau des destructeurs, et la seconde

---

lateur à faire tomber les têtes des aristocrates, des fédéralistes et des modérés :

« Je veux, lui dit-il, vous citer l'exemple de Paris : » cette ville peut servir de modèle en tout; à Paris, l'art » de guillotiner a atteint sa dernière perfection. Samson » et ses élèves guillotinent avec tant de prestesse qu'on » croiroit qu'ils ont pris des leçons de *Comus*. Je leur en » ai vu expédier douze en treize minutes. Envoyez donc » à Paris l'exécuteur des hautes-œuvres de Marseille faire » un cours de guillotine auprès de son collègue Samson. » Tu dois savoir que nous ne te laisserons pas manquer » de gibier de guillotine. Il faut que cela soit une espèce » de spectacle pour le peuple. Les chants, la danse, » doivent prouver aux aristocrates que le peuple ne voit » de bonheur que dans leur supplice; il faut donc faire » en sorte qu'il y ait un grand concours de peuple pour » les accompagner à l'échafaud ».

cité de France n'offroit plus qu'un monce
ruines (1).

Toulon seul bravoit encore les décrets
armées de la république. Cette ville s'étoit
temps distinguée par un ardent républicani
Roberspierre la comptoit au nombre des
les plus fidèles : c'étoit de son sein qu'étoit s
la dénonciation contre le général Paoli ; c
elle qui, la première, avoit appelé sur Mar
les vengeances de la convention.

Mais à mesure que les calamités publ
s'étendoient sur toute la France, que les
ces du commerce et de l'industrie se tarisso
qu'au lieu de ce bonheur et de cette glo
long-temps promis par la république, c
trouvoit que misère et désolation, l'amour
liberté et de l'égalité se refroidissoit ; cl
jour les illusions se dissipoient, et l'aver

(1) Dans quel excès de délire et d'impiété
de la révolution n'avoit-il pas précipité les tê
publicaines ? Voici de quelle manière on cél
Lyon la fête des Sans-Culottides. On avoit
un âne d'ornemens sacerdotaux ; il portoit en
des ciboires, des patènes et d'autres vases sacrés.
entouré de soldats et de clubistes qui chantoie
hymnes en l'honneur de la république. Derrière lu
choient les représentans du peuple, précédés de
bourreaux armés de leurs haches en forme de fais
Les autorités constituées suivoient.

se présentoit plus que sous l'aspect le plus effrayant.

Au mois de juin 1793, la convention avoit envoyé à Toulon une commission révolutionnaire chargée d'y entretenir le feu du patriotisme. Elle étoit composée des députés Barras, Fréron, Despinassy, Roubaud, Pierre Bayle et Beauvais: c'étoient des patriotes déterminés, tous complices du meurtre de Louis XVI, tous résolus à sauver leurs têtes par les moyens les plus violens.

L'armée française se disposoit alors à envahir le Piémont et l'Italie; mais elle étoit peu nombreuse, et avoit besoin d'être organisée. Fréron, Barras, et deux de leurs collègues, quittèrent Toulon pour s'y rendre, et ne laissèrent dans cette ville que Pierre Bayle et Beauvais.

L'apparition de ces députés ressembloit à celle de ces météores qui jettent la consternation parmi les peuples, et sont regardés comme le présage des plus grandes calamités. Barras, Fréron et leurs compagnons de voyage, n'arrivèrent à leur destination qu'à travers mille périls. Toute la population étoit soulevée contre eux. A Vigneux, le maître de poste et les officiers municipaux entreprirent de les arrêter; de huit cavaliers qui les escortoient, six les abandonnèrent, et ils se virent obligés de mettre

le sabre à la main pour sauver leurs jours. général Lapoype (1) ne put éviter la mort qu abandonnant ses chevaux, ses équipages, femme et ses enfans. A Saint-Tropez, nouve dangers ; la multitude les entoure, les attaq et, si les officiers municipaux ne leur eussent un rempart de leurs corps, ils auroient été victimes de l'indignation et de la venge publique.

A Toulon, Pierre Bayle et Beauvais se doient chaque jour l'objet de l'horreur g rale. La convention ne connoissoit qu'un g de politique ; soulever la populace contre riches, et lui en promettre les dépouilles. Se putés suivoient aveuglément ce système, et conduite hâtoit partout l'insurrection. E moment, le port de Toulon étoit bloqué par flotte anglaise ; la Provence étoit désolée p famine ; le peuple mouroit de misère. I cette circonstance, l'amiral anglais, Ho offrit la paix et du pain.

« Voulez-vous, disoit-il aux Toulon » vous déclarer franchement pour la mo » chie, arborer le pavillon royaliste, d

(1) M. de Lapoype, beau-frère de Fréron, avoit comme officier, dans les gardes françaises ; il avoit o de Louis XVI un brevet de colonel.

» mer les bâtimens de guerre, et mettre les » forteresses à ma disposition? je déclare, au » nom de S. M. Britannique, que j'offrirai à » la Provence tous les secours qui sont en mon » pouvoir; qu'il ne sera porté aucune atteinte » aux propriétés; qu'elles seront, au contraire, » scrupuleusement respectées; que le port, la » flotte et les forteresses de Toulon seront fidè- » lement remis, dès que la paix aura été signée, » l'unique but de S. M. Britannique étant de » rétablir l'union entre les deux états sur un » pied juste et honorable ».

La situation de Toulon étoit si malheureuse, ses besoins si urgens, qu'on accueillit avec enthousiasme les propositions de l'amiral Hood; et l'on résolut, si la convention persistoit dans son système de tyrannie, de méconnoître son autorité, et de proclamer le rétablissement de la monarchie. Cependant, pour ne rien précipiter, on envoya une députation au général Cartaux, qui commandoit à Marseille :

« Si vous êtes, lui disoit-on, le comman- » dant de la garde nationale, nous consentons » à traiter avec vous; mais nous n'aurons rien » de commun avec ces hommes féroces qui se » disent les représentans du peuple.

» Une foule de Marseillais, victimes de leur

» dévouement au bien et à la tranquillité de
» leur pays, sont en ce moment détenus par
» des ordres arbitraires, et attendent, dans
» d'horribles cachots, la mort réservée aux scé-
» lérats. Le citoyen Langier, président du tri-
» bunal populaire, et nombre d'autres, jouis-
» soient de l'estime publique, et d'indignes sa-
» tellites de la tyrannie se disposent à les
» immoler. Si ces horribles exécutions souillent
» les murs de Marseille, le comité général de
» Toulon vous déclare qu'il en tirera une ven-
» geance exemplaire. Nous avons entre les
» mains deux députés de la convention, et les
» parens de deux autres; ils nous serviront
» d'otages, et nous vous déclarons qu'ils subi-
» ront le même sort que vous ferez éprouver
» aux victimes innocentes que nous réclamons.
» Les Anglais sont unis avec nous; ils sont de-
» venus nos amis, ils nous ont amené des se-
» cours. Trente mille hommes seront bientôt
» prêts à seconder notre vengeance. Général,
» faites vos réflexions, et que les factieux ap-
» prennent qu'ils sont responsables, sur leurs
» têtes, des attentats auxquels ils oseroient se
» livrer ».

De quel succès pouvoit-on se flatter auprès du général Cartaux ? Il auroit voulu sans doute

écouter les réclamations des Toulonais, et sauver à la France une des plus belles portions de sa marine; mais, effrayés du supplice de Custines, les généraux ne savoient qu'obéir. Barras, Fréron, Albite et leurs collègues ne répondirent qu'en faisant conduire au supplice le malheureux Laugier, revêtu d'une chemise rouge. Alors, plus de composition; les Toulonais indignés résolurent d'obtenir de la force ce qu'ils avoient droit d'obtenir de la justice. Les administrations étoient entre les mains de patriotes fanatiques et sanguinaires, on les destitua; la municipalité fut cassée; les deux députés, Pierre Bayle et Beauvais, furent mis en prison; cinq cents patriotes de Marseille, venus pour augmenter le trouble, furent chassés ou arrêtés; les dénonciateurs, les proscripteurs de profession, jetés sur un vaisseau; les plus coupables livrés aux tribunaux et punis du dernier supplice.

La religion même fut intéressée dans ce soulèvement général; on exhuma les morts; on porta en procession les restes des victimes de la révolution; on célébra pour eux des sacrifices expiatoires. La flotte prit part à cette fête funèbre; les bâtimens furent pavoisés, Louis XVII proclamé, les Anglais reçus dans la ville et dans les forts, et des salves d'artillerie annoncèrent la chute de l'anarchie et le rétablissement du trône.

Dès que ces nouvelles parvinrent à
vention, la fureur se manifesta dans ses c
et ses assemblées. La ville de Toulon
clarée hors la loi ; on expédia des cc
extraordinaires pour enjoindre au géné
taux de marcher sur cette ville rebelle,
détruire par le fer et le feu. Cartaux se h
béir ; il avoit désarmé Marseille ; il
les patriotes, et fit jeter dans les prisc
ceux dont la foi paroissoit suspecte. Un
de deux cent cinquante sociétés popul
réunit dans la ville pour délibérer sur les
de réduire Toulon. Barras parvint en ur
lever treize mille hommes dans le seul c
ment du Var ; les autres départemens
cièrent à cette sorte de croisade, et
mit en marche avec trente mille hom
mais circonstance n'avoit été plus fa
pour les officiers qui se trouvoient sans
Salicetti prenoit un vif intérêt à la fa
Buonaparte ; il présenta Napoléon à Ba
répondit de sa fidélité, et le fit entrer dan
de l'artillerie. M. Chauvet, commissaire
nateur, se chargea de Joseph, l'emplo
ses bureaux, et le fit bientôt après
commissaire des guerres (1). Joseph a

(1) M. Chauvet avoit rêvé la fortune de Bu

élevé avec soin chez un de ses oncles, chanoine en Toscane (1); il étoit filleul de Paoli, et avoit rempli en Corse les fonctions de secrétaire général du département. Il avoit de l'esprit et de l'aménité, et ne partageoit nullement la fougue révolutionnaire de ses frères Napoléon et Lucien. Celui-ci, simple garde-magasin à Saint-Maximin, occupoit tous les jours la tribune de la société populaire, et ne cessoit d'entretenir par ses discours le feu de la révolution; Louis étoit simple sous-lieutenant dans un régiment corse. Un jour que Lucien avoit prêché avec ardeur sur l'égalité, l'aubergiste chez lequel il logeoit, et qui ne manquoit jamais d'aller l'admirer, lui dit, dans le langage propre à ce temps: « Tu as démontré à merveille l'égalité; » mais, puisque nous sommes tous égaux, » pourquoi n'épouses-tu pas ma fille? tu lui

---

il en parloit en enthousiaste et comme un homme inspiré. Il prétendoit qu'il deviendroit un jour le chef de l'état, et faisoit ces prédictions dans un temps où il paroissoit bien difficile qu'elles s'accomplissent jamais.

(1) Cet oncle étoit un bon dévot, fort attaché à l'église romaine. Lorsque Napoléon fut devenu général en chef de l'armée d'Italie, il lui écrivit pour l'engager à solliciter du pape la canonisation d'un vertueux prêtre de la famille, qui étoit mort long-temps auparavant en odeur de sainteté.

» fais la cour, et tu lui fais tort : si tu es un » honnête homme, tu ne dois pas hésiter ».

Ce discours, tenu devant un grand nombre de patriotes, étourdit Lucien ; mais il falloit soutenir sa réputation et prêcher d'exemple. Il prit la main du bon aubergiste, et la serrant vivement : Eh bien ! lui dit-il, j'épouse ta fille. C'est elle que l'on a vue, à Paris, faire les honneurs de la maison de Lucien, lorsqu'il étoit ministre. Napoléon et Joseph furent d'abord désolés de ce mariage ; mais Lucien, devenu commissaire des guerres, s'occupa de l'éducation de sa femme, et, en peu de temps, elle fut en état de se montrer convenablement. Il restoit à pourvoir l'oncle Fesch ; celui-ci, beaucoup plus jeune que sa sœur, venoit d'achever ses études. Il avoit été élevé jusqu'à treize ans en Corse, et ensuite envoyé au séminaire d'Aix, où il étoit encore en 1792. Il n'avoit guère alors que vingt-six ans ; il étoit comme ses neveux, Napoléon et Lucien, grand partisan de la révolution, et fort peu disposé à suivre la carrière ecclésiastique. On l'employa dans les vivres, où il obtint une place de garde-magasin (1). Ainsi, à l'exception de madame Buo-

(1) On a dit qu'il avoit été capucin ; on lui impute des actes révolutionnaires, indécens et tout-à-fait indignes

naparte mère, de ses filles, et du jeune Jérôme, toute la famille se trouvoit à l'abri du besoin ; mais déjà Napoléon, par son importance et son rang, s'élevoit au-dessus de ses frères.

Le quartier général de l'armée française venoit de se porter au Beausset ; elle avoit tous les jours des affaires avec l'armée espagnole. Il n'y avoit point de général d'artillerie ; on attendoit le général du Theil qui n'arrivoit point. Le général Dommartin commandoit par intérim : c'étoit un officier brave et intelligent. Dans une affaire importante aux gorges d'Ollioules, il reçut à l'épaule un coup de feu, dont il eut beaucoup de peine à se rétablir.

Cet événement, et l'absence du général du Theil, décidèrent de la fortune de Napoléon. Il se trouvoit le plus ancien officier d'artillerie. Barras et Fréron lui en conférèrent le commandement, et il déploya aussitôt, pour justifier leur choix, tout ce qu'il avoit de talent et d'ardeur ; il se voyoit sur le chemin de la fortune et de la gloire, et vouloit en profiter. Le général du Theil servoit à regret une cause dont il

---

d'un ecclésiastique. Nous pouvons assurer qu'il n'a jamais appartenu à aucun ordre religieux. Les actes qu'on lui attribue ne sont fondés que sur des bruits vagues et plus que douteux.

désavouoit les principes et les excès. Il fut cha
mé de trouver un officier qui consentoit à
charger de toutes les iniquités et de toutes l
vengeances de la convention ; il parut un in
tant au quartier général, promut Napoléon a
grade de chef de bataillon, et se retira. Le nou
veau commandant, dévoré d'ambition, passo
les jours et les nuits à méditer des plans d'a
taque pour réduire Toulon.

Cette ville présentoit, par sa position, d
grandes difficultés à vaincre. Le port et les deu
rades étoient occupés par les flottes combiné
d'Angleterre et d'Espagne. Elle est, du côté de l
terre, adossée à de hautes montagnes, liées en
tre elles par un système de travaux établis de
puis un siècle et perfectionnés par toutes l
ressources de l'art. Le prince Eugène, qui l'a
voit attaquée en 1707, lorsqu'elle étoit réduit
à ses fortifications ordinaires, s'étoit vu con
traint de lever le siége. Les forts étoient a
pouvoir de l'ennemi, et la mer mettoit les assi
gés à l'abri de la famine.

Ces obstacles n'effrayèrent point l'arme
française. Le général Cartaux enleva les gorg
d'Ollioules, força l'ennemi à la retraite, et
disposoit à attaquer les forts, lorsqu'il se v
tout à coup destitué, et mis en arrestation p
les représentans du peuple. Ce général éto

:, mais d'une capacité médiocre. Buonapar-
cessoit de le harceler, d'en faire l'objet de
tires, de sa dérision et de ses plaintes : ce
ıi qui contribua le plus particulièrement à
rdre. On donna pour successeur à Cartaux
néral Doppet, médecin de campagne, en-
moins capable de commander que lui. Ce
ur fut bientôt chassé, et remplacé par
ile et courageux général Dugommier (1).
ı forma deux corps d'armée ; la droite,
nandée par le général en chef, embrassoit
le front des défenses extérieures ; la gau-
aux ordres du général Lapoype, compre-
toute la partie de l'est. On s'appliqua à
rrer l'ennemi, qui n'avoit point de trou-
en état de tenir la campagne et de couvrir
lle ; on s'approcha des forts La Malgue et
guerite qui protègent la grande rade ; on
ussa l'ennemi dans les sorties qu'il tenta,
on faillit entrer avec lui dans le fort Mal-
uet. Ce fut là que Buonaparte se distingua
son intelligence et son audace. Il s'étoit
çu que les généraux avoient fait de mau-
es dispositions ; il eut le courage de le dire,

---

(1) Dugommier valoit mieux que sa réputation. Marat
isoit l'injure de le protéger, et de l'appeler son élève :
méritoit pas cet affront.

et d'en indiquer de meilleures. On rit d'abor de sa folle présomption ; mais on reconnut en suite qu'il avoit raison, et l'on suivit le pla qu'il proposoit.

L'affaire de Malbosquet avoit été fort vive le général Dugommier avoit reçu deux coup de feu, et le général anglais Ohara avoit é fait prisonnier ; mais les Français, vain queurs, recevoient tous les jours de nou veaux renforts. On comptoit à l'armée les gé néraux Cervoni, Murat, Lapoype, La Harp Victor, Marescot, et beaucoup d'autres dor les noms sont devenus depuis célèbres. Le 2 décembre, Dugommier, après avoir tenu u conseil, auquel on avoit appelé le jeune Nap léon, visita les camps, harangua ses soldats, se disposa à une attaque générale. Il avoit so ses ordres une armée fanatique. La pluie tom boit à torrens ; le terrain étoit à peine pratic ble ; les remparts des ennemis étoient hérissé de palissades, défendues par des redoutes et d batteries qui sembloient inexpugnables ; les An glais eux-mêmes en étoient si convaincus, qu'i avoient appelé une de ces redoutes leur *petit Gi braltar*. Rien n'arrêta l'ardeur des soldats républ cains ; ils arrachoient les palissades ; ils se précipitoient en aveugles sur les redoutes ; ils atten doient le recul du canon pour se jeter dans l

embrasures. Élevés les uns sur les autres, ils parvenoient à force de bras jusque sur les remparts. L'ennemi en faisoit un carnage horrible; mais d'autres rangs succédoient aux rang abattus; et telle fut la fureur des soldats sur tous les points, qu'avant la fin de la nuit, l'armée française se vit maîtresse de tous les forts. Il seroit difficile de peindre ici la terreur, le désordre, la confusion qui se répandirent dans la ville. Les escadrès ennemies, à découvert de tous côtés, se hâtoient de quitter les rades; l'armée de terre, exposée aux mêmes dangers, se précipitoit sur les vaisseaux; les habitans, au désespoir, fuyoient de tous côtés, cherchant vers le rivage un asile contre la vengeance du vainqueur; l'air retentissoit de cris, de gémissemens, de sanglots. La mer se chargeoit à chaque instant de barques, de chaloupes et de frêles bâtimens, qui portoient sur les flots les familles fugitives. Des femmes, des enfans, des vieillards, périssoient en voulant s'embarquer; une partie des bâtimens couloient bas sous le poids des passagers; d'autres, atteints du canon qui commençoit à tirer du rivage, s'engloutissoient dans les vagues. Cette ville infortunée offroit le spectacle le plus lamentable.

Les Anglais seuls donnoient des ordres avec un sang-froid digne de souvenir. Sir Sidney

Smith fut chargé d'incendier la flotte, les magasins, les chantiers et les arsenaux; il s'en acquitta avec une si funeste célérité, qu'en un instant la flamme dévora quinze vaisseaux de ligne, un grand nombre de frégates et de bâtimens d'un rang inférieur, et une immense quantité de munitions navales et de bois de construction. La ville ne présentoit plus qu'un océan de feu. Dans cette malheureuse circonstance, la marine française essuya un échec irréparable, et ses pertes eussent été bien plus grandes si, quelque temps auparavant, on n'eût point dépêché pour Brest plusieurs bâtimens, dans l'espoir d'opérer un mouvement semblable à celui de Toulon (1).

---

(1) L'état de nos pertes fut soigneusement dissimulé par la convention; mais publié avec ostentation par les Anglais. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans l'*Annual Register*:

LISTE DES VAISSEAUX QUI SE TROUVOIENT DANS LA RADE DE TOULON, A L'ARRIVÉE DES ANGLAIS.

Vaisseaux de ligne emmenés par la flotte anglaise.

Le Commerce de Marseille. . 120 canons.
Le Pompée 74

Brûlés à Toulon.

Le Tonnant . . . . . 80 canons.

Dix à douze mille habitans se sauvèrent ; les autres attendirent le sort qui les menaçoit ; quelques patriotes se hâtèrent d'ouvrir une

---

L'Heureux . . . . . 74 canons.
Le Centaure. 74
Le Commerce de Bordeaux. 74
Le Destin. 74
Le Lis. 74
Le Héros. 74
Le Thémistocle. 74
Le Duguay-Trouin. 74

Envoyés dans les ports français de l'Atlantique ; avec les matelots français.

Le Patriote. . . . . 74 canons.
L'Apollon. 74
L'Orient. 74
L'Entreprenant. 74

Brûlé à Livourne.

Le Scipion . . . . . 74 canons.

Resté à Toulon.

Le Généreux . . . . . 74 canons.

Frégates emmenées par la flotte anglaise.

La Perle. . . . . 74 canons.
L'Aréthuse 74

porte à l'armée française, et alors tous le fléaux se répandirent comme un torrent dan cette malheureuse ville.

Détruite par les Anglais.

L'Aurore. . . . . 32 canons.

Envoyée en commission par l'ordre du lord Hood.

La Topaze. . . . . 32 canons.

Restée au pouvoir du roi de Sardaigne.

L'Alceste. . . . . 32 canons.

Sloops emmenés par les Anglais.

La Poulette. . . . . 26 canons.
Le Tarlesten. 14

Brûlés à Toulon.

La Caroline. . . . . 20 canons.
L'Angnate 20

Équipés par les Anglais.

La Belette . . . . . 26 canons.
La Prosélyte. 24
La Sincère 20
Le Mulet. 20
La Moselle. 20

Le désordre fut tel que les représentans du peuple eux-mêmes purent à peine trouver un asile, et furent obligés de se tenir renfermés

---

Équipés par les Napolitains.

L'Embroye. . . . . . 20 canons.

Mis en service par les Espagnols.

La Petite Aurore. . . . . . 18 canons.

Envoyé à Bordeaux.

Le Pluvier. . . . . . 20 canons.

Vaisseaux de ligne prêts à être équipés, lorsque la flotte anglaise entra à Toulon.

Le Triomphant. . . . . . 80 canons.
Le Suffisant. 74

Emmené par la flotte anglaise.

Le Puissant. . . . . . 74 canons.

Resté à Toulon.

Le Dauphin-Royal. . . . . 120 canons.

Frégate brûlée à Toulon.

La Sérieuse.. . . . . . 32 canons.

Bâtimens dans le port, en réparation.

La Couronne . . . . . 80 canons.

dans la maison commune. Les soldats se disséminèrent dans tous les quartiers, dont le pillage et la destruction leur avoient été

Le Mercure. . . . . . 74 canons.
Le Conquérant. 74
Le Dictateur. 74

Restés à Toulon.

Le Languedoc. . . . . . 80 canons.
Le Censeur. 74
Le Guerrier. 74
Le Souverain. 74

Hors de service.

L'Alcide. . . . . . 74 canons.

Frégates brûlées à Toulon.

La Courageuse. . . . . . 32 canons.
L'Iphigénie. 32
L'Alerte. 16

Frégates chargées de magasins de poudre, brûlées à Toulon.

L'Iris. . . . . . 32 canons.
Le Mont-Réal. 32

Fitted out by the English as a Bourg-Keth.

La Latine. . . . . . 32 canons.

Restée à Toulon.

La Bretonne. . . . . . 18 canons.

promis ; les galériens brisèrent leurs chaînes, et se joignirent à l'armée, qui les accueillit en frères. Les patriotes, qu'on avoit enfermés sur *le Thémistocle*, se mêlèrent aux galériens, et Toulon devint la proie de ces hordes de brigands. Les chantiers, les arsenaux brûloient; mais le soldat ne songeoit qu'à se gorger d'or et de liqueur; enfin, on pensa aux bâtimens que les Anglais n'avoient pu ni incendier ni emmener; on eut le bonheur d'en sauver quelques-uns, et ce ne fut pas un médiocre sujet de triomphe et de joie pour les terroristes, d'avoir pu conserver le *Sans-Culotte*, de 130 pièces de canons.

Le général Dugommier ne put s'empêcher de gémir de sa victoire, et de se montrer infidèle aux leçons de l'inflexible Marat. Il essaya en vain de calmer le courroux des représentans du peuple : que pouvoit-il attendre de Barras, de Roberspierre jeune et de Fréron ? Celui-ci osa même lui imposer silence, en lui disant que son partage étoit d'obéir et non de donner des conseils.

Lorsque la nouvelle de la prise de Toulon arriva à la convention nationale, elle se livra aux transports d'une joie folle et puérile. Elle décréta que cet événement seroit célébré dans toute la république par une fête nationale ;

que la ville rebelle seroit détruite, que ses décombres porteroient le nom de *Port-la-Montagne*, et qu'on chanteroit sur tous les théâtres des hymnes patriotiques en mémoire de cette grande victoire (1); elle autorisa ses représentans à prendre toutes les mesures nécessaires pour apaiser les mânes des patriotes, et satisfaire la vengeance nationale.

Ils n'avoient point attendu ses ordres. Six jours avant qu'elle rendît ses décrets, ils lui écrivoient;

« La vengeance nationale se déploie, l'on » fusille à force. Déjà tous les officiers de la » marine sont exterminés (2). Nous avons dé- » livré Beauvais de son cachot; il est mécon- » noissable; nous l'avons fait transférer dans » une maison commode (3); il nous a embras- » sés avec attendrissement. Des canots ennemis » s'étoient avancés jusque dans le port, quand

(1) On ne se contenta point de célébrer la prise de Toulon par des hymnes; on commanda des pièces de théâtre, et deux de nos auteurs se virent condamnés à mettre le siége de Toulon en opéra-comique.

(2) Leurs corps restèrent plusieurs jours sur la place, sans sépulture.

(3) Le représentant Beauvais s'étoit condamné volontairement à une sorte de détention, pour ne pas pa-

y eût à Toulon, ont coupé les cables et
t le feu ». Cette lettre étoit signée de
i, Ricord, Robespierre jeune, Fré-
Barras. Elle n'étoit que le prélude de
andes horreurs. Fréron et ses collègues
ent les formes judiciaires trop lentes.
ıglais avoient détruit l'instrument des
nces républicaines; ils eurent recours à
'en plus expéditif.

proclamation ordonne à tous ceux qui
nt pas fui, de se transporter au Champ-
s, sous peine d'être traités comme mau-
oyens. Huit mille personnes se rendent
:ment au lieu désigné, et se présentent
leurs vainqueurs. Fréron et ses collè-
oient à cheval, entourés de canons, de

---

rendre part à l'insurrection des Toulonais. On

soldats, de patriotes et de galériens. Il étonné lui-même du nombre des victimes; hésite; Barras propose l'institution du jur Fréron adopte cette idée, qui présente une a parence de justice, et il confie ce redoutable n nistère aux trois cents prisonniers que les A glais avoient retenus sur le *Thémistocle*. Al toutes les passions se déploient sans mesure sans frein. On fait passer les infortunés Toul nais à travers une haie de cannibales, qui noient dans leurs mains de petits drapeaux, s lesquels étoient inscrits ces mots: *Patriote* c *primé*. On devine de quelle manière ils jugèren ils ne firent grâce qu'à leurs amis; tout le res fut immolé à la haine, à la vengeance, aux r sentimens et aux rivalités particulières.

Cependant Fréron donne le signal; l'aira tonne, et la terre s'abreuve du sang des vict mes. Mais tous ne sont pas morts; l'air retent des cris des mourans, les blessés se roulent su les cadavres. En ce moment une voix s'écrie *Que ceux que le canon a épargnés se lèvent la république généreuse leur pardonne*. L infortunés! ils croient encore aux promess de la république! Ils s'agitent, ils se redres sent péniblement sur leurs jambes défaillan tes; mais, au moment où leur âme s'ouvre quelques lueurs d'espérance, le canon tonn

Il seroit impossible de décrire toutes les scènes de
e et de désolation dont la ville de Toulon devint le
:. La correspondance de Fréron, publiée par un
re du comité de salut public, atteste qu'on y cé-
une fête solennelle en mémoire du supplice des
leux députés du parti de la Gironde. Un vieillard
tre-vingt-quatorze ans fut porté dans une chaise à
isque sur l'échafaud; une jeune femme, qui venoit
icher, fut exécutée sans pitié. Les députés de la
ition se faisoient un jeu de ces forfaits. Fréron écri-
ses amis :

es fusillades sont ici à l'ordre du jour; en voici plus
ix cents qui ne porteront plus les armes contre la
ublique. La mortalité est parmi les sujets de
is XVII. Aujourd'hui tous les sergens, adjudans et
ats de la marine y ont passé avec la municipalité,
s'étoit affublée de l'écharpe blanche pendant le
ne du marmot. Trois prêtres ont fermé le bal....
s avons fait enlever toute l'argenterie des églises :

Quel fut le tigre dont la voix infernale o souiller de cette exécrable perfidie? Les

» toutes les communes du Var d'arrêter les coquin
» Toulonais qui se sont évadés la nuit de l'envah
» ment ».

Ces ordres ne furent que trop fidèlement exécutés Anglais n'ayant pu garder sur la flotte tous les T nais qu'ils avoient reçus à bord, en débarquèrent partie sur les îles d'Hières. Ces malheureux, homm femmes, furent arrêtés, conduits à Toulon et fusill nombre de plus de deux cents. On livroit les Toul aux bourreaux partout où l'on pouvoit les décou l'auteur de cet article a vu à Sens partir ainsi po mort M. l'abbé Millet de Mureau (frère du général nom), dont il partageoit la captivité. Son acte d'ac tion ne portoit que ces mots : *Toulonais, noble et pr* Un auteur, qui a dressé avec exactitude le tablea désastres de la France pendant les sept premières an de la révolution, porte à quatorze mille trois cent vi cinq le nombre des victimes égorgées, noyées, fusill mortes en prison, pendant et après le siége de To L'insurrection et la prise de Lyon avoient coûté la trente et un mille individus; Marseille, Bordeaux, av fait des pertes proportionnées à leur population; la dée étoit devenue un monceau de ruines; les col étoient dévastées, de sorte que dans l'espace de moin deux lustres la France perdit plus de deux millions d dividus, pour l'amour de la liberté et de l'égalité. verrons par la suite ce qu'elle a perdu pour l'amou Napoléon.

ent Fréron, les autres Buonaparte. L'ami-
a crainte, la foiblesse, et une infinité de
lérations ont jusqu'à ce jour caché le nom
ai coupable. Mais si Buonaparte ne fut
l'auteur de cette indigne trahison, peut-
bsoudre de s'en être rendu le complice?
t lui qui commandoit l'artillerie; devoit-il
· son ministère à un pareil attentat? Il
oit, dit-on; mais le général du Theil
comme lui tenu à l'obéissance, et cepen-
l ne partagea point les fureurs des repré-
is; il aima mieux renoncer aux honneurs
mmandement que de les souiller du sang
toyens.

onaparte, au contraire, ne voulut point
r devant un crime qui pouvoit lui être
et, si l'on en croit une lettre insérée dans
vrage anglais publié en 1805, il ne rou-
s de s'en glorifier (1). Habitué d'ailleurs

Cet ouvrage est intitulé : *Rise, progress and fall naparte.* Il est de M. Barré, émigré français : n recueil d'anecdotes et de pièces, dont l'auteur it l'authenticité. Voici la lettre dont il est question; t fort connue, et M. Malte-Brun l'a publiée le r dans *ses Variétés historiques, littéraires et cri-*

:

» Citoyens représentans,

'est du champ de gloire, marchant dans le sang

à vivre au milieu des plus fanatiques républi cains, il étoit lui-même possédé de la fièvr ardente qui sembloit les dévorer. Sa société l plus intime étoit celle de Fréron et de Robes pierre jeune ; ils ne se nourrissoient ensemble que d'idées farouches et de projets sanguinaire On assure qu'un jour qu'il dinoit avec Robes pierre jeune, la conversation s'étant établi sur l'ambition et la tyrannie, Buonaparte a

---

» des traîtres, que je vous annonce avec joie que vo » ordres sont exécutés, et que la France est vengée. I » l'âge ni le sexe n'ont été épargnés. Ceux qui avoien » été seulement blessés par le canon républicain, ont é » dépêchés par le glaive de la liberté et par la baïonnett » de l'égalité. Salut et admiration !

» *Signé* BRUTUS BUONAPARTE,

» Citoyen sans-culotte.

» *Aux représentans du peuple Roberspierre jeune* » *et Fréron* ».

Quelle est la date de cette lettre ? On ne la donn point; mais il est évident qu'elle se rapporte aux massacres de Toulon. Or Fréron et Roberspierre étoient présens il est donc difficile de concevoir que Buonaparte leur écrive pour leur apprendre ce qu'ils savoient comme lui. Ainsi l'authenticité de cette lettre est fort douteuse. Cependant le témoignage de M. Barré paroît digne de considération ; car il ne s'est pas contenté de la publier

leva de table, et, saisissant un couteau : « Les » tyrans ! s'écria-t-il ; si j'en connoissois un, » je lui plongerois ce fer dans le cœur ».

C'étoit par ces explosions de patriotisme qu'il méritoit de plus en plus la confiance de la convention nationale. De quel prix n'étoit pas un homme prêt à exécuter aveuglément tous les ordres qu'il recevroit !

Le général Dugommier le recommanda

---

comme authentique, il a poussé la précaution jusqu'à la faire calquer, afin qu'on pût s'assurer qu'elle étoit véritablement de l'écriture de Buonaparte.

Ce seroit ici peut-être le lieu d'examiner un autre fait. Il passoit pour certain à l'armée du midi, lorsque Buonaparte y fut admis, qu'il avoit émigré avec le général Darçon ; que le général n'ayant pas été bien reçu à Coblentz, et Napoléon n'ayant pas même été remarqué, ils prirent l'un et l'autre le parti de revenir. Mais à quelle époque ce dernier seroit-il allé à Coblentz ? Dès le commencement de la révolution, il en avoit embrassé les principes avec ardeur. Il ne quittoit guère le district des Cordeliers, où il se faisoit remarquer par les trépignemens et les vociférations avec lesquels il applaudissoit les motions de Danton et des autres démagogues. Il partit de France en 1790, avec Paoli ; et ce ne fut guère qu'en 1791 que Coblentz devint le rendez-vous général des émigrés. En toute chose, il est fort difficile d'arriver à des résultats exacts et constans.

à la convention nationale, dans son rapp
sur le siége de Toulon. Les représentans Ba
ras, Salicetti, Roberspierre jeune, Fréron, l
accordèrent une protection spéciale; et Poultie
envoyé en Provence quelque temps après,
chargea de la défense des côtes de la Méd
terranée, et se loua beaucoup de son inte
ligence et de son économie. Napoléon épa
gna des sommes considérables à la républiqu
en supprimant les batteries dans tous les lie
où il jugea qu'il étoit impossible que les e
nemis tentassent une descente; il indiqua d
travaux à faire, et proposa même le rétablis
ment du fort Saint-Nicolas à Marseille. Ce fo
avoit été autrefois une espèce de Bastille. I
patriotisme du républicain Granet, député
Marseille, en fut alarmé; il dénonça le fait
la convention, et demanda que le général L
poype, auquel il l'attribuoit, fût amené à
barre.

Ce général parut, produisit les lettres
Maignet, alors en mission à Marseille,
nomma le véritable auteur du projet. La d
nonciation n'eut pas d'autre suite

Cependant l'armée d'Italie, à laquelle Nap
léon étoit attaché, ne répondit pas au succès d
autres armées françaises. Depuis la campag
de 1792, on s'étoit borné à la prise d'Onei

les, à celle du Col-de-Tende, et à quelques incursions dans le Piémont. Les armées s'affoiblissoient, la guerre des montagnes étoit ruineuse pour la France, décourageante pour le soldat. Buonaparte ne dissimuloit pas le dépit qu'il éprouvoit. Il blâmoit hautement le système adopté par les généraux. Le sien étoit d'abandonner les affaires de postes, et de fondre comme un torrent dans le Piémont. Il étoit à Nice, déclamant sans cesse dans les clubs, et à l'armée, attaquant l'autorité civile, l'autorité militaire; se faisant chaque jour de nouveaux ennemis; graduant son patriotisme sur la marche de la révolution, et bravant la haine des généraux, parce qu'il la regardoit comme un moyen de recommandation et de succès (1).

Mais un événement imprévu, un événement terrible pour lui, déconcerta tous ses calculs; Roberspierre tomba, et sa chute entraîna celle de ses fanatiques zélateurs. Buona-

(1) On a prétendu que, pour ne laisser aucun doute sur son dévouement à la révolution, il avoit poussé la frénésie jusqu'à souiller indignement les vases sacrés d'une église de Toulon. D'autres, ainsi qu'on l'a déjà vu, imputent cette action sacrilége à l'un de ses parens, et l'on cite Gênes comme le théâtre de cette infamie. J'avoue de nouveau que je n'ai rien découvert qui puisse justifier cette honteuse accusation.

parte ne put apprendre cette nouvelle sans en prévoir les conséquences : il voyoit toutes ses espérances détruites. Roberspierre jeune, son protecteur et son ami, venoit de porter sa tête sur le même échafaud que son frère. La face des choses changeoit entièrement, et Buonaparte s'étoit trop avancé pour se jeter dans le parti qui triomphoit. Il affecta un calme philosophique; et, en donnant quelques regrets à la perte de ses amis, il se para extérieurement d'un patriotisme inaltérable. On a conservé de lui une lettre, qui peut donner une idée de ses sentimens : elle est adressée au S^r. Tilly, alors employé à Gènes :

« Nice, 20 thermidor an 2.

» *Le général commandant l'artillerie de l'armée* » *d'Italie, au citoyen Tilly.*

» Tu auras appris la conspiration et la mort » de Roberspierre, Couthon, Saint-Just, etc. » Il avoit pour lui les jacobins, la municipa- » lité de Paris, l'état-major de la garde natio- » nale; mais, après un moment de vacillation, » le peuple s'est rallié à la convention.

» Barrère, Carnot, Prieur, Billaud-Varen- » nes, etc., sont toujours au comité de salut » public; cela n'apporte aucun changement

» aux affaires. Ricord, après avoir été chargé » par le comité de salut public de la notification » de la conspiration, a été rappelé dans le sein » de la convention. Salicetti est dans ce mo- » ment-ci représentant à l'armée d'Italie. Nos » opérations militaires seront, je crois, un peu » contrariées, peut-être même absolument » changées.

» L'artillerie étoit en avant, et le tyran » sarde alloit recevoir un grand coup; mais » j'espère que cela ne sera que retardé..... J'ai » été un peu affecté de la catastrophe de Ro- » berspierre le jeune, que j'aimois, et que je » croyois pur. Mais, fût-il mon père, je l'eusse » moi-même poignardé, s'il aspiroit à la ty- » rannie.

» BUONAPARTE ».

Cette lettre est d'une authenticité irrécusable, et l'on ne sait pas ce que Buonaparte auroit pu répondre, si l'on eût osé la lui produire, lorsqu'il ordonnoit l'assassinat du duc d'Enghien, et qu'il faisoit poursuivre, comme conspirateurs, Aréna, Georges, Pichegru, Moreau, et tant d'autres.

La mort de Roberspierre n'avoit point abattu le parti des terroristes. Il se soutenoit encore sous la protection de Billaud, de Collot, de

Barère; mais lorsque les soixante-treize députés détenus au Luxembourg, furent rentrés dans le sein de la convention; lorsqu'entraînés par les événemens, les chefs et les agens de la terreur se virent eux-mêmes proscrits, de proscripteurs qu'ils étoient; lorsque la convention se fut décidée à envoyer des commissaires dans les départemens, pour y éteindre les restes du jacobinisme; alors Buonaparte vit s'écrouler tout l'édifice de sa fortune. Le député Beffroi le suspendit de ses fonctions, et le fit arrêter. L'effroi se répandit dans sa famille. Le jeune Louis, simple lieutenant dans un régiment corse, témoignoit sa douleur par ses larmes; mais Joseph, qui avoit depuis long-temps prévu la chute du parti terroriste, s'étoit ménagé des amis. Salicetti conservoit encore quelque crédit; Buonaparte obtint la révocation de l'arrêté du représentant Beffroi, et recouvra la liberté. Il commença dès lors à connoître les rigueurs de l'indigence, et, dans sa prison, il lui arriva souvent de partager le dîner d'un agent d'affaires, nommé Fouquet, détenu comme lui, mais beaucoup plus riche (1).

---

(1) Le député Beffroi étoit frère du Cousin-Jacques. Celui-ci a fait tous ses efforts, dans son Dictionnaire Néologique des Hommes et des Choses, publié en 1800, pour justifier son frère le député de ce prétendu délit. Il sou-

Depuis quelques mois, la marche de la révolution amenoit tous les jours de nouveaux changemens. Aubry, ancien capitaine d'artillerie, et l'un des soixante-treize députés remis en liberté, étoit alors membre du comité de salut public, et président du comité militaire. Il professoit une haine irréconciliable contre les jacobins ; il les poursuivoit partout ; il vouloit, disoit-il, purger l'armée des terroristes et des ignorans ; c'étoit presque vouloir la renouveler en entier : il destitua dix à douze mille officiers, dont un grand nombre ne savoit pas lire. Buo-

---

tient que Buonaparte fut arrêté par ordre d'Albitte et Salicetti ; que cet ordre fut exécuté par Vievein, chef de brigade de gendarmerie ; que le général Aréna commandoit la force armée ; et que ce fut M. le commissaire ordonnateur Dennié qui apposa les scellés sur ses papiers. Il assure que cette expédition eut lieu quinze mois avant l'arrivée de Beffroi à l'armée d'Italie ; mais il est évident qu'il se trompe. Le décret qui envoya Beffroi en Italie est du 15 janvier 1795. Ce député arriva à Nice au mois de mars suivant, et l'on a de lui une lettre datée du même mois, par laquelle il annonce que le peuple de Nice est dans les meilleures dispositions, et qu'il a reçu avec enthousiasme le décret du 1^er^. germinal précédent. Ce décret étoit relatif à la constitution de l'an 3, dont on commençoit à s'occuper : c'étoit précisément l'époque où les terroristes étoient proscrits sur tous les points de la France.

naparte se trouva compris dans la réforme, et fut au désespoir (1). Toutes ses spéculations se trouvoient détruites pour la seconde fois.

Il avoit eu le projet de se rendre maître de la Corse en supplantant Paoli, et la Corse

---

(1) L'auteur de la *Correspondance secrète du cabinet de Saint-Cloud* prétend que Buonaparte fut destitué à Nice par Aubry. « Son régiment, dit-il, fut envoyé à Nice. » Ce fut là qu'il fit connoissance avec ce Murat, qui est » devenu son beau-frère. La conduite de ces deux misé- » rables obligea Aubry, proconsul à Nice, de les casser. » On leur arracha leurs épaulettes à la tête du régiment; » Buonaparte fut emprisonné, et reçut ordre ensuite de » quitter la ville ».

Il n'y a pas une ligne dans ce passage qui ne contienne un mensonge ou une erreur. Aubry n'alla jamais à Nice. Dès qu'il fut sorti des prisons du Luxembourg, où il étoit détenu avec les soixante-treize députés, les comités de gouvernement s'empressèrent de se l'attacher. C'étoit non-seulement un officier habile, mais un homme d'une instruction très-étendue; et ce fut comme président du comité militaire qu'il relégua Buonaparte dans l'infanterie. On ne cassa ni Murat ni son beau-frère Napoléon; on ne leur arracha point leurs épaulettes. On pouvoit les considérer comme des jacobins fanatiques; mais ils n'étoient coupables d'aucun délit qui pût les exposer à une dégradation infamante. Il n'y a presque pas une accusation dans cette correspondance qui ne soit une calomnie.

l'avoit frappé d'un décret de bannissement ; il s'étoit flatté de commander en chef l'armée d'Italie, et à peine pouvoit-il espérer le commandement d'une brigade d'infanterie. Il obtint de Poultier un congé de deux mois pour se rendre à Paris, et détruire, s'il étoit possible, les préventions élevées contre lui. L'entreprise étoit hardie, car sa réputation étoit très-mauvaise, et il avoit à se défendre devant un homme d'un caractère sévère et souvent inflexible.

Buonaparte descendit à Paris, rue des Fossés-Montmartre, dans un hôtel garni, tenu alors par le sieur Grégoire, qui occupe aujourd'hui l'hôtel de Richelieu, vis-à-vis la rue d'Antin. Une partie de ses protecteurs étoient comme lui tombés dans la disgrâce; mais il lui restoit Fréron, qui, après la journée du 9 thermidor, avoit abandonné le parti de la Montagne, et s'en étoit déclaré l'un des plus ardens adversaires. Barras avoit su également se rallier au parti vainqueur; mais Aubry détestoit Barras, et la recommandation de ce dernier eût été moins utile que dangereuse. L'esprit de réaction commençoit à se faire sentir, et personne n'osoit protéger un jacobin.

Buonaparte sentoit vivement toute la difficulté de sa situation. Il étoit venu à Paris avec

des assignats, et les assignats subissoient alors une baisse rapide et effrayante. Il ne tarda pas à éprouver de nouveau les atteintes du besoin : il occupoit d'abord un appartement au premier; l'état de ses finances le força bientôt d'en prendre un au second, puis au troisième, enfin au quatrième, s'élevant ainsi, d'étage en étage, à mesure que sa fortune descendoit. Son ami Tilly lui prêta vingt-cinq louis; M. Fauvelet de Bourrienne, son ancien camarade à l'école de Brienne, et M. Patraud, son ancien professeur de mathématiques, à la même école, lui donnèrent aussi des marques d'attachement et de libéralité : mais Aubry continuoit d'être inaccessible. L'ex-général assiégeoit inutilement sa porte, l'accès de son cabinet lui étoit invinciblement interdit (1).

(1) Un jour qu'Aubry recevoit le commandant et quelques officiers de la légion germanique, Buonaparte profita de l'occasion, et, se mêlant avec eux au moment où ils entroient, il parvint jusqu'à M. Gau (aujourd'hui conseiller d'état), qui travailloit avec Aubry, et il commençoit à l'entretenir, lorsque celui-ci l'aperçut, lui reprocha avec aigreur l'indiscrétion qu'il venoit de commettre, et l'obligea de sortir.

Aubry étoit un homme d'un caractère noble et généreux, mais passionné. Il se repentoit vivement d'avoir voté la mort du roi, quoique avec restriction, et sa haine pour les jacobins étoit telle, qu'au risque même de sa vie,

ns cette extrémité, il sollicita la permis-
de quitter le service de France, et de
r à l'étranger. La Sublime Porte s'occupoit
d'un armement contre l'Autriche, et cher-
à s'attacher des officiers français, surtout
l'arme de l'artillerie; Buonaparte entrevit
cette circonstance un nouvel avenir pour
et pressa vivement le comité de salut pu-

---

t décidé à tout faire pour détruire leur secte. Il vi-
ans la plus intime amitié avec un député du dépar-
nt de l'Yonne, nommé Chastelain, homme plein de
ge et d'honneur, qui aima mieux s'exposer à perdre
, et faire le sacrifice de toute sa fortune, que de voter
rt du roi. L'auteur de cet article voyoit beaucoup
putés Chastelain et Aubry, et n'a jamais douté
ubry ne fût entré volontiers dans le projet de réta-
a maison de Bourbon, quelque périlleuse que dût
pour lui cette entreprise. Après avoir été proscrit
3 vendémiaire et au 18 fructidor, il est mort non
Sinamary, comme on l'a dit, mais à Demerary. Il
t échappé de la Guyane, sur une pirogue, avec
gru, et quelques autres de ses compagnons d'infor-
Avant l'invasion des armées alliées, son ami Chaste-
ivoit sous une simple chaumière, avec 400 francs de
u, et supportoit l'indigence avec une vertu admi-
. Depuis ce temps, les Cosaques ont détruit sa ca-
, et il est réduit à loger chez un tuilier qui lui a
t un asile. Il est malheureux parce qu'il est homme
i-n !

blic de lui accorder la faveur qu'il sollicitoit. Mais Jean-Debry s'y opposa fortement, représentant que l'armée française manquoit de bons officiers d'artillerie; Fréron joignit ses efforts à ceux de Jean-Debry, et réussit à faire donner à Napoléon le commandement de l'artillerie en Hollande. Le héros se disposoit à partir, lorsque de nouveaux événemens lui ouvrirent une nouvelle carrière, et l'appelèrent à de plus hautes destinées (1).

(1) Quand la fortune eut par la suite élevé Buonaparte au consulat, Fréron disoit à M. le docteur M...., son ami : « Tu sais ce que j'ai fait pour lui. Je couvrois de mes ailes » cette famille Buonaparte ; *elle étoit sans cesse dans mes* » *poches*, et pourtant ce n'est qu'avec une peine extrême que j'ai pu obtenir une préfecture en Amérique ».

Le malheureux y est mort ; et peut-être n'est-il pas hors de propos de faire connoître que Tilly, l'ami et le bienfaiteur de Buonaparte, a terminé ses jours dans l'exil, à cinquante lieues de Paris.

CHAPITRE QUATRIÈME.

née du 13 vendémiaire ; promotion de uonaparte au grade de général en chef l'armée de l'intérieur.

PUIS la mémorable journée du 9 thermi- (1), la convention nationale se trouvoit en- ıée dans un ordre de choses contre lequel s'efforçoit en vain de lutter.
ı frappant Roberspierre, les conjurés avoient ns songé au salut de la France, qu'à leur pre sûreté ; la plupart d'entre eux étoient pables de tous les excès de la révolution. Le nom de monarchie les faisoit frémir, ils

) Nous aurons souvent besoin de désigner les événe- s par les époques et les dates du calendrier républi- . L'usage les a tellement identifiés avec ces époques, est presque impossible de les en séparer. On ne nous ndroit pas si, au lieu de dire le 13 vendémiaire et thermidor, nous disions le 5 octobre et le 27 juillet : ainsi que sous le gouvernement républicain, on n'a- , pour désigner les époques les plus désastreuses de volution, d'autres termes que ceux du 10 août, du 2 mbre, etc.

vouloient donc la république; ils auroient voul
la terreur, s'il eût été en leur pouvoir de l
perpétuer.

Mais Roberspierre, en mourant, avoit laiss
un grand nombre de vengeurs; la Montagn
n'étoit point entièrement abattue, et ceux qu
l'attaquoient, avoient travaillé avec une tell
ardeur à son élévation, qu'il étoit hors de leu
pouvoir de faire passer dans l'opinion publi
que la révolution qu'ils avoient opérée dans l
sein de l'assemblée nationale.

Le parti terroriste, qu'on appeloit la *queu
de Roberspierre* (car la révolution avoit tou
avili, les sentimens, les pensées et les mots)
se composoit des membres de la société des ja
cobins (dont un grand nombre siégeoit dans l
convention), de tous les chefs des comité
révolutionnaires, et de cette foule d'obscur
proscripteurs qui, dans chaque province, cha
que ville, chaque bourgade, s'étoient faits le
agens aveugles de la tyrannie.

Il falloit, pour les combattre avec avantage
leur opposer un parti puissant, nombreux
énergique, et les députés thermidoriens n
voyoient que le parti royaliste. Ils se hâtèren
donc d'ouvrir les maisons d'arrêt, de fermer le
clubs, d'abjurer les principes de la Montagne, e
d'appeler à leur secours les soixante-treize dé

étenus dans les prisons de Paris. Tallien et
se mirent à la tête du mouvement. Le
se créa une armée qui portoit son nom;
une coalition de jeunes gens exaltés par
ment de la vengeance, qui poursuivoient
les dénonciateurs et les assassins de leurs
Ils marchoient en chantant le *réveil du*
, brisant les bustes de Marat, dont ils
précipité les restes dans un égout, et
t partout les attroupemens de jaco-
s portoient, pour signe de ralliement,
lets noirs, des cravates vertes, et des
x relevés en cadenettes.
pulsion, donnée à Paris, s'étoit commu-
rapidement dans les provinces; on ne
partout que cravates vertes et cadenettes.
oristes attaqués avec leurs propres armes,
pés à leur tour d'épouvante, n'osoient
montrer, et dans quelques lieux, plu-
d'entre eux payèrent de leur sang les cri-
nt ils s'étoient rendus coupables.
onvention souffroit ces désordres, parce
en avoit besoin; mais elle ne les voyoit
s alarmes; la Vendée étoit loin d'être
e; une flotte anglaise, chargée d'émi-
menaçoit la Bretagne, et le gouverne-
républicain étoit devenu si odieux, que
nce toute entière aspiroit au retour de la

monarchie. Jamais situation n'avoit été plus embarassante ; de quelque côté qu'elle se jetât la convention ne voyoit que des ennemis. Les terroristes la frappoient d'épouvante ; les royalistes ne combattoient les terroristes que pour combattre ensuite la convention.

Si dans cette extrémité les hommes d'un caractère sage et vertueux, qui siégeoient dans cette assemblée, eussent été doués de quelque audace, ils pouvoient sauver la France. Il suffisoit d'écouter son vœu et de lui donner le gouvernement qu'elle réclamoit (1). Mais ils trem-

(1) A cette époque, M. Delacroix, jurisconsulte fort connu par ses ouvrages sur les constitutions, l'histoire et la jurisprudence, fit une proposition qui effraya singulièrement la représentation nationale ; il vouloit que l'on convoquât les assemblées primaires pour les faire délibérer sur la forme du gouvernement. Elles se seroient décidées librement entre la république et la monarchie. Le gouvernement devoit tenir tout prêt un nombre déterminé de bâtimens de transport. Dans le cas où le peuple auroit adopté la monarchie, l'auteur vouloit qu'on embarquât la convention, et qu'on la transférât à Botany-Bay, où elle pourroit, à son gré, établir la liberté et l'égalité. La convention accueillit très-mal l'avis du jurisconsulte, et le fit transférer lui-même à la Conciergerie, où il subit un jugement criminel, dont il eut pourtant le bonheur de se tirer.

tous les maux de l'État, en lui propo-
ne nouvelle constitution. Ce ne devoit
être, comme celle de 1793, un ouvrage
ne plus propre à bouleverser les lois qu'à
re respecter.

comptoit, parmi ceux qui travailloient à
liger, des hommes d'un grand mérite;
éloignoit, par ses formes, de la démago-
et se rapprochoit de la constitution an-
. La représentation nationale avoit ses
chambres; la liberté, la vie et la fortune
toyens étoient garanties; on établissoit un
rectoire pourvu de la puissance nécessaire
maintenir les lois et les faire exécuter. Cet
ge étoit loin de répondre encore au vœu
nal; mais, après une longue tourmente,
les ordres de l'état aspiroient au repos, et
uvelle charte fut acceptée unanimement.
ous les nuages politiques sembloient de-

son ouvrage, elle proposa aux Français de maintenir en fonctions les deux tiers des députés.

Cette prétention parut révoltante ; on rejeta le décret dans la majorité des assemblées primaires; on adressa à la convention elle-même les plus vives réclamations ; on lui disoit : « Vous aspirez à l'honneur de nous sauver, et vous n'avez pu vous sauver vous-mêmes ; la représentation nationale a été successivement décimée par tous les partis qui se sont élevés dans son sein. Sous son règne, la France a été désolée par le fer et le feu, couverte d'échafauds, de cendres et de décombres.

» Que faisoient-ils, il y a un mois, ces soixante-treize députés, occupés aujourd'hui à nous donner des lois ; ils gémissoient dans les prisons où ils avoient eu l'indigne foiblesse de se laisser conduire. Nous ne voyons parmi vous que des proscripteurs ou des proscrits, c'est-à-dire des hommes lâches ou coupables. Et c'est à ces hommes que vous voulez que nous confions nos destinées ! Laissez à nos assemblées électorales le soin de choisir nos mandataires ; nous voulons bien qu'elles puissent vous élire, mais non pas qu'elles y soient contraintes ».

Ces raisonnemens circuloient dans toute la

e; mais les conventionnels ne se conver-
nt point; ils craignoient le ressentiment
uple. Quelle reconnoissance, quelle con-
tion pouvoient-ils se promettre, ren-
ans leurs foyers, au sein de leurs provinces
leurs familles? La crainte leur inspira du
ge et de l'audace; ils cherchèrent des dé-
ars, et ne pouvant se maintenir par le droit,
ayèrent de se conserver par la force.
s prisons recéloient un grand nombre de
otes énergiques, détenus pour les excès
l avoient commis; les bagnes même s'é-
t enrichis de plusieurs comités révolution-
s convaincus de brisement de scellés, de
e et de vol; ce fut vers ces lieux que la
ention tourna ses regards. Elle rendit
liberté ces démagogues fanatiques, ces
s de la terreur qu'elle avoit auparavant dé-
és et incarcérés; elle les décora du titre
atriotes de 1789, et les appela au secours
république.
n vit alors accourir de divers points de la
ce des hordes de brigands avides de car-
et de sang, les assassins et les incendiaires
a Vendée, les démolisseurs de Lyon, les
rs du 2 septembre, et une foule d'offi-
de tout grade, chassés de l'armée comme
gens ineptes ou des buveurs de sang. La

convention les rassembla dans le jardin des Tuileries, au nombre de trois mille, les forma en bataillons, leur distribua des armes, de la poudre et du plomb, et leur donna le nom de *phalange sacrée*. Il ne leur manquoit qu'un chef, et il falloit en trouver un digne d'une pareille armée. On avoit d'abord pensé à Gentili, officier corse, habile et courageux, qui s'étoit distingué à la défense de Bastia; mais il étoit sourd, et l'on craignit qu'il n'entendît pas bien les rapports de ses aides de camp. On s'adressa au général Miranda, qui ne voulut point accepter.

Ce fut alors que Barras, qui commandoit toutes les forces réunies à Paris, songea à Buonaparte. Il dînoit chez Tallien avec Carnot: J'ai, leur dit-il, l'homme qui vous convient; c'est un petit officier corse qui ne tâtonnera point. Tallien fut de l'avis de Barras, et l'on envoya chercher Napoléon (1). On lui procura un uni-

(1) Buonaparte étoit vêtu si modestement que ses amis l'appeloient *la petite culotte de peau*. Ses connoissances les plus intimes étoient Laïs, Dugazon, Michot, Talma, Baptiste cadet. Ils se réunissoient souvent pour dîner ensemble, et se donnoient rendez-vous au Palais-Royal, chez un marchand de cartes géographiques, nommé Piquet. Buonaparte, devenu premier consul,

forme, un cheval, et la phalange sacrée eut un général (1).

Les sections de Paris ne voyoient pas ces préparatifs sans alarmes; mais elles perdoient un temps infini à délibérer. Elles étoient presque toutes présidées par des gens de lettres, ou dirigées par de jeunes orateurs très-habiles à disserter, très-peu propres à agir. Outre sa phalange sacrée, la convention nationale avoit à sa disposition une armée de trente mille hommes, campée sous les murs de Paris; mais ces troupes donnoient peu d'inquiétude : on étoit persuadé qu'elles ne se décideroient jamais à tirer sur les citoyens. On leur envoyoit des orateurs pour fraterniser, et l'on se flattoit de les

---

continua de voir Dugazon. Un jour qu'il crut s'apercevoir que l'embonpoint de cet acteur augmentoit singulièrement, il lui frappa sur le ventre, en lui disant : *Comme vous vous arrondissez, Dugazon! — Pas autant que vous, petit papa*, reprit l'histrion; *vous vous y entendez mieux que moi.* Le *petit papa* se fâcha, et Dugazon ne reparut plus.

(1) Si l'on en croit la *Correspondance secrète du cabinet de Saint-Cloud*, Barras n'ayant point de cheval à donner à Buonaparte, on se procura un cheval de fiacre, dont on lui fit un cheval de bataille.

vaincre par les simples armes du raisonnement et de l'éloquence (1).

Le seul bataillon des terroristes inspiroit un véritable effroi. Un an s'étoit à peine écoulé depuis le désastre de Lyon, Marseille et Toulon. Le sort de ces villes étoit encore présent à la mémoire; on craignoit pour Paris les mêmes excès; car les représentans du peuple eussent exterminé le peuple tout entier, si sa destruction eût pu leur être de quelque utilité.

La tribune de la convention retentissoit chaque jour de menaces et d'imprécations contre les Parisiens. Tallien soutenoit que l'on vouloit faire entrer la Vendée dans Paris, ou Paris dans la Vendée; il accusoit les chefs des sections, de s'entourer de nobles, de prêtres, de parens d'émigrés, et de préparer ouvertement la contre-révolution. « Déjà, disoit-il, le cri » de *vive le roi* s'est fait entendre dans quelques » parties de la république; déjà l'on expose » publiquement dans Paris l'effigie du dernier

(1) M. De La Harpe, grand adversaire des jacobins, depuis que les jacobins l'avoient fait arrêter, alloit pérorer au camp comme il péroroit au lycée; les sections admiroient son courage, et quand il leur rendoit compte des triomphes de son éloquence, elles croyoient déjà la convention vaincue.

» de nos rois, et celles de sa famille; déjà les » rubans sont préparés; les signes de ralliement, les emblèmes sont prêts, et les femmes elles-mêmes s'apprêtent à les arborer » sur leurs coiffures ».

Il dénonçoit ensuite les auteurs de pamphlets et les journalistes; il désignoit surtout à la surveillance de la convention, les rédacteurs du *Courrier universel* (1) et du *Courrier républicain*. Voici, continuoit-il, de quelle manière d'indignes libellistes osent parler de vous :

« Si, le 10 vendémiaire, la convention n'a » pas terminé sa longue et funeste session, le » nom de conventionnel doit devenir un titre » de proscription. Il faut user, contre cette » coupable assemblée, des moyens qu'elle a » employés contre les autres, et les mettre hors » la loi; il faut que les votans pour la mort ne

(1) Le *Courrier universel* a été supprimé par Buonaparte. M. de Ladevèze le rédigeoit avec courage, et comptoit un grand nombre d'abonnés, dont le Journal des Débats s'est enrichi. M. de Ladevèze conserve encore sur cette feuille une pension considérable. Le *Courrier républicain* étoit publié par l'abbé Poncelin, devenu célèbre par l'aventure qui lui arriva chez le directeur B. On l'attira au Luxembourg, où il fut indignement offensé.

» meurent point dans leur lit, à moins qu'ils » ne meurent bientôt; il faut s'armer, contre » les ennemis du peuple, de sabres et de pis- » tolets, les exterminer, les tuer : c'est le seul » moyen d'en finir ».

Ces déclamations étoient appuyées par tous les députés terroristes. Les symptômes d'une guerre à mort se manifestoient entre Paris et ses législateurs. Les murs de la capitale étoient chaque jour couverts de proclamations, d'adresses, de menaces, d'insultes. On lisoit au peuple, pour le porter à l'insurrection, des écrits incendiaires qu'on attribuoit aux royalistes, et qui sortoient presque toujours des bureaux de la convention (1).

Ainsi les esprits s'aigrissoient de plus en plus : la convention ne vouloit rien relâcher de ses droits; les sections refusoient de transiger

---

(1) Un des plus remarquables est celui que le député Baudin lut à la tribune de la convention; il étoit d'une absurdité choquante; mais par cela même plus propre à réussir.

Écoutez, s'écrioit-il, la lecture de cette pièce affichée nuitamment à la porte d'un hospice de Beaugency, et dont on n'a pu découvrir les auteurs :

« Pour assurer la tranquillité en France, il faut un

avec la convention ; les rassemblemens se multiplioient au Palais-Royal ; les partis en venoient quelquefois aux mains ; et, le 1^er^. vendémiaire, un peloton de jeunes gens avoit tiré contre les grenadiers de la convention. Les mêmes dispositions se manifestoient dans les départemens ; la nation étoit lasse d'anarchie, et justement indignée contre une réunion d'hommes dont les uns étoient couverts de sang et de crimes, et les autres s'étoient déshonorés par la plus insigne lâcheté. Le peuple, lui-même, réduit à la dernière misère, sentoit la nécessité de s'allier aux propriétaires, pour ranimer le commerce et l'industrie, uniques sources de la prospérité des nations. Le choix des fonctionnaires publics, dans la majeure partie des assemblées primaires, annonçoit un nouvel ordre de choses.

» roi, et que son trône nage dans le sang de deux mil-
» lions d'hommes ; il faut que Paris soit détruit de fond
» en comble ; que ses habitans soient passés au fil de
» l'épée, et qu'il n'y reste pas pierre sur pierre ; il faut
» que la terreur soit assise, le poignard à la main, à la
» porte du sanctuaire des lois, pour immoler les vils
» tyrans qui depuis trois ans affligent ce bon peuple de
» France ; il faut régénérer le culte, épurer ses minis-
» tres, etc. »

Il ne restoit à la convention, pour se soutenir, que la puissance des baïonnettes, et elle se décida à en faire usage. Elle décréta, le 3 vendémiaire, que, dans le cas où la représentation nationale seroit attaquée à Paris, le corps législatif et le directoire se retireroient à Châlons-sur-Marne, et que des colonnes républicaines partiroient de toutes les armées pour réduire les révoltés, et délivrer la représentation nationale. On déclara traîtres à la patrie les présidens et secrétaires des sections où l'on s'occuperoit d'autre chose que d'élections.

On chargea les comités du gouvernement de faire exécuter les lois contre les abus de la presse, et de présenter un projet de décret contre les journalistes qui provoquoient l'anéantissement de la convention et le retour de la royauté (1).

De leur côté, les sections s'attribuoient la portion de souveraineté qu'elles croyoient nécessaire pour leur conservation. On arrêtoit les anarchistes, les perturbateurs du repos pu-

(1) Dans la séance du 5 vendémiaire, le député Talot, en parlant des rassemblemens du Palais-Royal, prétendit qu'ils étoient, pour la plupart, composés d'émigrés et de chouans; il demanda qu'on les livrât à des commissions militaires, et qu'on les fusillât au Palais-Royal même.

blic, et tous les hommes qui s'étoient particulièrement signalés dans les sanglantes orgies de la révolution ; on envoyoit des commissaires dans les départemens voisins ; on attaquoit dans les journaux les actes de la convention ; on l'accusoit de tromper la nation sur l'état véritable des votes émis dans les assemblées primaires ; des députations se rendoient jusque dans le sein de ses séances, pour attaquer ses calculs et lui prouver sa mauvaise foi : deux ou trois sections seulement, et notamment celle des Quinze-Vingts, avoient refusé de prendre part à ces mouvemens ; mais les autres s'affermissoient de plus en plus dans leurs résolutions.

La convention avoit fixé au 20 du mois la réunion des assemblées électorales, et défendu, sous des peines sévères, de les tenir avant cette époque. La section du Théâtre-Français brava le décret, et se réunit le onze. On envoya des commissaires pour lui signifier les ordres du gouvernement ; elle répondit que le peuple étoit souverain, et refusa de les écouter. Ce fut le premier signal de la guerre.

Les sections les plus belliqueuses étoient celles de Le Pelletier, de la Butte-des-Moulins, du Théâtre-Français. Dans la nuit du 12 vendémiaire, la convention fit cerner, par la troupe

de ligne, la section Le Pelletier; la force armée étoit commandée par le général Menou, sous la surveillance du représentant Laporte. Il somma les membres de la section de se retirer, ne leur donnant que dix minutes pour faire leur réponse; ils déclarèrent qu'ils ne se sépareroient que quand l'armée cesseroit de les assiéger. Le général Menou, disposé à épargner le sang, consentit à cette proposition, et l'on entrevit alors quelque moyen d'accommodement.

Mais cet espoir ne fut pas de longue durée. La convention, accoutumée depuis long-temps à des mesures violentes, encore fière des victoires sanglantes qu'elle avoit remportées sur Lyon, Marseille, Toulon, témoigna une vive indignation contre la conduite du général Menou, et lui retira le commandement, pour le donner à Barras. En même temps, elle défendit aux membres de ses comités de gouvernement, de paroître à la tribune, avant que les chefs des révoltés fussent arrêtés, et les rebelles désarmés.

Les sections n'avoient pour appui que des bataillons de la garde nationale; mais ces bataillons étoient sans chef et sans artillerie. On se décida à confier le commandement de toutes les forces parisiennes au général Danican, offi-

cier connu par sa haine pour les anarchistes, et son attachement à la cause royale. Les jeunes soldats de l'armée parisienne étoient pleins d'ardeur; mais ils avoient plus de zèle que de discernement, de discipline et d'expérience. Les principaux postes étoient occupés par la troupe de ligne. Les ponts étoient garnis d'artillerie; toutes les approches des Tuileries avaient été rendues presque inaccessibles. Le bataillon sacré, commandé par Buonaparte, étoit rangé en bataille sur la terrasse devant le château; une pièce de quatre et une de huit défendoient la rue du Dauphin, et menaçoient le portail de Saint-Roch. Un corps de réserve considérable avec des pièces de position, garantissoient la place Louis xv, et assuroit, en cas d'échec, la retraite de l'armée sur les hauteurs de Saint-Cloud. On avoit fait tirer de la gendarmerie et du bataillon sacré, des canonniers pour le service des pièces; les magasins de Meudon et de Marly fournissoient les cartouches.

Ces dispositions ne pouvoient échapper au général Danican: il s'en falloit bien que l'armée parisienne eût les mêmes avantages. Elle n'avoit pour toute arme que des fusils de divers calibres. Ses chefs s'entendoient peu; chaque officier se croyoit général, et chaque soldat se

croyoit officier. Les sections n'étoient pas to
animées du même esprit ni de la même arde
quelques-unes montroient de l'incertit
et de la foiblesse; d'autres s'étoient décla
hautement pour la convention.

Le général sentit la nécessité d'user, dans
pareille entreprise, de beaucoup de mén
mens. Après avoir harangué les sections, s
gné les postes, et démontré les dangers d'
attaque de vive force, il essaya les moyen
conciliation; il écrivit au comité de salut
blic, qu'il ne s'agissoit point d'attaquer la
présentation nationale; que les sections
toient armées que pour prévenir les dess
des terroristes, et éviter le sort de Marseill
de Toulon; et qu'elles étoient prêtes à ren
dans l'ordre, si la convention vouloit renoi
à ce bataillon sacré qui inspiroit une si l
time terreur; que le général conjuroit les m
bres du comité d'épargner le sang français
de sauver à la patrie les horreurs d'une gu
civile.

Les comités de gouvernement étoient e
mêmes dans une extrême agitation. On délil
long-temps. Quelques membres proposèr
d'entendre le général Danican; d'autres s'y
posèrent. Le parti montagnard vouloit
sang; les terroristes brûloient de se venger

affronts qu'ils avoient essuyés depuis le 9 thermidor; ils sentoient la nécessité d'une victoire pour reconquérir l'ascendant qu'ils avoient perdu. Barras aspiroit à la dignité de directeur; Buonaparte au commandement des armées: ils vouloient l'un et l'autre mériter cette faveur par un service éclatant.

Cependant on affecta des dispositions pacifiques; et, dans l'espérance de gagner du temps, on répondit au général de l'armée parisienne que vingt-quatre membres de la convention alloient se rendre dans les sections pour y porter des paroles de paix et rassurer les esprits; qu'on s'en rapportoit à la loyauté de leur chef, et que tout seroit oublié, si les sections consentoient à se retirer.

Cette réponse n'avoit rien d'officiel; on prévenoit même le général qu'il étoit impossible de lui en donner une de ce genre; mais que, dans une circonstance aussi pressante, il falloit de part et d'autre traiter de bonne foi et agir de même.

Le général Danican est brave sur le champ de bataille; mais peut-être manqua-t-il alors de ce coup d'œil rapide qui juge les hommes et les événemens; il avoit prouvé par sa conduite dans la Vendée qu'il redoutoit les

mesures violentes et les formes *acerbes*, si chères de la convention (1).

Il eut la foiblesse de croire à la bonne foi de la convention, et le cœur plein des plus heureuses espérances, il courut aux assemblées des sections, les inviter au calme et à la modération, et disposa tout pour une retraite générale. Cette faute perdit tout; les sections étoient

---

(1) Le général Auguste Danican a servi dans la Vendée en 1794, et n'a pas médiocrement contribué à sauver la ville d'Angers. Il s'y est constamment distingué par une conduite humaine et généreuse; ce qui lui mérita une destitution. Il écrivoit à la convention, au mois d'octobre 1794 :

« Je prouverai qu'on a massacré des vieillards dans leurs » lits; qu'on a égorgé des enfans sur le sein de leurs » mères; qu'on a guillottiné des femmes enceintes; qu'à » Laval on en a fait ainsi périr une le lendemain de ses » couches. Je dirai que j'ai vu brûler des magasins de » toute espèce, en quel lieu, à quelle heure et par quels » ordres. On ne s'est pas contenté de noyer à Nantes; » ce genre de supplice étoit encore en usage à trente » lieues en remontant la Loire. Je démontrerai que les gens » qui font actuellement les philantropes étoient alors des » égorgeurs ».

Au mois d'avril de l'année suivante, il rétablit l'ordre à Rouen, sans employer d'autres mesures que celles dont il avoit fait usage dans la Vendée; il donna des subsis-

leines d'ardeur, et brûloient de se mesurer vec les terroristes. Elles avoient formé un comité central à la section Le Pelletier; elles voient occupé la trésorerie, s'étoient emarées du dépôt des chevaux, avoient interepté les envois d'armes à la section des uinze-vingts, qui tenoit obstinément au parti e la convention; elles avoient arrêté et gardé

---

nces à cette ville, et détermina la garnison à faire le crifice d'une partie de sa ration en faveur des malheuux.

Il écrivoit encore de Rouen : « Le nommé Grignon, marchand de bœufs, et général de brigade dans la Vendée, vient, dit-on, d'être mis en liberté. Mon cœur bondit au souvenir de toutes les horreurs que cet homme a commises. Je me rappelle qu'immédiatement après le siége d'Angers, Rossignol lui dit devant moi : *Ah ça! Grignon, te v'la général de brigade; tu vas passer la Loire; tue tout ce que tu rencontreras: c'est comme ça qu'on fait une révolution.* Grignon a si bien profité de sa leçon, qu'après avoir égorgé impitoyablement hommes, femmes, enfans; qu'après avoir pillé l'argenterie des églises, et fait filer dans ses métairies les troupeaux de ses victimes, il a couronné sa carrière révolutionnaire en donnant son avis pour faire fusiller son beau-père. Il existe mille témoins de ces faits.

» Bouland, adjudant général à Ernée, auroit donc aussi recouvré sa liberté, si l'on n'eût éclairé fort à pro-

en otages plusieurs députés qui étoient sor du sein de l'assemblée pour prendre quelqu rafraîchissemens; enfin elles s'étoient publiqu ment déclarées indépendantes de l'autorité la convention.

Les dispositions du général Danican jetère de l'incertitude et de l'irrésolution dans l'arm parisienne, et rompirent cette unité de volo

---

» pos le comité de sûreté générale. Ce Bouland donn
» aux soldats 20 francs par paire d'oreilles humain
» qu'il s'amusoit à clouer dans sa chambre. Il osa p
» senter à un député un mémoire de 800 francs à ord
» nancer, pour le paiement de quarante paires d'oreill
» Cette pièce a été entre les mains de Laignelot ».

Après la malheureuse issue de la journée de vendém re, Danican déroba sa tête à la commission militaire, le condamna à mort par contumace, et il se retira en A lemagne. Il étoit à Hambourg à l'époque de la prétend conspiration de M. de la Villeheurnois. Il témoigna ha tement son mécontentement de la précipitation avec quelle les royalistes avoient agi à Paris, et se retir Blackembourg. Au mois de juillet 1798, il passa à R tadt, sous le nom d'Auguste, pour servir la cause princes. Après l'assassinat des plénipotentiaires franç quelques feuilles publiques l'accusèrent de ce crime; m il s'en justifia en prouvant l'*alibi*, et continua de vi en Allemagne. Il est aujourd'hui de retour à Paris, pr sans doute, à purger sa contumace.

et d'action, si nécessaire dans une pareille reprise. Elles détachèrent de la cause des tions l'armée de ligne, qui campoit à la ine des Sablons, et paroissoit peu décidée à vir les vengeances de la convention (1). En-, elles servirent merveilleusement cette as-ablée, qui, dans toutes les circonstances, oit également employer la ruse ou la force. i lui fournit, sans le vouloir, les moyens de ndre ses avantages, et de commencer l'at-ue au moment le plus favorable à ses des-ns.

Ce fut aussi ce qui arriva. Tandis que le gé-ral Danican, toujours plein de confiance et sécurité, parcouroit les postes, on entendit rtir quelques coups de feu, du côté de Saint-ch. Le général s'y porta rapidement, et ap-it que des hommes cachés venoient de faire sur le portail de l'église : c'étoit là que com-ndoit Buonaparte. La foule, rassemblée sur degrés de Saint-Roch, se composoit du ba-illon de la Butte-des-Moulins, et d'une foule hommes, de femmes, d'enfans amenés par la

(1) Les généraux Debar et Desperrières aimèrent mieux ir une destitution, que de verser le sang de leurs con-oyens. Le général Duhoux se rendit avec le général nican sous les drapeaux de l'armée parisienne.

curiosité et le bruit d'une pacification prochaine. Un grand nombre de ces malheureux périrent ou furent cruellement blessés. Le bataillon de la Butte-des-Moulins riposta au feu de l'ennemi avec un extrême courage; mais il n'avoit point d'artillerie (1), et Buonaparte, soutenu de deux pièces de canon, faisoit pleuvoir sur lui une grêle de mitraille, qui causoit un effroyable ravage dans ses rangs. On résista près d'une heure. Plusieurs citoyens se battirent avec une rare intrépidité, et se précipitèrent sur les canons pour les enlever; mais il fallut céder à la supériorité des armes, et se replier.

En même temps, le combat s'étoit engagé dans la rue de l'Échelle. L'armée parisienne, exposée au feu d'une artillerie formidable, se voyoit prise en flanc des deux côtés, et dans la position la plus périlleuse. Il fallut alors se retirer dans les rues latérales. Le désordre et la

(1) Les sections de Paris s'étoient emparées, à Belleville, de deux petites pièces, qui ne pouvoient leur rendre que fort peu de service. Si l'attaque eût été retardée, elles auroient eu à leur disposition le peu d'artillerie qui se trouvoit à Choisy et à Saint-Germain-en-Laye; mais l'affaire étoit terminée lorsque ce foible secours leur arriva.

confusion devinrent extrêmes ; le général Danican se trouvoit lui-même sans autre moyen de refuge que l'église de Saint-Roch, où il se jeta, au milieu du feu ennemi et de la mitraille. Il courut à la section de Le Pelletier, où les orateurs continuoient à pérorer. Les cris de trahison retentissoient de tous côtés ; on l'accusoit d'avoir traité secrètement avec la convention ; on lui faisoit un crime des paroles de paix qu'il avoit portées ; on demandoit pourquoi il avoit ordonné la retraite.

Le danger étoit trop pressant pour qu'il s'amusât à répondre ; car Buonaparte, à la tête de ses cohortes, faisoit des progrès effrayans, et rompoit tous les obstacles à coups de canon. On assure qu'en cet instant une obus tomba sur la section Le Pelletier, dans la salle même des délibérations, et y jeta le plus grand désordre. Danican, au milieu des reproches et des invectives, proposa de voler au secours des bataillons du faubourg Saint-Germain, commandés par M. Lafond de Sorclé, ancien officier de la maison du roi. Il se mit à la tête de la colonne, la fit ranger en bataille sur le quai de l'Ecole, et lui proposa de marcher sur les batteries du Pont-Royal, tandis que les bataillons postés sur l'autre rive inquiéteroient les troupes de la convention par les rues voi-

sines. Le Pont-Neuf étoit occupé par les trou pes de deux sections restées fidèles à la conven tion nationale; mais elles ne faisoient aucun démonstration hostile. Avec de la résolution il étoit possible d'arriver jusqu'aux Tuileries Cette résolution manqua aux troupes par siennes; Danican n'avoit plus leur confiance. L canon ennemi faisoit à chaque instant de nou veaux ravages; la section de Henri IV décla nettement qu'elle ne se battroit pas; une foul d'officiers et de soldats, qui se croyoient trahis abandonnoient les rangs, d'autres périssoien sans aucun profit pour la cause publique. L défection devint bientôt générale, et l'intérieu de Paris n'offrit plus que le spectacle de la ter reur, de la dévastation et de la mort. Les rue étoient inondées de sang et couvertes de cada vres; la phalange sacrée faisoit retentir l'air d hurlemens sauvages, et s'avançoit au cri de *vi la république*. Elle poussa la lâcheté jusqu' tirer sur des hommes sans armes. La bataill avoit commencé à cinq heures du soir; à si heures elle étoit perdue, et la convention n'a voit plus un seul ennemi. Elle auroit pu use noblement de la victoire : elle en usa sans gran deur et sans générosité. Ses généraux se firen un cruel plaisir de perpétuer l'effroi pendant l nuit, et, dans l'ivresse de la victoire, on vi

Buonaparte pointer ses pièces contre des murailles qui ne pouvoient lui répondre. Le général Danican chercha son salut dans la fuite, et parvint à se soustraire aux recherches de ses ennemis. M. Lafond de Sorclé fut moins heureux; il tomba dans un parti de terroristes, et paya de sa tête son courage et son dévouement.

Ainsi finit cette journée, qui fonda dans le sang la constitution de l'an 3, comme toutes celles qui l'avoient précédée (1). Elle coûta aux Parisiens plus de deux mille hommes tués dans l'intérieur de la ville, ou morts sur l'échafaud, et prépara la longue tyrannie sous laquelle la France a gémi. On remarqua que le 13 vendémiaire répondoit au 5 octobre, jour anniversaire de la fameuse journée du mois d'octobre 1789.

---

(1) On peut, sans aucune superstition, faire observer que la constitution de 91 a été fondée dans le sang de MM. Foulon, Berthier, de Launay, de Flesselles, et dans celui de toutes les victimes égorgées sur toute la surface de la France pendant deux ans; que la constitution de 1793 est née au milieu des échafauds et des assassinats, et des massacres perpétuels, par les ordres et sous les yeux des représentans de la nation; et que l'empire de Buonaparte s'est élevé sur les cadavres du duc d'Enghien, du général Pichegru, d'Aréna, de Georges, de Moreau, et de tant d'autres immolés à la sûreté du tyran.

La convention entendit avec une joie insu
tante le récit de ce malheureux événemen
Le député M....., chargé d'en faire
rapport, eut recours à toutes les formules d
l'éloquence révolutionnaire. Il parla beaucou
de crime et de vertu. Le crime, suivant lui
étoit dans les sections de Paris ; la vertu, dan
la convention et le bataillon sacré. Il représe
ta les chefs des sections comme un assemblag
de chouans et d'émigrés, qu'il qualifioit de br
gands, quoique les bureaux de ces sectio
fussent presque tous composés d'hommes d
lettres, de fonctionnaires publics fort connus
Paris. Il appela la vengeance de la conventio
sur les sections Le Pelletier et Poissonnière
sur celles de la Butte-des-Moulins, du Contra
Social, du Théâtre-Français, du Temple, d
Luxembourg, de Brutus (car alors Brutus
Le Pelletier étoient encore en honneur). Il a
cusa l'armée parisienne d'une perfidie dont
étoit constant qu'elle ne s'étoit point déshe
norée. Il assura que les premiers rangs d
bataillons parisiens, qui occupoient la rue d
l'Échelle, s'étoient avancés avec des dehors pa
cifiques, le fusil sous le bras, les chapeaux e
l'air, le drapeau baissé, prononçant le doux
nom de paix et de fraternité ; que leur ch
s'étoit présenté pour embrasser le commandan

u poste, et qu'au même instant deux décharges de mousqueterie, parties derrière eux, voient abattu vingt-trois des braves défenseurs e la convention. Il appuyoit ce récit par deux loquentes exclamations : *O crime ! ô scélératesse !*

Il ajoutoit qu'à la rue de la Convention (cul-de-sac Dauphin), les canonniers avoient aissé tuer trois de leurs camarades, avant de ïposter. Il donnoit ensuite les plus grands éloges au bataillon sacré : c'étoit, suivant lui, l'élite des républicains et des héros, puisqu'il renfermoit dans son sein les Marseillais du 10 août, et cette foule d'officiers patriotes que le royaliste Aubry avoit indignement destitués comme terroristes. Il proposa de décréter que les grenadiers de la convention, les troupes du camp sous Paris, les canonniers, la légion de police, les Invalides, le bataillon des Quinze-Vingts, les gendarmes licenciés, les patriotes de 1789, réunis spontanément pour défendre la convention, avoient bien mérité de la patrie.

De son côté, Barras vint recommander le général corse : « J'appellerai, dit-il, l'attention de la convention sur le général Buonaparte. C'est à lui, c'est à ses dispositions savantes et promptes, qu'on doit la défense de

» cette enceinte, autour de laquelle il avoit » distribué des postes avec beaucoup d'habi- » leté.... Je demande que la convention con- » firme la nomination de Buonaparte à la » place de général en second de l'armée de » l'intérieur ».

La proposition fut acceptée au milieu des acclamations; et Buonaparte, couvert du sang de ses concitoyens, ne pensa plus qu'à poursuivre ses nouvelles destinées.

CHAPITRE V.

Suite de la journée du 13 vendémiaire. Mariage de Buonaparte, Sa nomination au commandement en chef de l'armée d'Italie.

Une heure de combat avoit suffi pour changer la face entière de la France, et la replonger dans toutes les horreurs de la tyrannie révolutionnaire. La soif du sang et l'ardeur de la vengeance se manifestoient par les symptômes les plus effrayans. Tout reprit l'aspect de la terreur dans le sein de la convention; on se crut de nouveau transporté aux époques désastreuses de 1793 et 1794 : c'étoit le même esprit, le même langage, les mêmes fureurs; les patriotes de 1789, les Marseillais, et les furies de guillotine occupoient les tribunes, et menaçoient de leurs gestes et de leurs clameurs les députés fidèles à la raison et à leurs devoirs. Les scènes les plus tumultueuses se renouveloient tous les jours; les thermidoriens, réunis aux montagnards, luttoient de violences et d'emportemens ; on voyoit se signaler à leur tête Barras, Fréron, Louvet, Ché-

nier, le boucher Legendre, Tallien, et quelques autres d'une renommée moins éclatante, tels que Pons de Verdun, Villetard, Garran, Quirot, Talot, etc.

Les vengeances commencèrent à s'exercer sur les membres même de l'assemblée. A peine le canon eut-il cessé de se faire entendre, que l'on frappa d'un décret d'arrestation les députés Aubry, Rovère, Saladin, Lhomond, qui avoient refusé de s'associer à la convention contre les sections de Paris; on les accusoit de liaisons avec les royalistes, et de projets de contre-révolution; mais, dans la vérité, c'étoit à Barras et au parti des terroristes qu'on les immoloit. On délibéra sur leur sort, dans la nuit même du 13 vendémiaire, et, si l'on en croit l'auteur d'un écrit publié à Hambourg, sous le titre de *Manuel des Assemblées primaires*, il fut question de les égorger sur-le-champ; et peut-être cette horrible résolution eût-elle été exécutée, si Chiappe, député d'Ajaccio, n'eût, par sa courageuse résistance, sauvé ce nouvel attentat à la représentation nationale. Ainsi, tandis qu'un général corse faisoit couler le sang des Français, un autre Corse avoit la gloire d'en arrêter l'effusion (1).

(1) On décréta aussi d'arrestation le général Miranda

Les comités de salut public et de sûreté générale furent bientôt remplis de têtes fanatiques et incendiaires.

On décréta la suppression de l'état-major de la garde parisienne, celle des compagnies de chasseurs et de grenadiers; on désarma les sections de Le Pelletier et du Théâtre-Français; on créa, au mépris de la constitution, trois conseils militaires pour juger les rebelles, et par un raffinement de vengeance, on voulut qu'ils siégeassent à la section Le Pelletier, au Palais-Royal, au Théâtre Français, afin, disoit-on, de punir le crime dans le lieu même où il avoit été commis (1).

---

le général Menou qui avoient refusé de commander la phalange sacrée. M. Gau, secrétaire du comité de la guerre, ami particulier du député Aubry, fut compris dans la même proscription.

(1) Le Palais-Royal étoit l'objet particulier du ressentiment de la convention. Le député Lakanal proposa de le démolir, et d'élever sur ses décombres la statue de la liberté. Il trouvoit aussi Paris trop populeux, et désiroit qu'on le purgeât du superflu de ses habitans, attendu, disoit-il, que les philosophes ne sauroient méditer librement au milieu du tumulte, et que *les dieux rendoient jadis leurs oracles dans les forêts.* Il vouloit encore que l'on ouvrît *les entrailles du taureau d'airain,* pour y con-

Il restoit un grand nombre de députés
nus dans les prisons pour être livrés aux t
naux ; on les mit en liberté. Les cachots
loient une foule de proscripteurs subalte
qui s'étoient signalés par leurs excès da
comités, les administrations, les municip
révolutionnaires ; on défendit à tous les
de les poursuivre et de prononcer contr
aucune peine.

On provoqua des adresses ; on admi
barre des députations qui toutes venoien
citer la convention de ses triomphes, e
mander vengeance pour le sang des pat
immolés par les royalistes (1). Le cha
l'hymne marseillaise retentissoit partou

---

sumer les traîtres qui appeloient la royauté ; il pro
d'ailleurs de sa douceur et de son humanité : *P*
sang; mais la république toute entière. Un autre
(Luchet) demanda que les émigrés fussent tenus
mettre dans vingt-quatre heures entre les mains
convention, *afin qu'on leur coupât la tête.*

(1) Les royalistes n'avoient immolé que très-p
patriotes. Le général Berruyer avoit eu un chev
sous lui. Les ex-généraux Vachot et Huard, deu
plus farouches terroristes dont Aubry eût purgé l'a
étoient sortis du combat sans blessures. Le seul F
commandant des Marseillais, avait eu la cuisse cass

promettoit de nouveaux assassinats (1); il ne manquoit que des échafauds pour rappeler les époques les plus funestes de la république (2).

Mais les échafauds furent bientôt dressés. Les commissions commencèrent leurs opérations

---

(1) On ordonna de chanter l'hymne marseillaise dans toutes les fêtes publiques, sur tous les théâtres, et jusque dans l'intérieur des maisons d'éducation. Dès que le directoire eut été installé, il veilla soigneusement au maintien de cette mesure; mais ce ne fut pas sans quelque peine. Lorsque l'acteur, chargé de chanter les couplets, arrivoit au vers, *Tremblez, tyrans*, on crut s'apercevoir qu'il tenoit le poing fermé, et le dirigeoit du côté du Luxembourg; le directoire enjoignit à l'acteur de chanter la main ouverte : le traître obéit, mais s'avisa d'ouvrir les cinq doigts, de manière à désigner les cinq directeurs. Autre ordonnance qui lui enjoignit de tenir les doigts serrés; il obéit encore, mais en affectant de tenir les doigts tellement serrés, que le public ne pouvoit s'empêcher d'éclater de rire.

(2) Pour exciter le peuple contre les sections, on fit circuler des écrits, afficher des placards où l'on accusoit les présidens de ces sections d'avoir envoyé des commissaires dans les départemens, pour enlever les grains et affamer le peuple; on ajoutoit qu'ils s'étoient même pourvus de poisons pour faire périr les députés qui étoient alors en mission. On assuroit que les Anglais étoient dans la confidence des mouvemens de Paris, et qu'un grand nombre de leurs bâtimens s'étoient montrés

le 20. Cent et quelques individus avoient été traduits en jugement; elles en condamnèrent quarante-six à la peine de mort; on distinguoit parmi eux le général Danican, MM. Lafond de Soubé, commandant un bataillon de la garde

---

sur les côtes de Normandie, à l'embouchure de la rivière d'Orne. Mais rien n'est peut-être plus remarquable qu'une lettre envoyée à la convention par le député Gilles Porcher : c'est un chef-d'œuvre d'atroces absurdités; on la suppose écrite au nom des présidens des sections, et l'on y dit : « Le projet de se défaire de la convention par le fer, le feu ou le poison, est toujours » à l'ordre du jour. La populace ne s'occupe plus de révolution, et ne voit que sa misère qu'il faut encore » augmenter, en faisant disparoître les subsistances, n'importe à quel prix. Entretenez toujours l'esprit de désunion; tenez toujours ferme pour le renouvellement » complet des membres de la convention; nous n'avons » que ce moyen pour les renvoyer d'abord chez eux, et » ensuite à la potence. Vous savez que la guerre civile » nous est nécessaire; tenez toujours votre jeunesse en » haleine.... surtout que les blés disparoissent; rassasiez » la cupidité des fermiers par le numéraire, la banque-» route est certaine, il faut la hâter; il faut répandre ce » bruit pour discréditer encore le papier. Vos jeunes » gens, que font-ils ? Ayez soin de mettre à leur tête » des hommes exagérés, de grands parleurs. Quant à nos » journaux, faites-les circuler avec profusion, etc. ».

Le reste de la lettre est un tissu de sottises pareilles

nationale ; Lebois, président du tribunal criminel ; Quatremère, président de la section de la Fontaine Grenelle ; Cadet de Gassicourt, président de l'assemblée primaire du Mont-Blanc ; de Langeac, secrétaire ; Duchosal, président de la section des Amis de la Patrie ; Castellane, président de la commission militaire établie par la section Le Pelletier ; Dutrosne, médecin, secrétaire de la section du Théâtre Français ; de Salverte, président de la section du Mont-Blanc ; de Vaublanc, président de la section Poissonnière ; de Ladevèse, rédacteur du *Courrier Universel* ; Poncelin et Durand, rédacteurs du *Courrier Républicain* (1).

(1) Les autres étoient MM. Chapotin, vice-président de la section Le Pelletier ; Gauthier fils, président par intérim de la section de l'Arsenal ; Hocmelle, vice-secrétaire de la même section ; Daumagé, président de la section de la Fraternité ; Coqueret, vice-président ; Dernedelle, secrétaire ; Le Roux, président de la section de l'Unité ; Duménil, secrétaire ; Taillepied de Bondi, commandant de bataillon ; Chaumont, chef de brigade ; Patel, chef de bataillon ; Chéret, président par intérim de la section de Bonne-Nouvelle ; Daureville, secrétaire-adjoint de la section du Mont-Blanc ; Périgny, secrétaire de la section Poissonnière ; Budant, président par intérim de la section du Mail ; Saucède, secrétaire de la section de la Fontaine

Deux seulement payèrent de leur sang le courage qu'ils avoient déployé contre la tyrannie de la convention. M. Lebois, surpris dans sa retraite, se frappa de plusieurs coups de poignard; mais ses plaies n'étant point mortelles, il fut mené à l'échafaud, couvert de blessures; M. Lafond de Soubé l'avoit précédé à la place de Grève deux jours auparavant.

Cependant l'objet le plus important restoit encore à accomplir; il s'agissoit de nommer le directoire, et les chefs de la convention n'é-

---

Grenelle; Jadin et Dubreuil, commandans provisoires de la force armée de Paris; de Saint-Julien; Delaloy, vice-président de la section Le Pelletier; Bouché-René, président de la section de l'Ouest; Charpentier, président de la section de l'Arsenal; Archambaud, vice-président de la section du Théâtre Français; Sandrin, secrétaire; Nourry, président; Framboisier, vice-président; Ségalia, secrétaire de l'assemblée primaire de Choisy; Juneau, commandant provisoire de la force armée; Saint-Didier, président de la section de la place Vendôme; d'Aubry, secrétaire de la section des Amis de la Patrie; Saint-Venant, président de la section de la Halle au Blé; Buisson, président de la section des Marchés.

Tous ces accusés étoient absens, et purgèrent ensuite leur contumace. Le général Menou, traduit devant les mêmes tribunaux, fut acquitté; d'autres, tels que MM. Souriguière, Riboutet, etc., échappèrent par la fuite.

nt point d'accord entre eux. Avant la jour-
du 13 vendémiaire, l'opinion publique et
œu de la saine partie de la convention dé-
noient le général Pichegru, l'amiral Villa-
Joyeuse, M. l'ambassadeur Barthélemi, les
utés Boissy-d'Anglas et Lanjuinais; mais
choix ne pouvoit convenir au parti de la
ntagne. Ces restes de la faction de Ro-
spierre vouloient à la tête du gouverne-
nt des hommes complices de leurs crimes;
nommèrent Sieyes, Barras, Rewbell, La
veillère-Lépeaux et le Tourneur de la Man-
e. Sieyes, toujours enveloppé dans les ombres
mystère, s'étoit acquis, par sa vie silen-
use et taciturne, plus de réputation que tous
collègues par leur éloquence. L'épée de Bar-
dégouttoit encore du sang des citoyens;
ewbel s'étoit, depuis le commencement de
révolution, signalé par la dureté de son
eur et l'inflexibilité de son caractère; les amis
La Réveillère-Lépeaux disoient qu'il étoit
publicain comme Caton et vertueux comme
i; mais sous les apparences de la douceur il
choit une âme intolérante, et professoit sur-
ut une haine insurmontable pour les prêtres.
a négligence de sa personne ajoutoit encore
x désavantages de sa taille courte et contre-
ite. On disoit que, forcé de fuir après le 31 mai,

il n'avoit pas trouvé de déguisement qu convînt mieux que celui de chiffonnier. Il a comme ses collègues, voté la mort du roi ; dans le cours de son règne directorial, sonne ne signa autant de déportations que tant son zèle pour la théophilantropie le doit aveugle et fanatique (1). Le Tourneu la Manche étoit un homme médiocre, et voit auprès de ses collègues d'autres titre préférence que quelques notions très-sup cielles sur la marine.

Le gouvernement se croyoit constitué, qu'il fallut procéder à une nouvelle nom tion. Sieyes écrivit à la convention, qu'a un mûr examen de sa conscience, il ne s' pas trouvé digne des fonctions de direct

(1) Il étoit né à Montaigu en 1753, avoit fa études à Angers, et s'étoit d'abord destiné à la car du barreau. Pendant cinq ans on l'avoit vu à Paris pr ner sa robe dans les salles du Palais, sans pouvoir s'y la moindre réputation. Désespéré de ce contre-temp prit le parti de retourner dans la Vendée, et quitta l'é des lois pour celle des simples ; il forma un jardin l nique à Angers, et s'en fit le fondateur et le profes Peu de temps avant la révolution, il s'étoit fait conn dans sa province par quelques écrits plus révolutionn que philosophiques. Il fut nommé aux états-généraux le bailliage d'Angers, et se montra constamment f

uveau scrutin lui donna Carnot pour eur.

nominations assuroient un protecteur à arte, et lui ouvroient de nouvelles s de fortune. Il n'étoit que comman- 1 second de l'armée de l'intérieur ; il se commandant en chef par la démission as.

yoit ses ennemis à ses pieds, et l'inexo- Aubry lui-même, frappé d'un mandat , étoit réduit à cacher sa défaite dans un cret.

oléon connoissoit trop le prix du temps endormir sur la roue de la fortune ; un r succès n'étoit pour lui que le gage ccès plus grand, et quel que fût l'espace

---

le plus acharné contre la monarchie. Devenu, semblée constituante, administrateur du dépar- e Maine-et-Loire, il y déploya les mêmes prin- même fanatisme pour les idées républicaines. Il dès lors son goût particulier pour les missions. communes de sa province, lasses des excès des , s'étant mises en insurrection, il y envoya des et institua des prédications pour ramener le peu- voie de la persuasion, et pour le convaincre des s de la liberté et de la fraternité ; mais le peuple s missionnaires, et le prince des apôtres lui- ourut risque d'être crucifié.

qu'il eût parcouru, son âme ardente voyoit toujours au-delà ; sa pauvreté l'importunoit, et l'impuissance de satisfaire ses désirs ne faisoit qu'irriter davantage la soif dont il étoit dévoré.

Le palais des directeurs lui étoit ouvert ; la richesse et le pouvoir se montroient à lui avec toutes leurs séductions ; il trouvoit à la table de Barras et de Tallien une somptuosité et une délicatesse dont il n'avoit pas encore eu l'idée. Il avoit déjà quitté son humble domicile pour prendre un logement plus décent dans la rue d'Antin(1). Son costume étoit moins négligé, sa société mieux choisie; le cheval de fiacre qu'on lui avoit donné le 13 vendémiaire pour cheval de bataille, avoit été échangé contre un cheval d'une encolure plus élégante, acheté chez le sieur Follie (2); mais ce changement lui pa-

(1) L'auteur de l'*Histoire secrète du cabinet de Saint-Cloud* prétend que Buonaparte couchoit par terre, au Palais-Royal, dans l'antichambre de Barras, qui logeoit au troisième chez le restaurateur Véry. C'est une impertinence qui ne mérite pas d'être réfutée. Buonaparte, général en chef de l'armée de l'intérieur, étoit en état d'avoir un lit, et en avoit un en effet dans un appartement simple, mais commode.

(2) Lorsqu'il fut devenu général en chef de l'armée

roissoit encore loin de l'état de grandeur et d'opulence auquel il aspiroit.

De tous les directeurs, Barras étoit celui qui soutenoit sa nouvelle dignité avec le plus d'appareil et de faste. Son palais étoit le rendez-vous d'un grand nombre de femmes célèbres par leur beauté, leur esprit ou leur goût pour le plaisir; on y voyoit, dans tout l'éclat de leurs charmes, mesdames Tallien, de Beauharnais, de F....., H....., etc., et beaucoup d'autres d'une réputation moins brillante. Les fêtes les plus voluptueuses s'y succédoient tous les jours, et l'on oublioit dans les jouissances du luxe et de la grandeur les douloureux naufrages de la révolution.

Madame de Beauharnais avoit perdu son mari sur l'échafaud, quatre jours avant la révolution du 9 thermidor. Née à la Martinique, d'une famille riche et considérée, elle étoit venue fort jeune en France et y avoit épousé le vicomte Alexandre de Beauharnais, officier d'infanterie. En 1789, le vicomte avoit été député aux états-généraux, s'y étoit déclaré

---

d'Italie, ce fut chez le même Follie, boulevart de Bondy, qu'il acheta ses chevaux d'équipage. Il choisit même un cheval de bataille d'un très-haut prix, qu'il ne paya qu'après ses victoires d'Italie.

pour le parti populaire, et avoit présidé l'
semblée nationale à l'époque où le roi, ch
chant un asile contre les attentats des patriot
fut arrêté à Sainte-Menéhould. Ce fut Alex
dre Beauharnais qui eut le malheur de félici
le maître de poste Drouet, et de lui promett
au nom de l'assemblée nationale, une réco
pense pour avoir arrêté son souverain.

Les événemens de 1792 ne le détachèr
point de la cause qu'il avoit embrassée; il obt
le commandement de l'armée du Rhin, mais
conduisit avec une modération qui le ren
bientôt suspect, et l'exposa aux plus absur
dénonciations. Il donna sa démission p
conjurer l'orage, ne gagna rien par cette c
descendance, et alla sur l'échafaud expier
dévouement pour la liberté et l'égalité.

Madame de Beauharnais, renfermée el
même dans les prisons, n'avoit échappé qu
vec peine aux fureurs révolutionnaires. I
devoit à Barras la liberté dont elle jouissoit
à Tallien des secours d'argent pendant sa c
tivité.

Ils étoient l'un et l'autre les protecte
de Buonaparte; ils songèrent à lui faire ép
ser la tendre Joséphine. Buonaparte n'av
que vingt-six ans, et madame de Beauh

l'impératrice Joséphine se disoit née au mois de
58 ; mais son fils Eugène étoit né le 7 septem-
3o. Il faudroit, pour concilier ces dates, supposer
dame de Beauharnais eût été mariée à onze ans.
avons vu (page 67) qu'elle étoit née au mois de
57. Elle étoit fille de M. Tascher de la Pagerie,
pour tante une dame Renaudin, dont le mari ad-
it assez mal une très-belle habitation de MM. de
rnais. Madame Renaudin étoit une femme d'une
ition vive et entreprenante ; elle vint en France
maison du marquis de Beauharnais, père d'A-
e. Le marquis avoit deux fils et deux nièces, et
it convenu dans la famille que les deux cousins
oient leurs cousines. Déjà un de ces projets
réalisé. Madame Renaudin résolut de traverser
; la gestion de son mari l'inquiétoit ; elle redoutoit
où il faudroit rendre des comptes. Elle conçut
ariant une de ses nièces au vicomte, elle apla-
eaucoup de difficultés. Elle en fit d'abord venir
mourut en débarquant en France ; elle en de-
une autre qu'on lui envoya : c'étoit Joséphine,
ersonne d'environ douze ans, d'un caractère
d'une physionomie ordinaire, mais d'une taille
gante. Alexandre en devint amoureux ; Joséphine
it point non plus avec indifférence. Il passoit pour

Anglais étoient maîtres de nos colonies. M
la Martinique, plus heureuse que Saint-Don
gue, n'avoit point souffert des orages d

---

l'homme le mieux fait et le plus brillant de la cour
mariage eut lieu, et cette alliance jeta le trouble da
famille. On ne trouvoit point le sang des Tascher
illustre ; mais madame Renaudin répondit que ses
étoient gentilshommes, et tiroient leur origine d'un
mille noble de la Suisse. On auroit pu répliquer
toutes les branches de cette famille n'étoient pas é
ment recommandables, puisqu'on trouve un pâti
suisse du nom de Tascher établi dans une ville de B
gogne. Ces discussions entretenoient de vives animos
les époux eux-mêmes ne tardèrent pas à se brouille
plaidèrent en séparation. On les réconcilia ; ils parure
la cour, et la reine témoigna beaucoup de bonté pou
jeune vicomtesse. Cet état de choses dura jusqu'à la
volution : alors, plus de cour, plus de fêtes, plus de s
tacles, plus d'avenir.

On a beaucoup parlé d'une prédiction faite à
séphine lorsqu'elle étoit encore à la Martinique.
horoscope portoit qu'elle seroit reine de France,
qu'elle mourroit ensuite malheureusement. Elle en
loit elle-même quelquefois ; et la première partie d
prophétie s'étant réalisée, elle n'étoit pas sans inquié
sur la seconde. Si cette anecdote est vraie, il faut av
que le hasard avoit bien servi la diseuse de bonne a
ture.

olution ; aucun commissaire de la conven-
n ne l'avoit dévastée au nom de la liberté et
la fraternité ; on pouvoit espérer d'y ren-
, et le cabinet anglais ne se montroit point
p éloigné de la paix.

Buonaparte délibéra quelque temps avec ses
is; son avancement rapide lui promettoit un
nir glorieux ; il pouvoit, s'il obtenoit le com-
ndement d'une armée, aspirer un jour
: plus brillans partis ; mais, pour obtenir
te armée, il falloit conserver la faveur du
ecteur Barras, et le mariage qu'on lui pro-
oit en paroissoit la condition nécessaire (1).

---

1) La vie du directeur Barras pourroit faire le texte
n roman assez curieux :

l est né en 1755, à Foxemphoux en Provence, d'une
plus anciennes familles de la province. On disoit des
isons les plus distinguées, qu'elles étoient nobles comme
Barras ; et des Barras, qu'ils étoient vieux comme les
hers de Provence. Barras entra, en 1775, dans le ré-
ent de Pondichéry ; en 1776, il s'embarqua sur le
ueau *le Duc de Duras*. Ce bâtiment, surpris par la
spête, fit naufrage près des îles Maldives ; on péris-
t, lorsque Barras proposa de construire un radeau, mit
remier la main à l'ouvrage, fit embarquer les passa-
s, y monta ensuite, et arriva avec sa petite co-
ie dans une île sauvage. Ils y souffrirent les plus
uelles privations, réduits à vivre de quelques modiques

Il se soumit, obtint le commandement qu'il désiroit, et pour gage de sa reconnoissance, donna sa main à Joséphine. Nous avons rapporté son acte de mariage ; on voit qu'il a été si-

---

provisions de riz gâté, obligés de se défendre contre les naturels, qui les menaçoient tous les jours. Ils passèrent un mois dans cet état de détresse. Barras arriva à la côte de Coromandel, sans chaussure et presque sans vêtement. Le général Belcombe le chargea des expéditions les plus périlleuses. Il se battit avec beaucoup de courage à Pondichéry, et sauva par sa présence d'esprit et son intrépidité le parlementaire *le Sartine*. Il s'embarqua sur l'escadre du général Suffren, et y déploya le même caractère. A son retour en France, il eut des démêlés fort vifs avec M. de Castries, et porta dans la discussion beaucoup de hauteur et d'indépendance. Cette querelle détermina vraisemblablement sa conduite dans la révolution. En 1789, il écrivit contre la cour et les courtisans ; il attaqua la Bastille le 14 juillet, fut nommé administrateur du département du Var, puis juge de la haute cour d'Orléans ; contribua personnellement à l'insurrection du 10 août, fut élu à la convention, y vota la mort du roi, fut envoyé à Marseille et au siége de Toulon, monta à l'assaut du fort Faron, et se signala par la vengeance qu'il exerça sur cette ville. Il revint à Paris avant le 9 thermidor, prit une part active à cette journée mémorable, et fit sortir des prisons des milliers de victimes. Sa haine pour le parti de la montagne lui avoit réconcilié tous les esprits, lorsqu'il se les aliéna de nouveau par la journée du 13 vendémiaire.

par Barras, Tallien, l'aide-de-camp Le rrois, et l'avocat Calmelet. Joséphine ne it pas long-temps des douceurs de l'hymen; époux, pressé de se signaler à la tête d'une nde armée, partit trois jours après pour se dre à son poste, et fut remplacé par le général ry. En partant, il laissoit à sa femme un honorable(1), tel que la république pouvoit donner; un séjour agréable à la Malmai-, que le directeur Barras lui avoit fait obte- comme indemnité d'une partie des biens de premier mari. Napoléon avoit quitté Mar- le en proscrit, au mois d'avril 1795; il y int triomphant et glorieux, au mois d'a- 1796. Après avoir embrassé sa famille, et é en revue la garnison, il partit pour Nice. général Leclerc, commandant de la place, ivit, et fut remplacé par le général Grillon.

---

1) Il passoit pour constant que le galant directeur it joint à ce présent une somme de 500,000 fr. pour ir de dot à Joséphine.

CHAPITRE VI.

Premières campagnes d'Italie.

Cinq mois s'étoient écoulés depuis la fu
journée de vendémiaire, jusqu'au départ d
poléon. Il n'avoit point perdu ce temps
la dissipation et les plaisirs. Dévoré des fe
l'ambition plus que des feux de l'amour, il
loin de la société, et employoit une par
ses loisirs à étendre ses connoissances ; s
ture habituelle étoit celle des meilleurs o
ges de tactique, il étudioit la marche d
mées sur le terrain, et, l'œil fixé sur
carte géographique, il se rendoit compte
même de leurs succès et de leurs revers.
impossible, pour peu qu'on ait réfléchi s
opérations militaires, de ne pas reconn
qu'il avoit puisé la meilleure partie de sa s
ce dans Polybe, Arrien, Quinte-Curce, e
tout dans les Commentaires de César.

Il mêloit à ces occupations l'étud
théâtre anglais et français, recherchoit l
ciété des poëtes et des acteurs tragique
surtout celle de Chénier et de Talma,
lesquels il avoit un attachement partic

ux qui l'observoient prévoyoient facilement
vec de semblables dispositions, il ne
voit manquer de se signaler un jour par
grands succès (1); lui-même il ne dissi-
loit pas ses espérances, et dans la joie qu'il
ouva, lorsqu'il apprit sa nomination à l'ar-
e d'Italie, on l'entendit s'écrier : *J'y per-
i la tête, ou l'on me reverra plus haut qu'on
'y attend.*

l étoit parti pour Nice, vers le milieu du mois
nars, ayant pour aides-de-camp son frère
is, M^r^. de Marmont, Junot, Le Marrois, etc.;
our secrétaire, son professeur de mathéma-
ics, M. Patraud, homme d'un esprit fin et
du. L'armée d'Italie comptoit alors parmi
généraux des hommes déjà célèbres par leur
rage et leur habileté (2). Dès 1793, le géné-
Dumerbion s'étoit distingué par de grands
cès. En 1794, le général Masséna avoit an-
cé aux villes du Piémont son entrée dans
états du roi de Sardaigne :

---

1) *Avancez-le*, disoit un général au directoire, *ou il
ancera sans vous !*

2) C'étoient les généraux Cervoni, Augereau, Jou-
, Masséna, Rampon, Berthier, La Harpe, etc.
général Kellermann commandoit l'armée des Alpes;
général Serrurier étoit à la tête de l'armée d'observa-
.

« Les invincibles armées françaises sont à » vos portes ; elles ne connoissent d'ennemis » que ceux de la liberté. Elles vous invitent à » secouer le joug de votre perfide tyran, et » vous serez traités comme des frères ; autre- » ment, nous vous regarderons comme de vils » esclaves. J'attends votre réponse ».

Mais à cette époque il étoit plus facile de faire des menaces que de les réaliser. La France, désolée elle-même par les factions qui déchiroient les provinces du midi, étoit obligée d'employer ses forces dans l'intérieur de son territoire ; deux armées essayoient inutilement d'effrayer l'Italie. Plusieurs généraux, qui s'y étoient succédés, avoient obtenu des avantages ; mais ils n'avoient pu rien entreprendre de décisif. Lorsque Buonaparte se rendit à Nice, le général Kellermann commandoit l'armée des Alpes ; le général Schérer avoit eu sous ses ordres celle d'Italie, et s'y étoit conduit d'une manière honorable ; mais cette armée manquoit de tentes, d'habits, d'argent ; le discrédit des assignats étoit à son comble, et le gouvernement, réduit à un misérable papier, dont il ne pouvoit plus dissimuler la nullité, se trouvoit dans l'impossibilité de subvenir à ses dépenses et de nourrir ses défenseurs. Le soldat, sans pain, sans habits, et presque sans armes, murmuroit hautement.

Il falloit, dans une semblable circonstance, un homme d'un caractère décidé, capable d'exalter les esprits et de franchir tous les obstacles. Personne n'étoit plus propre à jouer ce rôle, que Buonaparte : « Braves soldats, dit-il, en » montrant les plaines d'Italie, vous man- » quez de tout au milieu de ces rochers; je- » tez un regard sur ces riches contrées : elles » vous appartiennent; c'est là que vous trou- » verez tout ce dont vous avez besoin ».

Son armée avoit reçu des renforts considérables de celle des Pyrénées; elle étoit pleine d'ardeur et animée de cette fièvre républicaine qui a opéré tant de prodiges dans les plus désastreuses années de la révolution. Elle voyoit à sa tête un général fanatique comme elle; l'intérieur de la France étoit pacifié; elle couroit au combat, non pour l'honneur seulement, mais pour abattre des trônes, et s'en partager les débris.

L'armée ennemie, composée d'Autrichiens, de Sardes et d'un petit nombre de Napolitains, ne s'élevoit guère à plus de soixante mille hommes (1). Elle étoit commandée par le gé-

(1) On a osé dire quelque part qu'elle étoit de deux cent quatre-vingt mille hommes, en y comprenant toutes les forces que devoit fournir la coalition du midi. Le fait

néral Beaulieu, capitaine habile et déjà connu par des succès éclatans.

Buonaparte entre en campagne sans effets de campement, sans équipages, sans magasins, sans hôpitaux, et se met par cette manière expéditive, et presque sauvage, en état de faire des marches rapides et de devancer partout son ennemi.

Le 30 mars, l'armée française occupoit les positions de Voltri et de Montenotte. Le général Beaulieu n'avoit point encore quitté ses quartiers d'hiver; il apprend que les Français se proposent de faire une diversion vers Alexandrie, tandis que le reste de l'armée se portera vers *les langues de Monferrat*. On l'instruit en même temps que le poste de Montenotte doit recevoir, le 9 du mois suivant, des renforts considérables; il donne ordre aussitôt au comte d'Argenteau de se concerter avec le général Roccavina, et d'attaquer Montenotte le 6; lui-même se met à la tête de six mille hommes, et se porte sur Voltri. Cette marche imprévue déconcerte le général français Cervoni, qui se replie à la hâte. Si le comte d'Argenteau eût exécuté ponctuellement les instructions qu'il

---

est que l'armée du général Beaulieu ne s'élevoit qu'à cinquante-huit mille hommes.

s Autrichiens, et portoit le désordre
ars rangs. Le comte d'Argenteau, ef-
e sa position, prit le parti de renoncer
que de Montenotte, et de battre en re-
il laissa entre les mains des Français un
ombre de prisonniers.
affaire étoit de la plus haute impor-
our la réputation de Buonaparte, et le
le l'armée d'Italie. Aussi le général en
manqua-t-il point d'employer toutes
nules de l'exagération pour célébrer son
he : c'étoit une bataille mémorable ;
u y commandoit en personne ; les gé-
Roccavina et d'Argenteau avoient été
; l'ennemi avoit perdu trois à quatre
ommes. Le général autrichien et le gé-
Laharpe s'étoient chargés avec fureur ;
a avoit porté partout l'épouvante et la
etc. La vérité étoit que le général Beau-
s'étoit point trouvé à Montenotte ; que
éral d'Argenteau n'avoit pas eu la plus
blessure ; que Laharpe n'avoit pu char-

ger un ennemi qui n'étoit point sur le champ de bataille, et que le succès de cette journée étoit plutôt dû aux fautes des Autrichiens, qu'aux savantes conceptions du héros français ; on soupçonna même que le général ennemi n'avoit point été à l'abri de toute corruption. Mais il falloit inspirer de la confiance au soldat, et justifier par un début glorieux le choix d'un général en chef de vingt-six ans ; on fit bien peut-être d'user alors d'un peu d'emphase, et l'on pardonneroit volontiers à Napoléon ces premières hyperboles, s'il n'en eût pas fait la base d'un système de mensonge, de forfanterie et de charlatanisme, qu'il n'a abandonné qu'avec le sceptre.

Ce premier avantage étoit le prélude d'une seconde victoire. Le 24 germinal (13 avril), le général Augereau, à la tête de sa division, force les gorges de Millesimo ; le général Joubert et le général Mesnard chassent l'ennemi de toutes ses positions, enveloppent un corps de quinze cents Autrichiens, commandé par le lieutenant général Provera, et l'obligent de se retrancher dans les ruines d'un vieux château sur la cime d'une montagne. Cette journée fut également brillante pour les Français et pour l'ennemi. On vit le général Provera braver, avec sa petite troupe, tous les efforts de notre

ée. Le général Joubert, à la tête de sa co-
ıe, est renversé et laissé pour mort; Brunel
ué à la tête de la sienne; Querin périt en
ınçant avec la troisième. Le combat de-
t sanglant et se prolonge jusqu'à la nuit.
craint que le brave Provera ne profite des
bres pour se faire jour l'épée à la main; on
rne étroitement. Le lendemain le combat
mmence, et Provera ne perd rien de sa
tance et de son audace; enfin, obligé de
r à la nécessité, il se rend après une capi-
tion honorable, emportant avec lui l'estime
admiration de l'armée victorieuse. Il avoit
ré que le général Colli, qui commandoit
etite armée sarde, viendroit à son se-
s; mais Colli étoit tenu en échec par l'armée
général Serrurier, et ne pouvoit tenter un
vement sans se compromettre. Buonaparte
oit de remporter deux victoires en quatre
s. Ses mesures avoient été prises habi-
nt, mais il devoit surtout son triomphe à
re intelligence, à l'admirable intrépidité
es généraux. Il ne crut pas néanmoins de-
négliger les ressources de la fiction, et,
son rapport au directoire, il présenta l'af-
de Millesimo comme une victoire mémo-
e, où son génie avoit triomphé des plus
ds obstacles: il parla d'une armée austro-

sarde qui n'existoit pas, de plusieurs régimens qui avoient vainement essayé d'entamer son centre, et qui n'existoient pas plus que l'armée austro-sarde ; il exagéra le nombre des prisonniers et des morts, celui des canons et des drapeaux ; il vouloit produire de l'effet, et il savoit que la vérité et la modestie sont de mauvais moyens pour y réussir.

Ce fut dans cette circonstance que l'on vit le général Lannes reparoître dans les camps. Il avoit déjà servi dans l'armée des Pyrénées, et s'étoit élevé, du rang de simple sergent, au grade de colonel ; mais, destitué par l'impitoyable Aubry, il étoit venu chercher un asile à l'armée d'Italie, et y servoit comme volontaire. Buonaparte ne pouvoit l'oublier; ils avoient l'un et l'autre souffert pour la même cause ; Lannes étoit d'ailleurs d'un courage éprouvé. Après le combat de Millesimo, Napoléon le fit chef de brigade sur le champ de bataille.

L'aile gauche de l'armée ennemie, appuyée sur le village de Dego, étoit encore entière; elle s'y étoit fortement retranchée ; mais elle avoit affaire à un ennemi actif, qui laissoit rarement au vaincu le temps de respirer. Dego fut rapidement tourné par le général Masséna, Laharpe passa la Bormida, et déborda le flanc droit de l'ennemi ; et tandis que le général Cer-

voni marchoit droit au centre, le général Boyer parvint à couper toute communication entre le corps d'Argenteau et celui de Beaulieu. Ainsi l'armée austro-sarde se trouvoit enveloppée de toutes parts; Dego fut attaqué avec intrépidité et défendu de même. Un bataillon ennemi, envoyé au secours de ce poste, après s'être signalé par un courage extraordinaire, céda à la supériorité du nombre; Dego fut emporté de vive force, et le général d'Argenteau, qui fit mine de le secourir, ne parut que pour être témoin de la victoire des Français. Ce général arrivoit toujours trop tard. On prit à l'ennemi trois ou quatre mille hommes, et on lui en tua douze ou quinze cents; mais Buonaparte, fidèle à son système, annonça sept à huit mille hommes pris et trois à quatre mille tués; il parla d'un lieutenant général, de trente colonels, quoi qu'il n'y eût point de lieutenant général, et que le cadre de l'armée ennemie ne comportât que dix chefs de corps.

Le vainqueur jouissoit paisiblement de son triomphe, et le soldat oublioit dans le sommeil et la bonne chère les fatigues de la journée, lorsqu'un accident imprevu faillit lui enlever le fruit de ses combats. Un détachement de troupes françaises s'étoit posté au village de Spigno, sur la route d'Acqui. La nuit étoit

avancée, l'ennemi ne se montroit nulle part ; aucune apparence de danger, l'armée n'étoit point sur ses gardes. En ce moment, le régiment de Wokazowich, ignorant ce qui s'étoit passé, s'avançoit pour renforcer la garnison de Dego. Un paysan rencontre ce corps, et s'adressant à un officier : « Qu'allez-vous faire à » Dego ? l'ennemi l'occupe depuis hier : vous » voyez ce village au pied de la colline, c'est » Spigno, mon lieu natal ; j'en suis sorti il y a » à peine une heure ; les habitans ont eu or- » dre de fournir du pain, de la viande, du vin » et du riz. Les Français ont bu et mangé à » discrétion, et dorment en ce moment sur » la place et dans les rues ; quel heureux coup, » si vous vouliez vous en rapporter à moi ! je » vous conduirois par des chemins couverts » et détournés, et vous tomberiez sur eux à » l'improviste ».

L'officier délibéra avec son colonel ; on résolut de suivre le conseil du paysan : le régiment marcha dans le plus grand silence, surprit les Français, en tua un grand nombre, et mit le désordre dans le reste de la troupe ; elle se replia sur Dego, portant l'épouvante dont elle étoit saisie. On crut à Dego avoir affaire à toutes les forces ennemies ; la terreur panique se communiqua dans tous les rangs, et le régi-

ment de Wokazowich s'empara de la position sans coup férir. Mais on se reconnut bientôt, et le général français, voyant qu'il n'avoit affaire qu'à si peu de monde, fit investir Dego avec une force imposante ; le commandant ennemi se défendit avec vaillance, et ne songea à la retraite que lorsqu'il se vit accablé par le nombre. « Braves soldats, dit-il à sa troupe, » il ne nous reste qu'un moyen de nous sau» ver ; c'est de nous ouvrir le chemin d'Acqui » à travers l'ennemi, le fer à la main. Nous » nous sommes couverts d'honneur ; ne per» dons pas le fruit de tant de gloire, et mar» chons ».

Le soldat ne répondit que par un cri d'enthousiasme ; les braves Croates descendirent des hauteurs de Dego, se jetèrent avec fureur sur les Français, rompirent les rangs, et se firent jour à travers les bataillons les plus épais. Alors le combat devient terrible ; on s'attaque à l'arme blanche, corps à corps ; plus le danger augmente, plus l'ardeur du soldat redouble. Enfin la retraite est opérée ; la petite armée autrichienne arrive à Acqui au milieu des acclamations ; elle avoit perdu beaucoup de monde, mais elle s'étoit acquis une gloire ineffaçable.

L'armée française reprit la position de Dego,

et s'empressa de faire part au directoire de ce nouvel avantage. Nous avions perdu quatre généraux, Causse, Rondeau, Bonnel et Dupuis. Le général en chef donna de grands éloges à son aide de camp Murat ; Lannes fut promu au grade de général de brigade.

La plupart des faits qu'on vient de lire ne se trouvent ni dans nos pièces officielles qui mentent toujours, ni dans nos historiens qui flattent sans cesse ; mais ils n'en sont pas moins certains. Ils sont consignés dans un ouvrage estimable publié par un témoin oculaire, sous le titre d'*Examen des campagnes de Buonaparte en Italie* (1).

Ces succès rapides combloient de joie le directoire. Les triomphes du général révolutionnaire sembloient ceux de la révolution elle-même ; l'armée française s'avançoit au cris de *vive la république ;* on plantoit partout l'arbre de la liberté ; c'étoit 1793 transporté en Italie.

On se hâta d'écrire au général en chef pour le féliciter de ses victoires. Le directoire déploya dans cette occasion toute son éloquence ; mais

(1) Ces mémoires ont été publiés chez le Normant en 1814.

avouer qu'elle ressembloit peu à celle
lès :

directoire exécutif a reçu avec la plus
satisfaction, citoyen général, la nou-
de la victoire remportée en Italie sur
utrichiens. Il est satisfaisant pour lui de
ustifier par les lauriers que vous venez
eillir, le choix qu'il a fait de vous pour
uire l'armée d'Italie à la victoire. Rece-
ujourd'hui, citoyen général, le tribut
reconnoissance nationale. Méritez-la
us en plus, et prouvez à l'Europe que
lieu, pour avoir changé de champ de
lle, n'a pas changé d'ennemi; que,
au nord, il le sera constamment par
ave armée d'Italie, et qu'avec de tels
seurs, la liberté triomphera des efforts
ans des ennemis de la république ».

oit bien que l'art de la louange n'étoit
lors aussi avancé que de nos jours, et
ons entendu depuis des éloges plus déli-
lonnés avec plus d'élégance et de fi-
).

---

directoire, qui se trouvoit alors en disposition
et bienveillante, écrivit aussi au commissaire
cetti, au général La Harpe, au général Masséna,

Cependant les Autrichiens, battus qua
fois de suite, avoient abandonné Acqui et
positions de Voltri et de la Bocchetta.
corps piémontais de huit mille hommes oc
poit un camp retranché à Céva; le gén
Augereau les attaque; Joubert et Bayran, à
tête de leurs colonnes, enlèvent la plupart
redoutes; l'ennemi étonné évacue le camp p
dant la nuit, et le lendemain matin le gén
Serrurier investit la citadelle de Céva défen
par une garnison de sept à huit cents ho
mes. Cette garnison avoit à sa tête un v
officier qui avoit appris son métier sous le
Charles Emmanuel III; il résolut ou de sau
la place ou de la faire sauter, et de s'ensev
sous ses ruines. La citadelle tint, et ne fut
mise aux Français qu'en vertu de l'armist
qui eut lieu bientôt après.

L'armée sarde, rejetée du poste de Cé
en avoit pris un autre au confluent du Ta
ro et de la petite rivière de Cursaglia; il é

---

au général Cervoni, etc., et l'on croit même aus
tambour major. On trouve dans la lettre au commis
Salicetti cette phrase remarquable pour sa construct
« *Des ennemis à* vaincre, et *à* forcer *à* consentir *à*
» paix désirable qui leur est offerte, *sont des* m
» assez puissans pour guider un vrai républicain ».

ficile de l'y forcer. Les deux rivières étoient
ides et profondes ; l'ennemi avoit coupé les
nts, et avoit garni tous les points vulnérables
fortes batteries. Mais l'armée française ne
frayoit d'aucun obstacle ; elle passa un jour
tier à faire ses dispositions. A deux heures
matin, le général Masséna passe le Tanaro ;
généraux Guieu et Fiorella s'emparent du
nt de la Torra, et se disposent à marcher sur
ondovi. Le général piémontais, effrayé de
mouvement, et voulant prévenir les Fran-
is, se met lui-même en marche pour la
ême ville. A peine le jour commençoit-il
paroître que les deux armées s'aperçoivent. Le
mbat s'engage ; le général Fiorella, et le
néral d'artillerie Dommartin (celui auquel
uonaparte avoit succédé à Toulon), enlèvent
redoute qui couvre le centre de l'armée pié-
ontaise et la mettent en déroute. Le soir
ême les Français entrèrent à Mondovi.

Il étoit difficile aux soldats sardes de résister ;
s n'avoient ni l'expérience des Français, ni
ur activité, ni leur audace. Buonaparte dé-
ncertoit tous les projets de son ennemi par
s mouvemens imprévus, par des marches ra-
des et hasardées ; il savoit mieux que per-
ne estimer la valeur des jambes, et les em-
oyoit dans ses campagnes avec autant de

succès que les baïonnettes. Le général C
li n'avoit avec lui qu'une partie de l'armé
le reste étoit sous les ordres du duc d'A
(aujourd'hui le roi de Sardaigne). Il se
contraint de céder à la nécessité, et se
tira entre Coni et Cherasco. Cette dernie
place étoit entourée de fortifications, et pro
gée par des travaux importans et bien entend
Masséna s'y présente, et l'ennemi se reti
précipitamment. Le général Serrurier obtint
même succès à Fossano, où se trouvoit le qu
tier général de Colli.

Tant de disgrâces portèrent l'épouvante
Turin. Buonaparte, par la rapidité de ses mo
vemens, avoit irrévocablement séparé l'arm
autrichienne de l'armée piémontaise : celle-
se trouvoit sans ressources, hors d'état de so
tenir seule une lutte aussi redoutable. Le r
de Sardaigne, menacé jusque dans sa capital
se vit réduit à humilier son sceptre devant l
faisceaux de la république, et fit demander u
armistice.

La réponse du général français fut hautai
et sévère; il consentit à l'armistice, pour
qu'on remît entre ses mains trois forteresse
Céva, Coni et Tortone, ou Alexandrie à
place de Tortone. Il fallut obéir; les fort
resses furent livrées, et le roi de Sardaigne

trouva à la merci du directoire. Le général Beaulieu étoit dans une position périlleuse ; il résolut de s'en tirer par un coup de parti, et donna des ordres secrets à quelques officiers de son armée de s'emparer sur-le-champ d'Alexandrie, de Tortone et de Valenza avant que ces places ne tombassent entre les mains de l'ennemi. C'étoit une opération décisive qui pouvoit sauver l'Italie et le roi de Sardaigne lui-même ; mais elle échoua complètement. Les commandans piémontais, instruits des desseins du général autrichien, refusèrent de lui livrer les places, et il se vit obligé de se retirer au-delà du Pô avec toute son armée.

On avoit commencé les hostilités le 10 avril, on signoit l'armistice le 28 ; ainsi, en dix-huit jours, six combats avoient été livrés, le Piémont conquis, l'alliance de deux armées dissoute, et l'un des plus habiles généraux autrichiens, un vieux capitaine d'une haute réputation, forcé d'abandonner la victoire à un jeune soldat de vingt-six ans.

Mais tous ces événemens ne s'étoient point passés sans de grands désastres. L'armée française, en entrant dans le Piémont, étoit sans pain, sans habits, sans souliers, presque sans armes. Elle recéloit dans son sein une foule d'aventuriers obscurs, restes des comités révolu-

tionnaires, qui étoient venus chercher à l'armé un asile contre la haine et les vengeances publi ques. Familiarisés avec tous les genres de dé sordres, ils ne marchoient au combat que pou marcher au pillage; ils versoient le sang ave un plaisir féroce; le viol, l'incendie et le meur tre, étoient leurs jeux ordinaires. Buonapart sentit le besoin de réprimer ces excès, et, avan d'entrer en Italie, il leur adressa une proclama tion :

« Soldats, leur disoit-il, vous avez, e » quinze jours, remporté six victoires, pri » vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièce » de canon, plusieurs places fortes, conquis l » partie la plus riche du Piémont; vous ave » fait quinze cents prisonniers, tué ou bless » plus de dix mille hommes (1).

» Vous vous étiez jusqu'ici battus pour de » rochers stériles; dénués de tout, vous ave » suppléé à tout. Vous avez gagné des bataille » sans canons, passé des rivières sans ponts

(1) Ce calcul est un peu différent de ceux qu'il avoi donnés dans les bulletins. Il annonçoit après la bataille d Montenotte quinze cents hommes tués, deux mille pri sonniers; après celle de Mondovi, deux mille cinq cen tués, sept à neuf mille prisonniers, quarante pièces d canon, quinze drapeaux; à Dego, six cents tués, qua

uit des marches forcées sans souliers, bi-
ouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain.
es phalanges républicaines, les soldats de
liberté, étoient seuls capables de souffrir
que vous avez souffert. Grâces vous soient
ndues, soldats; la patrie reconnoissante
us devra en partie sa prospérité, et si,
inqueurs de Toulon, vous présageâtes l'im-
ortelle campagne de 1793 (1), vos victoires

---

cents prisonniers; à Mondovi, quatre cents tués,
cents prisonniers, dix drapeaux enlevés.

Récapitulation:

Tués.	Prisonniers.
1500	2000
2500	9000
600	1400
400	1500
5000	13,900

TOTAL GÉNÉRAL. 18,900

Canons. . . . 40 Drapeaux. . . . 25

La prise de Toulon eut lieu à la fin de décembre
comment cette victoire pouvoit-elle présager l'im-
lle campagne de 1793? elle pouvoit la couronner,
on pas la présager. Nous aurons lieu de remar-
plus d'une fois que le général ne connoissoit pas
ns bien le sens des mots qu'il employoit.

» actuelles en présagent une plus belle e
» core.

» Mais, soldats, il ne faut pas le dissimul
» vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste e
» core à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont
» vous. Les cendres des vainqueurs des T
» quins sont encore foulées par les assassins
» Basseville (1).

» Vous étiez dénués de tout au commen
» ment de la campagne; vous êtes aujourd'l
» abondamment pourvus. Soldats, la patri
» droit d'attendre de vous de grandes chos
» justifierez-vous son attente? Les plus gra

(1) Basseville étoit un révolutionnaire très-fougue
employé à Rome en 1793 comme secrétaire de légat
A la même époque, M. de Makau étoit ministre de la
publique à Naples. Instruit que les Romains s'oppos
à ce que l'écusson de la république fût substitué aux
mes de France, il expédia à Rome M. Deflotte, m
du vaisseau *le Languedoc*, avec deux lettres, l'une p
le cardinal Zélada, l'autre pour le consul de Fra
Cette dernière portoit l'ordre exprès d'arborer, dan
vingt-quatre heures, l'écusson de la république su
porte de la maison consulaire. Le consul, homme
et prévoyant, ne crut pas devoir y obéir; il expo
M. Deflotte le danger de braver les préjugés du pe
et d'exciter sa haine; le major insista: c'étoit un hon
fort dévoué à la république; il fit plus, il se rendit

» obstacles sont franchis, sans doute; mais
» vous avez encore des combats à livrer, des
» villes à prendre, des rivières à passer. En
» est-il d'entre vous dont le courage s'amol-
» lisse? en est-il qui préféreroient de retourner
» sur les sommets de l'Apennin et des Alpes?
» Non, il n'en est point parmi les vainqueurs
» de Montenotte, de Millesimo, de Dego et
» de Mondovi. Tous veulent humilier ces rois
» orgueilleux qui osoient méditer de nous
» donner des fers; tous veulent, en rentrant
» dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté :
» J'étois de l'armée conquérante d'Italie !

---

le secrétaire de légation, prit la cocarde nationale, la fit prendre à Basseville, à sa femme, à son enfant, à ses gens, et, dans cet équipage, ils montèrent en voiture pour se promener dans les rues de Rome. C'étoit la première fois que les couleurs tricolores se déployoient en public. Le peuple cria : *A bas les cocardes!* assaillit la voiture à coups de pierres, et les républicains français n'eurent que le temps de fuir chez le banquier Moulte. On les y suivit; le major Desfotte s'échappa par une fenêtre, et Basseville, en se défendant, eut les entrailles percées d'un coup de poignard ou de rasoir. Le gouvernement romain avoit fait tous ses efforts pour prévenir et arrêter ce tumulte; ce qui n'empêcha pas la convention de l'accuser d'assassinat, afin d'opérer à Rome la révolution qu'elle avoit commencée.

» Amis, je vous la promets cette con
» mais il est une condition qu'il faut qu
» juriez de remplir; c'est de respecter l
» ples que vous délivrez, c'est de réprir
» pillages horribles auxquels se portent c
» lérats suscités par nos ennemis. Sa
» vous ne seriez point les libérateurs d
» ples, vous en seriez les fléaux. Vous
» riez pas l'honneur du peuple français,
» désavoueroit. Quant à moi et aux gé
» qui ont votre confiance, nous rougir
» commander à une armée sans disciplin
» frein, qui ne connoîtroit que les loi
» force. Mais je saurai faire respecter à
» tit nombre d'hommes les lois de l'hu
» et de l'honneur qu'ils foulent aux pi
» ne souffrirai point que des brigands
» lent vos lauriers; les pillards seront
» toyablement fusillés : déjà plusieur
» été. J'ai eu lieu de remarquer avec
» l'empressement avec lequel les bons
» de l'armée se sont portés pour faire e
» les ordres ».

Telle fut la première harangue du g
en chef à son armée; on conviendra qu
d'Alexandre et de César étoient plus él
tes; mais on pouvoit y reconnoître d'

et le caractère du héros et la politique du directoire. Ses projets sur Turin annonçoient suffisamment au roi de Sardaigne que ce n'étoit ni par la soumission ni par des traités qu'on pouvoit désarmer les Français, et conjurer les orages de la révolution.

A cette époque, toute l'Italie étoit remplie de missionnaires républicains chargés de préparer les voies dans l'intérieur, et de seconder par leurs mouvemens les mouvemens de l'armée française. Asti, Acqui, Mondovi, Turin, Alexandrie, et les principales villes de l'Italie, avoient leurs jacobins. On avoit assassiné en chaire un prédicateur qui exhortoit les Piémontais à s'armer pour la défense de leur pays. Le roi de Sardaigne voyoit ses propres sujets combattre dans l'armée ennemie. Masséna, Cervoni et plusieurs autres officiers étoient nés dans ses états. L'esprit de révolte et d'insurrection se propageoit avec une rapidité effrayante; l'or du directoire corrompoit ses sujets les plus fidèles, et ses plans de défense étoient connus long-temps avant qu'il pût les mettre à exécution.

Au milieu de tant de périls, il ne restoit à l'Europe d'autres moyens de salut que des résolutions fortes, unanimes, généreuses. Mais la plupart des cabinets séparoient leur cause de

la cause commune, s'occupoient uniqueme de leur propre salut, et par une politique ave gle, timide et personnelle, ils hâtoient le propre ruine en préparant l'asservissement g néral des nations.

Jamais la république française n'avoit eu la tête de ses armées un général plus propre servir ses desseins. Etranger à tout principe justice, à tout sentiment de pitié, aucune co sidération ne l'arrêtoit. Le général Colli l ayant envoyé, en parlementaire, un émig français nommé Moulin, il le fit arrêter, tr duire devant une commission militaire, et f siller. « C'étoit, disoit-il, une violation » droit des gens que de revêtir du titre d'a » bassadeur un fugitif traître à sa patrie ».

Sa justice dans l'intérieur de son camp n toit ni moins expéditive ni moins cruelle. U distribution de pain avoit manqué ; il fit sai un garde-magasin prévenu de quelques dila dations, et l'envoya à la mort, en disant à ce qui lui faisoient quelques observations sur ce injustice, *qu'il falloit bien persuader au sol qu'on s'occupoit de lui.* Ce malheureux av été cependant acquitté par un conseil guerre.

Ces actes d'autorité augmentoient la crai que son nom commençoit à inspirer, et il

posoient également aux ennemis et à ses propres troupes.

Depuis la défaite de Mondovi, le général Beaulieu avoit fait sa retraite par Valenza et Pavie ; les restes de son armée se montoient à peine à vingt-quatre mille hommes ; il ne pouvoit compter ni sur la Toscane, ni sur Parme, ni sur Rome, car les succès de l'armée républicaine avoient porté la terreur partout, et ces puissances, naturellement timides, étoient plus disposées à s'humilier devant Napoléon qu'à le combattre. Venise, par un incompréhensible aveuglement, avoit refusé d'entrer dans la ligue générale, et regardoit comme un acte d'une haute sagesse une neutralité qui devoit la perdre.

Dans cette périlleuse situation, le général autrichien, abandonné de tout le monde, se contenta de laisser un corps de six mille hommes pour défendre le passage du Pò, et arrêter quelque temps l'impétuosité française. Le reste de son armée se fortifia entre le Tesin et la Sesia, dans l'intention de couvrir le Milanais. Il s'étoit persuadé que les Français tenteroient le passage du fleuve près de Valenza qu'ils venoient d'occuper ; mais il avoit affaire à un général qui se plaisoit à déconcerter la tactique ancienne et à surprendre son ennemi par des

combinaisons nouvelles et inattendues. Buon parte feignit en effet de passer le fleuve à V. lenza ; mais tand s qu'il occupoit les Aut chiens sur ce point, une partie de son arm s'avançoit à marches forcées vers Plaisance. I rive opposée n'étoit gardée que par deux b tailions de hussards.

Le général Lannes s'élance avec sa brigad sur des barques, des radeaux, des ponts vo lans ; arrive de l'autre côté, et dissipe e un instant la cavalerie ennemie. Le reste d l'armée française suit son exemple, et, avar la fin du jour, toutes les forces républicaines s trouvent au-delà du fleuve.

On a cherché à justifier, en cette occasion la conduite du général Beaulieu ; mais tou annonce que son expérience et son habile té furent mises en défaut par l'adresse et l'acti v son jeune adversaire.

Dès qu'il fut instruit du mouvement de Français vers Plaisance, il s'avança à la hât sur les rives du fleuve, dans l'intention d'e disputer le passage ; il étoit trop tard, e Buonaparte mieux servi étoit déjà en march pour le combattre ; l'action s'engagea à l'om bio ; les Autrichiens s'y étoient retranchés avec vingt pièces d'artillerie ; mais quel obstacle

pouvoit arrêter l'impétuosité française ? ils urent débusqués de leur position, et forcés e se replier à la hâte, avec une perte consi-érable.

Un autre corps, venu à leur secours, ne fut s plus heureux; le général La Harpe l'atta-a et le dispersa en un instant; mais, au mi-u de la mêlée, ce général, frappé d'un coup feu, resta mort sur le champ de bataille. étoit un des plus intrépides soldats de Buona-rte. Il n'étoit point né en France, mais il oit toute la chaleur d'un Français. Son nom oit *Yens des Uttins*; il avoit pris celui de La arpe en entrant au service de France en 1792. famille, noble, occupoit un rang honorable ns le pays de Vaud, et lui avoit donné une lucation solide et distinguée; il s'étoit de ès-bonne heure attaché au service de Hol-nde, dans un régiment bernois, commandé ar M. de Constant; étoit rentré quelque temps près dans sa patrie, et se livroit aux paisibles ravaux de l'agriculture, lorsque la révolution rançaise vint ranimer toutes ses idées guerrières t républicaines. Il voulut aussi faire à sa patrie présent de la liberté et de l'égalité. Dans une fête anniversaire du 14 juillet, il fit promener en triomphe le bonnet de la liberté, proclama l'affranchissement du pays de Vaud, et proposa

la convocation des états, d'après la consti tion du pays. La Suisse, alarmée de ces m vemens séditieux, s'empressa d'en étouffer germe. Cinq mille hommes, et une inquisit d'état, entrèrent dans le pays de Vaud; on i truisit le procès de La Harpe, et il fut c damné à perdre la tête.

Près d'être arrêté, il se sauva sur le te toire français, fut accueilli comme un mar de la liberté, et obtint le commandem d'un bataillon de volontaires. Il fit avec s cès plusieurs campagnes, se signalant éga ment par son audace et son dévouement à république. Sa mort ne fut point l'ouvrage l'ennemi; en rentrant au camp, les Franç trompés par l'obscurité, et prenant p des hulans les hussards qui l'accompagnoie firent une décharge générale, qui l'éten mort. C'étoit un républicain ardent et fa tique. Après le 9 thermidor, l'inexorable Aul l'avoit destitué comme terroriste; mais il av trouvé bientôt un asile et du service dans l' mée d'Italie, refuge de tous les hommes que fièvre politique avoit emportés au-delà des b nes de la raison et de l'humanité.

Le passage du Pô, et la victoire que l'arm française venoit de remporter, étoient c événemens d'une trop haute importance po

que Buonaparte ne s'empressât pas d'en faire part au directoire.

Son rapport est remarquable. Après s'être vanté d'avoir mis en défaut la science du maréchal de Beaulieu, par différentes marches et différens mouvemens *diplomatiques*, il se félicite de son heureux stratagème, et ajoute ensuite avec emphase : « Beaulieu s'aperçut bientôt que les républicains français *n'étoient pas si ineptes que François Premier* ».

Ceux qui, en lisant, se permettent quelquefois de réfléchir, auront quelque peine à deviner ce que peuvent signifier les *mouvemens diplomatiques* dont parle le général ; il leur semblera que la diplomatie ne doit être pour rien dans des opérations purement militaires. Mais alors Napoléon n'étoit pas versé dans la politique comme aujourd'hui, et nous avons fait observer qu'il se servoit quelquefois de mots qu'il n'entendoit pas bien, mais qu'il croyoit propres à produire de l'effet.

On voyoit encore avec quelque surprise François I^er^. figurer dans le récit du général en chef. On se demandoit ce que pouvoit avoir de commun ce prince et Napoléon, la bataille de Pavie et le passage des républicains à Plaisance? Mais ces sortes d'outrages adressés aux

rois avoient toujours un grand succès; ils e
tretenoient la faveur populaire, et flattoie
l'orgueil des patriotes, fiers de se trouver sup
rieurs aux rois.

A mesure que l'armée française faisoit
nouveaux progrès, la terreur s'accroissoit da
toute l'Italie; les souverains, effrayés sur le
trône, couraient au-devant du joug qu'on
noit leur apporter. L'infant, duc de Parm
sollicita et obtint un armistice; les conditio
en furent rigoureuses, il se soumit à paye
dans l'espace de dix jours, une contributi
militaire de deux millions, à laisser choi
dans ses états vingt tableaux des plus gran
maîtres, à fournir dix-sept cents chevaux
trait ou de main, deux mille bœufs, dix mil
quintaux de blé, cinq mille d'avoine, et
C'étoit de cette manière que Napoléon form
ses magasins, entretenoit son armée, et com
mençoit sa propre fortune.

L'ardeur de ses soldats augmentoit de jou
en jour; ils voyoient les remparts de Milan
ils n'en étoient plus séparés que par un fleuve
et brûloient de le franchir. Buonaparte satisf
bientôt leur impatience.

L'armée autrichienne avoit passé l'Adda
évacué Lodi, et occupoit au-delà du fleuve un
position formidable que protégeoient trent

res de canon. On ne pouvoit arriver à elle
par un pont étroit, dont le passage parois-
impraticable. Buonaparte ne s'effraya point
ette difficulté. Il forme son armée en co-
e serrée, place en avant toute son artillerie,
ffrontant celle des ennemis, il s'avance au
de charge et au cri de *vive la république*.
arnage fut d'abord horrible ; l'artillerie au-
ienne renversoit des rangs entiers ; le sol-
effrayé plioit de toutes parts, et la victoire
bloit perdue. Dans ce moment critique,
généraux Berthier, Masséna, Cervoni, Dal-
gne, Lannes, se mettent à la tête de la co-
e, franchissent le pont, enlèvent les bat-
s de l'ennemi, et portent la terreur dans
angs.

es Autrichiens, frappés d'étonnement,
lurent répondre à tant d'audace par une
ce égale, et firent des prodiges de valeur ;
ombat devint terrible ; les deux armées se
oient avec acharnement, et la victoire
oit encore incertaine, lorsque le général
gereau, à la tête de sa division, vint fixer
estin et achever la déroute de l'ennemi. Les
richiens, forcés dans toutes leurs positions,
donnèrent une partie de leur artillerie, et
lirent près de trois mille hommes tués,
sés ou prisonniers ; des deux côtés la perte

fut considérable; mais le maréchal de Beau sauva l'honneur de ses armes par une retr effectuée avec un ordre, un sang-froid, prévoyance dignes des plus grands éloges.

Le général Berthier s'étoit montré dans c journée soldat aussi intrépide qu'habile ca taine. Nombre d'officiers se signalèrent par traits d'héroïsme. Le rapport du général chef fit une mention particulière des aides- camp Marmont et Le Marrois. Le commiss Salicetti partagea tous les dangers de l'arm Cependant cette action, si mémorable par circonstances, si importante par ses résulta n'eut point le suffrage des hommes de l'a On reprochoit à Napoléon d'avoir inutilem sacrifié un grand nombre de braves, pour en ver de vive force une position dont il pouv se rendre maître par des moyens moins brilla mais plus sages et plus sûrs. On porte à dou mille hommes la perte de l'armée française; qui n'empêcha pas Napoléon d'écrire au dir toire : *Nous n'avons perdu que peu de mon* Un retard de vingt-quatre heures eût conse peut-être plus des deux tiers de ces victim mais Napoléon ne comptoit pas.

C'étoit sur cette même rivière de l'Adda q le duc de Vendôme avoit su, en 1705, arrê le prince Eugène. Comme Beaulieu, il occ

prit une position en face de l'ennemi ; comme lui il avoit disposé ses batteries en feux croisés ; mais Eugène ne fit point comme Napoléon ; il eût pu, en sacrifiant les braves de son armée, acquérir une gloire égale à celle du passage du pont de Lodi ; mais il aima mieux sauver des hommes que de gagner une position.

De son côté, le maréchal de Beaulieu ne paroissoit pas à l'abri de tout reproche. On s'étonnoit qu'il eût évacué Lodi avec tant de précipitation, en ne laissant dans cette place que deux escadrons et un bataillon. On se disoit que, si cette ville eût été mieux défendue, il auroit eu le temps de couper le pont, et d'arrêter la marche de l'armée française ; mais une terreur panique avoit entraîné toutes ses troupes, et cet habile général n'avoit plus été le maître de ses opérations. Les plus habiles officiers convenoient qu'il avoit fait avec sa petite armée tout ce qu'on pouvoit attendre de son expérience et de son courage. Après le passage du Pô, il avoit défendu le terrain pied à pied, sans que les Français, quoique trois fois plus nombreux, eussent pu l'entamer ; il avoit, de position en position, effectué sa retraite en bon ordre, après leur avoir fait essuyer une perte considérable.

On citoit à cette époque une lettre de l'empereur d'Allemagne :

« Sire,

» Je vous avois demandé un général, et
» m'avez envoyé le comte d'Argenteau. J
» que c'est un grand seigneur, et qu'en ré
» pense des arrêts auxquels je l'ai condai
» il obtiendra le grade de feld-maréch
» l'empire. Je n'ai plus que vingt mille
» mes; les Français en ont soixante mill
» fuirai demain, après demain, tous les j
» et jusqu'en Sibérie, s'ils m'y poursui
» Mon âge me donne droit de tout dire
» V. M. se hâte de faire la paix à quelqu
» que ce soit : c'est le seul parti qui nous
» dans l'état où nous sommes ».

L'empereur étoit bien loin de s'attendr si tristes confidences. Ses courtisans le t poient tous les jours sur la véritable situ des affaires, et tandis que ses troupes aban noient toutes leurs positions en Italie, c parloit à Vienne que de victoires; on cha partout des *Te Deum;* mais lorsqu'enfin l rité fut parvenue à la cour, on passa tout à de la plus profonde sécurité aux plus viv quiétudes. On donna ordre à un corps de t mille hommes de marcher au secours de I

lieu, et à l'armée de Condé d'entrer dans le Tyrol.

Mais ces mesures ne pouvoient plus sauver l'Italie ; Buonaparte poursuivoit avec ardeur le cours de ses victoires. Crémone et Pizzighittone étoient tombés entre ses mains ; Pavie avoit fait sa soumission ; Milan ouvroit ses portes, et laissoit un libre champ aux conquêtes de son ennemi.

Milan est d'origine gauloise : sa fondation remonte jusqu'au règne de Tarquin l'Ancien. Ce n'étoit d'abord qu'un amas de chaumières isolées, telles que les construisoient les Gaulois ; mais ces chaumières formèrent bientôt une ville considérable, et, par une particularité singulière, la prospérité de cette ville s'accrut même au milieu des guerres qui désolèrent l'Italie. Sous l'empire de Valentinien, elle étoit remarquable par la magnificence de ses temples, de ses bains, de ses portiques, de ses amphithéâtres, et pouvoit, en quelque sorte, rivaliser avec Rome. Mais à ces temps brillans et prospères succéda bientôt une longue suite de désastres et de calamités. Sa situation au pied des Alpes et sa splendeur l'exposoient plus qu'une autre à l'avidité des barbares. Elle devint, au cinquième siècle, la proie du farouche Attila, qui la pilla et en égorgea tous les

habitans ; Vitigès, à la tête des Goths, la livra aux flammes et à la dévastation ; elle fut prise et saccagée par les Lombards, sous Alboin. Charlemagne releva ses murailles, et lui rendit une partie de son premier éclat ; mais un de ses successeurs, Frédéric Barberousse, irrité de l'insolence de ses habitans, la rasa de fond en comble, et fit passer la charrue sur ses ruines. Elle sortit de nouveau de ses cendres, et reprit quelque prospérité sous le même empereur, qui, après l'avoir détruite, crut devoir lui accorder sa protection.

Depuis ce temps la fortune sembla l'épargner ; ses édifices se relevèrent, sa population s'accrut, et de nouveaux monumens rappelèrent les beaux jours de sa gloire. Ces heureux changemens furent l'ouvrage du zèle et de la puissance de ses évêques, qui, comme ceux de Rome, après avoir été les amis et les bienfaiteurs des peuples, en devinrent les maîtres. Un d'entre eux, du nom de Visconti, transmit l'autorité souveraine à son neveu, dont les descendans régnèrent avec honneur et distinction sur une longue suite de générations.

Le plus célèbre est Galeas Visconti, qui, par l'éclat de ses talens militaires et par ses utiles institutions, mérita peut-être la souveraineté que ses aïeux avoient usurpée. La cathédrale

e Milan, les ponts, les aquéducs, les canaux ui coupent et fertilisent le territoire de Milan, ont des monumens de son patriotisme, et es présens de sa munificence. Malheureuse- ient les alliances formées par la maison des 'isconti avec la dynastie royale de France onnèrent naissance à des guerres longues et anglantes, qui ne se terminèrent qu'à la ba- aille de Pavie. Alors Milan passa sous le joug le l'Espagne, et ensuite sous celui de l'Autriche.

Milan est une ville grande et considérable. on enceinte est de neuf milles. Elle renferme peu près cent cinquante mille habitans. Sa athédrale est le plus magnifique de ses monu- nens ; elle est d'architecture gothique, et ne le ède en étendue qu'à la basilique du Vatican ; lle surpasse par la beauté de ses sculptures et le ses statues tout ce qui existe au monde. L'éclat de ses marbres, la multiplicité, l'élé- gance et la hardiesse de ses piliers, la richesse de ses ornemens, en font un spectacle au mi- lieu même de l'Italie. Mais l'objet le plus di- gne d'attention parmi les chefs-d'œuvres qui décorent l'intérieur du temple, c'est le tombeau de saint Charles Borromée, dont les cendres reposent dans une chapelle souterraine. C'est à la bienfaisance de ce vénérable prélat que Mi- lan doit ses colléges, ses hôpitaux, et tous ses

établissemens de charité. Son corps repose dans une châsse de cristal de roche ; il est revêtu de ses habits pontificaux, avec la crosse et la mitre. Son visage est découvert, mais le temps en a altéré et déformé les traits.

On chercheroit en vain dans la cathédrale de Milan les cendres de saint Ambroise. Elles sont dans une ancienne église qu'on appelle la basilique ambrosienne.

La bibliothéque qui porte le même nom est due au cardinal Frédéric Borromée, neveu du saint et son successeur. Elle contenoit, à l'entrée des Français, plus de quarante mille volumes et près de dix-huit mille manuscrits. Le plus riche étoit le carton de Léonard de Vinci, rempli de dessins et d'esquisses d'un prix inestimable. C'étoit un présent de Galeas Arconati, qui en avoit refusé des sommes considérables, et l'avoit déposé à la bibliothéque pour la conserver à l'Italie (1). A la suite de ce monument littéraire étoit une vaste galerie enrichie de tableaux, de sculptures, d'antiques, de médailles, et d'autres objets d'une extrême ra-

(1) Le réfectoire du couvent des Dominicains possédoit un chef-d'œuvre du même peintre, connu sous le nom de *la dernière cène*. Ce monastère ayant été supprimé, et transformé en caserne d'artillerie, les soldats

ité. Ces admirables collections, fruit de plusieurs siècles de soins et de recherches, devoient être bientôt le fruit de la victoire, et décorer le Muséum français.

---

nçais employèrent ce tableau à leurs exercices, les têtes s apôtres leur servant de cercle pour tirer : ainsi ce agnifique ouvrage, qui étoit déjà dégradé, le fut bientt entièrement.

CHAPITRE VII.

Entrée de Buonaparte à Milan; soumission de Rome, de Naples, de Venise; insurrections; victoires, conquêtes nouvelles.

Les premiers succès de l'armée française en Italie, avoient porté la consternation à Milan. Cette ville, comme toutes celles de l'Italie, renfermoit un petit nombre de démagogues ardens et fanatiques entretenus par l'or du directoire, et prêts à lever l'étendard de la révolte, dès qu'ils se croiroient soutenus par des forces suffisantes; mais le reste du peuple étoit attaché à son gouvernement, à ses lois, à sa religion, et ne voyoit qu'avec horreur une armée qui, semblable aux Titans, paroissoit menacer également le ciel et la terre. A son approche, les habitans des campagnes abandonnoient leurs maisons pour fuir dans les bois; ailleurs le tocsin sonnoit, et tous les hommes prenoient les armes pour repousser le funeste présent de la liberté et de l'égalité. Dans le Mantouan, les paysans, au nombre de dix-huit mille, quittèrent leurs femmes et leurs enfans pour aller se réunir à l'armée autrichienne.

Dans le Tyrol, toute la population se leva en masse; quatre-vingt mille hommes s'inscrivirent comme soldats, et jurèrent de périr ou d'ensevelir les Français sous les débris de leurs rochers.

Depuis près d'un mois on faisoit des prières publiques dans l'église métropolitaine de Milan, et dans toutes les paroisses de la ville et des campagnes. Les riches apportoient des aumônes pour les veuves et les enfans des soldats morts sur le champ de bataille. Les prédicateurs en chaire, les pasteurs dans les églises, exhortoient le peuple à défendre courageusement le trône et les autels. Dès qu'on apprit le passage du Pô, la consternation et le désordre se répandirent dans toute la ville. Les particuliers les plus riches s'empressèrent d'enlever leurs effets les plus précieux; les émigrations devinrent si nombreuses qu'il n'étoit plus possible de se procurer des chevaux.

Le 14 mai, le gouvernement autrichien quitta la capitale pour se rendre à Mantoue; les jeunes princes étoient sous la conduite du bailli Valente de Gonzague, leur gouverneur. L'archiduc et l'archiduchesse versèrent des larmes. La foule répandue dans les rues et sur les places publiques, gardoit un profond silence; mais la noblesse et le clergé étoient dans les plus vives alarmes. Alors les républicains

commencèrent à se montrer ; ils parurent, la cocarde tricolore au chapeau, faisant retentir l'air des cris de *vivent les Français ! vive la liberté !* On arracha les armes impériales, on afficha sur les portes du palais ce placard insolent : *Maison à louer*. Les nobles effrayés firent enlever leurs armoiries et déposer la livrée à leurs valets. Cependant la garde civique parvint à maintenir la tranquillité et le bon ordre.

En ce moment les Français étoient en marche pour prendre possession de la ville. La veille trois d'entr'eux, suivis d'un détachement de hussards, s'étoient présentés aux portes de Pavie. Cette ville, sans garnison, n'avoit pour défense que la garde bourgeoise. La municipalité se hâta d'aller au-devant d'eux ; l'évêque et le marquis Bestiori les haranguèrent. Un des officiers assura le prélat que les Français étoient d'excellens catholiques, et qu'ils ne donneroient à l'église que des sujets d'édification. Après avoir pris les mesures nécessaires pour l'entrée des troupes, ils continuèrent leur marche.

Le général Masséna étoit attendu d'un moment à l'autre à Milan ; on avoit envoyé au-devant de lui une députation. Le 14, à onze heures du matin, il arriva par la porte Romaine, et se rendit à l'hôtel qu'on lui avoit

préparé, au milieu des acclamations des patriotes. On planta l'arbre de la liberté, et l'on se disposa à recevoir le général en chef d'une manière digne de lui.

Il fit son entrée plutôt en roi qu'en républicain. Il étoit précédé d'un gros détachement d'infanterie, entouré d'une garde de hussards, et suivi d'un nombreux appareil de voitures et d'équipages militaires. La noblesse et la ville, dans leurs plus riches voitures, lui servoient de cortége; des musiciens français et italiens exécutoient des marches et des hymnes patriotiques. Il avança dans cet ordre jusqu'au palais de l'archiduc, où il trouva un magnifique banquet préparé pour deux cents convives.

Étrange vicissitude de la fortune! Quelques mois auparavant elle lui avoit à peine accordé un humble réduit à Paris! maintenant elle lui ouvroit le séjour des rois! La journée finit par un bal brillant, où les dames milanaises affectèrent de paroître avec les couleurs de la révolution française.

Le jour suivant se passa encore en fêtes et en réjouissances. Le général en chef reçut la visite des principaux citoyens; on donna au théâtre un concert de musique instrumental et vocal, et toute la ville fut illuminée.

Mais déjà Napoléon songeoit à user de la vic-

toire. A peine les derniers sons des instrum
cessoient de se faire entendre, qu'il donnoit l
dre d'apposer les scellés sur les caisses de l'ar
duc et sur celles de la ville : on s'empara de
mille fusils ; une partie de la garde national
désarmée ; la ville de Milan fut tenue de four
l'entretien de quinze mille Français, pour ce
la citadelle qui avoit refusé de se rendre. Cette
teresse étoit défendue par une garnison de qu
cents Autrichiens et de deux mille cinq c
Napolitains, et, par une des conditions de la c
tulation, elle ne devoit point tirer sur la v

Toutes ces mesures étoient déguisées
les apparences de la bienveillance et de l'a
tié. Une proclamation de Napoléon annon
« que la nation française, regardant les p
» ples de la Lombardie comme ses frères,
» avoit droit d'attendre d'eux des témoign
» d'une amitié réciproque ; et qu'en co
» quence elle jugeoit à propos de leur imp
» une contribution de vingt millions, qui
» roit également répartie entre les divers
» tricts de la contrée ; que cette somme é
» nécessaire pour les besoins de l'armée fr
» çaise, et que c'étoit bien peu pour un p
» aussi riche et aussi fertile ».

En même temps on organisa des soci
populaires ; on nomma des orateurs p

éclairer le peuple, et l'initier dans les voies de la liberté et de l'égalité ; on envoya dans les campagnes des missionnaires prêcher les mystères de la régénération politique, et annoncer partout l'évangile républicain. Les démagogues de Milan élurent entre eux des députés, et les chargèrent d'aller, au nom de toute la Lombardie, solliciter, auprès du directoire, la grâce de former une république, sous la protection de la France.

Buonaparte goûtoit avec ivresse les douceurs de tant de succès. La fortune sembloit le combler de toutes ses faveurs. Il avoit déjà envoyé au directoire vingt-un drapeaux pris sur l'armée austro-sarde ; ses deux aides-de-camp, Junot et Murat, avoient été chargés de les présenter, et le directoire les avoit reçus, dans une séance publique, au milieu des cris de *vive la république*. On apprit à Paris l'entrée de Buonaparte à Milan, le jour même où les plénipotentiaires du roi de Sardaigne signoient un traité de paix.

Les triomphes de l'armée d'Italie avoient un tel éclat qu'ils éblouissoient également les hommes de tous les partis ; les éloges de Buonaparte retentissoient partout.

En se créant un calendrier particulier, le gouvernement républicain avoit substitué aux

fêtes de l'église des fêtes patriotiques ; c'ét
la fin du mois de mai que devoit se célé
celle de la Reconnoissance. Le directoire,
prenant les nouveaux triomphes de son gé
chéri, ordonna qu'on y joindroit la fête
Victoires.

Elle fut célébrée au champ de Mars ave
appareil extraordinaire. On avoit décoré
vaste enceinte de statues et de trophées
taires; les autorités constituées étoient pl
sur un tertre élevé au milieu de la plaine
entouré de corps nombreux de cava
et d'infanterie; la foule des spectateurs
immense; le directoire s'avança au son
instrumens et d'une musique guerrière. A
un profond silence, le président prom
l'éloge des armées françaises, auquel le pe
répondit par ses acclamations. Des décha
d'artillerie, le chant des hymnes, et des
champêtres terminèrent la solennité.

Peu s'en étoit fallu que la présentation des
peaux n'eût été troublée par une querelle p
culière. Les deux aides-de-camp Murat et Ju
assistoient au théâtre Feydeau à la représe
tion d'une pièce nouvelle. Soit que le spect
leur offrît peu d'intérêt, soit qu'ils fussen
jour-là plus disposés à parler qu'à écouter,
jeunes gens leur crièrent plusieurs fois de f

Les deux officiers ayant continué, et les
ions étant devenues plus impératives, il
ta une altercation très-vive, à la suite de
: les parties belligérantes s'appelèrent
de Boulogne. Les journaux démago-
se hâtèrent de rendre compte de ce fait
: travestir ; c'étoit, suivant eux, une
faite à dessein, un outrage prémédité
la gloire des armées françaises (1). Mais
t cessa bientôt par l'explication qu'en
ent eux-mêmes les envoyés de Buona-
ls écrivirent que cette querelle leur étoit
fait personnelle, et qu'elle n'avoit rien
t occuper le public ou le gouvernement;
voient eu affaire à des hommes d'hon-
lont ils ne pouvoient que louer la con-

---

e fut *le Journal des Patriotes* de 1789 qui dé-
plus de zèle dans cette circonstance. Il étoit ré-
M. R...l, et tout à fait dévoué à Napoléon, qui
ie y inséroit quelquefois des articles. Lorsque le
partit pour l'armée d'Italie, en faisant ses adieux
:teur qu'il tutoyoit, suivant l'usage de ces temps
., il lui dit : « *Songes-y bien ; moi, toujours*
jamais que moi ». Le rédacteur tint parole, et
é, sous le gouvernement de Napoléon, au rang
eiller d'état, avec le titre de comte.

Depuis l'établissement du directoire et le r
nouvellement d'une partie de la convention
les mœurs françaises commençoient à reco
vrer quelque décence ; les solennités publiqu
avoient plus de dignité ; on promenoit enco
dans les processions républicaines l'image de
liberté, mais on avoit proscrit les honteuses
turnales de 1793; on ne montroit plus en spect
cles ces femmes effrontées, restes de la pl
vile prostitution, qu'on avoit décorées
nom de déesses de la raison ; personne n'os
plus s'honorer du nom de sans-culottes ; on
plantoit plus d'arbres de la liberté ; le théât
n'étoit plus souillé de ces farces insultantes
grossières, où la religion, le trône et l
mœurs étoient indignement outragés. On
chantoit encore des hymnes patriotiques ; ma
le public les écoutoit avec si peu de respe
qu'il étoit facile de pressentir qu'on seroit bie
tôt forcé d'y renoncer.

Il n'en étoit pas de même en Italie. L
Français y portoient la révolution avec to
ses désordres. Leurs décrets, leurs fêtes, leu
discours rappeloient les plus désastreuses ép
ques de la terreur. On promenoit dans l
villes, sur des chars de triomphe, les court
sanes les plus dissolues ; on leur prodiguoit l'e
cens et les hommages, sous le titre de *déess*

le la liberté, déesses de la nature, et pour
u'elles représentassent la nature avec plus de
érité, elles étoient à peine couvertes de quel-
nes voiles diaphanes, non moins indécens
'une absolue nudité.

Le théâtre de Milan comptoit parmi ses ar-
tes un maître de ballets nommé L. P....
étoit un homme habile dans son art, qui n'a-
it jamais cherché à se distinguer que par le
ût et l'élégance de ses compositions. Buona-
rte, pour entretenir le feu du patriotisme et
ayer ses républicains, lui donna ordre de
mposer un ballet dont il fournit lui-même le
jet et les détails. On y voyoit le pape, des
rdinaux, des évêques, danser en habits pon-
icaux, et se livrer à des indécences, qu'on au-
it à peine permises à la plus vile populace.
s jeux grossiers étoient le prélude d'événe-
ens plus sérieux.

Un décret du général en chef déclara les
ens du clergé acquis à la nation. On enleva
rgenterie et les trésors des églises; on ouvrit
s couvens; les moines devinrent partout
bjet de la dérision, et les religieuses, fugitives
tremblantes, furent réduites à chercher, loin
leurs monastères, un asile contre les bien-
its de leurs libérateurs. Les citoyens, frappés
'effroi, s'empressoient de désarmer le vainqueur

par la soumission la plus prompte et les plus riches offrandes. Palais, voitures, ameublemens, vaisselle, diamans, bijoux, tout étoit à la disposition des Français. On n'attendoit point leurs demandes, on se hâtoit de les prévenir; les peintures les plus précieuses, ces objets si chers aux Italiens, passoient tous les jours entre les mains de ces redoutables conquérans. Ce qui restoit devenoit la proie des agens subalternes; plusieurs, avant de quitter leurs hôtes, furent accusés d'avoir coupé la toile des tableaux dans leurs cadres pour les emporter dans leurs malles.

On ne se borna point à enlever les dépouilles des temples et des maisons religieuses; on mit la main jusque sur les monts-de-piété et les caisses des hôpitaux. En Italie, ces établissemens sont en quelque sorte sacrés; on les regarde comme le patrimoine du pauvre, la ressource du malheur; un grand nombre de particuliers y placent leurs fonds, y déposent toute leur fortune. Dans tous les temps on les avoit respectés comme le dépôt le plus inviolable. Mais nulle considération n'arrêta le général : il falloit de l'or à ses soldats; les réclamations des villes, les plaintes des particuliers, les larmes du pauvre, rien ne put le détourner de son dessein. Les trésors des monts-

piété passèrent dans ses caisses. Le butin fut
nense ; on avoit porté à vingt millions les
tributions qui devoient être levées sur toute
ombardie. Le seul mont-de-piété de Mi-
en fournit dix-neuf ; la caisse des hôpitaux
; on en tira trois du mobilier de l'arche-
ue Ferdinand, de la bibliothèque, et des
s précieux des conseillers de conférence,
tifs. On vendit aux particuliers qui avoient
e de rentrer à Milan, la permission de
er à la campagne, et l'on tira de cet objet
x millions deux cent mille francs ; les ran-
s des otages produisirent quinze cent mille
s ; de sorte que, dans le seul ressort de
n, l'impôt de guerre excéda de dix mil-
s sept cent mille livres la contribution gé-
le.

e trésor devoit bientôt s'augmenter des som-
exigées du duc de Modène. A l'approche de
née française, ce prince avoit fui à Venise,
ortant avec lui une partie de ses richesses.
s la terreur l'avoit suivi jusque dans son
; résolu de fléchir le vainqueur, il envoya
général en chef son frère le commandeur
t, pour obtenir un armistice. Buonaparte
entit à l'accorder, et en signa les conditions
9 mai. Le duc se soumettoit à payer à la
blique sept millions, dans l'intervalle d'un

mois ; à fournir pour deux millions cinq cent mille livres de munitions de guerre, et à livrer vingt tableaux de ses galeries ou de ses états, au choix des commissaires français. Ces tableaux furent envoyés au directoire avec ceux qu'on avoit précédemment enlevés au duc de Parme : c'étoient des chefs-d'œuvres de Rubens, de Léonard de Vinci, du Titien, de Raphaël, de Paul Véronèse, du Corrège (1). On y joignit aussi un manuscrit sur papyrus d'Égypte, un Virgile avec des notes de Pétrarque, et plusieurs autres ouvrages non moins précieux. Mais ce qui dut rendre l'envoi plus agréable au directoire, ce fut une somme de deux millions que Buonaparte mettoit à sa disposition, en lui annonçant qu'il acquitteroit dorénavant les lettres de change qu'on tireroit sur lui.

Après ce traité, Buonaparte songea à de nouvelles victoires. Le général Beaulieu s'étoit retiré derrière Mantoue, attendant les secours que devoit lui envoyer l'Autriche. Le général

(1) Buonaparte, en envoyant un saint Jérôme du même peintre, avoit ajouté cette phrase, digne des gentillesses de 1793 : *Je suis fâché que ce saint prenne si mal son temps pour voyager ; mais j'espère que vous lui accorderez les honneurs du Muséum.*

français Cervoni étoit à Plaisance, Augereau occupoit Crémone, et déjà quinze mille hommes bloquoient la forteresse de Mantoue; celle de Milan n'avoit point encore capitulé, mais elle ne pouvoit tenir long-temps, et ne donnoit aucune inquiétude au général en chef.

Cependant les esprits fermentoient sourdement, et, sous l'apparence du calme, les vaincus méditoient un coup terrible, qui devoit au même jour, à la même heure, affranchir toute l'Italie : c'étoit la répétition des vêpres siciliennes. La conspiration n'étoit point renfermée dans Milan, elle s'étendoit à Pavie et dans tous les lieux occupés par l'armée française; c'étoit néanmoins de Milan que devoit partir le signal; on étoit convenu de sonner le tocsin à la tour de l'une des églises de cette ville. Par une circonstance imprévue qui devoit favoriser les conjurés, Buonaparte étoit parti pour Lodi, et n'avoit laissé à Milan que le corps d'armée occupé à bloquer la citadelle. Le jour étoit venu, l'heure approchoit; le secret avoit été gardé avec une rare fidélité, lorsqu'une seule indiscrétion sauva l'armée française.

Un prêtre corse étoit attaché comme chapelain à l'église d'où le signal devoit partir. Un des conjurés crut pouvoir sans danger le faire

entrer dans sa confidence. Le prêtre, soit att chement pour son compatriote, soit dans l' poir d'une haute récompense, se hâte de mo ter dans la tour, coupe les cordes et retire échelles (1). A l'heure convenue, les conju arrivent pour sonner le tocsin : quelle est le terreur, lorsqu'ils reconnoissent ce qui vient se passer ! ils ne doutent plus que leur pro ne soit découvert; il l'étoit en effet; déjà troupes parcouroient la ville d'un air men çant, et le général Despinoy, gouverneur de ville, avoit envoyé un courrier à Lodi pc prévenir Napoléon de tout ce qui se passe Instruit de ce mouvement, le général en c se hâta de revenir sur Milan avec trois ce chevaux et un bataillon de grenadiers.

La ville étoit dans le plus grand désord Le tocsin n'avoit point sonné à Milan, mai avoit sonné à Pavie et dans toutes les cam gnes voisines; le peuple armé se réunissoit toutes parts, arrachoit les drapeaux tricolor renversoit les arbres de la liberté, fouloit a

(1) Quelques personnes ont cru que ce prêtre é l'oncle du premier consul; c'est une erreur : il étoit a employé dans les vivres de l'armée, et avoit, lui c quième ou sixième, une riche part dans l'entreprise (laud; on estima cet intérêt à 600,000 francs.

la cocarde française. Le général Despi-
à la tête de quelques patrouilles, s'efforce
n vain de dissiper la multitude; elle ne
ntroit que plus audacieuse, et la porte de
étoit occupée par les rebelles qui atten-
t les conjurés de la campagne pour les y
luire.

a écrit dans les rapports officiels, et quel-
istoriens français ont répété que les prê-
les moines, le poignard et le crucifix à la
excitoient le peuple à la révolte, et provo-
nt à l'assassinat : c'est une calomnie. Ja-
les prêtres et les religieux ne déployèrent
us noble caractère que dans cette circons-
, et ce fut à leur ministère de paix autant
a force des armes que les Français durent
alut. Pendant trois jours on se livra des
ats meurtriers. Les insurgés paroissoient
és à vaincre ou à mourir; les partis se
plioient sur tous les points; partout les
ais trouvoient des ennemis furieux et dé-
rés. Buonaparte effrayé résolut d'em-
r des moyens plus puissans que le fer et
mme; il vole chez l'archevêque de Milan,
pplie de monter dans sa voiture, et pro-
de cette égide sacrée, il parcourt la route
avie. Partout où il rencontre des hommes
és, il fait arrêter le carrosse, et invite le

vertueux prélat à parler au peuple ; la vue ce vénérable vieillard, ses discours touchan font rentrer le calme dans tous les cœurs ; promet, au nom du général en chef, que l plaintes seront écoutées, les injustices réfo mées. Buonaparte en prend l'engagement s lennel, et tout rentre dans le devoir.

Mais Pavie paroissoit moins disposée à éco ter des propositions de paix. On avoit cerné citadelle et forcé la garnison de capituler. U officier parlementaire pénètre au milieu d bastions, annonce que l'archevêque et le g ral en chef sont au pied des remparts, qu'i viennent faire des propositions amicales. Vain tentatives ! les habitans de Pavie répondei que leur ville a des murailles, et que tan qu'elles ne seront pas en poudre ils ne se ren dront point. Le général les menace de se courroux ; ils refusent d'entendre ses procl mations. L'artillerie culbute les postes avan cés ; ils se replient sous les remparts, et se dé fendent avec intrépidité. Deux pièces de hui commandées par le général Dommartin, suivies d'un bataillon de grenadiers, la hache la main, brisent les portes de la ville ; mais c se bat dans les rues, sur les places publique des grêles de pierres et de tuiles se précipite du haut des maisons, et le massacre devie

horrible; enfin le vénérable archevêque se montre de nouveau, les habitans consentent à une capitulation, et les Français entrent dans la ville.

Cette malheureuse cité fut livrée au pillage pendant vingt-quatre heures. Rien ne fut épargné; palais des nobles, églises, monastères, magasins des marchands, boutiques des artisans, tout fut abandonné à la rapacité du soldat. C'étoit le général Rusca qui présidoit à cette déplorable et terrible exécution; elle ne se borna pas à la ville de Pavie, elle s'étendit sur les bourgs et les villages voisins. Sept à huit cents paysans avoient paru vouloir se défendre à Binasco. Le général Lannes les chargea, en tua une centaine, et réduisit le village en cendre. Les hommes pris les armes à la main, les officiers municipaux de ces malheureuses communes, furent impitoyablement fusillés; six cents victimes furent égorgées à Milan. Après cette sanglante expédition, la Lombardie ne présenta plus que des monceaux de ruines.

Le général en chef écrivit au directoire : « J'ai fait mettre le feu aux villages. Ce spectacle, quoique nécessaire, n'en étoit pas » moins horrible. J'en ai été douloureusement » affecté ».

Mais tandis qu'il s'exprimoit ainsi, il publioit une proclamation, dont les termes peuvent

donner une idée de ses heureuses dispositions à la sensibilité :

« Les nobles, les prêtres, les agens de l'autorité, égarent les peuples de cette belle contrée. L'armée, généreuse, aussi généreuse que forte, traitera avec fraternité les habitans paisibles et tranquilles. Elle sera terrible comme le feu du ciel pour les rebelles et les villes qui les protégeroient; les généraux feront marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réprimer, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveront les armes à la main. Tous les prêtres et les nobles qui seront arrêtés dans les communes rebelles, seront arrêtés comme otages et envoyés en France.

» Tous les villages où l'on sonnera le tocsin seront sur-le-champ brûlés; tout homme trouvé avec un fusil ou des munitions de guerre, sera fusillé de suite. Toute maison où l'on trouvera un fusil, sera brûlée, à moins que le propriétaire ne dise à qui il appartient. Les nobles, les riches, qui seront convaincus d'avoir excité le peuple à la révolte, soit par des propos contre les Français, soit en congédiant leurs domestiques, seront transférés en France, comme otages, et la moitié de leurs revenus confisquée ».

proclamation du général en chef fut sui-
une adresse du général Despinoy aux ha-
de Milan. Il leur reprochoit leur insen-
é pour les bienfaits dont les Français vou-
les combler, et pour les punir de leur
lement, il leur ordonnoit, sous peine de
de déposer, dans le délai de vingt-quatre
s, les armes et toutes les munitions de
qu'ils avoient à leur disposition. Il en-
it à tous les étrangers de sortir de Milan,
e jour même, et défendoit à toute per-
de l'arrondissement de leur donner asile.
scrivoit la clôture de tous les clubs, de
les réunions de quelque nature qu'elles
t; il rendoit responsables de l'exécution
ordres, les municipalités, les tribunaux,
gé, la noblesse.

commissaire Salicetti voulut encore ren-
sur le général, et dans une affiche ré-
e avec profusion, il promit des ven-
es terribles, le ravage et la mort. C'étoit
slation et le langage de 1793; c'étoit la
tion des désastres de Lyon, de Toulon,
Vendée.

massacres et le pillage de Milan, de Pise,
di, de Binasco et des villages insurgés,
it duré cinq jours. Après ces terribles exem-
Buonaparte parut au spectacle, le front

calme et serein. On donnoit l'opéra de *Cato* Métastase. Les spectateurs, encore glacés froi, encore frissonnant d'horreur au souv du sang qu'on avoit répandu, cherchèrent à chir, par la soumission et la flatterie, le cour d'un homme dont rien n'égaloit le pou que l'amour du sang et de la vengeance. applaudit avec transport une foule de vers on lui fit l'application, et, à la fin du spect on vint lui poser une couronne de laurie la tête. Le général reçut cet hommage fr ment, et l'immobilité de sa figure ne l rien deviner de ce qui se passoit dans l'inté de son âme.

Cependant il étoit occupé de nouveaux seins, et bientôt Rome et Naples apprirent c'étoit sur elles que devoit tomber la foudr volutionnaire. Mais la république de V devoit auparavant voir flotter l'étendard n nal sur les tours de ses villes.

CHAPITRE VIII.

Passage du Mincio ; Entrée des Français à Vérone ; Louis XVIII obligé de quitter cette ville ; Détails sur ce Prince.

La république de Venise étoit loin de voir une amie dans la république française ; car les Français poursuivoient avec un égal fanatisme l'aristocratie et la royauté, et Venise aristocrate n'avoit rien de fraternel à attendre de sa sœur démocrate. Incertaine sur le parti qu'elle devoit prendre, redoutant également et les victoires et les défaites de notre armée, elle avoit cru trouver son salut dans une prudente neutralité, et paroissoit disposée à tout sacrifier pour conjurer l'orage qui grondoit sur ses frontières.

Le roi de France habitoit alors Vérone, et attendoit, dans le silence de la vie privée, l'heure marquée pour remonter sur le trône de ses aïeux. Rien n'étoit plus pacifique que la vie de ce prince. Il se levoit tous les jours de bonne heure, étoit habillé, et décoré de ses ordres à huit heures du matin. Il passoit une partie de la matinée à écrire, et n'étoit visible que pour

son chancelier. Sa table étoit modeste et frugal
Après le dîner, il donnoit quelques audiences
et s'enfermoit ensuite dans son appartement
le soir, il recevoit quelques-uns de ses court
sans, causoit ou lisoit avec eux. Il sortoit rar
ment de son palais, et ne rendoit de visite
personne, ni à Vérone, ni aux environs.
lisoit assidûment le Moniteur et les autres p
piers français qui arrivoient par Milan. Sa co
étoit peu nombreuse; la plupart des seigneu
qui s'étoient attachés à lui, voyageoient po
ses intérêts : MM. de Damas, d'Hautefort, d
Montagnac étoient dans la Vendée; M. d'Avar
était partout, veilloit à tout. Il ne restoit guè
auprès de la personne du roi, que MM. de Ja
court, de Précy et son chancelier M. de Flach
landen.

Le roi ne portoit que le titre de comte d
Lille. C'étoit celui sous lequel il étoit parti d
France. Ses revenus étoient fort modiques
L'Espagne lui faisoit une pension de 120,000
La reine en recevoit autant. La cour de Sar
daigne n'avoit plus rien à offrir; celle de Vienn
avoit ouvert un crédit de 200,000 fr. C'étoit l
seul acte de libéralité qu'elle eût fait.

Depuis son départ de Paris, la vie d
Louis XVIII avoit été extrêmement agitée, e
son cœur déchiré par les plus violens chagrin

Ce prince aimoit tendrement Louis XVI, et n'avoit jamais voulu s'en séparer. Au mois de février 1791, le bruit s'étant répandu qu'il devoit quitter la France, une foule immense se rassembla et se porta au Luxembourg; c'étoient particulièrement des femmes et quelques-uns de ces hommes qui, dans les temps de trouble, se trouvent dans tous les rassemblemens pour exciter et diriger la multitude. La garde voulut d'abord opposer quelque résistance, mais le prince, ayant donné des ordres à M. le comte Charles de Damas, en l'absence de son capitaine des gardes, la foule fut introduite. La grâce avec laquelle Monsieur parla, le calme qui régnoit dans toute sa personne, apaisa bientôt le tumulte. S. A. R. promit de ne jamais quitter le roi (1), et se rendit ensuite aux Tuileries, au milieu d'un peuple immense et de nombreux détachemens de la garde natio-

(1) Une de ces femmes lui dit : « Mais si le roi nous » quittoit, vous nous resteriez, n'est-ce pas? » La question étoit embarrassante; le prince s'en tira très-habilement : « Pour une femme d'esprit, lui dit-il, en » la regardant fixement et en souriant, vous me faites une » question bien bête ». Les éclats de rire partirent aussitôt de toutes parts; les autres femmes demandèrent à Monsieur la permission de l'embrasser, et se retirèrent.

nale qui s'étoient ralliés autour de lui pou
tenir les séditieux et veiller à la sûr
prince.

A cette époque, une partie des puissan
l'Europe paroissoit disposée à s'occuper s
sement des affaires de la France. Le jeun
pereur Léopold venoit de recueillir la s
sion de son frère. M. le comte d'Artois
émigrés français le sollicitoient viveme
faveur de Louis XVI, et le pressoient d
jurer l'orage qui menaçoit tous les t
Léopold étoit frère de la reine de France;
la voix du sang n'auroit pas parlé, son i
seul suffisoit pour l'éclairer sur les danger
position. M. le comte d'Artois venoit de
ter Turin, et de fixer son séjour à Cob
auprès de l'électeur de Trèves, son oncl
l'archevêque de Trèves étoit frère de la
phine, mère de Louis XVI. Un nombre
sidérable de gentilshommes émigrés
réuni autour de lui. On y comptoit pr
tous les officiers de l'armée, que des sold
ditieux avoient chassés de leurs rangs. Le
de Condé, le maréchal de Broglie étoi
Worms, mais ils n'avoient pas encore d'a
Chaque jour les nouvelles de Paris dever
plus inquiétantes. Les usurpations de l'a
blée n'avoient plus de mesures, ni de bo

Le roi étoit prisonnier aux Tuileries ; la constitution qu'on se hâtoit d'achever, sembloit plutôt destinée pour une république démocratique, que pour une monarchie. Les esprits sages présageoient la chute prochaine du trône. Il étoit urgent de le soutenir. Mais la cour de Coblentz ne comptoit qu'un petit nombre d'hommes capables de conduire une pareille entreprise. M. de Calonne, par son esprit, et la rare facilité avec laquelle il traitoit les affaires, parut seul en état de sauver la monarchie. On l'appela à Coblentz, et il devint bientôt l'âme de tous les conseils.

Coblentz étoit la résidence habituelle de l'électeur de Trèves son souverain. C'est une ville peu considérable, mais située avantageusement au confluent du Rhin et de la Meuse ; ses rues sont belles, ses places vastes, sa citadelle est susceptible de défense. L'électeur y avoit sa cour, sa chancellerie, ses ministres, sa police, sa garde et une partie de ses troupes. M. de Calonne conçut qu'une armée française, qui se rassembleroit à Coblentz, seroit essentiellement gênée dans ses opérations, si le prince, qui devoit la commander, étoit obligé lui-même d'obéir à une autorité étrangère. Il eut l'adresse d'obtenir de l'électeur une portion de pouvoir dans l'électorat de Trèves. On accorda la haute police de Coblentz au comte d'Artois. M. de

Calonne en prit la direction, et confia une pa
tie de sa puissance à deux hommes d'un tale
et d'une profession différente. L'un, appel
Prioran, avoit été prévôt de maréchaussée d
chasses du roi; il fut chargé de la partie mil
taire. L'autre, nommé *Rey*, étoit un ancie
lieutenant de police de Lyon; la partie civi
lui fut déférée.

M. de Calonne n'étoit pas homme à s'o
blier. Il se fit donner la promesse d'être éle
au rang de Pair de France, quand la co
tre-révolution seroit opérée. M. le comte d'A
tois le choisit pour son premier ministre, et l
remit le soin de ses finances. M. le maréchal d
Broglie eut le ministère de la guerre. On in
titua une espèce de sénat souverain sous le no
de conseil du prince.

Il ne restoit plus que l'armée à créer, et c'é
toit le point le plus difficile. Le nombre de
émigrés étoit considérable, mais leurs préten
tions presque impossibles à concilier. Quelque
uns, fidèles au principes de la monarchie, crai
gnoient de s'engager dans des résolutions qu
n'avoient point l'assentiment du roi. Ils voyoie
le trône près de tomber, mais ils craignoient d'e
accélérer la chute. Le prince étoit sous le po
gnard de ses ennemis; s'armer en son nom
c'étoit en quelque sorte le rendre complice

cette mesure ; c'étoit le mettre en guerre ouverte avec le parti populaire, et l'exposer à toutes les fureurs d'une multitude égarée et fanatique ; s'armer contre ses intentions et sa volonté, c'étoit méconnoître son autorité, et le déclarer en quelque sorte déchu du trône. Jamais souverain ne s'étoit trouvé dans une situation plus difficile. Ses amis et ses ennemis le mettoient dans un égal danger.

Cet excellent monarque étoit prêt à tout sacrifier pour le bonheur de ses sujets. Leur ingratitude n'avoit pu altérer ses sentimens d'amour, ses pensées de bienfaisance. Il avoit employé tout ce que la vertu peut inspirer de plus noble, de plus désintéressé pour conjurer les maux qui désoloient son empire, pour arrêter le torrent de calamités qui se répandoit sur la France. Inutiles efforts ! La fatalité, qui pesoit sur sa tête, l'entraînoit malgré lui, et sembloit lui faire un crime de ses vertus.

Dans cette déplorable situation, Louis XVI, pour éviter de plus grands malheurs, prit le parti d'émigrer, et quitta le château des Tuileries le 21 juin 1791, à deux heures du matin. C'étoit la nuit la plus courte de l'année, et, par conséquent, le temps le moins propre à un voyage secret. Mais le danger étoit pressant, et le roi n'avoit pas le choix. La famille royale sortit à

deux heures du matin, sans que personne s'e aperçût, et prit la route de Châlons-sur-Marn Mais la fortune qui n'avoit cessé jusqu'alors d trahir le roi, le trahit encore, et l'on sait com ment ce vertueux et infortuné monarque fi arrêté à Varennes.

Monsieur, qui avoit promis de ne jamais se s parer du roi, avoit été plus heureux. Soit que s équipages fussent moins nombreux, soit que s traits fussent moins connus, il arriva heureu sement à Bruxelles par la route de Maubeuge. avoit avec lui M. le comte d'Avaray, dont l'inte ligence, le dévoûment et le sang-froid lui furen d'une grande utilité. Comme ce seigneur parlo avec une extrême facilité la langue anglaise, se fit passer pour un voyageur anglais. Madame qui étoit partie en même temps que Monsieu mais par une route différente, eut également le bonheur de gagner les frontières sans acci dent. Monsieur devoit rejoindre le roi à Longw Quelle fut sa douleur, lorsqu'il apprit la funes issue de cette malheureuse tentative ! Il se hâ de se rendre à Coblentz auprès de M. le com d'Artois, et ils occupèrent l'un et l'autre le ch teau de Schœnburnsht.

Les affaires étoient encore loin de se présen ter sous un jour favorable. Le régiment de Be wick venoit d'émigrer. Monsieur essaya vain

ment de le faire entrer au service du prince de Newied ; il ne put obtenir cette faveur. La Prusse et l'Autriche n'avoient encore rien fait de décisif ; mais on attendoit la réunion des deux souverains de ces états, à Pilnitz. Elle eut lieu au mois d'août suivant ; M. le comte d'Artois et M. de Calonne s'y rendirent, et obtinrent enfin une déclaration solennelle. L'empereur et le roi de Prusse reconnoissoient :

« Que la situation du roi de France étoit » d'un intérêt commun à tous les souverains » de l'Europe ; ils promettoient d'employer » les moyens les plus efficaces pour mettre » Sa Majesté en état d'affermir, dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique également convenables aux droits » des souverains et au bien-être de la nation » française ; alors, et dans ce cas, leursdites » Majestés, l'empereur et le roi de Prusse, » étoient résolues d'agir promptement, d'un » mutuel accord, avec des forces suffisantes pour » obtenir le but proposé et commun ; en attendant, elles donneroient à leurs troupes » les ordres nécessaires pour accélérer l'exécution de leurs desseins ».

Cette déclaration releva toutes les espérances du parti royaliste, les émigrés eurent peine à con-

nir leur joie. On se figuroit la contre-révoluti opérée dans quelques mois; on voyoit les fers roi brisés, le trône rendu à sa première splende Mais déjà la situation de Louis XVI n'étoit p la même; l'extrême bonté de ce prince av désarmé ses ennemis les plus opiniâtres. avoit apporté quelques modifications à l'a constitutionnel; on paroissoit même dispos faire de nouveaux sacrifices à la prérogat royale. Le monarque, toujours animé de pensée du bien public, se disposoit à accep la constitution; la nation sembloit réconcil avec son souverain. Les cris de *vive le R* commençoient à se faire entendre; on ne p loit plus que de concorde et de paix; les cœ s'ouvroient à l'espoir d'un heureux avenir.

Les circonstances paroissoient donc peu pr pres à former une ligue. Mais les princes ne faisoient point illusion sur cette fugitive esp rance de réconciliation et de repos. Ils lisoie plus avant que le roi dans la disposition des prits, et y découvroient les présages de no veaux troubles. Le trône n'avoit plus de défe seurs, et se trouvoit isolé au milieu de tous élémens des tempêtes. Ils résolurent de profi du secours de deux grands monarques pour raffermir.

Monsieur adressa au roi un manifeste, dans

quel il lui rendoit compte de ses desseins : cette pièce est d'une grande importance; elle prouve, comme nous l'avons déjà dit, que ce vertueux monarque ne portoit dans son cœur que des sentimens d'amour, de justice et de bienveillance.

« Sire,

» Lorsque l'assemblée, qui vous doit l'existence et qui ne l'a fait servir qu'à la destruction de votre pouvoir, se croit au moment de consommer sa coupable entreprise; lorsqu'elle ose vous présenter l'option, ou de souscrire à des décrets qui feroient le malheur de vos peuples, ou de cesser d'être roi, nous nous empressons d'apprendre à votre Majesté que les puissances, dont nous avons réclamé pour elle le secours, sont déterminées à y employer leurs forces, et que l'empereur et le roi de Prusse viennent d'en contracter l'engagement mutuel. Le sage Léopold a signé cet engagement à Pilnitz, le 27 du mois dernier, conjointement avec le digne successeur du grand Frédéric.

» Les autres cours sont dans les mêmes dispositions. Les princes et les états de l'empire ont déjà protesté dans des actes authentiques. Vous ne sauriez douter, Sire, de

» l'intérêt des rois de la maison de Bourbo
» Les généreux sentimens du roi de Sardaign
» notre beau-père, ne peuvent pas être inc
» tains. Vous avez droit de compter sur ce
» des Suisses, les bons et anciens amis de
» France. Jusque dans le fond du Nord, un
» magnanime veut aussi contribuer à rétal
» votre autorité, et l'immortelle Catherine
» qui aucun genre de gloire n'est étranger,
» laissera pas échapper celle de défendre
» cause de tous les souverains. Ainsi, dans
» malheurs, Sire, vous avez la consolation
» voir toutes les puissances conspirer à les fi
» cesser; et votre famille, dans le moment
» tique où vous êtes, aura, pour appui, l'
» rope toute entière.

» Ceux qui savent qu'on n'ébranle vos r
» lutions qu'en attaquant votre sensibilité, v
» dront sans doute vous faire envisager l'a
» des puissances étrangères, comme pouv
» devenir funeste à vos sujets; mais, Sire,
» intentions des souverains qui vous donner
» des secours, sont aussi droites, aussi pures
» le zèle qui nous les a fait solliciter. Elles n'
» rien d'effrayant, ni pour l'état, ni pour
» peuples. Ce n'est point les attaquer, c'est l
» rendre le plus signalé des services, que de
» arracher au despotisme des démagogues et

alamités de l'anarchie ; c'est venger la liberté, ue de réprimer la licence ; c'est affranchir la ıtion, que de rétablir la force publique.

Le but des puissances confédérées n'est que soutenir la partie saine de la nation, contre partie délirante, et d'éteindre, au sein du raume, le volcan de fanatisme, dont les ıptions propagées menacent tous les em- es.

L'ivresse, Sire, n'a qu'un temps ; les succès crime ont des bornes ; on se lasse bientôt succès, quand on en devient soi-même time. Bientôt l'on se demandera pourquoi ı se bat ? et l'on verra que c'est pour servir abition d'une troupe de factieux qu'on mé- ıe, contre un roi qui s'est toujours montré e et humain : pourquoi l'on se ruine ? et verra que c'est pour assouvir la cupidité ceux qui se sont emparés de toutes les ri- ıses de l'état, qui en font le plus détestable ge, et qui, chargés de restaurer les finances liques, les ont précipitées dans un abîme uvantable : pourquoi l'on viole les devoirs lus sacrés? et l'on verra que c'est pour de- ir plus pauvres, plus souffrans, plus vexés, ; imposés qu'on ne l'avoit jamais été : pour- i on bouleverse l'ancien gouvernement ? on verra que c'est dans le vain espoir d'en

» introduire un, qui, s'il étoit praticable, se-
» roit mille fois plus abusif; mais dont l'exécu-
» tion est absolument impossible.

» Ne jugez pas, Sire, de la disposition du
» plus grand nombre par les mouvemens des plus
» turbulens. Ce qu'on vous cache, et ce qui dé-
» note bien mieux le changement qui se fait
» de jour en jour dans l'opinion publique, ce
» sont les marques de mécontentement qui per-
» cent dans toutes les provinces, et qui n'atten-
» dent qu'un appui pour éclater.

» Ne croyez pas, Sire, aux exagérations des
» dangers par lesquels on s'efforce de vous ef-
» frayer. Depuis trop long-temps on abuse de ce
» artifice, et le moment est venu de rejeter sur les
» factieux, l'arme de la terreur, qui, jusqu'ici,
» a fait toute leur force. Les grands forfaits ne
» sont point à craindre, lorsqu'il n'y a aucun
» intérêt à les commettre, ni aucun moyen d'é-
» viter, en les commettant, une punition ter-
» rible. Tout Paris sait, tout Paris doit savoir
» que si une scélératesse fanatique ou soudoyée
» osoit attenter à vos jours, ou à ceux de la
» reine, des armées nombreuses chassant de-
» vant-elle une milice foible par indiscipline, et
» découragée par le remords, viendroit aussitôt
» fondre sur la ville impie qui auroit attiré sur

» elle la vengeance du ciel et l'indignation de » l'univers.

» Mais si la plus aveugle fureur armoit un » bras parricide, vous verriez, Sire, des mil» liers de citoyens fidèles se précipiter au» tour de la famille royale; vous couvrir, s'il le » falloit, de leurs corps, et verser tout leur sang » pour défendre le vôtre (1)..... Eh! pourquoi » cesseriez-vous de compter sur l'affection d'un » peuple dont vous n'avez pas cessé de vouloir » un seul instant le bonheur? Si le Français se » laisse facilement égarer, il rentre aussi faci» lement dans la route du devoir. Ses mœurs » sont trop douces, pour qu'il soit long-temps » féroce; son amour pour ses rois trop enra» ciné dans son cœur, pour qu'une illusion fu» neste ait pu l'en arracher entièrement.

---

(1) L'événement a démenti ces promesses. Un crime plus grand que l'assassinat a été commis envers Louis XVI, et pas un bras ne s'est armé pour renverser l'échafaud sur ceux qui l'avaient élevé. C'est que dans tous les temps, et surtout dans les temps de troubles, la destinée des hommes est que le plus grand nombre soit subjugué par le plus petit, c'est que, quelle que soit la puissance qui commande, ses ordres sont toujours exécutés quand elle peut disposer des baïonnettes et des écus.

Note de l'auteur.

» L'assemblée vous a présenté, le 3 de ce
» mois, le résumé de son acte constitutionnel.
» Quel seroit donc le danger auquel votre Ma-
» jesté s'exposeroit, si elle refusoit de l'accep-
» ter? Au dire même de vos plus cruels op-
» presseurs, vous n'en auriez d'autre à crain-
» dre que d'être destitué de la royauté.

» Mais qu'importe, Sire, que vous cessiez
» d'être roi aux yeux des factieux, lorsque vous
» le seriez plus solidement, plus glorieusement
» aux yeux de toute l'Europe et dans le cœur de
» tous vos sujets fidèles? Qu'importe que, par
» une entreprise insensée, on osât vous décla-
» rer déchu du trône de vos ancêtres, lorsque
» les forces combinées de toutes les puissances
» sont préparées pour vous y maintenir et pu-
» nir les vils usurpateurs qui en auroient souillé
» l'éclat? Le danger seroit bien plus grand, si
» vous résignant à n'avoir plus que le vain titre
» d'un roi sans pouvoir, vous paroissiez, au ju-
» gement de l'univers, abdiquer la couronne
» dont chacun sait que la conservation exige
» celle des droits inaliénables qui y sont essen-
» tiellement inhérens.

» Le plus sacré des devoirs, Sire, ainsi que
» le plus vif attachement, nous portent à mettre
» sous vos yeux toutes ces conséquences dan-
» gereuses, en même temps que nous vous pré-

» sentons la masse des forces imposantes qui » doit être la sauvegarde de votre fermeté. » Mais si des motifs que nous ne pouvons aper- » cevoir, et qui ne pourroient avoir pour prin- » cipe que l'excès de la violence, forçoient votre » main de souscrire une acceptation que votre » cœur rejette, que l'intérêt de vos peuples re- » pousse et que votre devoir de roi vous inter- » dit expressément, nous devons vous annon- » cer, et même nous jurons à vos pieds que » nous protesterions à la face de toute la terre, » et de la manière la plus solennelle, contre cet » acte illusoire, et tout ce qui pourroit en dé- » pendre.

» Nous protesterions pour vous et en votre » nom, et nous exprimerions vos vrais senti- » mens, tels qu'ils sont consignés au serment » de votre avènement au trône, tels qu'ils sont » constatés dans les actions de votre vie entière. » Car votre volonté n'existe que dans les actes » où elle respire librement.

» Nous protesterions pour vos peuples, qui » ne peuvent, en ce moment, apercevoir com- » bien ce fantôme de constitution nouvelle leur » deviendroit funeste.

» Nous protesterions pour la religion de nos » pères, qui est attaquée dans ses dogmes, dans » son culte et dans ses ministres.

» Nous protesterions pour les maximes fo
» damentales de la monarchie, dont il ne vo
» est pas permis, Sire, de vous départir. I
» comment pourriez-vous donner une appr
» bation sincère et valide à la prétendue cons
» tution qui a produit tant de maux ?

» Dépositaire usufruitier du trône que vo
» avez hérité de vos aïeux, vous ne pouvez
» en aliéner les droits primordiaux, ni détrui
» la base constitutive sur lequel il est assis.

» Défenseur né de la religion de vos état
» vous ne pouvez pas consentir à ce qui tend
» sa ruine, ni abandonner ses ministres à l'o
» probre.

» Débiteur de la justice à vos sujets, vous n
» pouvez pas renoncer à la fonction essentie
» lement royale, de la leur faire rendre par d
» tribunaux légalement constitués, et d'en su
» veiller vous-même l'administration.

» Protecteur des droits de tous les ordres
» des possessions de tous les particuliers, vo
» ne pouvez pas les laisser violer et anéantir p
» la plus arbitraire des oppressions.

» Enfin, père de vos peuples, vous ne po
» vez pas les livrer au désordre et à l'anarch
» Si le crime qui vous obsède, et la violen
» qui vous lie les mains, ne vous permette
» pas de remplir ces devoirs sacrés, ils n'en s

» pas moins gravés dans votre cœur en traits » ineffaçables, et nous accomplirions votre vo- » lonté réelle, en suppléant, autant qu'il est » en nous, à l'impossibilité où vous seriez de » l'exercer.

» Dussiez-vous même nous le défendre, et » fussiez-vous forcé de vous dire libre en nous » le défendant; ces défenses, évidemment con- » traires à vos sentimens, ne pourroient cer- » tainement pas nous faire trahir notre devoir, » sacrifier vos intérêts, et manquer à ce que la » France auroit droit d'exiger de nous en pa- » reille circonstance. Nous obéirions, Sire, à » vos véritables commandemens, en résistant à » des défenses extorquées, et nous serions sûrs » de votre approbation, en suivant les lois de » l'honneur. »

Ce manifeste étoit daté du château de Schœn- bornst, le 10 septembre. Le prince de Condé, le duc de Bourbon et le duc d'Enghien expri- mèrent le lendemain les mêmes sentimens dans une lettre qu'ils adressèrent au roi. Et trois jours après, Louis XVI accepta la constitution.

Il y a des temps où tous les calculs de la sa- gesse sont en défaut, où l'on diroit qu'il est im- possible de prendre une bonne résolution.

On pouvoit regarder comme une extraor- dinaire imprudence, de rassembler une armée

sur les frontières de la France, au moi même où la révolution sembloit être finie menacer d'un châtiment terrible, une n fière, tourmentée d'une fièvre ardente, et à se porter à tous les excès pour sauver ce q appeloit sa liberté. C'étoit allumer, sans e de succès, tous les feux d'une guerre civil pour prévenir la chute du monarque et du t les exposer aux derniers dangers.

Mais l'assemblée avoit la première prov l'incendie en abolissant la noblesse; en la dé lant de ses titres, elle l'avoit attaquée da qu'elle avoit de plus cher. On peut suppor perte de tous les biens, mais on ne supporte mépris. La noblesse se croyoit avilie, et s rifioit de combattre pour l'honneur. D'ant et respectables préjugés lui représentoie Majesté Royale, comme un dépôt sacré co sa loyauté et à sa bravoure. Elle se demand elle devoit laisser périr tranquillement la narchie, rester spectatrice d'une aussi g catastrophe, et voir tomber le roi sans es de lui prêter une main secourable ? El voyoit dans l'agitation des esprits, que l'a de quelques factieux qui vouloient tout re ser pour s'emparer de tout, et créer de velles institutions pour s'en approprier to bienfaits.

is elle s'aveugloit sur les véritables dispo-
s du peuple ; elle ne voyoit pas que les
ux n'ont de puissance, que parce qu'ils
ent l'opinion publique. Les nobles ne par-
que de pouvoir absolu, dans un temps
utes les volontés étoient liguées contre le
ir absolu ; ils ne s'occupoient que de la
vation de leurs priviléges à une époque
priviléges étoient devenus l'objet d'une
ie, d'une haine irréconciliable.

st presque impossible que la vérité par-
e aux rois et aux grands ; ils sont placés
aut pour bien discerner les objets ; ils sont
s par trop d'obstacles pour bien juger le
e. On ne dit point la vérité aux rois, parce
met son intérêt avant celui du prince, et
st plus facile d'avancer par la flatterie, que
franchise. On ne dit point la vérité aux
parce qu'on est souvent soi-même hors
de la connoître ; parce qu'on se fait un
ne de vision conforme à ses intérêts, à ses
és ; parce qu'on aime mieux se peindre
ets d'après son imagination, que d'après
ité ; parce qu'on aime mieux voir les
comme on désire qu'elles soient, que
e elles sont réellement. Il est, dans toute
, deux sortes d'aveugles ou de vues foi-
es grands et les petits. Les grands qui ne

voient pas au-dessous de la sphère où ils sont élevés; les petits qui ne voient pas au-dessus du cercle étroit où la nature les a enfermés. Les seuls juges, éclairés de l'opinion publique, se trouvent dans la classe moyenne de la société, qui, placée entre les grands et le peuple, également rapprochée de tous les ordres, atteint avec une égale facilité tous les objets. Elle occupe le centre; les autres n'occupent que les extrémités.

On peut donc croire que le conseil de Coblentz se trompa. Mais cette erreur avoit sa source dans des sentimens nobles et généreux. On s'occupa, dès ce moment, de former une armée intéressée elle-même dans la grande cause qu'il s'agissoit de défendre. On avoit précédemment adressé une lettre circulaire à tous les anciens gardes-du-corps, pour les engager à se réunir autour des princes. On décréta le rétablissement des mousquetaires, des chevau-légers, des gardes de la porte, des gendarmes de la garde qui avoient été supprimés ou réduits en 1775. On rappela la gendarmerie réformée en 1789; on recomposa les maisons militaires de Monsieur, et de M. le comte d'Artois; on créa de nouveaux corps de cavalerie sous le nom de chevaliers de la couronne; on décréta la levée d'une foule d'autres corps

cavalerie et d'infanterie, sous la dénomination de compagnies des provinces. Chaque province eut les siennes. Et telle étoit l'émigration de la province du Poitou, qu'elle seule en eut sept.

On assigna quarante-cinq francs de solde par mois à chaque fantassin, soixante-quinze à chaque cavalier; on porta à quatre-vingts francs celle des gardes du roi, des gardes de Monsieur et des gardes d'Artois. Tous devoient être habillés, équipés, montés, armés aux frais des princes. Ces brillans avantages attirèrent une foule considérable de guerriers de tout âge, de tout rang. Jamais l'esprit de chevalerie ne s'étoit montré avec plus d'éclat. La bourgeoisie elle-même voulut prendre part à cette ligue glorieuse; une multitude de jeunes gens, sortis les gardes nationales, vinrent offrir de se former en milices royales. L'ambition, le besoin, la cupidité amenoient encore tous les jours de nouveaux défenseurs.

Rien n'étoit en apparence plus propre que cette armée à remplir les grands desseins que l'on se proposoit; tous étoient animés des mêmes sentimens, des mêmes intérêts; tous brûloient d'entrer en campagne et de venger la cause du trône et la leur propre; on se promettoit les triomphes les plus éclatans et les

plus rapides; on ne regardoit la campagne de Coblentz à Paris que comme une simple promenade. La jeune noblesse, surtout, manifestoit une confiance sans bornes; elle se figuroit ce titre de gentilhomme comme une espèce de talisman qui devoit frapper d'effroi ses ennemis, et dissiper leurs bataillons roturiers; elle ne voyoit dans l'armée des patriotes qu'une multitude révoltée, qui n'oseroit tenir devant leurs anciens chefs; elle auroit imité volontiers ce peuple célèbre, qui dans une guerre d'esclaves, ne voulut s'armer que de fouets.

Mais en examinant de sang-froid les élémens de cette illustre croisade, ses prétentions et ses espérances, on n'y voyoit que de brillantes illusions. Comment plier à la discipline et à l'obéissance des soldats qui se croyoient tous faits pour commander? pouvoit-on se flatter que des hommes accoutumés à toutes les délicatesses de la vie supporteroient les fatigues de la guerre, la faim, la soif, et toutes les rigueurs des saisons? Les jalousies, les rivalités, la brigue ne devoient elle pas s'introduire dans les rangs et y porter la mésintelligence?

Les germes de division se manifestoient dans l'armée; des hommes médiocres en talens, mais habiles en intrigue, étoient parvenus à usurper les emplois dus à la capacité et au mérite. On

voyoit à la tête des nouveaux corps, des colonels, des lieutenans-colonels, des majors dont plusieurs n'avoient jamais servi, et qui étoient réduits à prendre en secret des leçons pour commander les plus simples manœuvres; ces inconvéniens sont de tous les temps, de tous les états, de toutes les entreprises.

L'armée de la révolution étoit organisée sur un plan bien opposé. Le soldat, devenu libre de se choisir ses chefs, ne consultoit ni la naissance, ni la richesse, ni l'éducation; il donnoit la préférence au plus brave, au plus audacieux, souvent au plus téméraire; la mesure du patriotisme étoit la mesure de sa faveur; tous étoient vêtus d'étoffes communes, tous s'accommodoient d'une nourriture simple et grossière; tous également robustes savoient dormir sur la terre et braver l'inclémence des saisons. Le enthousiasme de la liberté remplaçoit, chez la plupart, l'instruction et la discipline.

Ces contrastes n'avoient point échappé à l'esprit sage et judicieux de Louis XVI; ce n'étoit point par foiblesse, mais par prudence, que cet excellent prince avoit accepté la constitution. Après le fatal événement de Varennes, il ne voyoit plus de salut pour le trône que dans cette mesure, et quelques sacrifices qu'elle lui imposât, il étoit prêt à les subir tous pourvu

qu'ils contribuassent au repos de la France et a
bonheur de ses sujets; il ne voyoit qu'avec
plus vive inquiétude les préparatifs de guer
qu'on faisoit au dehors; son âme se rempli
soit chaque jour de funestes présages. Effra
de l'avenir, il conjura ses frères et tous l
princes de sa maison de se réunir à lui. Il éc
vit à Monsieur :

« Votre absence est un prétexte pour to
» les malveillans, une sorte d'excuse pour to
» les Français trompés, qui croyent me serv
» en tenant la France dans une agitation et un
» inquiétude qui fait le tourment de ma vi
» Croyez moi, mon frère, repoussez les dout
» qu'on voudroit vous donner sur ma liberté
» je vais prouver, par un acte bien solennel
» et qui vous intéresse (1), que je puis agir l
» brement. Prouvez-moi que vous êtes mo
» frère et Français, en cédant à mes instances
» votre véritable place est auprès de moi; votr
» intérêt, vos sentimens vous conseillent éga
» lement de venir la reprendre ».

Ses autres lettres n'étoient ni moins tendres
ni moins pressantes; mais alors les idées d

(1) Le roi vouloit parler du *véto* qu'il se disposoit opposer au décret de l'assemblée contre les émigrés.

guerre exaltoient tous les esprits; on se flattoit d'une conquête si prochaine, le roi paroissoit si peu libre dans les actes qui émanoient de lui, et la nouvelle assemblée législative manifestoit des projets si audacieux et si coupables; que Monsieur et tous les princes crurent de leur devoir de poursuivre la noble entreprise dont ils s'occupoient. Qui de nous oseroit les blâmer? Monsieur répondit au roi :

SIRE,

« Le comte de Vergennes m'a remis une » lettre de votre Majesté, je l'ai lue avec res- » pect; mais l'ordre qu'elle contient de me » rendre auprès de votre Majesté n'est pas l'ex- » pression libre de sa volonté; et mon hon- » neur, mon devoir, ma tendresse même me » défendent également d'y obéir ».

Dès ce moment, tout espoir de conciliation fut perdu; l'assemblée avoit rendu un décret par lequel elle requéroit les princes de rentrer en France; celui qui regardoit Monsieur étoit ainsi conçu :

« Louis-Joseph-Stanislas-Xavier, prince » français, l'assemblée nationale vous requiert, » en vertu de la constitution française, titre » III, chapitre II, section III, article II, de

» rentrer dans le royaume dans le délai d
» deux mois, à compter de ce jour; faute d
» quoi, et après l'expiration dudit délai, vou
» perdrez votre droit éventuel à la régence ».

La hauteur et la rudesse de cette formul révoltèrent tout le monde.

La jeune noblesse de Coblentz s'amusa à l parodier de cette manière :

« Gens de l'assemblée française, se disan » nationale, la raison vous requiert, en vert » du titre 1, chapitre 1, section 1, article 1, d » lois imprescriptibles du sens commun, d » rentrer en vous-mêmes, dans le délai de deu » mois, à compter de ce jour; faute de quoi » et après l'expiration dudit délai, vous sere » censés avoir abdiqué votre droit à la qualit » d'êtres raisonnables, et ne serez plus cous » dérés que comme des fous enragés digne » des petites-maisons ».

De son côté, l'assemblée prenoit tous l jours une attitude plus menaçante et ne diss muloit plus ses intentions; on s'étoit flatté d l'intimider par des préparatifs de guerre, o ne fit qu'accroître le fanatisme révolutio naire; elle renfermoit dans son sein une fou d'hommes passionnés et violens, que le gén de la destruction sembloit avoir déchaînés po le malheur de la France. Déjà l'on y remarquo

avec effroi les Couthon, les Bazire, les Albite, les Lequinio, les Lacroix, les Chabot, les Chondieu, les Cambon, et cette multitude de frénétiques qui acquirent depuis une si funeste renommée. La salle des jacobins retentissoit tous les jours de harangues incendiaires et séditieuses; les faubourgs soulevés par les factieux, inondoient l'assemblée de leurs députations, et par l'audace de leurs discours, frappoient de terreur les âmes timides, toujours les plus nombreuses dans les grandes réunions (1).

---

(1) Voici de quel manière s'exprimoient alors les Démosthènes du faubourg Saint-Antoine : il s'agissoit d'une pétition présentée à l'assemblée par les membres du directoire du département de Paris, pour être autorisés à payer la pension des ecclésiastiques, sans exiger d'eux une prestation de serment.

« Les membres du directoire du département de Paris » ont appelé la guerre civile; mais le peuple tient prête » la foudre qui doit les frapper. Des prêtres, jadis de » toute couleur, abusoient de la crédulité publique pour » exciter des troubles; on favorise ce reste impur de » fanatisme dont la philosophie auroit dû depuis long- » temps purger l'empire. Monstres (*on applaudit*), le » dieu au nom duquel vous effrayez les âmes foibles et » crédules est le dieu des passions, et le nôtre est celui » de la clémence; et vous traîtres, que la constitution

On rendit des décrets d'accusation contre les princes français et les chefs de l'émigration, et l'on prononça la confiscation de leurs biens. Le roi, lui-même, s'empressa de désavouer les rassemblemens qui se faisoient en son nom, et ouvrit des négociations avec les souverains d'Allemagne pour les faire cesser; mais ni la pureté de ses sentimens, ni la loyauté de ses démarches ne pouvoient le préserver des attaques des factieux. Chaque jour voyoit naître

---

» a nommés princes français, qui préférez la qualité » honteuse de chef de brigands, vous voulez apporter le » fer et le feu dans votre patrie; nous brûlerons nos pro- » priétés, nos femmes, nos enfans, notre dernier soupir » sera pour la liberté, vous régnerez sur des monceaux » de cadavres, et vous boirez sur les ruines de votre propre » patrie, le sang des citoyens.

» Vous, législateurs, la nation vous reproche votre » clémence : parlez et deux millions de bras se leveront » pour exterminer les révoltés; les Catilina ne sont pas » tous au bord du Rhin, ils sont dans la capitale, ils » siégent dans l'administration; mais les citoyens des » faubourgs ont encore les bras, les canons, les piques » qui ont fait disparaître la bastille. Cette vérité nous a » valu le nom honorable de séditieux; mais nous le ju- » rons, sans l'assemblée nationale et la liberté, il n'y a » plus de patrie pour nous, nous mourrons s'il le faut » pour les défendre; tel est le dernier cri des citoyens » du faubourg Saint-Antoine ».

de nouvelles calomnies contre lui, et de nouvelles entreprises contre son autorité; les députés de la Gironde exerçoient sur l'assemblée une autorité absolue, et régnoient encore plus par la terreur que par l'ascendant de l'esprit et du talent.

Les préparatifs des puissances alliées ne se faisoient qu'avec lenteur et timidité; l'armée des émigrés se consumoit insensiblement, la désunion régnoit parmi ses chefs; on y comptoit deux partis, celui de M. de Calonne, qui soutenoit l'autorité absolue, et celui de M. de Breteuil qui tenoit pour une constitution libre. Monsieur protégeoit ouvertement M. de Breteuil.

La pénurie des finances commençoit également à se faire sentir; la solde de l'armée étoit arriérée, ceux à qui il restoit encore quelques ressources personnelles consentirent facilement à en faire l'abandon; les autres se réduisirent héroïquement au laitage et aux pommes de terre pour toute nourriture; ce trait de sobriété, digne des Fabricius et des Cincinnatus, reçut de grands éloges. Mais le mal alloit toujours croissant; le soupçon et la défiance sont enfans du malheur. M. le prince de Condé avoit failli être assassiné à Worms, par le frère même d'un des gentilshommes de l'armée des

princes; les inquiétudes produisoient les délations; la police de Coblentz devint ombrageuse, et souvent les plus légers motifs lui suffirent pour la porter à des mesures arbitraires. En peu de temps, la citadelle de Coblentz se trouva transformée en prison d'état; les esprits s'aigrissoient, d'anciennes haines se réveillèrent, il en naquit de nouvelles, et cet esprit d'amour et de concorde, si nécessaire pour le succès des entreprises, fut exilé de Coblentz.

M. de Calonne vouloit soutenir son opinion par l'opinion publique. Il fit venir à Coblentz le journaliste Sulleau, et le chargea de la rédaction d'une feuille périodique sous le nom *du Journal des Princes;* mais ce n'étoit, en effet, que le journal de M. de Calonne; le peu de mesure avec lequel il étoit écrit força bientôt le ministre à en changer le titre, puis à l'abandonner. Sulleau avoit été récompensé magnifiquement; il avoit reçu, le lendemain de son arrivée, un présent de deux mille écus; les divers corps de l'armée lui avoient fait des visites, et quoique né dans l'ordre des plébéiens, on l'avoit admis dans les chevau-légers, compagnie composée de gentilshommes.

Mais le journal avoit produit l'effet demandé; l'exaltation étoit à son comble, on ne

oit plus que de pouvoir absolu, de royauté
lue ; il falloit renverser nos vieilles cons-
ions jusque dans leurs fondemens, anéan-
s états généraux ; jamais il n'en étoit sorti
des malheurs. Il falloit tirer une vengeance
tante des insultes faites au trône et à la
esse ; détruire de fond en comble la cou-
e ville de Paris ; il falloit, si l'armée répu-
ine présentoit aux émigrés leurs femmes et
s enfans pour s'en faire un rempart, il falloit
er le courage et l'héroïsme des anciens
es, et frapper sans regarder. C'étoit l'âme
sprit de Marat transportés dans le camp
royalistes.

n poussa la folie jusqu'à répandre en
magne les oracles d'une vieille sibylle de
ausanne, qui, en mourant, avoit pré-
ue, vingt ans après la mort de Louis XV,
eptre des Bourbons recouvreroit tout son
et toute sa puissance. Or, Louis XV étoit
t en 1774, on touchoit à l'année 1792,
l'avoit donc plus que deux ans à attendre.
a même temps, on écrivoit de tous les
s aux gentilshommes restés en France,
les inviter à seconder de tout leur pou-
l'accomplissement de ces heureuses pro-
ies. D'une extrémité de la France à l'autre,
outes de Coblentz étoient couvertes de che-

valiers errans, qui parcouroient tous les pc du royaume pour remplir leur glorieuse i sion; cette agitation puérile, ces mouven irréfléchis devinrent bientôt un sujet pu de dérision (1).

Il falloit toute la frivolité de M. de Calon pour se flatter d'opérer une contre-révolu avec de semblables ressources; mais il ne dé péroit de rien. Au mois de janvier 1792, il nonça une conquête certaine; c'étoient adresse, son génie qui l'avoient prépar Strasbourg étoit près d'ouvrir ses portes, avoit ménagé des intelligences, les magist et l'armée étoient gagnés, il ne s'agissoit de se présenter. M. le prince de Condé avo Worms 1800 hommes, on les lui dema pour entrer dans la place, et S. A. se mit marche. On ne pouvoit à cette époque com sur le secours d'aucune puissance étrangè l'armée des frères du roi n'étoit point orga sée; c'étoit donc avec 1800 hommes que l alloit essayer de s'emparer d'une des pl les plus fortes du royaume.

---

(1) Ce fut à cette époque qu'on inventa le jeu *l'émigré*, espèce de petite roulette suspendue à un laquelle monte et descend, va et revient suivant le m vement qu'on lui imprime.

Monsieur, qui n'avoit pu arrêter ce mouvement, voulut au moins en prévenir les suites funestes. Il chargea M. de Jaucourt de s'informer des véritables dispositions de la ville et d'en instruire le prince de Condé. On s'assura bientôt que M. de Calonne s'était abandonné aux rêves brillans de son imagination(1); que ja-

(1) Toutes les espérances de M. de Calonne étoient fondées sur une rixe qui avoit eu lieu, plus de deux mois auparavant, au théâtre de Strasbourg. On y jouoit l'opéra de *Richard-Cœur-de-Lion*. Un grand nombre d'officiers et de sous-officiers assistoient au spectacle. Lorsque l'acteur commença l'air si connu : *O Richard, ô mon Roi*, la salle retentit d'applaudissemens; deux patriotes se fâchèrent, on les réduisit au silence par des moyens très-énergiques, et le spectacle continua au milieu des plus vives acclamations. Il paraissoit constant que beaucoup d'officiers de l'armée de l'intérieur entretenoient des correspondances avec les officiers émigrés; ils étoient pour la plupart parens, amis, et croyoient défendre la même cause. La forteresse de Bitche étoit à peu près sans défense, et n'auroit peut-être pas tenu contre un coup de main; mais la petite armée du prince de Condé étoit hors d'état de l'entreprendre, et quand même elle auroit réussi, elle se seroit trouvée dans l'impossibilité de garder sa conquête. La rixe élevée au théâtre de Strasbourg, loin de servir M. de Calonne, n'avoit fait, au contraire, qu'éveiller la surveillance de l'assemblée, qui avoit pris toutes les mesures nécessaires pour s'assurer des places fortes.

mais Strasbourg n'avoit rien offert; que ni s
corps administratifs, ni sa garnison ne so
geoient à se rendre; que tous tenoient pl
que jamais à la nouvelle constitution, et q
la place étoit dans le meilleur état de défen
L'armée française rétrograda et alla se canto
ner à Bingen près de Mayence.

Après une aussi fausse démarche, tout aut
que M. de Calonne auroit été déconcerté; il n'
devint que plus entreprenant; toujours ple
d'espérances, toujours riche en promesses,
s'occupa de recruter de nouvelles forces po
l'armée des princes. Le conseil décréta la lev
ou l'augmentation d'une foule de corps mil
taires; on avoit besoin d'argent, on vendit l
emplois. Les officiers des gardes françaises pay
rent 600,000 francs le droit de se recréer sou
le nom de gendarmerie à pied. On ordonna l
formation de six régimens illyriens et d'un r
giment impérial russe. Les compagnies furen
déclarées héréditaires, et la concurrence devi
telle qu'on les paya jusqu'à 30,000 francs. E
même temps, le ministre convoqua la nobles
par provinces pour la faire délibérer sur un pla
de finances. Il s'agissait de consentir à l'aliéna
tion des revenus de l'état jusqu'à la concurrenc
de quarante millions, et de donner ses pro
pres biens en garantie. La province de Nor

mandie, qui délibéra la première, asquiesça sans difficulté à cette proposition. Celle de Poitou mit plus de lenteur et de réflexion dans ses délibérations, et, après un mûr examen, rejeta le projet; son exemple entraîna les autres provinces.

On devait peut-être s'étonner de voir ainsi un petit nombre d'hommes exilés de leur patrie, sans puissance et sans forces, disposer arbitrairement des ressources du royaume, et gouverner en souverains comme s'ils eussent été les maîtres au sein de la capitale; mais il y a des temps où il ne faut pas demander aux hommes raison de leur conduite.

Malgré la célèbre déclaration de Pilnitz, l'empereur Léopold n'avoit point encore songé à lever une armée (1). Ce prince, naturel-

(1) Quelques historiens d'une imagination un peu romanesque ont supposé que Léopold II avoit des intentions très-belliqueuses, et qu'il se disposoit à déployer des forces immenses pour seconder les émigrés et secourir Louis XVI. Dans un mémoire cité par M. Bertrand de Molleville, on lui fait dire qu'il est prêt à marcher sur Paris avec cent mille hommes; que l'Europe toute entière se réunit à lui, et qu'il compte déjà sous ses drapeaux vingt mille Espagnols, quinze mille Suisses, quinze mille Impériaux, vingt mille Piémontais, etc. Léopold étoit trop modeste

lement sage, humain, pacifique, craign
d'allumer une guerre qu'on ne pourr
plus éteindre, et de perdre Louis xvi
voulant le sauver. Il avoit poussé la pr
dence jusqu'à refuser aux émigrés la permissi
de former des rassemblemens dans ses éta
Son frère, l'électeur de Cologne, animé d
mêmes sentimens, suivoit la même politiq
Les émigrés se plaignoient avec hauteur
cette défection; ils accusoient publiquement
cabinet de Vienne d'indifférence et de timidit
lorsque la mort imprévue de l'empereur v
de nouveau changer la face des affaires.

François II, qui lui succédoit, étoit loin
pouvoir s'occuper des détails d'une coalitio
trop d'embarras l'assiégeoient à son avén
ment au trône. Il vouloit avant tout assu

---

pour se livrer à de pareilles forfanteries; et l'homme le p
ignorant en politique savoit alors que ni la Suisse, ni l'E
pagne, ni le Piémont, ni l'Empire, n'avoient fait s
tir un seul soldat de sa garnison. C'étoit à Coblentz qu'
fabriquoit ces sortes de manifestes. On prétend
effrayer le parti populaire; on ne faisoit qu'exciter
alarmes, éveiller sa sollicitude. Les chefs de ce parti p
fitoient de ces vaines menaces pour échauffer les espri
exagérer les dangers de l'état, et porter le gouver
ment à des mesures violentes. Ainsi l'on servoit la ré
lution en voulant la détruire.

ır son front la couronne impériale, et, pour y
ıssir, il avoit besoin de ménager le roi de
russe. Ce fut donc à ce prince qu'il déféra
ıonneur de conduire une entreprise qui de-
ıit avoir pour l'Europe les plus hautes consé-
ıences.

M. de Calonne profita de cette occasion pour
pandre, sous le nom de M. de Courvoisier, un
ritoù il démontroit avec raison la nécessité de
mettre aux princes le commandement des ar-
ées de la confédération ; en même temps il pro-
ısa de rassembler un petit nombre de pairs
de membres des parlemens, épars en Alle-
agne, pour délibérer sur la situation de la
rance, lui donner un gouvernement ; et
ınférer la régence à Monsieur : c'étoit suppo-
r que Louis XVI ne régnoit plus. Monsieur fut
premier à repousser ce projet, et l'on cessa
: s'en occuper.

Cependant Louis XVI, seul au milieu de tous
s orages, également alarmé et des préparа-
s des émigrés et des fureurs des patriotes,
it un parti qui sembloit désespéré, mais le
ul peut-être que la sagesse conseillât dans une
rconstance aussi difficile : il déclara la guerre
son neveu le roi de Bohême et de Hongrie ;
se flattoit, par cette démarche, de satisfaire la
ction populaire, d'occuper les esprits, d'ar-

rêter l'effervescence des émigrés, et de les séparer de l'Autriche ; car comment se persuader que des Français, attachés à leur roi, osassent joindre leurs armes à celles d'une puissance que le roi déclaroit son ennemie?

Aucune de ces espérances ne se réalisa. Les patriotes ne virent dans cette déclaration que de nouveaux moyens d'accusation contre le prince; les émigrés, qu'une nouvelle preuve de sa foiblesse et de sa captivité ; et des deux côtés on s'apprêta à une guerre terrible et sanglante.

Au mois de juin, le duc de Brunswick se rendit à Coblentz à la tête de l'armée prussienne, et avec le titre de généralissime de la confédération. Ce prince jouissoit d'une grande réputation militaire ; il se distinguoit par des mœurs simples et un extérieur très-modeste; mais au fond courtisan habile et consommé, plus expert encore dans la science des cours que dans les ruses de la guerre, il devoit une partie de sa renommée autant à son adresse qu'à l'élévation et à l'étendue réelle de ses talens. Les émigrés eussent désiré le prince Henri; mais Frédéric - Guillaume craignoit d'être éclipsé.

Ce monarque arriva à Coblentz huit jours après le duc de Brunswick, et occupa le château de Schœnburnhst. Les princes étoient au mi-

ı de l'armée française à Bingen. Les forces ssiennes étoient de trente mille hommes. de Calonne produisit ses plans de gouverne- nt et de campagne, et proposa le maréchal glie pour chef de l'armée émigrée.

'étoit un officier recommandable par de gran- vertus; régulier dans ses mœurs, attaché à eligion, et d'un caractère généreux et bien- ant; mais le temps lui avoit enlevé deux ndes ressources, la vigueur de l'âge et les seils de son frère, mort quelques années aravant; réduit à ses propres moyens, il s'é- sa tout à coup. Ses vues étoient courtes et esprit peu étendu; on disoit que toute sa po- ique se réduisoit à ces deux mots, *autorité olue*, *obéissance passive*. Il voyoit le prince ame un général, et les sujets comme des lats.

'est à Coblentz que M. de Calonne rédigea, ue le roi de Prusse et le duc de Brunswick ptèrent la fameuse déclaration adressée aux itans de Paris; on n'y parloit que de ven- nce et de destruction.

Les gardes nationales sont sommées de eiller provisoirement à la tranquillité des illes et des campagnes, à la sûreté des per- onnes et des biens de tous les Français, usqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné,

» sous peine d'en être personnellement res-
» ponsables. Ceux des gardes nationales qui
» auront combattu contre les troupes des deux
» cours alliées, seront traités en ennemis et
» punis comme rebelles à leur roi, et comme
» perturbateurs du repos public.

» Les généraux, officiers, bas officiers et
» soldats des troupes de ligne, sont sommés
» de revenir à leur ancienne fidélité, et de se
» soumettre sur-le-champ au roi leur légitime
» souverain.

» Les habitans des villes, bourgs et villages,
» qui oseroient se défendre contre les troupes
» de LL. MM. II. et RR., seront punis sur-
» le-champ suivant la rigueur du droit de la
» guerre, et leurs maisons démolies ou brû-
» lées.

» LL. MM. II. et RR. rendent personnelle-
» ment responsables de tous les événemens,
» sur leurs têtes, pour être punis militaire-
» ment, sans espoir de pardon, tous les mem-
» bres de l'assemblée nationale, du départe-
» ment, de la municipalité, la garde natio-
» nale, les juges de paix ou tous autres qu'il
» appartiendra.

» Déclarent en outre leursdites majestés, sur
» leur foi et parole d'empereur et roi, que si
» le château des Tuileries est forcé et insulté,

» que s'il est fait la moindre violence, la » moindre outrage au roi, à la reine ou à la » famille royale, elles en tireront une ven- » geance exemplaire et à jamais mémorable, » en livrant la ville de Paris à une exécution » militaire et à une subversion totale, et les » révoltés, coupables d'attentats, aux supplices » qu'ils auront mérités ».

Jamais on ne s'étoit exprimé avec tant de hauteur; il falloit se croire bien sûr du succès pour parler de cette manière à une nation de vingt-cinq millions d'hommes, armée presque toute entière et dont une partie étoit exaltée par le fanatisme le plus ardent.

Le manifeste du duc de Brunswick révolta tous les esprits, et acheva de porter le désordre et la confusion au sein de la capitale. On parloit au nom du roi, les factieux parlèrent au nom du peuple; on menaçoit l'assemblée, ils menacèrent le monarque; on faisoit cause commune avec lui, ils firent cause commune contre lui; et le roi, en devenant l'allié des ennemis, devint un ennemi lui-même (1). C'étoit ce que

(1) Le roi fit le dernier effort pour conjurer des maux désormais inévitables. Il dénonça le manifeste à l'assemblée nationale et le fit déclarer apocryphe. Mais les im-

demandoient les hommes les plus acharnés contre lui : sa perte étoit résolue; elle fut accélérée. Les brigands, échappés des bagnes de Marseille et de Brest, étoient prêts, les factieux de l'assemblée les déchaînèrent, et la monarchie fut détruite.

Ainsi fut consommée la ruine du meilleur des princes par les moyens même qu'on avoit employés pour le sauver. Le roi de Prusse, réduit à évacuer les plaines de Champagne, humilié de la nécessité où il s'étoit vu de négocier avec Dumouriez, pour obtenir la faculté de rentrer dans ses états, laissa tomber tout le poids de son dépit sur les émigrés (1).

A peine eut-il quitté le territoire français, qu'il devint pour eux le souverain le plus despote; il licencia impérativement toute leur armée, les poursuivit peut-être avec plus d'hu-

placables conspirateurs n'en poursuivirent pas moins leurs desseins criminels.

(1) Le roi de Prusse sentoit vivement l'embarras de sa situation. Il se trouvoit engagé dans des routes impraticables; l'armée des princes étoit sans argent et sans pain; il avoit derrière lui de nombreuses places fortes. Les bataillons innombrables accouroient de toutes parts pour l'envelopper : il vit la nécessité de capituler, et traita avec Dumouriez, et rejeta toute la faute sur les émigrés.

ueur que de prudence ; et sous prétexte de se réserver du fléau des propagandes, il leur issa peu de repos.

La petite armée de Condé échappa seule à ette disgrâce ; elle étoit restée dans le Brisau, et comptoit dans ses rangs les hommes les lus braves et les plus dévoués. L'empereur onsentit à la conserver, mais en lui impont de pénibles sacrifices. On exigea que les entilshommes qui la composoient se contenssent de la paie de simple soldat, et qu'ils en ssent les fonctions. On leur donna un officier utrichien pour général en chef. Pendant toute campagne de 1793, ils furent réduits à coucher resque tous les jours au bivouac ; on les plaçoit plus souvent aux avant-postes ; ils faisoient ournellement le coup de fusil. On donnoit aux ldats allemands des habits, des chemises, des uliers ; les malheureux émigrés ne recevoient en, et leur armée ressembloit plutôt à des taillons de sans-culottes que ceux qu'ils comttoient. Souvent leurs hôpitaux étoient mal urnis, leurs malades mal soignés. Pour comle de maux, les gentilshommes de l'armée lincié trouvoient à peine un asile dans les ats d'Allemagne ; ce qui les forçait à s'enrôler ous ces livrées de la misère. On eût dit qu'il xistoit une ligue contre la noblesse française,

et qu'un mauvais génie en avoit conspiré la destruction.

La seule impératrice Catherine II déploya dans cette circonstance l'âme et les sentimens d'un grand souverain ; elle prodigua les secours à ces restes infortunés et proscrits des premières maisons de France ; elle leur offrit des terres et des établissemens dans ses états ; elle mit à leur disposition des hommes, des instrumens, de l'argent, et ceux qui eurent le courage de se séparer de leur patrie, qui purent soutenir ce pénible déchirement, ne connurent plus ni la misère ni la persécution.

Déjà Louis XVI n'existoit plus. Que de larmes sa mort fit répandre à sa famille, à ses amis, à ses fidèles sujets ! Le deuil des princes fut inexprimable. Monsieur étoit à Ham en Westphalie ; il écrivit aux émigrés, pour leur apprendre cet affreux attentat, et leur annoncer son avénement :

« C'est avec les sentimens de la plus vive » douleur que je vous fais part de la nouvelle » perte que nous venons de faire du roi mon » frère, que les tyrans, qui depuis long-temps » désolent la France, viennent d'immoler » leur rage impie. Cet horrible événement » m'impose de nouveaux devoirs, je vais les » remplir. J'ai pris le titre de régent du royau-

» me, que le droit de ma naissance me donne
» pendant la minorité du roi Louis XVII mon
» neveu, et j'ai confié au comte d'Artois celui
» de lieutenant général du royaume. Votre
» attachement à la religion de nos pères et au
» souverain que nous pleurons aujourd'hui,
» me dispensent de vous exhorter à redoubler
» de zèle et de fidélité envers notre jeune et
» malheureux monarque, et d'ardeur pour
» venger le sang de son auguste père. Si dans
» un tel malheur, il nous est possible de rece-
» voir quelque consolation, elle nous est of-
» ferte pour venger notre roi, replacer son fils
» sur le trône, et rendre à notre patrie cette
» antique constitution qui seule peut faire son
» bonheur et sa gloire ».

Au moment où Monsieur écrivoit cette lettre, l'avenir se présentoit sous l'aspect le plus effrayant. La ville de Ham, où il avoit établi sa résidence, étoit pour lui plutôt un lieu d'exil qu'une retraite. Il avoit, à la vérité, une garde d'honneur; mais toutes ses démarches étoient l'objet d'une active surveillance. On prétend même que la police ombrageuse de Prusse portoit quelquefois l'oubli de tous les devoirs jusqu'à ouvrir les lettres du prince.

Frédéric, humilié de sa défaite en Champagne, reconnoissoit, mais trop tard, les

vices du plan de campagne de M. de Calonne. Cependant ce ministre ne se décourageoit pas; il crut même voir dans la terrible catastrophe qui venoit de terminer les jours de Louis XVI, de nouvelles chances pour le rétablissement du trône (1). Il espéroit que ce meurtre abominable soulèveroit enfin toutes les puissances de l'Europe, et décideroit la majeure partie de la nation à s'armer contre ses tyrans.

L'impératrice de Russie s'empressa de reconnoître l'avénement de Louis XVII et la régence de Monsieur. On célébra à Saint-Pétersbourg, en présence de M. le comte d'Artois, un service funèbre en l'honneur de Louis XVI, avec une pompe et une solennité extraordinaires. Catherine II paroissoit décidée

(1) L'auteur d'un écrit publié en 1795, sous le titre d'*Histoire secrète de Coblentz pendant la révolution française*, ose dire que les partisans de M. de Calonne se réjouissoient publiquement de la mort de Louis XVI, qu'ils couroient au bal et dansoient, prétendant que ce monarque s'étoit attiré son sort, et qu'il n'avoit eu que la récompense de sa foiblesse et de sa popularité; qu'il étoit temps d'avoir un roi qui sût mieux régner. Il est impossible d'attribuer de pareils sentimens à des chevaliers français, et ce n'est pas la seule calomnie que contienne cette brochure, qui, d'ailleurs, n'est pas sans intérêt, et qui n'a pas toujours été sans utilité pour nous.

à relever par la force le trône des Bourbons, et l'empereur d'Autriche à pousser la guerre avec vigueur.

Les princes ouvrirent alors des négociations avec tous les cabinets. M. de Calonne se rendit successivement en Espagne, en Italie, en Russie : rien n'égaloit son activité; la ligue fut promptement formée; l'Angleterre, l'Empire, la Hollande, y prirent part, et, dans l'espace de quelques mois, toute l'Europe se trouva en armes contre la révolution française. Cette résolution eût pu sauver la monarchie française en 1789; elle ne fit que consommer sa ruine en 1792.

Depuis trois ans, la France étoit couverte de bataillons armés. L'assemblée avoit fait passer dans le cœur des soldats le fanatisme dont elle étoit animée. D'innombrables armées sortoient à sa voix des villes et des campagnes, et l'inépuisable fabrique des assignats suffisoit pour les payer. Cette garde nationale, ces régimens de volontaires levés à la hâte et qu'on avoit méprisés (1), s'étoient aguerris dans la campagne dernière; ils avoient à leur tête des hommes nouveaux, sortis des rangs inférieurs, mais fiers de leur élévation, et pleins d'enthousiasme

(1) Les royalistes les désignoient sous le nom de *crapauds bleus*, *carmagnoles*, *pousse-cailloux*, etc.

pour une révolution qui leur ouvroit toutes le routes de la gloire et de la fortune.

Les dangers dont l'assemblée se vit menacée ne firent qu'accroître son audace; l'appare du supplice que les puissances coalisées affe toient de lui présenter, redoubla ses fureurs, e la porta à des résolutions désespérées (1). E vain les royalistes de l'Ouest, du Nord et d Midi de la France essayèrent-ils de seconde de leurs efforts les efforts des alliés, le sang co la par torrens; les villes, les bourgs, les ch teaux, les chaumières, furent réduits en cen dres, mais la république triompha. Les année de 1793 et 1794 furent des années de désastre et de crimes (2); le fer des furieux ne respect plus rien, et, dans ce massacre général, il n

(1) Ce fut la crainte de l'échafaud qui fit concevoir au fanatiques de la convention ce système de terreur qui pendant dix-huit mois, a ensanglanté la France. En vo tant la mort du roi, disoient ceux qui l'avoient condam né, nous avons prononcé notre propre arrêt; nous avo *la corde au cou;* il faut que toute la France l'ait comm nous; qui ne sera pas pour nous sera contre nous; et d'après cette belle maxime, on mit la terreur à l'ordi du jour.

(2) Le roi de Prusse quitta l'armée au mois d'octo bre 1793, et rentra à Berlin. Quatre mois après, le du de Brunswick suivit son exemple, et publia un manifes

resta du sang de nos rois captifs qu'un seul rejeton conservé par le ciel pour nous consoler de de maux.

Les princes ne se contentèrent point d'adresser leur déclaration aux émigrés, ils l'envoyèrent encore dans l'intérieur, aux autorités constituées et aux généraux. Plusieurs la reçurent avec l'intérêt qu'inspirent le malheur et le respect dû aux actes du souverain. Le général d'Harambure, qui commandait à New-Brisack, en requit l'enregistrement sur les registres de la municipalité : c'étoit montrer plus de zèle que de prudence. Les armées étaient alors surveillées par des députés de la convention, qui réunissoient tous les pouvoirs entre leurs mains et disposoient à leur gré des généraux et des

---

dans lequel il dévoila tous les vices du plan de campagne de M. de Calonne. Frédéric-Guillaume ne se contenta point de rentrer à Berlin ; il annonça aux puissances confédérées la résolution de renoncer à la ligue générale, et de n'y laisser que son contingent comme électeur de Brandebourg. Son armée passa à la solde de la Hollande et de l'Angleterre. Ce fut le premier qui abandonna la cause des rois, et prépara les triomphes de la république. D'autres défections suivirent bientôt la sienne. On soupçonna que dans cette occasion l'or de la France l'avoit servie autant que ses baïonnettes.

soldats ; car jamais despotisme n'égala celui des délégués de la république. Le général d'Harambure fut dénoncé à l'assemblée par le député Dentzel, et destitué.

Le système de la terreur ne s'étoit point encore développé avec toute son énergie ; mais il commençoit à faire des progrès menaçans. Dans la même séance, on dénonça la demoiselle Montansier, directrice d'un théâtre qui portoit son nom. Elle étoit accusée d'avoir répandu à Bruxelles et envoyé à Paris une médaille contre-révolutionnaire, exécutée en argent et frappée à l'effigie de Louis XVI, avec ces mots : *Louis* XVI, *roi de France et de Navarre, né à Versailles le 23 août 1754, roi le 10 mai 1774, martyrisé le 21 janvier 1793.* La même accusation étoit portée contre une jeune personne qu'on disoit maîtresse de Dumouriez (1) ; mais ce général avait alors de zélés partisans, qui parlèrent hautement en sa faveur. La demoiselle Montansier ne resta

(1) Les portraits de Louis XVI étant devenus l'objet de poursuites très-actives de la part de la police révolutionnaire, les Français trouvèrent le moyen de tromper sa surveillance et de satisfaire leur amour pour cet infortuné monarque. On imagina de petites colonnes semblables aux pièces du jeu d'échecs, et si artistement travaillées au

oint non plus sans défenseurs. Le député Juhem représenta qu'elle rendoit tous les jours les services signalés à la république, en faisant jouer des pièces très-révolutionnaires qui convertissoient plus d'aristocrates que les aristocrates ne pervertissoient de patriotes.

Tandis que le roi de Prusse, plus fidèle à son ntérêt personnel qu'à la cause du roi, se mettoit à la solde de l'Angleterre et de la Hollande, 'Autriche déployoit les plus grands moyens our faire à la convention française une guerre ctive et formidable; une ardeur belliqueuse e manifestoit dans toutes les parties des états éréditaires; tous les ordres de citoyens semloient animés du même enthousiasme. Les ons patriotiques se multiplioient chaque jour; es plus humbles et les moins riches professions le l'état rivalisoient de zèle et de générosité, t affectoient de présenter leurs offrandes sous ne forme qui en relevoit encore le mérite.

Un joaillier envoya un cœur d'or rempli de pièces de même métal. Les bouchers se réu-

---

tour, qu'en les plaçant latéralement au soleil, l'ombre qu'elles projetoient représentoit parfaitement la figure de Louis XVI. On en fit ensuite de pareilles pour la reine, le jeune dauphin et madame royale; il n'étoit presque personne qui ne se glorifiât de porter ces petites fétiches.

nirent pour offrir un bœuf d'argent garni de ducats. Les cordonniers voulurent donner des souliers doublés de pièces d'or, et pour ne le point céder en esprit aux bouchers, ils y joignirent ce calembourg : *Puissent les Autrichiens marcher à la victoire d'un pas ferme!* Une personne d'une haute considération prit un tour ingénieux pour faire un présent plus considérable : elle adressa à l'empereur une petite caisse avec ces mots :

« Une femme mariée, qui, à la vérité, n'a » pas le bonheur d'être votre sujette, mais qui » vous est dévouée de tout son cœur, vous sup- » plie d'agréer cette petite cassette qui con- » tient sa contribution aux besoins de l'état ».

La cassette contenoit une toilette de la valeur de 40,000 florins. On cherchoit à deviner qu'elle étoit cette dame, l'empereur dit aussitôt : « Ce ne peut-être que l'impératrice » ; et il avoit rencontré juste.

Il n'entre point dans le plan de cet ouvrage de décrire les campagnes de 1793 et de l'année suivante. La défection du général Dumouriez accrut l'armée des émigrés de quelques régimens ; les hussards de Berchini, du Colonel Général, les dragons de Bourbon, les chasseurs des Cévennes, le vingt-cinquième régiment d'infanterie, les chasseurs braconniers, la com-

pagnie des tirailleurs d'Égron, un escadron de dragons volontaires, un bataillon de volontaires à pied, abandonnèrent la cause de la république pour passer dans le camp des princes.

L'armée de Condé se battit partout avec une rare intrépidité et une constance au-dessus de tout éloge. Le prince lui-même courut plus d'une fois risque de la vie. Tout ce que le sang royal de France avait de plus précieux se trouvoit réuni sous ses drapeaux ; on y voyoit les ducs d'Angoulême et de Berry, le duc de Bourbon, et ce jeune héros dont le nom rappelle tant de courage, de vertus et de malheur. Chaque armée se signala par des traits d'un courage inoui ; et pendant ces deux mémorables, mais funestes années, la France offrit le terrible spectacle des deux partis se combattant avec le fanatisme que souffle l'esprit des guerres civiles.

Au milieu de cette lutte sanglante, la fortune sembla quelquefois se relâcher de ses rigueurs, et offrir aux héritiers du trône de saint Louis quelques espérances fugitives, qui s'évanouirent aussitôt. Une seule chance sembla devoir enfin mettre un terme à tant de calamités, et relever l'antique pavillon des lis. Toulon, en ouvrant ses portes aux flottes d'Espagne et d'Angleterre, avoit arboré le drapeau blanc

sur ses forts ; tous ses vœux appeloient le l
time héritier de la couronne : c'étoit au r
de Louis xvii que les armées alliées avoient
possession de la ville. Les Toulonais étai
pleins de confiance et de dévoûment ; ils adi
sèrent aux commandans anglais et espagn
au nom de toutes les sections réunies, une
libération par laquelle ils reconnoissoient M
sieur, comte de Provence, pour régent
royaume, et sollicitoient la grâce de lui
voyer une députation, et de le supplier
venir dans Toulon prendre les rènes du g
vernement.

Ils connurent alors quelles étoient les v
tables intentions du cabinet de Londres :

« Nous partageons, dirent les commissa
» anglais, les désirs des Toulonais de voir
» naître les sentimens de loyauté et d'atta
» ment pour le jeune monarque de Fran
» et ceux du respect et de la vénération p
» l'auguste personnage qui est l'objet de
» vœux mutuels.

» La régence de France intéresse l'Eur
» entière et surtout les puissances coalis
» Une affaire aussi importante, et qui
» brasse des relations politiques aussi éten
» et aussi combinées, ne peut être termi
» avec avantage par une seule ville. Les

» nistres de S. M. britannique sont incompé-
» tens pour décider sur ces objets, et tout ce
» qu'ils peuvent faire pour seconder le zèle des
» habitans de Toulon, c'est de soumettre sans
» délai cette matière intéressante à la sagesse
» et aux lumières de S. M., et d'attendre ses
» ordres ».

La réponse du général espagnol fut plus noble et plus franche :

« J'ai vu avec le plus grand plaisir et la plus
» parfaite satisfaction les loyaux sentimens que
» manifestent les Toulonais. J'ai instruit S. M.
» catholique de vos louables intentions ; mais
» je crois qu'il est convenable d'attendre la
» volonté royale sur cette matière ; ce qui
» n'empêche pas que vous n'envoyiez une dé-
» putation à Monsieur, pour ne pas retarder
» plus long-temps une preuve de l'amour et
» du zèle dont les Toulonais se sentent animés
» pour la personne sacrée de leur légitime sou-
» verain Louis XVII, et de leur obéissance à
» celui qui doit gouverner pendant sa mino-
» rité ».

Si le vœu des Toulonais eût été accueilli, si Monsieur fût entré à Toulon, qui sait quelle puissante révolution sa présence aurait pu opérer ! Marseille, Lyon, Bordeaux, le Poitou, l'Anjou, la Bretagne, la Normandie, cher-

choient en ce moment à s'affranchir de l
rannie révolutionnaire ; à quels efforts ces
et ces provinces ne se fussent-elles p
vrées, si elles eussent pu se dire : *Le rége
France est parmi nous !*

Mais la politique anglaise ne vit alors q
port à détruire, que des chantiers et des
seaux à brûler, qu'une guerre cruelle à fa
la marine française. La correspondanc
lord Dundas, la réponse évasive du roi d
gleterre lui-même, ne permettent aucun d
sur ces tristes conjectures.

Monsieur avoit alors quitté la Westp
pour se rendre à Vérone ; de là il diri
encore les affaires de France, et corres
doit avec le petit nombre de fidèles F
çais qui s'occupoient de la restauration
monarchie. Le jeune prince son pupille,
sonnier à la tour du Temple, livré à la fér
d'un misérable qu'on avoit institué son
reau plutôt que son gardien, ne pouvoit
vivre long-temps aux indignes traitemens
il étoit l'objet. Cette tendre et innocente
time exhala, le 8 juin 1795, le dernier so
d'une vie qui s'éteignoit dans les souffranc
l'anéantissement de toutes les facultés mor
On soupçonna que le poison avoit en
abrégé sa triste et malheureuse existence. I

rtain que le député Chabot avoit dit hautement que c'étoit à l'apothicaire d'en délivrer la ance ; qu'un autre député, en terminant le pport sur le procès de Louis XVI n'avoit pas ugi d'ajouter cette phrase digne de Busiris et Néron : « Quant au fils du tyran, c'est à la convention nationale à décider s'il n'est pas des circonstances où l'intérêt de la patrie commande de jeter un voile sur le buste de la justice ». Enfin le conventionnel Brival avoit, elque temps après le 9 thermidor, reproché comité de salut public d'avoir commis des ures inutiles, et de laisser subsister les dés d'une race proscrite (1).

(1) M. Delille a dit dans son poëme de la Pitié :

Chaque jour dans son sein verse un poison rongeur.
Quelles mains ont hâté son atteinte funeste?
Le monde apprit sa fin, la tombe sait le reste.

Il est constant qu'à l'époque où il mourut, le comité lut public venoit de traiter avec les chefs de la Ven-, et de s'engager à leur remettre le jeune héritier du ne. Les commissaires étoient arrivés, glorieux de server ces restes précieux du sang de nos rois, lors-ls apprirent qu'il n'existoit plus. Au surplus tel étoit t où de longues et douloureuses tortures l'avoient ré-, qu'il conservoit à peine l'usage de la raison et de la role. (*Voyez* les Mémoires de M. Harmand de la Meuse).

Monsieur ne put apprendre la triste fin du jeune prince son neveu, sans en être vivement ému. C'étoit depuis deux ans la quatrième victime royale immolée aux fureurs de la révolution. Les droits de sa naissance et les lois du royaume l'appeloient au trône; il fit part de son avénement aux diverses puissances de l'Europe, et adressa aux Français une proclamation pour les rappeler à leurs devoirs, à la fidélité, à l'amour de leur souverain, et leur exposer les principes d'après lesquels il se proposoit de régner.

« Les impénétrables décrets de la Provi
» dence, disoit-il, en nous appelant au trô
» ont établi une conformité frappante entr
» les commencemens de notre règne et ceu
» de Henri IV, comme s'ils eussent voulu nou
» avertir de prendre ce grand roi pour modèle.
» Nous imiterons donc sa noble franchise, e
» nous commencerons par vous ouvrir tou
» notre cœur. Long-temps et trop long-temp
» nous avons eu à déplorer les fatales circons
» tances qui nous imposoient un pénible si
» lence; mais aujourd'hui qu'il nous est per
» mis d'élever la voix, écoutez-nous. Notre
» amour pour vous est l'unique sentiment dont
» nous soyons animés; notre cœur obéit avec
» délices aux conseils de la clémence; et puis

» qu'il a plu au ciel de nous réserver comme à Henri-le-Grand, pour rétablir dans notre » empire le règne de l'ordre et des lois, comme » lui nous voulons, avec le secours de nos » fidèles sujets, remplir cette tâche sacrée, en » unissant la justice à la bonté.

» N'écoutez pas ces hommes avides et ambitieux, qui pour vous dépouiller de vos biens, s'emparer de tous les pouvoirs, vous disent que la France n'a point de constitution, ou du moins qu'elle n'a qu'une constitution despotique.

» L'existence de cette constitution est aussi ancienne que la monarchie française, et vos malheurs inouis sont la preuve de sa haute sagesse. Jamais vos ancêtres ont-ils connu les maux que vous avez éprouvés depuis que d'ignorans et opiniâtres novateurs ont renversé les lois de l'état? Elle étoit également la sauvegarde de la cabane du pauvre et du palais des grands, de la liberté individuelle, et de la prospérité publique. Au moment où elle a péri, la propriété, la sûreté, la liberté, ont péri avec elle; au moment où l'égide de l'autorité royale a cessé de vous protéger, vous avez été opprimés par le despotisme, vous êtes tombés dans l'esclavage.

» Mais si la main du temps imprime le sceau

» gloire et de prospérité, parce qu
» pent facilement à la surveillance de
» gouvernent. Quelques-uns de ces
» niens s'étoient glissés dans le gouv
» français; ils pesoient non-seuleme
» peuple, mais sur tous les ordres
» Le feu roi notre frère et notre sou
» avoit reconnus et s'occupoit tout e
» réformer. Dans ses derniers mom
» chargé son successeur d'exécuter
» que sa sagesse avoit conçus pour le
» de ce peuple qui l'a laissé périr sur
» fand; en descendant de ce trône, d
» précipité l'impiété et le crime, pou
» à celui que le ciel réservoit à ses v
» nous a indiqué notre devoir dans ce
» tel testament, source inépuisable d
» tion et de regrets. Roi! martyr!
» Dieu de qui il tenoit sa couronne,
» son exemple sans murmure, en fa

peut les exécuter que dans le sein de la paix. Il faut la paix pour replacer sur ses anciennes bases la constitution du royaume, pour lui rendre sa première énergie, imprimer le mouvement à toutes ses parties, pour réformer les abus qui se sont glissés dans l'administration des affaires publiques.

» Les implacables tyrans qui vous tiennent sous leur joug, retardent seuls cet heureux moment; ils ne peuvent se dissimuler que le temps des illusions est passé, et que vous sentez tout le poids de leur ignorance, de leurs crimes et de leurs déprédations. Mais à ces frauduleuses promesses, dont vous avez cessés d'être dupes, ils substituent la crainte du châtiment qu'eux seuls ont mérité; ils nous représentent à vos yeux comme un homme altéré de vengeance, qui n'aspire qu'au plaisir barbare de vous ôter la vie, le seul bien qu'ils ne vous aient point enlevé.

» Mais connoissez le cœur de votre souverain, et laissez-lui le soin de vous préserver des machinations de vos ennemis. Non-seulement il ne transformera point des erreurs en crimes, mais il sera toujours prêt à pardonner aux crimes qui n'ont leur source que dans l'erreur. Tous les Français qui ne sont devenus coupables que parce qu'ils se

» sont trompés ; loin de trouver en
» juge inflexible, n'y trouveront qu'
» plein d'indulgence. Vous êtes Fran
» crime de quelques individus ne sau
» plus flétrir ce titre qu'un énorme
» trop connu ne sauroit souiller la
» du sang de Henri IV, ce titre qui
» toujours été cher nous rend égaleme
» tous ceux qui le portent.

» Les excès dont le peuple s'est ren
» pable sont certainement horribles
» nous ne saurions nous dissimuler que l
» tion et la violence n'y aient eu plus
» que l'opinion, le penchant ; et nous
» que lors même qu'il secondoit les pla
» lutionnaires, son cœur restoit fidèle,
» vouoit en secret ce que la terreur
» sait faire.

» Les triomphes de l'armée prouve
» jamais le courage ne s'éteindra d
» cœur des Français. Mais cette armée
» roit rester plus long-temps l'ennemie
» roi ; elle a conservé son antique bra
» elle reprendra sa première vertu ; elle
» dra la voix de l'honneur et du devoir,
» vra leurs conseils. Non, nous ne saur
» douter, bientôt le cri de *Vive le roi*
» dera à des clameurs séditieuses, et nos

» soldats viendront autour du trône combattre » encore pour sa défense, et lire dans nos re- » gards paternels l'oubli du passé ».

Le reste de cette proclamation étoit d'un ton plus sévère. Elle respire encore la clémence, mais une clémence moins absolue que celle dont Louis XVIII a fait un si noble usage en remontant sur le trône.

La convention n'osa publier ce manifeste dans ses journaux officiels; mais elle n'osa non plus le laisser sans réponse; elle lui opposa un écrit d'une ironie froide et mal adroite, beaucoup plus propre à faire valoir la déclaration du prince qu'à en détruire l'effet. Depuis la chute de Robespierre, la république ne comptoit plus qu'un petit nombre de sectateurs, aveugles ou intéressés; la nation, indignée de la longue oppression qu'elle avoit soufferte, se flattoit de revenir bientôt à ses anciennes lois, et d'étouffer enfin l'hydre de la révolution. Les écrits publics prenoient ouvertement une direction royaliste. Les excès des chefs de la convention, les révélations de tous les attentats commis dans les provinces par les représentans du peuple, les descriptions effrayantes des scènes de meurtre, de brigandage et d'atrocités de tous les genres exécutées dans le Poitou, la Bretagne, l'Anjou, excitoient une haine in-

vincible contre le parti républicain ; et si le peuple eût pu s'assembler et délibérer librement, nul doute que la monarchie n'eût été rétablie aux acclamations universelles.

Mais la convention renfermoit encore dans son sein un si grand nombre de députés inquiets de l'avenir ; l'armée étoit encore si prévenue en faveur des principes de la liberté et de l'égalité ; la plupart des généraux et des officiers étoient tellement intéressés à la conservation de la république, qu'il étoit impossible d'espérer une conversion prompte et subite.

Cependant un homme, célèbre par l'éclat de ses triomphes, la franchise de son caractère et la noble simplicité de ses mœurs, osa tenter cette périlleuse entreprise. Pichegru commandoit l'armée française sur les bords du Rhin ; il s'étoit rendu cher à l'ennemi par la générosité de sa conduite ; et les émigrés eux-mêmes, qu'il avoit si souvent épargnés, après la victoire, témoignoient une haute estime pour ses vertus (1).

(1) Il existe, dans les annales de la convention et de la société des jacobins, deux lettres du général Pichegru, qui donneroient de lui une idée bien différente, si l'on ne savoit qu'à cette époque un grand nombre de gens de bien croyoient, par prudence, devoir prendre le langage

» Il étoit impossible qu'un homme doué d'aussi belles qualités, voulût consacrer plus longtemps ses services à la défense et à la gloire d'un gouvernement qui s'étoit attiré l'exécration de tous les peuples.

M. le prince de Condé, qui commandoit l'armée des princes à Mulheim, pressentit les dispositions du général républicain, et témoigna à son conseil le désir d'ouvrir avec lui des négociations. Le comte de Montgaillard étoit alors à Bâle; il se donnoit de grands mouvemens pour acquérir quelque importance,

---

des républicains les plus exagérés, pour gagner leur confiance et se mettre à l'abri des proscriptions. La première de ces lettres est du mois de février 1794, elle porte pour titre : *Le sans-culotte Pichegru à la société populaire des amis de la liberté et de l'égalité, séante aux jacobins de Paris.*

« Je n'attendais, frères et amis, dit le général, que ma » confirmation au commandement de l'armée du Nord, » pour venir au milieu de mes frères dans le sanctuaire » de la liberté, répéter le serment bien gravé dans mon » cœur de défendre et maintenir la liberté et l'égalité, » l'unité et l'indivisibilité de la république. Frères et » amis, je vole au milieu de mes frères d'armes, et je » jure de ne m'en séparer que quand nous aurons vaincu » les tyrans coalisés. Continuez, fondateurs des droits de » l'homme, à propager dans tous les cœurs l'amour de la » république, tandis que nous combattrons pour elle. Je

affectoit un dévouement sans bornes pour la cause des princes, et se vantoit d'avoir fait mettre à Louis XVI une somme de 96,000 liv. à l'époque où cet infortuné monarque étoit captif au Temple : on lui supposoit beaucoup d'adresse ; son activité étoit extrême : on le chargea de la négociation ; mais il crut qu'elle réussiroit mieux s'il employoit des hommes moins apparens. Il fit part de son projet à un libraire de Bâle, nommé *Fauche-Borel*, et à un Neufchâtelois appelé *Courant*. Fauche étoit d'un caractère ardent ; Courant, d'un esprit plus sage et plus mûr.

» jure de faire triompher ses armes, d'exterminer les ty-
» rans, ou de mourir en les combattant. Mon dernier
» mot sera toujours : *Vive la république! vive la mon-*
» *tagne* »!

La seconde lettre est du mois d'octobre de la même année. Le général annonce un avantage remporté sur l'armée autrichienne :

« Nous avons eu hier une petite affaire entre la Meuse
» et le Waahl, dans laquelle nous avons pris quatre pièces
» de canon et fait six cents prisonniers. Trois cents émi-
» grés ont été taillés en pièces, et soixante-neuf viennent
» d'être amenés au quartier-général ; ils ne tarderont pas
» à subir le sort qui leur est réservé. *Vive la république!*
» *vive la convention* »! Ces émigrés furent en effet amenés au quartier-général, mais le général trouva le moyen de leur sauver la vie.

Le premier se rendit au quartier du général républicain, affecta de se trouver partout où il passoit, et parvint à se faire remarquer. Pichegru comprit que cet homme cherchoit à lui parler, et, pour lui en procurer l'occasion sans se compromettre, il dit tout haut devant lui : Demain je me rendrai à Huningue. Fauche courut à cette ville. Pichegru, surveillé par quatre commissaires de la convention, parmi lesquels se trouvoit le redoutable Merlin de Thionville, ne put entretenir le libraire de Bâle. On lui fournit adroitement le moyen de le voir, en annonçant à haute voix qu'il se proposoit de dîner chez madame Salomon. Cette dame passoit pour sa maîtresse. Fauche se rendit chez elle, demanda le général, et parvint à lui parler. Il fut d'abord embarrassé, et ne sachant trop comment entamer la conversation, il lui demanda la permission de lui dédier l'édition d'un ouvrage posthume de J.-J. Rousseau. — Je n'adopte point, dit le général, tous les principes de Rousseau; il faudroit préalablement que je connusse cet ouvrage. N'avez-vous que cela à me dire? — Je suis, dit Fauche, chargé en outre de vous parler de la part de monseigneur le prince de Condé. — Expliquez-vous! que désire de moi S. A. S.? Fauche balbutie encore, et enfin annonce au général, que le prince désiroit travail-

ler avec lui à la restauration du trône. — tournez auprès de S. A., faites-vous rem des instructions écrites, et revenez me Fauche partit aussitôt pour Bâle, dem des instructions à M. de Montgaillard, et s posa à remplir avec zèle son importante sion.

Le prince hésita d'abord; cette dém n'était pas sans inconvénient : enfin l'amo bien public l'emporta, et il remit à M. de M gaillard une lettre de sa main. Le général l çais la lut, reconnut l'écriture, et la re l'envoyé.

M. de Montgaillard avoit les pouvoi plus étendus. Il écrivit de son côté, et p à Pichegru, au nom du roi, le bâton de m chal de France, le gouvernement de l'Al le cordon rouge, le château de Chambord son parc, un hôtel à Paris, la terre d'Ar érigée en duché sous le nom de Pichegru million d'argent composant 200,000 l. de reversibles par moitié à sa femme, et par à ses enfans, mais à perpétuité et jusqu'à ex tion de sa race.

On offroit, pour l'armée, la confirmatio tous les officiers dans leurs grades, et po peuple amnistie entière et sans réserve. Pi gru demandoit encore pour le général Mo

n de maréchal de France; le roi et le
de Condé offroient de l'élever au grade
tenant-général des armées, et de lui
r le titre de commandeur grand-croix
lre de St.-Louis. Les conditions conve-
ichegru organisa ses divisions militaires,
lit le Rhin, donna au prince son plan
pagne, et lui proposa successivement
rs points où ils pourroient se réunir.
rince de Condé demandoit qu'on lui li-
ıningue, et que Pichegru, le premier,
le drapeau blanc et proclamât Louis
fais il vouloit que Pichegru vînt le join-
commençât la révolution de l'autre côté
in. Le général s'y refusa absolument,
ıcu que la démarche la plus imprudente
ıt faire, étoit de quitter un terrain sur
l étoit le maître, pour en occuper un où
ne pourroit le trahir; il ne vouloit pas,
l, faire le troisième tome de Lafayette
Dumouriez.

u'alors le secret avoit été renfermé entre
ce de Condé et le général français. Mais
teurs de la négociation, les difficultés
pposoient à l'exécution de divers pro-
orcèrent bientôt d'associer les Autri-
à cette confidence. Des Autrichiens, le
passa aux Anglais, des Anglais à Paris,

et de Paris au directoire. Cette puissance, qui venoit d'être installée, étoit alors trop foible pour donner de l'éclat à cette découverte. Pichegru étoit lui-même trop redoutable. Sa réputation étoit immense, et sa cause seroit devenue celle de tous les généraux. Les directeurs se contentèrent de le rappeler, et de lui offrir l'ambassade de Suède. Pichegru la refusa, et se retira dans sa famille à Arbois, où il vécut modestement, ayant à peine les moyens de subsister.

On venoit de manquer l'occasion la plus belle, la plus heureuse et la plus sûre, qui se fût encore présentée depuis le commencement de la révolution. Aucun des deux partis ne porta dans cette affaire cette résolution, cette fermeté de jugement, cette rapidité d'exécution si nécessaires dans ces sortes d'entreprises. Pendant quelque temps Pichegru dirigea encore les mouvemens de l'armée de Condé; mais il ne pouvoit alors donner que des conseils, la France cessa pour toujours de le voir à la tête de ses armées. M. de Montgaillard lui-même, désolé du rôle infructueux qu'il venoit de jouer, résolut d'abandonner l'Europe à son mauvais sort, et quitta l'armée des princes (1).

(1) Tout annonce que M. de Montgaillard étoit alors

oit au mois d'août 1795 que le général
ru avoit commencé ses négociations
s princes. Ce fut au mois d'avril 1796
t nommé à l'ambassade de Suède, c'est-
à l'époque où s'ouvroit, sous le com-
ment de Buonaparte, cette campagne
qui préparoit au roi de nouveaux mal-
et au général le sort le plus funeste.
uis la sanglante journée du pont de Lo-
général Beaulieu, réduit à disputer le
au vainqueur, et à couvrir l'entrée du
, s'étoit retiré derrière le Mincio et y
oit une position excellente ; sa droite
appuyée au lac Garda, et sa gauche à
ue ; toute sa ligne étoit couverte par une
table artillerie. Le Mincio et le lac de
, autrefois le Benacus, sont célèbres dans
uité. C'est sur le bord du fleuve que l'on

---

e foi ; qu'il vouloit sincèrement contribuer au ré-
ment de la monarchie, et plus vivement encore
lui-même un personnage. Depuis ce temps, il a
oir suivre une direction fort différente ; se mettre
au service des deux partis opposés ; puis diffamer
son nouveau maître ; et enfin déclarer qu'il tra-
eux qu'il servoit. Tout cela rendroit fort suspects
noires qu'il a publiés sur la conduite de Pichegru
le prince de Condé, si l'on ne savoit de Pichegru
ne que ces négociations ont en effet existé.

croit encore reconnoître, sous le nom
tole, le village d'Andès, patrie de Vi
l'extrémité méridionale du lac est la c
de Peschiera, et au milieu le promont
Sirmio, ancienne et délicieuse réside
Catulle. Les eaux du *Benacus* sont entr
par divers ruisseaux qui sortent du p
Alpes, et particulièrement par la *Sarca*
rivière qui a conservé son nom antique
se décharge dans le Mincio, dont les flo
dans et purs coulent au milieu d'une pl
richie de mûriers, de champs de blé, c
ries qui offrent à la vue une variété en
resse. D'une part, on découvre sur le hau
montagne le château de Vallegio, et de
à l'extrémité de la plaine, le pont for
Borghetto. Cette citadelle est entourée
côtés par des remparts flanqués de tour
fondus par trois forts. Buonaparte ne
poursuivre le cours de ses victoires, sans
la ligne de neutralité et entrer sur le te
Vénitien. Il avoit, pour justifier cette vi
l'exemple des Autrichiens qui s'étoient
miers emparés de la forteresse de Peschi
pendant il crut devoir rendre compte
motifs dans une proclamation adressée a
de Venise :

« C'est pour délivrer la plus belle con

» l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse mai-
» son d'Autriche, que l'armée française a bravé
» les obstacles les plus difficiles à surmonter.
» Les débris de l'armée ennemie se sont reti-
» rés au-delà du Mincio. L'armée française passe,
» pour les poursuivre, sur le territoire de la
» république de Venise; mais elle n'oubliera
» pas qu'une longue amitié unit les deux répu-
» bliques. La religion, le gouvernement, les
» usages, les propriétés seront respectés; la plus
» sévère discipline sera maintenue; tout ce qui
» sera fourni à l'armée sera exactement payé
» en argent. Fidèle dans le chemin de l'hon-
» neur, comme dans celui de la victoire, le sol-
» dat français n'est terrible que pour les enne-
» mis de sa liberté et de son gouvernement ».

Au moment où il écrivait cette proclamation, son quartier-général étoit établi à Brescia, sur le territoire vénitien. Quelque avantageuse que fût la position du comte de Beaulieu, ce général ne pouvoit guères se flatter de la défendre contre l'impétuosité de l'armée française. Buonaparte avoit choisi, pour passer le fleuve, le pont de Borghetto; mais il vouloit tromper son ennemi: il fit ses dispositions comme s'il eût eu l'intention de tourner l'armée autrichienne par le haut du lac, et lui couper la retraite sur le Tyrol. Le général Rusca s'em-

para de la position de Salo, sur le lac; le
néral Augereau s'avança vers Peschiera; Ca
glione, Monte-Chiaro et Montze, furent
cupés par les généraux Kilmaine, Massén
Serrurier, et tandis que ces mouvemens inq
toient le général ennemi, le reste de l'arm
française se mit en marche dans la nuit,
dirigeant sur Borghetto. Ce point étoit
fendu par un corps autrichien de qua
mille hommes d'infanterie et dix-huit ce
chevaux. La cavalerie française chargea a
son intrépidité ordinaire, et l'obligea de
passer le pont: l'ennemi s'occupoit de le coup
les Français s'efforçoient de l'emporter; le feu
batteries étoit terrible, le combat meurtri
lorsqu'un acte d'audace de quelques grenadi
français décida la victoire.

Cinquante grenadiers ayant à leur tête
général Gardanne, grenadier par la taille com
par le courage, se jettent dans le fleuve, le
fusils élevés sur leur tête, ayant de l'eau jusq
la gorge, d'autres se disposent à les suivre; l'
nemi effrayé croit revoir la terrible colon
du pont de Lodi et recule. On rétablit le po
le Mincio est passé; le soldat français gravi
montagne que couronne le fort de Vallegio, s
rend maître, et la victoire est assurée. I
Autrichiens, forcés à la retraite, se rallient et

ent en bataille à quelque distance de là,
Vallegio et Villafranca. Buonaparte s'ar-
leur inspire une confiance trompeuse, dans
ntion de les ramener en avant, et de don-
la division du général Augereau le temps
asser le fleuve, de se porter droit sur
iera, et de couper aux ennemis les gorges
yrol.

ais le général Beaulieu sentit le danger de
sition; il se replia prudemment et en
ordre sur la forteresse de Castel-Nuovo,
évacua le lendemain, pour se poster au-delà
Adige. Cette journée coûta à l'ennemi
ze cents hommes et cinq cents chevaux.
i les prisonniers se trouvait le prince Cato,
enant-général des armées du roi de Naples,
mandant en chef la cavalerie napolitaine;
rit en outre cinq pièces de canon et quel-
caissons. Quelle fut la perte de l'armée
aise? nos bulletins gardent, à cet égard,
me dans toutes les affaires semblables, le
ce le plus profond.

mais personne ne sut mieux profiter de la
oire que Buonaparte. Le passage s'étoit ef-
ué le 10 prairial; le 12, nos troupes étoient
stel-Nuovo, et le 13, le général Masséna
oit à Vérone. Depuis le 25 du mois pré-
ent, le roi de France avoit quitté cette ville,

étoit alors à Rhigels; et dès le soir n
avoit fait mettre à l'ordre du jour, l
lendemain, la proclamation suivante :

« Des circonstances impérieuses n
» noient depuis trop long-temps éloi
» vous, lorsqu'une insulte, aussi impré
» favorable à nos desseins, ne nous lai
» d'asile ; mais on ne peut nous ravir
» l'honneur : le sénat de Venise nou
» signifier de sortir dans le plus court d
» états de la république.

« A cette démarche, non moins ofl
» pour l'honneur du nom français, q
» nous-mêmes, nous avons répondu : «
» *tirai, mais à deux conditions ; la pr*
» *qu'on me présente le livre d'or où ma*
» *est inscrite, pour en rayer le nom*
» *main: la seconde. qu'on me rende l*

» que nous chérissons tous. Nous nous livrons » avec confiance à l'espoir que notre arrivée » sera pour vous un nouveau titre aux généreux secours que vous avez déjà reçus de LL. » MM. impériale et britannique.

» Notre présence contribuera, sans doute, » autant que votre secours, à hâter la fin des » malheurs de la France, en montrant à nos » sujets égarés, encore armés contre nous, la » différence de leur sort, sous les hommes qui » les gouvernent, avec celui dont jouissent » des enfans qui entourent un bon père ».

Si Buonaparte eût eu plus de grandeur [illegible]me, le malheur de Louis XVIII eût été pour [illegible] un objet de respect. C'étoit le frère de son [illegible]enfaiteur, c'étoit le descendant de plus de [illegible]ente rois, l'héritier du sceptre de saint Louis, [illegible] Louis XII, de Henri IV, de Louis-le-Grand; [illegible] n'avoit jamais été connu que par la bonté de [illegible]n cœur, l'étendue de ses connoissances, et [illegible]élévation de son esprit; les infortunes de sa [illegible]mille et les siennes le rendoient sacré. Mais le [illegible]œur de Buonaparte étoit incapable de s'ouvrir [illegible] ces nobles sentimens; la victoire n'adoucit [illegible]oint son âme cruelle, il écrivit au directoire :

« J'arrive à Vérone pour en partir demain. » Cette ville est grande et belle. J'y laisse une » bonne garnison pour me tenir maître des » trois ponts qui sont ici sur l'Adige.

» Je n'ai pas caché aux habitans que si l
» de France n'eût évacué leur ville avant
» passage du Pô, j'aurois mis le feu à une
» assez audacieuse pour se croire *la cap*
» *de l'empire français.*

» Les émigrés fuient de l'Italie, plu
» quinze cents sont partis cinq jours avan
» tre arrivée. Ils courent en Allemagne,
» ter leurs remords et leur misère.

» Je viens de voir l'amphithéâtre. Ce
» du peuple romain est digne de lui. Je
» pu m'empêcher de me trouver humilié
» mesquinerie de notre Champ-de-Mars.
» cent mille spectateurs sont assis, et en
» droient facilement l'orateur qui leur p
» roit (1) ».

Le passage du Mincio, la retraite des A
chiens, rendoient Buonaparte maître de l
lie. Mantoue et la forteresse de Milan reste
seules à conquérir. Mais l'une de ces place
pouvoit manquer de céder bientôt ; l'a
pouvoit braver long-temps tous les effort
l'armée française.

---

(1) Buonaparte exagère dans cette occasion comm
beaucoup d'autres : l'amphithéâtre de Vérone ne cor
que vingt-deux mille personnes.

CHAPITRE IX.

Siége de Mantoue ; entrée des Français à Bologne, Ferrare, Urbin et Livourne.

Tandis que la présence du roi de France à l'armée des princes excitoit un enthousiasme général, et relevoit toutes les espérances des légions émigrées (1), Venise, effrayée de l'ap-

(1) Malheureusement ces espérances ne furent pas de longue durée. Le roi, arrivé à l'armée de Condé, prit l'uniforme, et reçut les hommages des différens corps ; il fit ensuite la revue des cantonnemens, et se porta jusque sur les rives du Rhin pour visiter les postes avancés. Beaucoup de soldats républicains s'avancèrent sur la rive opposée, sans armes, mais ayant derrière eux un piquet rangé en bataille et armé.

« Est-il vrai, demandoient-ils, que le roi soit arrivé ? » nous voudrions bien le voir ». Le roi fit mettre pied à » terre aux officiers qui l'accompagnoient, et resta seul à cheval, à portée de recevoir des hommages ou des insultes.

Le duc d'Enghien, qui commandoit l'avant-garde, fit observer au roi que la discipline ne permettoit pas de parler aux troupes de l'autre rive : « Le mouvement de » mon cœur est plus fort que vos règlemens, reprit le » roi. Vous me mettrez aux arrêts demain ; mais il faut

proche des Français, était livrée à la plus vi agitation.

Elle s'étoit montrée fière et indépendan tant que le directoire français ne lui avoit in piré aucun sujet d'alarme; elle avoit mêm déployé d'abord une sorte de grandeur et dignité envers Louis XVIII. Le ministre d relations extérieures de France ayant témoig au noble Quirini, ambassadeur vénitien, déplaisir qu'éprouvoit la république françai de voir le Prétendant séjourner à Vérone,

---

que je leur parle aujourd'hui ». Puis s'adressant aux s dats d'une voix aussi forte que l'exigeoit la distance :

« Vous êtes curieux de voir le roi; eh bien! c'est m » qui suis le vôtre, ou plutôt votre père. Oui, vous êt » tous mes enfans. Je ne suis venu que pour mettre » terme aux malheurs de notre patrie commune; ce » qui vous disent le contraire vous trompent; vos frè » qui m'entourent partagent le bonheur que j'ai d'êt » avec eux et de me rapprocher de vous ».

Les soldats républicains écoutèrent en silence; voyoit qu'ils étoient émus. En ce moment, une voix l'armée de Condé leur cria : « Puisque vous êtes bien ai » de le voir, criez *vive le roi* ». — « Non, repartit » prince, ne dites rien, vous pourriez vous compr » mettre ». Et S. M. se retira. Quelques jours après, el reçut de l'empereur d'Autriche l'invitation de quitter l'a mée.

sénat avoit répondu que la république vénitienne ne refusoit jamais l'hospitalité à personne ; que l'ancien comité de salut public lui-même ne s'étoit point offensé de ce séjour, et qu'elle avoit lieu de croire que le directoire ne le céderoit pas en procédés au comité de salut public. Cette réponse avoit paru satisfaire. Mais lorsque Buonaparte eut franchi les rives du Pô, et que la terreur eut remplacé cette noble fierté qu'inspire la conscience d'une bonne action, le sénat perdit tout à coup cette contenance assurée, et ne songea plus qu'à prévenir par la soumission et la déférence les dangers dont il étoit menacé.

La prise de Vérone parut, un instant, lui rendre quelque énergie. M. Foscarini, provéditeur général, qui avoit eu la foiblesse d'y laisser entrer les Français, fut puni de destitution, et envoyé, comme simple représentant, à Bergame. On l'accusoit d'avoir d'abord indisposé les Français par sa hauteur, et compromis ensuite les intérêts de son pays par sa pusillanimité ; qualités qui ne se rencontrent que trop souvent chez le même individu. Dans le premier moment d'indignation, le sénat donna ordre à M. Quirini, son ambassadeur à Paris, de demander satisfaction de cet outrage et de se retirer en cas de refus.

On s'occupa en même temps de pourvoir au salut de la patrie ; on s'assembla extraordinairement pendant trois jours ; on proposa la nomination d'un provéditeur qui serait investi de tous les pouvoirs d'un souverain ; on délibéra de mettre sur pied une armée considérable pour faire respecter la neutralité. Les jeunes sénateurs, exaltés par le feu de l'âge et du patriotisme, furent tous de cet avis ; mais les hommes d'un âge plus mûr, d'un esprit plus sage et plus modéré, remontrèrent que la république étoit hors d'état de s'engager dans une lutte si dangereuse avec l'armée française ; qu'elle n'avoit ni assez de temps ni assez d'hommes pour s'opposer aux progrès du vainqueur, et faire respecter son territoire par les Autrichiens et les Français tout à la fois. On se contenta donc de quelques mesures de police générale ; on ordonna la levée d'un corps chargé de maintenir la tranquillité intérieure. Les Français demandèrent 150,000 ducats ; on les paya (1).

Jusqu'alors Buonaparte avoit déconcerté

(1) Les Français ne se contentoient pas de lever sur les hommes des tributs en argent ; ils vouloient assujétir les dames à des contributions personnelles. Les Vénitiens, fiers et

s plans de ses ennemis par l'habileté de
ceptions et l'activité de ses mouvemens ;
trembloit devant lui, mais l'admiroit ;
ıs habiles capitaines étoient forcés de
justice à ses talens militaires. On n'avoit
: faute à lui reprocher ; mais il en com-
e dont les suites pouvoient lui ravir tous
ts de la victoire.

ɜénéral Beaulieu, réduit à quinze mille
es, cherchoit son salut dans les gorges
rol. Hors d'état de faire face à l'armée
euse, il suppléoit au petit nombre de
dats par l'avantage des positions. Il se
t avec lenteur, mais avec sûreté. Après
nière défaite, il s'étoit retranché forte-
ıu-delà du lac de Garda, couvert d'un
ar des montagnes, de l'autre par le
de l'Adige ; mais sa situation n'étoit
encore sans danger. Les Français, par
arches rapides et savantes, pouvoient
:r ses positions, et pénétrer dans le Ty-
ant que le général Wurmser pût venir à
:cours. Ces mouvemens paroissoient si
:ls, et les alarmes étoient si vives, que

---

ne purent sans un violent ressentiment soutenir
ɔnt, et le stylet fit justice d'un grand nombre de
urs.

les ennemis avoient déjà fait passer dans le Tyrol allemand les magasins du Tyrol italien.

La confiance et la présomption de Buonaparte sauvèrent le général autrichien. Enivré de ses succès, Napoléon voulut étonner l'Europe par de nouveaux prodiges, et tenter en même temps la prise de Mantoue, la destruction de l'armée ennemie et la conquête des états romains : c'étoit livrer l'armée à un péril certain, et vouloir combattre à la fois les hommes et les élémens ; car la saison approchoit où les grandes chaleurs rendent mortel le voisinage de Mantoue, et l'on n'avoit à l'armée française rien de ce qu'il falloit pour une entreprise si hardie. Sa marche à travers les montagnes ne lui avoit pas permis de traîner après elle ces grands parcs d'artillerie, si nécessaires pour les siéges des places fortes ; mais Buonaparte commençoit à s'affermir dans l'idée d'une prédestination particulière, et se croyoit appelé par son étoile à opérer des miracles.

Il donna donc l'ordre au général D'Allemagne et au chef de brigade Lannes de se porter avec six cents hommes sur Mantoue. Le 4 mai, ils arrivèrent devant cette place, et, soutenus par le général Serrurier, ils s'emparèrent du faubourg Saint-Georges. Buonaparte occupa de sa personne le château de la Favorite, magni-

fique résidence des ducs de Mantoue. Le général Augereau, parti de Castiglione à la pointe du jour, s'avança de son côté sur le faubourg Ceriale, enleva les retranchemens, la tour, et força l'ennemi à se jeter dans la place. Déjà, à la vue des remparts, le soldat brûloit de les attaquer; il n'en étoit séparé que par un pont, et s'avançoit intrépidement sur la chaussée, lorsqu'on lui fit remarquer les formidables batteries qui le menaçoient : « *A Lodi*, répondit-» il, *nous en avons bien vu davantage* ». Mais Lodi ne ressembloit point à Mantoue ; on retint son ardeur, et l'armée française se contenta de prendre des positions.

Mantoue, la plus forte place de l'Italie, est la patrie de Virgile. Elle est située au milieu d'un vaste lac formé par les eaux du Mincio ; on n'y arrive que par des ponts étroits qui sont eux-mêmes fortement défendus. Elle avoit alors une garnison de sept mille hommes commandés par un officier brave et expérimenté (1) ; elle étoit approvisionnée pour plusieurs mois, et pouvoit affronter long-temps les efforts de l'armée française. Malgré ces difficultés, Buona-

(1) C'étoit le général Roselmini ; l'artillerie étoit dirigée par le général Orlandini.

parte n'en résolut pas moins de poursuivre ses desseins.

Toutes ces opérations se faisoient sans attendre les instructions du directoire ; car Napoléon se conduisoit bien plus en dictateur qu'en général : c'étoit lui qui régloit la marche des armées, imposoit les contributions de guerre, accordoit les armistices, en dictoit les conditions (1). Tous ses soins envers les directeurs se bornoient à leur envoyer de l'argent (2), des bulletins et des drapeaux. D'ailleurs il disposoit en maître des forces de l'état et des trésors de la république ; il étoit chéri de ses généraux qu'il enrichissoit, des commissaires avec lesquels il partageoit les fruits de la victoire, et des soldats qui étoient sûrs de trouver dans un riche butin le dédommagement de leurs fatigues et de leurs périls.

---

(1) En voyant l'empressement des princes d'Italie pour obtenir des armistices et les payer, on disoit plaisamment à Paris que le directoire alloit faire afficher le cours des armistices, comme celui des effets publics.

(2) Les convois n'arrivoient pas toujours heureusement; le charriot, chargé de l'argenterie de la cathédrale de Milan, fut attaqué au col de Tende par des barbets, qui dissipèrent une escorte de cinquante soldats français, et s'emparèrent du trésor.

Après ses brillans succès à Lodi, il s'étoit flatté d'emporter facilement les positions du général Beaulieu. Il savoit bien qu'il pouvoit se dispenser de l'attaquer, et lui couper la retraite en sacrifiant quelques jours à des marches habilement concertées ; mais Buonaparte étoit ennemi de tout délai, et lorsqu'il avoit à choisir, il aimoit mieux sacrifier des hommes que du temps. Un corps de Français essaya de passer l'Adige sur un pont de bateaux, vis-à-vis l'Ala et de Peri, où les Autrichiens étoient fortement retranchés. Ceux-ci parvinrent à rompre le pont, et rendirent le passage impraticable. Les Français ayant alors voulu traverser le fleuve au gué et à la nage, perdirent quatre cents cavaliers avec leurs chevaux, et finirent par renoncer à l'entreprise. Ces combats se renouveloient tous les jours ; les républicains attaquoient avec une opiniâtreté inouie ; les Autrichiens se défendoient de même : les flots de l'Adige rouloient sans cesse les cadavres de nos soldats, et le carnage fut tel que, pendant plusieurs mois, les Véronais ne voulurent plus boire des eaux de l'Adige, ni manger du poisson. Cette lutte sanglante dura plusieurs semaines ; Buonaparte se consumoit en efforts inutiles : il avoit voulu perdre des hommes

pour ménager le temps; il perdit du temps et des hommes.

Son nom, si redoutable auparavant, cessa d'inspirer la même terreur. Les Tyroliens revinrent de leur premier effroi; on courut de toutes parts aux armes, et l'arrivée du maréchal Wurmser remplit tous les cœurs d'une nouvelle confiance.

Ce général, né en Alsace, avoit servi plusieurs années en France; il s'étoit attaché ensuite à l'armée impériale, où son mérite l'avoit élevé aux premiers emplois. Il joignoit à des connoissances militaires très-étendues, du courage, de l'activité et une admirable présence d'esprit dans les circonstances les plus difficiles. On l'avoit vu en 1793 commander avec beaucoup d'éclat les troupes autrichiennes sur les bords du Rhin, forcer les fameuses lignes de Weissembourg, enlever Haguenau, et pousser ses légions victorieuses jusque sous les murs de Strasbourg. Il avoit depuis été battu par les généraux Pichegru et Moreau; mais ses échecs n'avoient rien diminué de l'opinion qu'inspiroient ses talens militaires. Il perdoit des batailles, mais il les perdoit suivant les règles de l'art; souvent malheureux, jamais inhabile. Il avoit quatre-vingts ans, il étoit presque sourd, et néanmoins lorsque le général Beaulieu, plus

malheureux encore que lui, eut perdu l'Italie, le général Wurmser parut seul en état de la reconquérir.

La fortune sembloit en ce moment disposée à le dédommager de ses rigueurs. En voulant tout entreprendre à la fois, Buonaparte avoit oublié ses forces. Mantoue se défendoit avec vigueur; les sorties de la garnison inquiétoient sans cesse l'armée française, et lui faisoient perdre beaucoup de monde. Beaulieu tenoit toujours ses positions; l'esprit de révolte et d'agitation commençoit à se manifester dans plusieurs villes. Au milieu de ces embarras, Buonaparte conçut encore le projet de se porter sur Livourne, et de menacer Naples et Rome.

Rome étoit devenue l'asile des princesses parentes du roi; elles avoient d'abord fixé leur séjour à Turin; mais lorsque les désastres de la guerre eurent mis en péril le trône même du roi, elles étoient venues dans la capitale du monde chrétien chercher la paix qui semble avoir voulu s'exiler de la terre. Buonaparte savoit que Rome détestoit les principes et les excès de la révolution; il n'ignoroit pas qu'il étoit lui-même un objet de sarcasmes et d'épigrammes. On citoit dans toute l'Italie le bon mot de Pasquin à Marforio. Marforio disoit à

Pasquin : *Si dice che tutti i Francesi sono la*
droni, et Pasquin répondoit : *Tutti? no ; m*
Buonaparte (1).

Buonaparte avoit donc des injures perso
nelles à venger. Il donna ordre au géné
Augereau de se porter avec sa division sur l
ville de Bologne. La garnison, qui n'étoit qu
de quatre cents hommes, et qui ne s'attendo
point à cette visite, capitula sans difficulté, et
constitua prisonnière de guerre. Le fort Urb
en fit autant ; on y trouva cinquante pièces d
canon, cinq cents fusils de calibre, des muni
tions de bouche pour six cents hommes pen
dant deux mois. La garnison se rendit égale
ment prisonnière ; on prit aussi, au mépris d
droit des gens, le cardinal légat. Un autre ca

(1) On disoit aussi que Buonaparte, dînant un jo
dans un couvent avec un bon religieux, qui étoit fo
loin d'avoir l'esprit et la malice de Pasquin, lui demand
ce qu'on pensoit des victoires de l'armée française : *R*
verendissimo padre, che si dice di questa guerra? et q
le bon père répondit ingénûment : *Si dice ch' è un fl*
gello d' iddio ; ma lo prendiamo da Buonaparte. R
vérend père, que dit-on de cette guerre ? — On la n
garde comme un fléau ; mais nous le prenons en bon
part. Le calembour réside dans le mot *Buonaparte*, q
signifie *bonne part* comme *Buonaparte.*

ıal fut traité de même à Ferrare, où l'armée nçaise trouva quatorze pièces de canon ; sorte que, dans l'espace de quelques jours, e se vit en possession d'une artillerie formiıle, avec laquelle elle fut en état de pousser ement le siége de Mantoue.

En même temps qu'on dépouilloit les arseux, on dépouilloit avec la même avidité les sées publics et les dépôts d'arts. On enleva la galerie de Bologne cinquante tableaux plus grands maîtres de l'Italie, parmi lesels se trouvoit la Sainte-Cécile, magnifique f-d'œuvre de Raphaël (1).

Au bruit de ces marches imprévues, Rome itagitée des plus vives alarmes; mais Florence toit pas non plus sans inquiétude. On saıt qu'une colonne française se portoit sur ggio, à travers les Apennins, et menaçoit capitale de la Toscane. On soupçonnoit que onaparte, attiré par les richesses accumulées ivourne, avoit des desseins sur cette ville. commissaire Salicetti avoit déjà demandé passage pour les troupes françaises, et le duc

(1) Les commissaires, chargés du choix des objets ts, étoient MM. Monge, Berthollet, Barthélemy, itte, Thouin, Finet. Nous donnerons par la suite la te de ces objets rares et précieux.

avoit eu le courage de le lui refuser. La pro
position fut renouvelée par Buonaparte, e
parut plus sérieuse. Le duc négocia ; tout c
qu'il put obtenir, c'est que l'armée franç
n'entreroit point à Florence ; qu'elle passe
par Pistoie, et se porteroit par Sienne sur
ville de Rome. Le 26 juin, le général Va
bois arriva à Pistoie ; le général Murat pa
l'Arno ; et se détournant brusquement de
route, au lieu de se diriger sur Sienne,
marcha à grands pas sur Livourne : c'étoit u
violation manifeste des traités ; mais les trai
n'avoient jamais été, aux yeux du gouver
ment républicain, qu'un moyen perfide d'i
pirer une fausse sécurité à l'ennemi pour
perdre plus sûrement.

Buonaparte crut avoir tout réparé en éc
vant au grand-duc une lettre d'une polites
hypocrite et insultante.

« Le pavillon de la république française
» constamment insulté dans le port de Li
» vourne. Les propriétés des négocians fra
» çais y sont violées ; le directoire exécutif
» porté plusieurs fois ses plaintes au minist
» de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'a
» vouer l'impossibilité où se trouvoit vo
» altesse de réprimer les Anglais, et de mai
» tenir la neutralité dans le port de Livourn

lirectoire a senti alors qu'il étoit de son
: de repousser la force par la force, et
e respecter son commerce. Il m'a or-
: de faire marcher une division de l'ar-
ue je commande, pour prendre posses-
e Livourne. Le pavillon, la garnison,
opriétés de V. A. R., seront scrupu-
nent respectés. V. A. R. applaudira
loute aux mesures justes, utiles et né-
res qu'a prises le directoire ».

is le grand-duc n'avoit reçu de confi-
emblable, jamais aucune plainte ne
t été portée. Plein de confiance dans
s traités, il croyoit pouvoir désormais
er dans une sécurité profonde ; il sen-
is trop tard, qu'il n'y avoit point de
ttendre d'un ennemi sans bonne foi,
)bité, sans religion.

le villes d'Italie offroient une proie plus
ue Livourne. Buonaparte y entra le
me où il venoit d'écrire au grand-duc.
poser les scellés sur tous les magasins;
ma des perquisitions chez tous les né-
; on enjoignit aux habitans de la ville
nvirons de déclarer tous les effets qui
noient à des sujets anglais, russes ou
ens ; on fit des proclamations pour in-
us les Français qui se trouvoient sur les

lieux, à dénoncer les effets cachés, les ventes simulées, les dépôts confiés aux particuliers. Livourne étoit dans la consternation et l'épouvante. Pour l'accroître encore, Buonaparte fit arrêter et conduire à Florence chargé de fers, le chevalier Spannochi, gouverneur de la ville (1). Il accusoit cet officier d'avoir favorisé la fuite des vaisseaux anglais. Plus de quarante bâtimens anglais s'étoient en effet éloignés à pleines voiles, et Buonaparte avoit eu le déplaisir de voir sa proie lui échapper, emmenant avec elle de riches navires français.

On trouva à Livourne des richesses immenses. Buonaparte évalua lui-même à dix millions les contributions qu'il leva dans l'intérieur de la ville; il laissa dans la place une forte garnison, et en donna le commandement au général Vaubois.

(1) Tel étoit l'esprit de servitude et d'abjection où l'on étoit descendu sous le sceptre de Buonaparte, que l'auteur des *Campagnes des Français en Italie*, n'a pas craint de louer, dans cette occasion, la clémence et la grandeur d'âme de Buonaparte. « Il pouvoit, dit-il, faire juger Spannochi » par une commission militaire; il se contenta de porter » ses plaintes au grand-duc ». Et de quel droit Buonaparte pouvoit-il livrer à une commission militaire un officier qui n'étoit point son sujet, et qu'il enlevoit contre le droit des gens sur une terre amie, dans les états d'un prince souverain?

et se rendit lui-même à Florence avec le général Berthier et une partie de son état-major. Il y entra en vainqueur, et n'accepta un banquet magnifique, auquel le grand-duc l'invita, que pour achever l'humiliation de ce prince. Au milieu du festin, on vit arriver un courrier qui venoit annoncer la prise du château de Milan : c'étoit une jouissance que Buonaparte s'étoit ménagée. Il se tourna vers le grand-duc, et, avec un sourire insultant : *J'en suis bien aise*, dit-il ; *c'étoit la seule place forte qui restât en Italie à votre frère l'empereur.* Le duc garda le silence, et dévora ce nouvel outrage.

A quel étrange abaissement n'étoit pas descendue la dignité souveraine ! Deux jours après, le conventionnel Salicetti arriva à Florence, et le grand-duc lui décerna les mêmes honneurs, lui adressa la même invitation qu'à Buonaparte. Cependant Salicetti avoit voté la mort de Louis XVI, et le grand-duc, neveu de ce monarque infortuné, avoit épousé une princesse du sang des Bourbons ! Heureusement Salicetti lui sauva cette nouvelle honte en n'acceptant pas.

Le château de Milan, qui venoit de se rendre, est un hexagone régulier, défendu par une muraille terrassée, et entouré d'un bon fossé rempli d'eau. Deux autres fossés et plusieurs ou-

vrages protégent la partie centrale du château où est situé l'ancien palais des ducs de Mila Cette place n'est dominée d'aucun côté ; ma sa position resserrée ne lui permet que peu d moyens de défense. Les Français avoient ou vert la tranchée le 18 juin ; elle offrit de c pituler onze jours après. La garnison étoit d deux mille hommes, qui se rendirent prison niers ; on y trouva cent cinquante bouches feu, deux cents milliers de poudre, cinq mil fusils, et beaucoup d'ustensiles de siége.

Depuis l'entrée des Français, la ville de M lan étoit devenue toute républicaine ; el s'étoit fait une constitution, et avoit envoyé dès le 12 du même mois, une députation aud rectoire pour lui faire part de ses sentimens, et féliciter sur les triomphes de l'armée d'Italie (1

La constitution milanaise étoit conform aux idées révolutionnaires ; elle étoit renferm

(1) C'étoit le duc Serbelloni qui étoit à la tête de cet ambassade. Les autres étoient MM. Fidelle Sopransi, h térateur ; et charles Nicoli, chef de l'agence économiq de Milan. Avant son départ, M. Serbelloni écrivit à municipalité de Milan :

« Citoyens,

» Je veux me défaire d'un monument qui passoit au » trefois pour quelque chose, et que j'ai toujours con» déré comme très-frivole : c'est une clef de chambel a

en sept articles, presque tous dirigés contre la noblesse.

« 1. La noblesse est abolie pour toujours.

2. Tous les nobles sont tenus, dans l'espace de huit jours, de remettre leurs titres de noblesse à la maison-commune, pour y être brûlés.

3. Tout droit féodal est aboli, ainsi que celui de chasse.

4. Qui que ce soit ne pourra porter des dénominations de noblesse. Chacun sera appelé également du nom de *citoyen*, ou de celui de sa profession ou de sa charge.

5. Toutes les armoiries, toutes les livrées, toute marque distinctive de noblesse, disparaîtront sous huit jours.

6. Toute corporation qui exige des preuves de noblesse, est abolie.

7. Quiconque contreviendra au présent édit, sera réputé tenir au parti de l'aristocratie, et déclaré ennemi du peuple ».

Ces idées n'étoient point celles de la nation

» que l'on ne peut regarder que comme une marque de » servitude. Je suis libre, et je veux être libre. Je pars » pour faire connaître à tout le monde mes sentimens » qui sont les vôtres, et que vous m'avez chargé de » rendre publics à Paris ».

italienne, mais d'un petit nombre d'esprit dens et passionnés, que tourmentoit le soin, l'ambition ou le fanatisme d'une pl sophie mal entendue (1). Ils avoient partisans les dernières classes de la soci mais celles qu'élevoient au-dessus des a la naissance, l'éducation, la fortune, n rissoient contre la révolution française un sentiment secret et profond qui n'atter qu'une occasion pour éclater. Il éclata d manière terrible dans les fiefs impériaux.

Les habitans de ces fiefs, opprimés pa agens des armées françaises, épuisés par le quisitions, réduits à la misère, prirent le de courir aux armes. Les réquisitions soient en effet les villes et les campagne l'armée avoit besoin d'être habillée, on v les magasins de draps, de toiles, de bas souliers, etc. La cavalerie française, l'ar rie, les trains militaires, manquoient-il chevaux? on enlevoit, non-seulement ceu riches, mais ceux du plus pauvre cultivat et les terres restoient sans culture. On a taxé toutes les communes à une quantité d minée de fournitures en pain, en vin,

(1) A Turin, on découvrit un projet qui tendoit à ciner tous les nobles, et à s'emparer de leurs biens.

viande, en riz. Les aubergistes étoient tenus de fournir aux officiers une table abondamment et splendidement servie ; et pour satisfaire à ces dépenses, on ne donnoit aux fournisseurs que des billets payables en France, qui n'étoient presque jamais acquittés qu'à vil prix. Ces mesures portoient la désolation et la ruine dans toute l'Italie.

L'insurrection des fiefs impériaux se manifesta sur plusieurs points, et donna au général français les plus vives inquiétudes ; mais il avoit pour ces sortes d'occasions des mesures expéditives qui lui assuroient la tranquillité pour quelque temps.

Le général Lannes reçut l'ordre de marcher sur les fiefs impériaux, et d'y porter le fer et la flamme. Dans la nuit du 15 au 16 juin, les Français, au nombre de douze cents, entrèrent dans le canton d'Arquata, qui appartenoit au marquis de Spinola. Tout ce qu'on y trouva d'hommes armés fut taillé en pièces. Les maisons furent livrées aux flammes, à l'exception de trois qui appartenoient aux Génois ; les prisonniers furent fusillés.

La même exécution eut lieu aux environs de Tortone, et, dans cette funeste journée, les plus belles campagnes furent transformées en déserts, couvertes de cadavres, de cendres et

de ruines. Quinze des chefs furent livrés à une commission militaire, et fusillés.

Le marquis de Spinola fut condamné par contumace à être fusillé, comme ayant provoqué l'insurrection des habitans de sa seigneurie. Le jugement portoit qu'il seroit exécuté partout où l'on pourroit le rencontrer : heureusement on ne le rencontra pas.

Les communes qui n'avoient point été incendiées, furent imposées à une contribution extraordinaire, et Buonaparte rendit contre elles ses décrets de terreur accoutumés.

« Toutes les communes des fiefs impériaux enverront trois députés à Tortone, avec leur prestation de serment à la république française; elles fourniront deux otages, garans de leur fidélité.

» Tous les seigneurs possédant fiefs seront tenus de se rendre en personne à Tortone pour prêter le serment d'obéissance à la république, et si, cinq jours après la notification du présent ordre, ils ne l'ont pas fait, leurs biens seront confisqués.

» Vingt-quatre heures après la publication du présent ordre, les communes porteront à Tortone le montant de la contribution militaire, qui sera augmentée d'un dixième par jour de retard.

» Ceux qui, quarante-huit heures après la publication du présent ordre, seront trouvés avec des armes ou munitions, seront fusillés.

» Toutes les cloches qui ont servi à sonner le tocsin, seront descendues du clocher et brisées, vingt-quatre heures après le reçu du présent ordre. Ceux qui ne l'auront pas fait, seront réputés rebelles, et le feu sera mis à leurs villages.

» Les curés et les municipalités sont responsables de l'exécution du présent article ».

Ces sanglantes expéditions répandoient l'effroi dans toute l'Italie. Le Pape et le roi de Naples étoient encore armés ; mais quand ils virent les Français maîtres de Bologne, de Ferrare, de Livourne, et de tous les chemins qui conduisoient à leurs capitales, ils songèrent à apaiser l'ennemi commun.

Le roi de Naples avait fait, au commencement de la campagne, des préparatifs immenses, et l'esprit public répondoit parfaitement à ses vues. La seule province de Calabre avoit fourni huit mille cavaliers ; la ville de Caserte avoit levé et équipé à ses frais un bataillon de cinq cents hommes. Les volontaires accouroient en foule de toutes les parties de ses états, pour se ranger sous ses drapeaux, et combattre les amis de la liberté. On avoit formé quatre

camps sur la frontière, à San-Germano, Soro, Capoue et Fronto. Le roi opposoit aux proclamations de Buonaparte, des proclamations non moins énergiques; elles portoient que quiconque oseroit correspondre avec l'ennemi seroit puni de mort, et ses biens confisqués.

La même peine étoit prononcée contre ceux qui recevroient des lettres, des paquets, des courriers de l'ennemi, sans en avertir le gouvernement.

On défendoit les attroupemens du peuple au-delà de dix personnes. Les prévenus devoient être livrés à des commissions militaires, jugés et exécutés dans le même jour, sans recours à un tribunal d'appel.

Outre ces mesures, le roi de Naples avoit encore ordonné la formation d'un corps de cavalerie de nobles volontaires, composé de seize escadrons, commandés par le prince royal héréditaire. Son armée étoit pleine d'ardeur et ne respiroit que les combats.

De son côté, le Saint-Père avoit fait tous les efforts que lui permettoient sa situation et la nature de son gouvernement.

Il avoit invité, par une résolution pontificale, toute la noblesse de l'état ecclésiastique à faire le sacrifice de son argenterie, en s'obligeant envers les porteurs à leur tenir compte

de cinq pour cent au-dessus de la valeur intrinsèque des objets.

On fit sortir du territoire romain tous les gens sans aveu ; on ordonna des prières publiques dans toutes les églises; on enjoignit à tous les couvens, à toutes les confréries, à tous les monts-de-piété, de donner en cinq jours l'état des richesses qu'ils possédoient. On n'excepta que les objets absolument nécessaires au service du culte.

Mais ni les prières publiques, ni les discours des prédicateurs, ni les dons patriotiques, n'empêchoient l'armée française d'avancer. Alors la terreur fut générale. Mesdames, tantes du roi, avaient quitté Turin pour se réfugier à Rome; elles se disposoient à quitter Rome pour se réfugier à Messine. Le cardinal Mauri, effrayé du voisinage des démocrates, sollicita et obtint la permission de passer en Russie avec le titre de nonce du Pape. Plusieurs des premières familles de Rome partirent pour Naples, chargées de leurs effets les plus précieux.

Enfin pour écarter l'orage qui menaçoit la capitale du monde chrétien, on invoqua la médiation de M. le chevalier Azzara auprès du général français, et le Saint-Père nomma une députation qui se rendit au camp avec lui. Admis à l'audience de Buonaparte, les envoyés

cent objets d'art choisis dans les mus

(1) Buonaparte étoit à Bologne , au mon
le chevalier Azzara se rendoit à son camp pour l
rêts du Pape ; le majordome Manfredini s'y rend
les intérêts du grand-duc de Toscane. Le prem
juroit le général français, au nom de S. M. cathol
ne pas marcher sur Rome , et de respecter la viei
Saint-Père; l'autre le supplioit de ne point passer à l
comme le bruit en couroit. Buonaparte les écout
l'autre; il assure au chevalier Azzara qu'il ne pen
à la ville de Rome , que son unique dessein est de
sur Livourne et d'enlever les marchandises angl
donne sa parole d'honneur au majordome qu'il n
point à Livourne ; qu'il n'a d'autre projet que de
miner sur Rome. Les deux ambassadeurs se r tir
lement satisfaits. Peu d'heures après, ils se ren
et se communiquent le résultat de leurs confére
majordome prétend que le chevalier se trompe ;

Rome, et cinq cents manuscrits de la bibliothéque du Vatican.

Telle était la terreur répandue à Rome, que cette nouvelle, toute fâcheuse qu'elle étoit, y fut reçue avec enthousiasme. Depuis le départ des députés, le peuple étoit dans une agitation extraordinaire; il se portoit hors de la ville, sur les routes, attendant avec inquiétude le sort qui lui étoit réservé.

Lorsque le courrier, porteur de l'armistice, arriva, la sécurité et la joie succédèrent tout-à-coup à la terreur. Pie VI fit afficher dans tous les quartiers de la ville les heureuses nouvelles qu'il venoit de recevoir; on se porta en foule dans les églises pour remercier Dieu, et cet heureux événement fut célébré par des prières publiques et des *Te Deum*.

En peu de jours, on parvint à acquitter le premier terme de la contribution. Le prince Doria envoya au trésor toute son argenterie, évaluée un demi-million. Les principaux seigneurs rivalisèrent de zèle et de générosité. Pour acquitter les autres termes, on enjoignit à tous les habitans, sous peine d'amende et de peines afflictives, de faire la déclaration des matières d'or et d'argent qu'ils pourroient posséder. On envoya un banquier à Gênes pour y négocier un emprunt, avec ordre de se rendre

à Venise si les négociations de Gênes ne réussissoient pas. Deux ministres plénipotentiaires partirent pour aller à Paris demander la paix au directoire.

On attendoit à Rome le commissaire du gouvernement français. Le 23 juin, un courrier espagnol vint annoncer à M. le chevalier Azzara que M. Miot, ministre de la république française en Toscane, se disposoit à entrer à Rome. M. le chevalier Azzara partit aussitôt pour aller à sa rencontre, et le souverain pontife envoya à Montrosi un piquet de cavalerie pour servir d'escorte à l'envoyé. Le temps n'étoit plus où les rois marchoient à pied devant les légats du Saint-Père, s'honorant de tenir la bride de leur cheval.

L'entrée de M. Miot se fit avec beaucoup de pompe; il étoit accompagné du ministre espagnol, entouré d'un corps de troupe nombreux, et précédé d'un courrier portant la cocarde tricolore; il fut reçu avec la plus grande distinction par le Pape, et eut avec lui un long entretien. On fit enlever à Rome, et dans tous les états romains, les armoiries de la maison de France pour y substituer les emblèmes de la république.

Les cardinaux rendirent des visites à M. Miot qui partit quelques jours après, et laissa à sa

place M. Cacault, agent de la république en Italie. Rome fit un nouvel effort pour payer un nouvel à-compte sur la contribution. Le Saint-Père lui-même envoya à la monnaie toute son argenterie, quoiqu'elle fût richement travaillée ; on expédia de la trésorerie pontificale une somme de onze cent mille écus. Ce riche convoi fut escorté par des troupes jusqu'à Imola, lieu où cessoit la responsabilité du gouvernement romain.

Le roi de Naples, quoique plus puissant que le Pape, se décida à suivre son exemple. Il l'avoit imité au moment où l'on se disposoit à la guerre ; il l'imita encore lorsque la mauvaise fortune le contraignit à demander la paix. Il obtint comme le Pape un armistice, et envoya aussi des ambassadeurs au directoire pour obtenir un traité de paix. Ainsi toute l'Italie tremblloit devant la redoutable puissance de l'armée républicaine; et Buonaparte contemploit, avec orgueil, les souverains humiliés à ses pieds.

Mais cette soumission n'étoit qu'un vain effet de la terreur. Buonaparte ne savoit point user noblement de la victoire. Sa hauteur, sa dureté, ses déprédations, entretenoient dans les cœurs un ressentiment profond que le temps et la dissimulation ne faisoient qu'accroître et fortifier. A peine Rome étoit-elle soumise, qu'une insur-

rection dangereuse éclata dans la Romagne Malgré l'armistice, l'armée française continuoi de traiter en ennemis les états du Saint-Père On y levoit des contributions avec une rigueu excessive, les réquisitions de tous genres fati guoient et épuisoient le peuple. Ces exaction produisirent enfin une détermination subite e terrible. Les chefs des insurgés se rassemblèren à Lugo, bourg considérable de la légation d Ferrare. Mais, avant de commencer les hosti lités, ils firent au peuple une adresse pleine d patriotisme et d'énergie.

« Souffrirez-vous plus long-temps qu'on » vous enlève vos subsistances? Les campagne » sont épuisées; la misère et la faim désolen » vos familles; vos femmes sont en butte à tou » les outrages; tous les genres d'oppression » pèsent sur vous. Eh! quoi n'avons-nous plus » ni courage dans le cœur, ni force dans les » bras? Armons-nous pour le salut commun de » la patrie, pour la défense de notre souverain » et l'honneur de notre religion ».

Le peuple répondit à cet appel; le tocsin sonna dans toutes les communes voisines; les campagnes se couvrirent d'hommes armés, prêts à venger les outrages qu'ils avoient reçus.

Dès que le général Augereau fut instruit de cette insurrection, il se hâta de l'étouffer, et

ha à la tête de sa division. Il somma les
gés de déposer leurs armes dans trois heu-
es menaçant, en cas de refus, de porter
et la flamme dans leurs habitations.
s insurgés méprisèrent cette menace, et se
sèrent à une défense courageuse et obs-
. Ils attendirent, dans une embuscade,
orps de cavalerie qu'on leur envoyoit, le
irent, le mirent en déroute, tuèrent quel-
cavaliers, portèrent leurs têtes au bout des
s, et les exposèrent à la porte de leur
-de-ville.

baron Capelleti, chargé d'affaires d'Es-
e, s'efforça en vain de ramener les esprits
faire poser les armes aux insurgés; toute
de conciliation fut repoussée, et l'armée
nne marcha au devant de l'armée française,
ne de vaincre ou de périr. Le combat fut
ant et opiniâtre. Les Français avoient des
s imposantes en infanterie et en cavalerie;
rtillerie étoit bien servie et bien pourvue.
s trois heures d'une lutte acharnée et
le, le désordre se mit dans les bataillons
gés, une partie fut taillée en pièces, l'autre
ha son salut dans la fuite. Les Italiens
nt perdu près de douze cents hommes; les
çais en laissèrent deux cents sur le champ
taille. La ville fut cernée, prise d'assaut,

livrée au pillage et à toutes les horreurs de guerre ; tout ce qu'on trouva d'hommes en ét de porter les armes fut impitoyablement ma sacré : à peine épargna-t-on les femmes et l enfans. Les effets pillés furent vendus à l'encan

Cette expédition achevée, le général Aug reau retourna au quartier-général de Bologne, et y fit une proclamation ; elle portoit :

« Toute personne qui dans vingt-quatre heure n'aura pas déposé ses armes, sera fusillée ;

« Toute ville ou village où l'on trouvera u français assassiné, sera livrée aux flammes ;

« Tout habitant convaincu d'avoir tiré sur u français, sera fusillé, et sa maison brûlée.

« On brûlera également tout village qui s'ar mera ; enfin tout chef d'attroupement sera pun de mort ».

Ces horribles vengeances ne servaient qu rendre de plus en plus odieux le nom des Fran çais. Buonaparte, en racontant ce cruel évé nement, en dénatura presque toutes les circons tances. Il calomnia les prêtres (1), les nobles,

(1) Je n'ai point rapporté une anecdote dont Buon parte a embelli une de ses lettres au directoire. En ren dant compte de ses premières opérations contre Mantoue il annonce que ses soldats ont eu le bonheur de sauve une jeune et déplorable victime du fanatisme religieu

les moines, les aristocrates. C'étoient eux qui, par leurs prédications incendiaires, leurs écrits séditieux, leurs déclamations fanatiques, avoient provoqué la révolte. Il accusa les insurgés d'avoir attiré un officier parlementaire dans une embuscade, et de l'avoir lâchement assassiné. Il ne parla ni de la proclamation du général Au-

---

« Lorsque le faubourg Saint-Georges fut au pouvoir » des Français, dit-il, des soldats entrèrent dans un cou» vent de religieuses, qui s'étoient sauvées parce que » leur maison étoit exposée aux coups de canon. A peine » entrés, ils entendirent des cris; ils accoururent dans » une basse-cour, enfoncèrent une méchante cellule, et » trouvèrent une jeune personne assise sur une mauvaise » chaise, les mains garottées par des chaînes de fer. Sa » physionomie annonçoit vingt-deux ans; elle étoit de» puis quatre ans dans cette triste situation, pour avoir » voulu s'échapper, et obéir à l'impulsion de la nature et » à celle de son cœur, à l'âge et dans le pays de l'amour. » Les grenadiers en prirent un soin particulier; elle » montra beaucoup d'intérêt pour les Français. Elle avoit » été belle, et joignoit à la vivacité du climat la mélanco» lie du malheur, qui la rendoit intéressante. Toutes les » fois qu'il entroit quelqu'un, elle paroissoit inquiète. On » apprit bientôt qu'elle craignoit le retour de celles qui » avoient violé en elle les plus sacrés des droits. Elle de» manda en grâce à respirer l'air pur; comme on lui ob» serva que la mitraille pleuvoit autour de la maison: » Ah! dit-elle, mourir c'est rester ici »!

victoires et de triomphes. On se glorifi

Tout ce récit ne paroît qu'une fable ajoutée
letin assez insignifiant, pour lui donner quelq
Buonaparte connoissoit mieux qu'un autre l'a
tenir la crédulité du peuple, et d'en profiter. I
de la religieuse devoit exciter une vive indigna
les couvens; et comme il s'agissoit de les pille
détruire, rien n'étoit plus à propos que de d
esprits aux violences qu'on se préparoit à exerc
une idée assez répandue dans le peuple que l'in
chaque couvent recéloit une prison souterrain
quelle on enterroit tout vifs les religieux ou les
dont on étoit mécontent. On appeloit ces tou
vade in pace, et l'on supposoit qu'on n'y laisso
times pour toute ressource qu'un pain et un
avec lesquels ils soutenoient encore leur vie pen
ques jours; après quoi ils mouroient. La ré
ouvert tous les couvens; les officiers municipa
tes les communes . les patriotes de toutes les

orribles attentats; et lorsque l'ex-bénédictin
oultier, qui rédigeoit un journal intitulé l'*Ami
es Lois*, qu'on auroit bien plus justement appe-
é l'*Ami de l'Anarchie*, apprit que les Fran-
ais étoient entrés à Vérone, il écrivit, avec
n fanatisme révolutionnaire : *La terreur est à
'ordre du jour, depuis les Alpes jusqu'au mont
Aventin.*

Elle l'étoit également dans l'intérieur de la
rance. Les jacobins conspiroient en faveur de
a démocratie; les royalistes conspiroient en
aveur de la monarchie, et le directoire cons-
iroit contre tout le monde. Haï de tous les
artis, fatigué des attaques qu'on lui livroit
ous les jours, il s'abandonnoit à des actes de
yrannie, et la signaloit surtout contre les émi-
rés et les prêtres; on ne se contentoit pas
'assassiner, on demandoit leur extradition aux
uissances voisines, pour les faire fusiller ou
écapiter. A Toulouse, deux femmes disputè-
ent au bourreau et obtinrent l'atroce jouissance
e guillotiner un de ces malheureux gentilshom-
nes.

Tant de cruautés rendoient les Français in-
ensibles aux triomphes de leurs armées, et l'on
isoit peut-être plus de vœux pour les Autri-
hiens que pour la république.

CHAPITRE X.

Revers des Français ; Prise de Vérone, de Brescia ; siége de Peschiera, par les Autrichiens ; Mouvemens en Italie ; Inquiétudes du Directoire ; Levée du siége de Mantoue ; Bataille de Castiglione ; Victoire des Français.

Le maréchal Wurmser venoit de rassembler, dans le Tyrol, des forces considérables. Son armée, l'élite de l'armée du Rhin, réunie à celle du général Beaulieu, formoit un corps de près de cinquante mille hommes. L'armée française, étendue sur une ligne immense, s'étoit encore affoiblie par une suite de combats meurtriers. Les gazettes ennemies évaluoient à vingt-six mille hommes les pertes qu'elle avoit éprouvées depuis le 28 mai jusqu'au 7 du mois de juin. On supposoit également que les tentatives qu'elle avoit faites sur l'Adige lui coûtoient quinze mille hommes. Ces calculs étoient évidemment exagérés ; mais en les réduisant à moitié, ces pertes étoient encore énormes. On étoit obligé d'entretenir des garnisons à Livourne, à Ferrare, à Urbin, à Vérone, enfin dans toutes les places fortes dont on s'é-

toit emparé : le siége de Mantoue occupoit une partie de nos forces.

L'Italie, gémissant sous un joug de fer, jetoit les yeux sur le maréchal Wurmser, comme sur un libérateur, et n'attendoit qu'un moment favorable pour repousser la tyrannie de la liberté. Ce général, blanchi dans les travaux de Mars, montroit, dans un corps vieilli par les ans, toute l'ardeur d'une âme jeune et forte, aidée de soixante ans d'expérience.

Il commença par établir des lignes fortifiées avec beaucoup de soin entre la tête du lac de Garda et l'Adige, et se disposa ensuite à prendre l'offensive. Les Français, accoutumés à la victoire, vinrent l'y attaquer et obtinrent d'abord quelques succès. Un détachement d'infanterie, commandé par le chef de bataillon Marchand, le tourna par sa droite, escalada les hauteurs, parvint à lui tuer une centaine d'hommes, lui fit deux cents prisonniers, et lui enleva des bagages.

Un autre chef de bataillon eut le même succès à la gauche ; les Autrichiens surpris abandonnèrent une partie de leurs retranchemens, et se concentrèrent sur des positions plus fortes.

Avant cette attaque, Buonaparte avoit adressé aux Tyroliens une proclamation insidieuse, dans laquelle il annonçoit qu'il ne marchoit que pour

forcer la cour de Vienne à la paix; que la cause même des Tyroliens qu'il veno fendre ; que, si la nation française ain respectoit tous les peuples, elle aimoi particulièrement encore les habitans si et vertueux des montagnes. Il prom de la part de l'armée, la discipline la pl vère, l'amitié la plus fraternelle. Mais nonçoit en même temps que, si les habit Tyrol étoient assez peu éclairés sur le térêts pour prendre part à cette guerre, le çais seroient terribles comme le feu du qu'ils brûleroient les maisons, dévasteroi campagnes, couvriroient le pays de cen de ruines.

Cette proclamation artificieuse et men ne produisit aucun effet. C'étoit une ar commençoit à s'user; et les Tyroliens, fidèle et franc, savoient d'avance ce que que l'amour et le respect de Buonapart les *habitans simples et vertueux des mont* L'exemple de la Suisse et celui de l'Itali loient assez haut. Ils restèrent attachés souverain, et coururent aux armes po pousser l'ennemi commun.

Soutenu de la volonté de ces peuples queux, Wurmser se présenta brusqueme vant la ligne française, et l'attaqua sur t

points; les positions étoient défendues par de nombreuses batteries qui les rendoient formidables. L'aassaut fut terrible, la défense ne le fut pas moins; des deux côtés, l'artillerie causoit d'horribles ravages. Pendant plusieurs heures, la victoire parut indécise; enfin le général autrichien l'emporta. Les retranchemens furent forcés; l'armée républicaine fit des prodiges de valeur; on se battit corps à corps, à l'arme blanche; le carnage fut horrible. Pour la première fois la fortune trahit les bataillons qu'elle avoit toujours protégés. Les Français, rompus sur tous les points, furent réduits à la retraite. On estima notre perte à près de quinze mille hommes tués ou faits prisonniers; presque tous les canons des batteries tombèrent entre les mains de l'ennemi. En même temps, une flotille autrichienne, venue de Trente par le lac de Garda, attaqua Salo; un détachement d'environ trois mille hommes se porta sur Brescia; les deux places se rendirent, et les garnisons restèrent prisonnières de guerre. Déjà des partis de hulans débordoient toutes nos positions, et poussoient leurs courses jusques aux portes de Milan. Vérone, Porto-Legnano, Ferrare, etc., avoient été abandonnés précipitamment. Toute l'armée française étoit en déroute; et les Autrichiens la poursuivoient vivement.

Buonaparte vit le danger de sa positio
en mesura toute l'étendue, et ne se lai
point abattre. Un seul jour pouvoit lui ra
le fruit de trois mois de victoires. La reno
mée, qui sème avec la même activité
bonnes et les mauvaises nouvelles, portoit p
tout le bruit de ses défaites. L'Italie s'agitoit
toutes parts; Paris étoit dans l'attente; le
tectoire, abhorré de tous les partis, frémisso
et les hommes fidèles à la monarchie co
mençoient à reprendre de l'espérance.

Dans cette extrémité, Buonaparte sauva l'
mée par par un coup de génie. Il lève subi
ment le siége de Mantoue, abandonne dev
la place toute son artillerie, et donne à ses
néraux l'ordre de venir le joindre à la hâte.

Il étudie la position et les mouvemens
l'ennemi; il voit les forces autrichiennes sé
rées par un assez grand intervalle, forme
projet de les attaquer séparément, se jette d
bord sur Brescia, emporte cette place, revi
sur le maréchal Wurmser, qui croyoit le po
suivre, et lui présente la bataille.

Le général Masséna étoit au centre, le
néral Guieux commandoit la gauche, le
néral Augereau la droite. Wurmser prévi
l'armée française, et se précipite sur l'ava
garde de Masséna, l'enveloppe, enlève tr

ièces de canon, fait prisonnier l'officier qui mmande ce corps, et étend sa ligne pour cer- er les Français. Buonaparte saisit cette oc- sion, forme la dix-huitième demi-brigade a colonne serrée, attaque à son tour, enfonce nnemi, disperse ses rangs, reprend son ar- llerie et le général d'avant-garde. Les Autri- hiens veulent opérer leur retraite sur le Min- o; Buonaparte prévoit leur dessein, dépêche n aide-de-camp Junot, à la tête de la compa- nie des guides, pour gagner l'ennemi de vitesse, t le forcer à se jeter sur Salo. Junot rencontre colonel Bender avec une partie de son régi- ent de hulans; il le dépasse, et l'attaque en ont; lui-même, en se jetant avec trop d'ar- eur au milieu des ennemis, se trouve enve- ppé; il se défend avec une bravoure héroïque, at à ses pieds six cavaliers, reçoit six coups e sabre, et tombe dans un fossé; mais le este des hulans est battu par les guides, et se etire sur Salo. Déjà cette place étoit occupée ar les Français. La division autrichienne se rouve sans ressource, et se précipite dans les ontagnes.

En même temps le général Augereau s'a- nce sur Castiglione, s'empare de cette po- ition, livre et soutient des combats opi- iâtres, et triomphe partout. Rien ne tient

contre l'invincible ardeur des légions franç

L'ennemi avoit déjà perdu vingt piè canon, deux mille hommes tués ou bl trois ou quatre mille prisonniers; mais la toire de l'armée républicaine n'étoit pa core assurée. Elle avoit elle-même éprouv pertes considérables. Trois chefs de br étoient restés sur le champ de bataille. Le ral Dallemagne, après de brillans succès, été enveloppé de toutes parts et réduit faire jour à travers les rangs autrichiens.

L'activité de Buonaparte suffisoit à contre la constance et l'habileté du mar Wurmser. C'étoit un spectacle curieux de un vieux capitaine octogénaire lasser en que sorte l'infatigable jeunesse d'un gu de vingt-huit ans.

Il rassemble un corps de vingt-cinq hommes, une cavalerie nombreuse, et s pose à tenter encore le destin. De son côté, naparte réunit toutes ses colonnes, et fa mouvement rétrograde pour attirer les A chiens à lui, et faciliter au général Serr le moyen de tourner la gauche du mar Wurmser. Ce mouvement réussit au-del ses espérances. L'ennemi avoit une ligne fo dable et beaucoup d'artillerie; il hésite s'il quera. Le général français fixe bientôt so

résolution. L'aile droite, la cavalerie, et dix-huit pièces d'artillerie légère attaquent la gauche des Autrichiens; le centre et la gauche de l'armée française marchent sur un déploiement de plus d'une lieue : les avant-postes de l'ennemi sont culbutés; la colonne du général Serrurier se montre derrière l'aile gauche autrichienne; le maréchal Wurmser, se voyant pris à revers, ordonne la retraite; on le poursuit jusqu'au Mincio; on lui fait huit cents prisonniers, on lui enlève quinze pièces de canon et cent vingt caissons de munitions. L'armée française passe le fleuve et fait lever le siége de Peschiera.

Ce triomphe n'avoit pas été obtenu sans fatigue et sans danger. Pendant huit jours toute la cavalerie, généraux, officiers et soldats, avoit été sur pied. Les hommes et les chevaux étoient excédés; mais l'amour de la gloire et la nécessité de vaincre soutenoient leur courage.

Ce fut au milieu de ces mouvemens que Buonaparte se signala par un de ces traits de présence d'esprit et d'audace, dont l'histoire n'offre qu'un petit nombre d'exemples. Il s'étoit porté de sa personne à Lonado pour surveiller l'attaque d'une division ennemie postée à Salo. Tout à coup un parlementaire se présente, et déclare que la gauche de l'armée française est cernée;

qu'il vient la sommer de se rendre. Buonapar
réfléchit un instant; éclairé par un trait de l
mière, il conçoit qu'il ne peut être attaqué
Lonado que par la division qui avoit été coup
et forcée de se jeter dans les montagnes;
prend son parti aussitôt, et faisant débander
yeux au parlementaire : « Allez annoncer,
» dit-il, à ceux qui vous envoient, que vo
» avez vu le général en chef au milieu de l'
» mée française. C'est vous qui êtes prisonnie
» et si votre corps ne se rend dans huit minut
» et s'il brûle une seule amorce, je fais tout
» siller ». Le parlementaire étonné peut à pe
croire ce qu'il voit, et retourne à son corps.
chef de la colonne ennemie demande à être
tendu; il propose une capitulation. — Non,
pond Buonaparte, et il fait sur-le-champ avan
ses grenadiers; le général ennemi effrayé se re
En huit minutes, quatre mille hommes r
gés en bataille, avec quatre pièces de canor
trois drapeaux, déposent les armes, et se livr
entre les mains des Français.

Ce combat de Castiglione est peut-être de t
les faits d'armes de Buonaparte celui qui l'
nore davantage : courage, présence d'espr
activité, génie militaire, il déploya tout d
cette grande et mémorable circonstance.
moindre hésitation, la faute la plus légère, p

doit l'armée française : le talent d'un seul homme la sauva.

Il est vrai que le courage, l'habileté et le dévouement de ses officiers généraux, le secondoient puissamment. Augereau, Masséna, Marmont, Dallemagne, etc., se distinguèrent par des traits d'héroïsme, dont aucune autre armée ne donnoit d'exemple. C'étoit une pépinière d'habiles et audacieux capitaines. Le général Berthier servoit du bras et du conseil, et le général Serrurier, qui commandoit le corps de réserve, arriva si à propos sur les derniers rangs de l'ennemi, qu'il mit le désordre et l'effroi dans toute l'armée.

Wurmser étoit loin de trouver les mêmes ressources dans ses généraux. Le baron de Liptay avoit reçu ordre de s'emparer de Castiglione. Mal instruit par ses coureurs, il se mit en marche de grand matin, ignorant que le général Augereau étoit entré la veille dans cette place.

Une partie des Français occupoit la ville, l'autre s'étoit rangée à quelque distance, dans une plaine où elle sembloit attendre l'heure du combat. Le général avoit enjoint à ses soldats de ne laisser sortir aucun des habitans, de se tenir eux-mêmes cachés, et de ne se montrer que quand les Autrichiens seroient entrés.

Ses ordres furent ponctuellement exécutés ;

le baron de Liptay marchoit dans une sécurité profonde. Un espion lui rapporte que les Français ont évacué Castiglione pendant la nuit, dans la crainte d'y être attaqués, et qu'il n'en reste pas un seul dans la ville ; le général autrichien, sans autre information, entre dans la place, et n'y rencontre pas un seul ennemi. Les habitans paroissoient ensevelis dans un profond sommeil ; mais à peine ses troupes ont-elles pénétré dans l'intérieur des rues, que les Français postés sur les toits, et embusqués dans des lieux couverts, font de toutes parts sur eux un feu terrible et meurtrier ; les Autrichiens veulent fuir, se rallier et se venger ; la mort les suit partout ; chaque rue offre les mêmes dangers, et recèle les mêmes ennemis.

Le massacre dura plus d'une heure, et peut-être ne seroit-il pas échappé un seul des ennemis, si le reste de la colonne française eût pu arriver à temps pour les achever.

Cette défaite décida du sort de la campagne. Le maréchal Wurmser venoit de perdre tous ses avantages aussi rapidement qu'il les avoit obtenus. Cinq jours de combat lui coûtoient douze mille hommes (1).

(1) Le rapport de Buonaparte fait monter la perte des Autrichiens à quinze mille prisonniers, six mille hommes

cette détresse, il prit le parti de jeter
orts considérables dans Mantoue, et de
les gorges du Tyrol. Cependant ses dis-
'étoient pas sans consolations. Il avoit
Français toute leur artillerie de siége,
a forteresse de Mantoue en état de se
e pendant plusieurs mois.
uit de la victoire de Castiglione fut pour
çais la reprise de toutes les places qu'ils
abandonnées. Le général Masséna avoit
r le siége de Peschiera; le général Ser-
narcha sur Vérone, et y arriva au mo-

---

blessés, soixante-dix pièces de canon de cam-
ous les caissons, etc. Ce rapport est évidem-
géré. Les forces du maréchal Wurmser ne s'é-
as à plus de cinquante mille hommes. Il auroit
ur justifier les calculs du général français, qu'il
1 près de la moitié de son armée. Les opérations
uta ensuite démontrent le contraire. On a re-
nussi qu'en rendant compte du combat de Casti-
Buonaparte avoit affecté de faire observer que
es du maréchal Wurmser étoient les mêmes
les bords du Rhin, s'étoient mesurées avec le
Moreau, et avoient plus d'une fois balancé la
Dès lors, les trophées de ce grand homme com-
it à l'importuner. Il étoit bien aise de trouver
1 de rabaisser la gloire de son rival, pour élever
propre.

ment même où l'arrière-garde autrichienne se disposoit à évacuer la ville. Le provéditeur demanda quelque temps pour ouvrir les portes; Buonaparte les fit enfoncer à coups de canon, prit des bagages, et fit quelques prisonniers.

Il avoit besoin de ces nouveaux triomphes pour dissiper les orages qui commençoient à se former contre lui. On voyoit avec inquiétude s'élever dans les rangs des jacobins un homme dont les talens et le caractère pouvoient menacer un jour la liberté publique; on ne trouvoit point dans ses actions cette grandeur d'âme, cette générosité, cette modestie, qui distinguent éminemment les hommes nés pour la gloire et le bonheur de leurs semblables. Ses rapines, ses cruautés, la prodigalité avec laquelle il versoit le sang humain, inspiroient de justes alarmes.

On n'osoit point encore l'attaquer de front; mais on lui portoit quelques coups détournés, qui tendoient à miner sourdement l'édifice de sa réputation. On lui adressa, dans un papier public, sous le nom de Montesquieu, l'avis suivant :

Montesquieu à Buonaparte.

« Les conquêtes sont aisées à faire, parce » qu'on les fait avec toutes ses forces. Elles

» sont difficiles à conserver, parce qu'on ne les » défend qu'avec une partie de ses forces.

» Dans les conquêtes, il ne suffit pas de » laisser à la nation vaincue ses lois; il est peut-» être plus nécessaire de lui laisser ses mœurs, » parce qu'un peuple connoît, aime et défend » toujours plus ses mœurs que ses lois.

» Les Français ont été chassés neuf fois de » l'Italie, à cause, disent les historiens, de leur » insolence envers les femmes et les filles. C'est » trop pour une nation d'avoir à souffrir la » fierté du vainqueur, et encore son incontinence, et encore son indiscrétion sans doute » plus fâcheuse, parce qu'elle multiplie à l'infini les outrages » (1).

---

(1) On publia aussi dans le *Journal de Paris* quelques articles qui méritoient de fixer l'attention ; l'un étoit intitulé : *D'un grand changement survenu dans les rapports du gouvernement avec les généraux et les commissaires qui les suivent.*

L'auteur demandoit pourquoi les trois généraux français qui avoient voulu faire marcher leurs troupes contre ce qu'ils regardoient comme une faction dans le gouvernement, avoient été abandonnés par elles, quelque attachées qu'elles leur fussent par l'estime, la confiance et la communauté des périls et de la gloire ; et il répondoit :

« C'est parce que pendant tout le règne du papier-» monnaie, les gouvernans étoient assis non-seulement

Bientôt des reproches plus graves, des
sations plus sérieuses, éclatèrent con
vainqueur d'Italie. On parloit hautem
ses projets d'indépendance, des trésors
mes qu'il accumuloit, de la fortune sc
leuse du commissaire Salicetti, des dil
tions de tous les genres sous lesquelles
soient les peuples vaincus; on s'entre
ouvertement d'une conjuration dont B

» sur le coffre-fort, mais sur le puits d'où se
» tous les moyens de dépenses. Ils avoient, outr
» cilité de résister aux plus violentes attaques, le
» d'exercer la plus complète oppression. D
» effusions d'assignats ont suffi pour débander le
» dos et désorganiser le Midi insurgés. Il suffit au
» pes de ligne de voir d'où vient leur solde pour
» se disent : *Nous ne marcherons pas contre le*
» *nement*. Ça donc été une grande folie à ces troi
» raux de vouloir imiter Sylla, Marius, César,
» chir le Rubicon.

» Pourquoi Marius, César, Sylla, ont-ils réussi
» marcher leurs troupes contre Rome? La ré
» cette question nous ramène à des circonstan
» semblables à celles où nous nous trouvons : c
» leurs troupes occupoient des pays envahis; c'e
» étoient enrichis des dépouilles qu'ils avoient arr
» c'est que l'argent, au lieu d'aller du sénat aux a
» venoit des armées au sénat; c'est que les géné
» les questeurs, par les mains de qui il passoit,

parte devoit être le chef, et dans laquelle devoient entrer Sieyes, Barras, Tallien, Fréron, Legendre, et l'on assuroit que le but de ce complot étoit de renverser le directoire, et d'appeler sur le trône un prince de la maison de Bourbon. On citoit à ce sujet une lettre de madame de S.., aujourd'hui madame de G.., dans laquelle elle reconnoissoit que l'héritier légitime de la couronne étoit à la vérité Louis XVIII; mais

---

» les maîtres de s'en servir contre Rome ; c'est que les » généraux avoient tout, le gouvernement rien ; qu'ils » nourrissoient les soldats, et que les soldats et les généraux disoient : Nous nourrissons le gouvernement.

» Revenons maintenant sur nous-mêmes. Nous n'avons plus de ressources dans le papier-monnaie ; nous n'avons point encore de contributions régulières. Toutes nos finances sont dans les fruits de la guerre, dans les impôts levés sur les vaincus; nos généraux sont les trésoriers de la nation, et leurs coffres la trésorerie nationale. Voilà un gouvernement dans le cas de dire : *Envoyez-moi de l'argent*, au lieu de dire : *Je vous envoye*, ou *je vous refuse de l'argent.*

» La présence d'un commissaire civil près chaque armée ne suffiroit pas pour prévenir les abus, si le général étoit capable d'en commettre. Un général peut si facilement faire de son surveillant son conseil ou sa victime ! Ce sujet s'étend beaucoup quand on le considère de près.... ». C'étoit M. Rœderer qui osoit faire ces observations.

en insinuant adroitement qu'un autre avoit par ses qualités et ses talens bien de à l'intérêt des Français (1). Ce prince Altona ; ses frères gémissoient encore d prisons de Marseille ; le directoire les barquer pour Philadelphie, et invita l aîné à suivre cet exemple. Le prince et fit constater son embarquement à bourg.

Ces actes indiquoient suffisamment les tudes du gouvernement. Il ne voyoit p effroi à la tête d'une armée puissante et rieuse un jeune guerrier plein d'ambi d'audace, entouré de jeunes guerriers lui, qui pouvoient, quand ils voudroi partager l'empire ; mais cet effroi mên doit ses démarches timides et incertai craignoit également de laisser le pou Buonaparte, et n'osoit le lui retirer.

(1) On entreprit néanmoins de justifier les inter madame de G. ; on faisoit observer qu'en louant l qualités de son élève, elle lui refusoit celles qui cessaires à un *prince* qui veut jouer le rôle diffi *surpateur ;* elle alléguoit à son ambition toutes le capables de l'étouffer, à son patriotisme tous le propres à le nourrir. Mais des interprètes moins l lans ne voyoient dans ce langage que des vues pl tes, une dissimulation plus profonde.

après de longues irrésolutions, on convint de le rappeler, et de lui substituer le général Hoche. Ce général venoit de pacifier la Vendée ; il étoit aimé de l'armée, et passoit pour très-attaché à la république ; mais au moment où le directoire pensoit à lui, les revers de l'armée d'Italie venoient d'être réparés avec un éclat qui ajoutoit encore à la gloire de Buonaparte. Il envoyoit à Paris des drapeaux, des coursiers magnifiques, et surtout des sommes considérables, fruits précieux de la victoire. L'enthousiasme des soldats pour lui étoit à son comble. Le directoire prit le parti de dissimuler, reçut les présens avec l'appareil accoutumé, parla des victoires de Buonaparte, de ses talens et de sa fidélité, sans laisser apercevoir le moindre soupçon, et chercha à couvrir des ombres du secret la délibération qu'il venoit de prendre.

Mais Buonaparte avoit trop d'affidés à Paris pour n'être pas instruit de tout ce qui s'y faisoit, et les journaux, attachés à sa cause, parlèrent de son rappel comme d'une trahison et d'une calamité publique ; il se plaignit hautement et accusa de sa disgrâce les amis de l'Autriche. Le directoire, effrayé, se hâta d'apaiser son général, et de calmer l'inquiétude de l'armée par un désaveu formel.

« Général, lui écrivit-il, le directoire n'
» qu'à se louer de l'infatigable activité avec la
» quelle vous combattez les ennemis de la li
» berté. Il partage avec tous les vrais amis d
» leur patrie l'admiration qu'inspirent l
» grands talens militaires que vous déploye
» il voit avec indignation la perfidie avec l
» quelle des folliculaires coalisés se sont perm
» d'attaquer la loyauté, la constante fidéli
» de vos services. Il se doit à lui-même le d
» menti formel qu'il donne aux absurdes c
» lomnies que leur a fait hasarder le beso
» d'entretenir la malignité par quelques réci
» qui puissent l'aiguillonner, et faire lire leu
» productions.

» Non, citoyen général, jamais les amis
» l'Autriche n'ont pu prévenir le directoi
» contre vous, parce que les amis de l'Aut
» che n'ont ni accès ni influence au dire
» toire; parce que le directoire connoît v
» principes et votre attachement inviolable
» la république. Non, jamais il n'a été que
» tion de votre rappel; jamais le directoir
» jamais aucun de ses membres n'a pu pens
» donner un successeur à celui qui cond
» si glorieusement les républicains à la vi
» toire.

» Le folliculaire, qui voulant avoir l'air

» vous défendre, ose dire qu'il avoit connois-
» sance de l'intrigue ourdie contre vous, et
» dont une affaire d'argent n'étoit que le pré-
» texte, ce folliculaire en impose, il trompe
» le public, et il est évidemment indigne de
» sa confiance. S'il a connoissance d'une in-
» trigue, qu'il la découvre, qu'il la fasse con-
» noître au directoire. Vous avez, citoyen
» général, la confiance du directoire. Les
» sommes considérables que la république doit
» à vos victoires, prouvent que vous vous oc-
» cupez tout à la fois de la gloire et des inté-
» rêts de votre patrie. Tous les bons citoyens
» sont d'accord sur cet objet. Vous n'aurez pas
» de peine à abandonner les jactances, les ca-
» lomnies des autres au mépris qu'elles mé-
» ritent par elles-mêmes, et plus encore par
» l'esprit qui les dirige ».

Après avoir écrit cette lettre, le directoire ne se crut pas encore en sûreté; il appela à son secours le général Hoche, et obtint de lui un acte public pour lui servir de garantie. On imprima dans tous les papiers publics une lettre du général au ministre de la police :

« Des hommes qui, cachés ou ignorés pen-
» dant les premières années de la fondation de
» la république, n'y pensent aujourd'hui que
» pour trouver les moyens de la détruire, et

» n'en parlent que pour calomnier ses plus » fermes appuis, répandent depuis quelques » jours les bruits les plus injurieux à l'armée » et les plus absurdes contre un des officiers » généraux qui la commandent. Ne leur est-il » donc pas suffisant, pour parvenir à leur but, » de correspondre ouvertement avec la horde » conspiratrice résidant à Hambourg? Faut-il, » pour obtenir la protection des maîtres qu'ils » veulent donner à la France, qu'ils avilissent » les chefs des armées, les meilleurs amis du » gouvernement?

» Pourquoi donc Buonaparte se trouve-t-il » l'objet de la fureur de ces messieurs? Est-ce » parce qu'il a abattu leurs amis et eux-mêmes » en vendémiaire? Est-ce parce qu'il dissout » les armées des rois, et qu'il fournit à la ré- « publique des moyens de terminer cette hono- » rable guerre? Ah! brave jeune homme, quel » est le militaire républicain qui ne brûle du » désir de t'imiter? Courage! courage! Buo- » naparte! Conduis à Naples, à Vienne, nos » armées victorieuses; réponds à tes ennemis » personnels en humiliant les rois, en don- » nant à nos armes un lustre nouveau; laisse- » nous le soin de ta gloire, et compte sur » notre reconnoissance.

» J'ai ri de pitié en voyant un homme, qui,

d'ailleurs, a beaucoup d'esprit, annoncer des inquiétudes, qu'il n'a pas, sur tous les pouvoirs accordés aux généraux français. Vous les connoissez à peu près tous, citoyen ministre. Quel est donc celui qui, en admettant même qu'il ait assez de pouvoir sur son armée pour la faire marcher contre le gouvernement, quel est celui, dis-je, qui jamais entreprendroit de le faire sans être sur-le-champ accablé par ses compagnons? A peine les généraux se connoissent-ils; à peine correspondent-ils ensemble; leur nombre doit rassurer sur les desseins qu'on prête gratuitement à l'un d'eux; ignore-t-on ce que peuvent sur les hommes, l'envie, l'ambition, la haine : je puis ajouter, je pense, l'amour de la patrie et l'honneur? Rassurez-vous donc, républicains modernes.

» Quelques journalistes ont poussé l'absurdité au point de me faire aller en Italie pour arrêter l'homme que j'estime, et dont le gouvernement a le plus à se louer; on peut assurer qu'au temps où nous vivons, peu d'officiers généraux se chargeroient de remplir les fonctions d'un gendarme, bien que beaucoup soient disposés à combattre les factions et les factieux, quel que soit au surplus le motif apparent de la révolte.

» Il me semble qu'un parti audacieux, mais
» sans moyens, voudroit renverser le gouverne-
» ment actuel, pour y substituer l'anarchie;
» qu'un second, plus dangereux, plus adroit,
» tente le même bouleversement pour redon-
» ner à la France la constitution boiteus
» de 1791 ; qu'un troisième enfin, s'il sai
» prendre l'empire que lui donnent les lois
» vaincra les deux autres, parce qu'il est com
» posé de républicains vrais, laborieux e
» probes, dont les moyens sont les vertus e
» les talens, et qu'il compte au nombre de se
» partisans tous les bons citoyens et les ar
» mées qui n'auroient sans doute pas vainc
» depuis cinq ans pour laisser asservir la pa
» trie ».

Ces deux lettres étoient très-propres à dé
sarmer le ressentiment du héros d'Italie. Mai
aux yeux des hommes éclairés, ce n'étoit qu
le manifeste humiliant de la foiblesse et de l
pusillanimité du directoire ; on se demando
comment le gouvernement français pouvo
perdre le sentiment de sa dignité, jusqu'à de
cendre dans l'arène avec les journalistes, e
s'engager dans une sorte de pugilat en faveu
d'un de ses généraux ; on s'étonnoit de le vo
employer les formules de la crainte et de l'a
dulation, au lieu du langage modéré, ma

ferme d'une autorité bienveillante. L'intervention du général Hoche ne paroissoit pas moins déplacée, et loin de dissiper les bruits qu'on avoit répandus à son sujet, elle ne faisoit que les fortifier.

Ses menaces, ses invectives, le ton de hauteur qui régnoit dans sa lettre, étoient un sujet de scandale pour tous ceux qui croyoient qu'un général étoit tout à l'armée et rien dans l'état ; on tiroit de fâcheux présages pour l'avenir, de la timidité d'un gouvernement, qui, quelques mois après son institution, trembloit déjà devant ses généraux, et les mettoit dans la confidence de sa foiblesse, en les appelant à son secours.

Buonaparte étoit trop habile pour ne pas sentir tout l'avantage de sa position. Ses victoires sur les armées autrichiennes avoient commencé sa puissance ; mais l'abaissement du directoire achevoit son triomphe. Dès ce jour, il put se regarder comme l'arbitre des destinées de la France ; et s'il ne disposa pas pour lui-même des faisceaux républicains, c'est que la soumission et la conquête de l'Italie exigeoient encore quelques combats.

A peine la nouvelle des succès de l'armée autrichienne s'étoit-elle répandue, que déjà toute l'Italie étoit dans l'agitation. On se flat-

toit qu'enfin le ciel alloit mettre un terme aux maux qui désoloient la plus belle contrée de l'Europe. Des écrits patriotiques excitoient le peuple à seconder les vues du ciel, à reconquérir sa liberté, et à se venger de ses oppresseurs.

A Crémone, à Casal-Maggiore, et dans quelques autres lieux, on foula aux pieds la cocarde nationale. On poursuivit avec fureur les nouveaux apôtres de la liberté et de l'égalité; on les chassa jusque sur les rives du Pô, où ils furent contraints de s'embarquer pour se dérober à la vengeance publique : le commandant de Casal-Maggiore, fier républicain, s'y noya.

A Crémone, on proposa de conserver l'arbre de la liberté pour y pendre les patriotes. A Rome, dès qu'on apprit les revers de l'armée française, le Pape expédia le cardinal Matte pour reprendre possession de Ferrare.

Mais déjà les idées républicaines avoient commencé à germer dans cette ville, et dans quelques autres. Elles se flattoient de recouvrer leur ancienne indépendance, et Bologne avoit envoyé auprès de Buonaparte le poëte Savioli, pour lui demander des lois et sa protection.

Quand on vit arriver le légat à Ferrare, on ne s'opposa point à son entrée. Le peuple parut soumis, quoique mécontent; mais quand il vit renverser les faisceaux de la république

r rétablir les armes pontificales, alors l'agi-
on commença à se manifester. La garde
onale se réunit, la municipalité marcha à
ête, et les emblèmes de la puissance ro-
ne disparurent de nouveau. Bientôt le bruit
rictoires de l'armée française vint donner
nouvelle confiance aux républicains, et le
: effrayé se hâta de reprendre la route de
e.

tte ville étoit en proie à de bien plus vives
tions; trois commissaires français, étant
s pour se promener dans le jardin de Mé-
, une foule immense les entoura, et quel-
hommes du peuple les insultèrent par des
s et des menaces. Deux autres commis-
s, qui s'étoient arrêtés sur la place pour
imer la colonne Antonine, furent tout à
assaillis par les cris des enfans et une grêle
ierres, qui les forcèrent à chercher une re-
. Le danger croissoit de rue en rue; on
t : *Tuez, tuez, ce sont des commissaires*
çais.

s commissaires étoient singulièrement
ix au peuple. L'Italie ne voyoit qu'avec
eur les plus beaux monumens des arts
r entre les mains du vainqueur : c'étoit
seulement sa gloire, mais sa richesse;
it un fonds inépuisable de revenus. Ces

les exiler sur un sol étranger (1). Plusi

(1) L'Italie osoit à peine faire ses réclamat
Français les firent pour elle. On publia dans l
de Paris des réflexions qui produisirent beauco

« Est-il bien de l'intérêt de la France d'enlev
» lie ses plus beaux monumens ? Vous croye
» servir les arts que de rassembler tant de mo
» un seul muséum : c'est étouffer ces modèles
» anéantir les trois quarts pour l'honneur d
» Quand cet Apollon, arraché du lieu où il ex
» des siècles, sera apporté, voituré à Paris, se
» core un dieu pour nos artistes ? ne sera-ce pa
» ple meuble ? Le ciel de l'Italie n'ajoute-t-il pa
» chose à l'illusion ? Est-ce bien mettre en sûr
» rêt des arts que de rassembler toutes leurs
» dans une même enceinte ? Les lois de la gu
» risent à prendre au peuple envahi tout ce q
» cessaire pour les subsistances de l'armée vic
» des contributions en argent, en nature, etc.,
» à lui ravir sa gloire et sa considération. Les m
» de l'Italie sont plus que sa gloire, ils consi

envoyés français coururent risque de la vie ; fin, le lieutenant Dandini, instruit de leur tresse, courut à leur secours, dissipa la ule, et parvint à les conduire au palais du ouverneur. Un autre Français fut sauvé par courage d'un simple particulier, qui rassem-

---

loit attirer à nos intérêts pour les enlever à ceux de l'Autriche ? ».

Ces réflexions étoient de la même main qui avoit fixé attention du gouvernement sur ses généraux ; elles rent vivement appuyées et reproduites par un grand mbre d'artistes français, qui présentèrent à ce sujet e pétition au directoire exécutif.

Citoyens directeurs,

« L'amour des arts, le désir de conserver leurs chefs-» d'œuvres à l'admiration de tous les peuples, un intérêt » commun à cette grande famille des artistes répandus » sur le globe, nous amènent aujourd'hui devant vous. » Nous craignons que cet enthousiasme qui vous pas-» sionne pour toutes les productions du génie n'égare » sur leurs véritables intérêts même leurs amis les plus » ardens.

» Nous venons vous prier de peser avec maturité cette » importante question, de savoir s'il est avantageux à la » France et aux artistes en général, de déplacer de Rome » les monumens d'antiquité et les chefs-d'œuvres de » peinture et de sculpture qui composent les galeries et » les musées de cette capitale des arts ; nous ne nous

bla quelques soldats, et le fit escorter jusqu'
l'hôtel où il logeoit.

Le gouvernement romain, effrayé de ces dé
sordres, prit les mesures les plus promptes
les plus efficaces pour ramener la tranquillit
On ordonna des patrouilles dans toutes les rue
on arrêta un grand nombre de mutins, et l'
des chefs de l'insurrection fut condamné
dernier supplice.

Dans le même temps, Gênes éprouvoit d
agitations semblables; on prétendoit dep
quelque temps que la Vierge avoit fait des m
racles; on avoit vu pleurer ses images; da
quelques églises elles s'étoient spontanéme
transportées d'un lieu à un autre. Les esp
superstitieux interprétoient ces prodiges en
veur de l'Italie; c'étoit le présage de la défa

» permettrons aucune réflexion sur ce sujet déjà sou
» à l'opinion publique par de savantes discussions. N
» nous bornerons à demander qu'avant de rien dépl
» de Rome, une commission soit nommée par l'Inst
» national, et formée partie dans son sein, partie
» dehors, d'artistes et de gens de lettres, pour vous f
» un rapport général sur cet objet ».

» C'est d'après ce rapport, où toutes les considérati
» seront discutées et pesées avec cette masse de réflex
» et de lumières que comporte le développement d

des Français. Le courroux du ciel était apaisé; l'armée républicaine n'avoit été entre les mains de Dieu qu'un fléau dont il s'étoit servi pour châtier ses enfans rebelles. Il falloit maintenant seconder les vues du Très-Haut, en s'armant contre les ennemis de son culte et de ses ministres.

Au milieu de ces dispositions, si la ville de Milan se fût déclarée contre les Français, la situation de notre armée pouvoit devenir fort périlleuse. Cette ville étoit divisée en deux par-

---

» sujet si grand et si digne de vous, que vous prononcerez sur le sort des beaux-arts dans les générations futures.

» Oui, l'arrêté que vous prendrez va fixer à jamais leur destin, n'en doutez pas, et c'est ainsi que pour former les couronnes destinées à nos légions triomphantes, vous saurez unir les lauriers d'Apollon aux palmes de la victoire et aux rameaux si désirés de l'arbre de la paix ».

Signés : Valenciennes; Lebarbier l'aîné; Moreau l'aîné; Bataille; David; Dumont, sculpteur; Meynier; Bénce; Soufflot le Romain, architecte; Lavasseur, graveur; Vien père; Julien; Fortin; Dufourny, architecte; Quatremère-Quincy; Le Sueur, sculpteur; Suvée; Perron; Boisot, sculpteur; Colas, architecte; Fontaine, architecte; Lauge, sculpteur; Vincent; Tassy; Roland, sculpteur; Percier, architecte; Legrand, architecte; Molinos, architecte; Clérisseau; Pajou; Berruer, sculpteur; Desoria; Michallon, sculpteur; Denon, graveur; Cassas; Moreau jeune; Lemonnier; Robert; Girodet.

tis ; l'un, démocrate exagéré, ne vouloit q l'anéantissement de tous les ordres privilégié la confusion de tous les rangs. C'étoit lui q avoit dicté les articles de cette constitutio qu'on a cités plus haut ; l'autre parti, pl sage, vouloit une liberté tempérée par les loi Ce fut pour ce dernier que le directoire d France se déclara. Des commissaires, charg de ses ordres, abrogèrent provisoirement l constitution démocratique, et rétablirent ain l'ordre dans la ville (1).

Dans le premier moment de nos revers, d symptômes de révolte s'étoient manifestés da quelques quartiers, et l'on avoit été obligé de me tre la citadelle en défense ; mais la municipali et quelques personnages du premier ordre, q avoient pris parti pour la révolution française parvinrent, non-seulement à maintenir l tranquillité, mais déployèrent un zèle et u énergie qui sauvèrent la cause des républ cains.

Napoléon sentit vivement le service qu'i lui avoient rendu, et leur en témoigna sa r connoissance dans une lettre où se montro

(1) On verra bientôt cette même constitution dém cratique rétablie par le directoire, sous des conditions avec des formes encore plus acerbes qu'auparavant.

couvert cet esprit de mensonge et
qui l'a rarement abandonné.
licitoit d'être restés fidèles à la cause
ais, au moment où ils étoient forcés
en retraite; il nioit les défaites de
nçaise, les victoires des Autrichiens,
oit que cette retraite n'étoit qu'une
tement combinée pour détruire l'en-
leur promettoit sa protection, et
nçoit de nouvelles victoires; mais en
nps il ordonnoit des levées dans toute
rdie, et fortifioit son armée de tous
es en état de servir (1).

---

evées se faisoient avec une extrême rigueur.
t de force les enfans à leurs parens, les labou-
charrue, les ouvriers à leurs ateliers; on les
her à la tête des colonnes, suivis de quelques
anon, avec ordre d'y mettre le feu s'ils es-
fuir, ou s'ils refusoient d'avancer. C'étoit ainsi
soit les esprits en faveur de la république
ar la suite, Buonaparte imputa ces excès au

CHAPITRE XI.

Retraite des Autrichiens derrière la ville Trente; reprise du siége de Mantoue; p sage de l'Adige; bataille de Roveredo; p de Trente; bataille de Bassano; Wurm se retire dans Mantoue; nouveaux av tages des Français; nouvelle armée au chienne sous le commandement du gén Alvinzi.

Deux armées autrichiennes, commandées des généraux habiles et expérimentés, venoi d'être détruites dans l'espace de quatre mois. maréchal Wurmser conservoit à peine la mo des troupes amenées des bords du Rhin. Buo parte, avec des forces supérieures, pouvoit enlever ses positions ou les tourner, et lui c per ainsi la retraite dans le Tyrol. Ce généra dans cette occasion tout ce qu'on pouvoit tendre d'un homme habile et courageux. A avoir brûlé une partie de la flotille qu'il a sur le lac de Garda, il se retira derrière la de Trente, et laissa les Français entièren maîtres du lac.

Le pays qu'il occupoit offroit une infi

de positions avantageuses; il s'empara des défilés de San-Marco, réputés inexpugnables, et se fortifia au-delà de l'Adige, dans un camp retranché.

Ces mouvemens laissèrent aux Français le temps de prendre quelque repos, d'organiser leurs forces, et de préparer de nouveaux triomphes. On échangea de part et d'autre les prisonniers; ceux de l'armée française se montoient à deux mille trois cents hommes, dont elle s'augmenta. Le général Sahuguet et le général D'Allemagne se portèrent sur Mantoue, s'emparèrent du pont de Governolo et de Borgoforte, tuèrent à l'ennemi cinq cents hommes, et le forcèrent de se jeter dans la place. Masséna marcha en avant et passa l'Adige. Augereau quitta Vérone, et gagna les hauteurs qui séparent du Tyrol les états de Venise. La division du général Vaubois se mit en mouvement, et quitta Storo à la gauche du lac de Garda.

Tout étoit prêt pour de nouveaux combats; avant de les livrer, Buonaparte adressa aux Tyroliens une nouvelle proclamation :

« La supériorité des armes françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, le trahissent; nous ne passons sur votre terri-

» toire que pour obliger la cour de Vienne à » se rendre au vœu de l'Europe désolée, et » à entendre les cris de ses peuples. Nous ne » venons pas ici pour nous agrandir; la nature » a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, » dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol » les limites de la maison d'Autriche (1).

« Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite » passée, rentrez dans vos foyers. Quittez les » drapeaux tant de fois battus, et impuissans » pour vous défendre. Ce n'est pas quelques » ennemis de plus que peuvent redouter les » vainqueurs des Alpes et d'Italie; mais c'est » quelques victimes de moins que la générosité » de ma nation m'ordonne de chercher à épar- » gner. Nous nous sommes rendus redoutables » dans les combats, mais nous sommes les

(1) Peu de temps avant que Buonaparte prit le commandement de l'armée d'Italie, la question des limites de la France avoit vivement agité le gouvernement républicain. On comptoit alors deux partis, qui se traitoient l'un et l'autre de factions; la faction des vieilles limites, et la faction des nouvelles limites. Buonaparte tenoit pour les limites du Rhin. Il composa même à ce sujet un mémoire appuyé sur de fortes considérations de politique et d'art militaire. Buonaparte regardoit alors ces frontières comme les limites naturelles de la France: depuis, il crut que c'étoit le Niémen ou la Newa.

» amis de ceux qui nous reçoivent avec hos-
» pitalité.

« La religion, les habitans, les propriétés
» des communes qui se soumettront, seront
» respectés. Les communes dont les com-
» pagnies de Tyroliens ne seroient pas rentrées
» à notre arrivée seront incendiées. Les ha-
» bitans seront pris en otages, et envoyés en
» France. Lorsqu'une commune sera soumise,
» les syndics seront tenus de donner à l'heure
» même la note de ceux des habitans qui se-
» roient à la solde de l'empereur, et s'ils font
» partie des compagnies tyroliennes, on in-
» cendiera sur-le-champ leurs maisons, et on
» arrêtera leurs parens jusqu'au troisième de-
» gré, lesquels seront envoyés en otage. Tout
» Tyrolien, faisant partie des compagnies fran-
» ches, pris les armes à la main, sera sur-le-
» champ fusillé ».

Au moment même où il publioit cette pro-
clamation, un de ses généraux avoit déjà gagné
les hauteurs de San-Marco; le général Victor
perçoit le grand chemin, le général Vaubois
attaquoit le camp retranché de Mari. La co-
lonne du général Augereau tenoit en échec un
corps ennemi qui se dirigeoit sur Bassano, et
couvroit la droite de la division Masséna. L'en-
nemi, attaqué à la fois sur tous les points, se

retira à Roveredo. Le général Rampon s'
entre cette ville et l'Adige; le général Vic
nètre dans l'intérieur de la place, et
court au pas de charge; l'ennemi se
de nouveau, s'embusque dans les défil
défend l'entrée avec bravoure, et se
Calliano pour couvrir Trente et don
quartier général le temps d'évacuer cett
Calliano est situé sur les bords de l'Adi
fleuve touche presque à des montagnes
et forme une gorge étroite, fermée par
lage et protégée par le château de la
les Autrichiens y avoient placé toute leu
lerie. Buonaparte et Masséna reconnoi
position, elle est presque inexpugnabl
nul obstacle n'arrête l'armée républica
général d'artillerie Dommartin trouve u
tion avantageuse et prend la gorge en é
un corps de Français passe sur la droit
cents tirailleurs se portent sur les b
l'Adige, soutenus d'une colonne serr
l'arme au bras et par bataillons, perce l
L'ennemi accablé par le feu de l'art
effrayé de l'intrépidité des républicains
donne l'entrée de la gorge; la terreur g
rang en rang, et bientôt la fuite devi
nérale.

Six à sept mille prisonniers, vingt-cin

e canon, cinquante caissons, sept drapeaux, ls furent les fruits de la bataille de Roveredo, une des plus brillantes, des plus heureuses de ette campagne; les Autrichiens perdirent en utre beaucoup de soldats tués ou blessés. De eur côté, les Français eurent à regretter la erte du général Dubois, qui ayant reçu l'ordre le faire avancer un régiment de hussards, et de oursuivre vivement l'ennemi, voulut diriger ui-même ce mouvement, et reçut trois balles ui le blessèrent mortellement. Le capitaine Le Marois, en voulant gagner la tête d'une colonne nnemie et l'arrêter, fut lui-même enveloppé, eté par terre et blessé de plusieurs coups. Le hef de brigade du premier régiment fut tué.

La bataille avoit eu lieu le 3 septembre; le lendemain, la ville de Trente ouvrit ses portes, et Buonaparte en prit possession au nom de la république. Tous les étrangers employés dans les fonctions publiques eurent ordre d'évacuer la ville dans les vingt-quatre heures. La même mesure fut appliquée aux chanoines qui n'étoient pas nés dans la ville. Tous les revenus, toutes les caisses furent saisis.

Le général Vaubois, à la tête de sa division, marchoit à la poursuite de l'ennemi, il l'atteignit derrière la rivière de Laricio, fit prisonniers cent hussards, et trois cents hommes

d'infanterie. Toutes les divisions rivalis
de courage et d'activité; celle du général
gereau se porta sur la route de Bassano;
séna se rendit au même point par Trev
Levico. L'ennemi s'étoit fortifié à Prim
entre la Brenta et une suite de rochers; à
un combat sanglant, il y est forcé, il se r
sur le château de Covelo; les Français l'y
vent; les braves soldats, dirigés par le gé
Augereau, gravissent les rochers; l'artil
française fait un feu terrible, les porte
château sont enfoncées; l'ennemi est forc
céder, il reprend une position à Cism
il y est encore forcé; l'armée française n'est
qu'à dix milles de Bassano; elle a fait pr
mille prisonniers, enlevé dix canons, qu
caissons et neuf drapeaux; elle avoit fait v
lieues en deux jours.

Buonaparte, par la multiplicité de ses m
vemens, la rapidité de ses marches, étoit e
parvenu à dérouter le vieux maréchal Wurm
Ce général s'étoit persuadé que les Fra
marchoient sur Inspruck; il avoit envoyé
colonne à Vérone, pour menacer cette pl
et faire craindre aux Français d'être tou
Il le fut lui-même, et eut encore la dou
de perdre la bataille de Bassano. Si l'on en c
les Autrichiens, Wurmser fut mal servi

s officiers, et l'or de Buonaparte lui fit encore
us de mal que le fer des républicains.

Le général autrichien avoit été instruit que
uonaparte avoit reçu du directoire l'ordre de
porter, par Inspruck, dans le Tyrol, pour
quiéter l'armée du prince Charles, et joindre
s opérations à celles du général Moreau. Il
onçoit aussitôt le projet de lui faciliter ce
sage, et de régler ses positions et ses mou-
emens de manière à le tourner et le battre.
partage son armée en deux corps; les deux
rs de ses forces se portent sur Bassano, l'autre
oit l'ordre d'occuper Alla, sur la route de
érone à Trente. Ce corps devoit disputer
piniâtrement le terrain aux Français, se retirer
ntement dans le Tyrol, et livrer chaque jour
petits combats, pour fatiguer l'ennemi et
tarder sa marche. Arrivée dans le Tyrol alle-
and, cette division devoit aussitôt faire sa
nction avec un corps de troupes de ligne et
chasseurs tyroliens, et faire face à l'ennemi,
ndis que le maréchal Wurmser se porteroit
i-même en arrière de l'armée ennemie, et
mettroit ainsi dans une position périlleuse.
e plan étoit celui d'un habile capitaine, il
t dérangé tout à coup par ceux du général
uonaparte. La division autrichienne, chargée
occuper Alla, exécuta cet ordre avec fidélité,

et s'établit sur les montagnes dans des positions très-avantageuses, où l'on pouvoit, pendant plusieurs jours, arrêter toute l'armée ennemie. Mais Buonaparte, au lieu de se diriger sur le Tyrol par Inspruck, marcha droit sur Bassano; il est présumable que l'avis donné au général Wurmser étoit une adresse de Napoléon lui-même, et qu'il chercha, par cette ruse, à tromper la prudence du vieux général autrichien.

Le 8 septembre, l'armée française part de Cismone, se rend à Sologna, où elle trouve un corps de troupes ennemies, qui occupoient des gorges à la droite et la gauche de la Brenta; le général Masséna marche sur la rive droite de la rivière, le général Augereau sur la rive gauche; le combat s'engage à sept heures du matin, l'ennemi surpris est bientôt mis en déroute; les hauteurs qu'il occupe sont enlevées, il se retire précipitamment sur Bassano; Augereau y entre par la gauche, Masséna par la droite; le maréchal y étoit tranquille avec sa caisse militaire, peu s'en fallut qu'il ne fût pris : une escouade de la compagnie des guides le poursuivit sans relâche; il ne rejoignit qu'avec la plus grande peine la division de son armée, qui s'étoit portée sur le chemin de Vérone.

Nos bulletins évaluèrent le résultat de cette

née à six mille prisonniers, cinq drapeaux, t pièces de canon de régiment, vingt-cinq arc, un équipage complet de pontons, deux fourgons attelés, et d'immenses magasins ssano.

est constant que ce fut moins un combat ne surprise ; Buonaparte avoit à la vérité les marches très-rapides, passé les endroits lus difficiles de la Brenta; mais, malgré tant élérité, le maréchal Wurmser pouvoit en- être instruit de ses mouvemens. L'officier ommandoit les postes avancés et les gorges iles de la Brenta, se laissa enlever ses posi- sans donner aucun avis au général en

baron Lauer fut averti de l'arrivée des çais par un gentilhomme de Bassano, que aysans en avoient informé; mais, soit aveu- ent, présomption ou mauvaise foi, il re- de croire cette nouvelle, et défendit au ilhomme de pénétrer au quartier-général, i le maréchal Wurmser ne sut que les çais arrivoient que lorsqu'il étoit près de ber entre leurs mains. Quelques heures tôt, il pouvoit encore opérer sa retraite e Frioul; mais surpris comme il l'étoit, il

(1) L'auteur de l'examen de la campagne
parte en Italie, n'hésite point à accuser de tra
néral Lauer; il demande pourquoi il repous
important, pourquoi il défendit à celui qui le
pénétrer chez le général en chef. Il croit rec
une corruption évidente. C'est l'or, dit-il, qu
les bras des Autrichiens, de ces Autrichiens au
braves, si redoutables, et devenus alors si l
lâches. Il ajoute que c'étoit un mot généralem
du parmi les officiers de l'armée française, qu
d'or étoient, dans les mains de Buonaparte,
terribles que les pièces de canon. Il rapporte
une anecdote dont il garantit la vérité.

Un officier français étoit logé chez le marqu
tiniani, à Vienne. Un jour qu'il dînoit avec l
s'entretenoit des succès de l'armée française.
riez-vous, M. le marquis, si je vous assurois q
cents de mes soldats j'ai fait prisonniers trois r
chiens? C'est un fait que je vous garantis su
neur.

porta entre Padoue et Vicence. Wurmit tout le danger de sa position : il n'ae sept mille hommes ; il se trouvoit entre l'Adige et la Brenta ; il lui étoit ble de franchir cette rivière, dont le

---

z promptement, et je vous réponds du succès. ant je me mets en marche ; j'arrive au pied de tagne, je me présente en homme qui veut atta- le ne remarque dans l'ennemi aucune disposi- défense ; je crains que ce ne soit un piége qu'il d pour m'attirer dans une mauvaise affaire. Je te et réfléchis sur le parti que j'ai à prendre. : toujours l'ennemi dans l'inaction, je détache cier parlementaire, avec ordre de dire au comnt autrichien que, s'il aimoit mieux se rendre se battre, il fît mettre bas les armes à sa Il le fit aussitôt ; et j'eus (le dirai-je ?) la gloire e, avec si peu de monde, trois mille prisonui n'avoient pas tiré un seul coup de fusil ».

saurait nier que Buonaparte ne fût plus que persuadé de cette maxime de Philippe : Qu'il it de place imprenable, quand on peut y faire mulet chargé d'or ; aussi avoit-il toujours des menses pour son armée et les généraux de l'aremie. Rien ne lui coûtoit pour entretenir sa uelques mois après son entrée à Livourne, il cette ville deux millions pour l'entretien de la qui protégeoit le commerce toscan contre les

e temps avant l'expédition du Tyrol, les com-

l'Adige, et passa ce fleuve à Porto-L
Le général Masséna le passoit en mêm
que lui à . . . . .; Augereau s'avançoit de
sur Porto-Legnano; la division Massé
ordre de prévenir, l'ennemi d'occuper l
de Sanguinetto, et de couper la retrait

---

missaires Salicetti et Garrau (*) publièrent u
mation qui enjoignoit à toutes les communa

(*) Le commissaire Garran avoit acquis une assez fi
brité par ses opinions révolutionnaires à la convention
des Cinq-Cents C'était un avocat de Libourne, député d
Il avoit voté la mort du roi, défendu la loi du maximu
les mesures contre les parens des condamnés et des émi
au conseil des Cinq-Cents, à l'époque où il s'agissoit d
département de Paris MM. de Talleyrand et Rederer
» donne-t-on pas évidemment le signal d'une réaction !
» blicains sont persécutés, qu'ils se réfugient dans le s
» mais si la loi est impuissante !— N'avez-vous pas du

chal Vurmser. Si ce mouvement eût été bien écuté, c'en étoit fait de l'armée autrichienne, , suivant toute apparence, elle eût été réite à poser les armes et à se rendre prisonère.

Deux chemins conduisent de Ronco à Sanuinetto, l'un plus long, sur les bords de l'Age, et la route de Porto-Legnano à Mantoue, utre, tout droit de Ronco à Sanguinetto : les uides indiquèrent le premier, et l'armée nçaise arriva au village de Cerea. Wurmser rrivoit en même temps : l'attaque commença tre les deux avant-gardes. Il s'agissoit du salut

---

mbardie d'acquitter, dans le délai de deux décades, ce i restoit de la contribution de guerre. L'arrêté portoit e, dans le cas où elles n'auroient pas satisfait à l'injonn, dans le délai prescrit, les officiers municipaux et vingt plus riches habitans seroient mis en arrestation et royés en France, leurs biens saisis, et mis en séquestre profit de la république.

Après l'armistice accordé à Rome, des commissaires nçais se rendirent à Rimini, ordonnèrent aux habitans payer sur-le-champ 200,000 francs. Ces malheureux, tant pas en état de satifaire à cette demande, envoyèat une députation au général en chef. On se relâcha r le montant de la contribution ; mais la ville n'en t pas moins tenue de payer une somme ruineuse pour e.

de l'armée autrichienne : elle se battit avec acharnement, culbuta les Français, s'empara de Cerea, et laissa une garnison assez forte à Porto-Legnano. Pendant la nuit, elle fit passer tous ses équipages; elle avoit encore une rivière à traverser. Les Français avoient déjà coupé l'un des ponts, et le général Charton, à la tête de cinq cents hommes, arrivoit pour couper le second. Wurmser l'attaque, l'enveloppe, et fait sa troupe prisonnière; le général périt dans cette affaire, en combattant avec intrépidité. En ce moment, Augereau arrivoit à Porto-Legnano ; mais la possession de cette place n'étoit plus d'aucune importance pour les autrichiens. La garnison capitula, et le maréchal Wurmser arriva à Mantoue avec sa cavalerie et quatre à cinq mille hommes d'infanterie, débris de son armée.

Ce succès n'avoit rien d'utile pour la défense de la place. Mantoue avoit une garnison suffisante, et le général Wurmser, en s'y jetant, ne faisoit qu'augmenter la consommation des vivres, et peut-être accélérer la capitulation; mais c'étoit, sous un autre rapport, un coup de parti. Si Wurmser fût tombé entre les mains de Buonaparte, la gloire du général français étoit au comble et la campagne finie. Il auroit, en quelques marches, détruit les restes

de l'armée autrichienne épars dans le Frioul et le Tyrol, et Mantoue se seroit rendue.

Ce contre-temps désespéra Napoléon. Il avoit des intelligences dans cette forteresse, et se flattoit de l'enlever facilement. Il en avoit même annoncé deux fois la prise au directoire (1). La présence du maréchal Wurmser déconcertoit tous ses projets; il prévoyoit que l'Autriche feroit les derniers efforts pour sauver cette place importante. Il voyoit de nouveaux combats à livrer, de nouvelles armées à vaincre; et sa destinée abandonnée encore une fois aux caprices et aux incertitudes de la for-

(1) Au mois de juin 1796, on avoit annoncé publiquement à Paris la prise de Mantoue; on avoit répété cette nouvelle le 20 juillet et le 3 août. On rapporte comme certaine l'anecdote suivante. Buonaparte se trouvoit à Brescia, le 9 juin, dans une abbaye de Bénédictins où il logeoit. Le jour de son départ, les religieux lui servent une magnifique collation, à laquelle assistoient presque tous les nobles de la ville. Buonaparte déjeûne avec beaucoup de gaieté, prend congé de ses convives, et, au moment du départ, leur dit : « Messieurs, je vous invite tous à ve-» nir dimanche prochain à Mantoue; j'aurai le plaisir de » vous y faire servir une bonne tasse de café ».

Un des convives, plus hardi que les autres, prit la parole : « Nous nous y rendrions bien volontiers, général; » mais j'ai peur que le café ne soit pas prêt. J'ai vu

tune (1). L'armée ennemie occupoit en avant de Mantoue des positions importantes; il résolut de les lui enlever. Le 14 septembre, le général Masséna se porta sur Due Castelli, dans l'intention d'occuper le faubourg de Saint-Georges. Le combat s'engagea à midi, la cavalerie ennemie étoit nombreuse, elle chargea avec impétuosité, et fit plier l'infanterie française. Le général Sahuguet, après quelques avantages remportés entre la citadelle et le château de la Favorite, fut obligé de faire un mouvement

» votre armée, et il me semble qu'elle n'a pas d'artillerie » de siége. — Qu'importe, dit Buonaparte, une artillerie, pour prendre une place? nous faut-il autre chose » que le sabre et le courage des Français? Souvenez-vous » de votre parole, je tiendrai la mienne ».

Cette rodomontade fit beaucoup rire MM. de Brescia. Buonaparte ne fut effectivement en état de tenir sa parole que plus de six mois après.

(1) Les premiers revers du maréchal Wurmser avoient fort exalté la tête des républicains. Poultier, rédacteur de l'*Ami des Lois*, écrivoit : « Le vieux Wurmser a perdu » sa perruque en fuyant à toutes jambes; ce vieux hussard, la tête chauve, sourd et presque aveugle, est arrivé tout essoufflé à Vienne (Poultier étoit mal instruit), en jurant que, depuis qu'il existe une monarchie » autrichienne, on n'avoit pas vu une déroute semblable ». Ce ton grossier et insolent étoit alors le style républicain par excellence.

rograde. Les hulans, les hussards et les cui-siers autrichiens, fiers de cette réussite, inon-ent la campagne. Mais le lendemain, la e des affaires changea tout à coup. Le gé-al Masséna avait pris dans la nuit une nou-le position. La division du général Auge-u étoit arrivée de Governolo; l'armée fran-se brûloit de se mesurer avec l'ennemi. Les trichiens, de leur côté, encouragés par les cès qu'ils avoient obtenus, avoient fait sor-presque toutes leurs forces pour défendre Favorite et le faubourg Saint-Georges. Le nbat s'engagea des deux côtés avec une ex-me impétuosité. Les généraux français fi-it des prodiges de valeur; Masséna culbuta nemi de poste en poste, enleva le faubourg nt-Georges, prit la tête du pont, et coupa retraite à tout ce qui n'avoit pas eu le temps se sauver. Les autres corps d'armée se con-isirent avec la même intrépidité et le même nheur. L'ennemi rentra à Mantoue dans une route complète. Il avoit perdu mille prison-ers, vingt pièces de canon, et la tête du nt de Saint-Georges qui conduit à Man-ue (1).

---

1) Pour prendre une idée de la véracité de Buonaparte

De son côté, l'armée française avoit eu u grand nombre de braves à regretter. Les géné raux Victor, Bertin, Saint-Hilaire, Mayer Murat, Lannes, l'adjudant général Leclerc e le chef de brigade Tallaud avoient été blessé Depuis quinze jours l'armée n'avoit cessé d marcher et de se battre. Dans l'espace de moi de deux mois, elle avoit fait trente mille pri sonniers, tué ou blessé onze mille homme pris cent trente pièces de canon, et plus d deux cents caissons. Mais elle n'étoit point e core aux termes de ses travaux, et la marc du feld-maréchal Alvinzi, avec une nouvel armée, devoit l'exposer à de nouveaux péri

---

dans ses bulletins, il faut comparer ses rapports avec ce du général Berthier :

« Nous avons fait, dit-il, dans la bataille de Sain » Georges deux mille prisonniers, parmi lesquels un r » giment entier de cuirassiers, et une division de h » lans. L'ennemi doit avoir au moins deux mille ci » hommes tués ou blessés. Nous avons pris vingt-ci » pièces de canon avec leurs caissons tout attelés ».

« Le résultat de cette journée, dit le général Berthi » a été d'environ mille prisonniers, dont quatre cen » chevaux de cuirassiers avec le colonel, le lieutena » colonel de ce corps, environ cent-cinquante huss » de Wurmser, environ vingt pièces de canon ».

J'ai suivi le récit du général Berthier.

ant de mesurer ses forces contre ce nouveau
Buonaparte voulut donner à ses triom-
un nouvel éclat, en envoyant à Paris les
ées de la victoire. Il avait pris vingt-deux
aux aux ennemis ; il les fit présenter au
oire par son aide-de-camp, le chef de
le d'artillerie Marmont. Les autres géné-
n'avoient point recours à ce genre d'os-
ion ; ni le général Pichegru, ni le géné-
loreau, ne faisoient valoir leurs services
cet appareil ; leurs rapports étoient
es, modestes et vrais. Ceux d'Italie étoient
ntraire pleins de faste et d'exagération.

présentant le jeune guerrier au direc-
, le ministre de la guerre annonça que la
ête d'Italie étoit achevée, et que la France
mptoit plus d'ennemis dans cette riche
agnifique contrée. Il éleva Buonaparte
ssus de tous les généraux de la répu-
e, et sembla invoquer son génie pour
qui commandoient sur les bords du Rhin.
L'armée d'Italie n'a plus de triomphes à
enir ; elle a rempli la plus glorieuse et la
s étonnante carrière. Qu'elle renvoie donc
victoire aux armées du Rhin, et qu'un
nemi trop prompt à s'enorgueillir de quel-
s avantages éphémères, apprenne bien-
que les Français sont partout les mêmes,

» et que, lorsqu'ils combattent pour la liberté,
» rien ne peut résister à leur courage.

» La postérité croira avec peine au témoi-
» gnage de l'histoire, lorsqu'elle apprendra
» que dans le cours d'une seule campagne,
» l'Italie entière a été conquise ; *que trois ar-*
» *mées ont été successivement détruites ; que*
» *plus de cinquante drapeaux sont restés*
» *entre les mains du vainqueur ; que quarante*
» *mille Autrichiens ont déposé les armes ;* en
» fin, que trente mille Français et un guerrier
» de vingt ans ont opéré tous ces prodiges ».

Le jeune aide-de-camp parla à peu près de la même manière, mais avec moins d'ostentation. Il ne parla point des armées du Rhin, et se contenta de rendre compte des dernières victoires d'Italie.

Il ajouta aux drapeaux pris sur les Autrichiens deux drapeaux conquis sur le pape ; mais il avoua que ces trophées n'avoient point coûté de sang à l'armée française, et qu'ils avoient été acquis trop facilement pour qu'elle y attachât quelque prix.

Le directeur La Réveillère-Lépaux lui remit une paire de pistolets richement travaillée, en faisant observer qu'ils n'étoient pas moins nécessaires contre les ennemis de l'intérieur que contre ceux de l'extérieur.

CHAPITRE XII.

es à Milan et à Gênes pour l'anniversaire e la fondation de la république ; reprise e la Corse ; traité de Paix entre la France, Naples et Parme ; bataille d'Arcole.

ÉTOIT le 17 fructidor que l'armée française t entrée à Trente, c'étoit le 18 qu'elle t gagné la bataille de Roveredo ; elle avoit orté le 21 le camp retranché de Primolan et rt de Covelo ; le 22, l'ennemi avoit été battu ssano, et le 29 à S.-Georges : il étoit ile de terminer l'année républicaine avec d'éclat.

'année suivante commença par des fêtes ; ame Buonaparte étoit depuis quelque temps talie, elle s'étoit montrée successivement vourne, à Florence, et étoit revenue à n : c'étoit une occasion pour accorder quel- délassemens aux guerriers, et offrir à use du général en chef des spectacles moins bles que celui des batailles.

22 septembre, Napoléon se rendit à n, pour y célébrer l'anniversaire de la fon- n de la république ; il vouloit donner aux

Italiens une idée de ces fêtes révolutionnaires si célèbres en 1793 et 1794. Les rues, les places publiques furent décorées de guirlandes et de feuillages. Les autorités constituées se rendirent en grande pompe sur la place principale, précédées de musiciens et de nombreux détachemens d'infanterie et de cavalerie; on planta en cérémonie un nouvel arbre de la liberté, plus vert, plus élevé que le premier; on chanta des hymnes; on prononça des discours; on fit défiler les troupes devant le général en chef et le commissaire Garreau, qui étoient, dit une gazette italienne, les principaux ornemens de cette fête. Madame Buonaparte eut aussi sa part des hommages publics; elles les reçut du haut de la grande loge du *Casino di recreazioni*, d'où elle voyoit toute la fête.

On avoit élevé à la liberté une statue et un temple particulier en face de la cathédrale de Milan; mais on ne se contenta point de ces emblèmes inanimés. Sur un char triomphal, attelé de six chevaux pareils, on vit paroître une Liberté vivante, légèrement vêtue d'une robe grecque, le front couronné de lauriers, agitant à la main le drapeau tricolore. Autour d'elle étoient groupés six jeunes gens qui folâtroient, dit la même gazette, avec la déesse, et portoient divers emblèmes de la liberté et

'égalité. Sur des banderoles chargées de leries, se lisoient les noms des armées qui ent foudroyé les trônes et dissipé la ligue *tyrans.*

e char parcourut toute la ville au bruit des amations et des cris de *Viva la Republica ncese*, et après s'être arrêté au palais du éral en chef (car les généraux républicains dédaignoient point les palais), il revint à tel municipal, tandis que Buonaparte fai- les honneurs d'un banquet splendide au- l on ne jugea pas à propos d'admettre la sse (1).

\u festin succédèrent des exercices gymnas- ıes, des courses de chevaux, des représen- ons théâtrales, des illuminations, des danses ne finirent qu'avec la nuit.

Gênes et beaucoup d'autres villes voulurent ıignaler par des fêtes semblables; le sénat et riches négocians de Gênes étoient peu favo- ıles aux principes de la révolution, mais la ıltitude les accueilloit avec enthousiasme.

---

1) Ces divinités étoient pour la plupart des filles publi- s ou des filles de théâtre; dans quelques sections de is, et dans plusieurs villes, on les fit paroître nues, it-à-dire avec un simple gilet de tricot et un pantalon ıleur de chair, qui dessinoient parfaitement les formes.

Le ministre de la république française étoit M. Faypoul : il donna, dans son hôtel, une fête splendide, où les devises et les emblèmes de la liberté et de l'égalité n'étoient pas épargnés. Dans ses jardins s'élevoit, au-dessus de tous les autres arbres, l'arbre de la liberté ; il couvroit de son ombrage la statue et les autels de la déesse. Des orchestres composés des plus habiles musiciens exécutoient successivement des airs patriotiques (1). La soirée se passa, comme à Milan, en festins, en danses champêtres, en bals, en illuminations. L'ambassadeur de Sardaigne n'osa point se dispenser d'assister à cette fête, mais il se retira d'assez bonne heure pour faire croire qu'il sacrifioit plutôt à la crainte qu'à l'amour de la république.

Tandis qu'on dansoit à Gênes et à Milan, tout étoit dans la confusion à Ferrare, à Bologne, à Modène. Au mois de septembre, les

(1) Les patriotes d'Italie, pour imiter les patriotes français, avoient composé, à l'instar de l'hymne marseilloise, une hymne républicaine qu'on chantoit dans les fêtes, dans les camps et dans les clubs, et dont le refrain étoit :

Del despotico potere
Ite al favio ivi qui editti ;
Son del uomo primi dritti,
Fgualienza e libertà.

habitans de Reggio s'étoient soulevés, avoient pris les armes et chassé les troupes du duc de Modène, leur souverain, et proclamé leur indépendance. Bologne et Ferrare avoient appuyé ce mouvement. La régence de Modène effrayée crut devoir prendre quelques précautions pour la sûreté de la capitale, et s'occupa de relever à la hâte les fortifications. C'étoit ce que Buonaparte attendoit; cet acte de prudence fut regardé comme un crime : il se présenta devant la ville, déclara l'armistice rompu; institua, au nom de la république française, un nouveau gouvernement; fit arrêter les membres du conseil, et les envoya prisonniers à la citadelle de Tortone.

Le premier acte des nouvelles autorités fut l'abolition de la noblesse, la création d'une garde nationale, et la formation d'une commission militaire. Reggio, Bologne, Ferrare et Modène s'unirent par un pacte fédératif, et déclarèrent cette confédération permanente et indissoluble. On arbora sur les citadelles l'étendard tricolore, et la république fut instituée aux cris de *Vive l'armée française, vive Buonaparte.* Mais ces triomphes de la liberté et de l'égalité s'obtenoient rarement sans désordres et sans confusion; le jour même où les Bolonais avoient planté l'arbre de la liberté, la ville étoit

devenue le théâtre des plus horribles excès. La populace, libre du frein des lois et de l'autorité, s'étoit portée chez les plus riches citoyens, avoit pillé leurs maisons, et, dans le tumulte général, plusieurs personnes avoient couru risque de la vie.

Quoique ces désordres eussent été provoqués par les émissaires de la république française, Buonaparte crut de son honneur de les blâmer publiquement. Il se rendit à Bologne, et y fit publier une proclamation :

« Bolonais, disoit-il, j'ai vu avec plaisir » l'enthousiasme qui réunit vos citoyens, et la » ferme résolution où ils sont de conserver leur » liberté; mais j'ai été affligé de voir les excès » auxquels se sont portés quelques hommes » indignes de vous.

» Je suis l'ennemi des tyrans; mais encore » plus l'ennemi des scélérats et des brigands » qui les commandent. Je ferai fusiller ceux » qui, renversant l'ordre social, sont nés pour » l'opprobre et le malheur du monde. Quelles » que soient ses opinions, nul ne peut être » arrêté qu'en vertu de la loi. Faites surtout » que les propriétés soient respectées ».

A la suite de cette proclamation, on arrêta un misérable qui fut condamné aux galères; ce fut l'unique satisfaction qu'obtint une multi-

tude de citoyens pillés et outragés. D'ailleurs l'esprit révolutionnaire ne perdit rien de son exaltation. L'arbre de la liberté fut déclaré sacré et inviolable, et l'on porta la peine de mort contre quiconque oseroit l'insulter de parole ou d'action ; les religieux étrangers furent chassés des monastères, les autres reçurent l'ordre de présenter sous huit jours l'état de leurs revenus. Ainsi s'accomplissoit partout cette parole prophétique d'un des plus célèbres révolutionnaires de France : *La révolution française fera le tour du monde.*

Cependant l'honneur de ces conquêtes n'appartenoit pas tout entier au général en chef, le directoire pouvoit en réclamer une partie. Ce n'étoit pas assez pour lui de vaincre ses ennemis par la force des armes, il leur opposoit une puissance moins apparente mais plus redoutable ; il cherchoit des alliés jusque dans le sein des états qu'il attaquoit. La révolution avoit introduit dans l'Europe un nouvel ordre de choses, et rompu tous les liens qui unissoient ensemble les nations civilisées. Toutes les idées de droit public étoient confondues et renversées. Jusqu'alors on avoit vu dans les guerres européennes des soldats combattre contre des soldats. Les peuples, tranquilles spectateurs de ces luttes sanglantes, en attendoient paisi-

blement le résultat, sans y prendre aucune part. La présence d'une armée ennemie n'apportoit aucun changement à l'exercice des lois; et le vainqueur eût regardé comme un délit public de rompre les nœuds qui attachent les sujets au souverain, et de soulever les peuples contre l'autorité légitime. Les progrès de la civilisation avoient introduit un genre de guerre noble et généreux, et uni toutes les nations par les principes communs d'une politique éclairée et libérale.

La république française ne reconnoissoit de lois que son intérêt, et pourvu qu'elle triomphât, tous les moyens lui convenoient également. Outre ses nombreuses armées de cavalerie et d'infanterie elle entretenoit des légions invisibles qui opéroient dans l'ombre, et dont la tactique mystérieuse produisoit souvent des explosions plus redoutables et plus inattendues que les combats les plus sanglans. Ses soldats étoient des émissaires secrets, des poëtes, des artistes et tous ceux que l'enthousiasme de la liberté, l'ambition ou le besoin entraînoient vers les innovations.

Ce fut à ce genre de tactique que le directoire fut en partie redevable du recouvrement de la Corse qui eut lieu à cette époque.

Trois ans s'étoient écoulés depuis qu'un décret flétrissant avoit banni Buonaparte de sa patrie. Il en conservoit un profond ressentiment et n'attendoit qu'une occasion favorable pour se venger de cet outrage, proscrire à son tour ses ennemis et faire revivre dans cette île le génie de la révolution. Paoli avoit fait de vains efforts pour affranchir son pays de la tyrannie républicaine. S'il avoit pu lutter seul contre les forces de la France, il est probable qu'il auroit proclamé l'indépendance de la Corse, et qu'il l'auroit fait jouir enfin des avantages d'un gouvernement libre et modéré. Mais pressé d'un côté par les excès des patriotes, de l'autre par les armées républicaines, il n'avoit vu de salut pour son pays et pour lui que dans le secours et la protection de l'Angleterre. Maître du port d'Ajaccio et de plusieurs places, il les livra aux Anglais, et les reçut comme des libérateurs; cette révolution fut d'abord accueillie avec enthousiasme. Les Corses se flattoient de jouir bientôt de tous les avantages de la constitution anglaise, et peut-être Paoli, lui-même, ne se refusoit-il pas à l'idée de se voir élevé au titre de vice-roi. Ses espérances et celles de ses compatriotes ne se réalisèrent point. On n'accorda aux nouveaux sujets de l'Angleterre qu'une partie des libertés de la Grande-Bretagne. On ne leur donna

qu'une chambre des communes, et la vice royauté fut conférée à un sujet anglais. Il fallu pour soumettre l'île, livrer des combats sa glans et multipliés. Bastia se défendit avec op niâtreté, Calvi fut réduit en cendres; et les An glais se rendirent si odieux par leurs exaction leur avarice et la hauteur de leur dominatio que les ennemis les plus acharnés de la répu blique française finirent par regretter leurs an ciens maîtres.

Du milieu des camps, Buonaparte observo ces dispositions, et les entretenoit avec to l'intérêt que peut inspirer le désir ardent de l vengeance.

En s'emparant de Livourne, son dessi n'avoit pas été seulement de s'enrichir des d pouilles des Anglais, mais de se ménager d communications avec son ancienne patrie. C y faisoit passer successivement des instructio des réfugiés et de l'argent. Le nombre des r publicains s'augmentoit tous les jours, on s'a moit dans les campagnes, dans les bois, sur d hauteurs difficiles à aborder. Les Anglais avoie de fréquens engagemens avec les insurgés, e dans ces petits combats, ils n'étoient pas to jours vainqueurs. Bientôt l'esprit d'insurre tion s'accrut au point qu'on refusa de pay les impôts, et de reconnoître l'autorité d

lais. Les garnisons, trop foibles pour re-
ier aux désordres, n'osoient plus sortir
eurs quartiers, et, dans une reconnois-
e, le vice-roi lui-même tomba entre les
is des insurgés, et n'obtint sa liberté qu'à
lition d'évacuer l'île incessamment.

ioli, effrayé de ces mouvemens, s'étoit
de quitter un pays, où, deux ans aupara-
, il étoit tout-puissant, et d'aller pour la
nde fois demander un asile en Angleterre,
vre en proscrit, après avoir vécu en sou-
in.

ès que Buonaparte fut instruit de la réso-
on des Anglais et de l'embarras où ils se
voient, il donna ordre au général Gentili
voyer des secours aux insurgés. On chargea
ette expédition le général de Casatta. Le 26
naire, une division de gendarmerie s'em-
ua à Livourne par un gros temps, et,
gré les croisières anglaises, elle parvint à
arquer le lendemain; deux jours après, elle
t devant Bastia avec un renfort considérable
patriotes armés. La garnison s'embarqua
cipitamment, et laissa sept à huit cents
mes entre les mains du vainqueur. De Bas-
l'armée républicaine marcha sur Saint-Flo-
t, et s'en empara avec la même facilité.

La présence du général Gentili, qui arriva
elques jours après, acheva la défaite des An-

glais. Le vice-roi Elliot, contraint de s'e
barquer, se retira avec un petit nombre
troupes à Porto-Ferraio, et dans l'espace
moins de trois semaines, Buonaparte eu
plaisir de pouvoir annoncer au directoire
le drapeau tricolore flottoit de nouveau
toutes les citadelles de l'île.

Ainsi la fortune sembloit de toutes p
conspirer pour sa gloire et son élévati
Rome, Parme et Naples effrayées tremblo
pour leur indépendance; elles avoient ob
des armistices, elles sollicitèrent un traité
paix. Naples et Parme furent traitées fav
blement; on n'exigea du roi des deux Sic
qu'une somme de huit millions; on se re
mutuellement les prisonniers de guerre; on
de part et d'autre en liberté tous les hom
détenus pour leurs opinions, ou leur cond
politique.

Le duc de Parme consentit de plus à l'ex
sion des émigrés, au passage de l'armée répu
caine sur son territoire, et à une diminution
droits d'entrée sur les marchandises françai

La cour de Rome négocia moins heure
ment. La révolution de France menaçoit
autels encore plus que les trônes. Le di
toire comptoit parmi ses membres un hom
fanatique et intolérant, qui s'occupoit alor

établissement d'une nouvelle religion, et ne pouloit point de rival. On obligea, sous divers prétextes, les envoyés du S. Père à quitter Paris. Pie VI essaya vainement de reprendre ses négociations à Bologne : on ne voulut entendre aucune proposition, et le Saint-Siége se trouva de nouveau dans le plus grand danger. Au milieu de ces occupations, Buonaparte ne perdoit point de vue le siége de Mantoue; il le poussoit avec ardeur, et se disposoit en même temps à soutenir la gloire de son nom, en présence du nouveau général autrichien.

Le feld-maréchal Alvinzi n'apportoit ni les mêmes talens, ni la même gloire que le général Wurmser. Il s'étoit distingué comme capitaine de grenadiers dans la guerre de Sept-ans, avoit depuis obtenu divers commandemens, et s'étoit montré dans toutes les circonstances en homme brave et instruit. Mais aucune action d'éclat n'avoit illustré ses armes; et ses talens n'inspiroient qu'une médiocre confiance aux soldats; moins âgé que le général Wurmser, il étoit déjà plus que sexagénaire, et peut-être étoit-ce de sa part une imprudence que de venir se mesurer avec un rival jeune, audacieux, et soutenu par la fortune la plus constante.

Ses premières opérations furent, comme celles du maréchal Wurmser, glorieuses pour le nom

autrichien; il enleva en très-peu de temps aux Français, Trente, Roveredo, Bassano, Vicence, et les força de se concentrer sur la ligne de l'Adige.

Le mois d'octobre se passa tout entier en combats sanglans et opiniâtres. Napoléon s'étoit flatté de contenir l'ennemi au-delà de la Piave, et d'emporter Trieste; non-seulement les Autrichiens passèrent le fleuve, mais ils forcèrent les Français à se replier sur Vérone. Les combats de Segonzano, de Saint-Michel, de Caldiero, ne servirent qu'à faire verser inutilement beaucoup de sang de part et d'autre. Buonaparte s'attribuoit l'honneur de la victoire, mais il perdoit tous les jours du terrain, et l'on ne recule pas quand on est victorieux. Il eut bientôt un sujet plus réel de se glorifier.

Le général Alvinzi commandoit une armée brave, aguérrie et supérieure en nombre à l'armée française. Il pouvoit, en concentrant ses forces, attaquer Buonaparte avec avantage et mettre l'armée française dans une situation difficile; mais, fidèle à la tactique autrichienne il tomba dans la même faute que ses prédécesseurs, il étendit sa ligne, et prépara à son rival un nouveau triomphe.

Nul homme ne savoit mieux que Napoléon profiter des fautes de l'ennemi et prendre sa

ıtages. Dès qu'il vit l'aile gauche des Autri-
ns isolée de l'aile droite, il rassembla la
ɔure partie de ses forces et marcha à l'en-
i. Il occupoit une position formidable à
ɔle. C'est un village situé au milieu de ma-
et de canaux impraticables. On ne pouvoit
river que par une chaussée et un pont très-
its, dominés par des maisons que les Au-
ıens avoient crenelées, d'où ils faisoient
ɔu terrible de mitraille et de mousquetterie;
ı le souvenir de Lodi enflammoit le cou-
des soldats français. Ils s'avancèrent intré-
ment au pas de charge, ayant à leur tête
énéral Augereau. Toute l'armée avoit les
ɛ sur eux, et se rappeloit leur ancienne
ɔire. Pour la première fois, la fortune trahit
ı efforts, et la brave phalange fut forcée
eculer. Ils se rallient et marchent une se-
le fois. Les rangs entiers sont écrasés sous
ɯ des batteries, et, pour la seconde fois, la
nne est obligée de rétrograder. Alors l'élite
ɡénéraux s'élance à la tête de la colonne; la
art périssent ou sont dangereusement bles-
Verdier, Bon, Vernes, Lannes, sont mis
de combat; le soldat perd son audace et se
.e de nouveau. Alors, n'écoutant plus que
dépit, le général Augereau saisit un dra-
ı tricolore, et traversant le pont avec la

rapidité d'un éclair, il va le planter à l'a
extrémité, en criant : *A moi les Patrio*
Inutile héroïsme, la colonne intimidée r
immobile. Buonaparte, averti de ce désor
accourt : « Soldats, dit-il, n'êtes-vous donc
» les vainqueurs de Lodi? l'ennemi est à d
» pas de vous, franchissons ce foible interva
» et la victoire est à nous ».

Il met aussitôt pied à terre, s'arme à son t
de l'étendard tricolore, et marche en cria
Suivez votre général. La colonne s'ébranle
s'avance avec courage; les Autrichiens font
sortie; le feu terrible des batteries redoub
la mort se promène de rang en rang; le gén
Lannes, déjà blessé de deux coups de feu,
reçoit un troisième, et reste sur le champ
bataille. Pour la troisième fois, la phalange
rompt et recule en désordre. Buonaparte l
même, entraîné dans la déroute avec son ét
major, tombe dans un marais sous le feu
l'ennemi, et sans le dévouement d'un soldat n
gre, qui vole à son secours et le dégage, c
étoit fait de lui (1).

(1) Ce soldat nègre avoit été domestique d'un cardi
romain, et s'étoit engagé dans l'armée française. On
voyoit aussi un capucin qui avoit quitté le froc pour
cuirasse, mais qui avoit conservé sa barbe. Le nègre
fait capitaine.

Pendant trois jours Arcole fut disputé avec un égal acharnement. Enfin une partie de l'armée française ayant passé l'Adige, et tourné la position ennemie, une autre ayant franchi les marais, l'action devint générale, et l'armée autrichienne, enfoncée de toutes parts, se replia jusqu'à Vicence.

Les généraux républicains déployèrent dans cette circonstance une audace sans exemple; presque tous furent mis hors de combat.

La perte fut immense de part et d'autre; deux aides-de-camp du général en chef (Elliot, neveu du général Clarke, et le jeune capitaine Muiron) restèrent sur le champ de bataille. Buonaparte, en rendant compte de cette sanglante journée au directeur Carnot, écrivoit :

« Je n'ai presque plus de généraux. Les » officiers de l'état-major ont montré une bra- » voure sans exemple; pas un d'eux qui n'ait » ses habits criblés de balles : c'étoit vraiment » un combat à mort ».

On lui a contesté l'honneur d'avoir répété l'acte héroïque du général Augereau; il est constant qu'il n'en parle point dans son rapport. L'auteur de l'Examen des campagnes de Buonaparte, qui se donne pour témoin oculaire, convient qu'un officier français passa le

pont, un drapeau à la main, et qu'il se retir impunément, parce que le général Alvinzi cr qu'il s'avançoit en parlementaire; mais il so tient que ce trait de courage ne fut répété p personne, et que Buonaparte resta constam ment à cheval, tandis que la colonne essayo de forcer le passage (1). Il ajoute que l'enne ayant fait une sortie, le désordre se mit da les rangs des Français; que Napoléon prit l fuite, repassa le pont au grand galop, et qu ce fut en fuyant qu'il tomba dans le marais.

De quelques sentimens qu'on soit animé pou Buonaparte, il est fort difficile de persuade qu'il ne donna, dans cette journée, aucune ma que de bravoure. Le général Berthier cite fo mellement le trait du drapeau, et, de l'ave même des détracteurs de Napoléon, il passa l pont, puisqu'il en revint au galop.

---

(1) L'auteur d'un ouvrage anglais, intitulé *Généalogi de Buonaparte*, convient que Buonaparte passa le pont, u drapeau à la main; mais il dit qu'il ne présenta que le côt blanc du drapeau, et que le général Alvinzi le prit pou un parlementaire. Comment le général Alvinzi se seroit-i trompé deux fois? et quelle confiance mérite l'auteur d l'ouvrage anglais, assez mal informé pour rapporter cett action d'éclat à la fameuse attaque du pont de Lodi?

Il est moins aisé de croire à l'espèce de prodige opéré par le capitaine Hercule. Buonaparte assure qu'il ordonna à cet officier de choisir vingt-cinq hommes de sa compagnie, de tourner les marais, et de tomber ensuite au grand galop sur le dos de l'ennemi en faisant sonner plusieurs trompettes; cette manœuvre, ajoute-t-il, réussit parfaitement. A qui persuadera-t-on que vingt-cinq hommes avec vingt-cinq trompettes aient mis en déroute une armée qui pendant trois jours avoit bravé toutes les forces de Napoléon, et fait souvent chanceler la victoire? En lisant ces sortes d'historiettes, on se croit transporté au temps des fées, où les paladins faisoient tomber les portes des châteaux, au son d'un cor enchanté.

Les fruits de la bataille d'Arcole furent quatre mille prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon, et beaucoup d'équipages. L'ennemi laissa sur le champ de bataille trois ou quatre mille morts. Le nombre des blessés ne fut pas moins considérable.

L'obstination de Buonaparte fit répandre beaucoup de sang inutile. Il pouvoit, en tournant la position de l'ennemi, obtenir les mêmes avantages; mais il préféroit les coups d'éclat, et s'occupoit peu de ménager les hommes,

pourvu que leur sang servît à sa gloire. L'attaque de front lui enleva une foule de braves guerriers, toujours difficiles à remplacer, et apprit aux Autrichiens, que la fermeté et la constance pouvoient contenir et braver l'impétuosité française.

Il ne faut donc point mettre le combat d'Arcole au nombre de ceux dont Napoléon peut se glorifier ; il ne déploya dans cette circonstance qu'un invincible orgueil, une folle et cruelle opiniâtreté, et ce mépris du sang humain qui a fini par le perdre. Il s'exposa, pour la première fois, en soldat et non point en capitaine, et ce dévouement sans objet ravit à l'armée deux jeunes officiers qui pouvoient un jour rendre à leur patrie les plus glorieux services. Il écrivit à leurs parens pour les consoler ; mais ce n'est point par une lettre qu'on répare une semblable faute.

CHAPITRE XIII.

Suite des victoires de Buonaparte ; défaite totale du général Alvinzi ; reddition de Mantoue.

L'armée des Autrichiens étoit battue, mais elle n'étoit pas détruite. En se rapprochant du Tyrol, le général Alvinzi se mettoit à portée de recevoir des secours et de reprendre l'offensive.

Si les Français avoient vaincu à Arcole, le sort des armes ne leur avoit pas été aussi favorable à Rivoli. La division du général Vaubois avoit été battue par le corps du général Davidowich, et forcée d'abandonner ses positions. Cet échec compromettoit le siége de Mantoue. Buonaparte se hâta de faire repasser l'Adige au général Massena ; Augereau se mit en marche pour couper la retraite à l'ennemi. Massena et Vaubois, réunis, attaquèrent le général Davidowich, le battirent et reprirent toutes les positions que l'armée française avoit perdues. On se flattoit de faire prisonnier le général autrichien avec toute sa division, mais on ne parvint qu'à lui enlever une partie de son arrière-garde.

Le général Alvinzi s'étoit retiré sur la Brenta, et dans les montagnes du Tyrol où il étoit difficile de le forcer. Un mois s'écoula sans que les armées se trouvassent en présence. Mais Buonaparte n'oublioit ni le soin de sa renommée, ni les moyens de l'accroître encore. Il envoya au directoire les drapeaux pris à Arcole, et s'empara du château de Bergame : cette ville et son territoire appartenoient à Venise. C'étoit donc violer ouvertement la neutralité. Mais Buonaparte se justifioit en assurant que les Bergamasques n'aimoient pas les Français, qu'ils fabriquoient de fausses nouvelles, favorisoient la désertion des prisonniers autrichiens, et qu'on avoit tué, sur leur territoire, plusieurs soldats républicains. Venise fit de vains efforts pour repousser ces accusations; le temps approchoit où elle devoit avoir elle-même des intérêts plus sérieux à discuter.

Les drapeaux d'Arcole furent présentés par l'aide-de-camp du général en chef Le Marois. Il parla beaucoup de la fidélité du général, de celle de l'armée, et du dévouement des soldats pour la constitution de l'an III. Le président du directoire fit un grand éloge de l'armée, mais prononça à peine le nom du général.

Buonaparte devenoit de plus en plus suspect. On ne se dissimuloit plus ses projets d'e-

lévation. Il traitoit, avec les souverains, comme d'égal à égal, et ses rapports avec le gouvernement portoient un caractère d'indépendance qui alarmoit de plus en plus une autorité pusillanime, méprisée et haïe de tous les partis. On parloit hautement d'un projet de conspiration, dans lequel entroient Barras, Sieyes, et plusieurs autres personnages considérables, et qui tendoit à associer Napoléon à la puissance suprême. Il passoit pour constant que l'Autriche lui avoit fait offrir une souveraineté en Italie, et le roi de France l'épée de connétable (1). Ceux qui connoissoient son caractère lui supposoient des vues plus élevées encore. Il est certain que dès lors il aspiroit au pouvoir souverain, et que ses amis commençoient à lui en aplanir les routes.

On affectoit d'exposer partout son portrait. Quelques mois après on en fit une inauguration solennelle dans une des assemblées primaires de la ville de S....., et l'auteur de cet écrit, n'ayant pas voulu fléchir le genou devant la nouvelle idole, courut risque de la vie.

---

(1) Le comte de Mont-Gaillard prétend, dans ses mémoires, qu'il conseilla au Roi une alliance de sa famille avec Buonaparte; mais de quelle autorité peut être le témoignage du comte de Mont-Gaillard?

Aussi l'éclat des victoires de Napoléon ne produisoit-il pas l'effet qu'il en attendoit, ses partisans se plaignoient de l'indifférence publique, lui-même se plaignoit de la calomnie, et attribuoit sa défaveur à l'or et aux intrigues de l'Autriche ; mais ni l'or, ni les intrigues de l'Autriche n'avoient empêché qu'on applaudît avec enthousiasme aux victoires de Pichegru et de Moreau. Buonaparte honoroit par ses victoires le nom français ; mais il en compromettoit la dignité par ses déprédations, sa mauvaise foi, et tous les défauts d'un caractère inaccessible à la justice et à la pitié (1).

---

(1) Plusieurs hommes de lettres, qui dirigeoient alors les journaux, s'élevoient avec raison contre la foiblesse du directoire, et son excès de complaisance pour le général en chef de l'armée d'Italie. Outre M. Rœderer, qui s'étoit souvent expliqué à ce sujet avec beaucoup de liberté, M. Lacretelle s'étoit aussi distingué par la sagesse et le courage de ses observations. Il avoit blâmé vivement la lettre de consolation du directoire à Buonaparte ; il s'élevoit avec la même force contre l'ingratitude et l'adulation : « Les légions romaines, disoit-il, n'auroient » pas été si dangereuses pour la liberté si l'on n'eût point » enivré leurs chefs d'éloges et de flatteries excessives. » Ces grands hommes qu'on élève inconsidérément au- » dessus de leurs concitoyens, n'ont causé que trop sou- » vent la ruine de leur patrie ».

perte de la bataille d'Arcole avoit alarmé, non pas découragé la cour d'Autriche. ée à faire les derniers efforts pour sauver eresse de Mantoue, elle avoit envoyé en 'élite de ses troupes, et dégarni une partie frontières, pour secourir le général Al- La jeunesse de Vienne, exaltée par l'hon- t l'amour du prince, s'étoit associée à ce l élan patriotique, et le feld-maréchal se une seconde fois à la tête d'une armée for- le.

n de s'intimider de sa position, Buona- ne songea qu'à se couvrir d'une nouvelle ; il avoit reçu lui-même des secours puis- l en avoit tiré de Milan, de Pavie et de ntes villes qui avoient embrassé le parti licain.

tat Romain lui donnoit quelques inquié- ; il tire de ses différentes divisions quel- troupes, en forme une colonne mobile, ne sur Bologne, et contient les forces pon- es.

s lettres interceptées du maréchal Wurm- nonçoient l'intention de profiter des mou- ns d'Alvinzi, pour sortir de Mantoue et r une diversion utile. Napoléon se rend à oue, fait toutes ses dispositions pour

faire échouer ce projet et revient à Vé
observer les mouvemens de l'ennemi.

Déjà toute l'armée autrichienne étoi
mouvement. Massena et Joubert étoient
qués, le premier à Saint-Michel, le second
Corona ; une colonne ennemie avoit failli
prendre les postes de la porte Saint-Geor
près de la citadelle de Vérone. Après une
tance opiniâtre, l'avant-garde du général
sena et le corps du général Joubert s'étc
repliés avec perte. Le feld-maréchal, en
quant habilement tous ses mouvemens, lai
le général français dans l'incertitude sur se
ritables projets.

Dans cet état, Buonaparte se détermine à
ter à Vérone pour se porter partout où sa
sence seroit nécessaire. Bientôt ses doutes
fixés ; le maréchal Alvinzi, avec des forces
périeures, s'étoit avancé vers la Corona, a
obligé le général Joubert à évacuer cette p
tion, et paroissoit décidé à percer par Riv
Buonaparte fait marcher la division Massen
le corps du général Ney, les dirige sur Riv
part en poste, et se rend sur ce point, avec
son état-major.

La nuit fut employée à reconnoître la p
tion, et le lendemain le général autrichie
vit tout à coup en présence du général en

et d'une armée qu'il n'attendoit pas. A la pointe du jour, le général Joubert attaqua l'ennemi en s'avançant sur la Corona, et poussa vivement les Autrichiens. Le centre occupoit une position avantageuse sur des hauteurs. La gauche devoit être renforcée par les troupes du corps de Massena et du général Ney, mais elles se trouvoient un peu en arrière. L'ennemi profita de cet avantage, et força nos troupes de se replier; l'aile droite, témoin de ce mouvement, n'osa plus se porter en avant, et dans le même moment l'armée se trouva compromise sur deux points principaux. Le centre seul, commandé par le général Berthier, gardoit une contenance assurée.

Le danger croissoit à chaque instant, les Autrichiens se croyoient assurés de la victoire et marchoient en criant *ils sont à nous*, car on étoit assez près pour s'entendre; mais ce cri seul suffisoit pour rendre à nos soldats toute leur énergie. En ce moment Massena arrive avec de nouvelles troupes; par sa présence, le désordre qui s'étoit un instant manifesté dans l'armée française, est reporté dans l'armée autrichienne. Ainsi le combat est rétabli à la gauche, et l'ennemi forcé de rétrograder. Il n'en étoit pas de même de la droite, les Autrichiens avoient gagné les hauteurs qui dominoient la position qu'elle occupoit et l'avoient poussée en désor-

dre au-delà de Rivoli. Mais, en s'abandonnan sans discrétion, ils se compromirent à leur tou Buonaparte, dont l'œil perçant voyoit tout, le fait attaquer par un corps de cavalerie, le centr se joint à ce mouvement. Le général Joubert jaloux de réparer son échec, s'élance, un fusil la main, sur le plateau de Rivoli, l'attaque ave fureur, l'enlève, et culbute les Autrichiens; d son côté, Massena, profitant du mouvement ré trograde de l'ennemi, fond sur lui, et lui fai 1800 prisonniers.

Un corps de quatre mille hommes avoi tourné nos positions. Il est attaqué, mis en déroute, et nous laisse trois mille prisonnier Les avantages étoient si décisifs que la victoir parut assurée.

Napoléon n'avoit point de nouvelles du gé néral Augereau; il craint que la communication entre Vérone et lui ne soit interceptée. Il charg le général Joubert d'attaquer le lendemain; dé tache quelques troupes pour les faire marche sur Vérone; part lui-même, et apprend que l général autrichien Provera étoit parvenu à forcer le passage de l'Adige, à couper les com munications et à se porter sur Mantoue. Il l suit aussitôt, présumant que le général Auge reau en fait autant avec sa division. Ses con jectures se réalisent; l'arrière-garde de Prove

: et perd deux mille hommes; mais
habile général file de toutes ses forces
ue, et tombe sur les Français qui
doient pas. Le général Miollis le re-
trépidité et se maintient courageu-
s le fort Saint-Georges; les généraux
t Victor s'avancent à la hâte, tour-
emi, contiennent et repoussent la
e Mantoue. Le général Miollis fait
le général Provera se trouve cerné
arts, et met bas les armes avec six
nes. Dans ce nombre se trouvoit le
olontaires de Vienne.
ral Joubert avoit obtenu de son côté
plus brillant. Il avoit attaqué l'en-
: le jour, l'avoit tourné et chassé de
is et mis dans une déroute complète.
entiers étoient restés entre les mains
eurs. Après cette défaite, les débris de
richienne se retirent précipitamment
ontagnes du Tyrol, leur asile accou-

e sort de la plus belle et de la plus
ée que l'Autriche eût encore envoyée
La victoire de Rivoli couvrit de gloire
e; c'étoit la plus importante et la plus
qu'il eût remportée. On ne peut nier

que dans cette circonstance il n'ait déployé des talens, une activité, une présence d'esprit qui le placent au rang des premiers capitaines.

Par la défaite totale du général Alvinzi, il se trouva maître de toute l'Italie, et assuré de la conquête de Mantoue. Le directoire instruit, et peut-être effrayé de ce nouveau triomphe, se hâta de décerner de nouveaux honneurs au général, en lui accordant, à titre de récompense nationale, les drapeaux tricolores qu'il avoit portés à la bataille d'Arcole. Et pour ne laisser aucun doute sur les incroyables résultats de la journée de Rivoli et des combats précédens, on crut devoir les faire attester publiquement par un certificat du général Berthier (1).

La joie de cette victoire étoit d'autant plus grande que l'armée française avoit été sur le

---

(1) » Je certifie que, dans les différentes batailles qui » ont eu lieu depuis le 19 nivôse jusqu'au 27 du même » mois, l'état des prisonniers de guerre autrichiens, dont » la revue a été passée, monte déjà à plus de vingt mille, » et qu'il en arrive à chaque instant; que l'ennemi nous » a laissé quarante-quatre pièces de canon avec leurs » caissons, tous les bagages de la colonne du général » Provera, et tous les drapeaux de ses corps, dont une » partie a été brisée par l'ennemi. Je certifie que, d'après » les ordres du général en chef, j'ai chargé le général

point d'être totalement défaite; non-seulement nos deux ailes avoient plié, mais la droite avoit, dans sa retraite, perdu deux mille prisonniers et une partie de son artillerie.

Le général Provera avoit battu à Bellivaqua les corps français qui s'opposoient à son passage, et leur avoit fait 1500 prisonniers; il avoit habilement trompé la vigilance des généraux Kuieux et Augereau; et tandis qu'il les tenoit occupés sur un point de l'Adige, avec la moitié de sa colonne, il avoit fait, pendant la nuit, passer l'autre moitié à cinq milles de là.

L'armée républicaine, tournée sur plusieurs points, se trouvoit dans la position la plus critique. Buonaparte mesuroit toute l'étendue du danger, et voyoit peu de moyens d'y remédier.

---

de division Rey de conduire jusqu'à Grenoble la colonne de vingt mille prisonniers de guerre, par convois de trois mille, marchant à un jour de distance les uns des autres, et sous l'escorte de la 58e. demi-brigade, et d'un escadron de cavalerie.

» Ces trophées de la brave armée d'Italie sont faits pour étonner tellement nos plus vrais amis, que j'ai cru leur faire plaisir en les certifiant d'une manière officielle.

« *Signé* ALEXANDRE BERTHIER ».

Si l'on en croit l'auteur de l'Examen des ca
pagnes d'Italie, Buonaparte se rappela al
cette maxime de l'Enéide de Virgile :

...Dolus an virtus quis in hoste requirat?

Qu'importent, quand il faut combattre un enne
Le courage, ou la ruse?

Il fit proposer au général Alvinzi un arm
tice d'une heure, sous prétexte de rédiger l
conditions d'une capitulation. Le feld-ma
chal, incapable de soupçonner la mauvaise f
eut l'imprudence de l'accorder. Un aide-d
camp du général en chef vint parlementer pe
dant quelques instans; à peine étoit-il de ret
au camp français, que Buonaparte, sans attend
que l'armistice fût expiré, surprend les Aut
chiens, encore livrés au repos, et porte le d
sordre et la confusion dans tous leurs rangs. (
ne fut plus un combat, mais une déroute g
nérale.

L'armée autrichienne désespérée se c
trahie, et ne balança point à accuser son gé
ral; ses plaintes arrivèrent jusqu'à Vienne,
le feld-maréchal, après plus de quarante a
de services glorieux, se vit réduit à aller d
fendre son honneur devant les tribunaux. Il

e perdit point, on le jugea malheureux, mais ion coupable; et loin de lui faire subir une condamnation flétrissante, l'empereur lui confia le commandement général de toute la Hongrie.

Cependant cette absolution ne put détourner entièrement les soupçons qui planoient sur sa tête, et il paroît constant que, lorsque le prince Charles passa à Laybach, les généraux Alvinzi, Davidowich, Quasnadowich, Metzaron et Provera, lui ayant fait demander la permission de lui présenter leurs hommages, ce prince refusa de les voir.

Le colonel, le lieutenant-colonel et plusieurs officiers du régiment de Latterman, furent condamnés à trente ans de prison, pour avoir manqué à leur devoir. C'étoit particulièrement à ce régiment qu'on imputoit la perte de la bataille de Rivoli: quoiqu'il eût reçu l'ordre exprès de renouveler le combat, il s'étoit replié à l'approche des Français, et leur avoit ainsi facilité le moyen de rompre la ligne impériale.

Après la déroute de l'armée autrichienne, les divisions de l'armée française en poursuivirent les débris sans relâche; ni les montagnes ni les neiges ne purent les arrêter; elles surprirent, enveloppèrent et combattirent des corps

entiers, qui furent ou dissipés ou faits prisonniers. Trente leur rouvrit ses portes, Roveredo, Lavis et toutes les positions que les Français avoient prises précédemment, furent occupés de nouveau, et Buonaparte, sans inquiétude de ce côté, put songer à de nouvelles expéditions.

CHAPITRE XIV.

ɔitulation de Mantoue; paix avec le Pape; arrivée du prince Charles.

OBJET qui occupoit le plus Napoléon étoit iége de Mantoue. Cette ville, qu'il s'étoit té d'emporter de vive force, tenoit depuis t mois. L'empereur avoit dépensé 500,000 ins pour les fortifications de cette place; elle it défendue par des officiers braves et expé- ıentés. Une sortie exécutée par la garnison, lques mois auparavant, avoit coûté aux Fran- ; près de 4000 hommes tués et 600 prison- rs; la maladie en avoit moissonné un plus nd nombre. Buonaparte s'étoit vu réduit à er le siége pour marcher contre Wurmser: il ɔit perdu dans cette affaire toute son artillerie siége, mais la victoire et l'invasion des États mains lui avoient fourni les moyens d'atta- er de nouveau cette forteresse. Le maréchal urmser n'avoit rien négligé pour coopérer ; succès de l'armée autrichienne, et sauver place par des sorties nombreuses et hardies. garnison et les habitans souffrirent avec une ıstance inexprimable toutes les horreurs de

la famine et de la maladie. Enfin, Wurmser ne put voir plus long-temps tant de sacrifices inutiles : les hommes mouroient tous les jours; plus de moyens de conserver la vie à ceux qui restoient; cinq mille chevaux avoient été mangés. Dans cette extrémité, il songea à sauver de braves soldats, et à les conserver encore à son pays : il offrit de capituler.

Buonaparte le traita avec tous les égards dus à son rang, à son âge, à ses talens, à sa valeur. La capitulation fut honorable : la garnison sortoit avec tous les honneurs de la guerre, se constituoit prisonnière, mais à condition de se rendre dans le Frioul pour y être échangée contre un pareil nombre de soldats français. Le maréchal Wurmser et sa suite, les officiers généraux, ceux de l'état-major, deux cents hommes de cavalerie, et cinq cents hommes au choix du feld-maréchal restoient libres; et le général français accordoit au général autrichien cent chariots, qui ne devoient pas être visités.

C'étoit, de la part du maréchal Wurmser, un acte de prévoyance et d'humanité. Mantoue renfermoit un grand nombre d'émigrés français qu'une loi barbare condamnoit à la mort : cette noble et généreuse action les sauva; trait d'autant plus digne de mémoire, qu'il étoit jusqu'alors sans exemple, et qu'on avoit vu des sou-

verains livrer indignement ces infortunés à leurs impitoyables ennemis (1).

Le butin fait à Mantoue fut immense. On y trouva 500 bouches à feu, 17,000 fusils, 529,000 livres de poudre, 1,274,000 cartouches, 187,000 boulets, 14,000 bombes, une quantité considérable d'obusiers, de pièces de campagne, de chariots, de caissons, et des artifices de tous les genres. Buonaparte, au comble de ses vœux, se hâta de transmettre cette nouvelle au directoire; dès qu'elle fut répandue à Paris, les partisans de Buonaparte signalèrent leur joie par des réjouissances extraordinaires. On se donna des banquets, le député Villetard (2) monta à la tribune du conseil des Cinq-Cents pour invectiver contre les royalistes.

---

(1) Les agens du gouvernement français ayant demandé au roi d'Espagne l'extradition de plusieurs émigrés, le gouvernement espagnol eut la cruelle lâcheté de les livrer, et ils furent exécutés à Toulouse.

(2) Il étoit d'Auxerre, et avoit remplacé à la convention le député Maure qui, après le 9 thermidor, s'étoit tué d'un coup de pistolet. Il parloit rarement, mais il écrivoit beaucoup. A l'époque où Buonaparte venoit de prendre Mantoue, le corps législatif étoit divisé en deux partis qui commençoient à se choquer avec beaucoup de violence. L'un tenoit pour le despotisme du directoire, l'autre vouloit l'observation de la constitution : c'étoit

« La superbe Mantoue est donc tombée
» pouvoir des républicains! Agitez-vous p
» blement dans vos obscurs complots, vils
» tisans de la tyrannie; ourdissez contr
» peuple l'imposture et la perfidie; dévo
» aux assassinats ses plus intrépides défense
» ces moyens sont dignes de vous et de v
» cause. Depuis quand les lâches Syba
» prétendent-ils donner des fers aux hom
» intrépides? Pygmées, qui façonniez dan
» ténèbres le joug de la tyrannie des ai
» des gabelles, des corvées, des droits féod
» des dîmes et de toutes les vexations, v
» flattez-vous de rendre à l'esclavage, à la
» sère et aux humiliations les généreux en
» de la victoire? Non, j'en atteste l'étern
» raison, qui ne veut pas que la France vi
» rieuse soit jamais dégradée à ce point.
» Les perfides! ils avoient leurré notre
» dulité par les mots d'humanité et de justi

---

dans le premier que Villetard s'étoit enrôlé; il le sou
avec beaucoup de persévérance, jusqu'au moment o
18 brumaire vint lui offrir de nouvelles chances :
déclara alors pour Buonaparte, et son républicani
s'accommoda très-bien d'un emploi de sénateur et
titre de comte.

» mais ce prestige de la plus infâme hypocrisie » vient d'être dissipé, le voile est tombé. Tout » ce que l'ingénieuse cruauté des bourreaux » a inventé de plus abominable, voilà le pre- » mier don qu'apporteroient au peuple fran- » çais, ces hommes si justes, si humains, » à l'avènement de leur domination royale ».

Le député Lacombe-Saint-Michel ne parla pas avec moins d'énergie au conseil des Anciens, et, sur leur motion, on décréta que l'armée d'Italie, victorieuse de Mantoue, n'avoit jamais cessé de bien mériter de la patrie.

Un autre député demanda qu'on décernât à Buonaparte le surnom d'*Italique* : « Annibal, » dit-il, n'a point fait en Italie ce qu'y a fait » Buonaparte; Scipion, en Afrique, ne l'a » point surpassé; et Rome reconnoissante l'ho- » nora du nom d'*Africain*.

» L'Espagne décore ses chefs de ces titres » glorieux; c'est ainsi qu'elle vient de décerner » le titre de *Prince de la Paix*, au ministre » qui a signé celle que la France vient de lui » donner.

» La Russie ne néglige pas ce moyen de » récompense, et le vainqueur de la Crimée » a retenu le nom de *Taurique*. Le Français » qui, dans huit mois de campagne, a forcé le

» roi des Alpes (1) à nous en donner pour
» jamais les clefs, celui des Deux-Siciles à une
» paix nécessaire..... Le Français qui va re-
» prendre à la Rome papale les trophées dont
» l'avoient ornée les Romains républicains....,
» mérite certes le surnom d'*Italique*, et le corps
» législatif lui doit cet honorable décret ».

Cependant le décret ne fut pas rendu. Les royalistes étoient loin de vouloir accorder à Napoléon un semblable avantage, et les républicains réellement attachés à la liberté virent avec effroi une proposition, qui cachoit le dessein de servir un ambitieux et de l'élever sur *les ruines de la république*. On essaya même d'affoiblir l'éclat de sa gloire, en associant à sa renommée les compagnons de ses travaux.

Le général Augereau avoit pour père un modeste marchand fruitier de la rue Mouffetard : les employés du directoire se rendirent chez lui

---

(1) L'orateur ennoblit ici l'expression. Dans nos orgies revolutionnaires, on ne désignoit communément le roi de Sardaigne que par le sobriquet de *Roi des marmottes;* et tel étoit alors le mépris de toutes les convenances qu'on ne rougissoit pas d'employer ce mot ridicule et grossier, jusque dans le sein des assemblées législatives ; c'étoit avec la même dignité qu'un conventionnel nommé Taillefer traitoit de *pouilleuse* la nation espagnole.

ur honorer, en sa personne, l'intrépide armée
talie. C'étoit un vieillard de soixante-quinze
s, encore frais et vert : il reçut la députation
as son humble réduit, répondit à leur dis-
urs d'un ton simple et naïf, et accepta l'hon-
ur de présider à un banquet frugal et patrio-
ue. Il fut reçu aux applaudissemens d'une
ciété nombreuse, et fut placé dans un fau-
uil au haut de la table. On lui présenta un
uquet de laurier orné d'un ruban tricolore,
l'on chanta des couplets en honneur des pères
ez heureux pour posséder des enfans tels que
llustre guerrier que signaloient tant d'actions
éclat.

Tandis qu'on s'occupoit de ces fêtes, Napo-
on, après avoir envoyé au directoire les dra-
aux conquis sur l'ennemi, commençoit une
erre moins redoutable, et s'apprêtoit à mois-
nner des lauriers faciles à conquérir.

Depuis long-temps le directoire méditoit l'a-
antissement de la puissance pontificale : le
ldat, exalté par le fanatisme républicain, se
urrissoit de l'idée d'aller relever au Capitole
s statues de Brutus et de Cassius. Buonaparte
avoit pris l'engagement formel, au commen-
ment de sa campagne; l'effigie du pape avoit
é brûlée publiquement à Paris, ses envoyés

avoient reçu l'ordre de quitter la capitale de vingt-quatre heures.

On accusoit Rome d'avoir, depuis les revers de l'armée française, changé de dispositions envers la république ; on lui reprochoit de versatilité, de la perfidie ; on lui supposoit le projet de publier une croisade contre la France.

Cependant, il étoit certain que le gouvernement romain n'avoit rien négligé pour nous plaire : il avoit acquitté fidèlement toutes les conditions de l'armistice ; il avoit vu sans plaindre l'armée française entrer sur son territoire, lui enlever les légations de Ferrare et de Bologne, y prêcher l'insurrection contre le souverain, s'emparer de ses citadelles, et proclamer dans ces nouvelles conquêtes la liberté et l'égalité.

Les envoyés de la république Miot et Cacault avoient été reçus avec la plus grande distinction : on trembloit de leur déplaire ; on portoit la complaisance jusqu'à mettre chaque jour en liberté une foule de sujets séditieux, payés par le directoire, pour fomenter des mouvemens révolutionnaires et préparer l'insurrection.

Loin de songer à porter les peuples à la désobéissance, Pie VI avoit adressé une admonition à tous les fidèles de France qui commu-

niquoient avec le Saint-Siége ; elle respiroit la charité et la paix (1) : le pape y exhortoit les fidèles à révérer leur gouvernement, à se convaincre de cette maxime de saint Paul, que tout gouvernement vient de Dieu, et que, résister au gouvernement c'est résister à Dieu même. On avoit fait arrêter et punir sévèrement quelques hommes du peuple dont les

(1) A tous les fidèles catholiques, résidant en France, qui sont en communication avec le Saint-Siége apostolique, Pie VI, serviteur des serviteurs de Dieu, salut et bénédiction :

« La sollicitude pastorale, nos chers fils, dont notre seigneur Jésus-Christ a remis le dépôt en nos faibles mains, » nous a fait un devoir de chercher à éclairer tous » les fidèles, et particulièrement ceux qui sont exposés à » de plus fortes tentations. C'est pourquoi nous croirions » manquer à nous-mêmes si nous ne saisissions pas avec » empressement toutes les occasions de vous exhorter à » la paix, et de vous faire sentir la nécessité d'être soumis » aux autorités constituées. En effet, c'est un dogme reçu » dans l'église catholique, que l'établissement des gouvernemens est l'ouvrage de la sagesse divine, pour prévenir l'anarchie et la confusion, et empêcher que les » peuples ne soient ballottés çà et là comme les flots de » la mer ; aussi saint Paul affirme-t-il qu'il n'y a pas de » puissance qui ne vienne de Dieu, et que résister à » cette puissance, c'est résister à Dieu même. Ainsi, nos » chers fils, ne vous laissez pas égarer : n'allez pas, par

discours ou la conduite tendoient à troubl[er] l'ordre public. Pie VI, malgré la fermeté natu[relle] relle de son caractère, se flattoit d'adoucir [ses] implacables ennemis, et de détourner de [ses] états le terrible fléau de la révolution.

Vaine espérance! Une lettre interceptée de[vint] vint le prétexte des accusations et de la guer[re]

» une piété malentendue, fournir aux novateurs l'occa[sion] » sion de décrier la religion catholique. Nous vous exhor[tons] » tons donc, au nom de notre seigneur Jésus-Christ, de [vous] » vous appliquer, de tout votre cœur et de toutes vos [forces] » forces, à prouver votre soumission à ceux qui vous [commandent] » commandent. Par-là vous rendrez à Dieu l'hommage [d'obéissance] » d'obéissance qui lui est dû, et vous convaincrez vos [gouvernemens] » gouvernemens que la vraie religion n'est nullement faite [pour renverser] » pour renverser les lois civiles; votre conduite les con[vaincra] » vaincra tous les jours de plus en plus de cette vérité; [elle les portera] » elle les portera à chérir et à protéger votre culte, en [faisant observer] » faisant observer les préceptes de l'Évangile et les règles [de la discipline] » de la discipline ecclésiastique. Enfin nous vous avertis[sons] » sons de ne point ajouter foi à quiconque avanceroit une [autre doctrine] » autre doctrine que celle-ci, qui est la véritable doctrine [du Saint-Siége] » du Saint-Siége apostolique; et nous vous donnons, avec [une tendresse] » une tendresse paternelle, notre bénédiction apostoli[que] » lique ».

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le cinq juillet 1796, et le vingt-deuxième de notre Pontificat.

Signé Rev. Cardinalis Braschi.

ıs injuste : cette lettre étoit du cardinal
ı, elle n'exprimoit que les inquiétudes du
:rain pontife et le désir d'une alliance avec
ıereur d'Allemagne ; on y parloit d'une
e de religion, mais comme d'un projet
a sagesse et la piété du pape ne lui per-
ıient pas d'embrasser; elle étoit d'ailleurs
: avec beaucoup de modération.

ais Buonaparte n'avoit besoin que d'une
ıion ; il proclame aussitôt la trahison de
ıe, déclare l'armistice rompu, donne ordre
ıinistre Cacault de quitter la cour du sou-
ın pontife, et publie contre elle le mani-
suivant :

Le pape a refusé formellement d'exécuter
s articles 8 et 9 de l'armistice conclu à
ɔlogne. La cour de Rome n'a cessé d'armer,
d'exciter, par ses manifestes, les peuples
la croisade. Ses troupes se sont approchées
: Bologne jusqu'à dix milles, et ont menacé
envahir cette ville.

La cour de Rome a entamé des négocia-
ons hostiles contre la France avec la cour
e Vienne. Le pape a confié le commande-
ıent de ses troupes à des généraux autri-
hiens ; il a refusé de répondre aux avances
fficielles qui lui ont été faites pour l'ouver-
ure d'une négociation de paix. En consé-

» quence, je déclare que l'armistice, conclu
» entre la république française et la cour de
» Rome, est rompu ».

A ce violent manifeste il ajouta une proclamation non moins violente : il s'annonçoit comme un vengeur terrible et inexorable, il se vantoit d'avoir, en six mois, fait cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'empereur; il déclaroit que tout village, toute ville où l'on sonneroit le tocsin à l'approche de l'armée française seroit brûlé, et ses municipaux fusillés; il menaçoit des plus terribles châtimens les communes sur le territoire desquelles un Français seroit assassiné; il promettoit protection et bienveillance aux prêtres qui se conduiroient suivant les principes de l'Évangile, en réservant aux autres des punitions exemplaires, mais il se chargeoit d'interpréter lui-même les principes de l'Évangile.

En ce moment le pape étoit réduit à ses propres ressources; Naples, Parme, Turin avoient traité; Modène étoit envahie; la Toscane occupée par les Français; et Venise, toujours renfermée dans son système de neutralité, se voyoit elle-même près de devenir la proie de l'armée conquérante. Pie VI trouva dans le dévouement de ses peuples des secours et une résistance inattendus; ses soldats même,

à décriés chez les autres nations, osèrent se montrer intrépides et belliqueux.

La division du général Victor se mit aussitôt en marche, et se porta sur Imola, dont le siége épiscopal étoit alors occupé par le cardinal Chiaramonti, élevé aujourd'hui sur le trône pontifical sous le nom de Pie VII; c'étoit un prélat recommandable par sa douceur et sa philantropie : il ne prêchoit alors ni la résistance ni la guerre; eh! qui pouvoit résister à Buonaparte? Au lieu d'irriter l'ennemi, il mit tout en œuvre pour le fléchir, il alla au-devant de lui, et par son exemple et ses discours disposa le peuple à la soumission. Sa conduite pacifique sauva du pillage sa ville et son diocèse; Buonaparte enlevoit alors tous les dépôts du mont-de-piété, le pontife bienfaisant se rendit auprès de lui, le supplia d'épargner sa ville épiscopale, se jeta à ses genoux, et lui offrit tout ce qu'il possédoit pour racheter ses chers diocésains. Buonaparte, toujours inexorable dans ces sortes d'occasions, se laissa néanmoins toucher, et se contenta, en échange du mont-de-piété, de toute l'argenterie du cardinal, des bijoux, des croix, des diamans qui ornoient la chapelle épiscopale; et, sans égard pour la noble et généreuse hospitalité que l'évêque lui avoit donnée dans son palais, il fit tout enlever.

Le cardinal Chiaramonti joignoit aux vertu évangéliques un esprit tolérant, et un cœu humain et bienfaisant; on lui a même reproch d'avoir poussé ces vertus jusqu'au républica nisme, et l'on cite de lui une homélie où il n se montre point éloigné des idées démocrati ques. Ce discours fut adressé au peuple de so diocèse, dans la république Cisalpine, le jou de Noël 1797.

Le prélat, après avoir recommandé la soumi sion aux autorités constituées, fait observer qu ces autorités elles-mêmes sont soumises au lois; que la loi exerce sa puissance sur tous l membres du corps social, soit pour protéger o diriger, soit pour récompenser ou punir; qu c'est dans cette puissance commune et impa sible de la loi, que réside l'égalité civile, do précieux de la nature, qui met en harmoni toutes les parties du corps politique.

« Loin que la forme du gouvernement de » mocratique soit contraire aux principes d » l'Évangile, elle demande au contraire, ell » exige la pratique des vertus qui ne s'acquiè » rent qu'à l'école de J. C.

» Si vous les pratiquez, elles seront le gag » de votre bonheur, de votre gloire, et d » la splendeur de notre république. Les vertu » morales consistent dans l'amour de l'ordre

ce sont elles qui feront de nous de bons et estimables démocrates, mais de cette démocratie pure dont le but unique est de travailler au bonheur de tous, d'abjurer les haines, l'ambition, la mauvaise foi, et de respecter les droits d'autrui, en remplissant ses propres devoirs.

» Considérez, mes frères, les illustres citoyens dont s'honora la république romaine, et les moyens qu'ils employèrent pour mériter la reconnoissance et l'admiration publiques. Rappellerai-je le courage de Mutius Scævola, de Curtius, des deux Scipions, de Torquatus, de Camille, et de tant d'autres qui s'illustrèrent dans ces temps mémorables ! Leurs éloges, tracés par les plus habiles écrivains, sont encore la leçon des peuples et l'instruction de la postérité.

» Tandis que les Grecs dissertoient savamment dans les écoles sur la philosophie, les Romains pratiquoient la vertu, sans disputer sur sa nature, sans le secours des écoles, sans la couvrir orgueilleusement du manteau philosophique. La simplicité de leurs mœurs repoussoit cette éloquence étudiée, cette subtilité de dialectique, qui discutoit les principes au lieu de les mettre en pratique.

» La grandeur et la renommée que s'acquirent ces illustres républicains furent, suivant » l'autorité de saint Augustin, le prix qu'un » Dieu juste voulut décerner à leurs travaux » et à leurs vertus. Si, comme le pense Caton, » et comme l'enseignent les pères de l'église, » leurs nobles qualités rehaussèrent encore » l'éclat de la liberté romaine et méritèrent à » ce grand peuple des bienfaits temporels, à » combien plus forte raison ne devons-nous » pas reconnoître la nécessité de la vertu dans » notre république démocratique, nous qui ne » portons pas des hommages profanes au pied » des divinités étrangères » ?

Ainsi, lorsque la république cisalpine fut établie, l'évêque d'Imola n'hésita point à se faire républicain, à recommander la soumission aux nouvelles autorités, à prêcher les principes du nouveau gouvernement. Il cherchoit alors la paix de l'église; il l'a cherchée depuis auprès du même homme devenu bien plus puissant; il a porté pour lui sa complaisance jusqu'au dernier degré : quelle récompense en a-t-il reçue ?

Les Français, en entrant sur le territoire du souverain pontife, ne s'attendoient pas à une guerre bien longue et bien périlleuse; ils se représentoient les soldats du pape fuyant à leur

pect; cependant les troupes pontificales ne montrèrent point sans courage.

Elles coupèrent les ponts, se retranchèrent ur la rivière de Sénio, qu'elles bordèrent de anons, et reçurent avec intrépidité les troupes ançaises; mais il leur étoit difficile de résister u nombre, à l'impétuosité et à l'expérience es premiers soldats de l'Europe. Le général asnes fit attaquer leurs batteries, tourna leur osition, et, après un combat assez vif, leur nleva quatorze pièces de canon, huit drapeaux, eur fit près de mille prisonniers, et tua quatre cinq cents hommes. Buonaparte, dans son apport, assure que, pendant le feu, plusieurs rêtres, un crucifix à la main, exhortoient les oldats au carnage : ce trait pourroit faire hon- neur au courage des prêtres, mais les répu- blicains aimoient à supposer partout l'influence des ministres de la religion, et les calomnioient pour les perdre (1).

(1) On poussa l'esprit de calomnie jusqu'à supposer une bulle du pape ainsi conçue :

« A tous nos bienaimés et enfans catholiques, nos » frères en Jésus-Christ, Salut : Nous vous prions, pour » le bien de l'église et du Saint-Siége, de prendre les » armes pour défendre la religion. Tous ceux qui tueront » un Français feront un sacrifice agréable à Dieu, et » leurs noms seront inscrits parmi ceux des élus du Sei- » gneur ».

D'Imola, l'armée française marcha successivement sur Faenza, sur Forli, et sur Césène, patrie du souverain pontife. Le tocsin sonnoit à Faenza, le peuple, quoique sans appui, paroissoit néanmoins disposé à résister; l'artillerie et la baïonnette des Français forcèrent bientôt cette malheureuse ville à recevoir la loi du vainqueur. Buonaparte délibéroit s'il la livreroit au pillage; sa politique lui donna un autre conseil : il affecta de ne voir dans ce soulèvement que l'ouvrage des prêtres, il fit venir ceux qui n'avoient pas pris la fuite, rassembla les moines, et leur adressa les plus terribles menaces.

Quelques-uns, effrayés de leurs propres dangers, consentirent à le servir. Le général des Camaldules se rendit à Ravenne, pour disposer cette ville à la soumission; un prieur de bénédictins fut chargé de la conversion de Césène. En peu de jours, la Romagne, le duché

On prétendoit que dans une autre bulle, il avoit promis quarante ans d'indulgence, et même le paradis à quiconque s'armeroit pour sa cause. Ces fictions démagogiques n'obtinrent aucune croyance; elles étoient trop ouvertement en opposition avec le caractère de Pie VI pour qu'on pût y ajouter foi.

Il paroît plus constant que le saint père ne se refusoit pas aux jouissances gastronomiques : on dépensoit chaque

et la Marche d'Ancône tombèrent sous
de la république française. On trouva
ıe plus de soixante pièces de canon,
ux mille boulets, trois mille fusils.
ı côté, le général Marmont marchoit sur
ame-de-Lorette. Cette conquête étoit
ong-temps un objet de convoitise pour
ırte ; il se flattoit d'y trouver des ri-
mmenses, et de grossir sa fortune de la
e de ce temple célèbre; il fut trompé
espérances. Le général autrichien Colli,
mandoit l'armée pontificale, fit enlever
s les plus précieux, et les républicains
vèrent que la valeur d'environ un mil-
poléon envoya au directoire la madone,
ée de tous ses ornemens, et quelques
retirées de leurs châsses (1). Ses troupes

---

uantité de viande immense, pour lui faire un
. Il ne mangeoit que des poulets et du gibier
aimoit le vin étranger, et en buvoit copieuse-
rsque, par une indigne et lâche persécution,
re l'eut fait traîner en prison, il obtint la per-
garder son cuisinier, artiste de bouche très-
à Rome.

ı de plus impertinent que la lettre écrite à ce
directoire, par la commission des arts :
iéral en chef, en recueillant, pour la république,
s que Colli, général du pape, n'avoit pas eu le

continuèrent leur marche, et il étoit à quarante lieues de Rome, lorsque le cardinal Mattei lui écrivit pour l'engager à suspendre une conquête qui ne pouvoit ajouter aucune gloire à ses armes.

Ici s'ouvre une correspondance devenue célèbre, parce qu'elle ne porte aucun de ces signes de hauteur et de violence qui caractérisoient les relations ordinaires du général en chef. Tout y respire la décence et la modération.

» temps d'enlever de Loretto, s'est emparé des objets pr
» tatifs, dont on s'étoit servi pour abuser de la crédu
» des peuples, et qui consistent :
» 1°. Dans l'image de bois, prétendue miraculeu
» de la Madonna ;
» 2°. Dans un haillon de vieux camelot de laine moir
» que l'on a dit avoir été la robe de Marie ;
» 3°. Dans trois écuelles cassées, de mauvaise faïenc
» qui ont, dit-on, fait partie de son ménage.
» Cet enlèvement a été fait par le citoyen Villetard
» en présence du citoyen Monge, et du citoyen Mosca
» médecin de Milan. De peur qu'on ne puisse douter d
» l'authenticité de ces pièces, le sceau du général en ch
» a été apposé sur chacune d'elles, en cire rouge, et se
» blable à celui qui est apposé au bas du procès-verba

Par la suite Buonaparte renvoya la statue à Pie VI lors du concordat ; mais il l'envoya nue, et ne songea guère à restituer l'argenterie et les trésors qu'il avoit trouvés dans la chapelle.

Le cardinal Mattei connoissoit mieux que
t autre le caractère de Buonaparte; il avoit su
hir son courroux, et le désarmer dans une
onstance périlleuse. Il étoit à Ferrare à
oque où les Français, sans déclaration préa-
le, entrèrent dans cette ville : Buonaparte
ivé au palais du prélat, l'aborde avec fureur,
le menace de le faire fusiller sur-le-champ;
ardinal, sans s'effrayer, n'oppose à la vio-
ce du général que la douceur et la résigna-
n, et demande d'une voix calme un quart
eure pour se préparer à la mort. Le sang-
id, la dignité du prélat, la vertu empreinte
s tous ses traits, déconcertent l'impitoyable
néral; la vie du cardinal Mattei est respectée,
quelques instans après, une conversation
ine d'amitié s'établit entre eux. Pourquoi,
le cardinal, cette guerre faite au Saint-Siége,
i n'est en guerre avec personne? Quel crime
t-on lui reprocher? — Que voulez-vous ?
ondit le général, nous usons du droit du plus
t, et je ne puis vous dissimuler que je n'aie
vives inquiétudes pour Rome.

Il savoit en effet que le directoire étoit décidé
létruire la puissance pontificale; il avoit,
ndant quelque temps, essayé d'obtenir du
nt père la révocation des bulles contre
constitution civile du clergé. Le général

Hoche s'étoit rendu à Paris, auprès des envoyés de sa sainteté, pour négocier avec eux une pacification de la Vendée; mais le pape s'étant montré inaccessible à toutes les séductions, la chute de son trône avoit été résolue.

Le cardinal Mattei voulut de nouveau sauver la capitale du monde chrétien, et ce fut dans ce dessein qu'il écrivit au général en chef. Toute l'Europe fut surprise des respects et de la déférence de Buonaparte pour lui : il sembloit que les républicains eussent oublié leur âpreté accoutumée. On se crut revenu à ces jours de politesse et d'urbanité où, même en combattant, on n'oublioit point les égards et le ton de décence que les nations civilisées ont établis entre elles (1).

---

(1) Quelques mois avant que l'armée entrât sur le territoire romain, Buonaparte avoit écrit au cardinal Mattei une lettre que nos papiers n'ont point publiée, et à laquelle le cardinal avoit répondu avec beaucoup de fermeté.

Au cardinal Mattei.

« La cour de Rome a refusé d'accepter les conditions » de paix que le directoire lui a offertes. Elle a rompu » l'armistice; elle arme: elle ne respire que la guerre, et » elle l'aura. Vous connoissez, cardinal, la force et la » valeur de l'armée que je commande : pour détruire la » puissance temporelle du pape, je n'ai besoin que de me

« J'ai reconnu dans la ettre que vous vous » êtes donné la peine de m'écrire, monsieur » le cardinal, cette simplicité de mœurs qui » vous caractérise.... Je sais que sa sainteté a » été trompée : je veux prouver à l'Europe » entière la modération du directoire exécutif » de la république française, en lui accordant » cinq jours pour envoyer un négociateur à » Foligno, où je me trouverai, et où je désire » pouvoir contribuer, en mon particulier, à » donner une preuve éclatante de la considé- » ration que j'ai pour le Saint-Siége. Quelque » chose qui arrive, monsieur le cardinal, je » vous prie d'être persuadé de l'estime dis- » tinguée avec laquelle je suis, etc ».

» vouloir. Allez donc à Rome ; éclairez le saint père sur » ses vrais intérêts ; écartez les intrigans qui l'assiégent. » Le gouvernement français me permet de recevoir des » propositions de paix, et tout peut bien s'arranger. Je » souhaite, monsieur le cardinal, que vous ayez, dans » votre mission, tous les succès que mérite la pureté de » vos intentions ».

Cette lettre étoit du 22 octobre 1796. Le cardinal Mattei répondit, le 2 décembre :

« J'ai mis sous les yeux du saint père, monsieur le » général, la lettre que vous avez pris la peine de m'é- » crire. Le souverain pontife a constamment fait tout ses » efforts pour maintenir la paix ; dans les troubles qui,

Napoléon publia en même temps une proclamation par laquelle il prenoit sous sa protection les prêtres français émigrés. La loi, disoit-il, défend aux prêtres déportés de rentrer sur le territoire français, mais non pas de rester sur le territoire conquis par les armées françaises. Le général en chef, satisfait de la con-

» depuis sept ans, ont agité votre malheureuse patrie, » il s'est toujours souvenu qu'il étoit le père commun des » peuples chrétiens, et lorsque l'on cherchoit à égarer les » enfans de l'église, par les plus dangereuses séductions, » il a cru que l'indulgence étoit l'unique remède qu'il » devoit employer, persuadé qu'un jour Dieu les éclai- » reroit et les ramèneroit à de meilleurs principes. Les » succès de votre armée en Italie ont tellement aveuglé » votre gouvernement, que, par le plus intolérable abus » de la prospérité, non content d'avoir tondu la brebis jus- » qu'au vif, il veut encore la dévorer; qu'il prescrit au » pape de faire le sacrifice de sa conscience, en exigeant » de lui la destruction des points fondamentaux qui font » la base de la religion chrétienne, de la morale et de la » discipline ecclésiastique. Sa sainteté, après avoir en vain » conjuré le directoire d'écouter de plus raisonnables » propositions, n'a plus qu'à se préparer à la guerre: » l'Europe décidera quel a été l'aggresseur. Votre armée » est formidable, mais vous savez qu'elle n'est pas invin- » cible : nous lui opposerons toutes nos ressources, toute » notre constance, toute la confiance que nous inspire la » justice de notre cause, et surtout l'aide du Tout-Puis- » sant. Vous dites que vous désirez la paix, nous la dési-

duite de ces ecclésiastiques, les autorise à rester dans les états du pape, conquis par l'armée française.

Il ajoutoit à cette faveur celle d'assurer aux prêtres la subsistance, un logement et un entretien honnête; il assignoit cette dépense sur les monastères d'Italie, enjoignoit à chaque couvent d'acquitter exactement les fonds des-

---

» rons plus vivement que vous : proposez-nous des con-
» ditions modérées, et telles que nos alliés puissent y
» souscrire ; vous nous trouverez prêts à céder. Sa sain-
» teté fera tous les sacrifices qui sont compatibles avec
» ses devoirs ; nous ne doutons point, monsieur le général,
» que vous ne soyez par vous-même enclin aux principes
» de justice et d'humanité, et je m'estimerai toujours
» heureux de pouvoir coopérer avec vous à la grande
» affaire de la pacification ».

Ce fut après cette lettre que Buonaparte rappela le ministre Cacaut. Il écrivit au cardinal :

« L'influence des étrangers à Rome sera la cause de sa
» perte. Les paroles de paix que je vous avois portées ont
» été étouffées par des hommes pour qui la gloire de Rome
» n'est rien. Vous êtes témoin que je voulois éviter les
» horreurs de la guerre ; l'aveuglement et l'obstination
» de la cour de Rome s'y sont opposés. Quelque chose
» qui arrive, je vous prie d'assurer à sa sainteté qu'elle
» peut rester sans inquiétude à Rome. Comme premier
» ministre de la religion, il trouvera protection pour lui
» et pour vous ; mon premier soin sera de n'introduire
» aucun changement dans la religion qui est établie ».

tinés à cette dépense ; faisoit défense, sous les peines les plus sévères, aux soldats, aux habitans des villes, aux prêtres ou religieux d'Italie, de molester, sous quelque prétexte que ce fût, les prêtres émigrés. Il terminoit sa proclamation par ces mots d'une rare bienveillance :

« Le général en chef verra avec plaisir ce que » les évêques et les autres prêtres charitables fe- » ront pour améliorer le sort des prêtres dé- » portés ».

Ces adoucissemens étoient dus en partie aux vues politiques du général, et aux conseils d'un religieux minime, son ancien professeur de mathématiques à Brienne, qu'il avoit emmené avec lui en Italie, et qu'il avoit chargé de rédiger sa correspondance avec le Saint-Siége.

Le directoire, instruit de la conduite de son général, entra facilement dans les mêmes vues, et rendit un arrêté qui autorisoit le ministre des relations extérieures à délivrer des passeports à tout prêtre français qui voudroit se rendre en Italie, dans la partie des états du pape occupée par l'armée républicaine.

Il les mettoit sous la protection du général en chef, et leur assuroit les mêmes avantages qu'aux autres ecclésiastiques.

Si ces dispositions n'avoient eu pour principe que des sentimens d'humanité, le général et le

directoire auroient mérité la reconnoissance de tous les cœurs généreux; mais il étoit bien difficile d'attendre une bonne action d'hommes fanatisés par l'esprit de révolution, ou dirigés par la politique de Machiavel. Sous l'habit de prêtre, on fit passer en Italie une foule d'émissaires chargés de propager les principes de la république, et d'attiser sourdement le feu de l'insurrection. Plusieurs parcouroient les villages en missionnaires, se faisoient payer leurs messes, et en disoient plusieurs, le même jour, en divers endroits. Le scandale de leurs mœurs découvrit bientôt la fraude, et l'on fut obligé de les éloigner; mais d'autres travailloient plus adroitement, et tout paroissoit prêt pour une explosion générale, lorsque le pape prit le parti d'envoyer des ambassadeurs au général en chef; il ne lui restoit alors que la Sabine, le patrimoine de saint Pierre et la campagne de Rome. L'effroi étoit répandu dans la ville; la famille du pape, les grands seigneurs, les personnes riches profitoient de la nuit pour sauver leur fortune, et envoyer à Naples leurs effets les plus précieux. L'insurrection se manifestoit sur tous les points, on créoit des municipalités, on plantoit des arbres de la liberté : il ne restoit au pape d'autre parti à prendre que de quitter Rome, ou de s'en remettre à la générosité du vainqueur. Le

cardinal Mattei se flatta de fléchir le général en chef, et se rendit à Tolentino avec le cardinal Galeppi, le duc Braschi et le marquis Messino, envoyés de sa sainteté.

Ils arrivèrent au camp le 13 février : Buonaparte les reçut avec les égards dus à leurs qualités personnelles et au caractère dont ils étoient revêtus; mais, en les comblant de politesse, il n'oublia pas qu'il étoit maître des destinées de Rome, et se montra inflexible dans ses prétentions.

Il accordoit la paix au saint père, mais il lui imposoit de renoncer à toute alliance avec les puissances coalisées. Il exigeoit qu'il fermât ses ports à tout bâtiment armé contre la république française; qu'il renonçât pour toujours à tout droit sur la ville d'Avignon, le comtat Venaissin, les légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; qu'il payât, avant le cinq mars, quinze millions sur la somme de seize millions, qui restoit due suivant l'armistice conclu à Bologne, le 21 juin précédent; qu'il fournit à l'armée française 800 chevaux de cavalerie et 800 chevaux de trait; qu'il payât en outre à la république française, en argent, en diamans, ou en valeurs quelconques; une autre somme de quinze millions, savoir : dix millions dans le cours du mois de mars, et cinq

millions dans le mois d'avril; que sa sainteté désavouât le meurtre du secrétaire d'ambassade Basseville, et mît à la disposition du gouvernement français une somme de 300,000 francs, pour être répartie entre les personnes qui avoient souffert de cet événement; qu'elle laissât enfin, entre les mains de ce même gouvernement, la ville d'Ancône et ses dépendances, jusqu'à la conclusion de la paix continentale. Le général en chef s'obligea de son côté à évacuer l'Ombrie, Pérugia, Camerino, aussitôt que les articles relatifs au paiement des contributions auroient été exécutés. Ce traité fut signé le 19 février.

Le cardinal Mattei, en annonçant cette nouvelle au cardinal Busca, secrétaire d'état, lui mandoit :

« Le traité est signé; j'envoie un courrier en » porter la nouvelle à votre éminence. Les » conditions sont très-dures, et semblables en » tout à la capitulation d'une place assiégée. » C'est ainsi que s'est exprimé plusieurs fois le » vainqueur, et j'ai palpité, tremblé jusqu'à » présent pour sa sainteté, pour Rome, et pour » tout l'état. Rome cependant est sauvée, ainsi » que la religion, malgré les très-grands sacri- » fices qu'on a faits ».

Napoléon écrivit aussi au pape : « La paix » entre la république française et votre sainteté

» vient d'être signée. Je me félicite d'avoir pu
» contribuer à son repos particulier ; j'engage
» votre sainteté à se méfier des personnes qui
» sont à Rome, vendues aux cours ennemies
» de la France, ou qui se laissent exclusive-
» ment guider par les passions haineuses qui
» entraînent toujours la perte des états. Toute
» l'Europe conçoit les inclinations pacifiques
» et les vertus conciliatrices de votre sainteté.
» La république française sera, j'espère, une
» des amies les plus sincères de Rome. J'envoie
» mon aide-de-camp, chef de brigade, pour
» exprimer à votre sainteté l'estime et la véné-
» ration parfaite que j'ai pour sa personne,
» et je la prie de croire au désir que j'ai de lui
» donner, dans toutes les occasions, des preuves
» de respect et de vénération ».

Cette lettre ne ressembloit guère à la proclamation que le général avoit publiée en entrant sur le territoire romain ; mais alors il falloit effrayer le souverain pontife, et terminer promptement une guerre dont les longueurs auroient pu détourner Buonaparte des opérations plus importantes qui le rappeloient vers le Tyrol (1

(1) Il est probable que Napoléon ne vouloit point la destruction de la puissance pontificale. Plus éclairé que le directoire, il voyoit toute l'influence qu'exerçoit encore

L'Autriche, trois fois vaincue, ne perdoit rien de sa confiance, et nourrissoit encore l'espoir de rappeler la victoire sous ses drapeaux. Ses armées sembloient renaître à mesure qu'on les détruisoit; et Buonaparte, toujours vainqueur, voyoit sans cesse sa gloire et le fruit de ses conquêtes exposés aux chances de la fortune, et aux hasards de la guerre. Si les armes autrichiennes avoient été malheureuses en Italie, le prince Charles avoit, sur les bords du Rhin, soutenu glorieusement l'honneur de la patrie, et forcé les Français à cette retraite célèbre, qui ne fut pas moins honorable pour celui qui la faisoit que pour celui qui nous avoit forcés à la faire.

Au sortir de l'adolescence, ce jeune prince s'étoit montré digne des plus hautes destinées. Il étoit, dit un de nos plus célèbres publicistes, du très-petit nombre d'hommes vantés dans leur jeunesse, qui n'eussent point dé-

---

la religion sur les peuples, et peut-être se ménageoit-il d'avance ce moyen de succès, pour monter à la puissance suprême. Il prouva, à l'époque de son élévation au trône, qu'il croyoit encore l'intervention du pape utile aux souverains. Les patriotes exclusifs d'Italie furent très-mécontens de la conduite du général en chef envers le pape; mais dès lors il commençoit à être assez puissant pour braver leurs clameurs.

menti une réputation précoce. Sa valeur personnelle, poussée jusqu'à la témérité, avoit plus d'une fois étonné l'ennemi, raffermi les troupes ébranlées, et alarmé les témoins de ses exploits. Avec une santé délicate, on l'avoit vu braver les fatigues, l'intempérie des saisons, les veilles, les rigueurs du froid, comme un simple volontaire. Présent partout où le danger l'appeloit, unissant la vigilance à la fermeté, et l'activité à la prudence, il s'étoit montré également capable de commander, de se faire craindre et de se faire aimer. Peu de généraux étoient plus populaires avec plus de sévérité. Il joignoit l'affabilité d'un prince poli et généreux à la gravité et à l'assurance d'un capitaine. Son instruction, fruit d'une éducation soignée et d'une noble émulation, avoit perfectionné sa capacité naturelle.

En prenant le commandement de l'armée d'Italie, il conservoit encore le titre de général de l'armée du Rhin; car son nom étoit si cher aux soldats, qu'on auroit craint de leur enlever entièrement leur jeune héros. Le général Mack, désigné pour lui succéder, devoit prendre ses ordres et les communiquer à l'armée. Les généraux Kray, La Tour et Werneck passèrent avec lui en Italie; ainsi c'étoit des deux parts

les plus intrépides et les plus habiles capitaines qui alloient se mesurer entre eux.

Arrivé au camp, son premier soin fut d'y rétablir la discipline : plusieurs officiers étoient accusés publiquement de s'être mal conduits, il voulut qu'ils fussent jugés, et les envoya devant les tribunaux.

Les deux armées furent bientôt en présence. Depuis la victoire de Rivoli, les Français occupoient les bords de la Piave et du Lavisio ; le prince Charles occupoit l'autre rive, mais les forces des deux généraux n'étoient pas égales. La justice oblige de dire ici que, malgré tous les sacrifices de l'Autriche, l'armée du prince Charles ne s'élevoit guère au-delà de 50,000 hommes ; l'armée française étoit beaucoup plus nombreuse, car si l'Autriche avoit fait tous ses efforts pour donner au prince Charles une armée digne de sa haute réputation, le directoire n'avoit point oublié non plus ce qu'il devoit à son général et à l'armée d'Italie : on avoit tiré des divisions entières de l'armée du Rhin. Le général Bernadotte, déjà célèbre par ses talens et sa bravoure, alloit conquérir en Italie de nouveaux lauriers. Les sommets des Alpes, les rigueurs de la saison, les précipices, les neiges, rien n'avoit arrêté la marche des soldats français. Buonaparte se voyoit à la tête de la plus

belle armée qu'il eût encore commandée, et se nourrissoit déjà de l'espoir d'aller à Vienne, dicter à l'empereur les conditions de la paix.

Il écrivoit au gouvernement français : « Si » l'on me seconde sur le Rhin, j'entrerai bientôt » dans la capitale des états autrichiens ; si l'on » ne me seconde pas, j'y entrerai encore ».

Les premiers combats furent tous à l'avantage des Français : leurs victoires précédentes, leur audace, la réputation extraordinaire qu'ils s'étoient acquise dans toute l'Europe, en imposoient aux soldats allemands; et dans les affaires de poste, l'ennemi tenoit rarement devant les moindres détachemens de l'armée républicaine.

Le général de division Guieu commença par reprendre la position de Trévise; le général Walther ayant rencontré un petit corps d'ennemis le poursuivit jusqu'à son camp sur la Piave. Le général Murat attaqua un retranchement et le força; plusieurs autres officiers se distinguèrent dans de semblables actions. Ces petits combats servoient à entretenir la confiance du soldat, à intimider l'ennemi, et à soutenir la réputation des armes françaises.

Le mois de mars fut employé à des opérations plus sérieuses; le 12, l'armée française tenta le passage de la Piave : les eaux étoient fort basses, quoique, dans cette saison, elles

soient ordinairement grossies par les pluies ; le passage étoit facile, mais il falloit forcer les Autrichiens qui défendoient l'autre rive. Ils se battirent d'abord avec beaucoup de courage, et arrêtèrent l'armée française un jour tout entier; bientôt la crainte d'être tournés leur fit abandonner leur camp de la Campana, et, pendant la nuit, ils allèrent prendre position derrière le Tagliamento.

Le général Massena poursuivoit l'arrière-garde ennemie, il parvint à l'envelopper, et lui fit six à sept cents prisonniers. Dans ce nombre se trouvoit M. de Lusignan, officier français au service d'Autriche, qui se battit avec une rare intrépidité, et ne se rendit qu'après avoir perdu presque tout le corps qu'il commandoit. On l'accusoit d'avoir usé de cruauté envers les malades français à Brescia; mais il étoit rare que ces sortes d'accusations fussent prouvées; elles étoient communément le fruit de la haine et du fanatisme qu'inspire l'esprit de parti.

Toutefois, Buonaparte écrivit au directoire au sujet de cet officier : « J'ordonne qu'il soit » conduit en France, sans pouvoir être » échangé ».

Ce ton étoit peu respctueux; mais la puissance de Buonaparte s'accroissoit tous les jours par de nouveaux succès, et le directoire qui,

depuis plusieurs mois, avoit en secret prononcé sa destitution, se voyoit de plus en plus dans l'impossibilité de la lui signifier.

Le Tagliamento, derrière lequel l'armée autrichienne s'étoit retirée, est une rivière peu profonde; cependant son bassin tortueux rend le cours de ses eaux assez rapide. Buonaparte essaya inutilement d'y jeter un pont, le courant ne le permit pas, mais rien ne l'arrêtoit; il donna ordre au général Guieu de passer la rivière sur la droite des retranchemens ennemis, et au général Bernadotte de la passer sur la gauche.

Le général Duphot, à la tête de la vingt-septième demi-brigade d'infanterie légère, se jeta dans la rivière, et parut bientôt de l'autre côté; le général Murat fit le même mouvement : toute la ligne se mit en mouvement, malgré le feu terrible de l'ennemi. L'archiduc Charles avoit fait sonder avec soin toutes les parties de la rivière qui étoient guéables, et les avoit fait défendre par de fortes batteries, qui en rendoient l'approche redoutable. Les Français leur avoient opposé des batteries non moins redoutables : la perte fut considérable de part et d'autre; on se battit avec acharnement depuis midi jusqu'à la fin du jour. Enfin la victoire resta

fidèle aux enseignes françaises, et le Tagliamento fut passé.

Napoléon, en rendant compte de cette victoire, écrivit que le prince Charles n'avoit eu que le temps de se sauver ; qu'on avoit pris à l'ennemi six pièces de canon, et cinq cents hommes ; des rapports plus fidèles diminuent beaucoup ces avantages.

Il paroît certain que les Autrichiens firent leur retraite avec tant d'ordre et de secret que l'armée française n'en eut connaissance que le jour suivant, lorsque l'ennemi étoit déjà au-delà d'Udine, et se disposoit à passer le Lisonzo. L'auteur de l'Examen de la campagne de Buonaparte en Italie, assure que l'on ne perdit pas une seule pièce de canon ; quant aux prisonniers, il n'en dispute pas le nombre.

On n'étoit point encore à la fin du mois de mars, et déjà les montages du Tyrol et de la Carinthie étoient franchies ; l'empire autrichien se déployoit sous les yeux de l'armée républicaine, comme autrefois, du haut des Alpes, elle avoit vu les belles et riches contrées de l'Italie. Le prince Charles se conduisoit en habile général, mais il voyoit mieux qu'un autre l'impossibilité d'enlever aux Français les conquêtes qu'ils avoient faites. Il n'étoit point lui-même sans admiration pour le génie, l'audace et les

triomphes d'un général de vingt-sept ans, qui remplissoit l'Europe du bruit de son nom. Il ne voyoit pas sans alarme les principes de la liberté se répandre successivement parmi les peuples, et entraîner les sujets dans une conspiration générale contre les souverains. La paix lui sembloit l'unique barrière à opposer aux ravages de la démagogie; et lorsque Buonaparte en avoit fait la proposition au général Wurmser, il n'avoit point hésité à l'appuyer de tout son crédit. De son côté, le directoire, occupé de ses débats avec les conseils législatifs, sentoit la nécessité de s'affermir par un ordre de choses moins exposé aux vicissitudes de la fortune, et le général Clarke étoit depuis quelque temps à Vienne, chargé de négociations.

Tout annonçoit donc que la campagne ne seroit pas de longue durée; elle fut en effet plus promptement terminée qu'on ne l'avoit espéré. Le prince Charles s'étoit emparé de Palma-Nuova, sur le territoire vénitien, et songeoit à s'y fortifier; son ardent rival ne lui en donna pas le temps. Le 18 mars, le général Bernadotte se porta au-delà de cette place et prit une position avantageuse; le général Guieu et le général Serrurier se joignirent à ce mouvement, et l'ennemi, forcé de se retirer précipitamment,

uissa à Palma-Nuova trente mille rations de ain, et près de mille quintaux de farine.

De Palma-Nuova à Gradisca, la distance n'est ue de quelques milles : les généraux Bernadotte t Serrurier marchèrent contre cette forteresse. a rivière de Lisonzo fut passée sans difficulté ; t, tandis que le général Bernardotte attaquoit e front la citadelle, le général Serrurier, naître des hauteurs qui la dominoient, ôtoit à garnison tout espoir de retraite. Le commanant autrichien se défendit avec bravoure, et os soldats, emportés par leur honneur, s'étant ancés, la baïonnette en avant, jusque sous s remparts, furent reçus par des décharges e mitrailles et de balles, qui nous tuèrent beauoup de monde, et forcèrent nos troupes à la traite.

Mais que pouvoit le courage d'un petit nombre de braves enfermés dans un fort, contre une rmée puissante et victorieuse? Le général Bernadotte écrivit au commandant autrichien :

« Vous vous êtes défendu, monsieur, comme un brave homme, et par là, vous vous êtes acquis l'estime des militaires. Mais une plus grande obstination de votre part seroit un crime que je ferois retomber sur vous principalement ; et, pour me justifier vis-à-vis de la postérité, je dois vous sommer de vous rendre

» dans dix minutes, sans quoi, je ferai
» votre troupe au fil de l'épée. Épargn
» sang; les échelles sont prêtes, les gren
» et les chasseurs demandent l'assaut à g
» cris ».

Le commandant capitula, sortit ave
honneurs de la guerre, et la garnison se
titua prisonnière entre les mains des Fra
Buonaparte, dans son rapport au direct
la porta à trois mille hommes, mais elle n
réellement que de sept cents, qui s'étoient
duits avec une rare intrépidité. Ils avoient
de tenir trois jours, pour retarder la mar
l'armée républicaine, et l'empêcher d'inq
l'armée autrichienne, qui se retiroit v
Styrie. Ils accomplirent leur devoir avec
et fidélité.

Les deux rives du Lisonzo se trouvoie
bres, et rien ne s'offroit pour arrêter la m
triomphante des Français; la terreur étoit
rale. Près d'entrer dans la province de G
Buonaparte adressa une proclamation aux
tans de cette contrée :

« Une frayeur injuste a devancé l'armée
» çaise. Nous ne venons ici ni pour vous
» quérir, ni pour changer vos mœurs et
» religion. La république française est l
» de toutes les nations : prêtres, nobles, l

» geois, qui formez la population de la province » de Goritz, bannissez vos inquiétudes; nous » sommes bons et humains. Je protégerai vos » personnes, vos propriétés, votre culte, j'aug- » menterai vos priviléges, et je vous restituerai » vos droits ».

Il ordonnoit ensuite que l'on célébrât, dans toutes les églises, le service divin comme à l'ordinaire. Il maintenoit toutes les lois civiles et criminelles; mais il supprimoit toutes les autorités autrichiennes, abrogeoit toutes les formes d'administration, et nommoit un gouvernement central composé d'hommes qu'il savoit lui être affidés.

Il trouva dans la ville de Goritz des provisions considérables. L'ennemi avoit abandonné dans sa retraite tous ses magasins de vivres et de munitions de guerre; on trouva dans les hôpitaux treize cents malades, qu'on n'avoit pas eu le temps d'enlever.

Deux jours après, Trieste ouvrit ses portes: l'armée républicaine prit possession des mines d'Hydria, où elle trouva pour deux millions de métal prêt à être employé: « Conquête pré- » cieuse, écrivoit Buonaparte, et fort utile à « nos finances ».

L'ennemi avoit laissé une de ses divisions cernée par un corps de troupes françaises; le

général envoya à son secours des troupes arrivées de Clagenfurt, et leur donna l'ordre d'attaquer le général républicain. C'étoit Massena, à qui l'armée avoit donné le surnom d'enfant chéri de la victoire. Le combat eut lieu sur le sommet glacé d'une montagne couverte de neige, et presque au-delà des nuages. C'étoit un spectacle assez remarquable, que de voir les foudres des hommes éclater au-dessus du séjour même du tonnerre. Le combat fut sanglant et opiniâtre : la cavalerie, en chargeant sur la glace, éprouvoit des accidens qui portoient le désordre dans les rangs; il y avoit trois pieds de neige dans plusieurs endroits occupés par la ligne française. C'étoit pour la première fois peut-être que ces lieux inaccessibles se trouvoient rougis par le sang humain.

Enfin les Autrichiens plièrent; on leur fit un grand nombre de prisonniers, et l'armée républicaine continua sa marche triomphante. La Chinse est un poste important, d'une défense facile; les Autrichiens y avoient cinq cents hommes qui s'étoient extraordinairement retranchés : le corps commandé par le général Guieu, les attaqua, les força, et plein d'admiration pour la courageuse résistance qu'ils opposèrent, leur accorda la vie sauve.

l'ennemi précipitoit sa retraite, mais rien pouvoit retarder l'infatigable activité des nçais. Leurs marches rapides et hardies npoient partout les calculs des généraux au-hiens. Massena ayant franchi les Alpes Itali-s s'étoit emparé du débouché des Alpes Nori-s, à travers lesquelles les Autrichiens avoient agé leurs bagages. Leur colonne, prévenue le général français, tomba entre ses mains : prit cinq mille hommes, trente pièces de ca-, quatre cents chariots chargés de bagage. Buonaparte envoya au directoire vingt-quatre peaux, qui furent présentés par l'adjudant-éral Kellerman, fils du général de ce nom. mi ces dépouilles, on voyoit onze bannières evées aux troupes pontificales, conquête le et peu glorieuse, mais que le jeune guer-sut apprécier à sa juste valeur.

Au milieu de tant de sujets de satisfaction, lirectoire, triste et soucieux, ne laissoit en-dre que des plaintes, ne parloit que le lan-e de la colère ou de la terreur. Dans l'im-sibilité de régner par l'amour et l'estime des nçais, il cherchoit son salut dans la discorde, retenant lui-même les partis, et combattant royalistes par les jacobins, et les jacobins par royalistes. Cette politique égoïste et turbu-te faisoit de la France un théâtre de désor-

dres, de haines et d'anarchie; la nation
guée désiroit un nouvel ordre de choses
royalistes songeoient au rétablissement
monarchie; les jacobins au rétablissement
l'égalité; tous conspiroient contre le direc
Ainsi le gouvernement accéléroit sa ruin
les moyens même qu'il employoit pour l
venir.

Dans cette situation, il ne lui restoit d'
que dans les généraux et les armées, ress
plus dangereuse peut-être que le mal mêm
Après les premières victoires remportés
l'archiduc Charles, le président du direc
écrivit des lettres de félicitation aux gén
Berthier, Bernadotte, Massena, et plu
officiers d'un grade moins élevé.

Les triomphes de l'armée d'Italie se s
doient avec une rapidité extraordinaire
prince Charles, incapable de tenir la ca
gne, bornoit toute sa gloire à faire une re
honorable : il se retiroit lentement, é

(1) Le directoire combloit de présens les généraux
il redoutoit l'ascendant. Après avoir donné au g
Hoche douze des plus beaux chevaux de ses écur
lui fit encore présent d'une somme de 300,000 f
On ne donna rien au général Moreau, qui n'in
pas assez de crainte pour mériter une pareille m
de bienveillance.

oute action générale, tandis que l'armée fran-aise, toujours pleine d'activité, pénétroit dans intérieur de l'Allemagne, et sembloit inacces-ible à toute idée de crainte ou de danger.

Un corps d'Autrichiens occupoit la position le Lavis; les divisions des généraux Joubert, Delmas, et Baraguey d'Hilliers l'enveloppent, t, après un combat sanglant, lui enlèvent uatre mille prisonniers, trois pièces de canon, eux drapeaux, et lui tuent deux mille hommes; ennemi se replie sur la rive droite de l'Adige, paroît vouloir tenir dans cette position; les énéraux français l'y suivent, le tournent; lui upent la retraite de Botzen, le forcent de se er dans les montagnes, et entrent eux-mêmes ns la ville.

Le corps qu'ils poursuivoient étoit com-andé par le général Laudon, et soutenu d'un and nombre de Tyroliens qui s'étoient levés masse et se battoient avec beaucoup d'intré-idité. Le général Joubert ne leur donne pas le mps de se reconnoître; il laisse une force ffisante à Botzen, et marche droit à Clausen. es impériaux s'y étoient retranchés sur des uteurs qui sembloient inaccessibles; l'attaque t vive et concertée avec beaucoup d'habileté; fortune fut long-temps incertaine. Les yroliens faisoient des prodiges de valeur, et se

battoient en désespérés ; les Français, repoussés plusieurs fois, renouveloient l'attaque avec une incroyable opiniâtreté ; ils perdirent, dans cette affaire, près de quatre mille hommes. Enfin, l'infanterie légère étant parvenue à grimper des rocs inabordables, l'ennemi, percé par le centre, fut obligé de céder, et se retira en laissant quinze cents prisonniers.

C'est dans cette affaire qu'on attribue au général Dumas un trait de courage qui rappelle les anciens prodiges de l'histoire romaine. On assure que, seul, il arrêta sur un pont un escadron de cavalerie ennemie qui vouloit passer, et que, par cet acte d'une incroyable audace, il donna aux siens le temps de le rejoindre. Les écrivains étrangers qui se sont occupés de notre histoire ne paroissent pas très-convaincus de la vérité de ce fait.

Brixen et Botzen, dont les Français se trouvèrent maîtres dans l'espace de quelques jours, offrirent à l'armée des magasins considérables, et surtout une grande quantité de farines, dont elle avoit un grand besoin.

CHAPITRE XV.

tinuation des hostilités; lettre du général i chef de l'armée française au prince harles; armistice de Léoben; signature s préliminaires de paix.

ITRE de deux places importantes, Buona- sentit la nécessité de profiter de ses avan-, et de presser son ennemi par la rapidité s mouvemens et la hardiesse de ses entre- s. Des bataillons ennemis, nouvellement és du Rhin, défendoient les gorges d'Ins- k : le général Joubert les attaqua, les , tua deux cents hommes, fit six cents nniers, enleva deux pièces de canon.

même temps trois divisions françaises, nandées par le général Massena, passèrent rges qui de l'État Vénitien conduisent en nagne, et, dans l'espace de quelques jours, se trouvèrent sur la Drave. Willach, où emi avoit quelques forces, ne fit aucune ance, et, le jour même, nos troupes en- nt à Clagenfurth.

tte ville n'est pas à 60 lieues de Vienne. roi devint extrême dans la capitale. On

se hâta d'emballer le trésor public et toutes les richesses que renferme une grande ville; il appela au secours de la patrie tous les hommes en état de porter les armes; des ingénieurs se rendirent dans la vaste plaine de Neustadt, pour y tracer un camp : les étrangers eurent ordre de s'éloigner.

Buonaparte écrivoit au directoire : « Si les » armées du Rhin secondent mes opérations, » j'irai à Vienne; si elles ne le font pas, j'irai » encore ».

Cependant l'empereur, moins effrayé que ses sujets, étoit loin de perdre toute espérance, paroissoit résolu de soutenir la guerre avec une nouvelle énergie. Trois cent mille Hongrois, alarmés des dangers de la patrie, se levèrent pour la secourir (1). Les Tyroliens, naturellement fiers et belliqueux, s'armèrent de toutes parts. L'ardeur n'étoit pas moindre dans les autres états de l'empire. La levée en masse de l'Autriche avoit produit près de quatre cent mille hommes. Les Croates et les Esclavons

(1) L'auteur des *Campagnes des Français en Italie* affirme que la noblesse hongroise, pour assurer le succès de cette levée, déclara que quiconque ne suivroit pas le ban seroit coupé par morceaux. C'est une odieuse calomnie qui ne mérite point l'honneur d'une réfutation.

ouroient au combat dans le dessein de couper
ı retraite aux républicains. Chaque jour de
ombreux bataillons se rendoient à l'armée du
rince, que fortifioient aussi des corps con-
idérables venus de l'armée du Rhin.

On évaluoit les pertes de l'armée autri-
hienne à douze ou quinze mille hommes.
illes alloient être réparées par des secours
mmenses.

Buonaparte se trouvoit engagé dans un pays
ù les communications étoient difficiles; ses
ositions pouvoient être attaquées séparément
ar des forces supérieures; il laissoit loin de
ui l'armée du Tyrol, qui n'avoit pu s'avancer
ncore au-delà de Botzen et de Brixen. Le gé-
éral Joubert, qui commandoit un corps de
ingt-cinq mille hommes, avoit perdu une
rande partie de sa colonne; un régiment autri-
hien sous les ordres du colonel Casimir avoit
ttaqué et repris Fiume: la fermentation étoit
xtrême dans les États Vénitiens; un soulè-
ement général pouvoit mettre l'armée dans
la situation la plus critique, et lui faire perdre
en quelques semaines le fruit de près de deux
ns de combats et de victoires.

Buonaparte sentoit tous les dangers de sa
position, et se livroit avec inquiétude aux
moyens de l'améliorer, lorsque tout à coup il

se vit tiré d'embarras, par un de ces évén
mens imprévus qui lui ont donné depuis ta
de confiance dans son étoile. Le marquis d
Gallo, gentilhomme de la chambre du roi d
Naples, venoit d'être nommé ambassadeur
la cour de Vienne. Il traversa le camp de Bu
naparte, et s'y arrêta pour en obtenir des pass
ports. Le général saisit habilement cette occ
sion, entretint l'ambassadeur napolitain, e
affectant le ton d'un vainqueur généreux e
modéré, lui laissa entrevoir le désir d'arrêt
l'effusion du sang, et de sauver la monarch
autrichienne. Le marquis de Gallo se charg
des premières négociations à cet égard, et l
conduisit si heureusement que, peu de jou
après, il revint au camp sonder les dispositio
ultérieures du général français.

Buonaparte, charmé d'un succès si promp
avide de tous les genres de gloire, et ravi d
pouvoir se montrer à l'Europe comme le pac
ficateur de l'Italie, après en avoir été le vai
queur, se hâta d'adresser au prince Charles
lettre suivante :

« Les braves militaires font la guerre et dé
» rent la paix: celle-ci ne dure-t-elle pas depu
» six ans? avons-nous assez tué de monde
» fait de maux à la triste humanité? Elle r
» clame de tous côtés. L'Europe, qui avoit p

rmes contre la république française, les a
es. Votre nation reste seule, et cependant
ng va couler encore plus que jamais : cette
me campagne s'annonce par des présages
tres ; quelle qu'en soit l'issue, nous tue-
de part et d'autre quelques milliers
mmes de plus, et il faudra bien que l'on
ende, puisque tout a un terme, même
passions haineuses.

e directoire exécutif de la république fran-
avoit fait connoître à sa majesté l'empe-
, le désir de mettre fin à la guerre qui
le les deux peuples ; l'intervention de la
de Londres s'y est opposée : n'y a-t-il
aucun espoir de nous entendre ? et faut-
our les intérêts ou les passions d'une na-
étrangère aux maux de la guerre, que
s continuions à nous entr'égorger ? Vous,
sieur le général en chef, qui, par votre
sance, approchez si près du trône, et êtes
lessus de toutes les passions qui animent
vent les ministres et les gouvernemens,
-vous décidé à mériter le titre de bienfai-
de l'humanité et de vrai sauveur de l'Alle-
ne ? Ne croyez pas, monsieur le géné-
que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas
sible de la sauver par la force des armes ;
s, dans la supposition que des chances

» de la guerre vous deviennent favorables,
» l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée.
» Quant à moi, monsieur le général en chef, si
» l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire
» peut sauver la vie à un seul homme, je m'es-
» timerai plus fier de la couronne civique que
» je croirois avoir méritée, que de la triste
» gloire qui peut revenir des succès militaires.
» Je vous prie de croire, monsieur le général
» en chef, aux sentimens d'estime et de con-
» sidération distinguée avec lesquels je suis
» votre humble serviteur ».

Il étoit facile de reconnoître dans cette lettre le ton d'un homme étranger à ces formes d'une politesse noble et délicate, qui distinguent les hommes d'un rang élevé : jamais on n'avoit parlé de cette manière à un grand prince, aussi recommandable par l'éclat de ses talens militaires que par l'élévation de son rang. Sous les voiles dont Buonaparte cherchoit à s'envelopper, on voyoit percer la rudesse d'un soldat et les mœurs d'un homme cruel. C'étoit le loup revêtu de l'habit du berger.

Le prince Charles répondit avec dignité :

« Assurément, tout en faisant la guerre, mon-
» sieur le général, et en suivant la vocation de
» l'honneur et du devoir, je désire, ainsi que

» vous, la paix pour le bonheur des peuples » et de l'humanité.

» Comme néanmoins, dans le poste qui » m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter » ni de terminer la querelle des nations belli- » gérantes, et que je ne suis muni, de la part » de sa majesté l'empereur, d'aucun plein pou- » voir pour traiter, vous trouverez naturel, » monsieur le général, que je n'entre avec » vous en aucune négociation, et que j'attende » des ordres supérieurs pour un objet d'une » aussi haute importance, et qui n'est pas fon- » cièrement de mon ressort.

» Quelles que soient au reste les chances » futures de la guerre, ou les espérances de la » paix, je vous prie de vous persuader, mon- » sieur le général, de mon estime et d'une » considération distinguée ».

C'étoit le 31 mars que cette correspondance avoit eu lieu. Dès le lendemain le général français, pour couvrir d'un air d'assurance l'embarras de sa position, notifia aux peuples de la Carinthie, qu'il se disposoit à faire la conquête de leurs villes : sa proclamation n'avoit rien de menaçant; il s'annonçoit comme un ami, comme un philantrope, qui portoit les armes à regret, et n'aspiroit qu'à donner la paix aux peuples; il s'attendrissoit sur les maux de la

guerre; et promettoit aux sujets de l'empereur d'en adoucir pour eux toutes les rigueurs.

« L'armée française, disoit-il, ne vient pas » dans votre pays pour le conquérir; elle est » l'amie de toutes les nations, et particulière- » ment des braves peuples de Germanie. Le » gouvernement français n'a rien épargné » pour terminer les calamités qui désolent le » continent; mais la cour de Vienne a refusé » de l'entendre. Des ministres corrompus par » l'or de l'Angleterre trahissent l'Allemagne » et leur prince, et n'ont plus de volonté que » celle de ces insulaires perfides, l'horreur de » l'Europe entière.

» Eh bien! malgré l'Angleterre et les mi- » nistres de la cour de Vienne, soyons amis. » La république française a sur vous les droits » de conquête: qu'ils disparoissent devant un » contrat qui nous lie réciproquement. Vous » ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'est » pas de votre aveu; vous fournirez les vivres » dont nous pourrons avoir besoin. De mon » côté, je protégerai votre religion, vos mœurs » et vos propriétés. Je ne retirerai de vous » aucune contribution: la guerre n'est-elle pas » elle-même assez horrible? ne souffrez-vous » pas déjà trop, vous, innocentes victimes des » sottises des autres? Toutes les impositions que

» vous avez coutume de payer à l'empereur
» serviront à indemniser des dégâts inséparables de la marche d'une armée, et à payer
» les vivres que vous nous aurez fournis ».

Jamais on ne s'étoit joué plus cruellement de la simplicité des peuples. Toute l'Italie savoit de quelle manière Buonaparte protégeoit la religion, les mœurs et les propriétés. Les ruines fumantes des villes qu'il avoit brûlées, attestoient sa sensibilité pour *les innocentes victimes des sottises des autres*. Mais chaque peuple se flattoit d'échapper à ces horribles calamités, et ces proclamations hypocrites obtenoient presque toujours le succès qu'on s'en promettoit.

Dans l'espace de quelques jours l'armée française s'empara de Neumarck et de plusieurs positions gardées par les Autrichiens. L'arrière-garde ennemie perdit cinq à six cents hommes. De son côté l'armée républicaine eut à regretter le chef de brigade Carrère, officier d'un grand courage et d'un talent distingué. Mais ces avantages changeoient peu de chose à la situation de Buonaparte, et le danger devenoit chaque jour plus pressant. L'arrivée de deux plénipotentiaires autrichiens changea la face des choses : c'étoient les généraux Bellegarde et Merveldt. Ils étoient chargés de traiter de la paix avec le

général en chef, et ils lui remirent une note conçue en ces termes :

« Sa majesté l'empereur et roi n'a rien de » plus à cœur que de concourir au repos » de l'Europe et de terminer une guerre qui » désole les deux nations. En conséquence de » l'ouverture que vous avez faite à son altesse » royale par votre lettre de Clagenfurth, sa » majesté l'empereur nous a envoyés auprès » de vous pour traiter de cet objet et d'autres » haute importance. Son altesse royale désire » une suspension d'armes de six jours, afin » de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir à » ce but désiré, et que tout concoure à ré- » tablir la paix entre les deux grandes nations ».

Buonaparte fit une réponse où il affecta de garder ce ton de modération et de générosité qu'il avoit déployé dans sa première lettre.

« Dans la position militaire des deux armées, » une suspension d'armes est toute contraire à » l'armée française ; mais si elle doit être un » acheminement à la paix tant désirée et si » utile aux deux peuples, je consens sans peine » à vos désirs ».

L'armistice fut en effet signé dans le jour même, et les conférences s'ouvrirent entre le général et les plénipotentiaires. On vit alors se renouveler, dans les deux camps, cet échange de

politesse et d'égards, ces devoirs d'urbanité que les nations civilisées ont établis entre elles, et que l'exaltation d'un républicanisme ombrageux et farouche sembloit avoir fait oublier. Le prince et le général en chef se visitèrent mutuellement, se donnèrent des témoignages d'une estime réciproque, et le 18 avril on signa à Léoben les préliminaires d'une paix également nécessaire à la France et à l'Autriche. Par ce traité, l'empereur renonçoit pour lui et ses successeurs à toute prétention sur la Belgique.

Il reconnoissoit les limites de la France telles que les avoit décrétées le gouvernement républicain.

Il consentoit à l'établissement et à l'indépendance d'une république dans la Lombardie.

On s'étonna en Allemagne de la célérité avec laquelle ce traité avoit été conclu. Jusqu'alors la cour de Vienne avoit montré des dispositions beaucoup moins favorables, et le général Clarke, envoyé par le directoire auprès du cabinet d'Autriche pour y porter des paroles de paix, n'avoit pu obtenir une audience. On se flattoit que dans la position où se trouvoit l'armée impériale, on pourroit obtenir des conditions plus favorables; on soupçonnoit qu'un résultat si inattendu étoit l'effet d'intrigues puissantes, et

le baron de Thugut ne paroissoit point à tout le monde au-dessus de tout soupçon.

L'Autriche faisoit en effet des sacrifices immenses. Elle renonçoit à l'une de ses plus riches et de ses plus importantes possessions sur les frontières de France. Elle perdoit l'Italie, et laissoit auprès de ses états s'établir une république démocratique, foyer de discordes et d'insurrection. Mais on n'avoit rien oublié pour l'intimider. Le directoire avoit ordonné de démolir la forteresse de Mantoue et de combler le port de Trieste.

Le sort de la république française étoit bien différent. Par ce traité, elle entroit en paix avec toutes les nations du continent. Les brillantes victoires de ses armées animoient le soldat d'une nouvelle audace; l'établissement d'une république en Lombardie, mettoit toute l'Italie à sa disposition; et l'Angleterre, réduite à ses propres moyens, ne lui donnoit plus que de légères inquiétudes. Ainsi, au-dehors, la France sembloit n'avoir plus rien à redouter : il n'en étoit pas de même au-dedans. Le gouvernement soupçonneux et tyrannique du directoire grossissoit chaque jour le nombre des mécontens et lui suscitoit des ennemis redoutables. La nation française, naturellement fière, ne pouvoit s'accoutumer à être gouvernée par des

hommes qu'elle n'estimoit pas. On se rappeloit encore avec un regret amer ce gouvernement doux et paternel des Bourbons sous lequel la France avoit joui de tant de bonheur. Le vœu de la nation se manifestoit de toutes parts et inspiroit au directoire les plus vives alarmes. D'un autre côté, il ne voyoit qu'avec une extrême inquiétude un général, jeune, ambitieux, entreprenant, qui n'attendoit pas ses décrets pour se décider, et sembloit aspirer à l'autorité suprême.

Placé ainsi entre les royalistes et ses propres armées, il combattoit les royalistes par les jacobins, et quand ceux-ci s'emportoient au-delà du but, il les réprimoit en suspendant le cours de ses proscriptions contre les royalistes.

Cette politique timide et ambiguë, l'obligeoit à chercher de nouvelles guerres pour occuper les soldats, et à multiplier les actes de despotisme pour contenir les partis. Il étoit méprisé des uns, haï des autres. Dans cette situation critique, il employoit l'adresse au défaut de la force, et pour occuper les armées sans avoir trop à craindre de leurs triomphes, il avoit l'art de suspendre leur activité par des négociations qu'il prolongeoit à dessein, reculant toujours le terme sans ôter toute espérance.

Lorsqu'on apprit à Paris que Buonaparte avoit

fait des propositions au prince Charles, Barras se hâta de lui expédier son secrétaire, Botto, pour lui ordonner de suspendre toute négociation (1). Mais Buonaparte n'étoit pas homme à se départir de ses projets pour plaire au directoire, dont il lui étoit facile de prévoir la chute prochaine. Il répondit avec hauteur, *qu'il savoit ce qu'il avoit à faire, et qu'il s'y connoissoit mieux que le directoire.*

Forcé de se soumettre, Barras et ses collègues ne virent de salut pour eux qu'en se jetant dans une nouvelle guerre. Venise offroit à l'avidité du vainqueur une conquête riche et facile; elle avoit à la vérité gardé jusqu'à ce jour la plus exacte neutralité ; ses déférences pour la république française alloient jusqu'à l'abaissement : mais l'intérêt des directeurs exigeoit sa ruine, et sa ruine fut résolue.

---

(1) C'étoit à Barras que Buonaparte devoit sa fortune. Barras l'avoit d'abord protégé vivement; mais les succès de Napoléon l'épouvantoient. On savoit qu'un ministre étranger ayant insinué à Napoléon qu'il pouvoit s'assurer une souveraineté dans le duché de Milan, il avoit répondu : *Je connois un trône vacant plus beau que celui-là.*

CHAPITRE XVI.

Insurrection de Bergame, Brescia et Créma; massacres à Vérone; entrée des Français à Venise; Destruction de cette république.

Tout étoit depuis long-temps préparé pour l'accomplissement de ce projet. Dès le premier de mars, Buonaparte avoit fait signifier au sénat de Venise l'ordre de retirer ses troupes et ses employés de Brescia, Bergame, Créma, et de tout le pays qui se trouve en-deçà de l'Adige. Son dessein sembloit être de réunir ces provinces à la république cisalpine dont il jetoit alors les fondemens (1).

En faisant cette demande, Buonaparte étoit sûr du succès. Des émissaires secrets avoient d'avance attisé le feu de la discorde et de la révolte : tout étoit prêt pour une explosion. Elle eut lieu en effet. Le 14 mars, Bergame se déclara libre, et les républicains se livrèrent,

(1) On ne parloit encore que des républiques *Cispadane* et *Transpadane;* mais dès lors le dessein de Buonaparte étoit de réunir ces deux républiques sous une dénomination commune.

sous les yeux de la garnison française, à tous les excès de la plus turbulente démagogie. Le podestat fut chassé, l'arbre de la liberté planté, le peuple proclamé souverain, et la ville vota sa réunion à la république Cispadane. Cette république n'étoit point encore constituée, mais son fondateur s'occupoit de son organisation prochaine. Dès que cette révolte fut connue, on en accusa hautement la France. Un gazetier, nommé Taglioretti, ayant donné les preuves les plus évidentes de l'intervention de cette puissance, fut arrêté et jeté dans un cachot. Venise effrayée ne fit rien pour son salut. Elle avoit à sa disposition un corps d'Esclavons considérable. Les autres provinces de Terre-Ferme montroient une résolution forte et déterminée. Chaque ville, chaque commune lui envoyoit des députés pour l'assurer de son inébranlable fidélité. On pressoit le sénat de repousser la force par la force ; on offroit des armes et de l'argent. En acceptant ces propositions, en joignant ses forces à celles de l'empereur, le gouvernement vénitien pouvoit faire une diversion puissante, et inquiéter vivement l'armée française. Sa politique timide l'emporta encore. Il témoigna beaucoup de reconnoissance à ses sujets, et les livra à toutes les horreurs de l'insurrection et de l'anarchie.

Libres de toutes craintes, les démagogues redoubloient d'audace, et leurs conquêtes s'étendoient rapidement. Dans l'espace de quelques jours, toute la Terre-Ferme fut en feu : cent cinquante Bergamasques marchèrent sur Brescia, pour délivrer leurs frères de l'oppression. Les frères ne les avoient point attendus : la multitude en armes portoit la terreur dans toute la ville; le gouverneur étoit en fuite; le provéditeur arrêté; et la garnison, forte de deux mille hommes, avoit mis bas les armes, à l'exception de deux compagnies de *Capelletti*. Ces braves, retranchés dans une position favorable, se défendirent avec une rare intrépidité, et ne cédèrent qu'après avoir épuisé toutes leurs munitions. Leur courage et leur fidélité méritoient des éloges : ils furent traités en ennemis et livrés à une commission militaire.

On fit à Brescia ce que les insurgés avoient fait à Bergame. La ville fut déclarée libre et réunie à la république cispadane; on proclama le règne de la liberté et de l'égalité, et le peuple souverain signala son avénement au trône par le pillage et la violence. La Val-Sablia et plusieurs villages s'étant montrés fidèles au souverain, on y envoya des détachemens de patriotes brescians, et ces malheureux pays furent livrés à toutes les horreurs d'une révolution fa-

rouche et sanguinaire. On brûla sur la place publique les titres et les diplômes de cent familles nobles, et tous les lions ailés qui étoient combustibles. On voyoit parmi les plus fanatiques patriotes, des prêtres prêchant le nouvel évangile, et dansant autour de l'arbre de la liberté. L'évêque lui-même, et l'archi-prêtre d'Azola, publièrent des mandemens en faveur de la démocratie. Mais ces excès de fureur et de bassesse soulevèrent tout ce que l'état vénitien contenoit encore d'hommes attachés au maintien des lois et de la tranquillité publique. On s'arma dans les campagnes. La ville de Salo surprit un détachement de patriotes et les fit prisonniers. Les feux de la guerre civile s'allumèrent de toutes parts, et le parti républicain parut cette fois devoir succomber sous le poids de l'indignation publique.

Au premier bruit de ce danger, Milan se hâta d'armer trois mille hommes sous les ordres du chef de brigade Pini, et de les envoyer au secours des insurgés : on comptoit dans cette troupe un grand nombre de Polonais, qui avoient mis bas les armes quelque temps auparvant et avoient quitté les rangs autrichiens pour passer dans l'armée française. On y remarquoit aussi quatre curés armés de sabres, marchant à la tête des patriotes de Come. On se

battit avec fureur. Les campagnes furent inondées de sang; la petite ville de Salo fut assiégée dans les formes, et bientôt après livrée aux flammes. Une multitude de paysans s'étoit rassemblée en armes, aux environs de Bergame : les patriotes l'attaquèrent, la taillèrent en pièces, et les cadavres des vaincus furent exposés sous l'arbre de la liberté. On massacra impitoyablement cinquante malheureux faits prisonniers, qui ne voulurent pas crier *vive la liberté*. On réduisit en cendres tous les villages fidèles à leur souverain. On fusilla deux curés coupables du même courage.

Buonaparte, satisfait et tranquille, contemploit son ouvrage, et se disposoit à terminer cette sanglante tragédie, par la ruine de Venise. Déjà on avoit publié contre cette malheureuse ville, les libelles les plus incendiaires, et répandu contre ses magistrats les calomnies et les bruits les plus absurdes. On fabriquoit des manifestes atroces qu'on lui imputoit. On répandit à Brescia une prétendue proclamation du provéditeur Battaglia, dont on supposoit avoir l'original, et qui contenoit des dispositions plus dignes d'une horde de barbares que d'un peuple civilisé :

« L'ardeur fanatique, disoit-on, des brigands » ennemis de l'ordre et des lois a excité le

» peuple facile de Bergame, à devenir rebelle
» à son légitime souverain, et à envoyer une
» horde de scélérats gagés, dans d'autres villes
» et provinces de l'état pour les soulever. ...

» Nous engageons les très-fidèles sujets à
» prendre en masse les armes contre ces en-
» nemis du prince, à les dissiper, à les exter-
» miner, sans faire quartier à qui que ce soit
» quand même il se rendroit prisonnier.

» Que personne ne doute de l'heureux suc-
» cès de cette entreprise, l'armée autrichienne
» a enveloppé et complètement battu les Fran-
» çais dans le Tyrol et le Frioul, et poursuit
» les restes de ces hordes sanguinaires et irré-
» ligieuses qui, sous prétexte de faire la guerre
» aux ennemis, dévastent les pays et pillent les
» sujets de la république, qui s'est montrée
» amie sincère et neutre. Les Français ne peu-
» vent donc aider et secourir les rebelles. Nous
» attendons même le moment favorable pour
» leur couper la retraite qu'ils sont forcés de
» faire.

» Nous invitons en outre les Bergamasques
» et les autres peuples qui sont restés fidèles,
» à chasser les Français de la ville et des châ-
» teaux qu'ils occupent contre le droit des
» gens, et de s'adresser à nos commissaires
» pour avoir les instructions opportunes et la
»

» paie de quatre livres par jour, pour tout le » temps qu'ils seront en activité ».

Il suffisoit de la plus légère attention pour reconnoître la supposition d'un acte aussi absurde (1). Mais tout absurde qu'il étoit il n'en produisit pas moins son effet. Un cri d'indignation retentit parmi les patriotes et dans toute l'armée, et l'on demanda à grands cris la destruction de Venise.

Pour entretenir ces dispositions, on fit publier à Milan une espèce de manifeste contre le sénat vénitien. On y disoit : Que ce gouvernement s'étoit constamment appliqué à inspirer aux peuples de la Terre-Ferme une haine implacable contre les Français ; qu'il avoit facilité l'approvisionnement des armées autrichiennes ; fait passer au service de l'empereur un nombre considérable de Croates et d'Esclavons ; fait fabriquer à Brescia, à Bergame et dans les arsenaux de Venise des armes qu'on envoyoit publiquement aux armées autrichiennes. On lui reprochoit d'avoir donné asile au prétendant de France, et aux émigrés de sa suite, qui tramoient ouvertement des projets de contre-révolution ; d'avoir répandu les nouvelles les plus désastreuses sur les armées d'Ita-

(1) Il avoit été fabriqué à Milan par des jacobins.

lie; d'avoir établi des bureaux de [illegible] révolution à Vérone, Bergame et Brescia; d'avoir armé les paysans pour assassiner les Français sur les grands chemins; d'avoir salarié des malfaiteurs pour infester les grandes routes et rendre impossible l'approvisionnement de l'armée républicaine. On lui faisoit un crime d'avoir employé la force pour réprimer la révolte; on lui imputoit les soulèvemens des paysans, le meurtre des patriotes à Salo, et tous les désastres qui avoient suivi l'insurrection de Bergame; enfin on regardoit comme une rupture ouverte, une déclaration formelle de guerre, le soin que Venise avoit pris de protéger, par les armes, le reste de ses possessions de Terre-Ferme. Cette déclaration avoit été publiée le 6 avril: le 9 du même mois Buonaparte écrivit un doge de Venise:

« Dans toute la Terre-Ferme, les sujets de la » sérénissime république sont sous les armes: » le cri de ralliement est *mort aux Français*. Le nombre des soldats qui en ont » été les victimes se monte déjà à plusieurs » centaines; vous affectez en vain de désavouer » les attroupemens que vous-mêmes avez pré- » parés. Croyez-vous que, quand j'ai pu porter » nos armes au cœur de l'Allemagne, je n'au- » rai pas la force de faire respecter le premier

» peuple du monde? Pensez-vous que les lé-
» gions d'Italie puissent souffrir les massacres
» que vous excitez? Le sang de nos frères
» d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul
» bataillon français qui, chargé de cette mis-
» sion généreuse, ne se sente trois fois plus de
» courage et de moyens qu'il ne lui en faut
» pour vous punir. Le sénat de Venise a ré-
» pondu par la plus noire perfidie à notre
» générosité soutenue à son égard.

» Je prends le parti de vous envoyer mes
» propositions par un de mes aides-de-camp
» et chef de brigade : *La guerre ou la paix.* Si
» vous ne prenez sur-le-champ toutes les me-
» sures pour dissiper les attroupemens, si vous
» ne faites aussitôt arrêter et remettre entre
» mes mains les auteurs des meurtres qui se
» commettent, la guerre est déclarée : je vou
» donne vingt-quatre heures. Les temps de
» Charles VIII sont passés.

» Si, malgré la bienveillance que vous a
» montrée le gouvernement français, vous
» me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez
» pas que le soldat français, comme les bri-
» gands que vous avez armés, aille ravager les
» champs du peuple innocent et malheureux:
» non, je le protégerai et il bénira jusqu'aux

» forfaits qui auront obligé l'armée française » de l'arracher à votre tyrannique gouverne- » ment ».

Venise consternée n'opposa à l'arrogance de cette lettre que la soumission la plus humble. Le doge s'abaissa aux pieds du conquérant de l'Italie, déclara, au nom de son gouvernement, que la conduite et les intentions du sénat avoient toujours été pures; qu'il avoit mis tous ses soins à entretenir l'union et la bonne amitié entre le peuple français et le peuple vénitien; qu'il ne croyoit pas qu'on pût regarder comme un crime les précautions qu'il avoit prises pour empêcher que le feu de la révolte ne s'étendît plus loin; que, si quelques délits particuliers avoient été commis à son insçu, il étoit prêt à les poursuivre, et à livrer les coupables au général français; il le prioit seulement de seconder les vues de la république en contribuant avec lui à rétablir la tranquillité dans les villes au-delà du Mincio. Le doge désavouoit en même temps la proclamation attribuée au provéditeur Bataglia, et la déclaroit fausse et calomnieuse (1); il supplioit Buonaparte de

(1) Le sénat avoit en effet publié à ce sujet un manifeste qui portoit tous les caractères de la franchise et de la sincérité ;

vouloir bien écouter les députés que lui envoyoit le sénat.

Après cette réponse, le sénat redoubla de soins et d'attentions envers les Français. Les magistrats de Vérone se distinguèrent surtout par leur zèle pour le maintien de la paix. La garnison française étoit traitée avec tous les égards possibles; on souffroit avec une patience

---

« La conduite de la république de Venise, disoit-il, au » milieu des agitations et des troubles de l'Europe, a toujours été et est encore si loyale, et ses maximes de neutralité et d'amitié envers toutes les puissances belligérantes ont été publiques et si notoires, qu'elle n'a pas » jugé jusqu'à présent digne de son attention les tentatives insidieuses des malveillans, tendant à élever des » doutes sur la droiture de ses intentions. Cependant » leur perfidie étant parvenue jusqu'au point de répandre » les calomnies les plus injurieuses sur la sincérité de ses » dispositions pacifiques, en supposant une fausse proclamation datée de Vérone, en date du 22 mars 1797, par » laquelle on attribue au provéditeur extraordinaire » Bataglia, des principes opposés à ceux que le gouvernement a toujours professés, et des expressions offensantes envers une nation amie du sénat, la république de Venise se trouve dans la nécessité de désavouer » solennellement cette pièce, et d'avertir ses fidèles sujets de ne pas se laisser tromper par de telles séductions, et de ne pas supposer que les principes d'amitié » et de bonne intelligence envers la nation française

exemplaire l'arrogance des républicains (1); on évitoit toute occasion de discorde et de troubles. Les hôpitaux étoient remplis de blessés ; ils y étoient traités avec tous les égards dus à l'humanité souffrante. Les deux nations ne sembloient animées que de sentimens de paix et de bienveillance. Tout à coup un cri retentit dans le camp de Buonaparte : « *Les blessés français sont égorgés à Vérone ;* » *on a renouvelé contre eux les vêpres sici-* » *liennes* ». Le sang venoit en effet de couler

» soient altérés en aucune manière. Le sénat est d'ailleurs » convaincu que la loyauté de cette nation saura recon- » noître le but perfide de pareilles calomnies, et qu'en » les couvrant du mépris qu'elles méritent, elle s'empres- » sera de conserver à la république de Venise cette juste » confiance à laquelle celle-ci a des droits incontestables, » par la constance de ses sentimens ainsi que par la for- » meté de son irréprochable conduite ».

(1) Cette arrogance étoit extrême dans toutes le villes où pénétroient nos armées. Des hommes fanatisés par l'athéisme entroient dans les églises et insultoient au culte public. A Venise, quelques-uns de ces patriotes à bonnet rouge ayant rencontré des prêtres chargés du viatique, attaquèrent, le sabre à la main, ce cortége religieux, et le dissipèrent. Ces farouches défenseurs de la liberté se signaloient par les excès de la plus violente tyrannie. Ils s'emparoient des cafés, insultoient les femmes, maltraitoient leurs époux, etc.

plus de deux cents victimes avoient été immolées dans une révolte imprévue ; les hôpitaux avoient été ensanglantés. Mais quels étoient les auteurs de cet horrible attentat ? par qui avoit-il été médité ? faut-il le dire ? Un bruit funeste se répandit que c'étoit de la main même des Français que le sang de nos soldats venoit d'être versé ; que ce crime avoit été conçu par notre propre gouvernement, dans notre propre camp, pour en faire retomber l'accusation sur Venise innocente, et l'accabler tout à la fois de la haine des nations et de la vengeance des républicains. Ce bruit fut répété par les journaux, propagé par des écrivains d'un caractère au-dessus du soupçon, et dénoncé à la tribune du conseil des cinq cents. Personne ne doutoit en effet que le directoire ne fût capable de concevoir un pareil attentat, et son général en chef capable de l'exécuter. Des exemples récens pouvoient justifier tous les soupçons (1).

(1) A l'époque où les Piémontais méditoient une révolution dans leur pays, quelques-uns d'entre eux s'adressèrent au commandant français d'une des forteresses, et le conjurèrent de leur indiquer les moyens de réussir dans leur projet : « Que les patriotes, dit-il, prennent l'uni-» forme des soldats piémontais, et feignent d'attaquer les » Français. J'enverrai contre eux un détachement ; ils

On savoit que la perte de Venise étoit ré-solue, et que, pour l'assurer, tous les moyens étoient également bons. Une des conditions particulières de l'armistice de Léoben, por-toit que Mantoue rentreroit sous la domina-de l'Autriche. On vouloit éluder cet article, et l'on ne voyoit point de compensation plus convenable que l'état Vénitien. Il falloit donc ou trouver, ou créer un prétexte pour com-mencer cette guerre injuste, et anéantir, comme coupable, un gouvernement qui n'avoit à se reprocher que sa foiblesse et sa trop imprudente circonspection.

Ce qui confirmoit les soupçons publics, c'est que quelques jours avant que Vérone devint le théâtre d'une scène horrible, on annonçoit publiquement que la révolution étoit près d'y éclater; que l'esprit républicain y étoit excel-lent, et que les patriotes n'attendoient qu'un moment pour se montrer (1). On étoit donc au-

» tireront, je ferai tirer; on accusera le roi de Sardai-» gne, et la révolution est faite ».

Les députés patriotes n'étoient point encore à la hau-teur des vertus civiques. Cette indigne supercherie leur fit horreur, et le mouvement n'eut pas lieu.

(1) « La fermentation du patriotisme est ici (à Vérone) » au plus haut degré. On annonce l'explosion comme » très-prochaine. Je n'aurois jamais cru trouver cette

torisé à croire que c'étoit de leurs propres mains que l'explosion avoit été préparée. Il est constant que les magistrats de Vérone ne donnoient lieu à aucune plainte : la garde civique faisoit le service de la police intérieure. Elle étoit commandée par les hommes les plus sages et les plus distingués de la ville. Les forts étoient occupés par des garnisons françaises. Le général en chef ne cessoit d'assurer les magistrats de ses intentions pacifiques; cependant il accordoit une protection ouverte aux révoltés de Brescia et de Bergame. Les esprits les plus clairvoyans ne doutoient pas qu'il n'eût l'intention de faire une révolution à Vérone.

Le marquis de Bevilaqua éclaira le gouverneur et les provéditeurs sur les dangers de la patrie. On résolut d'abord de prévenir le mal en proclamant spontanément les principes de la république française, en plantant l'arbre de la liberté. Mais, avant, on crut devoir pressentir le commandant de la garnison : c'étoit le général Beaupoil. Il répondit que les mouvemens de Brescia et de Bergame s'étoient faits

---

ville dans de si bonnes dispositions. Le nombre des patriotes est imposant et augmente chaque jour, malgré les mesures inquisitoriales qu'emploie le gouvernement ». (*Moniteur*, *an V*, n°. 229.)

librement, sans l'intervention des Fran
que les Véronais étoient les maîtres d
pousser les attaques des Brescians et des
gamasques, et que jamais l'intention du
toire n'avoit été de troubler les états de V
et de porter aucune atteinte aux lois de l
publique vénitienne.

Cependant tout se préparoit en secret
une insurrection; des émissaires cisalpin
troient dans la ville sous l'uniforme fra
qu'ils quittoient ensuite, pour se mêler
patriotes véronais.

Les magistrats, rassurés par les promes
de Buonaparte, n'étoient occupés qu'à
tenir l'harmonie entre les deux nations. L
soldats et officiers vénitiens avoient ordre d
viter toutes les occasions de discorde, tous l
prétextes de plainte. On redoubloit de soi
envers les blessés; les Français répandus d
l'intérieur de la ville étoient l'objet des at
tions les plus bienveillantes; tout enfin n'annon
çoit que des dispositions pacifiques, lorsqu'un
jour, un Esclavon et un soldat républicain
prirent querelle; le républicain blessé rent
au fort en assurant que les soldats vénitien
égorgeoient les soldats français. A l'instant l
canon du fort tire sur le palais des gouverneurs;
l'alarme se répand dans toute la ville; le peuple

rité s'assemble, s'arme, se porte partout où il père trouver des vengeances à exercer; il taque les Français, pénètre dans l'un des ois hôpitaux, immole à sa furie tout ce qui présente à lui, force les maisons où les ançais étoient retirés, les poursuit dans les es, les pousse jusqu'au fort, où il seroit entré ec eux, s'il eût eu plus d'audace. Dès ce moent le désordre devient général: le gouver-ur, les provéditeurs effrayés s'empressent rrêter le tumulte, et de sauver les officiers et s soldats républicains, de la fureur du peuple. ouze cents d'entr'eux sont conduits comme isonniers au palais du gouvernement.

Le fort, dominé par des maisons élevées, oit assailli par une multitude égarée et fana-que qui tiroit sur les républicains. L'armée nçaise ne manqua point à sa bravoure ordi-ire; elle fit une sortie sur un grand nombre ssaillans, et incendia les maisons qui in-mmodoient la citadelle.

Cinq jours se passèrent ainsi au milieu des stilités et des alarmes. Enfin les partis se pprochèrent. Le comte Emili, l'un des pro-éditeurs de la ville, homme chéri des Véro-is et recommandable par les plus belles et s plus nobles qualités, se présenta en parle-entaire au général Beaupoil, justifia auprès

de lui les magistrats et les principaux habitans de Vérone, offrit de se constituer en ôtage avec les gouverneurs, et parvint à rétablir la bonne intelligence entre les deux peuples. Mais la nouvelle de ce qui venoit de se passer étoit parvenue au quartier général, et déjà le général Kilmaine étoit en marche avec une division française. A son approche la consternation fut extrême: le gouvernement vénitien redoutoit une rupture, et quoique le peuple des villes et des campagnes fût prêt à s'armer, il sentoit trop l'impossibilité de soutenir une lutte si inégale. Les magistrats s'empressèrent donc d'obtenir du général Kilmaine les mêmes conditions que leur avoit accordées le commandant de la citadelle; et cet officier, content de leur soumission, entra dans la ville en vainqueur, mais en vainqueur désarmé. On proclama une amnistie générale et la paix parut entièrement rétablie. Les comtes Emili, Sanfermo, Garavetta, Gazzola, s'offrirent eux-mêmes comme ôtages avec les gouverneurs de la ville. Mais soit que le général Kilmaine ne fût point encore informé des intentions de Buonaparte, soit qu'il eût ordre de dissimuler jusqu'à ce que des forces plus considérables pussent menacer Venise d'une manière plus efficace et plus sûre, à peine commençoit-on à

jouir de quelque repos, que le général Chabran entra à Vérone avec de nouvelles forces et de nouvelles instructions. Il eut à soutenir un combat très-vif au village de Santa-Croce contre des Esclavons et des paysans qui se battirent avec acharnement, et ne firent retraite qu'après avoir perdu toute leur artillerie.

Alors les résolutions du gouvernement français ne furent plus incertaines, et la perte de Venise parut décidée. Le général annula l'amnistie, déclara la ville affranchie de la domination vénitienne, et les patriotes triomphans élevèrent l'arbre de la liberté, aux cris mille fois répétés de *vive la république française!* Une foule de citoyens furent arrêtés; les Esclavons et les soldats de ligne, désarmés et traités comme prisonniers de guerre. Buonaparte exigea qu'on désignât les auteurs des massacres exécutés le 17 avril. Les patriotes ne pouvoient en nommer aucun. Ils hésitèrent quelques jours; enfin comme il falloit des victimes, ils se décidèrent à en indiquer vingt-quatre qui furent aussitôt arrêtées et traînées en prison: c'étoient des hommes presque tous distingués par leur rang, leur naissance leur fortune; ils n'avoient pris aucune part aux massacres, puisque la sédition s'étoit formée

spontanément et par le simple effet du hasard. Ils n'en furent pas moins livrés à une commission militaire, et trois d'entr'eux furent condamnés à être fusillés. On comptoit parmi ces honorables victimes le comte Emili, le comte Verita et J.-B. Malenza. Le comte Scipion Maffei, de l'illustre maison de ce nom, dut son salut à sa femme qui, pour le sauver, fit le sacrifice de ses diamans et de tout ce qu'elle avoit de plus précieux en bijoux. Il fut acquitté ainsi que les SS. Antoine Padovani, Vincent Aurégio, Jules Giova, N. Gazzola. On avoit aussi arrêté l'évêque de Vérone et trois de ses chanoines, pour lesquels on avoit les plus vives inquiétudes.

Le jour où le comte Emili subit son jugement fut un jour de deuil pour la ville. Les patriotes eux-mêmes parurent touchés de son malheur. On ne lui reprochoit d'autre tort que d'être entré à Vérone, le jour de l'insurrection, avec un détachement de paysans armés, et de s'être rendu maître d'un poste français. Mais ces paysans ne s'étoient réunis à lui qu'après avoir entendu le canon de la citadelle tirer sur la ville; ils n'avoient eux-mêmes commis aucun acte d'hostilité. Le comte Verita étoit moins digne de pardon: il avoit favorisé

la désertion de quelques prisonniers autrichiens et les avoit armés pour la république (1).

Vérone s'attendoit à être livrée au pillage: elle fut sauvée par les généraux français. On se contenta de lui imposer une contribution de 3,600,000 fr. pour le paiement de laquelle on saisit les effets du mont-de-piété; mais, afin de gagner la bienveillance du peuple, on rendit gratuitement les effets déposés pour des sommes très-légères.

Déjà Padoue et Vicence avoient arboré le drapeau tricolore et planté l'arbre de la liberté. L'armée française marchoit sur les places de Terre-Ferme qui restoient encore au gouvernement vénitien. Le sénat s'humilioit tous les jours davantage, mais le vainqueur étoit inexorable; et, pour ôter enfin toute espérance au gouvernement vénitien, Buonaparte publia le manifeste suivant :

« Buonaparte, général en chef de l'armée » d'Italie, au quartier-général de Palma-Nuova, » le 14 floréal an V (3 mai 1797).

» Pendant que l'armée française est engagée » dans les gorges de la Styrie, et a laissé loin

(1) On fusilla aussi quelque temps après un pauvre capucin accusé d'avoir publié des écrits en faveur de son gouvernement, et contre les révolutionnaires.

» derrière elle l'Italie et les principaux établis-
» semens de l'armée, où il ne reste qu'un
» petit nombre de bataillons, voici la conduite
» que tient le gouvernement de Venise :

» 1°. Il profite de la semaine sainte pour ar-
» mer quarante mille paysans, y joint dix ré-
» gimens d'Esclavons, les organise en différens
» corps d'armée, et les porte en différens
» points pour intercepter toute espèce de
» communication entre l'armée et ses der-
» rières.

» 2°. Des commissaires extraordinaires, des
» fusils, des munitions de toute espèce, une
» grande quantité de canons sortent de Venise
» même, pour achever l'organisation des diffé-
» rens corps d'armée.

» 3°. L'on fait arrêter en Terre-Ferme tous
» ceux qui nous ont accueillis; on comble de
» bienfaits et de toute la confiance du gouverne-
» ment tous ceux à qui l'on connoit une haine
» furibonde contre le nom français, et spéciale-
» ment les quatorze conspirateurs de Vérone,
» que le provéditeur Prioli avait fait arrêter, il
» y a trois mois, comme ayant médité l'égorge-
» ment des Français.

» 4°. Sur les places, dans les cafés et autres
» lieux publics de Venise, on insulte et l'on
» accable de mauvais traitemens tous les Fran-

» çais, les dénommant du nom de jacobins, » athées, régicides. Les Français doivent sortir » de Venise, et peu après il leur est même dé- » fendu d'y entrer (1).

» 5°. L'on ordonne aux peuples de Padoue, » Vicence, Vérone, de courir aux armes, de » seconder les différens corps d'armée, et de » commencer enfin de nouvelles vêpres sici- » liennes. Il appartenoit au lion de Saint-Marc, » disent les officiers vénitiens, de vérifier le » proverbe que *l'Italie est le tombeau des* » *Français*.

» 6°. Les prêtres en chaire prêchent la croisade; » et les prêtres, dans l'état de Venise, ne disent » jamais que ce que veut le gouvernement. Des » pamphlets, des proclamations perfides (2),

(1) Pour éviter toute espèce de troubles, le sénat de Venise avoit interdit l'entrée de la ville aux étrangers. Cette mesure ne regardoit pas plus les Français que les autres peuples. Pouvoit-on d'ailleurs faire un reproche à Venise d'avoir pris quelques précautions contre des êtres turbulens qui n'entroient dans les villes que pour y fomenter des troubles ?

(2) Il s'agit ici de la proclamation du provéditeur Battaglia dont Buonaparte connoissoit si bien la supposition, que quelque temps après il lui écrivit une lettre pleine d'éloges et de témoignages d'estime, où il lui disoit qu'on savoit bien que jamais il n'avoit composé la proclamation

» des lettres anonymes sont imprimées dans » les différentes villes, et commencent à faire » fermenter toutes les têtes; et, dans un état » où la liberté de la presse n'est pas permise, » dans un gouvernement aussi craint que so- » crètement abhorré, les imprimeurs n'impri- » ment, les auteurs ne composent que ce que » veut le sénat.

» 7°. Tout sourit d'abord au projet perfide » du gouvernement, le sang français coule de » toutes parts; sur toutes les routes, on inter- » cepte nos convois, nos courriers, et tout ce » qui tient à l'armée.

» 8°. A Padoue, un chef de bataillon et deux » autres Français sont assassinés. A Castiglione » di Mori, nos soldats sont désarmés et assassi-

---

publiée sous son nom. On avoit aussi fait publier à Brescia un écrit de trente-six pages, intitulé : *Les trames des Oligarques vénitiens*, ou *Rapport sur les papiers trouvés à Carina, le 5 germinal an V de la république*. L'objet de cet écrit étoit d'accuser la république de Venise d'avoir médité la ruine de l'armée française, et l'extinction de tout ordre démocratique en Italie; d'avoir employé, pour réussir dans ce projet, les calomnies, les proclamations, les prophéties, etc.; d'avoir entretenu des correspondances avec le général Laudon, etc. On reconnut bientôt que toutes ces pièces avoient été fabriquées à Milan, comme la proclamation du provéditeur.

» nés. Sur toutes les grandes routes de Mantoue
» à Legnano, de Cassano à Vérone, nous avons
» plus de deux cents hommes assassinés.

» 9°. Deux bataillons français, voulant rejoin-
» dre l'armée, rencontrent à Chiari une divi-
» sion de l'armée vénitienne qui veut s'opposer
» à leur passage : un combat opiniâtre d'abord
» s'engage, et nos braves soldats se font pas-
» sage en mettant en déroute ces perfides en-
» nemis.

» 10°. A Valeggio, il y a un autre combat;
» à Dezenzano, il faut encore se battre. Les
» Français sont partout peu nombreux; mais
» ils savent bien qu'on ne compte pas le nom-
» bre des bataillons ennemis lorsqu'ils ne sont
» composés que d'assassins.

» 11°. La seconde fête de Pâques, au son de
» la cloche, tous les Français sont assassinés
» dans Vérone. L'on ne respecte ni les malades
» dans les hôpitaux, ni ceux qui, en convales-
» cence, se promènent dans les rues, et qui
» sont jetés dans l'Adige, où ils meurent per-
» cés de mille coups de stylet. Plus de quatre
» cents Français sont assassinés.

» 12°. Pendant huit jours, l'armée véni-
» tienne assiége les trois châteaux de Vérone.
» Les canons qu'ils mettent en batterie leur
» sont enlevés à la baïonnette. Le feu est mis

» dans la ville, et la colonne mobile, qui arrive
» dans ces entrefaites, met ces lâches dans une
» déroute complète, en faisant trois mille
» hommes de troupes ennemies prisonniers,
» parmi lesquels plusieurs généraux vénitiens.

» 13°. La maison du consul français de Zante
» est brûlée dans la Dalmatie.

» 14°. Un vaisseau de guerre vénitien prend
» sous sa protection un convoi autrichien, et
» tire plusieurs boulets contre la corvette *la*
» *Brune*.

» 15°. *Le Libérateur de l'Italie*, bâtiment
» de la république, ne portant que trois à
» quatre petites pièces de canon, et n'ayant
» que quarante hommes d'équipage, est coulé
» à fond dans le port même de Venise, et par
» les ordres du sénat. Le jeune et intéressant
» Laugier, lieutenant de vaisseau, commandant
» ledit bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par
» le feu du fort et de la galère amirale, n'étant
» éloigné de l'une et de l'autre que d'une portée
» de pistolet, ordonne à son équipage de se
» mettre à fond de cale; lui seul, il monte sur le
» tillac au milieu d'une grêle de mitraille, et
» cherche par ses discours à calmer la fureur
» de ces assassins, mais il tombe roide mort;
» son équipage se jette à la nage, et est poursuivi
» par six chaloupes montées par des troupes

ées par la république de Venise, qui tuent
ups de hache plusieurs qui cherchent leur
t dans la haute mer. Un contre-maître,
sé de plusieurs coups, affaibli, faisant sang
ous côtés, a le bonheur de prendre terre
ı morceau de bois touchant au château du
; mais le commandant lui-même lui
pe le poignet d'un coup de hache :
u les griefs ci-dessus, et autorisé par le
XII, article 328 de la constitution de la
ıblique, et vu l'urgence des circons-
es,

e général en chef requiert le ministre de
ıce près la république de Venise de sortir
ıdite ville; ordonne aux différens agens
ı république de Venise dans la Lombar-
et dans la Terre-Ferme vénitienne de l'é-
ıer sous vingt-quatre heures; ordonne
différens généraux de division de traiter
nnemies les troupes de la république de
ise, de faire abattre dans toutes les villes
a Terre-Ferme le lion de Saint-Marc.
cun recevra à l'ordre de demain une ins-
tion particulière pour les opérations mili-
s ultérieures. BUONAPARTE. »

forme de ce manifeste n'avoit rien de
un avec les formes usitées entre les puis-

sances européennes : c'étoit plutôt un arrêt de tribunal criminel qu'une pièce diplomatique.

A peine le sénat de Venise en eut-il connoissance que, glacé de terreur, il s'assembla extraordinairement. La ville étoit divisée en deux partis : l'un disposé à des mesures énergiques, l'autre timide et peut-être vendu aux Français ; c'étoit le parti le plus nombreux. On soupçonnoit surtout le doge d'être dans les intérêts de Buonaparte. On députa au général deux nobles vénitiens pour fléchir son courroux. Napoléon étoit à Malghera. Il renvoya la députation sans l'entendre, en déclarant qu'il ne traitoit point avec une ville aussi perfide. Dans cette extrémité, les sénateurs tentèrent le seul moyen qui leur restoit de sauver la patrie, celui de déclarer abrogée la constitution actuelle, et de lui substituer une forme de gouvernement conforme aux principes de la république française. Cet avis, proposé par le doge, fut adopté à une majorité de 720 voix contre 5. En même temps, on reçut une note du ministre de France qui contenoit les dernières volontés du général en chef : il vouloit que, dans l'espace de quarante-huit heures, on arrêtât les inquisiteurs d'état et le commandant du Lido ; que le fort de Venise fût livré aux troupes françaises ; une partie de l'arsenal et la

flotte de Venise mise à leur disposition; que toutes les personnes détenues pour leurs opinions politiques fussent rendues sur-le-champ à la liberté; la forme du gouvernement entièrement changée, et l'autorité confiée à un gouvernement provisoire. La ville de Venise étoit en outre imposée à une contribution de 80,000,000 de livres de Venise. Le grand conseil obéit; on décréta les arrestations demandées; et, pour mettre fin à cette déplorable révolution, on laissa au général Buonaparte le soin de nommer lui-même le gouvernement provisoire.

La ville étoit dans la plus grande confusion. Un attroupement composé de gens du peuple et de barnabotes (1) parcouroit les rues aux cris de *vive la liberté!* Le palais de Saint-Marc fut attaqué par les *patriotes* et bravement défendu par les Esclavons. On vit des ouvriers de l'arsenal et des gondoliers se battre dans les rues pour le maintien du gouvernement. Le sang couloit, le tumulte croissoit sans cesse, et la terreur

(1) Les républicains français appeloient les barnabotes de Venise, les sans-culottes de l'aristocratie. C'étoient des familles nobles, mais trop pauvres pour aspirer aux dignités de l'état. Elles étoient dans la dépendance absolue des premières familles de Venise, et n'avoient guère d'autre part au gouvernement que de donner leur suffrage.

étoit à son comble, lorsqu'enfin on prit le parti de nommer une municipalité provisoire, composée du doge, de M. Villetard, secrétaire de la légation française, du noble Battaglia, des avocats Gandolini et Spada. Ce dernier sortoit des Plombs, où il avoit été détenu pour ses opinions révolutionnaires. Dès lors, la révolution parut achevée, et l'on ne pensa plus qu'à faire triompher la cause de la démocratie. Pour assurer son triomphe, et achever d'exalter les esprits, on proposa d'ouvrir les prisons, et de les offrir aux regards du public. Ces sortes de spectacles ne manquent presque jamais leur effet. La multitude s'y précipita avec son impétuosité accoutumée : un groupe de patriotes prit sur ses épaules, et porta en triomphe dans toute la ville un vieillard qu'on disoit renfermé depuis quarante ans. Ce fut la seule victime intéressante qu'on put présenter à la pitié publique ; d'ailleurs les prisons ne renfermoient qu'un très-petit nombre de captifs.

Pendant plusieurs jours les nobles, les sénateurs et toutes les personnes connues par leur attachement aux lois de leur pays, furent exposés aux outrages et à la fureur des démagogues. Enfin, un corps de troupes françaises, commandé par le général Baraguey-d'Hil-

liers (1), entra dans la ville et apaisa le désordre.

Déjà Padoue et Vicence étoient occupées par l'armée républicaine ; ces deux villes n'avoient pas attendu l'arrivée des Français pour se déclarer ; elles recéloient depuis longtemps un grand nombre de factieux qui n'attendoient que l'occasion d'éclater.

Dès qu'ils croient le moment favorable, ils s'attroupent, se soulèvent, brisent les monumens, renversent les statues de ceux qu'ils appellent leurs oppresseurs, proclament la souveraineté du peuple et plantent l'arbre de la liberté.

Ainsi tout étoit en proie aux horreurs de l'anarchie dans l'étendue de l'état vénitien. La

(1) Le général Baraguey-d'Hilliers écrivoit à cette occasion :

» Grande nouvelle : la prise de Venise par les Français, qui n'y avoient pas mis le pied depuis le temps de Pepin. La destruction de l'exécrable oligarchie et son remplacement par une municipalité patriotique. Je me trouve ici avec six mille hommes et une superbe flotte. Les Esclavons, payés par le ministre d'Angleterre et par M. d'Entraigues, ont essayé de faire un mouvement ; ils ont pillé et dévasté cinq maisons des meilleurs citoyens. Je suis arrivé à temps, et j'espère que tout va reprendre ici le ton démocratique ».

capitale offroit le spectacle le plus déplorable; le lion de Saint-Marc, traîné dans la boue par les patriotes, servoit encore de sceau aux actes du gouvernement. Les républicains demandèrent qu'on lui substituât le bonnet de la liberté, et le bonnet fut adopté. On prescrivit la cocarde tricolore, blanche, verte et bleue; on organisa une garde nationale; on abolit et l'on brûla publiquement tous les symboles de l'ancien gouvernement, le livre d'Or, la corne ducale, et l'on en jeta les cendres au vent(1); les nobles furent forcés de quitter leurs titres et leurs dignités; la dénomination de citoyen fut seule admise; les actes publics portoient en tête *liberté! égalité!* On inscrivit sur les enseignes militaires, au lieu de ces mots: *Pax tibi, Marce*, ceux-ci: *I diritti dell uomo et del cittadino;* on adopta le calendrier et le système arithmétique des Français. On exigea le serment civique du patriarche et de son clergé; et, pour intéresser le peuple au triomphe du nouveau gouvernement, et lui donner une garantie de sa liberté, on lui distribua quinze mille ducats; l'on ordonna que les prisons d'état seroient dé-

(1) Le livre d'Or contenoit les noms des patriciens ainsi que tous les attributs de l'autorité du doge. Il fut brûlé après un *Te Deum* chanté solennellement à l'église de Saint-Marc.

molies de fond en comble, et que, sur leurs ruines, on éleveroit deux pierres monumentales, avec ces inscriptions : *Prisons de la barbarie aristocratique triumvirale, démolies par la municipalité provisoire de Venise, l'an premier de la liberté italienne, le 25 mai.*

Buonaparte, maître de Venise, n'oublia ni les besoins de l'armée, ni ceux du directoire, ni sa propre fortune. Cette ville célèbre renfermoit des richesses immenses : c'étoit là que toutes les nations commerçantes venoient déposer le tribut de leur activité et de leur industrie; la mer étoit couverte de ses pavillons, ses magasins renfermoient une partie des richesses du monde; ses temples, ses monumens publics attestoient son opulence. En un mois tout disparut : plus de vaisseaux dans les ports (la flotte fut confisquée au nom de la république française, et conduite à Toulon); plus d'argenterie dans les églises; nudité complète dans les monts-de-piété. Le doge et d'indignes sénateurs, ses complices, s'étoient flattés, pour prix de leur complaisance, d'échapper aux charges de la guerre; leurs criminelles espérances furent déçues : ils furent, comme les plus fidèles sujets de l'état, soumis aux mêmes contributions, aux mêmes recherches, aux mêmes exactions. Rien ne fut respecté : ni ri-

chesses privées, ni richesses étrangères; la municipalité provisoire ordonna la levée d'un emprunt forcé d'un million de ducats à prendre sur les nobles, les négocians et autres personnes aisées; on leur enleva leurs chevaux, leurs voitures, et tout ce qu'ils possédoient d'objets de luxe; on mit le séquestre sur 2,300,000 fr., appartenant au du[illegible] Modène, qui s'étoit sauvé à temps, em[illegible]nt avec lui le reste de ses trésors. Venise [illegible] ruinée, et sa fortune passa toute entière dans le camp des Français. Juste et terrible expiation de sa politique lâche et tortueuse: elle pouvoit, en se réunissant à la ligue générale des états italiens, sauver l'Italie; elle crut se sauver seule en se détachant de la cause commune; elle périt avec eux, et n'eut pas même la consolation de périr avec honneur.

Dans sa détresse elle se flattoit du moins de former un état libre et indépendant, sous des formes démocratiques; mais ses destinées n'étoient plus à sa disposition. Elle porta inutilement aux pieds du vainqueur, tantôt le vœu d'être réunie à la république transpadane, tantôt celui de se constituer en république démocratique: son humiliation ne fit qu'augmenter le mépris que lui témoignoit son vainqueur; on poussa même la cruauté jusqu'à déclarer que cette malheureure cité devoit disparaître

du tableau des cités de l'Europe, et être livrée aux flots de la mer (1). De toutes les villes d'Italie, ce fut celle que Buonaparte traita avec le plus de hauteur et de dureté : la municipalité provisoire, quoique dévouée à la cause française, procédoit avec ménagement et s'étudioit à conserver la tranquillité publique en cédant quelque chose aux dispositions du peuple ; Buonaparte lui fit écrire par le général Victor :

« Les images de saint Marc sont encore de-
» bout sur tout votre territoire, et leurs admi-
» rateurs se flattent de vous forger de nouvelles
» chaînes ; la municipalité de Venise, malgré
» la pompe qu'elle affecte de mettre dans ses
» manifestes, espère exercer encore une fois
» sur l'homme probe les fureurs de l'inquisi-
» tion ; avertissez vos concitoyens de ces intri-
» gues contre-révolutionnaires ; dites-leur que
» Buonaparte est là pour déjouer leurs projets.
» Ordonnez que toutes les statues et les images
» de saint Marc soient anéanties sur-le-champ,
» afin qu'elles ne puissent jamais troubler la
» tranquillité des hommes libres ».

Quatre heures après tous les saints Marc et leurs lions étoient sur la place publique, et la po-

(1) C'est l'opinion exprimée formellement dans un dialogue entre un Vénitien et un Milanais, inséré par ordre du directoire dans le n°. 281 du Moniteur (an V).

pulace révolutionnaire en fit *un auto-da-fé* aux cris mille fois répétés de *vive la démocratie ! à bas l'oligarchie !*

Enfin, Venise apprit bientôt que son sort étoit décidé, et qu'elle étoit destinée à passer sous le joug de l'Autriche; sa perte fut en effet résolue à Udine, par les plénipotentiaires de Paris et de Vienne, et consommée dans le célèbre traité de Campo-Formio. Ses propres vaisseaux servirent à mettre la France en possession de Zanthe, Céphalonie, Corfou, et de toutes ses possessions dans la mer d'Ionie.

Ainsi tomba la plus florissante et la plus illustre des républiques de l'Europe moderne. Elle avoit, deux cents ans auparavant, bravé toutes les forces de la ligue de Cambrai; elle avoit lutté contre toute la puissance de l'empire Ottoman, elle avoit échappé aux fureurs d'Attila et de Genseric; elle ne put échapper à Buonaparte. Ceux qui se plaisent à faire intervenir le destin dans l'histoire des empires, remarquèrent que Venise avoit eu son premier doge en 697; qu'en 1297, elle se donna un doge représentant le corps aristocratique; et qu'en 1797, elle perdit et son gouvernement et sa liberté.

Mais sa chute ne s'opéra point sans réclamation et sans bruit. Des écrivains courageux plaidèrent sa cause au tribunal de l'opinion publi-

que (1), et le corps législatif lui-même, étonné de ce grand événement, n'hésita point à en demander compte au directoire.

Cette révolution avoit été conduite sans la participation des deux conseils, le directoire en avoit pris la responsabilité sur lui seul. M. Dumolard qui, plus sensé alors, loin de servir les factions, se chargeoit du devoir honorable de les combattre, M. Dumolard rompit le premier le silence, et, dans un discours plein de sages et courageuses réflexions, il exprima de justes plaintes sur la chute d'une république alliée :

« La renommée, dont on ne peut comprimer » l'essor, a semé partout le bruit des conquêtes » sur les Vénitiens et de la révolution étonnante qui les a couronnées. Nos troupes » sont dans leur capitale, leur marine nous est » livrée, le plus ancien gouvernement de » l'Europe est anéanti ; il reparoît en un clin » d'œil sous des formes démocratiques. Nos » soldats bravent les fureurs de la mer adriatique, et sont transportés à Corfou pour » consommer la révolution nouvelle.

» Qui croiroit que la représentation nationale n'a connu, comme les simples citoyens,

(1) Le célèbre publiciste Mallet-du-Pan fit paroître alors un écrit plein de chaleur et de courage.

» de pareils événemens que par la voix pu-
» blique ? Si les faits qui sont annoncés sont
» exacts, il suit que le directoire a fait, en termes
» déguisés, la paix et la guerre, et, sous quel-
» ques rapports, un traité d'alliance avec Ve-
» nise, et tout cela sans votre concours.

» L'Europe et la postérité auront-elles à repro-
» cher à la France cette contradiction manifeste
» avec les principes que elle a proclamés ? Ne
» sommes-nous donc plus ce peuple qui a dé-
» claré et soutenu, par la force des armes, qu'il
» n'appartient sous aucun prétexte à des puis-
» sances étrangères de s'immiscer dans la forme
» de gouvernement d'un autre état ? Outragés
» par les Vénitiens, étoit-ce à leurs institu-
» tions politiques que nous avions le droit de
» déclarer la guerre ? Vainqueurs et conqué-
» rans, nous appartenoit-il de prendre une
» part active à leur révolution inopinée ? Je ne
» rechercherai point ici quel est le sort qu'on
» réserve à Venise, et surtout à la Terre-
» Ferme. Je n'examinerai point si leur envа-
» hissement, médité peut-être avant les atten-
» tats qui lui ont servi de motifs, n'est pas des-
» tiné à figurer dans l'histoire comme un digne
» pendant du partage de la Pologne. Je veux
» bien suspendre le cours de ces réflexions.
» Mais, l'acte constitutionnel à la main, je de-
» manderai comment le directoire peut just

» fier l'ignorance absolue dans laquelle il a
» laissé le corps législatif, sur cette suite d'é-
» vénemens extraordinaires.

» Ce silence affecté, je dois le dire, semble
» tenir aux ramifications d'un vaste système,
» dont on paroît craindre que vous ne com-
» primiez le développement. On s'est essayé
» sur Venise; et fort de votre indulgence, on
» a fait, dit-on, sur la république de Gènes une
» tentative du même genre et non moins
» heureuse.

» Quand on a sous les yeux de tels exemples,
» il est permis de s'alarmer pour l'avenir.
» Un droit de navigation contesté nous me-
» nace, dit-on, d'une rupture avec les Suisses.
» J'aime à croire qu'on étouffera par des négo-
» ciations ce germe de discorde, et qu'on tien-
» dra quelque compte des antiques relations
» qui nous unissent avec le corps helvétique.

» Seroit-il possible qu'à Milan, un discours
» imprimé par l'ordre des sociétés populaires,
» et répandu avec profusion, eût provoqué la
» chute prochaine de tous les gouvernemens
» d'Italie, eût indiqué pour terme de leurs
» travaux révolutionnaires le jour où le pape,
» le grand-duc et le roi des Deux-Siciles se-
» roient renversés de leurs trônes? Eh quoi!
» ces diverses puissances sont liées à nous par
» des traités solennels, et dans un pays où la

» volonté de la France est la suprême loi, l'on
» pourroit préparer leur destruction et sans
» votre aveu! Auroit-on oublié que le temps
» n'est plus des extravagances d'Anacharsis
» Cloots, que la nation française n'est plus
» une secte d'illuminés qui cherche à s'étendre,
» mais un peuple fier de sa liberté constitu-
» tionnelle, et qui veut en jouir en conservant
» l'indépendance des autres états?

» Représentans du peuple, l'Europe veut la
» paix, et vos commettans l'attendent de vous.
» Il est temps que le peuple français se repose
» après de si nombreux sacrifices; que nos in-
» trépides soldats viennent jouir, au sein de
» leurs familles, des témoignages de la recon-
» noissance publique; que le gouvernement
» s'occupe dans le calme de cicatriser les plaies
» de la révolution, et de restaurer nos arts,
» notre commerce et notre agriculture.

» Je veux éloigner de moi une responsabi-
» lité terrible. Elle pèsera sur notre mémoire
» si nous restons impassibles, lorsque nos
» droits sont méconnus; lorsque la guerre se
» déclare et se prolonge sans notre aveu; lors-
» que des éruptions volcaniques dans un pays
» conquis par nos armes, semblent menacer
» l'Europe de nouvelles convulsions; lorsque
le démagogisme lombard peut réagir sur la

» France elle-même, et favoriser des espé-
» rances qu'on ne dissimule plus ».

Ce discours fit une vive impression sur l'assemblée. Les députés Boissy-d'Anglas, Doulcet de Pontécoulant et Bornes, s'exprimèrent à ce sujet avec énergie, et demandèrent hautement que le directoire justifiât sa conduite.

Mais dédaignant ces vains débats, et méprisant d'avance une assemblée dont la perte étoit résolue, le directoire, qui méditoit encore de nouvelles conquêtes et de nouvelles révolutions, ne répondit au corps législatif qu'en donnant à la conduite de Buonaparte une approbation solennelle et publique (1). Dès lors la ruine des empires d'Italie fut décidée, et ces malheureuses contrées livrées à toutes les combinaisons de la politique la plus impitoyable et la plus perfide.

---

(1) La lettre étoit ainsi conçue :

« Le directoire exécutif a pensé, citoyen général,
» qu'il devoit aux éminens services que vous avez rendus
» à la république depuis votre entrée en Italie, de vous
» en manifester hautement la satisfaction. Il vous déclare
» en conséquence, qu'il approuve pleinement la conduite
» politique et militaire que vous y avez tenue, notam-
» ment à l'égard de Venise et de Gênes.

» Carnot, *président* ».

CHAPITRE XVII.

Révolution de Gênes.

Depuis l'entrée des Français en Italie, Gênes avoit goûté peu de repos. Cette ville célèbre par l'éclat de ses palais, la prospérité de son commerce, l'opulence de ses habitans et le faste de ses temples, offroit, comme Venise, un appât trop irrésistible à l'insatiable avarice des républicains français. Elle fut, comme Venise, livrée aux désastres de la révolution. Son gouvernement, tempéré par la démocratie, sembloit fournir peu de prétextes à l'ardeur de ces fougueux républicains qui vouloient affranchir les peuples de l'oppression de leurs tyrans. Gênes étoit sans tyrannie. Mais elle avoit des familles nobles, riches et puissantes; c'étoit assez pour les apôtres de la liberté et de l'égalité. On avoit eu France armé le peuple contre les aristocrates; on arma le peuple de Gênes contre les oligarques. L'insurrection avoit été préparée avec beaucoup de persévérance et de soins. Dès l'année précédente des émissaires secrets s'étoient introduits dans la ville; le ministre de France avoit ordre de les protéger, de préparer sourdement la mine, et d'y mettre le feu dès

qu'elle seroit prête à jouer. Cette terrible explosion eut lieu le 22 mai (1).

Le succès des émissaires français avoit été ent, et leur apostolat difficile. Le peuple paroissoit attaché à son gouvernement. L'ivroie le l'évangile révolutionnaire germoit avec peine, et pendant long-temps il ne fructifia que lans la boutique d'un apothicaire nommé Morando. C'étoit chez lui que se rassembloient les ideptes. Mais peu à peu le troupeau s'augmenta, la confiance des fidèles s'accrut; on forma des groupes; des orateurs pérorèrent; des poëtes composèrent des hymnes, et les chants patriotiques commencèrent à retentir dans l'enceinte de la ville.

Tant que le sort de la Lombardie fut incertain, le ministre français et ses complices se tinrent dans les bornes d'une prudente circonspection; mais lorsque l'indépendance de la république cisalpine eut été solennellement

(1) L'auteur de l'*Examen des Campagnes de Buonaparte en Italie* confond ici les faits et les dates. Il fixe au 17 septembre le soulèvement du peuple à Gênes. Il se trompe par conséquent de quatre mois. Il attribue à M. Cacault le complot et le succès de cette odieuse révolution. M. Cacault étoit alors à Rome, et non à Gênes. C'étoit M. Faypoul que le directoire avoit choisi pour son ministre auprès du gouvernement génois.

proclamée, alors les patriotes génois ne gardèrent plus de mesure.

Le dimanche 21 mai ils se rassemblèrent sur une place qui sert de promenade publique. On commença par des chansons, on finit par des actes de violence. Les nobles furent insultés; on courut dans les rues, en criant, *à bas les excellences!* on se porta en foule au théâtre pour y faire chanter des hymnes révolutionnaires. Les portes en étoient fermées. On fut obligé de se retirer. Mais, avant de se séparer, on se rendit chez le ministre français pour lui demander l'élargissement de deux factieux, que le gouvernement avoit fait arrêter quelques jours auparavant. Le ministre promit d'adresser à ce sujet une note au gouvernement, et l'on se retira satisfait.

Le succès de cette première journée enflamma le courage des séditieux. Ils se reprochèrent d'avoir différé le bonheur du peuple et le triomphe de la liberté. Dès le lendemain, ils se rassemblèrent en grand nombre, proclamèrent la souveraineté du peuple, et nommèrent par acclamation cinq députés pour notifier leurs résolutions au sénat, et obtenir l'abolition du gouvernement. Le chef de la députation étoit l'apothicaire Morando; les autres étoient choisis dans les derniers rangs de la société.

Les patriotes restèrent assemblés, prêts à

tout entreprendre pour le maintien de la liberté et de l'égalité. Mais ils étoient sans armes. On se porta partout où l'on se pouvoit flatter d'en trouver. On s'empara du vieux Mole et de plusieurs batteries. Les troupes qui les gardoient n'opposèrent aucune résistance. Une troupe de forcenés courut au bagne, l'ouvrit, et, pour augmenter le nombre des patriotes, lâcha les galériens.

Qu'on imagine la terreur et la confusion de toute la ville! Les gens riches fuyoient, les femmes effrayées cherchoient un asile contre la violence. Dans ce désordre, le gouvernement ne vit d'autre moyen de salut public, que de céder à l'orage, et d'accorder aux factieux ce qu'ils auroient bien su lui ravir. Il rédigea un acte par lequel il déclaroit qu'il étoit prêt à accorder au peuple toutes les concessions qu'il pouvoit réclamer. Il adressa une copie de cet acte au ministre Faypoul, en le conjurant de se rendre auprès des républicains, et de les engager à rendre le calme à leur pays. Le ministre céda aux instances du doge, pérora les patriotes, et ne changea rien à la disposition des esprits. Pour achever la révolution, il expédia un courrier au général en chef, et lui demanda des troupes.

Cependant le peuple génois, indigné contre les factieux, s'armoit de tous côtés, résolu de

sauver la république et de conserver ses lois. Dans l'espace de quelques heures le palais fut entouré de citoyens de tous les rangs, prêts à verser leur sang pour le maintien du gouvernement. Ils se battirent avec une extrême bravoure, repoussèrent les patriotes, et les chassèrent jusqu'à leurs batteries, où le combat se prolongea une grande partie de la nuit.

La terreur saisit bientôt l'armée républicaine. Ces révolutionnaires pleins d'audace, qui avoient juré de vaincre ou de mourir, fuyoient de toutes parts. Plusieurs périrent sous le fer des Génois fidèles. Des Français, mêlés parmi eux, ne furent point épargnés. Des maisons suspectes furent enfoncées et pillées; et le ministre Faypoul lui-même, pour éviter une fin malheureuse, fut obligé de rester dans le palais jusqu'au soir. Le peuple le désignoit comme auteur de la sédition. On n'ignoroit pas qu'il venoit de demander des secours à Buonaparte, et l'on ne pouvoit douter que ces troupes ne vinssent pour appuyer la révolte. On exigea de lui qu'il écrivît à Buonaparte contre les rebelles, et qu'il contremandât les troupes qu'il avoit appelées. Le ministre effrayé consentit à tout, et n'obtint qu'à ce prix la liberté et la vie.

C'étoit une opinion généralement répandue, qu'il avoit dirigé lui-même ce mouvement révolutionnaire, et l'on prétendoit en avoir des

preuves évidentes. Mais ce n'étoit pas des actes judiciaires qui pouvoient sauver le gouvernement génois; c'étoient des armées et des baïonnettes, et Gênes n'avoit rien à opposer à l'oppression qui la menaçoit. Cependant, fidèle à ses engagemens, elle s'occupoit de la nomination d'une junte, chargée d'examiner les demandes du peuple, et de donner à la forme du gouvernement toutes les améliorations dont elle étoit susceptible. Elle s'étoit empressée d'envoyer au général français une députation pour lui rendre compte des événemens, calmer son ressentiment, et détourner, s'il étoit possible, l'orage qui grondoit sur elle.

Inutiles efforts! c'étoit l'esprit de Buonaparte lui-même qui souffloit les tempêtes. Le jour même de l'insurrection, cinq bâtimens de guerre français s'étoient présentés à la vue du port. Napoléon, instruit par une députation de révolutionnaires, venoit d'envoyer un aide-de-camp à Gênes avec une lettre foudroyante pour le doge.

Il demandoit impérieusement l'élargissement de tous les Français arrêtés le jour de l'insurrection; des dédommagemens pour les maisons qui avoient été pillées; le désarmement du peuple et le châtiment de ceux qui avoient excité la multitude contre les Français. On en produisoit la liste. Le sénat consterné ac-

corda les deux premières demandes; après de longs débats; mais il déclara qu'il ne lui étoit pas permis d'accéder à la troisième, attendu que ceux dont on demandoit la proscription n'étoient nullement coupables. Le ministre de France insista vivement, et menaça de quitter la ville le jour même, si l'on refusoit de livrer les victimes. La crainte fit ce que l'honneur défendoit. Le gouvernement accorda l'arrestation de deux inquisiteurs d'état, MM. Grimaldi et Spinola, et d'un noble génois, M. Cattanéo.

L'hôtel du ministre Faypoul étoit entouré d'une foule de patriotes armés, prêts à se porter au palais, si le gouvernement osoit résister. Dès qu'il sut qu'il avoit consenti à tout, il célébra sa victoire par les cris de *vive la république! vive la liberté! vivent les Français!* M. Faypoul se montra au balcon et fut salué par les plus vives acclamations.

Ces mouvemens séditieux imprimoient la terreur dans toute la ville. Les étrangers fuyoient, les nobles et les négocians les plus riches se hâtoient d'abandonner une ville où leur fortune et leur personne étoient exposées aux plus grands dangers. Après avoir signé quatre mille passe-ports, le gouvernement se vit obligé de les refuser, pour arrêter les progrès de l'émigration.

les maux n'étoient point encore à leur
; Buonaparte et le ministre français
ient avec activité à consommer la ruine
malheureuse république. M. Faypoul
t à Montebello, auprès du général en
ivi d'un choix de patriotes. Après quel-
ırs de travail, on proposa une capitula-
c un projet de constitution provisoire.
charte établissoit la souveraineté du
l'abolition du régime oligarchique,
ement d'un pouvoir législatif en deux
s, et d'un corps exécutif de dix mem-
ous les titres, toutes les distinctions,
priviléges étoient abrogés. Buonaparte
oit la nomination provisoire des mem-
gouvernement. La république française
oit sa protection à la république ligu-
et la république ligurienne son argent
ublique française. Ce fut, de tous les
de la capitulation, le plus fidèlement

ilieu de ces sacrifices, les patriotes se
t à tout le délire de la fièvre révolu-
e. On brisoit les armoiries, on muti-
monumens; chaque maison étoit om-
l'un grand arbre de la liberté entouré
s, chaque maison décorée de drapeaux
s. Le livre d'or, les antiques protocoles
nstitution furent brûlés au pied de l'ar-

bre de la liberté. La reconnoissance publique avoit élevé des statues aux deux célèbres Doria; celle d'André portoit cette inscription, *Andreæ Doriæ quòd rempublicam diutiùs oppressam in pristinam libertatem vindicaverit.* « A André Doria, pour avoir rendu à la république longtemps asservie son antique liberté. » Ni ce témoignage honorable de son patriotisme, ni le souvenir de ses grandes actions, ne put le sauver de la massue révolutionnaire. Les deux héros tombèrent sous la main des Vandales. A la nouvelle de leur chute, Buonaparte, qui s'intéressoit à la gloire des héros, ne put retenir son indignation.

« Un excès de zèle, écrivit-il aux auteurs » de ces désordres, doit-il vous emporter jus» qu'à méconnoître votre propre gloire! Quelle » main barbare a pu frapper cet André Doria, » le fondateur de votre liberté; ce héros de » patriotisme qui refusa la souveraineté que » lui offroit l'empereur d'Allemagne? Ne don» nez pas aux aristocrates, aux ennemis de la » liberté, l'occasion de vous calomnier, et sa» chez que les vrais républicains honorent le » mérite et la vertu partout où ils se trou» vent ».

Mais on répondit au général que le grand homme au sort duquel il daignoit s'intéresser, étoit indigne de sa sollicitude; qu'il avoit

usurpé sa réputation; que s'il avoit refusé la souveraineté et sauvé la liberté de sa patrie, c'étoit pour les oligarques, puisqu'il avoit porté atteinte aux formes démocratiques du gouvernement. Doria ne fut donc point replacé sur son piédestal.

Il n'entre point dans le plan de cet ouvrage de décrire tous les maux de la ville de Gênes. Le vainqueur exigea une contribution de quatre millions. De toutes les cités d'Italie, ce fut celle qui présenta le plus douloureux exemple des désastres révolutionnaires. Le peuple et les nobles haïssoient également le nouvel ordre de choses. La force seule imposoit à cette malheureuse cité le joug des institutions démocratiques.

De nombreux soulèvemens, d'opiniâtres résistances ne faisoient qu'aggraver ses maux et irriter la fureur de ses tyrans. Il fallut employer la baïonnette et le fer des bourreaux pour établir la nouvelle constitution; le sang coula sur les échafauds et dans les places publiques. On vit tomber la tête du jeune Brignole dont le père, lorsqu'il étoit doge, avoit prodigué à madame Buonaparte tous les soins de la plus délicate hospitalité (1). La naissance, la richesse et la vertu devinrent des crimes d'état.

(1) C'étoit au mois de décembre de l'année précédente que madame Buonaparte étoit venue à Gênes. Les parti-

Objets d'une fureur insensée, les nobles et les prêtres ne trouvèrent plus d'asile dans leur propre patrie.

En vain les Français, témoins de ces excès, s'efforcèrent-ils d'en suspendre le cours, il ne fut point en leur pouvoir d'éteindre l'incendie qu'ils avoient allumé; et lorsque Buonaparte quitta l'Italie, tout ce qu'il put donner de consolation à ces malheureuses contrées, ce fut d'exhorter les bourreaux à la modération, et les victimes à la patience.

---

sans de la révolution n'oublièrent rien pour lui rendre son séjour agréable. Madame Anne de Brignole, parente du doge, fit les honneurs de la ville. M. J. C. Serra, précédemment détenu à la tour comme chef d'un parti révolutionnaire, donna un bal brillant. L'assemblée étoit de douze cents personnes; mais on n'y avoit invité presque aucun noble. C'étoient des négocians et des bourgeois, tous attachés au système révolutionnaire. On y voyoit figurer en masse le club patriotique qui se rassembloit chez l'apothicaire Morando. Comme la fête avoit lieu le jeudi, il étoit probable qu'elle se prolongeroit jusqu'au vendredi. Ce jour étoit alors sacré : point de spectacles, de bals, d'alimens gras. Le sénat, pour lui conserver sa sainteté, rendit un décret qui enjoignoit à M. Serra de terminer son bal à minuit; mais ce décret avoit besoin d'être porté au tribunal des suprêmes pour être exécuté. Le tribunal eut peur, remit au lendemain, et les républicains s'applaudirent de pouvoir donner le scandale de danser et de manger gras un vendredi.

CHAPITRE XVIII.

Réunion des Fiefs impériaux; mouvemens en Italie et en Suisse.

Il étoit impossible que la révolution exerçât ses ravages sur la république génoise sans les étendre sur les états voisins.

Les fiefs impériaux savoient déjà, par une cruelle expérience, ce qu'il en coûtoit pour provoquer le ressentiment des Français. Les cendres d'Arquata, brûlé quelques mois auparavant, étoient encore fumantes, et l'ancienne constitution subsistoit toujours. Ces petits états, au nombre de trente-quatre, offroient une population de quatre-vingt mille âmes. Depuis long-temps on prévoyoit qu'ils échapperoient difficilement à la révolution générale. Les apôtres de la liberté et de l'égalité s'y étoient introduits, et tout étoit disposé pour le succès de leur entreprise. La régénération de Gênes fut le signal de la révolution des fiefs. Le parti démocratique se souleva, mit les nobles en fuite, proclama la liberté et l'égalité, et demanda sa réunion à la république ligurienne. Buonaparte se hâta d'accéder à leurs vœux, et cette nouvelle proie alla grossir le nombre des vic-

times que dévoroit chaque jour le genie de la révolution.

Lucques et Saint-Marin conservoient encore leurs institutions, mais trembloient de tomber sous le joug. Le sénat de Lucques avoit comblé d'honneurs l'épouse du général en chef lorsqu'elle étoit arrivée dans leur ville. Cette ville étoit prête à tous les sacrifices pour conserver sa liberté; mais les progrès rapides de l'anarchie renouveloient chaque jour ses alarmes. Une députation envoyée à Buonaparte le trouva dans des dispositions favorables. Il assura le sénat de Lucques qu'il n'avoit rien à craindre, et que, n'ayant jamais donné de sujet de plainte à la république française, il ne pouvoit douter de son amitié et de sa protection. Vaines et trompeuses promesses! Tandis que le sénat de Lucques s'endormoit sur la foi des traités, on publioit dans le Moniteur une violente diatribe contre l'aristocratie Lucquoise.

On y disoit que, dès le commencement de la révolution d'Italie, les aristocrates de Lucques avoient employé leur infâme politique pour inspirer au peuple la haine de la république française; qu'on avoit institué une magistrature inquisitoriale pour sévir contre tous ceux qui manifesteroient quelque attachement à la France; que les tyrans de Lucques avoient fait usage de toutes les ressources de la

perfidie aristocratique pour tromper le général en chef; que, pour comble de trahison, tandis qu'ils rendoient à madame Buonaparte toutes sortes d'honneurs, ils faisoient répandre le bruit que c'étoit pour la dernière fois qu'ils s'abaissoient devant les enseignes d'un barbare, et que bientôt ils jouiroient du bonheur de voir les hordes françaises fugitives et détruites. Le directoire déclaroit qu'il étoit impossible à la république française de protéger plus longtemps la tyrannie de Lucques, et que, depuis la révolution de Gênes, le bonheur des peuples réclamoit hautement un nouvel ordre de choses.

On envoya, en conséquence, ordre au général Berthier d'entrer à Lucques, et de demander à la république une contribution d'un million. La surprise du sénat fut extrême ; mais il obéit, et les apôtres de la révolution étant venus s'établir à Lucques, il fallut bientôt reconnoître la souveraineté du peuple, renverser la noblesse, et abolir l'ancien gouvernement.

Le sort de la république de Saint-Marin ne fut guère différent. Buonaparte lui avoit envoyé au mois de février M. Monge pour l'assurer de son amitié, lui proposer la protection de la république française, et l'augmentation de son territoire. Les discours avoient été de part et d'autre fort éloquens. La république de Saint-

Marin paroissoit singulièrement flattée d'un honneur qu'elle n'avoit jamais reçu : elle ne vouloit point augmenter son territoire ; mais elle exprimoit le vif désir de resserrer les liens de l'amitié entre elle et la grande nation qui avoit daigné s'apercevoir de son existence. Le député français et les chefs de la république se quittèrent fort satisfaits, et pour donner à la république un gage solennel de sa bonne amitié, Bonaparte lui fit présent de quatre pièces de canon. Tout sembloit donc présager l'avenir le plus heureux, et Saint-Marin paroissoit destiné à rester seul debout sur les ruines des autres républiques. Le directoire en avoit autrement ordonné.

Au mois de juin suivant, le peuple réclama l'exercice de sa souveraineté. La constitution de Saint-Marin étoit à la vérité démocratique, mais on représentoit qu'elle n'en étoit pas moins infectée d'aristocratie ; qu'elle comptoit vingt ou trente familles qui se disoient nobles ; qu'il étoit nécessaire de faire cesser une usurpation si contraire à l'égalité et à la souveraineté nationale, et que les progrès des lumières ne permettoient pas de souffrir plus long-temps un pareil scandale. En conséquence, le peuple, s'étant assemblé, déclara l'ancienne constitution abolie, supprima tous les titres de noblesse, et

adopta en entier les principes qui régissoient la république française.

Ainsi s'étendoit partout l'incendie des principes démagogiques. Amis, ennemis, peu importoit : le directoire confondoit tout dans ses projets de conquête et d'asservissement.

Les cantons suisses possédoient en propriété et gouvernoient quatre bailliages italiens situés au-delà des Alpes. Lugano étoit le plus considérable. Jamais peut-être le gouvernement n'avoit moins pesé que sur ces bailliages : c'étoient de vraies républiques où le peuple avoit des représentans, où l'administration s'exerçoit avec douceur et paternité. Eh bien ! des prédicateurs forcénés, sortis des écoles révolutionnaires de Milan, se répandirent dans les bourgs et les villages de ces heureuses provinces pour y souffler l'esprit d'insurrection. Les habitans jouissoient au plus haut degré de cette liberté, de cette égalité qu'on venoit leur annoncer comme un nouvel évangile ; cependant ils se laissèrent enivrer du poison de ces mots magiques, et bientôt ils ne parlèrent plus que de briser leurs fers, de conquérir leur indépendance, de se donner une constitution fondée sur la liberté et l'égalité. Lugano, Locarno, Bellinzona et Mendrisio furent les villes où cette funeste épidémie se manifesta avec l'énergie la plus effrayante. La gazette de Lugano se dis-

tinguoit précédemment par la sagesse, la décence et l'impartialité; elle devint, en peu de temps, comme celle de Milan, le dépôt des plus fougueuses déclamations de la démagogie.

Pour assurer le succès de ces mouvemens d'insurrection, Buonaparte s'empressa de réclamer auprès des Suisses le droit de navigation sur le lac Lugano. Il prétendoit que ce droit appartenoit aux Lombards, et que les Français étant maîtres de la Lombardie, ils devoient jouir de toutes les prérogatives du peuple conquis. Il soutenoit que le refus qu'on avoit fait d'admettre les bâtimens français étoit une violation manifeste de ces droits, une sorte de déclaration de guerre. Il se plaignoit d'actes de violence, d'insultes faites au pavillon tricolore, et notifioit au gouvernement suisse qu'il alloit établir une croisière sur le lac, et qu'au moindre signe de résistance il sauroit venger l'honneur du pavillon national.

Le gouvernement helvétique, toujours disposé à la paix, incapable d'injustice et de violence, mais également incapable de foiblesse, fit examiner avec un soin particulier les prétentions du général français. On reconnut que les Lombards n'avoient aucun droit sur le lac; et, comme s'il eût été, dans cette affaire, question de justice, on crut qu'une simple résolution suffisoit pour satisfaire le général en

chef. Étrange méprise d'une nation confiante et vertueuse ! Le courroux de Buonaparte ne fit que s'exalter davantage. Il répondit avec toute la hauteur d'un homme accoutumé à parler en despote : « Qu'il voyoit bien que la » Suisse étoit influencée par les ennemis de la » France; que plusieurs cantons avoient publi- » quement manifesté leur haine pour les prin- » cipes de la révolution; qu'ils en avoient » protégé les ennemis; que la république » française avoit bien d'autres griefs contre » l'Helvétie, et notamment contre le canton » de Berne; que si les états helvétiques ne » changeoient pas de conduite, il sauroit bien » les armes à la main obtenir la satisfaction » qu'il demandoit ».

Cette réponse menaçante jeta la terreur dans les cantons. Celui de Berne surtout éprouva les plus vives alarmes, et, pour épargner à la Suisse les horreurs de la guerre et de la révolution, on se hâta d'envoyer auprès du redoutable général une députation chargée de fléchir son courroux. Mais que pouvoit une députation? la guerre étoit décidée. Buonaparte avoit été chargé d'allumer les premiers brandons de la discorde; il fut réservé à un autre d'incendier ces malheureuses contrées.

CHAPITRE XIX.

État de la France pendant les conquêtes d'Italie; adresses des armées au directoire; journée du 18 *fructidor.*

TANDIS que la république étendoit ses conquêtes au dehors, [illegible]e les victoires de ses armées portoient au l[illegible] la gloire du nom français, l'intérieur de [illegible] France étoit livré à tous les déchiremens de l'esprit de faction et de révolte.

Le directoire, jaloux de sa puissance, effrayé de l'avenir, parce qu'il conservoit le souvenir du passé, divisé avec lui-même, également en butte aux jacobins qui regrettoient la licence de 1793, aux républicains qui lui reprochoient son despotisme, et aux royalistes qui aspiroient à le renverser, cherchoit par des efforts multipliés à conserver une autorité fondée par la violence, et désavouée par la nation.

Il ne pouvoit se dissimuler que le vœu public rappeloit au trône cette famille issue de saint Louis et de Henri IV, qu'une faction impie avoit proscrite, et dont l'amour s'étoit conservé dans le cœur de tous les Français.

On voyoit avec horreur les assassins du meilleur des princes, revêtus du manteau royal;

on avoit encore présent à la mémoire ces horribles prisons où la vertu avoit été précipitée ; ces échafauds où le sang le plus pur avoit coulé par torrens.

En vain les directeurs luttoient contre tant d'obstacles, le torrent de l'opinion les entraînoit ; le peuple rendu à la liberté s'étoit donné des représentans dignes de sa confiance, et dépositaires de ses sentimens ; les idées révolutionnaires cédoient aux idées d'ordre, de justice et de bienfaisance ; la raison reprenoit son empire ; la prospérité publique, croissant au milieu de ces nouveaux principes, augmentoit chaque jour les partisans de l'ancienne monarchie et les terreurs du directoire.

Les restes de l'ancienne convention s'épuroient tous les ans, et le corps législatif, renouvelé deux fois, ne comptoit plus dans son sein qu'un tiers de ces hommes de terreur et de sang, que les baïonnettes du 13 vendémiaire avoient conservés sur leurs chaires curules. Deux fois aussi le directoire s'étoit renouvelé, et la dernière élection lui avoit associé un homme étranger aux excès de la révolution, et justement considéré pour ses principes de sagesse et de modération. Ainsi, l'édifice révolutionnaire menaçoit ruine de toutes parts.

Les directeurs ne pouvoient porter sans effroi leurs regards dans l'avenir, et le vieux

tiers de l'assemblée législative, complice des mêmes excès, partageoit les mêmes alarmes. Quel sort le temps leur réservoit-il en effet? Si le vœu national rappeloit au trône le légitime héritier de Louis XVI, à quels périls ne devoient pas s'attendre des hommes qui avoient accumulé sur leurs têtes tant de haines, de ressentimens et de mépris!

Dans l'agitation de ces pensées, ils songeoient à sortir du danger par une de ces mesures révolutionnaires qui les avoient servi si heureusement au 31 mai et au 13 vendémiaire; mais l'exécution de ce projet n'étoit pas sans difficulté, les députés des deux nouveaux tiers jouissoient d'une grande considération; ils ne sembloient, dans toutes leurs délibérations, animés que de l'amour du bien public. La représentation nationale comptoit dans son sein des hommes non moins distingués par la noblesse de leur caractère que par l'éclat de leurs services; c'étoit sous la présidence du général Pichegru que le conseil des cinq cents avoit ouvert ses séances. Les armées du Rhin et de la Moselle gardoient avec respect le souvenir de ses exploits; les soldats s'honoroient d'avoir servi sous ses ordres; les plus habiles capitaines se glorifioient d'être ses élèves ou ses amis.

L'armée d'Italie, seule, commandée par un homme nouveau, étranger à toute autre con-

sidération qu'à celle de la fortune, prêt à tout entreprendre pour servir son ambition, composée de soldats nourris dans les maximes révolutionnaires, exaltés par la victoire, et ne connoissant d'autre autorité que celle de leur chef; cette armée seule pouvoit entrer dans les vues du directoire. Mais il falloit, en s'assurant de son appui, se mettre en garde contre ses entreprises; car le directoire ne redoutoit pas moins les desseins de Buonaparte, que les projets des royalistes. Lui-même il n'ignoroit pas que sa destitution avoit été prononcée quelques mois auparavant, et peut-être n'attendoit-il que l'occasion de se venger. Il suffisoit d'observer sa conduite pour se convaincre qu'il devoit se détacher incessamment du système révolutionnaire, et qu'il ne s'en servoit que comme d'un instrument propre à accomplir ses ambitieuses résolutions; il étoit à craindre qu'il ne secondât le gouvernement au-delà de ses intentions, et qu'après avoir délivré le directoire de la rivalité des conseils, il ne délivrât la nation de l'autorité du directoire.

Mais il est des circonstances où les partis les plus opposés se concilient, où les intérêts les plus divers se rapprochent et se confondent; le directoire ajourna ses terreurs, et Buonaparte son ressentiment. Trop habile pour compromettre ses destins, il sentoit

bien que l'heure n'étoit pas arrivée de s'élever à l'autorité suprême, la gloire de ses rivaux y mettoit trop d'obstacles : Pichegru, Moreau, Hoche, jouissoient encore d'une trop haute réputation; il falloit attendre que l'art et le temps minassent ces grands édifices.

D'ailleurs son amour-propre s'irritoit des diatribes sanglantes se permettoient contre lui les journaux opposés au parti révolutionnaire (1). Son caractère altier ne pouvoit sou-

---

(1) De toutes ces diatribes, aucune ne dut exciter plus vivement ses alarmes et son ressentiment, que l'article suivant, inséré dans la Chronique de Paris.

« A quels périls la république n'est-elle pas exposée, » lorsqu'à la tête des armées est un homme qui exerce » le pouvoir absolu d'un dictateur, se moque des lois, » brave l'autorité à laquelle il doit être soumis, ne re- » connoît aucun frein, et satisfait, sans opposition et » sans danger, les plus sanglans caprices? Je parle de » Buonaparte, qui non-seulement est un citoyen dan- » gereux, mais encore un tyran cruel. Je laisse l'homme » féroce pour ne démasquer que l'homme dangereux. Il » ne pourra plus rien du moment qu'il ne sera plus rien; » et le seul devoir que j'aie maintenant à remplir, est de » faire connoître les vues politiques de ce soldat auda- » cieux, qui réunit la vanité d'un enfant à l'atrocité » d'un démon.

» Certes, on ne peut refuser des talens à Buonaparte; » ses succès parlent pour lui. Ses victoires sont trop ré- » centes et trop utiles pour qu'on y cherche des causes

rir aucune contradiction, et quand le direc-
oire sonda ses dispositions, il le trouva tout
rêt à le servir.

Le plan du directoire étoit concerté avec
dresse. Dès l'époque des élections, on s'étoit
ppliqué à diffamer les opérations du peuple,
n supposant l'intervention ou l'influence du
oyalisme. Les journaux affidés au gouverne-
ment ne cessoient de répandre des alarmes sur
'avenir, et de calomnier les hommes les plus

» extraordinaires. Il combat comme Alexandre, et né-
» gocie comme Philippe; mais il est citoyen à la manière
» de César. C'est à la manière de César qu'il aime l'éga-
» lité, et c'est avec tout le mépris qu'avoit César pour
» le sénat de Rome, que Buonaparte parle du gouver-
» nement actuel de la France.

» C'est Gustave au milieu des combats; mais, comme
» Gustave, il veut un trône pour s'y placer lui-même,
» et une couronne pour en orner sa tête. Les satrapes
» du grand roi eurent moins de puissance, et montrè-
» rent sûrement moins d'insolence dans l'exercice de
» leur pouvoir, que n'en montre Buonaparte.

» Buonaparte a un plan, et la place qu'il occupe n'est
» pour lui qu'un moyen de l'exécuter. Il sait que sans
» argent on ne peut rien faire, et il emploie tous les
» moyens de se former un trésor. Outre les contribu-
» tions qu'il exige, et dont il dispose, il se fait donner
» des sommes énormes pour lui-même, et s'attribue gé-
» néralement tout ce qui peut lui convenir dans la spo-
» liation des pays qu'il dévaste : tout l'argent pris est

dignes de la confiance publique. On répandoit dans les provinces, dans les armées, des pamphlets satiriques contre les députés les plus distingués des deux chambres ; on y désignoit surtout le nouveau tiers comme un assemblage de conjurés résolus d'opérer la contre-révolution. On éveilloit les sollicitudes des acquéreurs des biens [illegible]ux, des fonctionnaires républicains, des pr[illegible]s constitutionnels. On effrayoit le peuple du [illegible]tour des corvées, des aides, des dîmes, de la gabelle et de toutes les plaies de l'ancien régime. Les associations révolutionnaires disséminées sur tous les points

---

» remis entre les mains de plusieurs banquiers, à Gênes, » à Livourne, à Venise. Déjà des sommes très-consi- » dérables ont été envoyées en Corse.

» Buonaparte ravage l'Italie, 1°. pour s'enrichir; 2°. » pour la républicaniser à sa manière; 3°. pour fonder » une république fédérative, et se former, de tous ces » pays, un état dont il seroit le protecteur. C'est au di- » rectoire à examiner tout ceci. On a dû lui faire passer » de plus amples détails. Qu'il songe à la hauteur avec » laquelle il est traité par Buonaparte; qu'il pèse toutes » les circonstances de son commandement et de ses ac- » tions; et, s'il le juge un républicain, il faut convenir » que la république est une étrange chose ».

Cette courageuse diatribe produisit un effet extraordinaire dans le public. Le directoire affecta d'en poursuivre l'auteur; mais il est probable qu'il fut fort aise de le sauver.

a France, étoient dans une activité per-
ıelle. On n'entretenoit les esprits que de
ıpirations : tantôt c'étoit celle des drapeaux
cs, tantôt celle de l'abbé Brotier qui, avec
ooo fr. et le secours de quelques journalis-
prétendoit rétablir le roi sur le trône.
es députés se rassembloient à Clichy; Cli-
devint l'objet des plus odieuses et des plus
ntes déclamations. Les fonctions admi-
·atives et judiciaires étoient remplies par
hommes ennemis du despotisme et de
terreur. Les patriotes des départemens
nt chargés de les dénoncer comme des
ıans, des agens de contre-révolution, des
ıpirateurs royaux. Bientôt les administra-
s et les tribunaux ne furent plus peuplés
de vétérans de la révolution, de patriotes
tés, restes des anciens comités révolution-
·es; on n'entendit plus que des cris d'insur-
ion contre les *deux tiers*, qui vouloient ra-
ner les institutions féodales, et livrer le
ple à ses tyrans. Les conseils n'étoient pas
s inquiétude; mais ils se voyoient soutenus
la majorité de la nation : le directoire étoit
isé en deux partis; MM. Carnot et Barthélemy
oient publiquement pour les deux chambres.
se flattoit de détacher le directeur la Ré-
llère, ou d'éloigner Barras; on se rassuroit
la haute considération dont jouissoit le gé-

néral Pichegru ; et le résultat de toutes les délibérations dans les réunions privées étoit, *ils n'oseront pas*.

Cependant ils osèrent. Le 14 juillet, Buonaparte célébroit à Milan l'anniversaire de la révolution française. La fête avoit été annoncée par une proclamation solennelle, et la proclamation, en rappelant les efforts de la patrie et des armées pour la conservation de la liberté, déclaroit que la liberté étoit en danger, et qu'elle réclamoit l'assistance de ses braves défenseurs.

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire du » 14 juillet. Vous voyez devant vous les noms » de vos compagnons d'armes morts au champ » d'honneur pour la liberté de la patrie. Ils » vous ont donné l'exemple. Vous vous devez » tout entiers à la république ; vous vous devez » tout entiers au bonheur de trente millions de Français ; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un » nouvel éclat par vos victoires.

» Soldats, je sais que vous êtes vivement » affectés des malheurs qui menacent la patrie ; » mais la patrie ne peut courir de dangers » réels. Les mêmes hommes qui l'ont fait » triompher de l'Europe coalisée, sont là. Des » montagnes nous séparent de la France ; vous » les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il

» le falloit pour maintenir la constitution, dé-
» fendre la liberté, protéger le gouvernement
» et les républicains.

» Soldats, le gouvernement veille sur le dépôt
» des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès
» l'instant qu'ils se montreront, auront vécu.
» Soyons sans inquiétude, et jurons par les
» mânes des héros qui sont morts à côté de
» nous pour la liberté, jurons sur nos nou-
» veaux drapeaux, *guerre implacable aux en-*
» *nemis de la république et de la constitution*
» *de l'an* III. »

L'armée ne manqua point de répondre à l'appel de son général. Les camps retentirent d'hymnes en l'honneur de la liberté, et d'imprécations contre ses ennemis.

Des cris de mort se mêlèrent à la joie des banquets, et dès le lendemain des adresses menaçantes succédèrent aux chants patriotiques.

« C'est avec indignation, disoit l'état-major,
» que nous avons vu les intrigues du royalisme
» vouloir menacer la liberté; nous avons
» juré de maintenir la constitution de l'an III,
» de défendre la liberté, de soutenir le gou-
» vernement et les républicains; nous avons
» juré, par les mânes des héros morts pour
» la patrie, guerre implacable à la royauté
» et aux royalistes. Tels sont nos sentimens et

» ceux des patriotes : qu'ils se montrent, les » royalistes, et ils auront vécu!

Cette adresse étoit signée du général A. Berthier; les autres étoient rédigées dans le même esprit : mais la plus remarquable étoit celle de la 29e. demi-brigade d'infanterie : elle étoit datée de Mantoue, le 10 thermidor, et adressée au directoir Il faut la citer pour donner une idée du fanatisme et de la démence de ces temps.

« Citoyens directeurs, de tous les animaux » produits par le caprice de la nature, le plus » vil est un roi; le plus lâche, un courtisan; et » le pire de tous, un prêtre.

» Quel sentiment a dû animer la 29e. demi- » brigade d'infanterie légère, lorsque son » oreille a été frappée des cris de sa patrie? » Celui d'une vengeance terrible! Quoi! des » scélérats marchandent, négocient, met- » tent à prix notre liberté! Il faut un roi, » disent-ils; eh bien, va, cours, tu en trouve- » ras en Allemagne et ailleurs. Tu désires un » maître, nous n'en voulons d'autre que la » loi. Si les coquins qui troublent notre chère » France ne sont pas bientôt écrasés par les » moyens que vous possédez, appelez l'armée » d'Italie, appelez la 29e. légère; elle aura » bientôt, à coups de baïonnettes, chassé, ba-

» layé chouans, caratistes, Anglais, etc. Tout » fuira devant leurs fronts redoutables : armés » par la justice, notre victoire est certaine. » Oui, citoyens directeurs, oui, nous jurons » de poursuivre ces faux frères, ces assassins, » jusque dans la garde-robe de leur digne pa- » tron Georges III, et nous finissons par vous » assurer que le club de *Clichy* subira le » même sort que celui du *Rincy* ».

Ces nobles modèles d'éloquence républicaine furent adressés à toutes les administrations de France, et portés à Paris par le général Augereau ; mais le directoire avoit encore quelques raisons pour en différer la publication. Il falloit, pour l'exécution de ses desseins, faire marcher des troupes sur Paris, et la constitution avoit fixé un rayon au-delà duquel il n'étoit pas permis aux armées de s'avancer. Le directoire eut recours à ses ressources ordinaires. Il appela des départemens cette foule d'hommes sans fortune, sans principes et sans aveu, qu'il avoit armée au 13 vendémiaire, et qui n'attendoit que l'occasion de ressaisir le poignard qu'on avoit fait tomber de ses mains. Il fit entrer en secret, et sous divers déguisemens, des soldats de différentes armes, et se disposa à frapper le coup qui devoit ramener la terreur sur la France, et, sous le nom de la

liberté, la soumettre de nouveau à la tyrannie révolutionnaire.

Mais, quelque soin qu'il prît de se cacher, ses desseins se déceloient de toutes parts. Les deux directeurs fidèles à la constitution n'ignoroient rien de ce qui se passoit, et s'occupoient à en prévenir les effets. La marche des troupes n'étoit plus un secret dans les départemens; les conseils recevoient chaque jour des avertissemens. On délibéroit à Clichy, mais la crainte de violer les formes constitutionnelles rendoit les délibérations lentes et timides. On prétendoit triompher de la force des baïonnettes par la force de l'opinion et la puissance des lois. On rendit des décrets; on ordonna l'organisation de la garde nationale; on chargea un comité de présenter des mesures de salut public. Qui le croiroit? la commission proposa sérieusement de sauver la patrie en fixant, par douze poteaux, le rayon constitutionnel.

Cette résolution des conseils indigna le public et égaya le directoire. C'étoit lui donner le secret de leur foiblesse, et augmenter sa confiance. Dès lors il ne dissimula plus : les troupes franchirent en riant le rayon constitutionnel, entrèrent à Paris sous les yeux des députés, annoncèrent hautement le motif de leur arrivée, et convainquirent enfin les représentans du peuple que l'opinion

blique, sans canons et sans armes, étoit une uvaise garantie, et que, de tous les droits, lroit du plus fort étoit toujours le plus sûr. a vue des préparatifs formés contre eux, les ɔutés les plus braves furent frappés d'effroi, :essèrent de coucher chez eux.

Cependant on savoit chaque jour ce qui se soit dans le conseil des insurgens; le géné- Danican, de retour à Paris, avoit trouvé noyen de s'introduire dans une réunion de ɔbins, sous le nom de Ranci : l'assemblée enoit à l'Estrapade, chez un révolutionnaire mmé Cardinaux. Plus de deux cents initiés réunissoient. Le général instruisoit les con- ls, heure par heure, de ce qui se tramoit ıtre eux. Le jour fatal approchoit, et l'on toit enfin la nécessité de prendre un parti ırageux. Un député du conseil des Cinq- ıts devoit dévoiler tout le complot à la tri- ıe de l'assemblée; un des complices de la ıspiration consentoit à être nommé; la perte trois directeurs sembloit assurée. Rien de ıt cela n'eut lieu. Je ne sais quelle stupeur ɔit frappé les hommes les plus distingués par ır courage et leur esprit; la veille du 18 ctidor, le général Pichegru sembloit anéanti; fut impossible de lui arracher une parole. rsonne ne pouvoit se rendre compte de cette :oncevable immobilité; on crut depuis qu'il

attendoit des instructions du roi, et qu'il espéroit les recevoir encore à temps. Il se trompa.

Le lendemain, l'appareil des armes, la force publique déployée dans les rues, sur les ponts, aux barrières, autour des salles du corps législatif, annonça à la représentation nationale qu'il ne lui restoit plus d'autre existence que c que le direct ouloit bien lui conrver.

Pendant la nuit, le néral Augereau avoit té, par ordre du ectoire, les membres conseils q ient le comité des insteurs de l C ient le général Pichegru, les tans Aubry, Willot, Delarue, etc. On it également assuré de la personne du directeur Barthélemy; Carnot, averti à temps, avoit pris la fuite. Les membres des conseils, complices du directoire, se réunirent à la salle de l'Odéon et aux Écoles de Médecine, prêts à décréter ce que le triumvirat leur prescriroit. On confirma toutes les mesures du directoire, on annula les élections de quarante-neuf départemens; et, sur la proposition d'une commission formée dans la matinée, on condamna à la déportation quarante et un membres du conseil des Cinq-cents, et treize du conseil des Anciens (1). On comprit dans la même pros-

(1) Les députés qui formoient cette liste honorable étoient, pour le conseil des Cinq-cents: MM. Aubry, Aimé,

cription les deux directeurs Carnot et Barthélemy, le ministre de la police Cochon, les généraux Miranda et Morgan, le commandant des grenadiers du corps législatif (Ramel); l'abbé Brotier, M. de la Villeurnois, Duverne de Prêle, M. Suard de l'académie française, M. d'Ossonville, inspecteur de la police, et l'ex-conventionnel Mailhe. Le lendemain, la proscription tomba sur les écrivains qui s'étoient signalés par leur zèle contre le despotisme du directoire et le régime révolutionnaire. Quarante-deux journaux furent supprimés (1), et leurs auteurs, rédacteurs, proprié-

---

Bayard, Boissy-d'Anglas, Borne, Bourdon de l'Oise, Cadroi, Couchery, Delahaye, Delarue, Doummer, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-des-Molières, Henry-de-la-Rivière, Imbert-de-Colomès, Camille Jordan, Jourdan des Bouches-du-Rhône, Gau, La Carrière, Le Marchand de Gomicourt, Lemerer, Demersan, Madier, Maillard, Noailles, André de la Lozère, Mac-Curtain, Pavie, Pastoret, Pichegru, Polissart, Praire-Montaut, Quatremère de Quincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, De Vaublanc, Villaret de Joyeuse, Willot.

Pour le conseil des anciens : MM. Barbé de Marbois, Dumas, Ferrant-de-Vaillant, Laffond-de-Ladebat, Laumont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère, Tronçon-du-Coudray et Blain.

(1) C'étoient *le Mémorial*, *le Messager du Soir*, *le Miroir*, *les Nouvelles politiques*, *l'Observateur de l'Europe*, *Perlet*, *le Petit Gauthier*, *le Postillon des Armées*,

taires, entrepreneurs, directeurs, condamnés à la déportation. On comptoit parmi les gens de lettres attachés à la rédaction de ces feuilles, des hommes d'un mérite distingué, tels que MM. Delaharpe, de Fontanes, de Vauxcelles, l'abbé de Boulogne, l'abbé Sicard, Michaud, Sourignère, Gallais, Richer de Serisy; et plusieurs d'entre eux avoient déjà subi la proscription du 13 vendémiaire. On livra aux tribunaux la plupart de ceux qui ne furent point compris dans cette liste, et l'auteur de ces mémoires eut cet honneur.

Ces mesures violentes, qui rappeloient les proscriptions de 1793, jetèrent la capitale, et bientôt toute la France, dans la consternation. Le directoire se hâta de justifier sa conduite en

---

le Précurseur, la Quotidienne, les Rapsodies, le Spectateur du Nord, le Tableau de Paris, le Thé, la Tribune publique, le Véridique, l'Argus, les Annales Catholiques, les Actes des Apôtres, l'Accusateur public, l'Anti-Terroriste, l'Aurore, le Censeur des Journaux, le Courrier de Lyon, le Courrier extraordinaire, le Courrier républicain, le Cri public, le Défenseur des vieilles Institutions, le Déjeuner, l'Écho, l'Éclair, l'Europe littéraire, la Gazette française, la Gazette universelle, le Grondeur, l'Impartial Bruxellois, l'Impartial Européen, l'Invariable, le Journal des Journaux, le Journal des Colonies, le Journal Général de France, l'Abréviateur universel.

adressant à la nation une sorte de manifeste où il exposoit les motifs de cette nouvelle révolution.

Il accusoit les membres des deux conseils d'avoir formé le dessein de renverser la république et de rétablir le trône des Bourbons. Il s'appuyoit des révélations faites par Duverne de Prèle contre le général Pichegru, et des pièces trouvées dans le portefeuille de M. le comte d'Entraigues. Ce gentilhomme français avoit été arrêté à Trieste dans les premiers jours de juin : il étoit attaché à la légation russe, et muni, en cette qualité, d'un passe-port du ministre français Villetard. Il étoit en pays étranger ; les lois sur l'émigration ne lui étoient point applicables : cependant on se saisit de sa personne, on s'empara de ses papiers, on le conduisit prisonnier à Milan. Son portefeuille ne renfermoit rien de sérieux ; c'étoient des morceaux de littérature, quelques pièces de vers, de la musique, etc. Le directoire fit annoncer que le portefeuille de M. d'Entraigues étoit de la plus haute importance pour le salut de la république ; qu'il contenoit les preuves évidentes d'une vaste conspiration ourdie contre le gouvernement ; qu'il démontroit jusqu'à l'évidence la complicité des députés et des journalistes frappés le 18 et le 19 fructidor, et qu'en joignant ces pièces aux déclarations de Duverne de Prèle, à la correspondance de Le Maître,

saisie deux ans auparavant (1), aux actes du procès de l'abbé Brotier et de M. de la Villeurnois, il ne pouvoit plus rester de doute sur les desseins des conjurés. Il étoit d'autant plus difficile de repousser ces accusations, que d'Entraigues s'étoit soustrait à ses gardiens, ne pouvoit par conséquent s'expliquer sur l'authenticité de ces papiers. Mais on disoit au directoire : Si la correspondance de Le Maître vous a convaincus, à l'époque du 13 vendémiaire, que les représentans du peuple, dont on accuse aujourd'hui la fidélité, étoient réellement des conspirateurs, pourquoi ne les avoir pas traduit alors devant les tribunaux? pourquoi n'invoquer cette correspondance si précieuse que deux ans après l'avoir saisie? Pourquoi avez-vous reçu dans votre sein l'ambassadeur Barthélemy, complice de la conjuration? Pourquoi avoir conservé auprès des cantons suisses un ministre qui n'aspiroit qu'à vous renverser? En vérité, Messieurs, vous avez

(1) M. Le Maître étoit un ancien secrétaire général des finances. Il fut arrêté en 1795, saisi de pièces relatives au rétablissement de la maison de Bourbon. On prétendoit que ces pièces inculpoient tous ceux qui s'étoient déclarés au 13 vendémiaire contre la convention. On n'eut jamais aucun doute sur la fausseté de ces pièces. L'accusé fut livré à une commission militaire, et condamné à mort.

trop de bienveillance. Vous alléguez les déclarations d'un de vos prisonniers, nommé Dunan ou Duverne de Prêle (selon qu'il lui convient); mais, de bonne foi, quelle confiance voulez-vous que nous inspire un homme qui vient trahir le parti qu'il a servi, accuser ses complices, et racheter sa liberté par la plus lâche et la plus insigne perfidie? Ou Duverne est un homme de bien, et alors il ne pouvoit livrer ses amis à la vengeance du parti révolutionnaire; ou c'est un scélérat, et ses dépositions ne méritent plus aucune croyance (1). Quant aux pièces trouvées dans le portefeuille de M. d'Entraigues, si elles sont authentiques comme vous le prétendez, pourquoi ne les avoir pas fait reconnoître par les accusés? pourquoi leur avoir refusé l'appui des lois? pourquoi n'avoir produit contre eux aucun témoin? Pourquoi vous être enfin constitués tout à la fois accusateurs, jurés, juges et parties?

Voilà ce que la justice et la raison opposoient aux directeurs. Mais ils répondoient à tout avec des soldats, des baïonnettes, et la lâche complicité des députés jacobins qui restoient

(1) On accusoit Duverne de Prêle de vivre dans un commerce infâme avec sa propre sœur. Il avouoit lui-même qu'il l'avoit fait passer pour sa femme.

aux deux conseils. Quelques jours après le 18 fructidor, la France vit transporter dans une cage de fer l'élite de ses représentans, et parmi eux, cet illustre général vainqueur de la Hollande, que ses victoires et ses vertus avoient rendu cher à sa patrie et célèbre dans toute l'Europe. L'indignation étoit à son comble, mais la terreur retenoit tous les bras; et la nation, encore une fois asservie, se vit réduite à attendre de l'avenir une meilleure destinée.

Cependant, des écrivains prêts à louer tous les gouvernemens, pourvu que les gouvernemens leur assurent des places et des richesses, vantoient la sagesse et l'humanité du directoire; et, dans une fête où l'on plantoit l'arbre de la liberté, l'on entendit M. B. Constant exalter ces hautes vertus.

« Les préjugés, disoit-il, l'orgueil, la cupidité, la vengeance, la superstition, toutes les » passions ignobles ou furieuses, se sont ralliées » autour de l'idée d'un roi ».

L'orateur indiquoit ensuite au directoire les mesures qui lui restoient à prendre pour consolider son glorieux ouvrage.

« Il ne faut pas que sur toute l'étendue de » la république il se trouve, dans une fonction » quelconque, depuis l'administrateur muni- » cipal de la plus petite commune jusqu'aux » dépositaires suprêmes de l'autorité exécu-

» tive, depuis le commis le plus subalterne du » bureau le plus obscur jusqu'au ministre » chargé de la gestion la plus importante, un » seul homme qui ne soit solidaire de la liberté » républicaine, qui n'ait contracté envers elle » d'indissolubles engagemens, qui ne porte » dans son âme la confiance de sa force, la » certitude de sa durée, et l'abandon du plus » entier dévouement pour elle ».

Enfin, terminant par une péroraison digne de ces beaux temps, il disoit : « Non, ce n'est » pas la puissance d'une assemblée qui s'est vue » détruite, ce ne sont pas trois hommes qui » en ont asservi sept cents, ce n'est pas la force » armée qui a subjugué les mandataires de la » nation ; c'est le sentiment patriotique qui a » démêlé la contre-révolution dans une faction » qui dominoit les conseils, comme ils l'a- » voient jadis démêlée dans les projets de la » cour ».

Il est constant que Buonaparte avoit eu la plus grande part à la journée du 18 fructidor. Il y trouvoit l'occasion de satisfaire sa jalousie contre Pichegru, sa haine contre Aubry, ses ressentimens contre les gens de lettres attachés à la rédaction des journaux. C'étoient des officiers de l'armée d'Italie qui présidoient à l'exécution des ordres du directoire. On avoit confié au général Augereau le commandement de la division militaire de Paris, celui de la ville

au général Verdière, et celui de l'artillerie au général Dommartin.

On a rapporté plus haut la proclamation de Buonaparte pour la fête du 14 juillet. A la suite de cette proclamation, il rassembla dans un banquet somptueux l'élite des officiers et soldats de son armée et l'on y porta les toasts suivans : *A la constitution de l'an III; au directoire exécutif, qu'il anéantisse les contre-révolutionnaires qui ne se déguisent plus!* Ce toast étoit celui du général A.-Berthier. Celui du général Lannes fut plus expressif : *A la destruction du club de Clichy. Les infâmes! ils veulent encore des révolutions! que le sang des patriotes qu'ils veulent assassiner retombe sur eux!*

L'adresse du chef de brigade L...e, commandant l'infanterie légère, ne respiroit que le carnage : « Tremblez, vils soutiens du des-» potisme, prêtres infâmes, sacriléges sicaires » royalistes, demandez à la terre qu'elle vous » engloutisse! Il n'y a plus de pitié pour vous; » nous vous avons jugés à mort; c'est une » heure épouvantable qui sonnera, nous pas-» serons comme la foudre, etc. »

On eût dit que l'esprit de Marat étoit passé dans les camps d'Italie; mais la plupart des adresses avoient été rédigées par le directoire lui-même. Il crut se sauver par la journée du 18 fructidor, il ne fit que préparer sa perte.

CHAPITRE XX.

Suite du 18 fructidor ; troubles dans l'intérieur; embarras du Directoire ; Buonaparte est chargé du commandement des provinces méridionales.

La journée du 18 fructidor, en privant la France de l'élite de ses représentans, fit disparoître les dernières traces de justice et d'humanité. On vit, au nom de la liberté, reparoître toutes les horreurs de la tyrannie. L'esprit de 1793 sembla rentrer dans le sein des deux conseils, et les représentans du peuple ne se distinguèrent plus que par une déplorable émulation de servitude et de cruauté.

Usurpant le pouvoir suprême, le Directoire couvrit les murs de la capitale de lois de terreur et de sang. Un décret condamna à être fusillé, sur-le-champ, quiconque parleroit de la royauté, de la constitution de 1793 et de la maison d'Orléans. On enjoignit, sous la même peine, à tout Français inscrit sur une liste d'émigrés, de quitter Paris dans l'espace de vingt-quatre heures, et la France dans quinze jours. Plusieurs infortunés, qui n'avoient eu aucune connoissance de la loi, ou ne l'avoient regar-

dée que comme une mesure comminatoire, furent impitoyablement mis à mort.

On prescrivit aux prêtres, aux fonctionnaires publics, aux employés du gouvernement, un serment de haine à la royauté et d'amour à la république : comme si les affections du cœur étoient à la disposition de l'esprit. On autorisa le Directoire à déporter, à son gré, tous les ministres du culte qui lui paroîtroient troubler l'ordre public (1). On ordonna les visites domiciliaires pour découvrir les proscrits fugitifs, et l'on condamna à la peine de mort quiconque ne se soumettroit point à l'arrêt de sa déportation. Les mesures les plus atroces furent proposées contre les nobles, les privilégiés et tous les Français qu'on pouvoit soupçonner de haine pour la tyrannie républicaine. Le député Boulay D. L. M.

---

(1) Cette loi fut exécutée avec tant d'équité, qu'on expédia pour la Guiane, en qualité de prêtres, de malheureux paysans qui avoient porté la soutane aux cérémonies de l'église, de pauvres chantres de village qui avoient femme et enfans. L'auteur de ces mémoires fit rendre à sa famille un vigneron du village de Thorigny, retenu comme prêtre dans les prisons d'Auxerre, et confondu avec les assassins et les voleurs, parce qu'il n'avoit pas le moyen de payer sa nourriture et son lit dans la maison d'arrêt.

n'hésita pas à déclarer que la république n'avoit qu'un moyen de salut, celui de se défaire de tous ses ennemis; qu'il falloit ou les tuer ou les déporter : que les déporter étoit le parti le plus sage (1). Il proposa, en conséquence, au nom d'une commission spéciale, la déportation générale de toute la haute noblesse, et l'interdiction de toute la noblesse du second ordre.

Merlin de Douai et François de Neufchâteau

---

(1) On peut voir les débats à ce sujet dans le Moniteur de l'an 5 et de l'an 6, n.os 53, 5, 6, 7, 8, 27, 28, 31, 32. L'on n'exagère rien ici. Ce Boulay D. L. M. avoit été nommé membre du corps législatif par les électeurs de Nanci. Il exerçoit dans cette ville la profession d'avocat, et jusqu'à sa nomination, il avoit paru fort attaché à la cause de la noblesse et des gens de bien. Mais ses vertus firent naufrage à la table du directoire, et, depuis son élection, il ne sembla plus occupé que d'une pensée, celle de conquérir la faveur des chefs du gouvernement. Il est du nombre de ces grands républicains, de ces ennemis implacables des nobles, qui n'ont point hésité à se décorer de cordons et de titres sous l'empire de Buonaparte. Il est constant qu'on délibéra deux fois si l'on ne feroit pas fusiller tous les députés arrêtés, et qu'ils ne dûrent la vie qu'aux représentations du directeur la Réveillère, et d'un chef de division de la police nommé *Dondeau*, qui depuis fut ministre de la police.

remplacèrent au directoire Carnot et Barthélemy. La terreur devint générale (1).

Des députés qui avoient vécu dans l'intimité des proscrits, se firent un honteux mérite de nier leur amitié, ou d'aggraver leur malheur par de lâches accusations; et, pour comble d'opprobre, on trouva jusque parmi les victimes elles-mêmes des êtres assez dégradés pour baiser la main qui les frappoit, et louer la justice et la clémence de leurs bourreaux. Les âmes les plus élevées n'échappèrent point à la contagion générale. Jusqu'au jour de sa chute, le général Pichegru n'avoit trouvé que des admirateurs; il trouva des défections au milieu même de ses amis : le bras qui sembloit devoir le soutenir, fut le premier à l'accabler, et la France douta long-temps que le général Moreau eût écrit au directoire et adressé à son armée les lettres et la proclamation, dont les mémoires de ce temps ont conservé le déplorable souvenir (2).

---

(1) La justice oblige de dire que si M. François de Neufchâteau commit un acte de foiblesse en acceptant la place de directeur, il ne se montra nullement partisan des mesures tyranniques, et que l'on trouva en lui un magistrat doux et paisible.

(2) La lettre étoit datée du 19 fructidor, et adressée au directeur Barthélemy. Le général Moreau y rappeloit qu'

C'étoit le 4 septembre qu'on avoit transféré au Temple les députés proscrits. Plusieurs d'entre

---

avoit saisi la correspondance du général Kinglin, composée de deux ou trois cents lettres. Il ajoutoit qu'il étoit d'abord décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance; mais que voyant à la tête des partis un homme qui, dans une place éminente, jouissoit de la plus grande confiance, il avoit cru devoir en prévenir le directoire pour que l'on pût faire éclairer ses démarches, et s'opposer aux coups funestes qu'il vouloit porter à son pays. Il finissoit par ces mots :

« J'avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infini-
» ment de vous instruire d'une pareille trahison, d'autant
» plus que celui que je vous fais connoître a été mon ami,
» et le seroit encore, s'il ne m'étoit connu; je veux par-
» ler du représentant du peuple Pichegru. Il n'y a que
» la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en
» votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis.
» Les preuves en sont plus claires que le jour, mais je
» doute qu'elles puissent être judiciaires ».

La proclamation étoit d'un ton plus décidé.

« Soldats,

» Je reçois à l'instant la proclamation du directoire,
» du 18 de ce mois, qui apprend à la France que Piche-
» gru s'est rendu indigne de la confiance qu'il a si long-
» temps inspirée à toute la république, et surtout aux
» armées.

» On m'a également instruit que plusieurs militaires,
» trop confians dans le patriotisme de ce représentant,
» d'après les services qu'il a rendus, doutoient de cette
» assertion. Je dois à mes frères d'armes, à mes conci-

eux avoient autrefois pris part au funeste procès de Louis XVI. En revoyant le lieu d'où ce prince n'étoit sorti que pour aller à la mort, ils ne purent se défendre d'un sentiment profond de douleur et de repentir. Un d'entre eux (Revère), en approchant de la chambre de cet infortuné monarque, se sentit repoussé comme par une main invisible : il se couvrit les yeux, et recula avec effroi en se frappant le front.

Aucune victime ne chercha à se soustraire au sacrifice. Plusieurs étoient d'un âge avancé, d'autres laissoient en France une femme et des enfans chéris : ils s'élevèrent tous au-dessus des foiblesses de l'humanité, et supportèrent avec un admirable courage un malheur plus grand peut-être que la mort même.

La garde des députés avoit été confiée au gé-

» toyens, de les instruire de la vérité. Il n'est que trop » vrai que Pichegru a trahi la confiance de la France en- » tière. J'ai instruit un des membres du directoire, le » 17 de ce mois, qu'il m'étoit tombé entre les mains une » correspondance avec Condé et d'autres agens du pré- » tendant, qui ne laissoit aucun doute sur cette tra- » hison. Le directoire vient de m'appeler à Paris, et dé- » sire sûrement des renseignemens plus étendus sur cette » Correspondance.

» Soldats, soyez calmes et sans inquiétude sur les évé- » nemens de l'intérieur. Croyez que le gouvernement, » en comprimant les royalistes, veillera au maintien de » la constitution républicaine que vous avez juré de dé- » fendre ».

néral D..... C'étoit un misérable récemment sorti du bagne de Toulon, où il avoit été condamné par un conseil de guerre, pour vol, meurtre et incendie dans la Vendée. Une figure farouche répondoit à une âme plus farouche encore, *monstrum nullâ virtute redemptum.*

Il fut chargé de conduire les victimes à Rochefort, avec une escorte de six cents hommes et deux pièces de canon. Il seroit impossible de décrire tous les actes de férocité qu'il commit à leur égard. Le 8 septembre, à deux heures du matin, ils montèrent dans des cages de fer, et traversèrent tout Paris pour sortir par la barrière d'Enfer et prendre la route d'Orléans. D..... eut la lâche cruauté de faire arrêter les voitures devant le palais des directeurs, afin que les valets de ces premiers magistrats pussent se repaître de cet odieux spectacle. Quelques membres jacobins du conseil des cinq-cents, qui tenoient leur séance à l'Odéon, ne rougirent point de venir les insulter. Ils partirent de Rochefort le 21 septembre, jour anniversaire de la fondation de la république, après avoir éprouvé sur la route toutes les humiliations, tous les tourmens que pouvoit leur faire essuyer leur féroce conducteur (1).

(1) Ce ne fut point D..... qui les accompagna jusqu'à Rochefort; il avoit été lui-même arrêté en route par

Lorsque, au 21 mai 1793, le parti de la montagne avoit exécuté, contre celui de la Gironde, le même attentat que venoit de se permettre le directoire, presque toute la France prit les armes; la Normandie, l'Anjou, le Maine, le Lyonnois, la Provence, le Languedoc, on-

---

ordre du directoire, pour les vols et pillages qu'il commettoit tous les jours. On trouva sur lui huit cents louis qui lui avoient été remis pour les frais du voyage, et qu'il s'étoit appropriés. Il fut remplacé par l'adjudant-général G....., homme d'une âme aussi impitoyable que D..... Les députés arrêtés le 18 fructidor, et conduits au Temple, étoient au nombre de treize : MM. Rovère, Pichegru, Willot, Delarue, Bourdon-de-l'Oise, Perrée, Tupinier-Jarry, Delametherie, Descourtils, Danchy-de-Rumare, Fayolle. On amena ensuite MM. Aubry, Lafond-Ladebat, Barbé-de-Marbois, Tronçon-Ducoudray, Goupil-de-Préfeln, de Murinais, Maillard, Launois, Piédoue-d'Héritot, d'Ossonville, et Ramel, commandant de la garde du directoire. Le général Augereau avoit arrêté, de sa propre main, son illustre camarade d'armes Pichegru, et arraché les épaulettes au commandant Ramel, qui avoit failli périr dans cette lutte. Le directoire avoit rassemblé, pour cette expédition, l'élite des généraux révolutionnaires, Lemoine, Santerre, Tunk, Yon, Rossignol, Pujet-Barbantane, Châteauneuf-Randon, Fournier, etc. La veuve Ronsin s'étoit jointe à eux en habit d'amazone, et secondoit bravement D.....

(*Mém. de Ramel et de Carnot.*)

vrirent des asiles aux proscrits : Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux, fermèrent leurs portes aux envoyés des vainqueurs. Les proscrits eurent au moins la consolation de trouver des amis. Ceux du 18 fructidor en trouvèrent peu. La capitale, opprimée tout à coup par la force des armes, n'osa élever une seule plainte, faire entendre une seule réclamation en faveur des victimes de la tyrannie directoriale. La plupart des départemens partagèrent la stupeur générale. Toute la France étoit dans le deuil, mais personne n'osoit rien entreprendre.

Les seules provinces du Languedoc et de la Guienne eurent le courage de donner quelques signes d'intérêt à leurs députés, et de s'armer pour leur cause. M. Camille-Jordan, frappé par le décret du 18 fructidor, répandit, dans les provinces du midi, une protestation contre l'attentat du directoire. On s'arma dans quelques villes ; et M. de Saint-Christot, gentilhomme français, s'étant mis à la tête d'une force armée considérable, entra sans résistance dans les villes du Saint-Esprit, Boulène, Sainte-Cécile et Valréas. Montauban se souleva et ne fut soumis qu'après que l'administration centrale eut rassemblé contre elle une force de quinze mille hommes. A Marseille, à Toulouse, à Nismes, on poursuivoit avec fureur tous les complices du directoire, tous les anciens agens

de la terreur. Des symptômes d'insurrection se manifestèrent dans une grande partie des provinces méridionales, et peu s'en fallut qu'on ne vît renaître cette guerre civile, dont les fureurs avoient ensanglanté la France quatre ans auparavant. Le directoire, effrayé de ces mouvemens, eut encore recours aux généraux de l'armée d'Italie. Il conféra le commandement des départemens méridionaux à Buonaparte, et donna ordre au général Bernadote de se rendre à Marseille. Napoléon étoit encore trop occupé pour pouvoir quitter l'Italie; mais il adressa aux soldats et aux habitans du midi une de ces proclamations menaçantes qu'il avoit coutume de répandre pour effrayer les peuples.

« Soldats et citoyens, disoit-il, le directoire » vous a mis sous mon commandement mili- » taire. Cette tâche, pénible pour moi, sera » utile à votre tranquillité. Des hommes en- » nemis de la liberté cherchent en vain à » vous égarer. Patriotes, républicains, rentrez » dans vos foyers. Malheur à la commune qui » ne vous protégera pas ! malheur aux corps » constitués qui couvriroient de l'indulgence le » crime et l'assassinat !

» Généraux, officiers, soldats, protégez » les républicains. Ne souffrez pas que les hom- » mes couverts de crimes, qui ont livré Tou- » lon aux Anglais, qui nous ont obligés à un

» siége long et pénible, qui ont dans un seul » jour incendié treize vaisseaux de guerre, ren- » trent et nous fassent la loi.

» Administrateurs municipaux, juges de paix, » nous serons vos bras, si vous êtes à la cons- » titution et à la liberté; nous serons vos enne- » mis, si vous n'êtes que les agens de Louis XVIII » et de la cruelle réaction que soutient l'or de » l'étranger ».

Il publia ensuite une adresse à l'armée d'Italie, pour l'instruire des événemens du 18 fructidor. Il félicitoit le directoire de son courage et de son triomphe, s'applaudissoit du châtiment des proscrits, et déclaroit qu'il s'honoreroit éternellement de la haine des traîtres, des tyrans et des esclaves.

L'armée répondit aux sentimens de son général, et s'empressa de les exprimer dans des adresses semblables, qu'on afficha avec ostentation dans toutes les communes de la république.

Ainsi fut terminée cette journée désastreuse que le directoire ne rougit pas d'appeler jour de *justice* et de *clémence*, pour laquelle on décréta une fête annuelle, que de lâches poëtes n'eurent pas honte de célébrer par des hymnes (1),

(1) En Hollande, la journée du 18 fructidor fut célébrée par des illuminations et des bals : M. N., ministre de France, en donna l'exemple.

et qui replongea la France dans toutes les calamités dont elle sortoit à peine, détruisit son commerce, anéantit son crédit, prépara la banqueroute de l'état, enfanta la conscription et ralluma les feux mal éteints d'une guerre universelle.

A Cadix, on pavoisa les vaisseaux français qui étoient dans le port.

M. Tr...é disoit dans une ode au directoire :

« La royauté ! parole impie !
Quoi ! nous reprendrions des fers !
Nous, l'exemple de l'univers !
Nous, l'effroi de la tyrannie !
Un traître a voulu des cordons !
Et nous aurions perdu nos braves !
Et les Héros seroient esclaves ! etc.

Le général A. avoit donné, à Chaillot, un déjeuner splendide, où se trouvoient Rossignol, et quelques autres hommes de cette trempe; on y agita si l'on tueroit, ou si l'on se contenteroit d'arrêter les députés. On devoit, en cas de besoin, brûler la cervelle au général Pichegru.

CHAPITRE XXI.

Négociations avec l'Angleterre ; réunion des plénipotentiaires à Lille ; rupture des conférences ; Buonaparte est désigné pour le commandement de l'armée d'Angleterre.

Quoique le sang eût cessé de couler en Italie, la paix n'étoit point encore décidément conclue avec l'Autriche. Le directoire reculoit sans cesse le moment heureux qui devoit opérer la réconciliation des deux peuples. Buonaparte, indigné de ces délais, impatient d'avancer le cours de ses destinées, se montroit aussi pressé de conclure, que le directoire sembloit disposé à différer (1). Ainsi, quels que fussent

(1) Voici ce qu'on lisoit textuellement dans le Moniteur, au sujet du traité de Léoben :

« Souvent une fausse politique a été plus funeste que » dix victoires n'ont été utiles. On se demande avec dou- » leur, que signifie la cession de la Belgique ? N'étoit-elle » pas française avant que Buonaparte partît de Gênes ? » Et que nous donne-t-on pour rendre les trois quarts de » l'Autriche ? Que veut dire l'établissement d'une répu- » blique lombarde ? N'existe-t-elle pas dès long-temps ? » Pourquoi ne nous dit-on pas ses limites ? Pourquoi nous

les efforts du gouvernement, la paix devoit bientôt ramener en France une armée entreprenante et victorieuse, commandée par un général ambitieux et accoutumé à se faire obéir. L'Angleterre seule pouvoit encore occuper l'ardeur de nos soldats; depuis long-temps on l'entretenoit de l'idée d'une entreprise hardie qui mettroit le comble à sa gloire et à sa fortune, en arrachant à la Grande-Bretagne le sceptre des mers. L'armée prête à braver toutes les résistances, accoutumée à triompher de tous les obstacles, ne voyoit plus qu'avec impatience l'intervalle qui la séparoit de son ennemi. L'Irlande soulevée attendoit les Français. M. Pitt voyoit avec inquiétude l'orage se former dans le lointain, et, quoique capable de faire tête à tous les dangers, craignait néanmoins d'ex-

---

» parle-t-on de celles de la France dans les endroits où le » roi de Bohême ne possède rien? Auroit-il conservé la » prétention de stipuler pour d'autres que pour lui? Au- » rions-nous abandonné la sage maxime de ne faire » que des paix particulières? La profonde sagacité de » Buonaparte l'a-t-elle abandonné dans un moment si » décisif? Sa position étoit-elle plus brillante que solide? » A-t-il éprouvé quelque revers que nous ignorons? L'es- » prit s'égare dans toutes ces questions ».

(*Moniteur*, *an* 6, *n*°. 24.)

plus long-temps sa patrie aux chances
ırs douteuses de la guerre.
; le mois de septembre de l'année précé-
, le gouvernement anglais avoit envoyé
ance lord Malmesbury pour entamer des
iations. Ce premier essai n'avoit point
ureux ; après de longues discussions sur
gique, que la France entendoit garder,
e l'Angleterre entendoit qu'elle restituât,
nistre des relations extérieures de France
enjoint au noble lord de quitter Paris
les vingt-quatre heures ; insulte inouie,
gravoit encore le caractère de celui qui
oit (1), et qui devoit bientôt se renou-
Après six mois d'interruption, les deux
rnemens parurent disposés à se rappro-
L'Irlande devenoit tous les jours plus
çante. Secondés par quelques secours du
toire, les insurgés s'étoient emparés de
urs places fortes, et déclaroient ne vou-
poser les armes que quand ils auroient
is leur indépendance. Le sang avoit
, et l'insurrection prenoit à chaque ins-
un caractère alarmant.
Angleterre se lassoit d'une guerre qui épui-
es finances, entretenoit dans ses provinces

(1) Ce ministre étoit Charles Lacroix.

l'esprit d'innovation et de révolte ; et fermoit à ses vaisseaux la plus belle et la plus riche contrée du continent. Après tant de désastres, pendant lesquels nos manufactures avoient péri, tandis que les siennes avoient acquis un nouveau degré de prospérité, elle aspiroit au rétablissement d'une paix qui ouvriroit à ses fabriques de nouvelles sources de richesses, et lui permettroit de verser dans nos provinces le superflu de son industrie.

Prête à faire pour son intérêt le sacrifice de son amour propre, l'Angleterre choisit de nouveau pour son interprète le même lord Malmesbury, que le ministre français avoit traité avec tant de hauteur.

Les conférences s'ouvrirent le 8 juillet ; lord Malmesbury y apportoit des intentions droites, des vues franches et sincères. Le directoire étoit disposé moins favorablement. Au lieu de procéder de bonne foi, il chargea ses plénipotentiaires (1) d'incidenter sur des points imprévus et minutieux. Les rois d'Angleterre prennent, depuis le couronnement de Henri VI à Paris, le titre de rois de France. Les ministres

(1) C'étoient MM. Maret, Pléville-le-Peley et Letourneur, l'ex-directeur. Ils avoient pour secrétaire M. Colchen. Après le 18 fructidor, ils furent remplacés par MM. Treilhard et Bonnier.

français exigèrent qu'avant toute négociation, le roi de la Grande-Bretagne renonçât à ce titre.

En 1793, les Anglais, maîtres de Toulon, s'étoient emparés de la flotte française, et l'avoient emmenée dans les ports d'Angleterre. Le directoire demanda des indemnités.

Le gouvernement anglais, n'ayant point prévu ces difficultés, n'avoit donné à cet égard aucune instruction à son ministre. Lord Malmesbury représenta vainement que ces questions étoient d'un ordre secondaire; qu'elles ne pouvoient retarder l'ouverture des conférences; qu'avant tout il étoit de nécessité d'établir les bases de la négociation; qu'une fois posées, il seroit facile de discuter les intérêts subordonnés. Les plénipotentiaires français avoient ordre d'insister; il fallut consulter le gouvernement: les réponses arrivoient lentement, les affaires d'Irlande s'embrouilloient de plus en plus. Lord Malmesbury pressoit; enfin on lui déclara que la république française ne pouvoit agir sans avoir auparavant consulté ses alliés: c'étoit de la Hollande qu'il s'agissoit. Cette malheureuse contrée étoit alors en proie à tous les désastres des révolutions; elle avoit une assemblée nationale, des patriotes, des orateurs, un gouvernement nommé sous l'influence du directoire français, n'agissant que par ses ordres, partageant tous ses

intérêts, toutes ses passions. Ses réponses furent de nature à suspendre le cours de toute conférence. Il fallut demander de nouvelles explications, et se résoudre à de nouveaux délais.

Le directoire, en guerre avec les deux conseils, vouloit avant tout terminer ce débat; il craignoit l'esprit qui dominoit dans les deux chambres; il savoit qu'elles étoient peu favorables à ses desseins révolutionnaires. Ses opérations sur l'Irlande avoient été l'objet de plaintes graves et d'accusations sérieuses : il temporisoit à dessein (1).

Mais lorsque la fortune eut couronné son entreprise, quand il se vit maître d'agir à son gré, alors il ne garda plus de mesure; il rappela ses premiers plénipotentiaires, et leur substitua deux hommes d'un caractère plus propre à rompre les traités qu'à les conclure; il les investit de pleins pouvoirs, et les chargea

(1) Le 6 mars 1797, dans la séance du conseil des cinq-cents, M. Dumolard avoit demandé avec beaucoup de chaleur des explications sur un débarquement de forçats opéré en Irlande, et faits prisonniers par les troupes anglaises. Le directoire avoit en effet tiré des bagnes de Brest et de Rochefort quatorze à quinze cents hommes qu'il avoit mis sous les ordres d'un général français. Ils avoient fait leur débarquement en Irlande, et s'étoient rendus sans avoir tiré un coup de fusil. Ces misérables, rejetés depuis sur les côtes françaises, ont formé des bandes de chauffeurs qui ont désolé les provinces.

de tracer autour du ministre anglais le cercle de Popilius. Arrivés à Lille, ils demandèrent à lord Malmesbury s'il étoit muni de pouvoirs indéfinis, et lui signifièrent qu'ils ne traiteroient que sur le principe de l'absolue restitution de toutes les conquêtes faites par l'Angleterre, tant sur la France que sur les alliés.

Ces étranges propositions déconcertèrent l'ambassadeur; il en témoigna son étonnement; il demanda la continuation des conférences sur les bases qu'on avoit adoptées; mais Treilhard, déployant alors toute la hauteur et la fierté d'un ambassadeur républicain, tira de sa toge un arrêté du directoire, et lui signifia l'ordre de sortir du territoire français dans l'espace de vingt-quatre heures.

La nouvelle de ce second affront excita à Londres une indignation générale. Les ministres comprirent que tout projet de paix étoit impraticable avec un gouvernement qui n'apportoit dans les négociations que la ruse et l'artifice; et de part et d'autre on s'apprêta à soutenir la guerre avec une nouvelle ardeur.

Il falloit couvrir aux yeux de l'Europe l'excès d'une démarche si étrange. Le directoire n'éprouva à cet égard aucun embarras, et, recourant à ses moyens ordinaires, il protesta de la pureté de ses intentions, de l'ardeur de ses vœux pour la paix. Il accusa la bonne foi de

l'Angleterre, et ordonna à ses plénipotentiaires de rester à Lille jusqu'au 25 de vendémiaire, pour y attendre le retour de lord Malmesbury. Il fit en même temps fabriquer, dans ses bureaux, une lettre qu'on attribua au plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, et dans laquelle on lui faisoit dire tout ce qui pouvoit le rendre ridicule et justifier la conduite du directoire. On y parloit de la journée du 18 fructidor comme d'un événement funeste pour l'Angleterre; on y représentoit les députés proscrits comme les complices du cabinet de Londres, et lord Malmesbury s'applaudissoit d'avoir trompé le gouvernement français, et suspendu ses grands desseins par l'espoir trompeur d'une prochaine conciliation.

Cet écrit, d'une ironie froide et insultante, loin de tromper personne, mit dans tout son jour l'artifice et la duplicité du directoire, et les hommes d'un esprit éclairé ne virent dans cet événement que le présage de nouveaux excès et de nouvelles calamités.

En rompant les négociations de Lille, le directoire crut voir un moyen d'occuper un général dont l'ambitieuse inquiétude lui inspiroit les plus vives alarmes. Il falloit d'ailleurs imposer à l'opinion publique en choisissant pour commander l'expédition d'Angleterre un homme d'une réputation éclatante auquel rien

ne paroissoit impossible. Le sage et habile Pichegru venoit d'être transféré dans les déserts de la Guiane ; Hoche étoit mort, et mille bruits fâcheux en couroient à la honte du directoire ; Moreau, malgré sa pusillanime politique, venoit de perdre et la confiance du gouvernement et le commandement de l'armée. Buonaparte s'offroit donc seul aux glorieuses destinées qui alloient s'ouvrir pour les généraux français.

Il ne paroissoit point d'ailleurs éloigné du projet d'une guerre maritime. Après les événemens du 18 fructidor, il s'étoit non-seulement empressé d'en prévenir l'armée de terre, il avoit encore étendu sa prévoyance jusque sur l'armée de mer ; il avoit adressé aux marins de l'escadre de l'amiral Brueys une proclamation où il ne dissimuloit point le désir de s'associer à sa gloire.

« Camarades, disoit-il, les émigrés, maîtres » des deux conseils, s'étoient emparés de la tri- » bune. Le directoire exécutif, les représen- » tans restés fidèles à la patrie, les républicains » de toutes les classes, les soldats se sont ralliés » autour de l'arbre de la liberté ; ils ont invo- » qué les destins de la république, et les parti- » sans de la tyrannie sont aux fers.

» Camarades, dès que nous aurons pacifié le » continent, nous nous réunirons à vous pour

» conquérir la liberté des mers. Chacun de » nous aura présent à la pensée le spectacle » horrible de Toulon en cendres, de notre ar- » senal, de treize vaisseaux de guerre en feu, et » la victoire secondera nos efforts.

» Sans vous, nous ne pourrions porter la » gloire du nom français que dans un petit coin » de la terre; avec vous, nous traverserons les » mers, et la gloire nationale verra les régions » les plus éloignées (1). »

Ces dispositions étoient trop heureuses pour que le directoire ne s'empressât point d'en profiter. Le 26 octobre il rendit un arrêté qui portoit : qu'une armée se rassembleroit sans délai sur les côtes de l'Océan; qu'elle porteroit le nom d'armée d'Angleterre, que le général Buonaparte en prendroit le commandement en chef, et que provisoirement elle seroit commandée par le général Desaix. Par une circonstance particulière, à laquelle il est probable que le hasard ne présida pas seul, cet arrêté fut publié le jour même où Napoléon faisoit présenter à Paris, par le général Berthier, le traité définitif de Campo-Formio.

---

(1) Cette proclamation étoit du 26 septembre, et ce n'étoit que le 19 du même mois que l'on avoit appris, à Paris, la rupture des négociations entre lord Malmesbury et les plénipotentiaires français.

CHAPITRE XXII.

Traité de Campo-Formio; rappel de La Fayette; établissement de la république Cisalpine et de la république Ligurienne; fin des campagnes de Buonaparte en Italie.

Depuis l'armistice de Léoben, la situation de l'Italie n'offroit qu'un foible aliment à l'infatigable activité de Buonaparte. Tous les plans de révolutions étoient accomplis, et il n'entroit pas alors dans les vues du directoire d'en commencer de nouvelles. Napoléon lui-même sentoit la nécessité de diminuer le nombre d'ennemis qui menaçoient la république; et c'est une justice que l'histoire doit lui rendre, qu'à cette époque il s'occupa franchement de la paix, et pressa souvent le directoire de la conclure. Il soutenoit avec raison qu'une paix ne pouvoit être solide qu'autant que les clauses en étoient tolérables pour le parti vaincu; que trop de hauteur et trop d'exigence pouvoient irriter l'amour-propre d'une nation, et la porter au désespoir; que les sacrifices que l'on exigeoit de l'Autriche étoient assez douloureux pour elle, sans lui en imposer de nouveaux. Mais le gouvernement français répondoit mal à ses ins-

tances : les directeurs Carnot et Barthélemy entroient seuls dans ses vues. Les trois autres traitoient d'infâme l'armistice de Léoben, et soutenoient qu'on y avoit indignement compromis les intérêts de la France. Il est certain qu'ils craignoient et haïssoient Buonaparte, et que, même après s'être servis de lui pour le succès du 18 fructidor, ils ne renonçoient point au projet de le perdre. L'ascendant que lui donnoient l'éclat de ses victoires et le dévouement de ses soldats, leur inspiroit une frayeur toujours croissante; ils voyoient d'avance en lui Marius ou César, et ne redoutoient rien tant que son retour. Chaque jour leur génie ombrageux inventoit de nouveaux incidens pour retarder la paix. Le traité de Léoben portoit que Mantoue seroit restituée à l'empereur, et le directoire vouloit conserver cette forteresse. Napoléon soutenoit en vain que Pizzighitone suffisoit pour la sûreté de la république cisalpine : Rewbel, Barras et Laréveillère s'obstinoient à réclamer Mantoue. Enfin, Buonaparte proposa de céder les ruines de Venise pour les remparts de Mantoue. C'étoit, malgré l'état déplorable de la république vénitienne, accorder à l'empereur plus qu'on ne retenoit; cependant le directoire consentit à cette proposition; et, après cinq mois de débats, les plénipotentiaires signèrent un

traité, qu'on appela traité de Campo-Formio, et qui fut réellement négocié au quartier général de Passériano.

Buonaparte parut aux dernières conférences plutôt en souverain qu'en simple général; il avoit une garde brillante, une suite nombreuse, de magnifiques voitures, de magnifiques équipages. Ses présens n'étoient pas d'une moindre somptuosité, et l'on ne dissimula pas même dans le Moniteur, que les diamans du souverain pontife ne lui avoient point été inutiles pour soutenir l'honneur de la libéralité française.

Par le traité de Passériano, l'empereur d'Allemagne renonçoit pour lui et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits sur la Belgique; il laissoit à la république française la possession, en toute souveraineté, des îles vénitiennes de Corfou, Zanthe, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo.

La république accordoit à l'empereur la Dalmatie, l'Istrie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les états héréditaires et l'Adriatique.

L'empereur reconnoissoit la république cisalpine comme puissance indépendante, et renonçoit en sa faveur, pour lui et ses descendans, à tous les droits auxquels il pouvoit prétendre avant la guerre.

S. M. impériale s'engageoit à ne recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

Elle s'engageoit également à céder au duc de Modène le Brisgaw, en indemnité des pays que ce prince avoit perdus en Italie.

Les parties contractantes s'obligeoient à tenir à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces deux puissances.

L'empereur et la république française conservoient entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux étiquettes, qu'on avoit observé avant la guerre.

Ce traité fut porté à Paris par le général Berthier, et ratifié le 26 octobre par le directoire. Mais, outre les conditions ostensibles, il y en avoit de secrètes, qui ne furent connues que long-temps après. L'empereur d'Allemagne s'engageoit à employer ses bons offices, à l'époque de la paix avec l'empire germanique, pour assurer à la république française une ligne qui comprendroit la rive gauche du Rhin depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nèthe, Manheim, la ville et forteresse de Mayence, les deux rives

de la Nèthe, les deux rives de la Roër, Juliers et son arrondissement, etc.; et, dans le cas où l'empereur ne pourroit réussir à obtenir la cession de cette ligne, il s'engageoit formellement à ne fournir que son contingent à l'armée de l'empire. Il consentoit encore à la navigation libre du Rhin et de la Meuse en faveur des Français, et renonçoit à la souveraineté du comté de Falkenstein. De son côté, la république française promettoit d'employer ses bons offices pour obtenir à l'empereur l'archevêché de Salzbourg, et une partie du cercle de Bavière. Le Fricktal devoit être réuni à la république helvétique, à laquelle on se proposoit d'enlever quelques possessions. La Prusse ne devoit faire aucune acquisition nouvelle. Les deux puissances contractantes s'obligeoient à faire céder les fiefs impériaux aux républiques Cisalpine et Ligurienne. Enfin, on devoit faire cause commune au congrès, et se concerter sur les moyens d'indemniser les princes d'Allemagne dont le traité pouvoit blesser les intérêts.

Il étoit facile de prévoir toutes les suites d'une semblable convention : elle recéloit des germes de discorde et de guerre éternelle; elle compromettoit la dignité de l'empereur, en montrant à l'Europe le chef de l'Empire sacrifiant à ses intérêts particuliers les intérêts publics dont il étoit le protecteur et le conservateur

né. Elle offroit le honteux spectacle de deux puissances trafiquant, dans les ténèbres, du territoire, de la sûreté et de la souveraineté des nations; elle servoit la perfidie naturelle du directoire, en lui fournissant les moyens de servir le cabinet autrichien, et de l'enchaîner à sa politique par une stipulation que diplomatie ne lui permettoit pas d'avouer. De là toutes les défiances, tous les schismes, toutes les craintes qui éclatèrent dans le congrès de Rastadt, et prolongèrent si long-temps les malheurs de l'Europe.

Il ne restoit plus à Buonaparte, pour achever son ouvrage, que d'établir sur des bases solides les républiques qu'il venoit de créer. Ce n'étoit pas assez de s'être montré grand général, il restoit une autre gloire à acquérir : celle de se montrer grand législateur.

Les comités de constitution formés à Milan et à Gênes déployoient peu de génie, d'accord et de résolution. Leurs plans étoient attaqués tous les jours par les orateurs des clubs. Les prétentions des villes nouvellement soumises au régime révolutionnaire et leurs nombreuses rivalités arrêtoient la marche des modernes Lycurgues. Il falloit un dictateur qui accordât tous les partis, conciliât toutes les opinions, en parlant en maître. Buonaparte se chargea de ce rôle. Il réunit à la république la Valteline,

qui, depuis plusieurs mois, s'étoit mise en insurrection, avoit planté l'arbre de la liberté et proclamé son indépendance. Il accorda à cette province, à Chiavenne, à Bormio, six députés; déclara nationaux les biens de l'ordre de Malte situés dans la république Cisalpine; donna à cette république cinq directeurs, un conseil des anciens composé de quatre-vingts membres, un grand conseil composé de cent soixante députés. Il partagea le territoire en vingt départemens, établit des cantons, des municipalités, des tribunaux, des divisions militaires, et régla l'administration sur le modèle de l'administration française. La justice et la police formoient deux ministères; il les réunit en un seul, et en chargea le général français Bignol; il convoqua les assemblées primaires, et décida que vingt-cinq mille Français resteroient dans la Lombardie et seroient entretenus aux frais de la république.

Il usa de la même autorité envers la république Ligurienne. Elle s'étoit donné un e constitution plus propre à renverser les lois qu'à les établir. Il en suspendit la publication, et se réserva le droit de l'approuver ou de la refuser. Il régla le nombre des députés de chaque conseil, supprima les administrations de district, rendit l'exercice des droits de citoyen à la noblesse et au clergé, qu'on en avoit exclus;

fixa l'administration civile et militaire, et réprima, par l'ascendant de son autorité, les excès du fanatisme démagogique. Enfin, comblé de gloire, chargé des lauriers révolutionnaires qu'il venoit de moissonner, il se disposa à revoir cette capitale de la république française, ou il étoit arrivé pauvre et obscur, et dans laquelle il [illegible] comblé de puissance et de richesses.

Avant [illegible] an frappa une médaille en [illegible] écerna le titre d'*Italien* [illegible] il avoit conquises à la [illegible] prodiguèrent les surle [illegible], et lui témoignèrent, dans de nombreuses [illegible]esses, le regret qu'elles éprouvoient d'être séparées de lui. Mais les états d'Italie qui avoient échappé à la révolution générale, virent avec joie s'éloigner ce météore redoutable, dont le voisinage leur avoit inspiré tant de terreur.

Ici se terminent les campagnes de Buonaparte en Italie. C'est, de toutes les époques de sa vie, la plus étonnante et la plus glorieuse. Moins de deux ans s'étoient écoulés depuis qu'il avoit quitté la capitale. A l'âge de vingt-six ans, sans grade dans l'armée, sans illustration dans les camps, n'ayant d'autre titre à la confiance du gouvernement qu'un dévouement qui sembloit sans bornes, et quel-

es témoignages d'une bravoure impitoyable nnés au siége de Toulon, il se trouve tout coup général en chef d'une grande armée. le manque de tout, et il ne désespère de n; sans tentes, sans magasins, sans équimens, il descend des montagnes, marche à nnemi, le bat, et, depuis ce jour, son armée urt de triomphes en triomphes. L'empire ssemble toutes ses forces, et toutes ses forces paroissent devant les légions françaises; ses s habiles généraux, ses plus vieux capitaines dent à la fortune d'un jeune héros que la victoire semble avoir adopté. Il gagne des batailles et il fonde des états. Au milieu des fureurs de la guerre, il honore les sciences, les ttres et les arts (1); il protége et visite les vans; il élève un monument à la mémoire de irgile; il assure à sa patrie des conquêtes plus

(1) Après la signature de l'armistice de Léoben, il avoit ibli un journal, intitulé *l'Europe vue de l'armée d'Ita-*, dans lequel il inséroit souvent des articles de sa comsition. Il cherchoit les gens de lettres, mais comme des strumens utiles à ses desseins. Il fit une visite à l'astroome Orriani, et lui adressa une lettre qu'on fit insérer ec ostentation dans les journaux. Il reprocha aux Mantuans d'avoir oublié que Virgile étoit né près leurs murs; lui fit élever un monument; et, dans le même mps, il frappa Mantoue d'une contribution militaire.

belles que celles des provinces, la possession des chefs-d'œuvre de la Grèce et de l'Italie. Venise, Milan, Rome, Bologne, se dépouillent de leurs plus précieux ornemens pour enrichir le Muséum parisien, magnifique dépôt des plus sublimes ouvrages sortis de la main des hommes (1).

---

(1) Nous c[illegible] devon[illegible]ublier ici l'état exact :

[illegible]URE.

L'A[illegible]n; le Mél[illegible]orse; l'Antinoüs (du Vatican); [illegible]nis; [illegible]c[illegible] l'Apollon des Muses; le Di[illegible]le [illegible]'orse de Cupidon; le Pâris; [illegible] le Jules César; l'Auguste; le [illegible] [illegible]hocion; le Démosthènes; le S[illegible]mapale; le [illegible]xtus[illegible]us; l'Antinoüs (du Capitole); La Melpomène; l'Uranie (différentes des suivantes):

La Vénus; la Junon; la Flore; l'Ariane; la Vestale; la petite Cérès; l'Amazone; la Minerve; la Santé; l'Uranie; la Terpsichore; la Polymnie; la Melpomène; la Thalie; la Clio; la Calliope; l'Euterpe; l'Érato; le Trajan; le Polidippe; le Ménandre; le Berger s'arrachant une épine du pied; le Gladiateur mourant; la Vénus accroupie; la Cléopâtre; le Laocoon; l'Amour et Psyché; Jupiter; Homère; Alexandre; Jupiter Sérapis; Ménélas; Junius Brutus; Marcus Brutus; l'Océan; Caton et Porcie; deux Sphinx; trois Candélabres; trois Autels; le Tombeau des Muses; le Tibre, et divers autres morceaux.

PEINTURE.

De Raphael. La Transfiguration; l'Assomption; le Couronnement de la Vierge; la Vierge; l'Annonciation; l'Ado-

Il comble de richesses ses généraux et ses soldats; il leur inspire une ardeur martiale

---

ration des Mages; le Baptême de Jésus-Christ; la Foi, l'Espérance et la Charité; la Résurrection de Jésus-Christ.

Du P. Pérugin. — La Résurrection; la Sainte Famille; saint Augustin et la Vierge; Mariage de la Vierge; la Vierge et Saints de Pérouse; les Prophètes; saint Benoît; sainte Placide; sainte Scholastique; le Père Éternel; saint Sébastien; saint Augustin; saint Barthélemi; saint Paul; saint Jean; la Vierge; Déposition de la Croix; une Vierge.

Du Guerchin. — La Circoncision; sainte Pétronille; saint Thomas. — Du Dominiquin. Saint Jérôme; martyre de sainte Agnès. — Caravache. Descente de croix. — Annibal Carrache. La Piété; la Nativité. — d'André Sacchi. Saint Romuald; un Miracle. — d'Albani. Une Vierge; saint François. — Du Guide. La Fortune; Martyre de saint Pierre. — De Garofaldo. La Vierge. — Du Poussin. Martyre de saint Erasme. — Du Valentin. Martyre de saint Gervais. — Du Corrège. La Vierge de saint Jérôme; la Vierge à l'écuelle. — Du Titien. Le Couronnement. — Du Procaccini. Le saint Sébastien.

Objets destinés au Musée d'histoire naturelle.

L'Herbier de Haller; — Collection de substances volcaniques, par Spallanzani; — Minéraux du P. Pini à Milan; — Minéraux de l'Institut de Bologne; — l'Herbier d'Aldrovande, en 16 vol. — Collection de marbres et pierres fines de l'Institut de Bologne; — Figures manuscrites d'Aldrovande, en 17 vol.; — Aiguilles de cristal de roche.

Objets destinés à la Bibliothèque nationale.

Manuscrits de la bibliothèque Ambroisienne, et de celle de Brera; — Manuscrits de l'Abbaye de Saint-Salvador de Bo-

qui les met au-dessus de tous les dangers; il les élève presque au-dessus de l'humanité.

Voilà ce qu'offrent de grand, de prodigieux les campagnes d'Italie. Mais si, près de ce tableau, on présente le spectacle des calamités sans nombre répandues sur cette malheureuse contrée; si, à côté des monumens des arts, on place les cadavres des hommes et les ruines des villes, l'embrasement des campagnes, les pillages des temples et des palais; les combats des citoyens armés les uns contre les autres, les attentats de la démagogie, le désespoir et la nudité des peuples, quel sujet de douleurs l'humanité ne trouvera-t-elle pas dans de semblables conquêtes? L'Italie, livrée à l'avidité des Français, perdit, dans l'espace de dix-neuf mois, plus de sept cent dix millions. Un écrivain en a fait le relevé, et la

---

logne; — Les donations faites à l'église de Ravenne sur papyrus, en 490 et 491; — Manuscrit de Joseph sur papyrus; — Manuscrit sur l'histoire des papes; — un Virgile manuscrit ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main. — Manuscrits de la main de Galilée, sur le flux et le reflux, et sur les fortifications; — Carton des ouvrages de Léonard de Vinci; —douze manuscrits de L. de Vinci sur les sciences; — Tables anatomiques de Haller, avec des additions et corrections de sa main; — Livres d'anciennes éditions provenant des bibliothéques Ambroisienne, de l'institut de Bologne, de l'Abbaye de Saint-Salvador, et de l'université de Pavie.

justice exige de dire que ses calculs sont d'une affreuse exactitude (1).

Tableau des contributions, réquisitions, exactions exercées sur les villes d'Italie, pendant les premières campagnes de Buonaparte.

Lombardie et autres districts de la république cisalpine	62,000,000
Duché de Parme	3,650,000
——— de Modène	10,000,000
Venise, par articles du traité du 16 mai 1797	6,000,000
Trois légations, Bologne, Ravenne et Ferrare	12,000,000
Roi de Naples	15,000,000
Gênes	4,000,000
Rome	30,000,000
Toscane	8,000,000
Argenterie, mobilier des églises de la Lombardie, des trois légations, de l'État Vénitien, du Modénois, de l'État Romain	65,000,000
Mont-de-Piété de Milan, enlevé par le général M...., sur l'ordre de Buonaparte	19,000,000
Monts-de-Piété de Bologne, Ravenne, Modène, Venise, Rome, etc.	37,000,000
Caisses des hôpitaux à Milan et plusieurs autres villes	5,000,000
Le mobilier de l'archiduc *Ferdinand*, à Milan et à Mouza, et 160 ballots d'effets précieux saisis à Bergame, ville neutre, par ordre de Buonaparte, et vendus à l'enchère	2,000,000
(On vendit jusqu'aux parquets, aux chambranles de marbre, aux châssis des croisées.)	
Nécessaire précieux donné par la feue reine de France à l'archiduchesse, pris à Bergame et passé à madame Buonaparte	60,000
TOTAL	278,710,000

(1) Mallet du Pan, dans le Mercure Britannique.

D'autre part.	278,710,000
Mobilier, bibliothèque, effets appartenans aux conseillers de conférence fugitifs.	1,000,000
Vaisselle, mobilier, effets de l'évêque de Tarente, enlevés en présence du maître-d'hôtel de Buonaparte, et emballés en 52 caisses.	700,000
Supplément de contributions levé à Milan et dans la Lombardie.	28,000,000
Rançon des décurions et autres otages envoyés en France.	1,500,000
Vente de permissions d'habiter leurs campagnes, aux propriétaires sommés par ordonnance de rentrer à Milan.	2,200,000
Saccagement des *Villa* vénitiens et des palais sur la Brenta, meubles, dorures, tableaux, statues, chevaux, voitures, vendus à l'enchère ou conservés par les pillards.	6,500,000
Enlevés au duc de Modène à Venise contre la foi des traités	2,650,000
Spoliation à Vérone, Padoue, Venise, caisses publiques, contributions en argent, partie du trésor de Saint-Marc, effets de l'arsenal, bronzes, statues, tableaux	27,585,000
Gratifications reçues par Buonaparte et son armée, des républiques de Gênes et de Venise, depuis le mois de mai jusqu'au mois de décembre 1796, par forme de sauve-garde.	2,500,000
TOTAL.	351,760,000

A ce total de trois cent cinquante-un millions sept cent soixante mille francs, il faut ajouter le produit des réquisitions innombrables extorquées, soit à titre de prêt, soit en denrées ou en marchandises, soit en argent; les enlèvemens d'hommes, de chevaux, de bestiaux, de voitures; les corvées de

toute espèce, les magasins vidés pour le service des armées françaises; les emprunts imposés à différentes reprises, au duc de Parme, à la république de Gênes, à celle de Lucques, au grand-duc de Toscane; le pillage des magasins et greniers publics appartenant aux hôpitaux, aux communautés, aux villes, à l'état; les incalculables profusions des agens civils et militaires; les vols de tableaux, de vases, de statues, dans les maisons particulières (1), par des officiers, commissaires, em-

(1) Des Français attachés aux armées républicaines coupoient, chez leurs hôtes, les toiles des tableaux, les séparoient de leurs cadres, et les enfermoient dans leurs malles la veille de leur départ. On faisoit une réquisition de draps; on les vendoit aux habitans; on les leur reprenoit, et on les revendoit dans une autre ville. Les draps bleus enlevés à Milan furent d'abord vendus à des Milanais, puis remis en réquisition et revendus à Gênes, où l'on ne tarda pas à les retrouver. A l'entrée des troupes françaises à Milan, on exigea des juifs une fourniture de trois mille matelas. La ville de Padoue voulant garder son Saint-Antoine, fut obligé de le racheter pour trente-quatre mille francs. Les villes de Milan et de Modène fournissoient l'argent nécessaire aux dépenses de madame Buonaparte. Un officier de l'armée d'Italie, sur le point de partir pour la France, ayant passé la nuit avec une femme publique de Pavie, la paya avec un bon de cinquante sequins sur la municipalité de cette ville, qui

ployés de l'armée; les levées de grains, fourrages, denrées de toute espèce, dans le Véronais et l'État Vénitien, et payées avec des bons dont la somme s'élevoit à dix-huit millions, et qui n'ont jamais été acquittés. On peut, sans exagération, porter cette somme à trois cent cinquante millions; de sorte que dans l'espace de quelques mois, les campagnes de Buonaparte ont coûté à l'Italie plus de sept cents millions. Que seroit-ce, si l'on ajoutoit à ces actes de déprédation, à ces concussions des vampires révolutionnaires, la confiscation des biens des émigrés, la vente des biens ecclésiastiques, le mobilier des maisons religieuses, etc.? L'esprit s'effraie de ces calculs, recule devant tant d'horribles dévastations.

Napoléon a remporté de grandes victoires; mais ce n'est pas à la puissance de son génie, à la force de ses armes qu'il en doit toute la gloire. Il a soufflé parmi les peuples l'esprit de discorde et de révolte; il a soulevé les pauvres contre les riches, les sujets contre leurs princes; il s'est partout fait précéder d'une avant-garde de brigands et d'agitateurs révolutionnaires, destinés à préparer dans l'ombre les triomphes de l'armée, et à marquer ses logemens.

---

l'acquitta, mais le conserva. Les pillages particuliers étoient tels, que Buonaparte fut forcé de livrer quelques-uns de ces pillards à des commissions militaires.

Il a rompu tous les liens sociaux qui unissent les hommes ensemble ; il a corrompu le peuple, en semant partout le mépris des mœurs, de la religion et de l'autorité (1), en le rendant faux et cruel. Il a vaincu par les conspirations autant que par les armes ; il a flétri ses lauriers par des actes de barbarie et de fausseté dont l'histoire ancienne et moderne n'offre aucun exemple.

Jamais Buonaparte n'a été peint d'une manière plus vraie et plus énergique que par l'auteur d'un écrit publié à Venise, sous le titre de *I Romani nella Grecia* : *les Romains dans la Grèce* (2). C'est une histoire allégo-

(1) Depuis l'entrée des Français en Italie, le clergé et la noblesse étoient l'objet des plus cruels outrages. Les églises étoient pillées, les cérémonies du culte interrompues par les plus scandaleuses irrévérences. L'archevêque de Milan ayant fait chanter un *Te Deum* pour célébrer la fondation de la république, l'hymne sainte fut interrompue par des hymnes patriotiques et des chansons de garnison. L'archevêque fut obligé de renoncer à cette cérémonie.

(2) Cet écrit est de M. Barzoni, qui, après l'avoir publié, fut obligé de s'exiler de sa patrie pour se soustraire aux ressentimens de Buonaparte. Onze éditions données dans l'espace de moins de deux ans, attestent assez le mérite et l'intérêt de cette production. Elle a été traduite en anglais par M. Adams, président des États-Unis d'Amérique.

rique des campagnes de Napoléon en 1796 et 1797. Son portrait y est tracé sous le nom du consul Flaminius, devenu célèbre dans l'histoire romaine par sa cruauté et les dilapidations qu'il exerça dans la Grèce. L'auteur le considère comme homme de guerre et comme homme d'état.

« Comme homme de guerre, dit-il, Flaminius étoit intrépide dans les combats, capable de soutenir des fatigues et des travaux qui semblent au-dessus de la nature humaine. Habile à tout prévoir même au sein des combats; sachant, du milieu des désastres, se créer des ressources imprévues, et s'élever au-dessus des infidélités de la fortune; concertant ses projets avec justesse, portant dans ses vues une rare perspicacité; d'un génie surprenant, soit pour saisir l'occasion favorable à ses desseins, soit pour pénétrer ceux de ses ennemis; cachant sa pensée avec artifice, plus artificieux quand il sembloit la découvrir; d'une fécondité inépuisable en expédiens; toujours disposé à tenter les entreprises les plus difficiles, quelquefois même l'impossible; ne laissant rien au hasard de ce qui pouvoit être dirigé par la prudence; prêt à tout hasarder quand la prudence lui sembloit inutile; cachant ses projets les plus importans sous le calme le plus serein; emporté quelquefois comme par une fièvre ardente vers

les tentatives les plus extraordinaires. Tel étoit Flaminius dans les camps et à la tête de ses armées.

» Comme homme d'état, c'étoit un être d'une adresse, d'une profondeur d'astuce, d'une impénétrabilité merveilleuse ; sans foi, sans religion, sans morale, sans principes, mais habile à se couvrir du manteau de ces vertus, quand elles pouvoient servir à ses desseins; dur par caractère, emporté, colère, mais maître de lui, capable de se composer, également propre à prendre les traits farouches d'un tyran, et la douceur, la souplesse, la complaisance d'un flatteur ; habile à reconnoître le moment de faire le bien, sans avoir dans le cœur les dispositions de le vouloir; laconique et grave dans son langage ; impénétrable dans ses discours comme dans sa conduite; constamment assailli, constamment dominé par une suite rapide de vues, de désirs, de projets, tous tendans à l'accroissement de son pouvoir; prêt à sacrifier à ses intérêts l'amitié, la reconnoissance et jusqu'à la réputation de ses amis; employant la calomnie à trahir l'un, à supplanter l'autre, à discréditer celui-ci, à perdre celui-là, à écarter par tous les moyens possibles (1) tout ce qui pouvoit porter obstacle à

(1) M. Adams s'explique encore plus franchement que

son ambition; non moins adroit à parler aux hommes un langage conforme à leurs pensées, qu'à dissimuler ses propres sentimens; sachant descendre dans toutes les profondeurs du cœur humain, et toucher les cordes les plus utiles à ses intérêts; ambitieux comme Alexandre, avare comme Pygmalion, perfide comme Lisandre, trompeur comme Pisistrate: voilà quel étoit Flaminius, voilà le libérateur des nations.

» Après avoir établi par les armes sa puissance dans la Grèce, il entreprit de lui donner des lois, et, sans consulter ni les mœurs, ni les usages, ni les convenances des lieux, il imposa aux vaincus le code des lois romaines. Mais, pour assurer davantage sa conquête, il se réserva le choix des magistrats et des représentans du peuple. Alors, on vit sortir du chaos de la corruption tout ce que la société cachoit de plus vil et de plus corrompu. Les tribunaux, les conseils, les administrations en furent infestés. Pour se maintenir sur le théâtre où ils venoient d'être appelés, ces misérables, rebut de l'humanité, cherchèrent des appuis dans la plus vile populace, flattèrent les passions les

---

l'auteur italien: prêt, dit-il, à employer le fer ou le poison, pour écarter tout ce qui pourroit porter obstacle à son ambition.

plus grossières, exaltèrent ses espérances, irritèrent ses ressentimens, et livrèrent leur patrie à tous les désastres de la licence, de l'insubordination, à tous les excès qu'on peut attendre d'une multitude sans principes et sans lois.

» Cependant, afin de conserver encore quelque apparence de respect pour les mœurs et la vertu, Flaminius plaça, à côté de cette tourbe impie, des hommes d'une réputation intacte et d'une probité généralement reconnue. Association monstrueuse qui rappeloit le supplice de Mézence. En vain ces hommes de bien s'efforcèrent-ils d'inspirer quelque sagesse et quelque humanité à leurs indignes collègues, ils se virent bientôt forcés de condescendre à toutes leurs volontés.

» Dès-lors les orages de toutes les passions se grossissent et se déchaînent sur les malheureuses provinces de la Grèce. Plus de constitution, plus de lois; celle même des douze tables ne fut plus regardée que comme une simple théorie, qui n'étoit point encore applicable aux vaincus. Chaque jour vit naître une multitude de décisions arbitraires qu'on intituloit fastueusement : *libres émanations de la volonté nationale*. Dans cette effroyable confusion d'idées, le code des lois se réduisit à une informe mosaïque d'emprisonnemens, d'exils,

de confiscations, de proscriptions : l'art de gouverner ne fut plus que celui de détruire.

» Une multitude d'hommes ardens, de têtes volcanisées, se réunirent et formèrent des clubs de sophistes démagogues. Des orateurs ambulans se répandirent dans les places, dans les campagnes, dogmatisant avec emphase; semant leurs maximes anarchiques avec une jactance audacieuse; dénaturant et la langue et les idées; traitant de fanatiques, de royalistes, d'aristocrates, tous ceux qui conservoient encore quelque respect pour les lois, la morale et les souverains.

» Bientôt l'heure des martyrs arriva. Pour établir leur règne impie, les anarchistes avoient besoin de conspirations. Ils en inventèrent. On chercha les coupables dans les temples, au pied des autels, dans les palais; on pénétra la nuit dans l'asile inviolable du citoyen ; l'époux fut arraché du lit de son épouse, le père des bras de ses enfans.

» Ni la vieillesse, ni la vertu, ni la beauté, ni les larmes, rien ne put toucher ces tyrans impitoyables. Au milieu de ces désastres, Flaminius poursuivoit le cours de ses conquêtes et de ses rapines. Ses troupes occupoient toutes les provinces de la malheureuse Grèce. Il avoit établi dans chaque ville un préfet qui commandoit en souverain ; les magistrats municipaux

étoient sous la dépendance des préfets, et ceux-ci sous la dépendance de Flaminius. Presque partout les plus riches citoyens étoient enlevés de leurs maisons, confinés dans des citadelles, d'où ils ne pouvoient sortir que par le sacrifice total de leur fortune.

» La Grèce désarmée, sans défense, fut livrée au débordement d'un torrent d'exactions, de pillages, d'extorsions militaires, dont le calcul effraie l'imagination. Les propriétés publiques et privées furent regardées comme des dépouilles qui appartenoient aux Romains. Flaminius, ses tribuns, ses préteurs, ses commissaires, ses centurions, ravirent tout sans rendre aucun compte. L'avarice des derniers arrachoit ce qui avoit échappé aux premiers. Ni les trésors de deux rois, ni les richesses de tant de provinces, ne pouvoient assouvir l'avidité de quelques capitaines. Leurs tentes étoient un vaste gouffre, où alloient s'ensevelir tous les trésors de la Grèce.

» Le pays étoit tenu de fournir tous les jours aux légionnaires le pain, le vin, la viande, l'habillement. Mais bientôt ces héros qui s'intituloient les patrons du globe, se lassent de ce genre de subsistance; ils imposent des taxes eux-mêmes, et l'invasion des propriétés devient générale. Les villes capitales, celles du second ordre, les villages, n'offrent que le spectacle

de la misère et de la ruine : les finances s'épuisent partout.

» On enlève aux propriétaires le vin, le blé, les fourrages ; et pour insulter aux vaincus, les Romains se font un jeu cruel de dissiper ces richesses. On arrache aux artisans les instrumens de leur travail, aux mères leurs enfans pour les transformer en soldats ; on porte une main sacrilége jusque sur les autels ; on brise les statues des dieux, chefs-d'œuvre de la main de Praxitèle, pour en arracher quelques ornemens d'une foible valeur. Enfin, la rapacité de ces indignes légionnaires n'épargne pas même les instrumens de l'agriculture. On ravit au malheureux cultivateur sa charrue, sa bone et ses chevaux ; les champs restent stériles. La misère étend partout ses hideux lambeaux. Tous les ordres de la société tombent dans l'indigence et l'avilissement.

» Au milieu de la désolation générale, les Romains occupoient des palais magnifiques, passoient les jours et les nuits assis dans des banquets splendides, ou plongés dans l'ivresse des plaisirs; ils dormoient sur des lits magnifiques, et le peuple avoit à peine de la paille pour reposer sa tête.

» Et comme si tant de maux n'eussent pas été suffisans, les Romains répandirent encore dans la Grèce la subversion des lois, la corruption

des mœurs, le mépris de la religion. Élevés au sein des discordes civiles, des guerres étrangères, accoutumés au spectacle des combats, du meurtre et du sang, ces farouches républicains étoient inaccessibles à tout sentiment d'humanité, et regardoient la pitié comme un préjugé, comme une foiblesse indigne d'une âme courageuse. Ils parloient de meurtre, de pillage, comme d'une action ordinaire. Leur exemple ne trouva que trop d'imitateurs, et la Grèce se vit bientôt couverte d'une multitude de misérables nés dans son propre sein, et se livrant sans frein et sans remords à tous les excès qu'enfantent la licence et la subversion des lois.

» Quand un état est tombé dans la misère et l'esclavage, il est difficile de conserver parmi les femmes la pudeur et la fidélité. Les Romains trouvèrent en elles une conquête facile. La richesse de leurs casques, la beauté de leurs panaches flottans dans les airs, cet air triomphant et victorieux, ce ton de jactance et d'orgueil avec lequel ils parloient de leurs exploits, cette forfanterie militaire qui trouble si facilement la tête des femmes, devinrent autant de lacs dans lesquels elles tombèrent bientôt. Elles hésitèrent d'abord entre le devoir et la licence; mais la licence prévalut, et ce sexe léger se livra sans frein à ses pernicieux séducteurs. Cepen-

dant la nuit couvroit encore de ses voiles leur honteuse défaite. Mais comme si les orgies nocturnes ne suffisoient point aux Romains, ils portèrent la corruption jusque dans la corruption elle-même.

» On les vit violer les épouses en présence de leurs époux, réduits à dévorer cet affront, à ensevelir leur opprobre dans un silence désespérant. D'autres furent enlevées de la maison conjugale, traînées par leurs ravisseurs sous un autre ciel, loin de leur terre natale, loin de ce qui pouvoit leur être cher. Et quand elles eurent assouvi la brutalité de leurs cruels pirates, elles restèrent abandonnées à elles-mêmes, en proie à la misère, à la honte et au désespoir (1).

---

(1) M. Adams, dans sa traduction, ajoute ici le récit d'une aventure tragique arrivée à une jeune personne, qu'un officier de l'armée d'Italie avoit enlevée :

« Un officier d'un rang considérable, ayant employé, » pour séduire une jeune personne, toutes les ressources » de l'artifice, parvint à lui inspirer de l'amour. Captivée » par ses manières insinuantes, l'élégance de sa personne, » les protestations solennelles d'un amour inviolable, elle » se décida enfin, les larmes aux yeux, la poitrine gonflée » par ses soupirs, à lui faire l'aveu de sa passion. Tendre » et confiante victime, elle ne se doutoit pas que sa » foiblesse alloit la mettre à la merci de son vainqueur.

» Pour achever l'humiliation et le dernier abaissement de la Grèce, ils ébranlèrent la re-

---

» Après mille preuves de sincérité et de tendresse, elle » oublia la dignité de son sexe, le soin de son honneur, » l'intérêt de son propre cœur, et s'abandonna sans ré- » serve au monstre qui l'avoit séduite. Mais après avoir as- » souvi sa passion, le monstre, la repoussa avec une barbarie » inouïe. Frappée de son malheur, l'infortunée tomba » sans connoissance sur la terre, et y resta long-temps » froide et insensible. Enfin, la nature reprenant insen- » siblement ses forces, son œil mourant se rouvrit à la » lumière. Elle recouvra la parole, et s'adressant aux » pierres qui l'environnoient, elle leur demanda de » s'amollir à la vue de sa douleur et de ses larmes, et » de lui prêter une pitié dont le cœur d'un Romain n'étoit » pas capable. Elle adjura son ravisseur, au nom du sacri- » fice qu'elle lui avoit fait, d'un sacrifice plus cher que la » vie, celui de son innocence, de réparer au moins son hon- » neur; elle le conjura par les larmes, les gémissemens, » les sanglots, de prendre compassion d'elle, de ne pas » l'abandonner au mépris, à la misère et au désespoir. » Mais le perfide, la regardant avec un sourire cruel, ne » rougit point de la livrer à son malheureux sort. » Abandonnée de sa famille, méprisée des compagnes » de son enfance, oppressée par le remords, sans au- » cune ressource pour soutenir ses jours infortunés, elle » résolut de mettre un terme à tant de maux, et » s'empoisonna. Avant que le poison eût produit son » effet, elle souleva sa tête mourante, et tournant vers

ligion jusque dans ses fondemens les plus profonds. Les dogmes les plus sacrés, les vérités les plus saintes, furent qualifiés de grossières superstitions. Les prêtres, les autels, les cérémonies religieuses, devinrent l'objet des plus insultantes dérisions. Les vases sacrés, les ornemens des pieuses solennités, furent abandonnés aux usages les plus profanes. Les dieux de la patrie furent brisés jusque sur leurs autels, et leurs temples transformés en tavernes. Les tombeaux, ces asiles inviolables, si chers à tous les hommes, ces demeures consacrées à la paix, furent violés pour en dépouiller les hôtes silencieux.

» Au milieu de ce chaos d'adversités, de ce bouleversement de toutes les lois divines et

---

» le ciel ses yeux qui s'éteignoient, elle implora sa clé-
» mence pour l'action qu'elle venoit de commettre, le
» priant, s'il étoit possible, de laisser tomber sur sa tête
» coupable la rosée de sa miséricorde céleste, et de laver
» la tache de son crime : en achevant ces prières, elle
» expira ».

Cette anecdote est-elle vraie ? N'est-elle qu'un roman inventé par M. Adams pour répandre plus d'intérêt sur son récit ? C'est une question que je ne saurois décider. Mais, quelque horrible que soit l'action du séducteur français, sera-t-elle jamais comparable à celle du séducteur anglais, décrite avec des couleurs si vives dans le Spectateur d'Adisson ?

humaines, Flaminius, enivré des vapeurs du pouvoir, entouré du vain appareil de la grandeur et de l'opulence, semblable à un satrape insolent, résidoit à Chalcis. Il avoit des gardes, une cour, une suite nombreuse; il recevoit de toutes les villes, de toutes les provinces de la Grèce, des ambassadeurs, des princes, des magistrats, des personnages de toute condition, qui venoient présenter des suppliques, des plaintes, des réclamations, et implorer son secours.

» Il écoutoit à peine, et d'un air distrait et impatient; il répondoit quelques mots brusques et interrompus, comme un homme fatigué de plaintes importunes et occupé d'affaires plus sérieuses.

» Cependant, à force de sollicitations, on obtenoit quelquefois une promesse de tout réparer. Mais, voici quels étoient ses moyens de justice: il ordonnoit en secret d'enlever les carrosses, les chevaux, et tous les objets de luxe qui servoient aux plaisirs; et, après le pillage, il publioit un ordre du jour dans lequel il annonçoit avec ostentation qu'il avoit chassé, de ses légions, ces brigands qui déshonoroient les enseignes de la liberté. Il faisoit dépouiller les temples de leurs ornemens les plus riches et les plus révérés, et quand il étoit maître de ces dépouilles, il déclaroit publiquement qu'il vou-

loit faire un exemple de ces exécrables sacriléges. Il faisoit enlever tous les trésors des monts-de-piété; et, quand ils étoient entièrement dévastés, il s'emportoit avec violence contre les auteurs de ces vols honteux, et promettoit de les faire punir d'une manière terrible. Mais ses agens, instruits de ses intentions secrètes, continuoient impunément le cours de leurs brigandages.

» Ainsi le cruel auteur de tant de désastres se faisoit un jeu de la bonne foi, de la justice, et de tout ce que les hommes ont de plus sacré. Non content de voir à ses pieds une nation humiliée, ruinée, désespérée, il ajoutoit l'insulte à la cruauté, en répétant souvent qu'elle n'étoit pas digne de ses bienfaits; qu'elle ne ressentoit ni les feux sacrés de la liberté, ni ceux du patriotisme. Il lui reprochoit de manquer de cette fierté, de cette énergie, qui caractérisent les vrais républicains. Mais si quelquefois le peuple, rappelant son courage, et poussé par le désespoir, se soulevoit contre ses oppresseurs, s'il entreprenoit de repousser la force par la force : alors, plus de grâce et de pitié, le fer et la flamme le punissoient d'avoir osé déployer cet amour de la patrie, cette énergie républicaine, dont on l'accusoit auparavant de ne pas ressentir les nobles inspirations. Cependant Flaminius n'en continuoit pas moins de vanter ses bien-

faits, de se donner pour le libérateur des peuples, de réclamer publiquement leur reconnoissance.

» Les jardins d'Alcinoüs étoient célèbres dans tout l'univers par l'étendue et le charme de leurs ombrages ; Flaminius les demanda confidentiellement comme une récompense de ses grands services ; un désir de Flaminius étoit un ordre ; les représentans de la Grèce, dans une assemblée extraordinaire, lui en firent le don solennel. Mais au moment où l'on vint les lui offrir, il les refusa, parce que, dans l'intervalle, le bruit de cette usurpation s'étoit répandu jusqu'à Rome, et avoit retenti dans toutes les provinces : ce qui n'empêcha pas néanmoins qu'on ne vantât sa modestie et son noble désintéressement.

» Tandis que les vaincus gémissoient sous son horrible tyrannie, le bruit de ses exploits, exagérés par la renommée, voloit chez toutes les nations étrangères, et lui assuroit la plus éclatante réputation. Pour lui, toujours occupé de ses projets ambitieux, toujours constant dans leur poursuite, il employoit également pour leur succès la force et la ruse, la douceur et la cruauté, l'affabilité et la hauteur. Se servant de la piété des uns, de la crédulité des autres, de la scélératesse d'un grand nombre et de la lâcheté de tous, pour

grossir et s'élever un jour à l'empire suprême de Rome (1); cruel, vindicatif, prêt à s'irriter à la moindre contradiction, il laissoit de temps en temps percer son naturel féroce. Un village ayant refusé de payer une contribution exorbitante, il le fit incendier. Deux villes ayant donné le même exemple, il en ordonna le sac. Les Étoliens, à son entrée dans la Grèce, avoient refusé de se déclarer pour lui; il remplit d'abord leur pays de troubles et de désastres, le livra ensuite à ses redoutables légions, et créant un tribunal moins avare peut-être, mais non moins cruel que lui, il fit décapiter les hommes les plus recommandables, parce qu'ils avoient défendu leurs propriétés, leurs lois, leurs autels. Après l'exécution, on vit les bourreaux saisir leurs têtes par les cheveux, et les exposer pâles, décolorées, les lèvres ouvertes et encore tremblantes, aux regards d'une multitude consternée et saisie d'effroi. Le sang de ces victimes innocentes demandoit vengeance aux hommes, la demandoit à la la terre, la demandoit au ciel : ni les hom-

(1) Ceci a été écrit en 1798. On peut en conclure que dès-lors Buonaparte étoit jugé par les esprits clairvoyans.

mes, ni la terre, ni le ciel, ne répondirent à ses plaintes.

» Enfin, Flaminius fit la paix avec Philippe, et abandonna à leur sort des provinces qui avoient arboré l'étendard de la liberté. Il laissa ceux qui s'étoient armés contre les grands, exposés à tout le ressentiment des grands. Il avoit livré les aristocrates aux fureurs des patriotes ; il abandonna les patriotes au courroux des aristocrates, et sema dans ces malheureuses contrées des germes de haine et de fureur inextinguibles.

» Après tant de maux, il quitta son palais pour retourner à Rome, mais non sans faire disparoître toutes les traces de ses actes d'iniquité. Le peuple le proclama le héros du monde, le sénat lui décerna les honneurs du triomphe; et l'Italie le vit monter au Capitole avec une modestie effrontée, traînant après son char les dépouilles des ennemis, et les trésors de toute la Grèce ».

Ici finit le récit de l'auteur italien (1). Son

(1) Cet ouvrage comprend encore la suite des guerres d'Italie ; mais elles n'ont plus de rapport avec Buonaparte. Ce sont encore des pillages, des meurtres, des incendies, des dévastations de tous les genres ; mais l'horreur n'en appartient qu'au directoire.

écrit est plein de chaleur et d'indignation; mais il n'excède point les bornes de la vérité. L'auteur pouvoit le charger encore d'une foule de traits d'avarice, de perfidie et de cruauté qui ne déceloient que trop fréquemment le naturel de Buonaparte et ses dispositions à la tyrannie.

Après la funeste journée du 13 vendémiaire, quelqu'un de ses amis lui ayant témoigné le regret d'avoir vu couler le sang français: « Si » la cour, dit-il, en avoit fait autant en 1789, » il n'y auroit pas eu de révolution (1).

Sa conduite envers la république de Venise fut le comble de la déloyauté. Il calomnia ce malheureux gouvernement, il l'accabla de tout le poids de son oppression, mais il eut huit millions pour en faire la cession à l'Autriche.

Si l'on en croit quelques mémoires, l'armée d'Italie n'étoit pas seulement composée de soldats français, on y comptoit une foule d'aven-

(1) On a dit aussi et publié récemment, dans un de nos journaux, qu'à l'époque du 20 juin, au moment où les hordes révolutionnaires enfonçoient les portes du château des Tuileries, Buonaparte, se trouvant au jardin, se réunit à un groupe, reprocha au roi sa trop grande foiblesse, et dit: *Si je commandois au château, les choses se passeroient autrement.* Cette anecdote est controuvée; Buonaparte étoit alors en Corse.

turiers de toutes les nations, piémontais, nicards, génois, lombards, savoyards, qui se livrèrent à toutes sortes de désordres.

A peine Buonaparte étoit-il maître de Mantoue, que l'on jeta dans un cachot un Mantouan qui avoit conduit dans le Tyrol un Anglais chargé de rédiger le journal des opérations de l'armée d'Italie.

Après l'entrée des Français à Venise, l'armée républicaine, qui occupoit Venise, Udine, Padoue, fit main basse sur toutes les propriétés russes, anglaises, portugaises.

Tel étoit l'état de dénûment où le pape se trouva à la suite de son traité de paix avec Buonaparte, qu'on fut obligé de mettre en réquisition jusqu'aux bagues dont le prix passoit 300 francs. Dans le cours de la guerre avec le Saint Père, des paysans ayant pris les armes pour leur légitime souverain, le village de Tavoletto fut livré aux flammes et réduit en cendres. Après le traité de paix, quelques communes qui, à l'instigation des Français, avoient arboré l'étendard de la liberté, s'indignèrent de se voir remises sous le joug de leur ancien souverain; elles insultèrent les républicains et parurent disposées à soutenir leur indépendance. Le général Rusca marcha à la tête d'une colonne mobile, se porta sur ces communes, et la petite ville de Fossombrone

fut livrée à la plus terrible des exécutions militaires.

Les journaux étrangers accusèrent l'armée française de s'être livrée à des excès inouïs pendant son séjour sur les frontières de l'Autriche; d'avoir pillé de fond en comble la ville de Judenbourg dans la haute Styrie; d'avoir enlevé presque tous les chevaux et tous les chariots des habitans de la Carinthie et du Carniole. Les excès devinrent tels pendant la retraite de l'armée française, que les généraux permirent aux habitans de la campagne de tuer sur-le-champ tout Français qui s'éloigneroit du camp au-delà de cent pas.

Partout les républicains se conduisoient comme en pays ennemi, et se déshonoroient par des excès qui depuis n'ont été que trop imités par leurs ennemis; ils levoient des contributions, forçoient les magasins, violoient les propriétés, enlevoient l'argenterie et les ornemens des églises. Cette mesure eut lieu à Udine, le jour même où l'on plantoit l'arbre de la liberté.

Le directoire avoit chargé Buonaparte de réclamer, auprès de l'empereur d'Autriche, MM. de La Fayette, de Latour-Maubourg et Bureau-de-Puzy (1); il obtint leur liberté; mais

(1) L'arrêté du directoire étoit du 24 avril. Les pri-

dans le temps même où il remplissoit cet honorable devoir, il sollicitoit et obtenoit du gouvernement suisse le bannissement de M. Mallet-du-Pan, parce que cet écrivain courageux avoit osé prendre pitié de l'Italie, et parler avec liberté des exploits et des concussions de Napoléon.

Au mois de juin 1796, lorsque l'armée française, paroissant menacer Rome, se jeta tout à coup sur Livourne, Buonaparte se rendit à Florence, et y fut reçu avec des honneurs extraordinaires par le grand-duc. A la suite d'un banquet somptueux, le souverain de Toscane présente à Buonaparte une épée magnifique, gage de bonne amitié entre le général et lui; Buonaparte fléchit le genou pour la recevoir, puis l'élevant en l'air : *Je jure*, dit-il, *à votre A. I.* de ne m'en servir jamais que pour la défense de sa personne et de ses états. Il venoit de signer,

---

sonniers ne sortirent de la forteresse d'Olmutz que le 27 août suivant. L'Autriche exigeoit de M. de La Fayette qu'il partît pour l'Amérique, et qu'il ne rentrât jamais dans les états autrichiens sans la permission spéciale de l'empereur. M. de La Fayette répondit qu'il avoit lui-même l'intention de passer en Amérique, mais qu'il ne vouloit pas qu'on lui en fît une loi; qu'il ne rentreroit jamais dans les états autrichiens, à moins que son gouvernement ne l'investît de fonctions qui exigeroient sa présence dans les états de sa majesté impériale. Il signa cette déclaration.

une heure auparavant, la prise de possession de Livourne, et, en sortant de chez le prince, il fit sommer le ministre Manfredini d'expulser de la Toscane l'abbé Dejean, agent du roi de France, et les émigrés dont la présence lui inspiroit des alarmes (1).

Jamais Buonaparte n'a parlé dans ses rapports des pertes de l'armée française. Il est constant néanmoins qu'elles furent souvent très considérables. Le 6 avril 1797, le général autrichien Kerpen ayant effectué sa jonction avec le général Laudon, ce mouvement obligea les Français à se retirer par la vallée de Pastet. Ils furent poursuivis jusqu'à Brunoken; et perdirent dans leur retraite près de 4000 hommes, tant tués que prisonniers. Le 24 du même mois, dans le combat qui eut lieu près de Brixen, l'armée française perdit encore près de cinq mille hommes. L'attaque du pont de Lodi, celle du pont d'Arcole, la défaite de l'armée française sur les bords de l'Adige, coûtèrent la vie à un grand nombre de jeunes et braves guerriers. Les histoires des guerres d'Italie, publiées jusqu'à ce jour, se taisent sur ces échecs; mais le directeur Carnot en convient dans ses

(1) Plusieurs gentilshommes français, et notamment M. le baron d'Imbert, furent témoins de cette odieuse et cruelle jonglerie.

némoires. Il avoue même que, dans un temps le détresse, Buonaparte lui ayant demandé quinze mille hommes, il lui en fit passer trente. On peut estimer à près de quarante mille hommes les pertes de l'armée française dans le cours des deux campagnes (1).

Si Buonaparte a couvert d'un grand éclat le nom français par ses nombreuses victoires, il a aussi jeté, le premier, le fondement de ces haines immortelles qui ont fini par armer l'Europe toute entière contre nous. Il a le premier appris aux peuples à rompre les liens qui les unissent à leurs souverains; il a non-seulement

(1) Au mois de février 1797, on distribua à Paris, dans les deux conseils, le tableau des campagnes faites par les armées républicaines. Il en résultoit que, depuis le 8 septembre 1793 jusqu'au 19 février 1797, les troupes françaises avoient remporté deux cent soixante et une victoires, trente et une en batailles rangées; tué à l'ennemi cent cinquante-deux mille six cents hommes; pris trois cent trente-huit places fortes ou villes importantes, trois cent dix-neuf forts, camps ou redoutes; enlevé sept mille neuf cent soixante-trois bouches à feu, cent quatre-vingt-six mille sept cent soixante fusils, quatre millions trois cent quatre-vingt-huit mille livres de poudre, deux cent sept drapeaux, cinq mille quatre cent quatre-vingt-six chevaux, etc. Mais on ne joignoit pas à ce tableau celui des hommes, des chevaux, des bouches à feu que nous avoient coûté ces brillans exploits.

renversé des trônes, mais ruiné la religion, les mœurs et les lois. Il a, pour assurer ses triomphes, déchaîné toutes les passions, cherché des auxiliaires dans les dernières classes de la société, et dans les derniers replis du cœur humain : de sorte qu'on le trouve dans cette première partie de sa vie politique, tel qu'il s'est montré dans tout le reste, religieux et impie, audacieux et réservé, prodigue et avare, modeste et arrogant, doux et cruel, suivant la nature et la diversité de ses vues; également indifférent au crime et à la vertu, au bien et au mal, au mensonge et à la vérité, au commandement et à l'obéissance, pourvu qu'il pût servir son ambition et assurer l'accomplissement de ses desseins ultérieurs. La plus grande gloire de Buonaparte n'est pas d'avoir gagné des batailles, mais d'avoir su se mettre au-dessus des autres hommes, les commander, les attacher à sa fortune, les intéresser à ses succès. Personne ne sut mieux que lui imiter ce Grec célèbre qui avoit appris à ses oiseaux à répéter sans cesse : *Psaphon est un Dieu.*

CHAPITRE ADDITIONNEL.

On a publié en 1797, chez le libraire Dupont, rue de Richelieu, à Paris, un petit écrit intitulé : *Quelques notices sur les premières années de Buonaparte, recueillies et publiées en anglais par un de ses condisciples, et mises en français par le citoyen B.* Comme l'intention de l'auteur de ces mémoires est de ne rien négliger pour faire connoître le personnage célèbre dont il écrit l'histoire, il a cru devoir en extraire quelques notes.

Buonaparte, étant entré à l'école militaire de Brienne, se distingua bientôt par la singularité de son caractère. Il étoit sombre, concentré, sans amitié pour ses camarades. Un d'eux l'ayant un jour plaisanté sur la soumission de la Corse à la France : *J'espère bien*, répondit-il, *être un jour en état de lui rendre son indépendance.*

On donnoit aux élèves de l'école une portion de jardin qu'ils s'amusoient à cultiver ; il palissada le sien, et ne souffrit pas que personne y entrât ; bientôt, ne le trouvant pas assez grand, il attaqua la propriété de ses voisins, et les força à lui céder leur petit enclos.

Les remontrances, les mortifications, les châtimens même ne pouvoient rien sur son caractère indomptable. Jamais on ne parvint à l'amener à aucun sentiment de bienveillance pour ses jeunes compagnons d'armes. Comme il avoit rang de capitaine dans son petit bataillon, on assembla un conseil de guerre qui le déclara indigne de commander ses camarades dont il repoussoit l'amitié. On lui lut la sentence qui le dégradoit, et il n'en parut point affecté. Cependant, après quelque temps de disgrâce, ses condisciples se rapprochèrent de lui, et le choisirent pour directeur de leurs jeux. Il n'en imagina d'autres que des attaques et des batailles à coups de pierres. Les supérieurs de l'école supprimèrent les jeux, et réprimandèrent le général qui n'en parut nullement affligé. Il se retira dans son jardin comme dans un fort, et cessa de se mêler avec ses camarades. Cependant l'hiver ayant ramené les neiges, on vit reparoître toute son humeur guerrière. Il faisoit des redoutes, des retranchemens, des bastions, qu'il défendoit avec des pelotes de neige.

En 1785, l'école célébrant la fête de S. Louis, loin de prendre part à la joie de ses camarades, il troubla leurs plaisirs, et se livra à un violent excès de colère, parce qu'une explosion de poudre avoit causé quelque dommage à son

jardin; il poussa même la violence jusqu'à frapper, d'un instrument de jardinage, un des jeunes élèves qui lui-même étoit blessé. L'indignation souleva contre lui le reste de l'école ; elle l'attaqua avec fureur dans ses retranchemens, et l'y força.

L'étude des mathématiques étoit celle à laquelle il se livroit de préférence; il montroit peu de goût et faisoit peu de progrès dans les autres parties de ses études; aussi donna-t-il souvent dans le cours de sa vie des preuves d'une singulière ignorance (1). En 1785, il sortit de l'école militaire de Brienne pour aller à Paris. Ses connoissances mathématiques le firent désigner pour l'arme de l'artillerie. Il entra, comme nous l'avons déjà rapporté, dans le régiment de la Fère. A l'époque de la révolution, il se déclara avec chaleur contre le parti du roi, et faillit, un jour, être jeté dans

(1) Lorsque les circonstances l'eurent élevé à la puissance souveraine, il se trouva souvent dans la nécessité de parler des économistes et des jansénistes. Jamais on ne put lui faire comprendre la différence entre le père Quesnel, célèbre par ses cent et une propositions, et le docteur Quesnay, l'un des plus habiles économistes. Il disoit toujours, en parlant de ceux-ci : *votre père Quesnel n'est qu'un rêveur.*

la rivière par quelques-uns de ses camarades, qui tenoient avec enthousiasme pour la cause royale.

On peut prendre une idée de la détresse qu'éprouvoit alors sa famille, dans une lettre que madame Lætitia Buonaparte écrivit en 1788 au comte de Brienne, ministre de la guerre; elle conjure S. E. d'accorder à Louis Buonaparte, son quatrième fils, une place dans une école militaire. Elle fait valoir la charge d'une nombreuse famille, composée de huit enfans, et sa qualité de veuve d'un homme qui a toujours bien servi le roi; elle s'autorise de la conduite de son second fils Napoléon qui, admis en 1778 à l'école de Brienne, a su profiter des bontés du roi, et se mettre en état de le servir. Elle rappelle au ministre que, cinq ans auparavant, M. Buonaparte père a conduit à Paris son troisième fils Lucien, dans l'espérance qu'on lui donneroit à Brienne la place de son frère Napoléon qui alloit en sortir; mais que cette espérance a été frustrée, et que Louis a continué d'être à charge à sa famille; elle gémit de n'avoir pas les moyens de donner à tant d'enfans une éducation conforme à leur état, et de ne pouvoir les mettre à même de servir avec succès Sa Majesté.

Elle finit en se prosternant aux pieds du trône, protestant à M. de Brienne que huit

pupilles seront les organes des vœux qu'elle adressera au ciel pour sa conservation.

Paoli ayant, comme on sait, emmené Napoléon avec lui en Corse, il s'y conduisit avec une extrême ingratitude, et une violence qui ensanglanta plus d'une fois sa patrie. Il avoit vainement essayé de se rendre intéressant dans le cours des mouvemens révolutionnaires ; ses talens n'ayant frappé personne, il chercha à s'en venger d'une manière éclatante. L'escadre du contre-amiral Truguet étant arrivée à Ajaccio, et la légion marseillaise ayant débarqué, Napoléon s'introduisit dans ses rangs pour en connoître l'esprit. Il la trouva disposée selon ses vues, il l'anima contre les royalistes, et courut les rues avec elle, en criant : *Mort aux aristocrates !* En un instant tous les quartiers de la ville furent remplis de terreur; des cannibales entrent dans la citadelle, forcent les prisons, saisissent un malheureux, le pendent au mât du pavillon, lui tranchent la tête et la promènent dans la ville. Arrivés sur la place, ils retrouvent leur ami Napoléon qui les embrasse ; ils établissent le tribunal de la lanterne, et y attachent cet écriteau tracé de la main même de Buonaparte : *Tremate, aristocratici, l'ora della vendetta è venuta : tremblez aristocrates, l'heure de la vengeance est arrivée.* Le lendemain la

ville étoit déserte, tout le monde avoit fui pendant la nuit.

Deux clubs fort opposés de sentimens et d'opinions s'étoient formés à Ajaccio. L'un, qu'on appeloit le club des aristocrates, étoit présidé par le contre-amiral et avoit pour secrétaires MM. Cunéo et Graziani. L'autre, qu'on appeloit le club des patriotes, avoit pour président M. Levic (Jérome), et pour secrétaires MM. de S.....e, Joseph Buonaparte, et Antoni, vicaire de l'évêque constitutionnel. Le jour même de la fête de Pâques, les deux clubs s'assemblèrent; à quatre heures on annonça au club des patriotes une députation du club présidé par le contre-amiral. L'orateur fut admis. Il exposa qu'il étoit impolitique qu'une petite ville telle qu'Ajaccio eût deux clubs; que la prolongation d'un pareil abus ne pouvoit qu'entretenir la discorde, nourrir des haines, enfanter des désordres. Il exhorta les membres des deux sociétés à la réconciliation et à la paix, et finit par demander la réunion des deux clubs. Napoléon s'empara de la tribune, combattit la proposition avec beaucoup de chaleur, et termina son discours par proposer de chasser l'orateur. Lucien succéda à Napoléon et parla dans le même sens. Plusieurs orateurs pérorèrent en faveur de la proposition, repoussèrent tous les argumens

de Lucien et de Napoléon, et firent une vive impression sur l'assemblée. Le président se disposoit à mettre la question aux voix, lorsque Napoléon, voyant sa cause perdue, se met à la fenêtre, et crie comme un forcené : *Aux armes! aux armes! exterminez les aristocrates!* Le peuple s'arme en effet, et dans un clin d'œil la place est couverte d'une foule d'hommes prêts à se porter à tous les excès. Le président avoit levé la séance. Il sort suivi d'un grand nombre de membres du club. Il pérore la multitude, parvient à la calmer, et l'orage est ajourné. La troisième fête de Pâques, MM. Abbatucci, Santelli, Graziani et Martinengo, membres du club des aristocrates, sont invités par un de leurs amis à passer la journée à la campagne. Le soir, à leur retour, ils sont attaqués par une foule de forcenés qui avoient à leur tête Napoléon. On fond sur eux à coups de crosse. M. Abbatucci est blessé à la tête; M. Graziani, à la poitrine; les autres sont heureusement secourus par leurs amis.

A la suite de ces excès Buonaparte fut banni de sa patrie, et son nom voué à l'exécration publique par un acte solennel dressé par l'assemblée générale tenue à Corte, le 27 mai 1793, et présidée par le général Paoli.

Il paroît qu'à cette époque il passa à Londres, soit dans l'intention de se venger de Paoli,

et d'obtenir des secours pour soumettre la Corse, soit pour se soustraire à un mandat d'arrêt décerné contre lui par le représentant Lacombe Saint-Michel. La convention le soupçonnoit d'avoir, avec quelques autres conjurés, le projet de remettre l'île aux Anglais; elle avoit en conséquence chargé ses commissaires de s'emparer de sa personne, mais il leur échappa par la fuite. Ce qui est constant, c'est que le général Miranda assura avoir à cette époque reçu sa visite, et la lui avoir rendue à l'hôtel des Adelphes dans le Strand. Ce fut, dit-on, de Londres qu'il se rendit en France assez tôt pour se trouver au siége de Toulon.

Après ce siége, il revint à Marseille, où sa famille étoit dans le plus grand dénûment, donna des secours à sa mère et à ses sœurs, qui parurent en public vêtues avec une sorte d'ostentation. Mais la conduite de Buonaparte à Toulon avoit laissé des impressions si fortes contre lui, qu'un jour ces dames se promenant au *Meillan*, elles furent entourées par une foule immense, insultées et réduites à fuir précipitamment (1).

Peu de temps après, Buonaparte ayant été

(1) Ce fut à cette époque qu'elles furent obligées de quitter leur loge au théâtre.

destitué, toute sa famille retomba dans la misère ; et lui-même, ne sachant à quel parti se résoudre, songea à se jeter dans la carrière dramatique. Il apprit un grand nombre de rôles, composa quelques pièces de théâtre, et sollicita, à Paris, l'honneur de débuter au Théâtre de la République dans l'emploi des jeunes premiers, se réservant sans doute plus tard celui des tyrans.

Comme on ne doit rien dissimuler de ce qui peut servir à le faire connoître en bien comme en mal, voici une anecdote qu'on a consignée dans quelques recueils :

« Après la longue et sanglante affaire d'Arcole, il voulut lui-même parcourir et visiter » le camp. Il prend un simple habit d'officier, » et commence sa ronde. Il trouve une sentinelle profondément assoupie, la tête appuyée sur la crosse de son fusil. Il le soulève doucement, prend le fusil et fait la faction pendant deux heures, au bout desquelles » on vient le relever.

» Le soldat se réveille ; il se voit sans armes ; » un jeune officier fait sa faction à sa place. Il » est saisi d'effroi ; il tremble bien davantage, » lorsque, regardant attentivement l'officier, il » reconnoît le général en chef. Ciel ! s'écrie-t-il, je suis perdu. — Non, lui répond le » général, après tant de fatigues il est bien per-

» mis de s'endormir : mais une autre fois prends » mieux ton temps. »

Il faudroit bien des traits de ce genre, si celui-ci est vrai, pour effacer tous les actes d'inclémence commis depuis par Buonaparte.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES

DU TOME PREMIER.

Page

CHAPITRE I. De la Corse. 11

CHAPITRE II. Naissance et éducation de Buonaparte. 63

CHAPITRE III. Siége de Toulon; commencement de la fortune de Buonaparte. 81

CHAPITRE IV. Journée du 13 vendémiaire; promotion de Buonaparte au grade de général en chef de l'armée de l'intérieur. 139

CHAPITRE V. Suite de la journée du 13 vendemiaire; mariage de Buonaparte; sa nomination au commandement en chef de l'armée d'Italie. 169

CHAPITRE VI. Ouverture des campagnes d'Italie. . 189

CHAPITRE VII. Entrée de Buonaparte à Milan; soumission de Rome, de Naples, de Venise. Insurrections; victoires; conquêtes nouvelles. 228

CHAPITRE VIII. Passage du Mincio; entrée des Français à Vérone. Louis XVIII obligé de quitter cette ville; détails sur ce prince. 249

Page

Chapitre IX. Siége de Mantoue; entrée des Français à Bologne, Ferrare, Urbin, Livourne. 329

Chapitre X. Revers des Français; prise de Vérone, de Brescia; siége de Peschiera par les Autrichiens; mouvemens en Italie; inquiétudes du Directoire; levée du siége de Mantoue; bataille de Castiglione; victoire des Français. 364

Chapitre XI. Retraite des Autrichiens derrière la ville de Trente; reprise du siége de Mantoue; passage de l'Adige; bataille de Roveredo; prise de Trente; bataille de Bassano; Wurmser forcé de se retirer à Mantoue; nouveaux avantages des Français; nouvelle armée autrichienne sous le commandement du général Alvinzi. 396

Chapitre XII. Fêtes à Milan et à Gênes, pour la fondation de la république; reprise de l'île de Corse; traité de paix entre la France, Naples et Parme; bataille d'Arcole. 41-

Chapitre XIII. Suite des victoires de Buonaparte; défaite du général Alvinzi; reddition de Mantoue. 43-

Chapitre XIV. Capitulation des Autrichiens à Mantoue; arrivée du prince Charles. 45-

Chapitre XV. Continuation des hostilités; lettre du général en chef de l'armée française au prince Charles; armistice de Leoben; signature des préliminaires de paix. 49-

Chapitre XVI. Insurrection de Bergame, Brescia,

Page

Crema; massacres à Vérone; entrée des Français à Venise; destruction de cette république. . . . 511

Chapitre XVII. Révolution de Gênes. 552

Chapitre XVIII. Réunion des fiefs impériaux; mouvemens en Italie et en Suisse. 563

Chapitre XIX. État de la France pendant les conquêtes d'Italie; adresse des armées au directoire; journée du 18 fructidor. 570

Chapitre XX. Suites du 18 fructidor; troubles dans l'intérieur; embarras du directoire; Buonaparte est chargé du commandement dans les provinces méridionales. 593

Chapitre XXI Négociations avec l'Angleterre; réunion des plénipotentiaires à Lille; rupture des conférences; Buonaparte est désigné pour le commandement de l'armée d'Angleterre. . . . 605

Chapitre XXII. Traité de Campo-Formio; établissement de la république cisalpine et de la république ligurienne; rappel de M. de La Fayette; fin des campagnes de Buonaparte en Italie. . . 615

Chapitre additionnel. 655

FIN DE LA TABLE.

NOTES ET CORRECTIONS.

PAGE 14. — La petite araignée venimeuse, dont il est parlé dans cette page, s'appelle *mavrugnate*. Sa piqûre n'est dangereuse que dans les mois les plus chauds de l'année, ceux de juillet et d'août. Le premier symptôme de la morsure est l'engourdissement de la partie *lésée*; les autres symptômes se développent successivement et ressemblent à ceux qui résultent des poisons narcotiques. Les habitans de la campagne ne connoissoient autrefois d'autre remède à cette blessure, que d'enfermer le malade dans un four médiocrement chauffé. On la guérit maintenant par les alcalis pris intérieurement. Cet insecte est gros comme une petite noisette. Il est laborieux et prévoyant, et, comme le castor, il se creuse une habitation dans la terre, et la ferme à l'aide d'une porte circulaire et en soupape (1).

Ibidem. — Les Grecs, qui sont aujourd'hui à Ajaccio, habitoient Carghèse, village dans le golfe de Segone, bâti par M. de Marbœuf. Au commencement de la révolution, les paysans des environs leur déclarèrent la guerre, parce qu'ils avoient constamment refusé de s'allier par des mariages avec les indigènes. On en vint aux armes; les Grecs furent vaincus, leur colonie presque détruite, et ses restes forcés de se disperser. Quelques colons fixèrent leur domicile à Ajaccio.

PAGE 15. — S'il est vrai que la langue corse soit un mélange de grec, d'italien, d'arabe, de latin, il faut néanmoins ajouter que, parmi les personnes bien nées, on ne parle que l'italien.

Ibidem. — Il n'est pas bien démontré que les Corses battent habituellement leurs femmes. Il est en Corse, comme partout ail-

(1) Cette note et la plupart des suivantes ont été communiquées par M. S. né en Corse, et fort instruit de ce qui concerne son pays.

leurs, des hommes d'un caractère grossier, qui poussent quelquefois la brutalité jusqu'à frapper leurs femmes; mais ce n'est point un usage reçu. En cas d'infidélité, un Corse ne battroit pas sa femme; il feroit quelque chose de plus, il la tueroit. Dans les querelles de famille à famille, querelles souvent sanglantes, les femmes sont toujours ménagées par les deux partis.

PAGE 49. — Il faut ajouter, au sujet de Paoli, qu'il écrivit à J. J. Rousseau pour obtenir une constitution sage et libre. Ce célèbre écrivain lui en envoya une qui fait honneur à son génie, mais que les intérêts politiques et les passions des hommes n'ont pas permis qu'on mît en pratique.

PAGE 52. — On lit : M. de Marbœuf ayant témoigné le désir de se rendre *à Bastia par la Corse* : c'est une faute d'impression, qui rend la phrase absurde : il faut lire : ayant témoigné le désir de se rendre à Bastia *en passant par Corte*.

PAGE 55. — On trouve ici un tableau de l'île de Capraïa, qui pourroit bien aujourd'hui paroître de pure imagination. Le fléau de la révolution, qui a tout bouleversé, n'a point épargné le petit rocher de Capraïa. Les Français l'ont épuisé par leurs réquisitions. Il compte aujourd'hui quatorze à quinze cents habitans. Les passions y dominent comme partout ailleurs. Les charmes de la vie primitive n'y sont plus connus. Les femmes sont exclusivement chargées de la culture de la terre; mais chacun récolte le produit de son champ. On en retire un peu d'orge, de menus grains et de vin; ce vin est délicieux.

PAGE 62. — Il faut ajouter à l'éloge de Paoli, que ce vertueux citoyen avoit légué, avant sa mort, une somme considérable pour l'établissement d'une université dans son pays natal; que le conseil général du département du Golo en ayant eu connoissance, supplia Buonaparte de procurer à son pays l'avantage d'un don si précieux, et qu'il s'y refusa constamment. Mais ce legs ne sera sûrement point perdu sous le règne de Louis XVIII.

PAGE 78. — On envoya en Corse *Lacombe, Saint-Michel et Salicetti*; lisez : *Lacombe-Saint-Michel, Delchaire et Salicetti*.

Ibidem. — Au lieu de *Perzio*, lisez : *Bozio*. Un peu plus loin, on trouve encore *Lacombe* et *Saint-Michel* ; il faut toujours lire *Lacombe-Saint-Michel*.

PAGE 79. — On y lit que Buonaparte se fit nommer, en Corse, lieutenant colonel de la garde nationale. On a été induit en erreur sur ce fait. Napoléon n'obtint jamais de grade dans sa patrie : il commandades rassemblemens, mais sans autres droits que ceux qui proviennent de la force, du désordre et de l'anarchie.

PAGE 83. — Il est constant que Napoléon se présenta devant Ajaccio avec deux frégates, dans le dessein de bombarder sa propre patrie; mais Paoli y avoit envoyé cinq mille hommes commandés par MM. Colonna, Simon, Tartaroli, etc., qui l'attendirent de pied ferme. Le héros, instruit que la place étoit en état de braver ses menaces, se retira sans oser rien entreprendre. M. Masseria étoit alors allé à Toulon, solliciter l'appui des puissances coalisés, pour chasser de Corse les troupes de la convention.

PAGE 85, *à la fin* Les Français débarquèrent, près de Cagliari, sous le commandement du général Casabianca. On se battit pendant la nuit, on perdit huit cents hommes, et l'on s'aperçut au jour que l'ennemi n'avoit eu aucune part à ce combat.

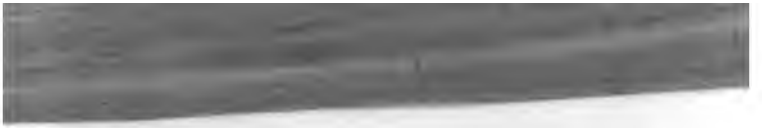
PAGE 184. — On connoît en France deux familles nobles du nom de Tascher, dont l'une a quelquefois cherché à se confondre avec l'autre. Celle à laquelle appartenoit l'impératrice Joséphine, est française d'origine, et très-ancienne, quoique sans illustration ; l'autre est de Suisse, et n'a de commun avec la première que le nom. Les armoiries des deux maisons sont très-différentes.

PAGE 222. — On a rapporté dans cette page une lettre attribuée au général Beaulieu. Le lecteur aura facilement compris que cette lettre est tout-à-fait controuvée.

PAGE 253. — On y lit : *la citadelle de Coblentz est susceptible de défense* ; il faut lire : *la citadelle d'Ehrenbreisten, voisine de Coblentz, est susceptible de la plus longue défense* ; elle est aujourd'hui détruite).

Page 263. — Le nom exact du château habité par les princes, pendant leur émigration, sur les bords du Rhin, n'est pas *Schoenbursth* ; mais *Schoenbornslust*, c'est-à-dire, *delices de Schoenborn*, nom de l'électeur qui l'a fait construire.

On trouvera, dans le cours du volume, quelques légères fautes de typographie qu'on n'a pas cru devoir indiquer ici, parce que la pénétration du lecteur sera plus que suffisante pour les reconnoître.

L'auteur de ces mémoires recevra, avec reconnoissance, toutes les observations que l'on voudra bien lui adresser.

FIN DES NOTES ET CORRECTIONS.